

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traité et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traité*s

*Traité*s et *Engagements internationaux*
*enregis*tres par le *Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME
CXCVII

1939

N° 4601-4620
et Annexe XLIX

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4601. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Italie : Convention commerciale, avec annexe. Signée à Rome, le 30 juin 1937	23
N° 4602. — Union Sud-Africaine, Commonwealth d'Australie, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, etc. : Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux. Signé à Bruxelles, le 30 juillet 1936	31
N° 4603. — Allemagne et Danemark : Traité de non-agression, et protocole de signature. Signés à Berlin, le 31 mai 1939 ...	37
N° 4604. — Lettonie et Pologne : Convention vétérinaire concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, avec annexes et protocole final. Signés à Riga, le 16 novembre 1937	43
N° 4605. — Belgique et Grèce : Echange de notes comportant un accord en vue d'admettre les livrets de marins en tant que passeports. Bruxelles, les 30 août et 9 septembre 1937	63
N° 4606. — Belgique et Danemark : Echange de notes comportant un accord relatif aux documents d'identité du personnel des aéronautes. Copenhague, le 16 septembre 1937 ...	67
N° 4607. — Pologne et Roumanie : Protocole additionnel à la Convention de commerce et de navigation conclue à Varsovie le 23 juin 1930 entre les deux pays. Signé à Bucarest, le 9 février 1938 ...	71
N° 4608. — Allemagne et Grèce : Convention concernant l'entr'aide judiciaire en matière civile et commerciale. Signée à Athènes, le 11 mai 1938 ...	75

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME
CXCVII

1939

Nos. 4601-4620
and Annex XLIX

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4601. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Italy : Commercial Convention, with Annex. Signed at Rome, June 30th, 1937	23
No. 4602. — Union of South Africa, Commonwealth of Australia, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, etc. : Protocol regarding the Immunities of the Bank for International Settlements. Signed at Brussels, July 30th, 1936	31
No. 4603. — Germany and Denmark : Treaty of Non-Aggression, and Protocol of Signature. Signed at Berlin, May 31st, 1939	37
No. 4604. — Latvia and Poland : Veterinary Convention concerning the Transit of Animals, Meat and Other Products of Animal Origin, with Annexes and Final Protocol. Signed at Riga, November 16th, 1937	43
No. 4605. — Belgium and Greece : Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Recognition of Seamen's Discharge Books in lieu of Passports. Brussels, August 30th and September 9th, 1937	63
No. 4606. — Belgium and Denmark : Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Documents of Identity for Air- craft Personnel. Copenhagen, September 16th, 1937	67
No. 4607. — Poland and Roumania : Additional Protocol to the Convention of Commerce and Navigation concluded at Warsaw on June 23rd, 1930, between the Two Countries. Signed at Bucharest, February 9th, 1938	71
No. 4608. — Germany and Greece : Convention regarding Reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters. Signed at Athens, May 11th, 1938	75

	Pages
Nº 4609. — Roumanie et Yougoslavie : Convention relative au trafic de frontière entre les deux pays, avec protocole de clôture, signés à Belgrade, le 13 mai 1937, et protocole d'application de la convention, avec protocole additionnel et annexes, signés à Belgrade, le 5 novembre 1937	101
Nº 4610. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg : Déclaration relative à la communication réciproque de copies littérales des actes de l'état civil ou de nationalité entraînant changement d'indigénat dans le chef de ressortissants belges ou luxembourgeois. Signée à Bruxelles, le 4 mars 1939...	141
Nº 4611. — Roumanie et Yougoslavie : Traité d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole spécial et protocole final. Signés à Belgrade, le 13 mai 1937	145
Nº 4612. — Roumanie et Yougoslavie : Convention sanitaire vétérinaire, et protocole final. Signés à Belgrade, le 13 mai 1937 ...	161
Nº 4613. — Etats-Unis d'Amérique et Canada : Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'emploi de la radio pour des services aéronautiques civils, avec annexes. Washington, le 20 février 1939	181
Nº 4614. — Etats-Unis d'Amérique et Chili : Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, les 20 et 24 février 1939... ...	217
Nº 4615. — Danemark et Norvège : Echange de notes comportant un accord relatif à l'enregistrement réciproque des marques de fabrique. Oslo, le 8 juillet 1939 ...	227
Nº 4616. — Allemagne et Grèce : Echange de notes comportant un accord portant amendement à l'annexe B relative à l'article 12 du Traité de commerce et de navigation du 24 mars 1928. Athènes, le 1 ^{er} octobre 1938 ...	233
Nº 4617. — Aden et Egypte : Arrangement entre l'Office des postes d'Aden et l'Office des postes de l'Egypte concernant l'échange des mandats de poste, avec annexes. Signé au Caire, le 22 octobre 1938, et à Aden, le 3 novembre 1938 ...	241
Nº 4618. — Birmanie et Siam : Arrangement entre l'Office des postes de la Birmanie et l'Office des postes du Siam concernant l'échange des mandats de poste, avec annexes. Signé à Rangoun, le 30 janvier 1939, et à Bangkok, le 14 février 1939 ...	255
Nº 4619. — France et Inde : Convention relative à l'introduction de l'opium de contrebande à Chandernagor. Signée à Chandernagor, le 22 mars 1939 ...	273
Nº 4620. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord : Accord relatif à l'application aux territoires des Sudètes de l'Accord de transfert du 1 ^{er} juillet 1938 ainsi que de l'Accord complémentaire du 13 août 1938. Signé à Londres, le 16 juin 1939... ...	277

	Page
No. 4609. — Roumania and Yugoslavia : Convention concerning Frontier Traffic between the Two Countries, with Final Protocol, signed at Belgrade, May 13th, 1937, and Protocol regarding the Application of the Convention, with Additional Protocol and Annexes, signed at Belgrade, November 5th, 1937	101
No. 4610. — Belgium and Grand Duchy of Luxembourg : Declaration regarding the Reciprocal Communication of Literal Transcripts of Records of Civil Status or Nationality entailing a Change of Nationality in the Case of Belgian or Luxemburg Nationals. Signed at Brussels, March 4th, 1939	141
No. 4611. — Roumania and Yugoslavia : Treaty concerning Establishment, Commerce and Navigation, with Special Protocol and Final Protocol. Signed at Belgrade, May 13th, 1937	145
No. 4612. — Roumania and Yugoslavia : Sanitary and Veterinary Convention, and Final Protocol. Signed at Belgrade, May 13th, 1937	161
No. 4613. — United States of America and Canada : Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Use of Radio for Civil Aerological Services, with Annexes. Washington, February 20th, 1939	181
No. 4614. — United States of America and Chile : Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Santiago, February 20th and 24th, 1939	217
No. 4615. — Denmark and Norway : Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Registration of Trade-marks. Oslo, July 8th, 1939	227
No. 4616. — Germany and Greece : Exchange of Notes constituting an Agreement modifying Annex B concerning Article 12 of the Treaty of Commerce and Navigation of March 24th, 1928. Athens, October 1st, 1938.	233
No. 4617. — Aden and Egypt : Arrangement for an Exchange of Money Orders between the Post Office of Aden and the Post Office of Egypt, with Annexes. Signed at Cairo, October 22nd, 1938, and at Aden, November 3rd, 1938	241
No. 4618. — Burma and Siam : Arrangement for an Exchange of Money Orders between the Post Office of Burma and the Post Office of Siam, with Annexes. Signed at Rangoon, January 30th, 1939, and at Bangkok, February 14th, 1939	255
No. 4619. — France and India : Convention regarding the Introduction of Contraband Opium into Chandernagore. Signed at Chandernagore, March 22nd, 1939	273
No. 4620. — Germany and Great Britain and Northern Ireland : Agreement regarding the Extension to the Sudetenland of the Transfer Agreement of July 1st, 1938, and of the Supplementary Agreement of August 13th, 1938. Signed at London, June 16th, 1939	277

ANNEXE XLIX. — *Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.*

	Pages
Nº 11. — Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « traite des blanches ». Signé à Paris, le 18 mai 1904.	
Application de l'arrangement à la Birmanie en tant que possession britannique	282
Nº 170. — Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Genève, le 16 décembre 1920.	
Disposition facultative prévue au Statut ci-dessus.	
Renouvellement de l'acceptation de la disposition facultative par la Hongrie	283
Renouvellement de l'acceptation de la disposition facultative par la Grèce	284
Communication du Gouvernement de la République française	284
Communication du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni	285
Communication du Gouvernement du Canada	288
Communication du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie ...	288
Communication du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande	289
Communication du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine	291
Communication du Gouvernement de l'Inde	292
Nº 597. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 21 juin 1922.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Bruxelles, les 20 juin et 6 juillet 1939	293
Nº 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique	295
Nº 1239. — Accord entre l'Empire britannique (avec l'Inde), la Chine, la France, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal et le Siam, relatif à la suppression de la fabrication, du commerce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, et protocole, adoptés par la première Conférence de l'opium de la Société des Nations. Signés à Genève, le 11 février 1925.	
Application de l'accord à la Birmanie en tant que possession britannique	296
Nº 1351. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, et le Gouvernement néerlandais, concernant le contrôle sanitaire, à l'île de Tamaran, des pèlerins se rendant à La Mecque. Signé à Paris, le 19 juin 1926.	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'amendement de l'article 9 b) de l'accord susmentionné. Londres, le 13 juin 1939.	297
Nº 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations), et protocole y relatif. Signés à Genève, le 19 février 1925.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique	300
Nº 1949. — Code sanitaire panaméricain. Signé à La Havane, le 14 novembre 1924.	
<i>Ratification</i>	301
Nº 2044. — Convention entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Berlin, les 22 juin et 17 juillet 1939	301

ANNEX XLIX. — *Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.*

	Page
No. 11. — International Agreement for the Suppression of the "White Slave Traffic". Signed at Paris, May 18th, 1904.	282
Application of the Agreement to Burma as a British Possession	282
No. 170. — Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice. Geneva, December 16th, 1920.	
Optional Clause provided for in the above Statute.	
Renewal of Acceptance of the Optional Clause by Hungary	283
Renewal of Acceptance of the Optional Clause by Greece	284
Communication from the Government of the French Republic	284
Communication from His Majesty's Government in the United Kingdom	285
Communication from the Canadian Government	288
Communication from His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia ...	288
Communication from His Majesty's Government in New Zealand	289
Communication from His Majesty's Government in the Union of South Africa	291
Communication from the Government of India	292
No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 21st, 1922.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Brussels, June 20th and July 6th, 1939	293
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12th, 1923.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession	295
No. 1239. — Agreement between the British Empire (with India), China, France, Japan, the Netherlands, Portugal and Siam concerning the Suppression of the Manufacture of, Internal Trade in and Use of Prepared Opium, and Protocol, adopted by the First Opium Conference of the League of Nations. Signed at Geneva, February 11th, 1925.	
Application of the Agreement to Burma as a British Possession	296
No. 1351. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India and the Government of the Netherlands regarding the Sanitary Control over Mecca Pilgrims at Kamaran Island. Signed at Paris, June 19th, 1926.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Amendment of Article 9 (b) of the above-mentioned Agreement. London, June 13th, 1939	297
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations), and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, February 19th, 1925.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession	300
No. 1949. — Pan-American Sanitary Code. Signed at Havana, November 14th, 1924.	
Ratification	301
No. 2044. — Convention between Germany and Great Britain and Northern Ireland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20th, 1928.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Berlin, June 22nd and July 17th, 1939	301

	Pages
Nº 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux. Acte général. Genève, le 26 septembre 1928.	304
Communication du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie ...	304
Communication du Gouvernement du Canada	305
Nº 2239. — Convention entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la République portugaise réglant l'émigration des indigènes de la Colonie de Mozambique dans la Province du Transvaal, les questions ferroviaires et les rapports commerciaux entre l'Union Sud-Africaine et la Colonie de Mozambique. Signée à Prétoria, le 11 septembre 1928.	
Echange de notes comportant un accord relatif à la prolongation de la Convention du 11 septembre 1928 susmentionnée, modifiée par l'Accord signé à Lourenço-Marques le 17 novembre 1934. Lisbonne, le 21 avril 1939	306
Nº 2337. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Espagne relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 juin 1929.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Saint-Sébastien, le 23 juin 1939, et Burgos, le 6 juillet 1939	309
Nº 2483. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien établissant un « modus vivendi » commercial. Le Caire, les 5 et 7 juin 1930.	
Echange de notes comportant un accord prorogeant jusqu'au 16 février 1940 les dispositions du <i>modus vivendi</i> susmentionné. Le Caire, les 6 et 16 février 1939	311
Nº 2603. — Accord sur les bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.	
Application de l'accord à la Birmanie en tant que possession britannique	313
Nº 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
Adhésion	313
Nº 2624. — Protocole facultatif concernant la répression du faux monnayage. Signé à Genève, le 20 avril 1929.	
Adhésion	314
Nº 2652. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Suède concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 28 août 1930.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Stockholm, les 26 juin et 5 juillet 1939	314
Nº 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Adhésion	316
Nº 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
Adhésion	316
Nº 2740. — Traité de commerce et de navigation entre la Suède et la Turquie. Signé à Ankara, le 29 septembre 1929.	
Avenant au traité susmentionné. Signé à Ankara, le 24 mars 1939	317

	Page
No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act. Geneva, September 26th, 1928.	
Communication from His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia ...	304
Communication from the Canadian Government	305
No. 2239. — Convention between the Government of the Union of South Africa and the Government of the Portuguese Republic regulating the Introduction of Native Labour from Mozambique into the Province of the Transvaal, Railway Matters, and the Commercial Intercourse between the Union of South Africa and the Colony of Mozambique. Signed at Pretoria, September 11th, 1928.	
Exchange of Notes constituting an Agreement to prolong the above-mentioned Convention of September 11th, 1928, as amended by an Agreement signed at Lourenço Marques on November 17th, 1934. Lisbon, April 21st, 1939	306
No. 2337. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Spain regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 27th, 1929.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. San Sebastian, June 23rd, 1939, and Burgos, July 6th, 1939 ...	309
No. 2483. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government establishing a Commercial <i>Modus Vivendi</i>. Cairo, June 5th and 7th, 1930.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Prolongation until February 16th, 1940, of the Provisions of the above-mentioned <i>Modus Vivendi</i> . Cairo, February 6th and 16th, 1939	311
No. 2603. — Agreement concerning Manned Lightships not on their Stations. Signed at Lisbon, October 23rd, 1930.	
Application of the Agreement to Burma as a British Possession	313
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, and Protocol. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
Accession	313
No. 2624. — Optional Protocol regarding the Suppression of Counterfeiting Currency. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
Accession	314
No. 2652. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Sweden concerning Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, August 28th, 1930.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Stockholm, June 26th and July 5th, 1939 ...	314
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Accession	316
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
Accession	316
No. 2740. — Treaty of Commerce and Navigation between Sweden and Turkey. Signed at Ankara, September 29th, 1929.	
Additional Agreement to the above-mentioned Treaty. Signed at Ankara, March 24th, 1939 ...	317

	Pages
Nº 2823. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Norvège concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 30 janvier 1931.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Oslo, les 28 juin et 8 juillet 1939	318
Nº 2975. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Portugal relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 9 juillet 1931.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Lisbonne, les 22 juin et 12 août 1939	320
Nº 3002. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Pologne, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Varsovie, le 26 août 1931.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Varsovie, les 21 juillet et 12 juillet 1939	322
Nº 3004. — Convention entre le Royaume-Uni et le Royaume d'Italie concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 17 décembre 1930.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Rome, les 21 et 30 juin 1939	324
Nº 3041. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Estonie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 22 décembre 1931.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Tallinn, les 30 juin et 5 juillet 1939	327
Nº 3090. — Convention vétérinaire entre la Belgique et la Pologne. Signée à Bruxelles, le 18 décembre 1930.	
Protocole portant modification de l'article 4 de la convention susmentionnée. Signé à Bruxelles, le 13 octobre 1937	329
Nº 3172. — Echange de notes entre le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande et le Gouvernement égyptien, comportant un accord commercial provisoire. Le Caire, les 25 et 28 juillet 1930.	
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1940 les dispositions de l'accord susmentionné. Le Caire, les 7 et 14 mars 1939	330
Nº 3201. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Danemark, relative à l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 29 novembre 1932.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Copenhague, les 27 juin et 6 juillet 1939	332
Nº 3208. — Accord commercial entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Royaume du Danemark. Signé à Londres, le 24 avril 1933.	
Avenant à l'accord commercial susmentionné. Signé à Londres, le 21 décembre 1938 ...	334
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement danois relatif à l'application de l'avenant susmentionné. Londres, le 21 décembre 1938	338
Nº 3219. — Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, et protocole de signature. Signés à Genève, le 13 juillet 1931.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique ...	340

	Page
No. 2823. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Norway regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, January 30th, 1931.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Oslo, June 28th and July 8th, 1939 ...	318
No. 2975. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Portugal regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, July 9th, 1931.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Lisbon, June 22nd and August 12th, 1939 ...	320
No. 3002. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Poland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Warsaw, August 26th, 1931.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Warsaw, June 21st and July 12th, 1939 ...	322
No. 3004. — Convention between the United Kingdom and the Kingdom of Italy regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 17th, 1930.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Rome, June 21st and 30th, 1939 ...	324
No. 3041. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Estonia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 22nd, 1931.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Tallinn, June 30th and July 5th, 1939 ...	327
No. 3090. — Veterinary Convention between Belgium and Poland. Signed at Brussels, December 18th, 1930.	
Protocol modifying Article 4 of the above-mentioned Convention. Signed at Brussels, October 13th, 1937 ...	329
No. 3172. — Exchange of Notes between the Government of the Irish Free State and the Egyptian Government constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, July 25th and 28th, 1930.	
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1930, of the Provisions of the above-mentioned Agreement. Cairo, March 7th and 14th, 1939 ...	330
No. 3201. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Denmark regarding Reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters. Signed at London, November 29th, 1932.	
Exchange of Notes regarding the Application to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Copenhagen, June 27th and July 6th, 1939 ...	332
No. 3208. — Commercial Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Denmark. Signed at London, April 24th, 1933.	
Additional Agreement to the above-mentioned Commercial Agreement. Signed at London, December 21st, 1938 ...	334
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Danish Government concerning the Application of the above-mentioned Additional Agreement. London, December 21st, 1938 ...	338
No. 3219. — Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession ...	340

	Pages
Nº 3244. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et les Pays-Bas concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 31 mai 1932.	
Echange de notes relatif à l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. La Haye, les 21 et 28 juin 1939	341
Nº 3268. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Turquie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Angora, le 28 novembre 1931.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Ankara, les 22 juin et 8 juillet 1939	343
Nº 3301. — Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931.	
<i>Adhésions</i>	345
Nº 3315. — Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.	
<i>Adhésions</i>	345
Nº 3437. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Finlande concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 août 1933.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Helsinki, les 27 juin et 4 juillet 1939	346
Nº 3479. — Convention internationale des télécommunications, et règlements y annexés. Signés à Madrid, le 9 décembre 1932.	
<i>Ratifications</i>	348
Nº 3518. — Convention entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord additionnelle à la Convention du 21 juin 1922 pour faciliter l'accomplissement des actes de procédure. Signée à Bruxelles, le 4 novembre 1932.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Bruxelles, les 20 juin et 7 juillet 1939 ...	349
Nº 3585. — Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique ...	350
Nº 3706. — Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne. Signée à La Haye, le 12 avril 1933.	
<i>Adhésion</i> ...	351
Nº 3740. — Accord commercial entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Pologne, avec annexes, protocole et notes. Signés à Londres, le 27 février 1935.	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abaissement du tarif douanier applicable à certains produits chimiques énumérés dans le premier tableau annexé à l'Accord commercial du 27 février 1935. Varsovie, le 15 juin 1938.	
Echange de notes relatif à la date d'entrée en vigueur formelle de l'échange de notes du 15 juin 1938 susmentionné. Varsovie, le 31 mai 1939 ...	351

	Page
No. 3244. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, May 31st, 1932. Exchange of Notes respecting the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. The Hague, June 21st and 28th, 1939	347
No. 3268. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Turkey regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Angora, November 28th, 1931. Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Ankara, June 22nd and July 8th, 1939	343
No. 3301. — Convention on the Stamp Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19th, 1931. <i>Accessions</i>	345
No. 3315. — Convention on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930. <i>Accessions</i>	345
No. 3437. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Finland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, August 11th, 1933. Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Helsinki, June 27th and July 4th, 1939	346
No. 3479. — International Telecommunication Convention, and Regulations annexed thereto. Signed at Madrid, December 9th, 1932. <i>Ratifications</i> !...	348
No. 3518. — Convention between Belgium and Great Britain and Northern Ireland supplementary to the Convention of June 21st, 1922, to facilitate the Conduct of Legal Proceedings. Signed at Brussels, November 4th, 1932. Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Brussels, June 20th and July 7th, 1939	349
No. 3585. — Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933. Application of the Convention to Burma as a British Possession	350
No. 3706. — International Sanitary Convention for Aerial Navigation. Signed at The Hague, April 12th, 1933. <i>Accession</i>	351
No. 3740. — Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Poland in regard to Trade and Commerce, with Annexes, Protocol and Notes. Signed at London, February 27th, 1935. Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Customs Rebate in respect of Certain Chemicals enumerated in the First Schedule attached to the Commercial Agreement of February 27th, 1935. Warsaw, June 15th, 1938. Exchange of Notes regarding the Date of the Formal Entry into Force of the above-mentioned Exchange of Notes of June 15th, 1938. Warsaw, May 31st, 1939... ...	351

	Pages
Nº 3761. — Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. Signé à Londres, le 22 décembre 1931. Echange de notes relatif à l'application aux Etats Malais fédérés et non fédérés, à Brunei et à l'Etat du Bornéo du Nord des dispositions du traité susmentionné. Washington, le 31 juillet 1939	353
Echange de notes relatif à l'application des dispositions du traité susmentionné aux Etats Malais, à Brunei et à l'Etat du Bornéo du Nord, qui avait été effectuée par les notes échangées le 31 juillet 1939. Washington, les 10 et 28 août 1939	356
Nº 3770. — Convention entre la France et l'Inde concernant le bail de la Loge française de Balassore. Signée à Orissa, le 15 mai 1935, et à Chandernagor, le 31 mai 1935. Accord renouvelant pour un an la convention susmentionnée. Signé à Cuttack, le 23 juin 1939	358
Nº 3789. — Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages. Signée à Rome, le 26 avril 1934. <i>Ratification</i>	359
Nº 3887. — Avenant au Traité de commerce du 30 décembre 1922 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Pologne. Signé à Bruxelles, le 2 mars 1936. Protocole additionnel à l'avenant susmentionné. Signé à Bruxelles, le 7 janvier 1937...	359
Nº 3913. — Convention entre la Finlande et la Norvège concernant les mesures à prendre pour empêcher le passage des rennes à travers la frontière entre les deux pays. Signée à Helsinki, le 5 novembre 1935. Echange de notes modifiant certaines dispositions de la convention susmentionnée. Oslo, le 9 novembre 1939	361
Nº 3925. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Lithuanie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Kaunas, le 24 avril 1934. Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Kaunas, les 15 juillet et 14 août 1939 ...	364
Nº 3928. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Hongrie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Budapest, le 25 septembre 1935. Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Budapest, les 21 et 28 juin 1939 ...	366
Nº 3998. — Accord de commerce et de clearing entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement turc. Signé à Londres, le 2 septembre 1936. Echange de notes comportant un arrangement modifiant l'accord susmentionné. Ankara, le 23 août 1939 ...	368
Nº 4025. — Procès-verbal concernant les règles de la guerre sous-marine prévues par la partie IV du Traité de Londres du 22 avril 1930. Signé à Londres, le 6 novembre 1936. <i>Adhésion</i> ...	372
Nº 4048. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934. <i>Ratification</i> ...	372

	Page
No. 3761. — Extradition Treaty between the United States of America and Great Britain and Northern Ireland. Signed at London, December 22nd, 1931.	
Exchange of Notes regarding the Extension to the Federated and Unfederated Malay States, Brunei and the State of North Borneo of the Provisions of the above-mentioned Treaty. Washington, July 31st, 1939	353
Exchange of Notes relating to the Extension of the Provisions of the above-mentioned Treaty to the Malay States, Brunei and the State of North Borneo, which was effected by the Notes exchanged on July 31st, 1939. Washington, August 10th and 28th, 1939	356
No. 3770. — Convention between France and India regarding the Lease of the French Loge of Balasore. Signed at Orissa, May 15th, 1935, and at Chander-nagore, May 31st, 1935.	
Agreement renewing for One Year the above-mentioned Convention. Signed at Cuttack, June 23rd, 1939	358
No. 3789. — International Convention for the Unification of Methods of Sampling and Analysing Cheeses. Signed at Rome, April 26th, 1934.	
<i>Ratification</i>	359
No. 3887. — Supplementary Agreement to the Commercial Treaty of December 30th, 1922, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Republic of Poland. Signed at Brussels, March 2nd, 1936.	
Additional Protocol to the above-mentioned Supplementary Agreement. Signed at Brussels, January 7th, 1937	359
No. 3913. — Convention between Finland and Norway regarding Measures to be taken in order to prevent Reindeer from crossing the Frontier between the Two Countries. Signed at Helsinki, November 5th, 1935.	
Exchange of Notes modifying Certain Provisions of the above-mentioned Convention. Oslo, November 9th, 1939	361
No. 3925. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Lithuania regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Kaunas, April 24th, 1934.	
Exchange of Notes regarding the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Kaunas, July 15th and August 14th, 1939	364
No. 3928. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Hungary regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Budapest, September 25th, 1935.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Budapest, June 21st and 28th, 1939	366
No. 3998. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Turkish Government respecting Trade and Clearing. Signed at London, September 2nd, 1936.	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Amendment of the above-mentioned Agreement. Ankara, August 23rd, 1939	368
No. 4025. — Procès-verbal relating to the Rules of Submarine Warfare set forth in Part IV of the Treaty of London of April 22nd, 1930. Signed at London, November 6th, 1936.	
<i>Accession</i>	372
No. 4048. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Letter Mails by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	
<i>Ratification</i>	372

	Pages
Nº 4049. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	373
<i>Ratification</i>	373
Nº 4050. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, avec protocole final. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	373
<i>Ratification</i>	373
Nº 4051. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution et supplément concernant le service des bons postaux de voyage. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	373
<i>Ratification</i>	373
Nº 4054. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934.	374
<i>Ratification</i>	374
Nº 4064. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Irak concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Bagdad, le 25 juillet 1935.	374
Note du chargé d'Affaires de Sa Majesté à Bagdad au ministre des Affaires étrangères de l'Irak relative à l'application à certaines colonies et à certains protectorats et territoires sous mandat de la convention susmentionnée. Bagdad, le 26 février 1938 ...	374
Echange de notes entre les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, et le Gouvernement de l'Irak, comportant un accord relatif au service des documents dans les territoires auxquels la convention susmentionnée a été appliquée, mais dans lesquels aucun agent consulaire de l'Irak ne réside. Bagdad, les 8 et 28 février 1939 ...	378
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Bagdad, les 1 ^{er} juillet et 20 août 1939 ...	381
Nº 4100. — Accord entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Inde, la France, le Japon, les Pays-Bas, le Portugal et le Siam relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium. Signé à Bangkok, le 27 novembre 1931.	383
Application de l'accord à la Birmanie en tant que possession britannique ...	383
Nº 4193. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Royaume de Yougoslavie relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 février 1936.	384
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Belgrade, les 26 juin et 10 juillet 1939 ...	384
Nº 4230. — Arrangement concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé. Signé à Paris, le 22 décembre 1934.	386
<i>Adhésion</i>	386
Nº 4246. — Traité pour la limitation des armements navals. Signé à Londres, le 25 mars 1936.	387
<i>Adhésion</i> ...	387
<i>Suspension d'obligations</i> ...	387
Nº 4247. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement roumain concernant les paiements commerciaux, signé à Bucarest, le 2 mai 1936, et accords complémentaires postérieurs.	388
Accord additionnel aux Accords techniques de paiements (Accords rectificatifs) du 30 mai 1936 et du 27 mai 1937, signé à Londres, le 11 juin 1938, et échange de notes approuvant cet accord, Londres, les 14 et 20 juin 1938 ...	388

No. 4049. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	373
<i>Ratification</i>	373
No. 4050. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions regarding the Conveyance of Postal Parcels by Air, with Final Protocol. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	373
<i>Ratification</i>	373
No. 4051. — Money Orders Agreement, with Detailed Regulations and Supplement concerning the Service of Travellers' Postal Vouchers. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	373
<i>Ratification</i>	373
No. 4054. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934.	374
<i>Ratification</i>	374
No. 4064. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Iraq regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Bagdad, July 25th, 1935.	374
Note from His Majesty's Chargé d'Affaires at Bagdad to the Iraqi Minister for Foreign Affairs regarding the Extension to Certain Colonies, Protectorates and Mandated Territories of the above-mentioned Convention. Bagdad, February 26th, 1938 ...	374
Exchange of Notes between His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand and the Government of Iraq constituting an Agreement regarding the Service of Documents in Territories to which has been extended the above-mentioned Convention but in which no Iraqi Consular Officer resides. Bagdad, February 8th and 28th, 1939 ...	378
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Bagdad, July 1st and August 20th, 1939 ...	381
No. 4100. — Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India, France, Japan, the Netherlands, Portugal and Siam concerning the Suppression of Opium-smoking. Signed at Bangkok, November 27th, 1931.	383
Application of the Agreement to Burma as a British Possession ...	383
No. 4193. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Yugoslavia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 27th, 1936.	384
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Belgrade, June 26th and July 10th, 1939 ...	384
No. 4230. — Agreement for dispensing with Consular Visas on Bills of Health. Signed at Paris, December 22nd, 1934.	386
<i>Accession</i>	386
No. 4246. — Treaty for the Limitation of Naval Armament. Signed at London, March 25th, 1936.	387
<i>Accession</i>	387
<i>Suspension of Obligations</i>	387
No. 4247. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Roumanian Government regarding Commercial Payments, signed at Bucharest, May 2nd, 1936, and subsequent Supplementary Agreements.	388
Supplementary Agreement to the Payments Technical (Amendment) Agreements of May 30th, 1936, and May 27th, 1937, signed at London, June 11th, 1938, and Exchange of Notes approving this Agreement, London, June 14th and 20th, 1938 ...	388

	Pages
Nº 4278. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Grèce concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 février 1936.	
Echange de notes concernant l'application à la Colonie d'Aden de la convention susmentionnée. Athènes, les 26 juin et 14 juillet 1939	392
Nº 4319. — Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix. Signée à Genève, le 23 septembre 1936.	
Adhésions	394
Nº 4333. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes concernant la limitation des armements navals et l'échange de renseignements relatifs aux constructions navales. Signé à Londres, le 17 juillet 1937.	
Protocole modifiant l'accord susmentionné, signé à Londres, le 6 juillet 1938, et échange de notes y relatif, Londres, les 11 janvier et 10 février 1939	396
Suspension d'obligations	396
Nº 4366. — Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Siam. Signé à Bangkok, le 23 novembre 1937.	
Echange de notes relatif à l'application à la Barbade, à la Guyane britannique, à la Jamaïque, aux îles sous le Vent et à Zanzibar du traité susmentionné. Bangkok, les 9 et 10 juin 1939 ...	400
Echange de notes relatif à l'adhésion de l'Inde au traité susmentionné. Bangkok, les 28 juin, 17 juillet et 28 juillet 1939 ...	402
Echange de notes relatif à l'application du traité susmentionné à certaines colonies et à certains protectorats et territoires sous mandat. Bangkok, les 8 et 23 décembre 1938	404
Echange de notes concernant l'application à Tonga du traité susmentionné. Bangkok, les 1 ^{er} et 4 septembre 1939 ...	407
Nº 4374. — Echange de notes entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement français comportant un accord commercial provisoire. Prétoria, le 27 août 1935.	
Echange de notes portant amendement à l'accord susmentionné. Le Cap, le 16 mars 1939	408
Nº 4403. — Traité concernant le régime des paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Berlin, le 18 décembre 1937.	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'application au Territoire de Memel du traité susmentionné. Berlin, le 25 avril 1939 ...	411
Nº 4411. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de la République turque complétant l'Accord de commerce et de clearing du 2 septembre 1936. Signé à Londres, le 27 mai 1938.	
Echange de notes comportant un accord fixant un contingent trimestriel supplémentaire de 6.000 livres turques pour les livres et écrits périodiques du Royaume-Uni importés en Turquie. Ankara, le 10 octobre 1939 ...	414
Nº 4453. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement roumain concernant les paiements commerciaux. Signé à Bucarest, le 2 septembre 1938.	
Echanges de notes modifiant l'annexe à l'accord susmentionné. Bucarest, les 23 décembre 1938 et 4 avril 1939 ...	417

	Page
No. 4278. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Greece regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 27th, 1936.	
Exchange of Notes concerning the Extension to the Colony of Aden of the above-mentioned Convention. Athens, June 26th and July 14th, 1939 ...	392
No. 4319. — International Convention concerning the Use of Broadcasting in the Cause of Peace. Signed at Geneva, September 23rd, 1936.	
Accessions	394
No. 4333. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics providing for the Limitation of Naval Armament and the Exchange of Information concerning Naval Construction. Signed at London, July 17th, 1937.	
Protocol modifying the above-mentioned Agreement, signed at London, July 6th, 1938, and Exchange of Notes relating thereto, January 11th and February 10th, 1939 ...	396
Suspension of Obligations	396
No. 4366. — Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Northern Ireland and Siam. Signed at Bangkok, November 23rd, 1937.	
Exchange of Notes regarding the Extension of the above-mentioned Treaty to Barbados, British Guiana, Jamaica, Leeward Islands and Zanzibar. Bangkok, June 9th and 10th, 1939 ...	400
Exchange of Notes regarding the Accession of India to the above-mentioned Treaty. Bangkok, June 28th, July 17th and July 28th, 1939 ...	402
Exchange of Notes regarding the Extension of the above-mentioned Treaty to Certain Colonies, Protectorates and Mandated Territories. Bangkok, December 8th and 23rd, 1938 ...	404
Exchange of Notes concerning the Extension to Tonga of the above-mentioned Treaty. Bangkok, September 1st and 4th, 1939 ...	407
No. 4374. — Exchange of Notes between the Government of the Union of South Africa and the French Government constituting a Provisional Commercial Agreement. Pretoria, August 27th, 1935.	
Exchange of Notes amending the above-mentioned Agreement. Capetown, March 16th, 1939 ...	408
No. 4403. — Treaty concerning Clearing Transactions between Germany and the Netherlands. Signed at Berlin, December 18th, 1937.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application to the Territory of Memel of the above-mentioned Treaty. Berlin, April 25th, 1939 ...	411
No. 4411. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic supplementary to the Agreement of September 2nd, 1936, respecting Trade and Clearing. Signed at London, May 27th, 1938.	
Exchange of Notes constituting an Agreement establishing a Supplementary Quarterly Quota of 6,000 Turkish Pounds in respect of United Kingdom Books and Periodicals imported into Turkey. Ankara, October 10th, 1939 ...	414
No. 4453. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Roumanian Government regarding Commercial Payments. Signed at Bucharest, September 2nd, 1938.	
Exchanges of Notes modifying the Annex to the above-mentioned Agreement. Bucharest, December 23rd, 1938, and April 4th, 1939 ...	417

	Pages
Nº 4523. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Suisse en matière de procédure civile. Signée à Londres, le 3 décembre 1937.	
Echange de notes concernant l'application à la Birmanie de la convention susmentionnée. Berne, les 19 et 25 août 1939	423
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement suisse concernant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la convention susmentionnée. Berne, les 26 septembre et 2 octobre 1939	425
Nº 8 a). — Convention relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris, le 4 mai 1910.	
Application de la convention à la Birmanie en tant que possession britannique	426
Nº 49 a). — Convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités, conclue à la deuxième Conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
Dénonciation	427
 <i>Traité déjà enregistrés à la demande d'une des Parties et présentés à l'enregistrement par une autre Partie :</i>	
Nº 4230. — Arrangement concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé. Signé à Paris, le 22 décembre 1934	427
Nº 4485. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam. Signé à Bangkok, le 1er février 1938	427

No. 4523. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Switzerland concerning Legal Proceedings. Signed at London, December 3rd, 1937.	. age
Exchange of Notes concerning the Extension to Burma of the above-mentioned Convention. Berne, August 19th and 25th, 1939 ...	423
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Swiss Government regarding the Accession of New Zealand to the above-mentioned Convention. Berne, September 26th and October 2nd, 1939 ...	425
No. 8 (a). — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic. Signed at Paris, May 4th, 1910.	
Application of the Convention to Burma as a British Possession ...	426
No. 49 (a). — Convention relating to the Status of Enemy Merchant Ships on Outbreak of Hostilities, concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
Denunciation ...	427
 <i>Treaties already registered at the request of one Party and presented for registration by another Party :</i>	
No. 4230. — Agreement for dispensing with Consular Visas on Bills of Health. Signed at Paris, December 22nd, 1934. ...	427
No. 4485. — Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Netherlands and Siam. Signed at Bangkok, February 1st, 1938. ...	427

NOTE

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil, ont été établies par le Secrétariat de la Société des Nations.

NOTE

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the League of Nations.

N° 4601.

UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET ITALIE

Convention commerciale, avec annexe. Signée
à Rome, le 30 juin 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 6 juillet 1939.

ECONOMIC UNION
OF BELGIUM AND LUXEMBURG
AND ITALY

Commercial Convention, with Annex. Signed
at Rome, June 30th, 1937.

*French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration took place July 6th, 1939.*

Nº 4601. — CONVENTION COMMERCIALE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'ITALIE. SIGNÉE A ROME, LE 30 JUIN 1937.

LE GOUVERNEMENT BELGE, d'une part, agissant tant en son nom qu'au nom DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS, en vertu d'accords existants, et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, d'autre part, désireux de développer les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Italie, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Italie et l'Union admettront par voie autonome, dans la mesure du maximum possible, l'importation des marchandises originaire et en provenance de leur territoire respectif, en tenant compte des courants habituels de leurs échanges commerciaux.

Article 2.

Le règlement des créances résultant des échanges de marchandises entre l'Italie et l'Union s'effectuera conformément aux dispositions de la Convention¹ des paiements conclue ce jour entre les Gouvernements italien et belge.

Article 3.

Pendant la période de validité de la présente convention, les marchandises italiennes reprises à la Liste unique ci-annexée acquitteront, à l'importation dans l'Union, les droits d'entrée qui y sont mentionnés.

Article 4.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente convention, l'importation dans l'Union de marchandises italiennes sera subordonnée à la production d'un double de la facture visé par les autorités italiennes habilitées à cet effet. Ce double devra être certifié conforme par le vendeur et contiendra le nom et le domicile du vendeur et de l'acheteur, la date de l'échéance et autres conditions de paiement, ainsi qu'une déclaration, datée et signée, par laquelle l'acheteur s'engage à acquitter à la Banque Nationale de Belgique, dans le délai mentionné, la valeur de la marchandise importée.

De même, l'importation en Italie de marchandises belgo-luxembourgeoises sera soumise à la production d'un double de la facture visé, ainsi qu'un exemplaire destiné aux douanes, par l'Office de compensation belgo-luxembourgeois. Ce double devra être utilisé pour le paiement des marchandises belgo-luxembourgeoises près de l'Istituto Nazionale per y Cambi con l'Estero.

Article 5.

Les deux Parties contractantes, désireuses de maintenir les principes d'équilibre établis par la présente convention, institueront à cet effet une commission composée de leurs délégués respectifs, dont les noms seront communiqués aussitôt que possible.

La commission se réunira d'office tous les six mois et dans le délai d'un mois à dater du jour où la demande en serait faite par l'une des Parties contractantes.

¹ Vol. CLXXXII, page 105, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4601. — COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND ITALY. SIGNED AT ROME, JUNE 30TH, 1937.

THE BELGIAN GOVERNMENT, of the one part, acting both on its own behalf and on behalf of THE LUXEMBURG GOVERNMENT in virtue of existing agreements, and THE ITALIAN GOVERNMENT, of the other part, desirous of promoting commercial exchanges between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Italy, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Italy and the Economic Union shall admit under their respective standing tariffs the maximum possible amount of imports of goods originating in, and coming from, their respective territories, having regard to the habitual trend of commercial exchanges between the said territories.

Article 2.

Payment for claims arising in connection with goods transactions between Italy and the Economic Union shall be made in accordance with the provisions of the Payments Convention¹ of today's date concluded between the Italian and Belgian Governments.

Article 3.

For such time as the present Convention is in force, the Italian goods enumerated in the Single List annexed hereto shall be dutiable on import into the Economic Union at the import duty rates indicated in the List.

Article 4.

In order to facilitate the enforcement of the provisions of the present Convention, import into the Economic Union of Italian goods shall be subject to the production of a duplicate of the invoice, attested by the Italian authorities qualified for the purpose. The duplicate must be certified as accurate by the vendor, and must state the name and domicile both of the vendor and of the purchaser, the date on which payment is due and other terms of payment, and must further contain a declaration, dated and signed, by which the purchaser undertakes to make payment to the Banque Nationale de Belgique for the goods imported on or before the due date.

In like manner, import into Italy of goods from Belgium and/or Luxemburg shall be subject to the production of a duplicate of the invoice, together with a copy for the Customs, attested by the Belgo-Luxemburg Clearing Office. The duplicate shall be used for the purpose of payment for Belgian and/or Luxemburg goods to the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

Article 5.

The two Contracting Parties, desirous of maintaining the principles of balanced trade for which the present Convention provides, shall set up for the purpose a Committee composed of their respective representatives. The names of the said representatives shall be notified by each Party to the other as soon as possible.

The Committee shall meet in the ordinary course every six months, and shall further meet at the request of either Contracting Party within one month of the date of such request.

¹ Vol. CLXXXII, page 105, of this Series.

Article 6.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront aux échanges de marchandises, d'origine et de provenance italienne, belge ou luxembourgeoise, entre l'Italie, d'une part, et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'autre part.

Article 7.

La présente convention prendra effet à dater du 1^{er} avril 1937, et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937 ; si elle n'est pas dénoncée deux mois avant son échéance, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction pour une période de six mois, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait signifié son désir d'y mettre fin dans le délai précité.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 juin 1937.

Pour la Belgique :

(s) C^{te} F. DU CHASTEL.

Pour l'Italie :

(s) CIANO.

LISTE UNIQUE

DROITS D'ENTRÉE DANS L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

N ^o du tarif belge	Marchandises	Droit d'entrée
37 a)	Eponges brutes	exempt
37 b)	Eponges préparées	12 % <i>ad valorem</i>
307 a)	Acide borique brut de Toscane, accompagné d'un certificat d'origine, attestant qu'il s'agit de produit originaire de Toscane, à l'état naturel, n'ayant subi aucun procédé de raffinage	
384	Borax raffiné	exempt
448	Essences végétales et huiles d'essences naturelles, ne renfermant pas d'alcool	5 % <i>ad valorem</i>
505	Passementerie de soie naturelle, pure ou mélangée avec d'autres textiles	exempt
Ex 509 bis	Tissus destinés exclusivement à la confection de cravates, en soie artificielle pure ou mélangée avec d'autres textiles, fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints de diverses couleurs et diverses nuances, d'une largeur de 58 cm. inclus à 70 cm. inclus et pesant par mètre carré de 80 à 130 grammes inclusivement	Fr. belges au kg. net 72,—
844 b) 1191 h) 1100	Fiascos (à dédouaner sous la position ci-contre) Boutons de corozo et palmier-doum Véhicules automobiles, carrossés ou complets : a) Pour le transport de personnes : 2. Autres, pesant par unité : A. Moins de 1.150 kg. : I. Véhicules complets et carrossés, à moteur à essence de 4 cylindres III. Non dénommés B. De 1.150 kg. inclusivement à 1.600 kg. exclusivement : I. Véhicules complets et carrossés, à moteur à essence, de 4 cylindres III. Non dénommés C. De 1.600 kg. inclusivement à 1.850 kg. exclusivement D. De 1.850 kg. inclusivement à 2.200 kg. exclusivement E. 2.200 kg. et plus	20,— Fr. belges aux 100 kg. brut 23,— 15 % <i>ad valorem</i> Fr. belges aux 100 kg. net 646,— 807,50 748,— 935,— 1.062,50 1.190,— 1.530,—

Article 6.

The transactions to which the provisions of the present Convention are applicable are transactions between Italy and the Economic Union of Belgium and Luxemburg in goods which are of Italian, Belgian or Luxemburg origin and provenance.

Article 7.

The present Convention shall come into force on April 1st, 1937, and shall remain in force until December 31st, 1937. If not denounced two months before its expiry, it shall be renewed by tacit consent for six months, and thereafter for successive periods of six months until such time as one or other of the two Contracting Parties signifies its desire for the termination of the same on the expiry of such a period.

Done at Rome, in duplicate, this 30th day of June, 1937.

For Belgium :

(Signed) Cte F. DU CHASTEL.

For Italy :

(Signed) CIANO.

SINGLE LIST.

DUTY UPON IMPORTATION INTO THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG.

Item in Belgian Tariff	Description of Goods	Import Duty
37 (a)	Sponges unworked	Exempt
37 (b)	Sponges prepared	12 % ad valorem
307 (a)	Crude Tuscan boric acid, accompanied by a certificate of origin to the effect that it is a product originating in Tuscany, in native condition, without having undergone any refining process	
384	Refined boric acid	Exempt
448	Vegetable essences or natural essential oils not containing alcohol	5 % ad valorem
505	Trimmings of natural silk, whether or not mixed with other textile materials	Exempt
Ex 509 bis	Fabrics solely intended for the manufacture of neckties of pure artificial silk, or mixed with other textile materials, wholly or partly manufactured with yarns dyed in different colours and different shades, measuring 58 to 70 cm. inclusive in width, and weighing 80 to 130 gr. inclusive per square metre	Belgian fr. per net kg. 72.—
		20.—
844 (b)	Flasks (cleared through the Customs under the opposite item)	Belgian fr. per 100 gross kg. 23.—
1191 (h)	Buttons of corozo-nut and doom-palm	15 % ad valorem
1100	Automobile vehicles, with body-work or complete :	
	(a) For carrying persons :	
	2. Other, weighing each :	
	A. Less than 1,150 kg. :	
	I. Complete vehicles with body-work, with petrol engine of 4 cylinders	Belgian fr. per 100 net kg. 646.—
	III. Not otherwise specified	807.50
	B. From 1,150 kg. inclusive up to 1,600 kg. exclusive :	
	I. Complete vehicles with body-work, with petrol engine of 4 cylinders	748.—
	III. Not otherwise specified	935.—
	C. From 1,600 kg. inclusive up to 1,850 kg. exclusive	1,062.50
	D. From 1,850 kg. inclusive up to 2,200 kg. exclusive	1,190.—
	E. 2,200 kg. and over	1,530.—

Nº du tarif belge	Marchandises	Droit d'entrée
1100 bis	Chassis de véhicules automobiles, non carrossés : a) Pour le transport de personnes, pesant par unité : 1. Moins de 800 kg. 2. De 800 à 1.000 kg. 3. De 1.000 à 1.300 kg. 4. De 1.300 à 1.700 kg. 5. 1.700 kg. et plus	Fr. belges aux 100 kg. net 807,50 935,— 1.062,50 1.190,— 1.360,—
1100 quater	Parties et pièces détachées pour véhicules automobiles et pour carrosseries d'automobiles, non spécialement tarifées : a) Brutes b) Ouvrées : 1. Moteurs à explosion ou à combustion interne et turbines à gaz : A. Moteurs ayant à la fois plus de 4 cylindres et plus de 4 litres de cylindrée B. Autres 2. Cylindres de moteurs en fonte non malléable 3. Culasses de moteurs, carters de moteurs en fonte non malléable 4. Volants de moteurs 5. Autres pièces détachées de moteurs 6. Carburateurs et leurs pièces détachées 7. Boîtes de vitesse 8. Directions avec ou sans volant 9. Embrayages 10. Ponts arrière 11. Arbres et démulti-arbres d'embrayage, de distribution, de changement de vitesse, de transmission ; arbres cannelés ; arbres de commandes, de pompe à eau ; engrenages	12 % ad valorem Fr. belges aux 100 kg. net 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 250,— 150,— 250,— 250,— 250,— 550,— 550,— 550,—
	15. Cadres porteurs de châssis en tôles d'acier embouties 16. Essieux et parties d'essieux 21. Freins et parties de freins 23. Amortisseurs de suspension et leurs pièces détachées 24. B. Parties de caisses de carrosseries C. Caisses de carrosseries soudées et ferrées D. Autres	

Aux Nºs 1100 2 A. et 1100 bis a), la clause du tarif douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise stipulant que les droits ne peuvent être inférieurs à 35 % ad valorem, est supprimée.

La note additionnelle D. des Nºs 1100 à 1100 ter du tarif douanier de l'Union, est modifiée comme suit :

Les véhicules et chassis incomplets, de même que les groupes de pièces assemblées non spécialement tarifées dans cet état, acquittent les droits fixés sous le Nº 1100 bis a) 5.

Item in Belgian Tariff	Description of Goods	Import Duty
1100 bis	Chassis for motor vehicles, without body-work :	
	(a) For carrying persons, weighing each :	Belgian fr. per 100 net kg.
	1. Less than 800 kg.	807.50
	2. From 800 to 1,000 kg.	935.—
	3. From 1,000 to 1,300 kg.	1,062.50
	4. From 1,300 to 1,700 kg.	1,190.—
	5. 1,700 kg. and over	1,360.—
1100 quater	Component parts of motor vehicles and for bodies of motor vehicles, not specially mentioned :	12 % <i>ad valorem</i>
	(a) Unworked	
	(b) Worked :	
	1. Explosion or internal combustion motors and gas turbines :	Belgian fr. per 100 net kg.
	A. Motors having at the same time more than 4 cylinders and more than 4 litre cylinder capacity	250.—
	B. Other	250.—
	2. Motor cylinders of non-malleable cast-iron	250.—
	3. Motor heads, motor crank and other cases of non-malleable cast-iron	250.—
	4. Fly wheels	250.—
	5. Other component parts of motors	250.—
	6. Carburettors and component parts thereof	250.—
	7. Gear boxes	250.—
	8. Steering gear with or without steering wheel	250.—
	9. Clutches	250.—
	10. Back axles	250.—
	11. Shafts and semi-shafts, clutch, cam, change speed, transmission ; grooved shafts ; driving shafts, water pump shafts ; gearing	250.—
	15. Chassis frames of pressed sheet steel	150.—
	16. Axles and parts of axles	250.—
	21. Brakes and parts of brakes	250.—
	23. Suspension buffers and their component parts	250.—
	24. B. Component parts of bodies	550.—
	C. Bodies welded and with iron fittings.	550.—
	D. Other	550.—

In the case of Nos. 1100 2 A and 1100 bis (a), the provision of the Customs Tariff of the Economic Union of Belgium and Luxembourg to the effect that duties may not be less than 35 % *ad valorem* shall not be applicable.

Additional note D to Nos. 1100 to 1100 ter of the Customs Tariff of the Economic Union shall be amended to read as follows :

Incomplete vehicles and chassis, also groups of assembled parts not specially dutiable in that condition, shall pay the duties fixed under No. 1100 bis (a) 5.

N° 4602.

**UNION SUD-AFRICAINE,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE,
BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, CANADA, etc.**

**Protocole relatif aux immunités de la Banque
des règlements internationaux. Signé à
Bruxelles, le 30 juillet 1936.**

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 7 juillet 1939.

**UNION OF SOUTH AFRICA,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA,
BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, etc.**

**Protocol regarding the Immunities of the Bank
for International Settlements. Signed at
Brussels, July 30th, 1936.**

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration took place July 7th, 1939.

Nº 4602. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX IMMUNITÉS DE LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 30 JUILLET 1936.

Les représentants dûment autorisés du GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ÉTHIOPIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA CONFÉ-

No. 4602. — PROTOCOL¹ REGARDING THE IMMUNITIES OF THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 30TH, 1936.

The duly authorized representatives of THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION,

¹ Ratifications déposées à Bruxelles :

FRANCE	19 mars 1937.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	6 avril 1937.
SUISSE	24 mai 1937.
INDE	7 septembre 1937.
CANADA	20 janvier 1938.
POLOGNE	29 juin 1938.
AUSTRALIE	25 août 1938.

Etats ayant déclaré renoncer à la procédure de ratification conformément aux stipulations de l'article 2 du protocole et auxquels le protocole s'applique à partir de la date de signature :

Date de signature

BELGIQUE	30 juillet 1936.
--------------------	------------------

Ce protocole n'est pas applicable au Congo belge ni aux territoires sous mandat du Ruanda-Urundi.

YUGOSLAVIE	18 septembre 1936.
NOUVELLE-ZÉLANDE	4 décembre 1936.
UNION SUD-AFRICAINE	21 décembre 1936.
GRÈCE	30 juin 1937.
ITALIE	22 mars 1939.

¹ Ratifications deposited at Brussels :

FRANCE	March 19th, 1937.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 6th, 1937.
SWITZERLAND	May 24th, 1937.
INDIA	September 7th, 1937.
CANADA	January 20th, 1938.
POLAND	June 29th, 1938.
AUSTRALIA	August 25th, 1938.

States having declared that they renounce the procedure of ratification in accordance with Article 2 of the Protocol and to which the Protocol applies from the date of signature :

Date of Signature :

BELGIUM	July 30th, 1936.
-------------------	------------------

This Protocol does not apply to the Belgian Congo or to the Mandated Territories of Ruanda Urundi.

YUGOSLAVIA	September 18th, 1936.
NEW ZEALAND	December 4th, 1936.
UNION OF SOUTH AFRICA	December 21st, 1936.
GREECE	June 30th, 1937.
ITALY	March 22nd, 1939.

DÉRATION SUISSE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE

Considérant

Qu'à l'article X alinéa 2 de l'Accord¹ avec l'Allemagne, signé à La Haye le 20 janvier 1930 et dûment entré en vigueur, leurs gouvernements respectifs (à l'exception de la Confédération suisse) ont conféré à la Banque des Règlements internationaux, dont la constitution a été prévue par le Plan des experts du 7 juin 1929, certaines immunités en ce qui concerne ses biens et avoirs ainsi que ceux qui lui seraient confiés.

Que par une Convention², signée à La Haye, à la même date que ci-dessus, et ayant acquis force de loi en Suisse, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est engagé envers les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Italie et du Japon, à octroyer à ladite Banque des Règlements internationaux, dans le cas de son établissement à Bâle, une charte constitutive lui conférant à l'article X des immunités similaires à celles prévues à l'article X alinéa 2 de l'accord avec l'Allemagne.

Que l'article X alinéa 2 de l'accord avec l'Allemagne et l'article X de la charte constitutive faisant suite à la convention avec la Confédération suisse n'exprimant qu'imparfaitement l'intention des Parties contractantes et pouvant soulever des difficultés d'interprétation, il importe de préciser la portée desdits articles et de substituer aux termes employés des expressions plus claires et plus aptes à garantir aux opérations de la Banque des Règlements internationaux les immunités indispensables à l'accomplissement de sa tâche ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sont exempts des dispositions ou mesures visées à l'article X alinéa 2 de l'Accord avec l'Allemagne et à l'article X de la Charte constitutive faisant suite à la Convention avec la Suisse du 20 janvier 1930, la Banque des Règlements internationaux, ses biens et avoirs ainsi que tous les biens et avoirs qui lui sont ou seront confiés, qu'il s'agisse de numéraires

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA

Whereas

In accordance with Article X, paragraph 2, of the Agreement¹ with Germany, which was signed at The Hague on the 20th January 1930 and has duly come into force, their respective Governments (with the exception of the Swiss Confederation) have conferred upon the Bank for International Settlements, the establishment of which was laid down by the Experts' Plan of the 7th June 1929, certain immunities regarding its property and assets as well as those which might be entrusted to it.

And whereas by a Convention², signed at The Hague on the same date as that above-mentioned and having acquired the force of law in Switzerland, the Government of the Swiss Confederation has undertaken towards the Governments of Germany, Belgium, France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Italy and Japan to grant to the said Bank for International Settlements, in the event of its establishment at Basle, a Constituent Charter conferring upon it in accordance with Article X immunities similar to those laid down by Article X, paragraph 2, of the Agreement with Germany.

And whereas, since Article X, paragraph 2, of the Agreement with Germany and Article X of the Constituent Charter consecutive to the Convention with the Swiss Confederation only imperfectly express the intention of the Contracting Parties and are liable to give rise to difficulties of interpretation, it is important to define the scope of the said Articles and to substitute for the terms employed expressions which are clearer and more capable of assuring to the operations of the Bank for International Settlements the immunities which are indispensable to the accomplishment of its task ;

Have agreed as follows :

Article I.

The Bank for International Settlements, its property and assets as well as all the property and assets which are or will be entrusted to it, whether coin or other fungible goods, gold bullion, silver or any other metal, precious objects, securities or any other objects the deposit of which is admissible in accordance with banking practice, are exempt from the

¹ Vol. CIV, page 243, de ce recueil.

² Vol. CIV, page 441, de ce recueil.

¹ Vol. CIV, page 243, of this Series.

² Vol. CIV, page 441, of this Series.

ou autres biens fongibles, de lingots d'or, d'argent ou de tout autre métal, de matières précieuses, de titres ou de tous autres objets dont le dépôt est admis par la pratique bancaire.

Seront considérés comme confiés à la Banque des Règlements internationaux, et jouissant des immunités prévues aux articles précités, au même titre que les biens et avoirs qu'elle détiendra, pour le compte d'autrui, dans les immeubles affectés à cet usage par elle, ses succursales ou agences, les biens et avoirs de tiers qui seront détenus par toute autre institution ou personne, sur les instructions, au nom et pour le compte de la Banque des Règlements internationaux.

Article 2.

Le présent protocole entrera en vigueur, pour chaque Partie contractante à la date du dépôt de son instrument de ratification au Ministère des Affaires étrangères de Belgique. Il entrera en vigueur immédiatement pour les Parties contractantes qui, lors de la signature auront déclaré renoncer à la procédure de ratification.

Article 3.

Les gouvernements non signataires qui seraient parties à l'Accord avec l'Allemagne signé à La Haye le 20 janvier 1930, pourront adhérer à la présente convention.

Le gouvernement qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge en lui transmettant l'acte d'adhésion.

Article 4.

Les gouvernements non signataires de l'Accord avec l'Allemagne signé à La Haye le 20 janvier 1930, pourront adhérer à la présente convention en signant, sous réserve de ratification s'il y a lieu, l'original de cette convention qui restera déposé à la Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères de Belgique. La signature ainsi apposée par un gouvernement non signataire des Accords de La Haye impliquera adhésion aux articles X et XV de l'Accord avec l'Allemagne du 20 janvier 1930, ainsi qu'à l'annexe XII dudit accord réglant la procédure devant le Tribunal arbitral à la juridiction duquel les gouvernements en question se seront

provisions or measures referred to in paragraph 2 of Article X of the Agreement with Germany and in Article X of the Constituent Charter consecutive to the Convention with Switzerland, of the 20th January 1930.

The property and assets of third parties, held by any other institution or person, on the instructions, in the name or for the account of the Bank for International Settlements, shall be considered as entrusted to the Bank for International Settlements and as enjoying the immunities laid down by the Articles above mentioned by the same right as the property and assets which the Bank for International Settlements holds for the account of others, in the premises set apart for this purpose by the Bank, its branches or agencies.

Article 2.

The present Protocol will come into force, for each Contracting Party, on the date of deposit of its instrument of ratification at the Belgian Ministry for Foreign Affairs. It will come into force immediately in respect of such Contracting Parties as may declare at the time of signing the Convention that they renounce the procedure of ratification.

Article 3.

The non-signatory Governments which are or may be Parties to the Agreement with Germany, signed at The Hague on the 20th January 1930, may accede to the present Convention.

Any Government desiring to accede must notify its intention in writing to the Belgian Government transmitting the document notifying its accession.

Article 4.

The Governments not signatories of the Agreement with Germany signed at The Hague on the 20th January 1930, may become Parties to the present Convention by signing, subject to ratification if necessary, the original of this Convention which will remain deposited in the archives of the Belgian Ministry for Foreign Affairs. The signature thus appended by a Government not a signatory to the Agreement with Germany will imply accession to Articles X and XV of the Agreement with Germany of the 20th January 1930, as well as to Annex XII of the same Agreement, laying down the procedure before the Arbitral Tribunal, to whose

ainsi soumis, pour l'application et l'interprétation dudit article X et de la présente convention.

jurisdiction the Governments in question will thus have submitted themselves, so far as concern the application and interpretation of the said Article X and of the present Convention.

Article 5.

Le Gouvernement belge remettra à tous les gouvernements signataires, ainsi qu'à la Banque des Règlements internationaux, une copie certifiée conforme de la présente convention, du procès-verbal du dépôt des premières ratifications, des ratifications ultérieures ainsi que des déclarations d'adhésion prévues aux articles qui précèdent.

Article 6.

La présente convention a été rédigée en langue française et anglaise en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 1936.

Pour la Belgique :

(s) P. H. SPAAK (*sgd*)

For Belgium :

Pour la Grande-Bretagne
et l'Irlande du Nord :

For Great Britain and
Northern Ireland :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

Pour le Canada :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For Canada :

Pour l'Australie :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For Australia :

Pour la Nouvelle-Zélande :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For New Zealand :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

(s) VAN BROEKHUIZEN (*sgd*)

For the Union of South Africa :

Pour l'Inde :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For India :

Pour la France :

(s) J. LAROCHE (*sgd*)

For France :

Pour la Grèce :

(s) D. SOPHIANOS (*sgd*)

For Greece :

Pour l'Italie :

(s) LOJACONO (*sgd*)

For Italy :

Pour le Japon :

(s) KURUSU (*sgd*)

For Japan :

Article 5.

The Belgian Government will forward to all signatory Governments, as well as to the Bank for International Settlements, a certified copy of the present Convention, of the report of the depositing of the first ratifications, the later ratifications and the notifications of accession contemplated by the preceding Article.

Article 6.

The present Convention has been drawn up in the French and English languages in one single copy which will remain deposited in the archives of the Belgian Government.

Done at Brussels on the 30th July 1936.

Pour les Pays-Bas : For Netherlands :

Sous réserve de ratification et sous réserve pour le Gouvernement de la Reine de la faculté de dénoncer la présente convention moyennant préavis d'un an¹.

(s) VAN HARINXMA THOE SLOOTEN (sgd)

Pour la Pologne : For Poland :

(s) JACKOWSKI (sgd)

Pour le Portugal : For Portugal :

(s) *ad referendum* (sgd)

Augusto DE CASTRO

Pour la Roumanie : For Roumania :

(s) D. I. GHICA (sgd)

Pour la Suisse : For Switzerland :

(s) Frédéric BARBEY (sgd)

Pour la Yougoslavie : For Yugoslavia :

(s) Iliya MILIKITCH (sgd)

La correction dans le préambule donnant le titre d'Empereur d'Ethiopie à Sa Majesté le Roi d'Italie, a été apportée à la date du 22 mars 1939, après que tous les Etats signataires avaient reconnu l'Empire d'Ethiopie, et c'est à cette date que Son Excellence l'Ambassadeur d'Italie, muni de pleins pouvoirs, a signé la présente convention².

BRUXELLES, le 22 mars 1939.

(s) SOUDAN.

Pour copie certifiée conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur de Belgique,*

F. van Langenhove.

Traduction. — Translation.

¹ Subject to ratification, and with the reservation that the Royal Government will have the right to denounce the present Convention with one year's notice.

² The modification in the preamble, giving the title of Emperor of Ethiopia to His Majesty the King of Italy, was made on March 22nd, 1939, after the recognition of the Empire of Ethiopia by all the signatory States, and it was on the same date that His Excellency the Italian Ambassador, provided with full powers to that effect, signed the present Convention.

N° 4603.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Traité de non-agression, et protocole de signature. Signés à Berlin, le 31 mai 1939.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 8 juillet 1939.

GERMANY AND DENMARK

Treaty of Non-Aggression, and Protocol of Signature. Signed at Berlin, May 31st, 1939.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration took place July 8th, 1939.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Nº 4603. — IKKE-ANGREBSTRAKTAT¹ MELLEM TYSKLAND OG DANMARK. UNDERTEGNET I BERLIN, DEN 31. MAY 1939.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 4603. — NICHTANGRIFFS-VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH DÄNEMARK. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 31. MAI 1939.

HANS MAJESTÅT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND OG DEN TYSKE RIGSKANSLER,

der er fast besluttede paa under alle Omstændigheder at opretholde Freden mellem Danmark og Tyskland, er kommet overens om at bekræfte denne Beslutning ved en Traktat og har til deres Befuldmægtigede udnævnt :

HANS MAJESTÅT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hr. Kammerherre Herluf ZAHLE, overordentlig Gesandt og befuldmægtiget Minister i Berlin ;

DEN TYSKE RIGSKANSLER :

Rigsudenrigsminister Hr. Joachim von RIBBENTROP,

som efter Udveksling af deres Fuldmagter, der er befundet i god og behørig Form, er blevet enige om følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

Kongeriget Danmark og det tyske Rige vil i intet Tilfælde skride til Krig eller til nogen anden Art af Magtanwendung mod hinanden.

I Tilfælde af, at det fra en tredie Magts Side skulde komme til en Aktion af den i Stk. i betegnede Art mod en af de kontraherende Parter, vil den anden kontraherende Part ikke paa nogen Maade yde en saadan Aktion sin Støtte.

Artikel 2.

Denne Traktat vil være at ratificere og Ratifikationsdokumenterne vil snarest muligt være at udveksle i Berlin.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 24 juin 1939.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON DÄNEMARK UND ISLAND UND DER DEUTSCHE REICKSKANZLER

fest entschlossen, den Frieden zwischen Dänemark und Deutschland unter allen Umständen aufrechtzuerhalten, sind übereingekommen, diesen Entschluss durch einen Staatsvertrag zu bekräftigen und haben zu Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON DÄNEMARK UND ISLAND :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Berlin, Herrn Kammerherrn Herluf ZAHLE ;

DER DEUTSCHE REICKSKANZLER :

den Reichsminister des Auswärtigen, Herrn Joachim von RIBBENTROP,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen vereinbart haben :

Artikel 1.

Das Königreich Dänemark und das deutsche Reich werden in keinem Falle zum Kriege oder zu einer anderen Art von Gewaltanwendung gegeneinander schreiten.

Falls es von seiten einer dritten Macht zu einer Aktion der im Absatz 1 bezeichneten Art gegen einen der vertragschliessenden Teile kommen sollte, wird der andere vertragschliessende Teil eine solche Aktion in keiner Weise unterstützen.

Artikel 2.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 24th, 1939.

Traktaten træder i Kraft med Udvekslingen af Ratifikationsdokumenterne og gælder fra da af for et Tidsrum af 10 Aar. I Tilfælde af, at Traktaten ikke senest et Aar før Udløbet af denne Frist er op sagt af en af de kontraherende Parter, forlænges dens Gyldighed med yderligere 10 Aar. Det samme gælder for de følgende Tidsperioder.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmaægtigede underskrevet denne Traktat.

Udsærdiget i to Originaler i det danske og i det tyske Sprog i

BERLIN, den 31. Mai 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

UNDERTEGNELSESPROTOKOL.

Ved den i Dag stedfundne Undertegnelse af den dansk-tyske Traktat er der blevet konstateret Enighed mellem de to Parter angaaende følgende Punkter :

En Støtte i den i Traktatens Art. 1, Stk. 2 omhandlede Betydning fra den ikke i Konflikten deltagende kontraherende Parts Side foreligger ikke, naar denne Parts Optræden er forenlig med de almindelig Regler for Neutralitet. Det vil saaledes ikke være at betragte som en utiladelig Støtte, naar den normale Vareudveksling og Varetransit fortsættes mellem den ikke i Konflikten deltagende kontraherende Part og den tredie Magt.

BERLIN, den 31. Mai 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

Der Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt von da an für eine Zeit von zehn Jahren. Falls der Vertrag nicht spätestens ein Jahr vor Ablauf dieser Frist von einem der vertragsschliessenden Teile gekündigt wird, verlängert sich seine Geltungsdauer um weitere zehn Jahre. Das Gleiche gilt für die folgenden Zeiträume.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift, in dänischer und deutscher Sprache in

BERLIN, am 31. Mai 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Bei der heutigen Unterzeichnung des dänisch-deutschen Vertrags ist das Einverständnis beider Teile über folgendes festgestellt worden :

Eine Unterstützung durch den nicht am Konflikt beteiligten vertragsschliessenden Teil im Sinne des Artikels 1, Abs. 2 des Vertrags liegt nicht vor, wenn das Verhalten dieses Teiles mit den allgemeinen Regeln der Neutralität im Einklang steht. Es ist daher nicht als unzulässige Unterstützung anzusehen, wenn zwischen dem nicht an dem Konflikt beteiligten vertragsschliessenden Teil und der dritten Macht der normale Warenaustausch und Warentransit fortgesetzt wird.

BERLIN, den 31. Mai 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

Pour copie conforme :

Bent Falkenstjerne,

Chef du Département politique et juridique.

TRADUCTION.

Nº 4603. — TRAÎTÉ DE NON-AGGRESSION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE DANEMARK. SIGNÉ A BERLIN, LE 31 MAI 1939.

TRANSLATION.

No. 4603. — TREATY OF NON-AGGRESSION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF DENMARK. SIGNED AT BERLIN, MAY 31ST, 1939.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,

Fermement résolus à maintenir en toutes circonstances la paix entre le Danemark et l'Allemagne, sont convenus de confirmer cette résolution par un traité et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. le chambellan Herluf ZAHLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. Joachim von RIBBENTROP, ministre des Affaires étrangères du Reich ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Royaume de Danemark et le Reich allemand ne recourront en aucun cas à la guerre ou à un autre mode d'emploi de la force l'un contre l'autre.

Si, de la part d'une tierce Puissance, une action du genre indiqué au premier alinéa devait être entreprise contre l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante ne soutiendra daucune manière une telle action.

Article 2.

Le présent traité sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

Le traité entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur à partir de cette date pour une durée de dix ans. Si le traité n'est pas

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH,

Being firmly resolved to maintain peace between Denmark and Germany in all circumstances, have agreed to confirm this resolve by means of a Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herluf ZAHLE, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berlin ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

M. Joachim von RIBBENTROP, Minister for Foreign Affairs of the Reich ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Kingdom of Denmark and the German Reich shall in no case resort to war or to any other use of force one against the other.

Should action of the kind referred to in paragraph 1 be taken by a third Power against one of the Contracting Parties, the other Contracting Party shall not support such action in any way.

Article 2.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

The Treaty shall come into force on the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for a period of ten years from that date. Should the Treaty not

dénoncé au plus tard une année avant l'expiration de ce délai par l'une des Parties contractantes, sa validité est prolongée d'une nouvelle période de dix ans. Il en sera de même pour les périodes de temps suivantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent traité.

Fait en double original, en langues danoise et allemande.

BERLIN, le 31 mai 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Lors de la signature, qui a eu lieu ce jour, du Traité dano-allemand, l'accord des deux Parties sur ce qui suit a été constaté :

Il n'y a pas appui de la part de la Partie contractante ne participant pas au conflit, au sens de l'alinéa 2 de l'article premier du traité, si l'attitude de cette Partie est en harmonie avec les règles générales de la neutralité. En conséquence, il n'y a pas lieu de considérer comme appui illicite le fait qu'entre la Partie contractante non impliquée dans le conflit et la tierce Puissance les échanges normaux de marchandises et le transit normal des marchandises se poursuivent.

BERLIN, le 31 mai 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

be denounced by one of the Contracting Parties at least one year before the expiry of that period, its validity shall be extended for a fresh period of ten years. The same shall apply to subsequent periods.

In witness whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed the present Treaty.

Done in original duplicate, in Danish and German.

BERLIN, May 31st, 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On the signature, this day, of the Danish-German Treaty, the agreement existing between the two Parties on the following point has been put on record :

The Contracting Party which is not participating in the conflict shall not be deemed to be giving support, within the meaning of paragraph 2 of Article 1 of the Treaty, if the attitude of that Party is in harmony with the general rules of neutrality. Therefore the fact of a normal exchange of goods and transit of goods continuing between the Contracting Party not involved in the conflict and the third Power shall not be regarded as constituting illicit support.

BERLIN, May 31st, 1939.

Herluf ZAHLE.

Joachim v. RIBBENTROP.

N° 4604.

LETTONIE ET POLOGNE

Convention vétérinaire concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, avec annexes et protocole final. Signés à Riga, le 16 novembre 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement a eu lieu le 10 juillet 1939.

LATVIA AND POLAND

Veterinary Convention concerning the Transit of Animals, Meat and Other Products of Animal Origin, with Annexes and Final Protocol. Signed at Riga, November 16th, 1937.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration took place July 10th, 1939.

N^o 4604. — CONVENTION VÉTÉRINAIRE¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE CONCERNANT LE TRANSIT DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE. SIGNÉE A RIGA, LE 16 NOVEMBRE 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Désireux de régler la question du transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale provenant de l'un des deux pays et passant par l'autre, ont décidé de conclure une convention y relative et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Jānis BIRZNIKS, ministre de l'Agriculture de Lettonie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence Monsieur Franciszek CHARWAT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne en Lettonie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à autoriser le transit par son territoire des solipèdes, des bovidés, des porcs, des moutons, des chèvres, des chiens, des chats, de la volaille, des poissons, des écrevisses, des abeilles et de tous produits animaux, originaires du territoire de l'autre Partie contractante.

2. Le transit des animaux visés à l'alinéa 1^{er} ci-dessus est subordonné à la notification préalable des envois faite à l'autorité vétérinaire désignée par le pays transité pour recevoir ladite notification et il s'effectuera dans les conditions déterminées aux articles suivants, compte tenu des dispositions ci-après du présent article. Aucune notification n'est exigée pour le transit des produits animaux visés à l'alinéa 1^{er} ci-dessus.

3. L'apparition dans le pays d'origine de la peste bovine cause le refus absolu de transiter les animaux. La constatation de la peste porcine, de la fièvre aphteuse, de la clavelée ou de la péripneumonie contagieuse des bovidés peut justifier, de la part du pays à transiter, le refus du transit des animaux réceptifs, compte tenu du nombre et de la répartition des foyers de ces infections dans le pays d'origine. En cas d'apparition de la peste bovine dans le pays d'origine, le transit des viandes et produits animaux provenant des diverses espèces de ruminants sera interdit.

Article 2.

1. Un certificat d'origine et de santé devra accompagner les animaux devant passer en transit ; ce certificat, conforme au modèle N^o 1 annexé à la présente convention, sera dressé par un médecin vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 5 juin 1939.
Entrée en vigueur le 5 juillet 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4604. — VETERINARY CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF LATVIA AND THE REPUBLIC OF POLAND CONCERNING THE TRANSIT OF ANIMALS, MEAT AND OTHER PRODUCTS OF ANIMAL ORIGIN. SIGNED AT RIGA, NOVEMBER 16TH, 1937.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Being desirous of regulating the question of the transit of animals, meat and other products of animal origin coming from one of the two countries and passing through the other, have decided to conclude a Convention to that effect and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency M. Jānis BIRZNIEKS, Minister of Agriculture of Latvia ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency M. Franciszek CHARWAT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland in Latvia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. Each of the High Contracting Parties undertakes to authorise the transit through its territory of horses, asses, mules, etc., cattle, pigs, sheep, goats, dogs, cats, poultry, fish, crayfish, bees, and all animal products originating in the territory of the other Contracting Party.

2. The transit of the animals to which paragraph 1 above relates shall be subject to previous notification of the consignments to the veterinary authority designated by the transit country for that purpose, and shall be carried out under the conditions laid down in the Articles hereinafter following, due regard being had to the following provisions of the present Article. No notification shall be required for the transit of the animal products to which paragraph 1 above relates.

3. If cattle plague breaks out in the country of origin, the transit of animals shall in no case be allowed. The discovery of swine fever, foot-and-mouth disease, sheep-pox or contagious peri-pneumonia of cattle may justify refusal by the transit country of the transit of animals susceptible to these diseases, regard being given to the number and position of the centres of infection in the country of origin. In the case of an outbreak of cattle plague in the country of origin, the transit of meat and animal products derived from the various species of ruminants shall be forbidden.

Article 2.

1. Animals in transit must be accompanied by a certificate of origin and health ; this certificate, which shall be drawn up in accordance with Model No. 1 attached to the present Convention, shall be issued by a Government veterinary officer or veterinary surgeon approved by the State.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 5th, 1939.
Came into force July 5th, 1939.

2. Les certificats devront être établis dans la langue du pays exportateur et munis d'une traduction en langue française.

3. Les certificats devront être délivrés au plus tôt cinq jours avant l'expédition de l'envoi, le jour de la délivrance du certificat non compris.

4. Les certificats devront contenir le signalement des animaux suffisant pour permettre d'établir à tout moment leur identité. Au cas où les animaux seraient marqués de façon durable, on pourra, au lieu du signalement, désigner leurs marques distinctives. Au cas où les animaux seraient décrits dans des certificats officiels d'identité spéciaux, les certificats d'origine et de santé pourront, au lieu de contenir le signalement de l'animal, se référer à ces documents, à condition qu'ils y soient annexés. Des certificats collectifs ne pourront être délivrés que pour les animaux dont le transport est destiné à la même localité et à un seul destinataire.

5. Les certificats d'origine et de santé devront contenir, en outre, l'indication de la station d'expédition, du numéro du wagon ou de la dénomination d'un autre moyen de transport, du prénom, nom et du lieu de résidence de l'expéditeur, de même que l'indication de la station et du pays de destination.

6. Aucun visa consulaire ne sera exigé pour les certificats susmentionnés.

Article 3.

1. En principe, les animaux ne doivent être transportés que dans des fourgons construits de telle façon que la chute et la projection des excréments et des matières pouvant servir de véhicules à la contagion soient rendues impossibles. Le transport pourra être également admis dans des fourgons qui ne répondent pas aux conditions susvisées, si, après l'examen des conditions du pays exportateur, ce mode de transport semblait ne présenter aucun danger. Toutefois, les animaux ne devront être expédiés que dans des fourgons munis d'aménagements réduisant au minimum la dispersion des éléments dangereux.

2. Les ruminants et les porcs ne pourront être transportés sur une litière de paille ou de terre ; on se servira à cet effet de sciure de bois ou de tourbe, ou bien à défaut de ces produits, d'une couche de sable suffisamment épaisse.

Article 4.

1. Le transit des animaux, visés à l'article premier, alinéa 1^{er} de la présente convention sera effectué par les bureaux de douane ouverts au trafic de l'espèce.

2. Avant l'entrée en vigueur de la présente convention, les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement la liste des bureaux de douane, ouverts au trafic des animaux énumérés à l'alinéa 1^{er} ci-dessus. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer, en temps utile, les modifications introduites dans la liste mentionnée.

3. Les animaux en transit seront soumis, à la station de sortie du pays exportateur, à l'examen de leur état sanitaire ainsi que des conditions de transport et les documents dont ils seront accompagnés seront contrôlés et visés. Les opérations précitées seront effectuées par les médecins vétérinaires de l'Etat ou agréés par l'Etat, compétents pour l'inspection aux frontières. Les fonctionnaires vétérinaires compétents pour l'inspection aux frontières doivent être prévenus en temps utile — et vingt-quatre heures au moins avant l'arrivée — des transports d'animaux en transit, ainsi que du nombre des animaux à transiter. Avant l'entrée en vigueur de la présente convention, les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement les adresses des fonctionnaires vétérinaires compétents pour l'inspection aux frontières et se tiendront au courant, en temps utile, de tous changements survenus dans ces adresses.

4. Les envois qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 2 de la présente convention, ainsi que les transports d'animaux reconnus atteints ou suspects d'une maladie contagieuse par les vétérinaires établis à la frontière et les transports d'animaux qui ont voyagé avec des animaux malades ou suspects ou qui ont été en contact avec des animaux malades ou suspects (de même que les transports des animaux ne répondant pas aux conditions de la présente conven-

2. Certificates must be drawn up in the language of the exporting country and be accompanied by a translation into the French language.

3. Certificates must be issued not more than five days before the consignment is sent off, excluding the date of issue.

4. Certificates must contain a description of the animals full enough to enable their identity to be established at any moment. Should the animals have a permanent mark, their distinctive marks may be given in place of a description. Should the animals be described in special official identity certificates, the certificates of origin and health may, instead of giving a description of the animal, refer to the said documents, provided they are attached thereto. Collective certificates may only be issued for animals that are being conveyed to the same place and to a single consignee.

5. The certificates of origin and of health must also specify the station from which the animals are despatched, the number of the wagon or name of any other means of transport, the Christian name, surname and place of residence of the consignor and the station and country of destination.

6. No consular visa shall be required for the above-mentioned certificates.

Article 3.

1. In principle, animals may only be transported in wagons constructed to prevent the escape or dissemination of excreta and other materials liable to transmit infection. Transport may also be allowed in wagons which do not comply with the above-mentioned conditions if, after an examination of the conditions of the exporting country, such method of transport does not seem to be in any way dangerous. Nevertheless, animals shall only be conveyed in wagons so constructed as to reduce the dissemination of infectious materials to a minimum.

2. Ruminants and pigs may not be carried on a litter of straw or earth ; sawdust or peat shall be used for that purpose or, failing such products, a sufficiently thick layer of sand.

Article 4.

1. The transit of the animals referred to in Article 1, paragraph 1, of the present Convention shall be effected through the Customs offices open to traffic of that character.

2. Before the present Convention is put into force, the High Contracting Parties shall communicate to each other a list of the Customs offices open for the traffic in animals referred to in paragraph 1 above. The High Contracting Parties undertake to communicate to each other in due course any changes made in the said list.

3. Animals in transit shall undergo a veterinary inspection at the frontier station of the exporting country ; the conditions of transport shall also be investigated and the documents accompanying the animals checked and endorsed. The above mentioned operations shall be carried out by Government veterinary officers or veterinary surgeons approved by the State as competent for frontier inspection. The veterinary officials competent for frontier inspection must be given due notice — not later than twenty-four hours before their arrival — of consignments of animals in transit as well as of the number of such animals. Before the present Convention comes into force, the High Contracting Parties shall communicate to each other the addresses of the veterinary officials competent for frontier inspection, and shall keep each other informed in due course of all changes in such addresses.

4. Consignments which do not comply with the conditions laid down in Article 2 of the present Convention, and consignments of animals found by the frontier veterinary officials to be suffering from or suspected of a contagious disease, and consignments of animals which have been conveyed with diseased or suspected animals or have come in contact with diseased or suspected animals (the same applies to consignments of animals which do not comply with the conditions

tion) seront refoulés. La raison du refoulement doit être indiquée dans les documents dont ces envois sont accompagnés. En ce cas, le vétérinaire de service dressera un procès-verbal respectif et l'enverra d'urgence à l'autorité vétérinaire centrale du pays transitaire, ainsi qu'à l'autorité vétérinaire centrale du pays d'origine.

Article 5.

Les animaux en transit ne peuvent être déchargés que sur autorisation et sous le contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire de l'Etat transitaire ou dûment autorisé par cet Etat à cet effet, le fait de ce déchargement devant être mentionné dans le certificat d'origine et de santé. Les animaux ne peuvent être abreuvés, alimentés, nettoyés ou soumis à un traitement quelconque dans les fourgons mêmes, sous le contrôle vétérinaire et suivant la méthode dite « du plombage à la chaîne » ou de toute autre donnant les mêmes garanties.

Dans le but de remédier aux divers inconvenients relevés au cours du transit, le pays exportateur prendra toutes mesures propres à assurer aux animaux un chargement rationnel, une alimentation convenable et tous soins nécessaires, notamment pour éviter aux animaux toute souffrance inutile.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, avant l'entrée en vigueur de la présente convention, les règlements en vigueur sur leurs territoires, relatifs aux conditions du transport des animaux par chemin de fer et à la protection des animaux.

Article 6.

1. Les envois d'animaux à transiter devront être munis d'une déclaration du pays de destination ou des autres pays à transiter constatant que les animaux seront admis sans condition. Cette déclaration ne sera pas requise si les pays susmentionnés avaient pris l'engagement de ne refouler, en aucun cas, les animaux.

2. En cas de constatation de la peste bovine, de la peste porcine, de la peste aviaire, de la fièvre aphteuse, de la péri-pneumonie contagieuse des bovidés parmi les animaux transportés, le pays à traverser pourra procéder aux frais de l'expéditeur à l'abatage des transports infectés. En cas où un transport de volaille en route serait atteint d'une maladie épizootique empêchant la continuation du transport, on procédera à l'abatage de la volaille en conformité avec les lois en vigueur dans le pays de transit. Dans les cas susdits les faits doivent être nettement établis par un procès-verbal dressé par les fonctionnaires vétérinaires ayant pris part à l'inspection. S'il existe un délégué vétérinaire du pays d'origine dans le pays transitaire, il devra être informé d'urgence, afin que l'abatage puisse avoir lieu en sa présence. Une copie du procès-verbal sera envoyée à l'autorité vétérinaire centrale du pays transitaire.

Article 7.

Les viandes fraîches réfrigérées, congelées ou conservées à l'état frais par d'autres procédés que le froid, ainsi que les préparations de viande, pour être admises au transit, doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité, conforme au modèle N° 2 annexé à la présente convention et établi conformément aux dispositions des alinéas 2, 3, 5 et 6 de l'article 2 de cette convention.

Article 8.

1. Le transit des viandes s'effectuera, par voie ferrée, dans des wagons fermés et plombés par la douane du pays à traverser.

2. Le transit des préparations des viandes et des produits de charcuterie devra se faire par colis ou caisses fermées.

3. Les wagons utilisés pour le transit des viandes fraîches devront avoir des planchers étanches.

4. Le contrôle des envois de viandes et de préparations de viande à la frontière sera borné au simple examen des certificats. Il ne sera procédé en général à aucune ouverture de wagons, à moins que les douanes intéressées ne le jugent nécessaire pour une vérification du contenu.

of the present Convention) shall be turned back. The reason for rejection shall be specified in the documents accompanying such consignments. In such cases, the veterinary surgeon on duty shall draw up a report on the case and shall immediately communicate it to the central veterinary authority of the transit country and to the central veterinary authority of the country of origin.

Article 5.

Animals in transit may only be unloaded with the permission and under the supervision of a Government veterinary officer of the transit country or a veterinary surgeon duly authorised for that purpose by the State, and the fact of such unloading must be mentioned on the certificate of origin and health. Animals may only be watered, fed, cleaned, or subjected to any treatment whatsoever, in the wagons themselves, under veterinary supervision, and subject to the so-called "chain-sealing" system or any other system offering similar guarantees.

With a view to obviating the various difficulties arising in the course of transit, the exporting country shall take steps to see that the animals are properly loaded and suitably fed and that they receive all necessary attention, in order to avoid needless suffering.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, before the present Convention comes into operation, the regulations in force in their territories concerning the transport of animals by rail and the protection of animals.

Article 6.

1. Consignments of animals for transit shall be accompanied by a declaration from the country of destination or from the other countries through which they are to pass in transit to the effect that the animals will be admitted unconditionally. This declaration shall not be required if the countries in question have undertaken not to reject the animals in any circumstances.

2. If cattle plague, swine fever, fowl plague, foot-and-mouth disease or contagious peri-pneumonia of cattle is discovered among the animals transported, the country through which they have to pass shall be entitled to have the infected consignment slaughtered at the expense of the consignor. Should a consignment of poultry which is being transported contract an epizootic disease preventing the continuation of the journey, the poultry shall be slaughtered in accordance with the laws in force in the transit country. In such cases, the circumstances must be clearly stated in a report drawn up by the veterinary officers who took part in the inspection. If there is a veterinary representative of the country of origin in the transit country, he shall be immediately notified, in order that he may be present at the slaughter. A copy of the report shall be sent to the central veterinary authority of the transit country.

Article 7.

Meat fresh, chilled, frozen or preserved in a fresh state otherwise than by cold, and meat preparations, must, in order to be allowed to pass in transit, be accompanied by a certificate of origin and health, drawn up in accordance with Model No. 2 annexed to the present Convention, and with the provisions of paragraphs 2, 3, 5 and 6 of Article 2 of this Convention.

Article 8.

1. Meat in transit shall be conveyed by rail in wagons closed and sealed by the Customs authorities of the country through which it is to pass.

2. Meat preparations and pork butchers' wares in transit shall be conveyed in closed packages or cases.

3. Wagons used for the transit of fresh meat must have impermeable floors.

4. The checking of consignments of meat and meat preparations at the frontier shall be confined to a simple examination of the certificates. Wagons will usually only be opened if the Customs authorities concerned consider this necessary in order to verify the contents. The

L'examen des certificats sera fait en commun par les fonctionnaires des deux Etats et aura lieu à la station de sortie du pays exportateur.

Article 9.

1. Le transit des viandes visées à l'article 7 de la présente convention ne sera subordonné à aucune autorisation préalable.

2. Si un envoi de viandes visées audit article 7 est destiné à, ou doit passer en transit par un pays voisin à l'égard duquel la Convention¹ internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, conclue à Genève le 20 février 1935, n'est pas en vigueur, l'admission de cet envoi sera subordonnée à la production à la station d'entrée d'un engagement préalable du pays en question de laisser entrer ces viandes sans condition.

Article 10.

1. Les produits d'origine animale à transiter, autres que ceux visés à l'article 7 de la présente convention, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité conforme du modèle N° 3 annexé à la présente convention et établi conformément aux dispositions des alinéas 2, 3, 5 et 6 de l'article 2 de cette convention. Le transit de ces produits et leur contrôle à la frontière seront effectués de la façon prévue à l'article 8 de la présente convention.

2. Les certificats d'origine et de salubrité ne seront pas exigés pour les produits qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de prophylaxie (dessiccation, salaison, traitement arsénical ou autres, lavage antiseptique, étuvage, désinfection, etc.). Seront admis au transit sans certificat, et ne seront pas soumis à des restrictions pour des raisons de police vétérinaire : le suif fondu, les cretons dénaturés, la laine imprégnée de chaux ou lavée industriellement, les résidus de laine et la laine provenant de tannerie, les plumes de toute sorte emballées en sacs clos, les boyaux, les gosiers, les estomacs, les vessies, les ongles — le tout séché ou salé, emballé convenablement ou mis en caisses ou en barils clos ; les peaux des animaux sauvages, les résidus de peaux traités à la chaux, le poil de porc et le poil d'animaux parfaitement séché ou bouilli ou imprégné de chaux (queues, crinières, etc.) ; les cornes, les sabots, les ongles, les os — le tout dégraissé, bouilli ou séché et dégagé des parties molles ; les œufs, le lait et les produits laitiers.

Article 11.

1. Le transit des viandes et de tous les autres produits d'origine animale pouvant servir de véhicules à la contagion s'effectuera par les bureaux de douane ouverts au trafic de l'espèce.

2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, avant l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste des bureaux de douane ouverts au trafic des produits visés à l'alinéa 1^{er} précédent. Les Hautes Parties contractantes s'engagent également à se faire connaître, en temps utile, toutes modifications introduites dans les listes susmentionnées.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à doter les bureaux de douane, visés aux articles 4 et 11 de la présente convention, d'installations permettant d'assurer de façon satisfaisante les opérations du service sanitaire.

Article 13.

1. En cas où les mesures prévues ci-dessus s'avéreraient insuffisantes et où les épizooties auraient été importées par suite du transit d'animaux vivants, de viandes ou de produits d'origine animale, le transit en provenance du pays d'où l'épizootie a été importée pourra être refusé par le pays contaminé par suite du transit aussi longtemps que le danger existe.

¹ Vol. CXCIII, page 37, de ce recueil.

examination of the certificate shall be carried out jointly by the officials of the two States and shall take place at the station at which the wagons leave the exporting country.

Article 9.

1. The transit of meat to which Article 7 of the present Convention relates shall not be subject to any previous authorisation.

2. If a consignment of the meat mentioned in the said Article 7 is intended for or must pass in transit through a neighbouring country in respect of which the International Convention¹ concerning the Transit of Animals, Meat and Other Products of Animal Origin, concluded at Geneva on February 20th, 1935, is not in force, the admission of the said consignment shall be subject to the production at the station of entry of a previous undertaking by the country in question to admit such meat unconditionally.

Article 10.

1. Animal products for passage in transit, other than those mentioned in Article 7 of the present Convention, must be accompanied by a certificate of origin and health, drawn up in accordance with Model No. 3 annexed to the present Convention and with the provisions of paragraphs 2, 3, 5 and 6 of Article 2 of this Convention. The transit of such products and checking at the frontier shall be carried out in the manner provided for in Article 8 of the present Convention.

2. Certificates of origin and health shall not be required for products which have undergone treatment regarded as adequate from the prophylactic point of view (drying, salting, arsenical or other treatment, antiseptic washing, stoving, disinfection, etc.). The following products shall be allowed to pass in transit without certificates and shall not be subject to restrictions for veterinary police reasons: melted tallow; denatured cracklings; lime-soaked or factory-washed wool; wool waste and wool from tanneries; feathers of all kinds packed in closed sacks; guts, gullets, stomachs, bladders, claws, dried or salted, suitably packed or placed in closed cases or barrels; hides of wild animals; leather parings treated with lime; hogs' bristles and animal hair completely dried or boiled or limed (tails, manes, etc.); horns, hoofs, claws and bones without fat or boiled or dried and without soft tissue; eggs, milk and milk products.

Article 11.

1. The transit of meat and of all other animal products liable to carry infection shall be effected through Customs offices open to such traffic.

2. The High Contracting Parties undertake to communicate to each other, before the present Convention comes into force, a list of the Customs offices open for traffic in the products referred to in paragraph 1 above. The High Contracting Parties also undertake to inform each other in due course of any changes made in the above-mentioned lists.

Article 12.

The High Contracting Parties undertake to provide the Customs offices referred to in Articles 4 and 11 of the present Convention with installations such as to enable sanitary duties to be carried out satisfactorily.

Article 13.

1. Should the measures referred to above prove inadequate, and should contagious diseases be introduced as a result of the transit of live animals, meat or products of animal origin, the country so infected may, while the danger exists, refuse to allow transit from the country from which the contagion was conveyed.

¹ Vol. CXCIII, page 37, of this Series.

2. Les limitations ou prohibitions au trafic ne pourront s'appliquer qu'aux zones atteintes par l'épidémie et aux zones contiguës. Seront considérées comme telles : en Lettonie les districts (*apriņķi*) et en Pologne les districts (*starostwa*).

3. Le transit ne pourra être refusé dans le cas de charbon bactérien, de charbon emphysemateux, ou symptomatique, de septicémie hémorragique, de rage et de morve, de rouget du porc, de tuberculose et de gale.

4. La durée de la période reconnue comme susceptible de contagion sera limitée :

- a) Jusqu'à une année pour la peste bovine,
- b) Jusqu'à six mois pour la péripnémonie contagieuse des bovidés et l'anémie infectieuse du cheval,
- c) Jusqu'à 40 jours pour la dourine, la peste et la septicémie porcine et la clavelée,
- d) Jusqu'à 21 jours pour la fièvre aphteuse et la peste aviaire.

Cette durée sera calculée à partir du moment où la disparition de la maladie a été constatée conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat en question.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se faire connaître réciproquement et sans retard toutes prohibitions et restrictions relatives au transit des animaux vivants, de viandes et de produits d'origine animale, ainsi que la suppression de ces mesures.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à publier régulièrement un bulletin sanitaire vétérinaire répondant aux modalités fixées ci-après :

1^o Les bulletins sanitaires vétérinaires devront être publiés le 1^{er} et le 15 de chaque mois et fournir tous les renseignements concernant la quinzaine précédente.

2^o Ils seront échangés entre les autorités vétérinaires centrales sans avoir recours à la voie diplomatique.

3^o Ils donneront tous renseignements statistiques sur les maladies désignées ci-après : peste bovine (*Pestis bovum*), fièvre aphteuse (*Aphlæs epizooticae*), péripnémonie contagieuse des bovidés (*Pleuropneumonia contagiosa bovum*), charbon bactérien (*Anthrax*), clavelée (*Variola ovium*), rage (*Rabies*), morve (*Malleus*), dourine (*Exanthema coitale paralyticum*), peste porcine (*Pestis suum*), l'anémie infectieuse du cheval (*Anemia infectiosa equorum*).

4^o Ils donneront également des renseignements statistiques sur d'autres maladies.

Le bulletin sanitaire vétérinaire devra nécessairement indiquer la situation sanitaire vétérinaire à la date de la publication : c'est-à-dire, le nombre et l'indication des grandes divisions territoriales du premier et deuxième degré — districts (*apriņķi*) en Lettonie, voievodies et districts (*starostwa*) en Pologne ---, le nombre des communes et exploitations infectées à la date de la parution du bulletin et celui des communes et exploitations nouvellement infectées dans la période considérée.

Article 16.

1. En cas où sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes serait constatée la première apparition de la peste bovine, porcine ou aviaire, de la fièvre aphteuse, de la rage, de la péripnémonie contagieuse des bovidés ou de la dourine, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement informée de l'apparition de la maladie et de la répartition de ses foyers. Cette communication sera faite par voie télégraphique ou radiotélégraphique.

2. De plus, les autorités sanitaires vétérinaires du premier degré des régions limitrophes — les districts (*apriņķi*) en Lettonie, les districts (*starostwa*) en Pologne — se communiqueront

2. Limitations or prohibitions of traffic may only apply to areas affected by contagious disease and neighbouring areas. By area shall be understood : in Latvia the districts (*apriņķi*) and in Poland the districts (*starostwa*).

3. Transit may not be prohibited in the case of anthrax, emphysematous or symptomatic anthrax, haemorrhagic septicæmia, rabies and glanders, swine erysipelas, tuberculosis and mange.

4. The period during which the risk of infection is recognised to exist shall be limited :

- (a) To one year for cattle plague ;
- (b) To six months for contagious peri-pneumonia of cattle and infectious anaemia of horses ;
- (c) To forty days for dourine, swine plague and septicæmia, sheep-pox ;
- (d) To twenty-one days for foot-and-mouth disease and fowl plague.

This period shall be calculated from the date on which the disappearance of the disease has been established in accordance with the provisions in force in the State in question.

Article 14.

The High Contracting Parties undertake to notify each other without delay of all prohibitions and restrictions affecting the transit of live animals, meat and animal products, or of the cancellation of such measures.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to publish regularly a veterinary health bulletin meeting the requirements set forth below :

1. The veterinary health bulletins shall be published on the 1st and 15th of each month and shall supply full particulars concerning the previous fifteen days.

2. They shall be exchanged between the central veterinary authorities without passing through diplomatic channels.

3. They shall give full statistical information on the diseases mentioned below : cattle plague (*Pestis bovinum*), foot-and-mouth disease (*Aphthæ epizooticae*), contagious peri-pneumonia of cattle (*Pleuropneumonia contagiosa bovinum*), anthrax (*Anthrax*), sheep-pox (*Variola ovium*), rabies (*Rabies*), glanders (*Malleus*), dourine (*Exanthes coitale paralyticum*), swine plague (*Pestis suum*), infectious anaemia of horses (*Anemia infectiosa equorum*).

4. They shall also supply statistical information with regard to other diseases.

The veterinary health bulletins must in every case show the veterinary health situation on the date of publication : that is to say, the number and designation of the main territorial divisions of the first and second degree — districts (*apriņķi*) in Latvia, voivodies and districts (*starostwa*) in Poland — the number of communes and farms infected on the date on which the bulletin appears, and of communes and farms newly infected during the period under review.

Article 16.

1. When an outbreak of cattle plague, swine fever or fowl plague, foot-and-mouth disease, rabies, contagious peri-pneumonia of cattle or dourine is first discovered in the territory of either of the High Contracting Parties, the central veterinary authority of the other Contracting Party shall at once be notified of the outbreak of the disease and of the centres of infection. Such notification shall be given by telegram or radiotelegram.

2. Further, the veterinary health authorities of the first degree of the neighbouring areas — districts (*apriņķi*) in Latvia, districts (*starostwa*) in Poland — shall notify each other direct

directement et sans retard l'apparition et l'extension dans les zones qui leur sont attribuées, des maladies visées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus et, en outre, l'apparition et l'extension de la clavelée, de la morve et du choléra aviaire. Ces communications doivent être faites, dans tous les cas d'urgence, par voie télégraphique.

Article 17.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit, lorsqu'elle le jugera opportun et pour une durée qu'elle jugera nécessaire, d'envoyer un délégué à l'autre Partie contractante pour obtenir des renseignements sur l'état sanitaire-vétérinaire des animaux, sur l'organisation du service vétérinaire et des institutions subordonnées, ainsi que sur l'exécution des prescriptions vétérinaires.

Les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour faciliter aux délégués susmentionnés l'exécution de leur tâche.

Article 18.

En vue d'éviter toutes les difficultés qui pourraient surgir de l'exécution de la présente convention, et dans l'intérêt d'une solution aussi rapide que possible de toute question concernant le trafic mutuel des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, les autorités vétérinaires centrales des deux Hautes Parties contractantes auront la faculté de s'entendre directement.

Article 19.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes concernant le règlement des différends internationaux.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Article 21.

La présente convention entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

Article 22.

1. La présente convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Si la convention n'est pas dénoncée par une des Hautes Parties contractantes trois mois avant l'expiration de cette période de deux ans, elle sera considérée comme prolongée, par voie de tacite reconduction, pour une durée indéterminée ; dans ce cas, chaque Partie contractante aura le droit de la dénoncer à tout moment avec un préavis de trois mois.

3. La dénonciation ne pourra être effectuée que par notification écrite.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Riga, en double expédition, le 16 novembre 1937.

J. BIRZNIEKS.

Franciszek CHARWAT.

and without delay of the outbreak and extent in the areas under their jurisdiction of the deseases specified in paragraph 1 above, and also of the outbreak and extent of sheep-pox, glanders and bird cholera. In all urgent cases, such notification shall be given by telegram.

Article 17.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to send, whenever it thinks fit and for the period it deems necessary, a representative into the territory of the other Contracting Party to obtain information in regard to the position in veterinary health matters, the organisation of the veterinary service and of the institutions connected therewith, and also regarding the execution of veterinary regulations.

The High Contracting Parties shall take the necessary steps to help the above-mentioned representatives to carry out their duties.

Article 18.

In order to preclude any difficulties which might arise in connection with the carrying out of the present Convention, and with a view to the quickest possible settlement of any question concerning the reciprocal traffic in animals, meat and other products of animal origin, the central veterinary authorities of the two High Contracting Parties shall be authorised to come to a direct agreement with each other.

Article 19.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind with regard to the interpretation or application of the present Convention, and if such dispute cannot be satisfactorily settled through the diplomatic channel, it shall be settled in accordance with the provisions in force between the High Contracting Parties concerning the settlement of international disputes.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

Article 21.

The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the date of exchange of the instruments of ratification.

Article 22.

1. The present Convention is concluded for a period of two years starting from the date of its entry into force.

2. Unless the Convention is denounced by one of the High Contracting Parties three months before the expiry of the said period of two years, it shall be regarded as extended, by tacit agreement, for an indefinite period; in such case, each Contracting Party shall have the right to denounce it at any time by giving three months' notice.

3. Denunciation may only be effected by a written notification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Riga, in duplicate, this 16th day of November, 1937.

J. BIRZNIEKS.

Franciszek CHARWAT.

MODÈLE ANNEXÉ N° 1.

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SANTÉ

Station de chargement № du wagon ou dénomination
d'un autre moyen de transport
Nom et adresse de l'expéditeur
Station et pays destinataires

Le soussigné
(Nom et titre du vétérinaire fonctionnaire d'Etat ou agréé par l'Etat)

certifie avoir examiné le l'animal dont le signalement suit
(la date) les animaux

et l'(les) avoir reconnu(s) sain(s) et exempt(s) de toute maladie contagieuse.

Je certifie, en outre, qu'il n'existe depuis quarante jours ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines dans un rayon de vingt kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu du chargement aucun cas de péripneumonie contagieuse des bovidés, de fièvre aphteuse, de clavelée, de peste porcine ou de peste aviaire.

Fait le
(la date)

(Signature du vétérinaire avec mention de son titre officiel.)

.....
(Timbre ou cachet officiel.)

MODÈLE ANNEXÉ N° 2.

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ

Le soussigné
(nom et titre du vétérinaire fonctionnaire d'Etat ou agréé par l'Etat)
certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :

.....
(poids) (nature de la marchandise)
portant les marques suivantes :

expédiés de (lieu d'expédition)
par (nom et adresse de l'expéditeur)

destinés à (nom et adresse du destinataire)
transportés (mode de transport, № du wagon ou dénomination d'un autre moyen de transport)

proviennent en totalité d'animaux soumis à l'examen vétérinaire et reconnus sains avant et après l'abatage, exécuté dans l'abattoir public ou d'exportation sous l'inspection du vétérinaire officiel, que le résultat de l'examen trichinoscopique était négatif, que lesdits produits ne contiennent aucune substance antiseptique et qu'ils ont été préparés et expédiés suivant les exigences de l'hygiène alimentaire.

Fait à le
(la date)

.....
(Timbre ou cachet officiel.)
(Signature du vétérinaire avec mention de son titre officiel.)

ANNEXED MODEL NO. 1.

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH.

Station of despatch No. of wagon or description of other means of transport
 Name and address of consignor
 Station and country of destination

I, the undersigned
 (Name and title of the Government veterinary officer or veterinary surgeon approved by the State)
 certify that I inspected on the following animal (s)
 (date)

and found it (them) to be healthy and free from any contagious disease.

I further certify that there has been no case of contagious peri-pneumonia of cattle, foot-and-mouth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague for the last forty days either in the commune of origin or in neighbouring communes within a radius of twenty kilometres, or in the districts passed through on the way to the place of loading.

Done on the
 (date)
 at
 (Signature of the veterinary officer,
 stating official title)
 (Official stamp or seal)

ANNEXED MODEL NO. 2.

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH.

I, the undersigned
 (Name and title of the Government veterinary officer or veterinary surgeon approved by the State)
 certify that the products of animal origin described below :

.....

 bearing the following marks
 (weight)
 (nature of the goods)
 despatched from
 (place of despatch)
 by
 (name and address of consignor)
 to
 (name and address of consignee)
 conveyed by
 (method of transport, No. of wagon or description of other means of transport)

are entirely derived from animals which were subjected to a veterinary examination and found to be in a healthy condition before and after slaughter, carried out in the public slaughter-house or export slaughter-house under the inspection of the official veterinary officer, that an examination for trichinae was made with negative results, that the said products contain no preservative substance and have been prepared and despatched in accordance with the requirements of food hygiene.

Done at on the
 (date)

(Official stamp or seal)
 (Signature of the veterinary officer, stating official title)

MODÈLE ANNEXÉ N° 3.

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ

Le soussigné
 (nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat ou agréé par l'Etat)
 certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :

.....

 portant les marques suivantes
 (poids) (nature de la marchandise)
 expédiés de
 (lieu d'expédition)
 par
 (nom et adresse de l'expéditeur)
 destinés à
 (nom et adresse du destinataire)
 transportés
 (mode de transport, N° du wagon ou dénomination d'un autre moyen de transport)

proviennent d'une région dans laquelle le charbon bactérien, la peste porcine, la fièvre aphteuse ou la clavelée ne sévissent pas avec un caractère malin ou envahissant et proviennent en totalité d'animaux reconnus indemnes de maladies pouvant être communiquées à l'homme ou aux animaux par lesdits produits.

Fait à le
 (la date)

(Timbre ou cachet officiel.)

.....
 (Signature du vétérinaire avec mention de son titre officiel.)

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder, à la date de ce jour, à la signature de la Convention vétérinaire concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, désireux de préciser et de compléter les dispositions de cette convention, sont convenus de ce qui suit :

1. La notification des envois à l'autorité vétérinaire prévue à l'article premier, alinéa 2 de ladite convention, doit être reçue par cette autorité au moins quarante-huit heures avant l'arrivée des envois à la station de sortie ; elle sera valable pour une durée ne dépassant pas trois mois à partir du jour de sa réception par l'autorité susvisée.

2. Les certificats d'origine et de santé prévus à l'article 2 de ladite convention pour le transit des solipèdes, des bovidés, des porcs, des moutons et des chèvres, ne devront être délivrés que pour les animaux se trouvant depuis leur naissance dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes.

3. En cas de transport par voie maritime, l'examen prévu à l'article 4, alinéa 3, à l'article 8, alinéa 4 et à l'article 10, alinéa 1^{er} de ladite convention, sera effectué dans le port d'entrée du pays transitaire.

4. Au sens de l'article 4, alinéa 4, de ladite convention, seront considérés comme suspects les animaux ayant séjourné dans le même wagon ou le même bateau avec des animaux malades ou contaminés ; ceux qui ont été en contact pendant le chargement ou le déchargement avec des animaux malades ou contaminés ; ceux qui ont été exposés à une contagion indirecte par le passage dans des locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

ANNEXED MODEL No. 3.

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH.

I, the undersigned
 (Name and title of the Government veterinary officer or veterinary surgeon approved by the State)
 certify that the products of animal origin described below :

.....

 bearing the following marks
 (weight) (nature of the goods)
 despatched from
 (place of despatch)
 by
 (name and address of consignor)
 to
 (name and address of consignee)
 conveyed by
 (method of transport, No. of wagon or description of other means of transport)

come from a district in which anthrax, swine fever, foot-and-mouth disease or sheep-pox has not been severe or wide-spread, and are derived entirely from animals found to be free from diseases which can be communicated to man or to animals by the said products.

Done at on
 (date)

(Official stamp or seal)

 (Signature of the veterinary officer, stating official title)

FINAL PROTOCOL.

On signing the Veterinary Convention concerning the transit of animals, meat and other products of animal origin concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised, being desirous of further defining and amplifying the provisions of this Convention, have agreed as follows :

1. The notification of consignments to the veterinary authority, as provided for in Article 1, paragraph 2, of the said Convention, must be received by the said authority at least forty-eight hours before the arrival of the consignments at the frontier station ; it shall be valid for a period of not more than three months from the date on which it is received by the above-mentioned authority.

2. The certificates of origin and health provided for in Article 2 of the said Convention in respect of the passage in transit of horses, asses, mules, etc., cattle, pigs, sheep and goats, shall only be issued for animals that have been, since birth, in the territory of one of the High Contracting Parties.

3. In the case of transport by sea, the examination provided for in Article 4, paragraph 3, in Article 8, paragraph 4, and in Article 10, paragraph 1, of the said Convention shall be carried out at the port of entry of the transit country.

4. The following animals shall be regarded as suspect within the meaning of Article 4, paragraph 4, of the said Convention : animals that have been in the same truck or the same vessel as diseased or contaminated animals ; those that have been in contact during loading or unloading with diseased or contaminated animals ; and those that have been exposed to indirect infection, passing through premises or over platforms or gangways not disinfected, etc.

5. Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives pourront être admis à l'importation et au transit, sauf le cas prévu à l'article premier, alinéa 3 de ladite convention, sans une notification préalable, s'ils sont accompagnés, au lieu du certificat prévu par cette convention, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques (dont la liste sera notifiée par chacune des Hautes Parties contractantes à l'autre). Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir le nom et le domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de sa destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou agréé par l'Etat attestant la bonne santé de l'animal et certifiant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

6. En ce qui concerne les taxes de visite vétérinaire, les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement, pendant la durée de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

7. De même, les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à maintenir et à développer le service vétérinaire de l'Etat actuellement en vigueur, organisé en conformité avec les principes établis par la Convention¹ internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, signée à Genève le 20 février 1935.

Fait à Riga, en double expédition, le 16 novembre mil neuf cent trente-sept.

J. BIRZNIEKS.

F. CHARWAT.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173 ; et vol. CXCIII, page 314, de ce recueil.

5. Except in the case provided for in Article I, paragraph 3, of the said Convention, racehorses and horses intended for competitions or sporting events may be allowed to be imported and to pass in transit without previous notification, if they are accompanied, in lieu of the certificate provided for in this Convention, by a certificate issued by the presidents of horse-racing clubs (a list of which shall be sent by each High Contracting Party to the other). This certificate shall bear the stamp and endorsement of the club or society and give the name and domicile of the owner, the exact description of the animal, the place from which it comes and the place of destination ; it shall also include a declaration by a Government veterinary officer or veterinary surgeon approved by the State certifying that the animal is healthy and that the establishment from which it comes is free from contagious diseases.

6. As regards veterinary inspection charges, the two High Contracting Parties shall grant each other, so long as the present Convention is in force, most-favoured-nation treatment.

7. Similarly, the High Contracting Parties undertake reciprocally to maintain and expand the State veterinary service at present in force, as organised in accordance with the principles laid down in the International Convention¹ for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, signed at Geneva on February 20th, 1935.

Done at Riga, in duplicate, the 16th day of November, one thousand nine hundred and thirty-seven.

J. BIRZNIEKS.

F. CHARWAT.

¹ Vol. CLXXXVI, page 173 ; and Vol. CXCIII, page 314, of this Series.

N° 4605.

BELGIQUE ET GRÈCE

Echange de notes comportant un accord en vue
d'admettre les livrets de marins en tant que
passeports. Bruxelles, les 30 août et 9 sep-
tembre 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 12 juillet 1939.

BELGIUM AND GREECE

Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding the Recognition of Seamen's Dis-
charge Books in lieu of Passports. Brussels,
August 30th and September 9th, 1937.

*French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration took place July 12th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4605. — ÉCHANGE DE NOTES
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BELGE ET HELLENIQUE COM-
PORTANT UN ACCORD¹ EN VUE
D'ADMETTRE LES LIVRETS DE
MARINS EN TANT QUE PAS-
SEPORTS. BRUXELLES, LES
30 AOUT ET 9 SEPTEMBRE 1937.

No. 4605. — EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE BELGIAN AND
HELLENIC GOVERNMENTS
CONSTITUTING AN AGREE-
MENT¹ REGARDING THE RE-
COGNITION OF SEAMEN'S DIS-
CHARGE BOOKS IN LIEU OF
PASSPORTS. BRUSSELS, AUGUST
30TH AND SEPTEMBER 9TH, 1937.

I.

LÉGATION DE GRÈCE
EN BELGIQUE.
N^o G/4/830.

BRUXELLES, le 30 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la lettre N^o 2202 /Pr./72/G/
Direction générale C, 6^e bureau, 2^e section du
5 mai 1937 par laquelle Votre Excellence a
bien voulu me faire savoir que le Gouvernement
du Roi ne verrait aucun inconvenient à admettre
les livrets de marin en général en tant que
passeport, j'ai l'honneur de porter à la connais-
sance de Votre Excellence que je viens de
recevoir la réponse de mon gouvernement
par laquelle il m'informe que les points men-
tionnés dans la susdite lettre seront strictement
observés et me demande d'aviser Votre Excel-
lence que cet accord peut entrer en vigueur
à partir du 1^{er} octobre 1937.

Veuillez agréer, etc.

*Le Chargé d'Affaires,
(s) Démètre SOPHIANOS.*

I.

GREEK LEGATION
IN BELGIUM.
No. G/4/830.

BRUSSELS, August 30th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to letter No. 2202 /Pr./72/G/
Director-General's Office C, 6th Bureau, 2nd
Section, of May 5th, 1937, in which Your Excel-
lency informed me that the Belgian Government
saw no objection to the acceptance of seamen's
discharge books as in general tantamount to
passports, I have the honour to inform Your
Excellency that I have just received a reply
from my Government advising me that the
stipulations contained in the letter in question
will be strictly complied with and instructing
me to let Your Excellency know that the present
Agreement can enter into force as from October
1st, 1937.

I have the honour to be, etc.

*(Signed) Démétros SOPHIANOS,
Chargé d'Affaires.*

¹ Cet accord n'est pas applicable au territoire
du Congo belge.

¹ This Agreement is not applicable to the Ter-
ritory of the Belgian Congo.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Direction générale C.
2^e section — 6^e Bureau P.
N^o 2202 /Pr 72 /G.

BRUXELLES, le 9 septembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à votre lettre du 30 août 1937, N^o G/4/830, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la proposition du Gouvernement grec de faire entrer en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1937 l'accord tendant à admettre les livrets de marin en tant que passeport, rencontra mon entière approbation.

A partir de cette date, les livrets de marin grecs seront admis par les autorités belges comme tenant lieu de passeports pour les marins grecs.

Toutefois, le séjour dans les ports belges et l'envoi de ces marins dans les ports du pays resteront subordonnés aux règlements et prescriptions en vigueur.

Ce privilège restera limité aux nationaux proprement dit c'est-à-dire qu'en l'espèce, seuls les marins de nationalité grecque, porteurs d'un livret de marin grec, pourront en bénéficier.

Enfin les noms, prénoms, lieu et date de naissance ainsi que la nationalité seront inscrits en caractères latins et le livret de marin portera en outre une photographie ressemblante du titulaire, surchargée du sceau de l'autorité officielle qui aura délivré ce document.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
(s) M. COSTERMANS.

Monsieur Démètre Sophianos,
Chargé d'Affaires de Grèce,
à Bruxelles.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.

Director-General's Office C.
2nd Section.— 6th Bureau P.
No. 2202 /Pr. 72 /G.

BRUSSELS, September 9th, 1937.

SIR,

With reference to your letter No. G/4/830 of August 30th, 1937, I have the honour to inform you that the Greek Government's proposal for the entry into force as from October 1st, 1937, of the Agreement for the acceptance of seamen's discharge books as tantamount to passports meets with my entire approval.

As from that date, the discharge books of Greek seamen will be accepted by the Belgian authorities as tantamount to passports in their case.

The stay of such seamen in Belgium ports, and their shipment therefrom, will nevertheless continue to be subject to current rules and regulations.

The benefit of the privileged treatment in question will be confined to nationals properly so called : that is to say, only seamen of Greek nationality, holding Greek seamen's discharge books, may benefit by it.

Lastly, the names, forenames, place and date of birth and nationality must be written in Latin characters, and the seamen's discharge books must also contain a photographic likeness of the holder, surcharged with the seal of the official authority issuing the discharge book.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) M. COSTERMANS,
Director-General.

Monsieur Demetrios Sophianos,
Greek Chargé d'Affaires,
Brussels.

N° 4606.

BELGIQUE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif
aux documents d'identité du personnel des
aéronefs. Copenhague, le 16 septembre 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 12 juillet 1939.

BELGIUM AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding Documents of Identity for Air-
craft Personnel. Copenhagen, September
16th, 1937.

*French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration took place July 12th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 4606. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BELGE ET DANOIS COMPOR-
TANT UN ACCORD RELATIF
AUX DOCUMENTS D'IDENTITÉ
DU PERSONNEL DES AÉRO-
NEFS. COPENHAGUE, LE 16
SEPTEMBRE 1937.

No. 4606. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE BELGIAN AND
DANISH GOVERNMENTS CON-
STITUTING AN AGREEMENT
REGARDING DOCUMENTS OF
IDENTITY FOR AIRCRAFT
PERSONNEL. COPENHAGEN,
SEPTEMBER 16TH, 1937.

I.

LÉGATION DE BELGIQUE
À COPENHAGUE.

COPENHAGUE, le 16 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement belge reconnaît à partir de ce jour, comme documents d'identité tenant lieu de passeport, les brevets d'aptitude et les licences dont sont porteurs les membres danois du personnel de service des aéronefs des lignes danoises de navigation aérienne, immatriculés au Danemark, réserve faite des dispositions particulières relatives à l'entrée au Groenland.

Ces brevets d'aptitude et ces licences sont reconnus comme des documents d'identité suffisants pour permettre aux membres du personnel en question l'accès par la voie de l'air, aux territoires respectifs de la Belgique, du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

La présente note et celle de Votre Excellence de la même date et d'une teneur similaire seront considérées comme constituant l'accord conclu en cette matière.

Les dispositions de cet accord n'exempteront pas toutefois, les titulaires de brevets d'aptitude ou de licences, de l'obligation de se conformer aux règlements sur l'immigration en vigueur au lieu de leur arrivée.

Les détenteurs desdits brevets ou licences seront toujours admis à rentrer dans le pays où ces documents ont été établis.

I.

BELGIAN LEGATION,
COPENHAGEN.

COPENHAGEN, September 16th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government will recognise, as from today's date, as identity documents in lieu of passports, the certificates of competency and licences held by the Danish members of the operating personnel of aircraft employed on Danish air lines and registered in Denmark, subject to the special regulations concerning entry into Greenland.

The said certificates of competency and licences shall be recognised as identity documents sufficiently authoritative to enable members of the personnel in question to enter by air the respective territories of Belgium, the Belgian Congo and Ruanda Urundi.

The present note and Your Excellency's note of the same date and similar tenor shall be regarded as constituting the Agreement concluded on this subject.

The provisions of the present Agreement shall not, however, absolve holders of certificates of competency or licences from the obligation of complying with the immigration regulations in force at the place of their arrival.

Holders of the said certificates or licences shall always be allowed to return to the country in which those documents were issued.

¹ Entré en vigueur le 16 septembre 1937.

¹ Came into force September 16th, 1937.

D'autre part, le bénéfice de l'accord est limité, dans tous les cas, aux personnes qui ne sont pas des immigrants interdits aux termes des règlements sur l'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de présenter à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(s) E. F. VERSTRAETE.

A Son Excellence
Monsieur J. Kjaerbl,
Ministre du Commerce,
de l'Industrie
et de la Marine marchande,
Ministre des Affaires étrangères a. i.,
etc., etc., etc.,
Copenhague.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGUE, le 16 septembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois reconnaît à partir de ce jour, comme documents d'identité tenant lieu de passeport, les brevets d'aptitude et les licences dont sont porteurs les membres belges du personnel de service des aéronefs des lignes belges de navigation aérienne, immatriculés en Belgique, au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

Ces brevets d'aptitude et ces licences sont reconnus comme des documents d'identité suffisants pour permettre aux membres du personnel en question l'accès par la voie de l'air au territoire du Danemark, réserve faite des dispositions particulières relatives à l'entrée au Groenland.

La présente note et la vôtre de la même date et d'une teneur similaire seront considérées comme constituant l'accord conclu en cette matière.

Les dispositions de cet accord n'exempteront pas, toutefois, les titulaires de brevets d'aptitude ou de licences, de l'obligation de se conformer aux règlements sur l'immigration en vigueur au lieu de leur arrivée.

Furthermore, the operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants under the terms of the immigration regulations in force at the place of arrival.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. F. VERSTRAETE.

His Excellency
Monsieur J. Kjaerbl,
Minister of Commerce,
Industry and Merchant Marine,
Acting Minister for
Foreign Affairs, etc., etc., etc.,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, September 16th, 1937.

SIR,

I have the honour to inform you that the Danish Government will recognise, as from today's date, as identity documents in lieu of passports, the certificates of competency and licences held by the Belgian members of the operating personnel of aircraft employed on Belgian air lines registered in Belgium, the Belgian Congo and Ruanda Urundi.

The said certificates of competency and licences shall be recognised as identity documents sufficiently authoritative to enable members of the personnel in question to enter by air the territory of Denmark, subject to the special regulations concerning entry into Greenland.

The present note and your note of the same date in a similar sense shall be regarded as constituting the Agreement concluded on this subject.

The provisions of the present Agreement shall not, however, absolve holders of certificates of competency or licences from the obligation of complying with the immigration regulations in force at the place of their arrival.

Les détenteurs desdits brevets ou licences seront toujours admis à rentrer dans le pays où ces documents ont été établis.

D'autre part, le bénéfice de l'accord est limité, dans tous les cas, aux personnes qui ne sont pas des immigrants interdits aux termes des règlements sur l'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre :
(s) O. C. MOHR.

Monsieur E. F. Verstraete,
Chargé d'Affaires de Belgique,
Copenhague.

Holders of the said certificates or licences shall always be allowed to return to the country in which those said documents were issued.

Furthermore, the operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants under the terms of the immigration regulations in force at the place of arrival.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) O. C. MOHR.

Monsieur E. F. Verstraete,
Belgian Chargé d'Affaires,
Copenhagen.

N° 4607.

POLOGNE ET ROUMANIE

Protocole additionnel à la Convention de commerce et de navigation conclue à Varsovie le 23 juin 1930 entre les deux pays. Signé à Bucarest, le 9 février 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 17 juillet 1939.

POLAND AND ROUMANIA

Additional Protocol to the Convention of Commerce and Navigation concluded at Warsaw on June 23rd, 1930, between the Two Countries. Signed at Bucharest, February 9th, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations. The registration took place July 17th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4607. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLUE A VARSOVIE LE 23 JUIN 1930 ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 9 FÉVRIER 1938.

No. 4607. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED AT WARSAW ON JUNE 23RD, 1930, BETWEEN POLAND AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, FEBRUARY 9TH, 1938.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE ROUMANIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE étant tombés d'accord pour modifier l'annexe B à la Convention² de commerce et de navigation entre la Roumanie et la Pologne, signée à Varsovie le 23 juin 1930, ont résolu de conclure un protocole y relatif et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

POUR LA ROUMANIE :

S. E. M. l'ingénieur Ion GIGURTU, ministre de l'Industrie et du Commerce ;

POUR LA POLOGNE :

S. E. M. Miroslaw ARCISZEWSKI, ministre de Pologne ;

Qui sont convenus des dispositions suivantes :

1. Sont supprimées les positions de ladite annexe B énumérées ci-après :

Numéro du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée en zlotys par 100 kg.
ex 5. 1. e)	Oignons du 1 ^{er} août jusqu'au 31 décembre . .	10
ex 5. 1. e)	Ail	15
ex 5. 5	Tomates du 5 juillet jusqu'au 15 août	40
ex 5. 5	Concombres du 15 juin jusqu'au 31 octobre . .	10

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ROUMANIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, having agreed to amend Annex B to the Convention¹ of Commerce and Navigation between Roumania and Poland, signed at Warsaw on June 23rd, 1930, have resolved to conclude a Protocol for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

FOR ROUMANIA :

H. E. M. Ion GIGURTU, Minister of Industry and Commerce, Engineer;

FOR POLAND :

H. E. M. Miroslaw ARCISZEWSKI, Polish Minister ;

Who have agreed on the following provisions :

1. The following items of Annex B enumerated below are hereby cancelled :

Number in the Polish Customs tariff	Description of goods	Import duty per 100 kg. in zlotys
ex 5. 1. (e)	Onions : between August 1st and December 31st.	10
ex 5. 1. (e)	Garlic	15
ex 5. 5	Tomatoes : between July 5th and August 15th. .	40
ex 5. 5	Cucumbers : between June 15th and October 31st.	10

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 17 juin 1939.

Entré en vigueur le 17 juillet 1939.

² Vol. CXXXIII, page 163, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 17th, 1939.

Came into force July 17th, 1939.

² Vol. CXXXIII, page 163, of this Series.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification et demeurera en vigueur aussi longtemps que ladite convention.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le 9 février 1938.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Roumanie :
(ss) Ion GIGURTU.

Pour le Gouvernement
de la République de Pologne :
(ss) M. ARCISZEWSKI.

Pour copie conforme :
E. J. Papiniu.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for the same period as the said Convention.

Done in duplicate at Bucharest, this 9th day of February, 1938.

For the Government
of the Kingdom of Roumania :
(Signed) Ion GIGURTU.

For the Government
of the Republic of Poland :
(Signed) M. ARCISZEWSKI.

N° 4608.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Convention concernant l'entr'aide judiciaire en matière civile et commerciale. Signée à Athènes, le 11 mai 1938.

Textes officiels allemand et grec communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 17 juillet 1939.

GERMANY AND GREECE

Convention regarding Reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters.
Signed at Athens, May 11th, 1938.

German and Greek official texts communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration took place July 17th, 1939.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

Nº 4608. — ΣΥΜΒΑΣΙΣ¹ ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΟΥ ΓΕΡΜΑΝΙΚΟΥ ΡΑΙΧ ΠΕΡΙ ΑΜΟΙΒΑΙΑΣ ΔΙΚΑΣΤΙΚΗΣ ΑΝΤΙΔΗΨΕΩΣ ΕΠΙ ΥΠΟΘΕΣΕΩΝ ΛΣΤΙΚΟΥ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΚΟΥ ΔΙΚΑΙΟΥ. ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗΣ 11η ΜΑΪΟΥ 1938.

Τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος καὶ τὸ Γερμανικὸν Ράιχ, ἀγόμενα ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας νὰ ῥυθμίσωσι τὴν δικαστικὴν προστασίαν τῶν ἐν Γερμανίᾳ ὑπηκόων τοῦ Ἑλληνικοῦ Κράτους καὶ τῶν ἐν Ἑλλάδι ὑπηκόων τοῦ Γερμανικοῦ Ράιχ ἐπὶ ὑποθέσεων Ἀστικοῦ καὶ Ἐμπορικοῦ Δικαίου, ὡς καὶ τὴν ὑποχρέωσιν τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν περὶ ἀμοιβαίας δικαστικῆς ἀντιλήψεως, ἀπεφύσισιν νὰ συνικέψωσι πρὸς τοῦτο Σύμβασιν καὶ διώρισαν ὡς πληρεξουσίους αὐτῶν.

Ἡ Λύτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

τὴν Λύτοῦ Ἐξοχότητα τὸν κύριον Ἀνδρέαν Δελμοῦζον, Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργόν, Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργείου.

Ὁ Καγκελάριος τοῦ Γερμανικοῦ Ράιχ :

τὴν Λύτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Πρίγκηπα Βίκτωρα τοῦ ERBACH-SCHÖNBERG, Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργόν.

Οἱ Πληρεξούσιοι, ἀνακοινώσαντες ἀλλήλοις τὰ ἔνταῦθα πληρεξούσιαι καὶ εὑρόντες ταῦτα καλῶς καὶ δεόντως ἔχεδομοιένα, συνεψήνησαν τὰς ἐπομένας διατάξεις :

I. Ἐπίδοσις δικαστικῶν καὶ ἐξαδίκων ἐγγράφων.

Ἄρθρον 1.

1. Ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων ἡ ἐπίδοσις ἐγγράφων πρυοριζομένων διὰ πρόσωπου εὑρισκόμενον ἐν τῷ ἀδέψει τοῦ ἑτέρου Κράτους γίνεται δὲ αἰτήσεως διαβιβαζομένης ὑπὸ τοῦ Προξένου τοῦ αἰτοῦντος Κράτους, ἐν μὲν τῷ Γερμανικῷ Ράιχ πρὸς τὸν Πρόεδρον τοῦ Πρωτοδικείου (Ἀδινγκεριχτ), ἐν Ἑλλάδι δὲ πρὸς τὸν Εἰσαγγελέα τοῦ Πρωτοδικείου, εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ ὅποιου δέον νὰ γίνῃ ἡ ἐπίδοσις. Ἡ αἰτήσις δέον νὰ καθορίζῃ τὴν ἀρχὴν ἐξ ἡς προσδρχεται, τὸ ὄνομα καὶ τὴν καταστασιν τῶν διαδίκων, τὴν διεύθυνσιν τοῦ πρὸς ὃν ἀπευθύνεται καὶ τὴν φύσιν τοῦ ἐπιδομένου ἐγγράφου. Ἡ αἰτήσις συντίθεται εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ αἰτοῦντος Κράτους. Άδον νὰ ἐπισυνάπτηται μετάφρασις τῆς αἰτήσεως εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς ὃν ἀπευθύνεται ἡ αἰτήσις Κράτους, πρὸς δὲ δέον νὰ χρησιμοποιῶνται τὰ παρὰ τῶν δύο Κυβερνήσεων συντεταγμένα εἰς ἀμφοτέρας τὰς γλῶσσας σχετικὰ ἔντυπα.

2. Τὸ ἐγγραφον δὲ οὐ προδεικνύεται ἡ ἐπίδοσις, δέον νὰ διαβιβάζηται πρὸς τὸν Πρόξενον, εἰς τὸν ὅποιον ἐν πάσῃ περιπτώσει δέον νὰ διακοινοῦται τὸ γεγονός τὸ παρακαλέσαν τὴν ἐπίδοσιν.

Άρθρον 2.

Ιεὰ τὴν ἐπίδοσιν δέον νὰ μεριμνῇ ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἰτήσις Κράτους. Ἡ ἀρχὴ δύναται, ἐξαιρέσει τῶν ἐν ἀρθρῷ 3 προβλεπομένων περιπτώσεων, νὰ περιορίζηται εἰς ἐπίδοσιν διὰ παραδοσεως τοῦ ἐγγράφου εἰς τὸν πρὸς ὃν ἀπευθύνεται, ἐὰν οὗτος εἴναι διατεθειμένος νὰ τὸ παραλάβῃ.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 17 mai 1939.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 4608. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND
DEM KÖNIGREICH GRIECHENLAND ÜBER DIE GEGENSEITIGE
RECHTSHILFE IN ANGELEGENHEITEN DES BÜRGERLICHEN
UND HANDELS RECHTS. GEZEICHNET IN ATHEN, AM 11. MAI
1938.

DAS KÖNIGREICH GRIECHENLAND und DAS DEUTSCHE REICH, von dem Wunsche geleitet, in Zivil- und Handelsangelegenheiten den Rechtsschutz der Angehörigen des Deutschen Reichs in Griechenland und der Angehörigen des Königreichs Griechenland in Deutschland sowie die Verpflichtung der Gerichtsbehörden beider Länder zu gegenseitiger Rechtshilfe zu regeln, sind übereingekommen, zu diesem Zweck einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER HELLENEN :

Seine Exzellenz Andreas DELMOUZOS, Generaldirektor im Ministerium des Äussern,
Ausserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister ;

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Herrn Viktor Prinz zu ERBACH-SCHÖNBERG, Ausserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

I. MITTEILUNG GERICHTLICHER UND AUSGERICHTLICHER URKUNDEN.

Artikel 1.

(1) In Zivil- und Handelssachen erfolgt die Zustellung von Schriftstücken, die für eine im Gebiet des anderen Staates befindliche Person bestimmt sind, auf einen Antrag, der von dem Konsul des ersuchenden Staates im Deutschen Reich dem Präsidenten des Landgerichts, in Griechenland dem Staatsanwalt bei dem Gerichtshof erster Instanz übermittelt wird, in dessen Bezirk die Zustellung erfolgen soll. Der Antrag hat die Behörde, von der er ausgeht, den Namen und die Stellung der Parteien, die Anschrift des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstücks zu bezeichnen. Der Antrag ist in der amtlichen Sprache des ersuchenden Staates abzufassen. Eine Übersetzung des Antrags in die Sprache des ersuchten Staates ist beizufügen ; dabei sind die von den beiden Regierungen einander mitzuteilenden doppelsprachigen Vordrucke zu benutzen.

(2) Die Urkunde, durch die die Zustellung nachgewiesen wird, ist dem Konsul zu übersenden ; gegebenenfalls ist ihm der die Zustellung hindernde Umstand mitzuteilen.

Artikel 2.

Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Artikel 3 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 17th, 1939.

Ἄρθρον 3.

1. Έάν τὸ πρὸς ἐπίδοσιν Ἕγγραφον εἰναι συντεταγμένον εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς δὴ αἴτησις Κράτους, η̄ συνοδεύθηται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλῶσσαν ταύτην, η̄ πρὸς ἣν ἀπευθύνεται η̄ αἴτησις ἀρχὴ, δέον ἐφ' ὅσον τοιαύτη ἐπιθυμίᾳ ἐκφράζεται ἐν τῇ αἰτήσει, νὰ ἐπιδώσῃ τὸ Ἑγγραφον κατὰ τὸν ὑπὸ τῆς ἑσωτερικῆς νομοθεσίας ὅριζόμενον διὰ παρομοίας ἐπιδόσεις τύπον, η̄ κατ' ἄλλον ἴδιαντα τύπον, ἐφ' ὅσον οὐτος δὲν ἀντίκειται εἰς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἰδίου Κράτους. Εάν δὲν ἐκφράζεται τοιαύτη ἐπιθυμίᾳ, τότε η̄ πρὸς ἣν η̄ αἴτησις ἀρχὴ θέλει ἐνεργήσῃ τὴν ἐπίδοσιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 2.

2. Η̄ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ προβλεπομένῃ μετάφρασις ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τοῦ διπλωματικοῦ η̄ προξενικοῦ Ἀντιπροσώπου η̄ ὥρκισμένου ἔρμηνός τοῦ αἰτοῦντος η̄ τοῦ πρὸς δὴ αἴτησις Κράτους.

Ἄρθρον 4.

Η̄ ἑκτέλεσις τῆς ἐν ἀρθροις 1, 2 καὶ 3, προβλεπομένης ἐπιδόσεως δὲν δύναται νὰ ἀποχρούσθῃ εἰμὴ μηνὸν ἐλὰ τὸ πρὸς δὴ αἴτησις Κράτος χρόνη ταύτην ὡς δυναμένην νὰ θίξῃ τὰ χυριαρχικὰ δικαιώματα ἡ τὴν ἀσφαλείαν του.

Ἄρθρον 5.

1. Η̄ ἀπόδειξις τῆς ἐπιδόσεως προκύπτει εἴτε ἐκ χρονολογημένου καὶ δεόντως ἐπικεκυρωμένου ἀποδεικτικοῦ παραλαβῆς ὑπὸ τοῦ πρὸς δὲν ἀπευθύνεται τὸ Ἑγγραφον, η̄ διὰ πιστοποιητικοῦ τῆς ἀρχῆς τοῦ πρὸς δὴ αἴτησις Κράτους, ἐμφαίνοντος τὸ γεγονός, τὸν τύπον καὶ τὴν χρονολογίαν τῆς ἐπιδόσεως.

2. Έάν τὸ πρὸς ἐπίδοσιν Ἕγγραφον διεβιβάσθη εἰς διπλοῦν τὸ ἀποδεικτικὸν η̄ η̄ πιστοποίησις δέον νὰ ἀσφαλείαν εἴτε διπλωματικὸν η̄ ἐπισυνημμένα εἰς ἐκ τούτων.

Ἄρθρον 6.

"Ἐκαπτον τῶν δύο Κρατῶν δικαιοῦται νὰ ἐπιδίῃ Ἑγγραφα πρὸς τοὺς ἰδίους αἵτοῦ ὑπηκόους, εὑρισκομένους ἐπὶ τοῦ ἐδίφους τοῦ ἑτέρου Κράτους, διὰ τῶν διπλωματικῶν η̄ προξενικῶν Ἀντιπροσώπων του ἀνευ ἀσκήσεως καταναγκαστικῶν μέσων.

II. Αἴτησις δικαστικῆς ἀντιλήψεως.

Ἄρθρον 7.

Ἐπὶ διτεκῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων δύναται η̄ δικαστικὴ ἀρχὴ τοῦ ἐνὸς Κράτους ν̄ ἀπευθύνηται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς νομοθεσίας του, δι' αἴτησεως πρὸς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Κράτους, ἵνα ζητήσῃ παρὰ ταύτης δικαιοσύνης δικῆς η̄ ἑτέρας δικαστικῆς πρᾶξεως ἐμπιπτούσης εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῆς ἀρχῆς ταύτης.

Ἀρθρον 8.

1. Λί περὶ δικαστικῆς ἀντιλήψεως αἴτησις διαβιβάζονται διὰ τοῦ Προξένου τοῦ αἵτοῦντος Κράτους, ἐν μὲν τῇ Γερμανίᾳ πρὸς τὸν Πρόεδρον τοῦ Πρωτοδικείου (Ιδιαίτερον), ἐν Ἐλλάδι δὲ πρὸς τὸν Εἰσαγγελέα τοῦ Πρωτοδικείου, εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ ὅποιου δέον νὰ διεξαχθῇ η̄ δικαστικὴ ἐνέργεια.

2. Τὸ Ἑγγραφον, τὸ ἐμφανὸν τὴν ἑκτέλεσιν τῆς αἴτησεως η̄ τὸ γεγονός τὸ παρακαλῶν ταύτην, δέον νὰ διαβιβάζηται πρὸς τὸν Πρόξενον.

Ἄρθρον 9.

Λί περὶ δικαστικῆς ἀντιλήψεως αἴτησεις δέον νὰ ὀσι συντεταγμέναι εἰς τὴν ἐπισήμου γλῶσσαν τοῦ αἵτοῦντος Κράτους. Εἰς ταύτας δέον νὰ ἐπισυνάπτηται μεταφράσις εἰς τὴν ἐπισήμου γλῶσσαν τοῦ πρὸς δὴ αἴτησις Κράτους, δεῖντως ἐπικεκυρωμένη κατὰ τὸ ἀρθρον 3 παρ. 2.

Artikel 3.

(1) Ist das zuzustellende Schriftstück in der Sprache des ersuchten Staates abgefasst oder ist es von einer Übersetzung in diese Sprache begleitet, so lässt die ersuchte Behörde, falls in dem Antrag ein dahingehender Wunsch ausgesprochen ist, das Schriftstück in der durch ihre innere Gesetzgebung für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form oder in einer besonderen Form, sofern diese ihrer Gesetzgebung nicht zuwiderläuft, zustellen. Ist ein solcher Wunsch nicht ausgesprochen, so wird die ersuchte Behörde zunächst die Übergabe nach den Vorschriften des Artikel 2 zu bewirken suchen.

(2) Die im vorstehenden Absatz vorgesehene Übersetzung ist von dem diplomatischen oder konsularischen Vertreter oder einem beeidigten Dolmetscher des ersuchenden oder ersuchten Staates zu beglaubigen.

Artikel 4.

Die Ausführung der in den Artikeln 1, 2, 3 vorgesehenen Zustellung kann nur abgelehnt werden, wenn der ersuchte Staat sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 5.

(1) Der Nachweis der Zustellung erfolgt entweder durch ein mit Datum verschenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergibt.

(2) Ist das zuzustellende Schriftstück in zwei gleichen Stücken übermittelt worden, so ist das Empfangsbekenntnis oder das Zeugnis auf eins der beiden Stücke zu setzen oder damit zu verbinden.

Artikel 6.

Jeder der beiden Staaten hat die Befugnis, Zustellungen an eigene Staatsangehörige, die sich im Gebiete des anderen Staates befinden, durch seine diplomatischen und konsularischen Vertreter ohne Anwendung von Zwang bewirken zu lassen.

II. RECHTHILFEERSUCHEN.*Artikel 7.*

In Zivil- und Handelssachen kann sich die Gerichtsbehörde des einen Staates gemäss den Vorschriften ihrer Gesetzgebung mittels Ersuchen an die zuständige Behörde des anderen Staates wenden, um die Vornahme einer Prozesshandlung oder anderer gerichtlicher Handlungen innerhalb des Geschäftskreises dieser Behörde nachzusuchen.

Artikel 8.

(1) Die Rechtshilfeersuchen werden durch den Konsul des ersuchenden Staates im Deutschen Reich dem Präsidenten des Landgerichts, in Griechenland dem Staatsanwalt bei dem Gerichtshof erster Instanz übermittelt, in dessen Bezirk die Handlung vorgenommen werden soll.

(2) Die Urkunde, aus der sich die Erledigung des Ersuchens oder der die Erledigung hindernde Umstand ergibt, ist dem Konsul zu übersenden.

Artikel 9.

Die Rechtshilfeersuchen sind in der amtlichen Sprache des ersuchenden Staates abzufassen. Eine Übersetzung in die amtliche Sprache des ersuchten Staates, die gemäss Artikel 3 Abs. 2 zu beglaubigen ist, ist beizufügen.

Ἄρθρον 10.

1. Η δικαστική δρχή, πρὸς ἣν ἀπευθύνεται ἡ αἰτησις, ὑφείλει νὰ ἐκτελέσῃ ταῦτην καὶ πρὸς τοῦτο νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ αὐτὰ ἔξαναγκαστικὰ μέτρα τὰ προβλεπόμενα ὅια τὴν ἐκτέλεσιν αἰτήσεως τῶν δρχῶν τοῦ ἴδιου αὐτῆς Κράτους ἡ αἰτήσιας ὑποβληθεῖσης πρὸς τὸν αὐτὸν σκοπὸν ὑπὸ τίνος ἐνδιαφρομένου διαδίκου. Δὲν παρίσταται αὐτῇ ἐφαρμογῆς τῶν αναγκαστικῶν τούτων μέτρων ὅταν πρόκειται περὶ προσωπικῆς ἐμφανίσεως αἰτήσιων.

2. Εἰς τὴν αἰτοῦσαν δρχὴν θέλει ανακοινώσθαι, τῇ αἰτήσει αὐτῆς, ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος τῆς ἐκτέλεσεως τῆς ἐν τῇ αἰτήσει δικαστικῆς ἐνεργείας, ἵνα ὁ ἐνδιαφρόμενος διάδικος δύναται νὰ παρίσταται εἰς ταῦτην.

3. Η ἐκτέλεσις τῆς αἰτήσεως δύναται ν' ἀποχρουνθῇ μόνον ἐπὶ τὸ Κράτος, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὥποιου δέον νὰ λαβῇ χώραν ἡ ἐκτέλεσις, χρίνη ταῦτην ὡς δυναμένην νὰ θίξῃ τὴν χυριαρχίαν ἡ ἀσφάλειαν τοῦ.

Ἄρθρον 11.

Ἐν περιπτώσει αναρμοδιότητος τῆς πρὸς ἣν ἡ αἰτησις δρχῆσ, δέον ἡ αἰτησις νὰ διαβιβάζηται αὐτεπαγγέλτως ὑπὸ τῆς δρχῆς ταῦτης εἰς τὴν ἀνομοδίαν δρχῆν τοῦ πρὸς ὃ ἀπευθύνεται ἡ αἰτησις Κράτους, κατὰ τὰ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τούτου ὄριξόμενα.

Ἄρθρον 12.

Εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις, καθ' ἀς ἡ αἰτησις δέον ἡθολεν ἐκτελεσθῇ ὑπὸ τῆς πρὸς ἣν ἀπευθύνεται αὐτῇ δρχῆς, δέον αὐτῇ νὰ γνωστοποιήσῃ τοῦτο πάραντα εἰς τὸν Πρόξενον τοῦ αἰτοῦντος Κράτους, καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν τοῦ ἀρθρου 10 νὰ αναφέρῃ τὰ αὕτα δι' ἓν παρεκρούσθη ἡ ἐκτέλεσις τῆς αἰτήσεως, εἰς δὲ τὴν περίπτωσιν τοῦ ἀρθρου 11 νὰ καθορίζῃ τὴν δρχὴν πρὸς ἣν θέλει διαβιβάσθῃ ἡ αἰτησις.

Ἄρθρον 13.

1. Η δικαστική δρχή, ἡ προβαίνουσα εἰς τὴν ἐκτέλεσιν μιᾶς αἰτήσεως, δέον νὰ ἐφαρμόζῃ σχετικῶς πρὸς τὸν δικαστητήν τοῦ πόλεμου τὸν ἴδιον αὐτῆς Κράτους.

2. Ἐν τούτοις ἡ αἰτησις τοῦ αἰτοῦντος Κράτους διὰ τὴν ἐφαρμογὴν εἰδικοῦ τύπου θὰ γίνηται ἀποδεκτή, ἐφ' ὅσον ὁ τύπος οὗτος δὲν δινέται εἰς τὴν νομοθεσίαν τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἰτησις Κράτους.

Ἄρθρον 14.

Ἐκαστον τῶν δύο Κρατῶν δύναται νὰ ἐκτελῇ αἰτήσεις περὶ ἔξτασεως ἰδίων αὐτοῦ ὑπηκόων, ἐνρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Κράτους, ὅτι τῶν διπλωματικῶν ἡ προξενικῶν αὐτοῦ Ἀντιπροσώπων, δινευ ἀσκήσεως καταναγκαστικῶν μέσων.

III. Ἐγγυοδοσία διεὺ τὰ ἔξοδα τῆς δίκης.

Ἄρθρον 15.

1. Εἰς τὸν ὑπηκόο τοῦ ἑνὸς Κράτους, τὸν ἐμφανιζομένους ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τοῦ ἑτέρου Κράτους διὰ ἐνάγοντας ἡ παρεμβαίνοντας, οὐδεμίᾳ ὑποχρέωσις ἐγγυοδοσίας ἡ καταθέσεως, ὥστε σιανδήποτε δυναμοσίαν, δύναται νὰ ἐπιβληθῇ εἰτε λόγῳ τῆς ἰδιότητος τοῦ ἀλλοδαποῦ, εἴτε διὰ τὴν ἔλλειψιν κατοικίας ἡ διαμονῆς ἐν τῇ χώρᾳ.

2. Τὸ αὐτὸν ἰσχύει προκειμένου περὶ προκαταβολῆς, ἢν ἡθελον ἀπιστήσει οἱ ἐνάγοντες ἡ παρεμβαίνοντες πρὸς καλυψίν τῶν ἔξοδων τῆς δίκης.

Artikel 10.

(1) Die Gerichtsbehörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrags einer beteiligten Partei. Diese Zwangsmittel brauchen nicht angewendet zu werden, wenn es sich um das persönliche Erscheinen streitender Parteien handelt.

(2) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen, damit die beteiligte Partei ihr beizuhören in der Lage ist.

(3) Die Erledigung des Ersuchens kann nur abgelehnt werden, wenn der Staat, in dessen Gebiete die Erledigung stattfinden soll, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 11.

Im Falle der Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Ersuchen von Amts wegen an die zuständige Behörde des ersuchten Staates nach den von dessen Gesetzgebung aufgestellten Regeln abzugeben.

Artikel 12.

In allen Fällen, in denen das Ersuchen von der ersuchten Behörde nicht erledigt wird, hat diese den Konsul des ersuchenden Staates hiervon unverzüglich zu benachrichtigen und zwar im Falle des Artikel 10 unter Angabe der Gründe, aus denen die Erledigung des Ersuchens abgelehnt worden ist, und im Falle des Artikel 11 unter Bezeichnung der Behörde, an die das Ersuchen abgegeben wird.

Artikel 13.

(1) Die Gerichtsbehörde, die zur Erledigung eines Ersuchens schreitet, hat in Ansehung der zu beobachtenden Formen die Gesetze ihres Landes anzuwenden.

(2) Jedoch ist dem Antrage der ersuchenden Behörde, dass nach einer besonderen Form verfahren werde, zu entsprechen, sofern diese Form der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

Artikel 14.

Jeder der beiden Staaten hat die Befugnis, Ersuchen um Vernehmung eigener Staatsangehöriger, die sich im Gebiete des anderen Staates befinden, durch seine diplomatischen oder konsularischen Vertreter ohne Anwendung von Zwang erledigen zu lassen.

III. SICHERHEITSLEISTUNG FÜR DIE PROZESSKOSTEN.*Artikel 15.*

(1) Den Angehörigen des einen Staates, die vor den Gerichten des anderen Staates als Kläger oder Interventienten auftreten, darf wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder wegen Mangels eines inländischen Wohnsitzes oder Aufenthalts keine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, auferlegt werden.

(2) Das gleiche gilt für die Vorauszahlung, die von den Klägern oder Interventienten zur Deckung der Gerichtskosten anzufordern wäre.

Άρθρον 16.

1. Έὰν ὁ ἐνάγων ἢ ὁ παρεμβαίνων, διπληλαγμένος, συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 15 ἢ συμφώνως πρὸς νόμους ἵσχουσις ἐν τῷ Κράτει ἐνθα ἀσκεῖται ἡ λγωτῇ, τῆς ἐγγυυδοσίας ἡ καταθέσεως ἡ προκαταβολῆς, καταδικασθῆ ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ἐνὸς Κράτους εἰς τὰ ἔξοδα τῆς δίκης, δέον ἡ καταδίκη αἴτη αὐτὴν τὰ κηρυχθῆ ἐκτελεστὴ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Κράτους διὰ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἀτελῶς καὶ ἀνεξόδως. Η σχετικὴ αἴτησις δύναται νὰ ὑποβληθῇ ὑπὸ τοῦ δικαιουμένου εἰς τὰ ἔξοδα εἴτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχῆν.

2. Ή αὐτὸς κανὼν ἐφαρμόζεται προκειμένου περὶ δικαιστικῶν ἀποφάσεων, δι' ὧν τὰ δικαιστικὰ ἔξοδα ὄριζονται μεταγενεστέρως.

3. Εἰς τὰς δικαιστικὰς ἀποφάσεις νοοῦνται περιλαμβανόμεναι καὶ αἱ ὑπὸ τῶν γραμματέων τῶν Δικαιστηρίων ἐκδιδόμεναι ἐντὸς τῆς διρμοδιότητος αὐτῶν ἀποφάσεις περὶ καθορισμοῦ τῶν ἔξόδων.

Άρθρον 17.

1. Άλι εἰς ἀρθρον 16 ἀναφερόμεναις ἀποφάσεις περὶ δικαιστικῶν ἔξόδων κηρύσσονται προσωρινῆς ἐκτελεσταὶ, ἀνευ ἀκροάσεως τῶν διαιδίκων, διατηρουμένου οὐχ' ἡττον τοῦ δικαιώματος μεταγενεστέρας προσφυγῆς τοῦ καταδικασθέντος διαιδίκου συμφώνως τῇ νομοθεσίᾳ τοῦ Κράτους, εἰς τὸ ἐδάφος τοῦ ὅποιον εἰναι ἐκτελεστέα ἡ ἀπόφασις.

2. Πρὸς τοῦτο δέον μόνον νὰ ἔξεταζηται :

α) Τέλος, κατὰ τὸν νόμους τῆς χώρας ἐν ἡ ἐκδίδεται ἡ καταδικαιοτικὴ ἀπόφασις, τὸ ἀπόγραφον τῆς ἀποφάσεως πληροὶ τὸν διαταυμένους διὰ τὴν ἀποδεικτικὴν ἵσχυν του ὥρους.

β) Έάν ἡ ἀπόφασις κατὰ τὸν αὐτὸν νόμον, εἰναι τελεπίδικος.

3. Μιὰ τὴν ἀπόδειξιν τῶν ἀνωτέρω προχεῖ μία πιστοποίησις περὶ τῆς τελεσιδικίας τῆς ἀποφάσεως, ἐκδιδομένη ἐν μὲν τῷ Γερμανικῷ Ρήμῃ ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Πρωτοδικείου (Αἰνδγκεριχ), ἐν Ἑλλίδι ὃς ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Πρωτοδικείου ἡ ἐάν ἡ ἀπόφασις ἐκδίδηται ὑπὸ ἀνωτέρου Δικαιστηρίου, ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Δικαιστηρίου τούτου.

4. Εἰς τὴν αἴτησιν δέον νὰ ἐπισυνάπτηται μετάφρασις τοῦ διατακτικοῦ τῆς ἀποφάσεως, ὡς καὶ μετάφρασις τῆς κατὰ τὴν παρ. 3 πιστοποίησις, συντεταγμέναι εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ πρὸς δὲ ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις Κράτους. Άλι μεταφράσεις δέον νὰ ἐπιχυρῶνται συμφώνως τῷ ἀρθρῷ 3 παρ. 2.

IV. Εὑρητήμα Πενίας.

Άρθρον 18.

Οἱ ὑπήκοοι τοῦ ἐνὸς Κράτους θ' ἀπολαύσωσιν ἐν τῷ ἑτέρῳ Κράτει τοῦ εὐεργετήματος τῆς πενίας ὑπὸ τὸν αὐτὸν ὡς οἱ ιθαγενεῖς ὥρους.

Άρθρον 19.

1. Τὸ πιστοποιητικὸν τῆς πενίας δέον νὰ ἐκδίδηται ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ τόπου τῆς συνήθους διαμονῆς τοῦ αἰτοῦντος, ἡ ἐν ἐλλείψει τοιούτου, ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ τόπου τῆς νῦν διαμονῆς του.

2. Έὰν ὁ αἰτῶν δὲν διαμένῃ εἰς ἐν τῶν δύο Κρατῶν, ἀρχεῖ ἡ πιστοποίησις τοῦ ἀρμοδίου διὰ τὸν αἰτοῦντα διπλωματικοῦ ἡ προξενικοῦ Ἀντιπροσωποῦ τῆς χώρας του.

Άρθρον 20.

1. Η δρομοδία πρὸς ἔχοσιν τοῦ πιστοποιητικοῦ πενίας ἀρχὴ δύναται νὰ ἀρυσθῇ πληροφορίας περὶ τῆς περιουσιακῆς καταστάσεως τοῦ αἰτοῦντος παρὰ τῶν ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Κράτους.

Artikel 16.

(1) Ergeht im Gebiete des einen Staates eine Verurteilung in die Prozesskosten gegen einen Kläger oder Intervenienten, der von der Sicherheitsleistung, Hinterlegung oder Vorauszahlung auf Grund des Art. 15 oder eines im Staate der Klageerhebung geltenden Gesetzes befreit ist, so ist diese Verurteilung im Gebiet des anderen Staates durch die zuständige Behörde kostenfrei für vollstreckbar zu erklären. Der Antrag kann im diplomatischen Wege oder unmittelbar bei der zuständigen Behörde durch den Kostengläubiger gestellt werden.

(2) Die gleiche Regel findet Anwendung auf gerichtliche Entscheidungen, durch die die Prozesskosten später festgesetzt werden.

(3) Unter gerichtlichen Entscheidungen sind auch die von den Urkundsbeamten der Geschäftsstelle (Gerichtsschreibern) innerhalb ihrer Zuständigkeit erlassenen Kostenfestsetzungsbeschlüsse zu verstehen.

Artikel 17.

(1) Die im Artikel 16 erwähnten Kostenentscheidungen werden ohne Anhörung der Parteien für vorläufig vollstreckbar erklärt, jedoch unbeschadet eines späteren Rekurses der verurteilten Partei gemäss der Gesetzgebung des Staates, in dessen Gebiet die Vollstreckung betrieben wird.

(2) Dabei ist nur zu prüfen :

1. ob nach den Gesetzen des Landes, wo die Verurteilung ausgesprochen ist, die Ausfertigung der Entscheidung die für ihre Beweiskraft erforderlichen Bedingungen erfüllt ;

2. ob nach diesen Gesetzen die Entscheidung rechtskräftig ist.

(3) Zum Nachweis dieser Erfordernisse ist im Deutschen Reich eine Bescheinigung des Präsidenten des zuständigen Landgerichts, in Griechenland eine Bescheinigung des Präsidenten des Gerichtshofs erster Instanz oder, wenn das entscheidende Gericht ein Gericht höherer Ordnung ist, des Präsidenten dieses Gerichts ausreichend, dass die Entscheidung rechtskräftig ist.

(4) Dem Antrage ist eine Übersetzung des entscheidenden Teils der Entscheidung sowie der in Abs. 3 erwähnten Bescheinigung in die amtliche Sprache des ersuchten Staates beizufügen. Die Übersetzungen sind gemäss Artikel 3 Abs. 2 zu beglaubigen.

IV. ARMENRECHT.*Artikel 18.*

Die Angehörigen des einen Staates werden im anderen Staate zum Armenrecht unter denselben Bedingungen wie die Landesangehörigen zugelassen.

Artikel 19.

(1) Die Bescheinigung des Unvermögens muss von den Behörden des gewöhnlichen Aufenthaltsortes des Antragstellers oder in Ermangelung eines solchen von den Behörden seines derzeitigen Aufenthaltsorts ausgestellt sein.

(2) Hält sich der Antragsteller nicht in einem der beiden Staaten auf, so ist die Bescheinigung des für den Antragsteller zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertreters seines Staates ausreichend.

Artikel 20.

(1) Die zur Ausstellung der Bescheinigung über das Unvermögen zuständige Behörde kann bei den Behörden des anderen Staates Auskünfte über die Vermögenslage des Antragstellers einziehen.

2. Η ἀρχὴ ἡ ἀποφανομένη ἐπὶ τῆς αἰτήσεως διὰ τὴν χορήγησιν τοῦ εὐεργετήματος τῆς πενίας διατηρεῖ, ἐντὸς τῶν ὄριων τῆς δικαιοδοσίας αὐτῆς, τὸ δικαίωμα νὰ προσάνη εἰς ἔλεγχον τῶν πιστοποιητικῶν καὶ πληροφοριῶν, ὡς καὶ νὰ λαμβάνῃ συμπληρωματικὸς πληροφορίας ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐπαρχοῦ διαφωτίσεώς της.

Ἄρθρον 21.

Ἐὰν τὸ εὐεργέτημα τῆς πενίας ἔχομηρήθη ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς εἰς ὑπήκοον τοῦ ἐνὸς Κράτους, οὗτος θὰ πολαύῃ τοῦ εὐεργετήματος τούτου εἰς πίσας τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ὑπόθεσιν τὰῦτην διαδικαστικάς πρᾶξεις, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἀφορωσῶν τὴν περὶ τὴν ἐκτέλεσιν διαδικασίαν, τὰς διεξαγομένας ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων τοῦ ἑτέρου Κράτους ἐπὶ τῇ βίᾳ τῶν Κεφαλαίων / καὶ II τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 22.

Ἐὰν ὁ ὑπήκοος τοῦ ἐνὸς Κράτους διαιμένη ἐκτὸς τοῦ ἑτέρου Κράτους παρὰ τοῦ ὅποιου θέλει ζητήσῃ τὸ εὐεργέτημα τῆς πενίας, ἡ περὶ τοῦ εὐεργετήματος τούτου αἰτησίς του μετὰ τοῦ πιστοποιητικοῦ πενίας, καὶ λοιπῶν χρηστίων διὰ τὴν ἔκδοσιν τῆς ἀποφάσεως ἀποδεικτικῶν ἐγγράφων, δύναται τὰ διαβιβασθῆ διὰ τοῦ ἀρμοδίου Προξένου τοῦ Κράτους του πρὸς τὴν ἀρμοδίαν διὰ τὴν ἔκδοσιν τῆς ἀποφάσεως ἀρχῆν τοῦ ἑτέρου Κράτους. διὰ τὴν διαβιβασιν καὶ ἐκτέλεσιν τῆς αἰτήσεως ἴσχυονσιν αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου II.

V. Προσωπικὴ χράτησις.

Ἄρθρον 23.

Ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ἡ προσωπικὴ χράτησις τόσον ὡς μέσον διαχαστικῆς ἐκτελέσεως ὅσον καὶ ἀπλὸς ὡς ἀσφαλιστικὸν μέτρον ἐναντίον ὑπηκόου τοῦ ἑτέρου Κράτους μόνον εἰς ἡς περιπτώσεις θὰ ἥδυνατο νὰ ἐφαρμοσθῇ κινὲ ἐναντίον ιθαγενῶν. Γεγονός, δύναμει τοῦ ὅποιου ιθαγενῆς διαιμένων ἐν τῷ ἐπωτερικῷ τοῦ Κράτους δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν ἀρχὴν τῆς προσωπικῆς χρατήσεως, δέοντα νὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν ισχὺν ὑπὲρ τοῦ ὑπηκόου τοῦ ἑτέρου Κράτους, κινὲ ἐὰν τὸ τοιοῦτον γεγονός ἔλιθος χώραν ἐν τῷ ἐξωτερικῷ.

VI. Ἐπικύρωσις τῶν ἐγγράφων.

Άρθρον 24.

1. Ἔγγραφα συντεταγμένα, ἐκδεδομένα ἡ ἐπικεκυρωμένα ὑπὸ γερμανικοῦ Πρωτοδικείου (Αἰδηψοτερικτ) ἡ Ἑλληνικοῦ Πρωτοδικείου, ἡ ὑπὸ γερμανικοῦ ἡ ἐλληνικοῦ ἀνωτέρου Δικαστηρίου, ἡ ὑπὸ ἀνιστάτης γερμανικῆς ἡ ἐλληνικῆς διοικητικῆς ἀρχῆς, ἡ ὑπὸ ἀνωτάτου γερμανικοῦ ἡ ἐλληνικοῦ διοικητικοῦ Δικαστηρίου, καὶ φέροντα τὴν σφραγίδα ἡ τὸ ἐνσημον τῆς ἀρχῆς ταύτης, οὐδεμιᾶς ἐπικυρώσεως ἡ νομιμοποιήσεως χρήζουσι πρὸς χρῆσιν ἀτῆτον ἐν τῷ ἐδίμει τοῦ ἑτέρου Κράτους.

2. Άλι έγγραφα συντεταγμένα, ἐκδεδομένα ἡ ἐπικεκυρωμένα ὑπὸ γερμανικοῦ ἡ ἐλληνικοῦ Δικαστηρίου μη ἀνισφερομένου ἐν τῇ παραγράφῳ 1, ὑπὸ δικαστικοῦ κλητῆρος, Γραφείου Μεταγραφῶν, Ταμείου Παρακιταθηκῶν ἡ Γερμανοῦ ἡ Ἑλληνος Συμβολαιογράφου, ἀρχεῖ πρὸς χρῆσιν ἐπὶ τοῦ ἐδίμου τοῦ ἑτέρου Κράτους, ἡ ἐπικύρωσις τῶν ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Πρωτοδικείου (Αἰδηψοτερικτ) ἐν τῷ Γερμανικῷ Ράτεχ, καὶ ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Πρωτοδικείου ἐν Ἐλλαΐδι, καὶ ἡ ἐπίθεσις τῆς ἐπισήμου σφραγῖδος ἡ ἐνσημον. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ διὰ τὰ ἐγγράφα τὰ συντεταγμένα, ἐκδεδομένα ἡ ἐπικεκυρωμένα ὑπὸ τοῦ γραμματέως γερμανικοῦ ἡ ἐλληνικοῦ Δικαστηρίου. Ἐὰν ὁ Γραμματεὺς ἀνήκει εἰς ἀνώτερον Δικαστηρίου, ἡ ἐπικύρωσις γίνεται διὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Δικαστηρίου τούτου.

(2) Die Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechts zu entscheiden hat, behält in den Grenzen ihrer Amtsbeauftragungen das Recht, die Bescheinigungen und Auskünfte einer Nachprüfung zu unterziehen und sich zum Zwecke genügender Aufklärung ergänzende Mitteilungen geben zu lassen.

Artikel 21.

Ist einem Angehörigen des einen Staates von der zuständigen Behörde das Armenrecht bewilligt, so soll ihm dieses Recht auch in allen Prozesshandlungen einschließlich der zur Vollstreckungsinstanz gehörigen zustehen, die sich auf denselben Rechtsstreit beziehen und vor den Gerichten des anderen Staates auf Grund des ersten und zweiten Abschnitts dieses Vertrags vorgenommen werden.

Artikel 22.

Befindet sich ein Angehöriger des einen Staates ausserhalb des Gebietes des anderen Staates, in dem er das Armenrecht nachsuchen will, so kann sein Armenrechtsgesuch samt der Bescheinigung des Unvermögens und sonstigen für die Entscheidung etwa dienlichen Beweisstücke durch den zuständigen Konsul seines Staates der für die Entscheidung zuständigen Stelle des anderen Staates übermittelt werden. Für die Übermittlung und die weitere Behandlung des Gesuchs gelten die Vorschriften des zweiten Abschnitts entsprechend.

V. PERSONALHAFT.

Artikel 23.

In Civil- und Handelssachen darf die Personalhaft sowohl als Mittel der Zwangsvollstreckung wie auch lediglich als Sicherungsmassregel gegen einen Angehörigen des anderen Staates nur in den Fällen angewendet werden, in denen sie auch gegen Landesangehörige anwendbar sein würde. Eine Tatsache, auf Grund deren ein im Inlande wohnhafter Inländer die Aufhebung der Personalhaft beantragen kann, soll zu Gunsten des Angehörigen des anderen Staates die gleiche Wirkung auch dann haben, wenn sich diese Tatsache im Ausland ereignet hat.

VI. BEGLAUBIGUNG (LEGALISATION) VON URKUNDEN.

Artikel 24.

(1) Urkunden, die von einem deutschen Landgericht oder einem griechischen Gerichtshof erster Instanz oder einem deutschen oder griechischen Gericht höherer Ordnung, von einer deutschen oder griechischen obersten Verwaltungsbehörde oder von einem deutschen oder griechischen obersten Verwaltungsgericht aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner Beglaubigung oder Legalisation.

(2) Für Urkunden, die von einem der in Abs. 1 nicht erwähnten deutschen oder griechischen Gerichte, einem Gerichtsvollzieher oder einem Grundbuchamt oder einer Hinterlegungsstelle oder einem deutschen oder griechischen Notar aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, genügt zum Gebrauch im Gebiet des anderen Staates die Beglaubigung (Legalisation) durch den zuständigen Landgerichtspräsidenten im Deutschen Reich und durch den Präsidenten des Gerichtshofes erster Instanz in Griechenland unter Beifügung des Amtssiegels oder Amtsstempels. Das gleiche gilt für die von einem Urkundsbeamten der Geschäftsstelle (Gerichtsschreiber) eines deutschen oder griechischen Gerichts aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigten Urkunden. Gehört der Gerichtsschreiber einem Gericht höherer Ordnung an, so erfolgt die Beglaubigung durch den Präsidenten dieses Gerichts.

VII. Τέλη και ἔξοδα.

Ἄρθρον 25.

1. Οὐδέν τέλος, οὐδὲ καταβολὴ ἐξόδων οἰασμήποτε φύσεως, θὰ ζητῆται διὰ τὴν ἐπίδοσιν ἐγγράφων ἢ τὴν ἐκτέλεσιν αἰτήσεων δικαιστικῆς αντιλήψεως. Τοῦτο δικαστής δὲν ἴσχυει προκειμένου περὶ αποζημιώσεων καταβληθεισῶν κατὰ τοὺς υἱούς τοῦ πρὸς ὃ ή αἴτησις Κράτους εἰς μάρτυρας ἢ ἐμπειρογνωμονας, ὡς καὶ περὶ ἐξόδων γενομένων συνεπείᾳ βρῆτης αἰτήσεως δπως ή διεξιγωγή γίνη μὲ ιδιαιτέρας διατυπώσεις. Τὰ ἔξοδα τιάτρα δέον νὰ καταβίλλωνται πάμβαυτα παρὰ τοῦ αἰτοῦντος Κράτους, ασχέτως, ἐὰν ταῦτα θὰ ληφθῶσιν ἀπὸ τοὺς ἐνδιαιφερομένους διαδίκους.

2. Ἡ ἐκτέλεσις αἰτήσεως ἐπιδοσεως ἢ αἰτήσεως δικαιστικῆς αντιλήψεως, δὲν δύναται ν' ἀπορρουνθῇ διὰ τὸν λόγον ὅτι ή αἴτοῦσα ἀρχὴ δὲν κατέθεσε προκαταβολὴν πρὸς κιλυψίν τῶν ἐξόδων τῶν καταβλητῶν κατὰ τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου.

3. Τὰ ταχυδρομικὰ τέλη εἰναι εἰς βαρος τῆς ἀποστελλούσης ἀρχῆς.

VIII. Ἀκροτελεύται διατάξεις.

Ἄρθρον 26.

Αἱ δυσχέρειαι αἵτινες ἡθελον προκύψει κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμβίσεως θὰ κανονίζωνται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 27.

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Ἑλλάδος θὰ πληροφορῶσιν ἀλλήλας περὶ τῆς κατὰ τὴν συνθέσεως τῶν δικαιστηρίων των καὶ περὶ τῶν δινωτάτων διοικητικῶν ἀρχῶν καὶ διοικητικῶν δικαιστηρίων αὐτῶν, ὡς καὶ περὶ τῶν σχετικῶν πρὸς ταῦτα μεταβολῶν.

Ἄρθρον 28.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει παραμεῖνει ἐν ἴσχυει καὶ εἰς ὃν περίπτωσιν ἡ Ἑλλὰς προσχωρήσει εἰς τὴν περὶ Πολιτικῆς Δικονομίας Σύμβασιν¹ τῆς Χάρης τῆς 17 Ιουλίου 1905.

Ἄρθρον 29.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνετάχθη εἰς γερμανικὴν καὶ ἑλληνικὴν γλῶσσαν. Ἐμφότερα τὰ κείμενα ἔχουσι τὴν αὐτὴν ἴσχυν.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει κυρωθῆ, αἱ δὲ κυρώσεις θέλουσιν ἀνταλλαγῆ ἐν Βερολίνῳ ἐντὸς τῆς δυνατῆς βραχυτέρας προθεσμίας.

3. Ἡ Σύμβασις θέλει ἴσχυει δύο μῆνας μετὰ τὴν ἀνταλλαγῆς τῶν ἐπικυρώσεων καὶ θέλει παρομιεῖνει ἐν ἴσχυει ἐπὶ πέντε ἔτη.

4. Ἐὰν ἡ Σύμβασις δὲν καταγγελθῇ ὑφ' ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἐν ἕτοι πρὸ τῆς λήξεως τῆς πενταετοῦς ἴσχυος τῆς, θὰ παραμείνῃ ἐν ἴσχυει μέχρι τῆς παρελεύσεως ἐνὸς ἕτους ἀπὸ τῆς ημέρας τῆς καταγγελίας τῆς ὑφ' ἐνὸς τῶν δύο Κρατῶν.

Ἐγένετο ἐν Αθήναις, εἰς διπλοῦν εἰς ἑλληνικὴν καὶ γερμανικὴν γλῶσσαν, τῇ 11 Η Μαΐου 1938.

(δπ.) A. ΔΕΛΜΟΥΖΟΣ.

(δπ.) Viktor Prinz zu ERBACH.

Pour copie conforme :

p. Le Directeur

des Affaires conventionnelles et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,

B. Demertzis.

¹ DE MARTENS, Nouveau Recueil général de Traites, troisième série, tome II, page 243.

VII. GEBÜHREN UND AUSLAGEN.

Artikel 25.

(1) Für die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Rechtshilfesuchen kann weder eine Gebühr noch die Erstattung irgendwelcher Auslagen verlangt werden. Dies gilt jedoch nicht für die nach den Gesetzen des ersuchten Staates an Zeugen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie für Kosten, die durch das ausdrückliche Ersuchen in einer besonderen Form zu verfahren, verursacht sind. Diese Kosten sind unverzüglich durch den ersuchenden Staat zu erstatten ohne Rücksicht darauf, ob er sie von den beteiligten Parteien zurückhält oder nicht.

(2) Die Erledigung eines Zustellungsantrages oder eines Rechtshilfesuchens darf nicht deshalb verweigert werden, weil die ersuchende Behörde keinen Vorschuss zur Deckung der Auslagen hinteilegt hat, die nach den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes zu erstatten sind.

(3) Portokosten trägt die absendende Behörde.

VIII. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 26.

Schwierigkeiten, die etwa bei Ausführung des Abkommens entstehen, werden im diplomatischen Wege geregelt.

Artikel 27.

Die deutsche und die griechische Regierung werden sich die örtliche Gliederung ihrer Gerichte und die obersten Verwaltungsbehörden und Verwaltungsgerichte sowie deren Änderungen mitteilen.

Artikel 28.

Dieses Abkommen soll auch für den Fall in Wirksamkeit bleiben, dass Griechenland dem Haager Abkommen¹ über den Zivilprozess vom 17. Juli 1905 beitritt.

Artikel 29.

(1) Dieses Abkommen ist in deutscher und griechischer Sprache abgefasst. Beide Fassungen sind massgebend.

(2) Das Abkommen soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll sobald als möglich in Berlin erfolgen.

(3) Das Abkommen tritt zwei Monate nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt für die Dauer von fünf Jahren.

(4) Wird das Abkommen von keinem der beiden Vertragsteile ein Jahr vor Ablauf des fünfjährigen Zeitraumes gekündigt, so bleibt es in Geltung bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage an, an dem es von einem der beiden Staaten gekündigt wird.

Geschehen zu Athen in doppelter Urschrift, in griechischer und in deutscher Sprache, am 11. Mai 1938.

A. DELMOUZO.

Viktor Prinz zu ERBACH.

Pour copie conforme :

*p. Le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,*

B. Demertzis.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 990.

TRADUCTION.

N° 4608. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE GRÈCE CONCERNANT L'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 11 MAI 1938.

LE ROYAUME DE GRÈCE et LE REICH ALLEMAND, animés du désir de régler, en matière civile et commerciale, la protection juridique des ressortissants du Reich allemand en Grèce et des ressortissants du Royaume de Grèce en Allemagne, ainsi que l'obligation, pour les autorités judiciaires des deux pays, de se prêter une entraide mutuelle, sont convenus de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence Monsieur Andreas DELMOZOS, directeur général au ministère des Affaires étrangères, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Le Prince Viktor zu ERBACH-SCHÖNBERG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article premier.

1. En matière civile et commerciale, la signification d'actes destinés à une personne résidant sur le territoire de l'autre Etat se fera, sur la demande transmise par le consul de l'Etat requérant, dans le Reich allemand au président du tribunal régional, en Grèce au ministère public auprès du tribunal de première instance, dans le ressort duquel la signification doit être effectuée. La demande mentionnera l'autorité dont elle émane ainsi que le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte à signifier. La demande sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant. Une traduction de la demande dans la langue de l'Etat requis y sera jointe ; il sera fait usage à cet effet de formulaires en deux langues que se communiqueront les deux gouvernements.

2. L'acte constatant la signification sera transmis au consul ; le cas échéant, celui-ci sera informé des circonstances ayant empêché la signification.

Article 2.

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Cette autorité peut, abstraction faite des cas visés à l'article 3, se borner à effectuer la signification en remettant l'acte au destinataire si celui-ci est disposé à l'accepter.

Article 3.

1. Si l'acte à signifier est rédigé dans la langue de l'Etat requis ou s'il est accompagné d'une traduction en cette langue, l'autorité requise, au cas où un désir à cet effet est exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour de telles

TRANSLATION.

No. 4608. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF GREECE REGARDING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT ATHENS, MAY 11TH, 1938.

THE KINGDOM OF GREECE and THE GERMAN REICH, desirous of regulating the legal protection in civil and commercial matters of nationals of the German Reich in Greece and of nationals of the Kingdom of Greece in Germany, as also the obligation of the judicial authorities of both countries to furnish legal assistance, have resolved to conclude a Convention for the purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency Monsieur Andreas DELMOUZOS, Director-General at the Ministry of Foreign Affairs, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Prince Viktor zu ERBACH-SCHÖNBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

I. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 1.

(1) In civil and commercial matters, the service of documents intended for persons residing in the territory of the other State shall be executed on a request transmitted by the consul of the applicant State, in the German Reich to the President of the *Landgericht* and in Greece to the Public Prosecutor attached to the court of first instance within whose jurisdiction the service is to be executed. The request shall specify the authority from whom the document emanates, the names and descriptions of the parties, the address of the recipient and the nature of the document to be served. It shall be drawn up in the official language of the applicant State and be accompanied by a translation into the language of the State applied to ; requests should be made on the bilingual forms to be communicated to one another by the two Governments.

(2) The document proving that service has been executed shall be transmitted to the consul, who shall similarly be informed, where necessary, of any circumstance hindering such service.

Article 2.

Service shall be executed by the competent authority of the State applied to. Save in the cases provided for in Article 3, it shall be sufficient for such authority to serve the document by delivering it to the recipient, if the latter is willing to accept it.

Article 3.

(1) If the document to be served is drawn up in the language of the State applied to or accompanied by a translation into that language, the authority applied to shall, if a wish to that effect is expressed in the request, serve the document in the manner prescribed by municipal law for the

significations ou dans une forme spéciale, à condition que celle-ci ne soit pas contraire aux dispositions de sa législation. Si aucun désir de cette nature n'est exprimé dans la demande, l'autorité requise s'efforcera tout d'abord de remettre l'acte conformément aux dispositions de l'article 2.

2. La traduction prévue au paragraphe ci-dessus doit être certifiée conforme par le représentant diplomatique ou consulaire ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou de l'Etat requis.

Article 4.

L'exécution de la signification, prévue aux articles 1, 2, 3, ne peut être refusée que si l'Etat requis estime qu'elle est de nature à compromettre ses droits souverains ou sa sécurité.

Article 5.

1. La preuve de la signification se fera soit par un accusé de réception du destinataire, daté et certifié, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis indiquant le fait, la forme et la date de la signification.

2. Si l'acte à signifier a été transmis en deux exemplaires identiques, l'accusé de réception ou l'attestation doit être porté sur l'un des deux exemplaires ou y être fixé.

Article 6.

Chacun des deux Etats a le droit de faire exécuter des significations à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Etat par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques et consulaires sans recourir à la contrainte.

II. COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article 7.

En matière civile et commerciale, l'autorité judiciaire de l'un des deux Etats pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat pour lui demander de procéder à des actes de procédure ou à d'autres actes judiciaires rentrant dans les attributions de cette autorité.

Article 8.

1. Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'Etat requérant, dans le Reich allemand au président du tribunal régional, en Grèce au ministère public du tribunal de première instance, dans le ressort duquel l'acte judiciaire doit être accompli.

2. L'acte constatant l'exécution de la commission rogatoire, ou les circonstances ayant empêché cette exécution, sera transmis au consul.

Article 9.

Les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant. Il y sera joint une traduction dans la langue officielle de l'Etat requis, qui sera certifiée conforme selon les termes du paragraphe 2 de l'article 3.

Article 10.

1. L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera tenue d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission rogatoire émanant de l'autorité de l'Etat requis, ou d'une requête présentée aux mêmes fins par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne seront pas obligatoirement employés lorsqu'il s'agira de la comparution personnelle des parties au litige.

2. L'autorité requérante sera, sur sa demande, avisée de la date et du lieu d'exécution de la commission rogatoire afin que la partie intéressée soit en mesure d'y assister.

service of similar documents, or in a special form, provided the latter is not incompatible with such law. Should no such wish be expressed, the authority applied to shall, in the first place, endeavour to execute the service in accordance with the provisions of Article 2.

(2) The translation for which the foregoing paragraph provides shall be certified correct by the diplomatic or consular representative, or by a sworn translator of the applicant State or the State applied to.

Article 4.

The execution of the service referred to in Articles 1, 2 and 3 may not be refused unless the State applied to considers it such as to compromise its sovereignty or security.

Article 5.

(1) Proof of service shall be furnished either by a dated and duly certified acknowledgment of receipt by the addressee or by an attestation of the authority of the State applied to, stating the fact, manner and date of service.

(2) If a document to be served is transmitted in duplicate, the acknowledgment of receipt or attestation shall be endorsed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 6.

Either State shall be entitled to have documents served by its diplomatic or consular representatives on its own nationals within the territory of the other State without resort to compulsion.

II. LETTERS OF REQUEST.

Article 7.

In civil and commercial matters, the judicial authority of either State may apply, in conformity with the provisions of its legislation, by letters of request to the competent authority of the other State to initiate legal proceedings or other judicial acts within its jurisdiction.

Article 8.

(1) Letters of request shall be transmitted by the consul of the applicant State, in the German Reich to the President of the *Landgericht* and in Greece to the Public Prosecutor attached to the court of first instance within whose jurisdiction the proceedings are to be taken.

(2) The document notifying compliance with the letters of request or circumstances preventing such compliance shall be sent to the consul.

Article 9.

Letters of request shall be drawn up in the official language of the applicant State and accompanied by a translation, certified correct in conformity with Article 3, paragraph 2, into the official language of the State applied to.

Article 10.

(1) The judicial authority to whom letters of request are addressed shall be bound to give effect thereto and to resort to the same compulsory measures as are employed in the execution of letters of request from the authorities of the State applied to or of an application from a party concerned made for a similar purpose. Measures of compulsion need not be employed where the parties to the dispute are to appear in person.

(2) The applicant authority shall, if he so requests, be informed of the date and place of the proceedings to be taken in execution of letters of request, in order that the party concerned may be able to attend.

3. L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel cette commission rogatoire doit être exécutée la juge de nature à compromettre ses droits de souveraineté ou sa sécurité.

Article 11.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera remise d'office à l'autorité compétente de l'Etat requis conformément aux règles de la législation de cet Etat.

Article 12.

Dans tous les cas où la commission rogatoire ne sera pas exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra aviser immédiatement le consul de l'Etat requérant : s'il s'agit d'un cas visé par l'article 10, en indiquant les motifs pour lesquels l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, s'il s'agit d'un cas visé à l'article 11, en indiquant l'autorité à laquelle la commission rogatoire est remise.

Article 13.

1. L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire devra appliquer les formes prescrites par les lois de son pays.

2. Toutefois, il y aura lieu, pour déferer à la demande de l'autorité requérante, d'appliquer une règle spéciale lorsque cette forme n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 14.

Chacun des deux Etats a la faculté de faire exécuter des commissions rogatoires en vue de l'audition de ses ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Etat par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques ou consulaires, sans faire usage de la contrainte.

III. CAUTION JUDICATUM SOLVI.

Article 15.

1. Il ne peut être exigé des ressortissants de l'un des deux Etats, estant en justice devant les tribunaux de l'autre Etat à titre de plaignants ou d'intervenants, une caution ou un dépôt de quelque nature que ce soit en raison de leur qualité d'étranger ou de l'absence d'un domicile ou d'une résidence dans le pays.

2. Ce qui précède s'applique également au paiement anticipé qui serait exigé des plaignants ou des intervenants à titre de couverture des frais de justice.

Article 16.

1. Si, dans le territoire de l'un des deux Etats, une condamnation aux dépens est prononcée contre un plaignant ou un intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du paiement anticipé en vertu, soit de l'article 15, soit d'une loi en vigueur dans l'Etat où l'action est intentée, cette condamnation sera, sans frais, déclarée exécutoire dans le territoire de l'autre Etat par l'autorité compétente. La requête à cet effet pourra être présentée par la voie diplomatique ou directement à l'autorité compétente par la personne à laquelle les dépens ont été adjugés.

2. La même règle s'appliquera aux décisions judiciaires adjugeant ultérieurement les dépens.

3. Par décisions judiciaires, il y a lieu d'entendre également les décisions relatives aux dépens rendues par les fonctionnaires du greffe dans les limites de leur compétence.

Article 17.

1. Les décisions relatives aux dépens mentionnées à l'article 16 seront déclarées provisoirement exécutoires sans que les parties soient entendues, sous réserve toutefois d'un recours ultérieur de la partie condamnée conformément à la législation de l'Etat sur le territoire duquel aura lieu l'exécution.

(3) The execution of letters of request may not be refused unless the State in which they are to be executed considers them to be such as would compromise its sovereignty or security.

Article 11.

Should the authority to whom application is made possess no jurisdiction, the letters of request shall be forwarded in the ordinary course to the competent authority of the State applied to in accordance with the rules laid down by the law of the latter.

Article 12.

In every instance where the letters of request are not executed by the authority applied to, the latter shall at once inform the consul of the applicant State, stating, in the case of Article 10, the grounds on which the execution of the letters of request has been refused and, in the case of Article 11, indicating the authority to whom the letters are to be forwarded.

Article 13.

(1) Judicial authorities executing letters of request shall apply the law of their own country in respect of the forms concerned.

(2) Nevertheless, a request by the applicant authority for some special procedure shall be acceded to, provided such procedure is not incompatible with the law of the State applied to.

Article 14.

Either State shall be entitled to have requests for the taking of evidence from its own nationals within the territory of the other State executed by its diplomatic or consular representatives without resort to compulsion.

III. SECURITY FOR COSTS.

Article 15.

(1) Nationals of one State, who appear as plaintiffs or interveners before the courts of the other State, may not be required, on the ground of their being aliens or of not being domiciled or resident within the country, to give sureties or make deposits of any description.

(2) The same rule shall apply to the advance payments required of plaintiffs or interveners to defray judicial costs.

Article 16.

(1) Orders to pay judicial costs made in the territory of one State against a plaintiff or intervener who is exempted from giving sureties or making deposits or advance payments in virtue of Article 15 or in virtue of a law of the State in which the action is brought shall be made enforceable free of charge in the territory of the other State by the competent authority. The request may be made through the diplomatic channel, or direct by the party to whom costs have been allowed to the competent authority.

(2) The same rule shall apply to judicial decisions under which the costs of the case are to be fixed later.

(3) The expression "judicial decisions" shall be deemed to include decisions fixing the amount of costs given by court registry officials within the limits of their jurisdiction.

Article 17.

(1) The decisions regarding costs to which Article 16 relates shall be declared provisionally enforceable without the parties being heard, but subject to subsequent appeal by the party mulcted in the costs, in conformity with the law of the State in which the order is to be enforced.

2. Il conviendra à cet effet d'examiner uniquement :

1^o Si, d'après les lois du pays dans lequel la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision remplit les conditions nécessaires pour être considérée comme ayant force probante;

2^o Si, en vertu desdites lois, la décision a acquis force de chose jugée.

3. Pour établir que ces conditions sont remplies, il suffira, dans le Reich allemand, d'une attestation du président du tribunal régional compétent, en Grèce, d'une attestation du président du tribunal de première instance ou, si le tribunal qui a pris la décision est un tribunal d'instance supérieure, du président de ce tribunal, déclarant que la décision en question a force de chose jugée.

4. Il sera joint à la requête une traduction du dispositif du jugement ainsi que de l'attestation mentionnée au paragraphe 3 dans la langue officielle de l'Etat requis. Les traductions seront certifiées conformes suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Article 18.

Les ressortissants de l'un des deux Etats seront, dans l'autre Etat, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que les ressortissants du pays.

Article 19.

1. L'attestation d'indigence devra être délivrée par les autorités du lieu de résidence habituelle du requérant ou, à défaut de résidence, par les autorités du lieu où il réside à ce moment.

2. Si le requérant ne réside pas dans l'un des deux Etats, il suffira qu'il produise l'attestation du représentant diplomatique ou consulaire compétent de son Etat.

Article 20.

1. L'autorité compétente pour délivrer l'attestation d'indigence pourra demander aux autorités de l'autre Etat des renseignements sur la situation de fortune du requérant.

2. L'autorité qualifiée pour se prononcer sur la demande d'octroi de l'assistance judiciaire se réservera, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les attestations et les renseignements et de se faire communiquer des données complémentaires en vue d'être suffisamment informée.

Article 21.

Si l'assistance judiciaire est accordée par l'autorité compétente à un ressortissant de l'un des deux Etats, ce droit lui sera reconnu dans tous les actes de procédure, y compris ceux de l'instance d'exécution, qui auront trait au même procès et qui seront accomplis devant les tribunaux de l'autre Etat en vertu de la première et de la deuxième section de la présente convention.

Article 22.

Au cas où un ressortissant de l'un des deux Etats se trouverait en dehors des limites du territoire de l'autre Etat où il veut demander l'assistance judiciaire, sa demande d'assistance ainsi que l'attestation d'indigence et les autres preuves à l'appui requises en vue de la décision pourront être transmises par le consul compétent de son Etat à l'autorité de l'autre Etat ayant qualité pour prendre la décision. Les dispositions de la deuxième section de la présente convention s'appliqueront par analogie à la transmission de la requête ainsi qu'à la procédure en vue d'y donner suite.

(2) The sole considerations in this connection shall be :

1. Whether, under the laws of the country in which the verdict is given, the copy of the verdict is sufficiently authoritative ;

2. Whether, under the same law, the verdict is finally enforceable.

(3) In order to prove that these conditions have been complied with, it shall be sufficient in the German Reich to produce a certificate by the President of the competent *Landgericht* and in Greece a certificate by the President of the court of first instance or, if the court which gave the verdict is a court of higher instance, by the President of the latter, stating that the verdict is finally enforceable.

(4) The request shall be accompanied by translations of the mandatory part of the decision and of the certificate referred to in paragraph (3) into the official language of the State applied to. The translations shall be certified correct in accordance with Article 3, paragraph (2).

IV. FREE LEGAL AID.

Article 18.

Nationals of either State shall be entitled in the other State to free legal aid on the same condition as nationals of the latter.

Article 19.

(1) The certificate of indigence shall be issued by the authorities of the habitual place of residence of the applicant or, in default thereof, by the authorities of his place of residence for the time being.

(2) If the applicant does not reside in either State, a certificate issued by the competent diplomatic or consular officer of the State to which the applicant belongs shall be sufficient.

Article 20.

(1) The authority competent to issue the certificate of indigence may ask the authorities of the other State for information regarding the applicant's pecuniary situation.

(2) The authority competent to decide on an application for the grant of free legal aid shall be entitled, within the limits of his powers, to verify the certificates and information supplied and to require such further particulars as may be necessary to clarify the situation sufficiently.

Article 21.

Should a national of either State be granted free legal aid by the competent authority, he shall be entitled to such aid in all legal proceedings, including proceedings in execution, in connection with the same legal dispute before the courts of the other State on the basis of Parts I and II of the present Convention.

Article 22.

Should a national of either State reside outside the territory of the other State in which he proposes to apply for free legal aid, his application for such aid, together with the certificate of indigence and any other evidence which may assist a decision, may be transmitted through the respective consul of his own State to the authority of the other State competent to give the decision. The provisions of Part II of the present Convention shall apply *mutatis mutandis* to the transmission and further disposal of the application.

V. CONTRAINTE PAR CORPS.

Article 23.

En matière civile et commerciale, la contrainte par corps ne peut être employée, à titre de moyen d'exécution forcée ou simplement de mesure de sûreté, contre le ressortissant de l'autre Etat que dans les cas où elle serait appliquée à l'égard des ressortissants du pays. Un fait que les nationaux domiciliés dans leur pays peuvent invoquer pour demander l'annulation de la contrainte par corps aura, en faveur du ressortissant de l'autre Etat, un effet identique même si ce fait s'est produit à l'étranger.

VI. LÉGALISATION D'ACTES.

Article 24.

1. Les actes reçus, délivrés ou légalisés par un tribunal régional allemand ou un tribunal grec de première instance, par un tribunal allemand ou grec d'instance supérieure, par une autorité administrative suprême allemande ou grecque, ou par un tribunal administratif suprême allemand ou grec et portant le sceau ou le timbre de l'autorité, pourront être utilisés sur le territoire de l'autre Etat sans être munis d'une attestation ou d'une légalisation.

2. En ce qui concerne les documents qui auront été reçus, délivrés ou légalisés par un des tribunaux allemands ou grecs non mentionnés à l'alinéa 1, par un huissier judiciaire, par un office foncier, par un office de consignation ou par un notaire allemand ou grec, il suffira, pour qu'ils puissent être employés sur le territoire de l'autre Etat, qu'ils soient légalisés par le président du tribunal régional compétent, en Allemagne, et par le président du tribunal de première instance, en Grèce, et munis du sceau ou du timbre officiel. Ce qui précède s'applique également aux documents reçus, délivrés ou légalisés par le greffier d'un tribunal allemand ou grec. Si le greffier appartient à un tribunal d'instance supérieure, la légalisation sera effectuée par le président de ce tribunal.

VII. DROITS ET FRAIS.

Article 25.

1. Pour la signification d'actes et l'exécution de commissions rogatoires, il ne pourra être exigé ni taxes ni remboursement de frais de quelque nature que ce soit. Toutefois, la disposition qui précède ne s'applique pas aux indemnités versées en vertu des lois de l'Etat requis aux témoins ou aux experts, ni aux frais causés par la demande expresse de l'emploi d'une forme spéciale. Ces frais seront immédiatement remboursés par l'Etat requérant, que celui-ci en obtienne ou non le remboursement des parties intéressées.

2. L'exécution d'une demande de signification ou d'une commission rogatoire ne doit pas être refusée du fait que l'autorité requérante n'a pas déposé d'avance en vue de couvrir les frais qui doivent être remboursés en vertu des dispositions du paragraphe précédent.

3. Les frais de port sont à la charge de l'autorité expéditrice.

VIII. DISPOSITIONS FINALES.

Article 26.

Les difficultés qui pourraient surgir lors de la mise à exécution de la convention seront réglées par la voie diplomatique.

V. IMPRISONMENT FOR DEBT.

Article 23.

Nationals of one State may not be imprisoned for debt in connection with civil or commercial matters, whether in the way of execution or as a precautionary measure, by the other State, save where such imprisonment would be applicable equally to nationals of the latter. Circumstances of such a character as to justify release of nationals of the latter State so imprisoned shall be applicable equally to nationals of the former State in the like case, even where the circumstances consist of occurrences in another country.

VI. CERTIFICATION (LEGALISATION) OF DOCUMENTS.

Article 24.

(1) Documents accepted, made out or certified by a German *Landgericht* or a Greek court of first instance, a German or Greek higher court, a German or Greek supreme administrative authority, or a German or Greek supreme administrative tribunal, which have been officially sealed or stamped, shall not require to be certified or legalised in order to be used in the territory of the other State.

(2) In the case of documents received, drawn up or certified by a German or Greek court not referred to in paragraph (1), a court bailiff, a mortgage register department, a deposits office, or a German or Greek notary, it shall be sufficient, for the purpose of use in the territory of the other State, if they are certified (legalised) by the competent President of a *Landgericht* in the German Reich and by the President of a court of first instance in Greece, after being duly sealed or stamped. The same shall apply to documents received, drawn up or certified by the registrar (secretary of the court) of a German or Greek court. Should the latter be the secretary of a court of higher instance, the certificate shall be issued by the President of the court in question.

VII. FEES AND EXPENSES.

Article 25.

(1) No fee and no refund of any outlays incurred may be demanded for the service of documents or execution of letters of request. But this provision shall not apply to the remuneration paid to witnesses or experts under the law of the State applied to, or to expenses incurred in effecting service in a special manner expressly applied for. Such expenses shall be repaid immediately by the applicant State, irrespective of whether they are refunded by the parties concerned or not.

(2) Execution of an application for service or of letters of request may not be refused on the ground that the authority making the application has made no advance deposit to defray the expenses which are to be refunded under the provisions of the preceding paragraph.

(3) Postal charges shall be paid by the authority submitting the application.

VIII. FINAL PROVISIONS.

Article 26.

Any difficulties which may arise in connection with the execution of the Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 27.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement hellénique se feront connaître la répartition territoriale de leurs tribunaux, leurs autorités administratives suprêmes et leurs tribunaux administratifs suprêmes, ainsi que tout changement survenu à cet égard.

Article 28.

La présente convention demeurera en vigueur même au cas où la Grèce adhérerait à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 concernant la procédure civile.

Article 29.

1. La présente convention a été établie en langue allemande et en langue grecque, les deux textes faisant foi.

2. La convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

3. La convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des instruments de ratification, et elle aura une validité de cinq ans.

4. Si la convention n'est pas dénoncée par l'une des deux Parties contractantes un an avant l'expiration de la période de cinq ans, elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où elle aura été dénoncée par l'un des deux Etats.

Fait à Athènes, en double expédition, en langue grecque et en langue allemande, le 11 mai 1938.

(Signé) A. DELMOUZOS.

(Signé) Viktor Prinz zu ERBACH.

Article 27.

The German and Greek Governments shall inform one another of the territorial repartition of their courts and of their supreme administrative authorities and administrative tribunals, as well as of any changes made therein.

Article 28.

The present Convention shall remain in force even in the event of Greece acceding to the Hague Convention of July 17th, 1905, concerning Civil Procedure.

Article 29.

(1) The present Convention has been drawn up in German and Greek, both texts being equally authentic.

(2) The Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

(3) The Convention shall come into force two months after the exchange of instruments of ratification and shall be valid for five years.

(4) Should the Convention not be denounced by either Contracting Party one year before the expiry of the five-year period, it shall remain in force until the expiry of one year from the date on which it is denounced by either State.

Done at Athens, in duplicate, in the Greek and German languages, this 11th day of May, 1938.

(Signed) A. DELMOZOS.

(Signed) Viktor Prinz zu ERBACH.

N° 4609.

ROUMANIE ET YUGOSLAVIE

Convention relative au trafic de frontière entre les deux pays, avec protocole de clôture, signés à Belgrade, le 13 mai 1937, et protocole d'application de la convention, avec protocole additionnel et annexes, signés à Belgrade, le 5 novembre 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 18 juillet 1939.

ROUMANIA AND YUGOSLAVIA

Convention concerning Frontier Traffic between the Two Countries, with Final Protocol, signed at Belgrade, May 13th, 1937, and Protocol regarding the Application of the Convention, with Additional Protocol and Annexes, signed at Belgrade, November 5th, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations. The registration took place July 18th, 1939.

N° 4609. --- CONVENTION¹ RELATIVE AU TRAFIC DE FRONTIÈRE ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉE A BELGRADE, LE 13 MAI 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE
et

Au nom de SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX,

Désirant d'un commun accord, faciliter aux habitants de la zone frontière le trafic local, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Valer Pop, ministre de l'Industrie et du Commerce ;

Au nom de SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX :

Son Excellence Monsieur Milan VRBANIC, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La zone frontière s'étend à 10 km. en profondeur de chaque côté de la ligne frontière terrestre des Parties contractantes.

Là où la situation locale l'exige, la zone frontière pourra être élargie ou restreinte d'un commun accord, de façon à ce que tout village soit entièrement, ou bien à l'intérieur, ou bien à l'extérieur de ladite zone.

Article 2.

Seront considérés comme habitants de la zone frontière, aux termes de la présente convention, et pourront seuls bénéficier des faveurs prévues par elle :

1^o Les ressortissants des Parties contractantes dont la résidence habituelle (domicile stable) se trouve dans la zone frontière, excepté les habitants des villes.

2^o Les médecins, vétérinaires et accoucheuses exerçant leur profession dans la zone frontière, y compris ceux établis dans les villes de la zone frontière (voir article 16).

Article 3.

Le passage de la frontière dans le trafic de frontière sera permis seulement en vertu d'une carte de frontière et uniquement par les points de passage fixés conformément à l'article 23.

Les points de passage devront être indiqués sur les cartes de frontière.

Article 4.

Le passage de la frontière avec la carte de frontière sera permis pendant toute l'année à chaque personne une fois par semaine un des jours ouvrables, excepté les jours de grandes foires et de fêtes, entre le lever et le coucheur du soleil, sauf les cas prévus à l'article 16.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 7 juillet 1939.
Entrée en vigueur le 15 septembre 1938.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4609. — CONVENTION¹ CONCERNING FRONTIER TRAFFIC BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MAY 13TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA
and

On behalf of HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, THE ROYAL REGENTS,

Being equally desirous of facilitating local traffic between the inhabitants of the frontier zone, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Valer Pop, Minister for Industry and Commerce ;

On behalf of HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, THE ROYAL REGENTS :

His Excellency Monsieur Milan VRBANIĆ, Minister for Commerce and Industry ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The frontier zone shall extend for a depth of 10 km. on either side of the land frontier of the Contracting Parties.

To meet the exigencies of the local situation, the frontier zone may be extended or reduced by mutual agreement, so that every village may be completely inside or completely outside the said zone.

Article 2.

For the purposes of the present Convention, the following shall be regarded as inhabitants of the frontier zone and shall alone be entitled to the privileges laid down herein :

(1) Subjects of the Contracting Parties whose habitual residence (permanent domicile) is situated in the frontier zone, with the exception of the inhabitants of the towns ;

(2) Doctors, veterinary surgeons and midwives practising their profession in the frontier zone, including those residing in towns in the frontier zone (see Article 16).

Article 3.

Only persons holding a frontier permit shall be allowed to cross the frontier for purposes of frontier traffic, and they may only do so at the crossing-points to be fixed in accordance with Article 23.

The crossing-points shall be shown on the frontier maps.

Article 4.

Every person holding a frontier permit shall be entitled to cross the frontier once a week all the year round on a working day, except on the days when the big fairs are held and on holidays and festivals, between sunrise and sunset, except in the cases provided for in Article 16.

¹ The exchange of ratifications took place at Bucharest, July 7th, 1939.
Came into force September 15th, 1938.

Les jours où le passage est interdit seront déterminés par la Commission prévue à l'article 23.

Article 5.

Les habitants de la zone frontière pourront aussi passer la frontière à cheval, en voiture, par chemin de fer ou en tout autre véhicule quel qu'il soit, à condition de se conformer aux dispositions douanières réglant la circulation de ces moyens de transport.

Article 6.

Les habitants de la zone frontière, munis d'une carte de frontière auront le droit de passer la frontière et de circuler dans la partie de la zone frontière voisine qui correspond à leur domicile.

Après chaque passage, le séjour dans la zone frontière de l'autre Partie contractante, en vertu de la carte de frontière, ne pourra dépasser deux jours.

La carte de frontière ne peut être obtenue que par des personnes en règle du point de vue de la police criminelle, de la situation militaire, de la sécurité de l'Etat et de la sûreté publique.

La carte de frontière est délivrée par les sous-préfets respectifs, dont la compétence s'étend au lieu de la résidence habituelle de la personne en question.

La carte de frontière est rédigée dans les langues des deux Parties contractantes, et conformément au modèle établi de commun accord par la Commission prévue à l'article 23.

Chaque carte de frontière doit être munie de la photographie des titulaires et du visa de l'autorité de l'autre Partie contractante compétente pour la délivrance des cartes de frontière.

La carte de frontière sera individuelle ou de famille.

La carte individuelle sera délivrée aux célibataires des deux sexes âgés de plus de 21 ans.

La carte de famille sera délivrée au chef de la famille (père, ou mère veuve), et elle contiendra les noms de tous les membres de la famille (père, mère et les enfants âgés de moins de 21 ans).

Les enfants ne peuvent passer la frontière qu'accompagnés du chef de la famille.

Les cartes de frontière et les visas y apposés sont valables jusqu'à la fin de l'année de leur délivrance. Elles seront renouvelées au cours du mois de janvier de chaque année, en changeant leurs couleurs.

Les cartes de frontière envoyées par voie officielle à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante pour être visées, doivent être retournées à l'autorité qui les a délivrées dans un délai de trente jours au plus tard.

Au cas où le visa serait refusé, la carte de frontière sera restituée à l'autorité qui l'a délivrée avec mention du refus, en tenant compte de l'alinéa 3 du présent article.

Article 7.

Les cartes de frontière ne pourront être délivrées aux fonctionnaires actifs de l'Etat et des corps administratifs autonomes ainsi qu'aux personnes se trouvant au service militaire actif, sauf ceux prévus par l'article 16.

Article 8.

Les visas des cartes de frontière et les pièces d'identité prévues à l'article 16, délivrés par les autorités compétentes des deux pays seront exempts de toute taxe. Le prix du formulaire de la carte de frontière ne dépassera pas la somme de 20 lei en Roumanie et de 7 dinars en Yougoslavie.

Article 9.

En vertu de la carte de frontière les habitants de la zone de frontière pourront passer la frontière une fois par semaine et importer pour leur propre besoin, en franchise de tous droits et formalités d'importation, des marchandises achetées dans le territoire de l'autre Partie contractante, excepté les articles de monopole, les articles soumis à l'octroi de l'Etat ou prohibés par les lois spéciales.

The days on which crossing is prohibited shall be determined by the Commission referred to in Article 23.

Article 5.

Inhabitants of the frontier zone may also cross the frontier on horseback, in carriages, by rail, or in any other vehicle whatsoever, provided they comply with the Customs regulations governing the movement of such means of transport.

Article 6.

Inhabitants of the frontier zone in possession of a frontier permit shall be entitled to cross the frontier and to move about in that part of the neighbouring frontier zone corresponding to their domicile.

After each crossing, the holder of a frontier permit may not remain in the frontier zone of the other Contracting Party for more than two days.

Only persons whose position in relation to the criminal police, the military authorities, the security of the State, and public safety is satisfactory may obtain a frontier permit.

Frontier permits shall be issued by the respective sub-prefects whose jurisdiction covers the habitual place of residence of the person in question.

Frontier permits shall be made out in the languages of the two Contracting Parties, in accordance with the form drawn up by joint agreement by the Commission provided for in Article 23.

Every frontier permit must bear the photographs of the holders and the visa of the authority of the other Contracting Party competent to issue frontier permits.

Frontier permits may be made out for individuals or for families.

Individual permits shall be issued to unmarried persons of both sexes over twenty-one years of age.

Family permits shall be issued to the head of the family (father or widowed mother), and shall contain the names of all the members of the family (father, mother, and children under twenty-one years of age).

Children may cross the frontier only when accompanied by the head of the family.

Frontier permits and the visas affixed thereto shall be valid until the end of the year in which they are issued. They shall be renewed in the month of January of each year, the colours being changed.

Frontier permits sent through the official channel to the competent authority of the other Contracting Party to be visaed must be returned to the issuing authority within thirty days at the latest.

Should the visa be refused, the frontier permit shall be returned to the issuing authority, together with a statement of refusal, with reference to the provisions of paragraph 3 of the present Article.

Article 7.

Frontier permits may not be issued to officials in Government service or in the service of the autonomous administrations, or to persons serving with the colours, other than those specified in Article 16.

Article 8.

Visas for the frontier permits and identity documents specified in Article 16, issued by the competent authorities of the two countries, shall be exempt from all fees. The cost of the frontier permit form shall not exceed the sum of 20 lei in Roumania and 7 dinars in Yugoslavia.

Article 9.

Inhabitants of the frontier zone in possession of a frontier permit may cross the frontier once a week and import for their own needs, free of all import duties and formalities, goods purchased in the territory of the other Contracting Party, with the exception of monopoly articles and articles subject to the State consumption tax or prohibited by special laws.

Les sommes exportées ne peuvent dépasser par mois 1.000 lei ou 330 dinars par carte de famille et 700 lei ou 230 dinars par carte individuelle.

De même, les marchandises importées ne doivent pas avoir une valeur supérieure aux chiffres susmentionnés.

Ces sommes peuvent être exportées une ou plusieurs fois.

Le montant global des sommes exportées et de la valeur des marchandises importées — y compris celles mentionnées à l'article 10 — ne pourra dépasser annuellement 8.000 lei ou 2.660 dinars par carte de famille et 7.000 lei ou 2.300 dinars par carte individuelle.

Les sommes exportées seront inscrites dans la carte de frontière.

Les monnaies doivent être présentées à la sortie et justifiées au retour par les marchandises achetées ou par l'argent retourné, ou par le séjour.

Le montant des monnaies et le rapport entre elles peuvent être modifiés d'un commun accord, par échange de notes.

Les avantages prévus dans le présent article ne seront pas appliqués aux objets importés par poste, même s'ils sont destinés aux habitants de la zone frontière.

Les interdictions ou restrictions, sauf celles mentionnées ci-dessus, que l'une ou l'autre des deux Parties contractantes aura établies aux importations ou aux exportations en général, ne peuvent être étendues aux marchandises exportées de la zone frontière de l'une des Parties contractantes dans celle de l'autre, jusqu'à concurrence du montant fixé par la présente convention.

Article 10.

Pour l'achat des marchandises suivantes : foin, paille, roseaux, charbon, bois de chauffage, briques, tuiles, poutres, planches, on pourra exporter 3.000 lei ou 1.000 dinars en une seule fois, mais toujours dans les limites de la somme annuelle fixée à l'article 9.

Bien entendu, l'intéressé devra obtenir une autorisation préalable, qui sera délivrée par l'office douanier sur la base d'un certificat de la commune de sa résidence, prouvant son propre besoin.

Article 11.

En ce qui concerne le trafic du bétail, des produits, des matières premières et des objets pouvant transporter des matières contagieuses susceptibles de provoquer des épizooties dans la zone frontière, les deux Parties contractantes appliqueront les dispositions¹ de la Convention sanitaire-vétérinaire.

Article 12.

Sont exempts de droits de douane d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes, de même que de la taxe due pour les reçus de douane, les médicaments que les habitants de l'une des Parties contractantes ont achetés pour leur propre besoin, dans les pharmacies de la zone frontière de l'autre Partie contractante suivant les ordonnances des médecins et des vétérinaires, et dans des quantités correspondant à la situation de l'acheteur. On pourra ainsi laisser passer aux mêmes conditions, sans ordonnances, les médicaments ordinaires, les spécialités médicales sur les enveloppes desquels se trouve la désignation exacte des médicaments et de la pharmacie, dans le cas où leur vente et leur usage seraient librement admis sur le territoire sur lequel ils sont destinés à être consommés.

Les médicaments et les spécialités dont l'importation est prohibée ou soumise à une autorisation expresse ne bénéficieront pas des exemptions susmentionnées.

Article 13.

Les couronnes et bouquets de fleurs naturelles (fleurs, pétales et bourgeons) seront exempts de droits de douane d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes, de même que de l'estampillage, dans les cas seulement où ils seraient transportés au delà de la frontière à l'occasion de solennités (noces, baptêmes, service funèbre ou funérailles) et non pour des buts d'affaires ou de commerce.

¹ Voir page 161 de ce volume.

The sums exported may not exceed 1,000 lei or 330 dinars a month under each family permit, and 700 lei or 230 dinars under each individual permit.

Likewise, the value of the goods imported must not exceed the above-mentioned figures.

These sums may be exported at one time or on different occasions.

The total amount of the sums exported and the total value of the goods imported — including those mentioned in Article 10 — may not exceed 8,000 lei or 2,660 dinars a year under each family permit and 7,000 lei or 2,300 dinars under each individual permit.

Sums exported must be entered in the frontier permit.

Currency must be produced before the frontier is crossed and accounted for on the return journey in the form of goods purchased or by money brought back or by cost of residence.

The amount of the currencies and the ratio between them may be varied by common consent by means of an exchange of notes.

The advantages provided for under the present Article shall not apply to objects imported by post, even if they are addressed to inhabitants of the frontier zone.

Except those mentioned above, prohibitions or restrictions imposed by either of the two Contracting Parties on imports or exports in general may not be extended to goods exported from the frontier zone of either of the Contracting Parties to that of the other, up to the amount specified in the present Convention.

Article 10.

For the purchase of the following goods : hay, straw, reeds, coal, firewood, bricks, tiles, beams, and boards, 3,000 lei or 1,000 dinars may be exported at one time, provided always that the annual sum specified in Article 9 is not exceeded.

It is understood that the person concerned must first obtain an authorisation, which will be issued by the Customs office on the basis of a certificate from the commune in which he resides, testifying that he needs the goods for his own consumption.

Article 11.

As regards the traffic in livestock, products, raw materials, and articles which may convey infectious matter liable to cause epizootic diseases in the frontier zone, the two Contracting Parties shall apply the provisions of the Sanitary and Veterinary Convention¹.

Article 12.

Medicaments purchased by the inhabitants of either of the Contracting Parties for their own needs at pharmacies in the frontier zone of the other Contracting Party on a medical or veterinary prescription, in quantities answering to their requirements, shall be exempt from import and export Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations and from the charge made for Customs receipts. Ordinary medicaments and proprietary remedies, the wrappers of which bear an accurate description of the medicaments and the name of the pharmacy, and the sale and use of which are freely allowed in the territory where they are intended to be consumed, may thus be permitted to go through under the same conditions, without a prescription.

Medicaments and proprietary remedies the import of which is prohibited or subject to a special authorisation shall not be entitled to the foregoing exemptions.

Article 13.

Wreaths and bouquets of natural flowers (flowers, petals, and buds) shall be exempt from import and export Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations and from stamp duty only if they are conveyed across the frontier on the occasion of a ceremony (wedding, christening, funeral service, or interment) and not for purposes of business or trade.

¹ See page 161 of this Volume.

Article 14.

Les emballages et les récipients usagés (sacs, barils, seaux, corbeilles, etc.) et les moyens de transport ayant servi à transporter, de l'une à l'autre zone frontière, les marchandises et les produits du pays, emballages et récipients pleins à sortie et vides à l'entrée ou *vice versa*, seront temporairement exempts de tous droits de douane d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes, cela sur l'autorisation de la douane compétente ou de sa section.

En ce qui concerne la garantie des droits de douane d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes, sont valables les dispositions de l'article 18.

Les deux Parties contractantes sont tombées d'accord pour reconnaître mutuellement, dans le trafic frontière, les marques apposées par leurs autorités compétentes sur les récipients soumis à l'estampillage.

Article 15.

Sont exempts de tous droits de douane d'entrée et de sortie et d'autres droits et taxes dus à l'Etat et aux corps administratifs autonomes, à l'entrée et à la sortie au cours du trafic entre les zones frontières, à la condition qu'ils seront retournés dans un délai fixé d'avance, et sur l'autorisation de la douane compétente ou de sa section, les outils et pièces ajoutées lors des réparations et qui sont importées dans des buts de réparation, de la zone frontière de l'une des Parties contractantes dans celle de l'autre Partie.

En ce qui concerne la garantie des droits de douane et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes, sont valables les dispositions de l'article 18.

Article 16.

Les médecins, les vétérinaires et les accoucheuses établis dans la zone frontière — y compris ceux établis dans les villes — de l'une des Parties contractantes sont autorisés à prêter leur assistance dans la zone frontière de l'autre Partie seulement en cas d'urgence et surtout en cas d'accident, à la condition qu'ils se soumettent aux lois et prescriptions qui sont en vigueur dans cette zone.

Dans ce but ces personnes pourront passer la frontière le jour et la nuit, par tous les moyens de transport, accompagnées du conducteur du moyen de transport employé, dont le nom sera inscrit par ces personnes dans leur carte de frontière, en se présentant seulement à l'organe de frontière le plus rapproché, et cela s'ils sont munis d'une carte de frontière et d'une pièce d'identité spéciale délivrée d'après le modèle établi par la Commission prévue à l'article 23, et prouvant leur profession et leur droit de l'exercer dans leur propre Etat. Cette pièce d'identité sera visée par l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

Elles pourront — dans les cas susindiqués — porter avec elles, en franchise de tous droits de douane et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes, les objets nécessaires (instruments, médicaments, bandages, etc.), en quantités correspondant au cas à l'occasion duquel elles auront été convoquées.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les prescriptions sanitaires en vigueur qui se rapportent à l'exercice de la profession de médecin, de vétérinaire et d'accoucheuse, pour leur information, et échangeront en outre les listes des personnes autorisées à exercer leur profession dans la zone frontière.

Les Parties contractantes échangeront des informations régulières au sujet de toutes les modifications soit en ce qui concerne les prescriptions susmentionnées, soit au sujet des personnes exerçant les professions énumérées.

Article 17.

Les moyens de transport (voitures, bêtes de trait et automobiles), ainsi que les matières servant à conduire et qui se trouvent dans un réservoir faisant corps avec le moteur du véhicule des personnes autorisées de passer la frontière, sont exempts de tous droits de douane et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes.

Article 14.

Used packings and containers (sacks, barrels, buckets, baskets, etc.) and the means of transport employed to convey from one frontier zone to the other local goods and products, such packings and containers being full when they leave and empty when they return, or *vice versa*, shall be temporarily exempted from all import and export Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations, subject to the authorisation of the competent Customs office or section.

As regards the guaranteeing of import and export Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations, the provisions of Article 18 shall apply.

The two Contracting Parties agree reciprocally to recognise in the frontier traffic the marks affixed by their competent authorities to containers liable to stamp duty.

Article 15.

Tools and parts added in the course of repairs and imported for purposes of repair from the frontier zone of either of the Contracting Parties into that of the other Party shall be exempt from all import and export Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations on their entry and departure in the course of the traffic between the frontier zones, provided they are returned within a time-limit fixed beforehand, and subject to the authorisation of the competent Customs office or section.

As regards the guaranteeing of Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations, the provisions of Article 18 shall apply.

Article 16.

Doctors, veterinary surgeons and midwives residing in the frontier zone — including those residing in the towns — of either of the Contracting Parties shall be authorised to lend their assistance in the frontier zone of the other Party in urgent cases only, and particularly in cases of accident, provided they comply with the laws and regulations in force in that zone.

To this end, such persons may cross the frontier by day and by night, by any means of transport, accompanied by the driver of the means of transport used, whose name shall be entered by such persons on their frontier permit. They need only report at the nearest frontier office, provided they are in possession of a frontier permit and a special identity document, made out in accordance with the form drawn up by the Commission provided for in Article 23, testifying to their profession and their right to practise it in their own State. This identity document shall be visaed by the competent authority of the other Contracting Party.

They may — in the above-mentioned cases — take with them, free of all Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations, the necessary articles (instruments, medicaments, bandages, etc.) in the quantities needed for the case which they have been summoned to attend.

The Contracting Parties shall communicate to each other, for their information, the health regulations in force concerning the practice of the professions of medicine, veterinary medicine and midwifery, and shall also exchange lists of persons authorised to practise their professions in the frontier zone.

The Contracting Parties shall regularly exchange information concerning any changes either in the above-mentioned regulations or in respect of persons practising the professions referred to above.

Article 17.

Means of transport (carriages, draught animals and motor vehicles) and fuel contained in a tank forming an integral part of the engine of the vehicle belonging to persons authorised to cross the frontier shall be exempt from all Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations.

En ce qui concerne la garantie du fait que les moyens de transport et les bêtes y employées seront retournés immédiatement après que le transport aura été effectué, sont valables les dispositions de l'article 18.

Article 18.

La garantie des droits de douane et d'autres droits et taxes dus à l'Etat ou aux corps administratifs autonomes dans les cas prévus par la présente convention ne sera pas effectuée comme règle générale, en argent comptant, mais par une simple garantie personnelle ordinaire de la personne intéressée. Cependant, chacune des Parties contractantes aura le droit de prescrire que les sommes créditées soient garanties par de l'argent comptant, par une caution sûre ou par la garantie écrite d'une personne possédant des immeubles sur le territoire de cette Partie contractante.

Article 19.

Il ne peut être fait usage que dans la zone frontière des objets acquis conformément aux dispositions de la présente convention. Ceux qui seront vendus ou employés en dehors de la zone frontière seront considérés comme une marchandise de contrebande, et il sera procédé à l'égard des auteurs comme à l'égard de contrebandiers, conformément aux lois de chacune des deux Parties contractantes.

Article 20.

Les personnes ayant été punies pour des infractions douanières, ne pourront plus bénéficier des faveurs prévues par la présente convention.

La carte de frontière sera retirée lorsqu'il en sera fait quelque abus, lorsque se seront modifiées les conditions dans lesquelles elle avait été délivrée ou lorsque son possesseur aura cessé de mériter pleine confiance.

Le fait d'avoir retiré la carte de frontière sera aussi communiqué à l'autre Partie contractante.

Au cas où les conditions dans lesquelles une carte de frontière avait été visée par l'autorité de l'autre Partie contractante auraient été modifiées (voir l'article 6, alinéa 3), cette autorité peut annuler son visa et priver ainsi le possesseur de la carte du droit de passer sur le territoire de cette Partie. L'autorité qui aura annulé le visa en informera l'autorité ayant délivré la carte de frontière et lui fera parvenir cette carte dans le cas où elle l'aurait retirée à son possesseur.

Article 21.

Les représentants des autorités auxquelles l'application de la présente convention incombe, sont autorisés en cas de besoin de se réunir pour résoudre des questions locales provenant de l'application de la présente convention. Au cas où la solution de la question dépasse leur compétence, ils soumettront le cas à leurs administrations supérieures.

Article 22.

Les Parties contractantes se réservent le droit de défendre aux différents habitants de la zone frontière le passage de la frontière, pour des raisons de sécurité de l'Etat et de sûreté publique.

En cas de circonstances exceptionnelles et pour des raisons de sécurité de l'Etat, de sûreté publique, d'épidémies ou d'épidémies chacune des deux Parties contractantes a le droit d'interdire temporairement les communications frontières sur toute la frontière ou seulement sur une de ses parties.

En cas d'interdiction à des particuliers du passage de la frontière, l'autorité qui en a été l'auteur en informera aussitôt que faire se pourra, l'autorité compétente de l'autre Partie contractante et lui fera part, dans la mesure du possible, des raisons de l'interdiction.

En cas de cessation, en tout ou en partie, du trafic frontalier, le gouvernement qui a porté cette mesure en informera le gouvernement de l'autre Partie contractante, autant que possible, huit jours à l'avance.

Article 23.

Les Parties contractantes nommeront, dans un délai d'un mois à partir du jour de l'échange des ratifications, leurs représentants qui dresseront la liste de tous les points qui délimitent la zone

As regards the guarantee that the means of transport and animals used for that purpose will be returned immediately after transport has been effected, the provisions of Article 18 shall apply.

Article 18.

As regards the guaranteeing of Customs duties and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations in the cases provided for by the present Convention, a cash deposit shall not usually be required, an ordinary personal guarantee on the part of the person concerned being sufficient. Nevertheless, each of the Contracting Parties shall have the right to require the sums credited to be guaranteed by a cash deposit, a reliable surety, or the written guarantee of a person possessing immovable property in the territory of that Contracting Party.

Article 19.

Articles obtained in accordance with the provisions of the present Convention may only be used in the frontier zone. Articles sold or used outside the frontier zone shall be regarded as contraband goods, and the offenders shall be treated as smugglers, in accordance with the laws of each of the two Contracting Parties.

Article 20.

Persons who have been punished for offences against the Customs regulations may no longer enjoy the privileges provided for under the present Convention.

The frontier permit shall be withdrawn when any improper use has been made of it, when the conditions under which it was issued have changed, or when the holder has ceased to deserve full confidence.

The other Contracting Party shall also be notified of the withdrawal of the frontier permit.

Should the conditions under which a frontier permit was visaed by the authority of the other Contracting Party have changed (see Article 6, paragraph 3), such authority may cancel its visa and thus deprive the holder of the permit of the right to enter the territory of that Party. The authority that has cancelled the visa shall notify the authority that issued the frontier permit, and shall send it the permit should it have been taken away from the holder.

Article 21.

The representatives of the authorities responsible for the application of the present Convention shall be authorised to meet when necessary to settle local questions arising out of the application of the present Convention. Should they not be competent to settle any question, they shall submit the case to their higher administrations.

Article 22.

The Contracting Parties reserve the right, for reasons of national security and public safety, to forbid the various inhabitants of the frontier zone to cross the frontier.

In exceptional cases and for reasons of national security or public safety or on account of epidemics or epizootic diseases, each of the two Contracting Parties shall have the right temporarily to forbid frontier communications all along the frontier or on one section only.

Should individuals be forbidden to cross the frontier, the authority imposing such prohibition shall at the earliest possible moment notify the competent authority of the other Contracting Party, informing it as far as possible of the reasons for the prohibition.

In the event of the complete or partial cessation of frontier traffic, the Government which has taken this measure shall notify the Government of the other Contracting Party, if possible eight days beforehand.

Article 23.

Within one month of the date of the exchange of ratifications, the Contracting Parties shall appoint their representatives who are to draw up a list of all the points delimiting the frontier

frontière ainsi que des localités situées dans la zone correspondant à chaque point, en s'inspirant à cette occasion des besoins du trafic local, de la nature du terrain et autant que possible, des limites administratives existantes. En même temps les représentants nommés désigneront d'un commun accord les points où les habitants de la zone frontière pourront passer la frontière ainsi que les parties de la zone prévue à l'alinéa 1 de l'article 6.

Fait à Belgrade, le 13 mai 1937.

(ss) V. Pop.

(ss) M. VRBANIC.

PROTOCOLE DE CLOTURE

DE LA CONVENTION RELATIVE AU TRAFIC DE FRONTIÈRE DU 13 MAI 1937.
SIGNÉ A BELGRADE, LE 13 MAI 1937.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative au trafic de frontière, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Ad article premier. — Il est bien entendu que toute extension de la zone frontière (douanière) par l'une des Parties contractantes, dans le but d'assurer la surveillance de la frontière, n'aura point pour conséquence une extension correspondante des avantages prévus par la présente convention.

Ad article 2, alinéa 2. — Il est bien entendu que les habitants de la zone frontière munis de la carte de frontière peuvent se rendre dans les villes qui se trouvent dans la zone frontière et y faire des achats.

Ad article 9, alinéa 1. — Les droits dont sont exemptes les marchandises lors de l'importation ou de l'exportation dans le trafic de frontière comprennent le droit de douane et autres droits et taxes d'Etat ou des corps administratifs autonomes, perçus à la douane.

Fait à Belgrade, le 13 mai 1937.

(ss) V. Pop.

(ss) M. VRBANIC.

PROTOCOLE

D'APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AU TRAFIC DE FRONTIÈRE DU 13 MAI 1937.
SIGNÉ A BELGRADE, LE 5 NOVEMBRE 1937.

En exécution de l'article 23 de la Convention relative au trafic de frontière, signée à Beograd en date du 13 mai 1937, les deux gouvernements ont désigné leurs représentants, à savoir :

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE :

M. Christian CURTOVICIU, consul général ;
M. Manole NICOLESCO, commandant d'Etat-Major général ;
M. Pierre SERBANESCO, inspecteur des Douanes ; et
M. Jean PORUMB, sous-inspecteur à la Sûreté générale.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE YOUGOSLAVIE :

M. Bogdan SMILJANIC, conseiller au Ministère des Affaires étrangères ;
M. Zivojin SIMONOVIC, conseiller au Ministère de l'Intérieur ;
M. Andreja BOZANOVIC, colonel d'Etat-Major général ; et
M. Predrag PESIC, conseiller au Ministère des Finances ;

Qui, après avoir accompli une enquête dans la zone frontière roumano-yougoslave, ont procédé à la rédaction de ce protocole.

zone and of the places situated within the zone corresponding to each point, bearing in mind local traffic requirements, the nature of the ground and, as far as possible, existing administrative boundaries. The appointed representatives shall at the same time designate by common consent the points at which the inhabitants of the frontier zone may cross the frontier and the parts of the zone referred to in paragraph 1 of Article 6.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) V. POP.

(Signed) M. VRBANIĆ.

FINAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION CONCERNING FRONTIER TRAFFIC OF MAY 13TH, 1937.
SIGNED AT BELGRADE, MAY 13TH, 1937.

On proceeding to sign the Convention concerning Frontier Traffic, the High Contracting Parties have agreed as follows :

Ad Article 1. — It shall be clearly understood that any extension of the frontier (Customs) zone by either of the Contracting Parties with a view to the supervision of the frontier shall not entail a corresponding extension of the privileges provided for under the present Convention.

Ad Article 2, paragraph 2. — It shall be clearly understood that inhabitants of the frontier zone in possession of frontier permits may visit the towns in the frontier zone and make purchases there.

Ad Article 9, paragraph 1. — The duties from which goods imported or exported in the frontier traffic are exempt shall include the Customs duty and other duties and charges levied by the State or the autonomous administrations which are collected at the Customs office.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) V. POP.

(Signed) M. VRBANIĆ.

PROTOCOL

FOR THE APPLICATION OF THE CONVENTION CONCERNING FRONTIER TRAFFIC OF MAY 13TH, 1937.
SIGNED AT BELGRADE, NOVEMBER 5TH, 1937.

In pursuance of Article 23 of the Convention concerning Frontier Traffic signed at Belgrade on May 13th, 1937, the two Governments have appointed as their representatives :

THE ROYAL GOVERNMENT OF ROUMANIA :

M. Christian CURTOVICH, Consul-General ;
Major Manole NICOLESCU, General Staff ;
M. Petre ŠERBĂNESCU, Inspector of Customs ; and
M. Ioan PORUMB, Deputy Inspector, Criminal Investigation Department ;

THE ROYAL GOVERNMENT OF YUGOSLAVIA :

M. Bogdan SMILJANIĆ, Counsellor in the Ministry of Foreign Affairs ;
M. Živojin SIMONOVIĆ, Counsellor in the Ministry of the Interior ;
Colonel Andreja BOZANOVIĆ, General Staff ; and
M. Predrag PEŠIĆ, Counsellor in the Ministry of Finance ;

Who, after conducting an enquiry in the frontier zone of Roumania and Yugoslavia, have drawn up the present Protocol.

Par. 1.

La zone frontière au sens de l'article premier de la Convention relative au trafic frontière entre le Royaume de Roumanie et le Royaume de Yougoslavie du 13 mai 1937, englobe :

- a) Du côté roumain : l'étendue située entre la ligne frontière de l'Etat et la ligne décrite dans l'alinéa 1 du par. 2 de ce protocole ; et
- b) Du côté yougoslave : l'étendue située entre la ligne frontière de l'Etat et la ligne décrite dans l'alinéa 2 du par. 2 de ce protocole (voir les cartes¹).

Par. 2.

1. La frontière intérieure de la zone frontière roumaine est délimitée par la ligne suivante :

Partant du bord du Danube la ligne passe par la lisière sud-est et est du village Pojejena de Jos (cote 126), puis elle tourne vers l'ouest et suit le chemin d'exploitation : Cracul-Boichi (cote 392) — Giochia (P. T. 515) — Cracul înalt (cotes 531-533-288) — Cracul lui Lorint (cotes 458-465) ;

De la cote 465, elle se dirige vers l'est, par les cotes 477 (Cracul lung) et 535 (Sub Comoară) et puis elle tourne vers le nord-est, par P. T. 596 (Cioaca înaltă), en englobant dans la zone la lisière sud-est de Sasca Montană ;

D'ici (P. T. 596) la ligne se dirige vers le nord, par les cotes 438 (Priseaca) ; 388 (D. Caroli) ; 402 (Câmpul Becului) ; 512 (Tilva Vântului) ; P. T. 662 (Glava) ; 423 (Chisa Lupavanci) ; 524 (Cuca mr.) ; 475 (Dâlma), en englobant dans la zone les villages : Sasca Română, Potoc, Socolari, Ilidia et Ciclova Română ;

De la cote 475 (Dâlma), elle passe par la lisière sud et sud-ouest d'Oravița (D. mare, 227 F-na nuada, 163), laissant hors la zone la ville d'Oravița ; puis elle suit P. Rachitova, jusqu'à l'embouchure P. Gladie et d'ici P. Gladie, V. Gladie, 345 (Coasta Gladie) ;

De la cote 345 la ligne se dirige vers le nord-ouest par les cotes 299, 319, P. T. 333 D. Meilor et d'ici elle va au nord-est, par les cotes : 272 (Dealul lat), 130, 275 (N. Giorgiova) et puis elle se dirige vers l'ouest, par les cotes 275 (Nord Secășeni), — 223, 218, en englobant dans la zone le territoire du village Secășeni ;

D'ici la ligne suit la direction nord-ouest, par les cotes 218 et 281 (D. Suven), 263 (D. Biserici), 231 (D. Arțarei), en se dirigeant vers le nord, par les cotes 187 (Mormântul), 203 et 248, en englobant dans la zone le territoire du village Surducul Mare.

De la cote 248 elle suit le chemin d'exploitation 226 (Corcani), 201 — Marcovic et puis elle passe par la cote 168 (D. Ponoare), P. Lunca, jusqu'à Con. Volicei. D'ici elle va vers l'ouest, par G. Morava, cote 99 Moravița, laissant hors la zone Șemlacul Mare, puis elle suit P. Moravița par les cotes 99-102 et après elle se dirige vers le nord-ouest par le chemin Valul Roman (cotes 114 et 107) jusqu'à Bârzava, en englobant dans la zone le territoire du village Sângere ;

D'ici, la ligne passe par la lisière est et nord d'Opatița et après elle suit le chemin Opatița-Deta-Ofsenița-Dolaț-Pusta Trifunar, en englobant dans la zone les territoires des villages Opatița, Deta, Ofsenița et Dolaț ;

Du côté nord de la Pusta Trifunar, elle suit le canal jusqu'à l'embouchure du canal dans le Timișul, et puis elle passe par Br. Timiș et Regina, jusqu'à la cote 81 et d'ici elle se dirige vers le nord-ouest, par les cotes 82-82-80, en englobant dans la zone le territoire du village Macedonia. D'ici elle passe au sud-ouest par Timișul — le chemin d'exploitation (cotes 82-81-82) — Giulváz — Sânmartinul Sârbesc — Diniș, en englobant dans la zone les territoires des villages Giulváz, Sânmartinul Sârbesc et Diniș ;

De Diniș, la ligne suit le chemin d'exploitation qui conduit à Casa Albă et puis passe par Bega Canal à la cote 86 (S-E Răut) et d'ici elle se dirige vers le nord-ouest, par les cotes 81 (Velika Glava), 84 (Beregsău) ; puis elle suit Beregsău jusqu'à la lisière N.-E. du village Beregsăul et d'ici elle se dirige vers le nord-ouest, en suivant le chemin d'exploitation Beregsăul (84 Kruglist)-Iecia Mică-

¹ Non reproduites.

Par. 1.

For the purposes of Article 1 of the Convention concerning Frontier Traffic between the Kingdom of Roumania and the Kingdom of Yugoslavia of May 13th, 1937, the frontier zone shall comprise :

- (a) On the Roumanian side : the area situated between the State boundary and the line described in sub-paragraph 1 of par. 2 of the present Protocol ; and
- (b) On the Yugoslav side : the area situated between the State boundary and the line described in sub-paragraph 2 of par. 2 of the present Protocol (see maps¹).

Par. 2.

1. The internal boundary of the Roumanian frontier zone shall be fixed at the following line :

Starting from the bank of the Danube, the line passes through the south-eastern and eastern outskirts of the village of Pojejena de Jos (point 126), then turns westwards and follows the occupation road : Cracul-Boichi (point 392) — Giochia (P. T. 515) — Cracul înalt (points 531-533-288) — Cracul lui Lorint (points 458-465).

From point 465 it runs eastwards, passing through points 477 (Cracul lung) and 535 (Sub Comoară), and then turns north-east through P. T. 596 (Cioaca înaltă), including the south-eastern outskirts of Sasca Montană in the zone.

From here (P. T. 596) the line turns north, passing through points 438 (Priseaca) ; 388 (D. Caroli) ; 402 (Câmpul Becului) ; 512 (Tilva Vântului) ; P. T. 662 (Glava) ; 423 (Chișa Lupavanci) ; 524 (Cuca mr.) ; 475 (Dâlma), including the villages of Sasca Română, Potoc, Socolari, Ilidia, and Ciclova Română in the zone.

From point 475 (Dâlma), it passes through the southern and south-western outskirts of Oravița (D. mare, 227 F-na nuada, 163), leaving the town of Oravița outside the zone ; then it follows P. Rachitova until its confluence with P. Gladie, and from here P. Gladie, V. Gladie, 345 (Coasta Gladie).

From point 345 the line runs north-west through points 299, 319, P. T. 333 D. Meilor, and here turns north-east, passing through points 272 (Dealul lat), 130, 275 (N. Giorgiova). It then turns west, passing through points 275 (North Secășeni), — 223, 218, including the territory of the village of Secășeni in the zone.

From here the line follows a north-westerly direction, passing through points 218 and 281 (D. Suven), 263 (D. Biserici), 231 (D. Arțarei) and then turns north, passing through points 187 (Mormântul), 203, and 248, including the territory of the village of Surducul Mare in the zone.

From point 248 it follows the occupation road 226 (Corcani), 201 — Marcovici, and then passes through point 168 (D. Ponoare), P. Lunca, as far as Con. Volicei. From here it turns westwards through G. Morava, point 99 Moravița, leaving Șemlacul Mare outside the zone. It then follows P. Moravița, passing through points 99-102, and then turns north-west following the Valul Roman road (points 114 and 107) as far as Bârzava, including the territory of the village of Sângerei in the zone.

From here the line passes through the eastern and northern outskirts of Opatița, and then follows the Opatița-Deta-Ofsenița-Dolaț-Pusta Trifunar road, including the territory of the villages of Opatița, Deta, Ofsenița, and Dolaț in the zone.

From the northern side of the Pusta Trifunar it follows the canal to its confluence with the Timiș. It then passes through Br. Timiș and Regina as far as point 81. Thence it turns north-westwards, passing through points 82-82-80, including the territory of the village of Macedonia in the zone. From here it runs south-west by the Timiș — the occupation road (points 82-81-82) — Giuvăz — Sânmartinul Sârbesc — Diniș, including the territory of the villages of Giuvăz, Sânmartinul Sârbesc, and Diniș in the zone.

From Diniș the line follows the occupation road leading to Casa Albă, and then runs along the Bega Canal to point 86 (S.-E. Răut). Here it turns north-west, passing through points 81 (Velika Glava), 84 (Beregsäu), and then follows the Beregsäu as far as the north-eastern outskirts of the village of Beregsäul, where it turns north-west following the occupation road Beregsäul (84 Kruglist) -

¹ Not reproduced.

Iecia-Lenauheim-Grabăt-Gottlob-Tomnatic-Beșenova Veche-Cheglevici-Malvin, jusqu'à la frontière hongroise, en englobant dans la zone les territoires des villages Beregsăul, Iecia Mică, Iecia Mare, Lenauheim, Grabăt, Gottlob, Tomnatic, Beșenova Veche et Cheglevici.

(Sections du Service géographique de l'Armée du Royaume de Roumanie, édition 1928, échelle 1 : 100.000, Bela Crkva, Vrsac, Jimbolia, Timișoara, Sânnicolaul Mare și Szeged, Arad.)
(Voir annexe 2.)

2. La frontière intérieure de la zone frontière yougoslave est délimitée par la ligne suivante :

La ligne délimitant la commune de Dubovac (arrondissement de Kovin) englobant tout le territoire de ladite commune suit la ligne délimitant l'arrondissement de Kovin de celui de Bela Crkva jusqu'à « Manastiri » (600 mètres à l'est de la cote 165).

De « Monastiri » la ligne va vers la cote 166 en tournant vers l'est par la route jusqu'à « Puskat » (cote 190) et puis vers le nord par le chemin vicinal, qui mène à la cote 237 (« Dumaca-Domaka »). De là elle va par la colline de Zagajica et la cote 231 vers la cote 230 et puis vers le nord par le chemin vicinal, en passant par la cote 153 vers l'ouest jusqu'à la cote 141 et ensuite vers le nord jusqu'à « Bresce ». D'ici la ligne va vers le nord-ouest, par le chemin vicinal, en passant la cote 116 vers la cote 113, puis elle va vers le sud, en suivant la ligne délimitant le territoire de la commune Izbiste (arrondissement de Bela Crkva) ;

A l'est du village Uljma la ligne tourne vers le nord-ouest et suit la limite des arrondissements de Vrsac et Alibunar, jusqu'à la cote 76, où elle débouche au canal de Pavlis ; en suivant le canal et puis la ligne délimitant la commune Sv. Jovan, jusqu'au « Mlin », en englobant ladite commune dans la zone frontière. De « Mlin », elle longe le canal en passant par la cote 79 et la limite ouest de la commune de Mariolana ;

De la cote 79 la ligne suit le chemin vicinal et va vers le nord-ouest, jusqu'à la ligne de chemin de fer Vrsac-Petrovgrad près de Velika Greda. De là elle suit la limite de la commune de Velika Greda jusqu'à la colonie des volontaires, en englobant dans la zone la colonie et d'ici elle suit le chemin qui mène à Hajducica, jusqu'au canal Curgovski. De ce point la ligne tourne vers le sud-ouest par le canal, jusqu'au canal de Vrsac, en suivant ce canal jusqu'à Hajducica et ensuite elle se dirige vers le nord, jusqu'à la cote 81 ;

De la cote 81 la ligne se dirige vers le nord et l'ouest du territoire de la commune Stari Lec et suit la limite sud et ouest de la commune Konak, jusqu'à la cote 79, sur la ligne du chemin de fer Vrsac-Petrovgrad, pour atteindre le pont de chemin de fer sur Tamis et de là elle passe par le courant de Tamis, jusqu'au village Banatski Despotovac ;

De ce village la ligne se dirige vers le nord en suivant les limites des arrondissements de Jasa Tomic et Petrovgrad, en englobant dans la zone tout le territoire de la commune Sarca et la limite de la commune de Visnjicevo, vers la cote 79 ;

En suivant la limite de la commune Visnjicevo jusqu'à « Damjanova odaja » la ligne prend le chemin vicinal au nord-ouest pour Mali Torak, jusqu'à « Donja Žemlja ». D'ici la ligne tourne au sud et suit la limite ouest des communes de Mali et Veliki Torak, jusqu'à la ferme de Čekonic, sur le canal Stari Begej, en englobant les territoires de ces villages dans la zone ;

De la ferme de Čekonic la ligne tourne vers l'est, en suivant le canal Stari Begej, jusqu'à la cote 81 où elle quitte le canal, pour se diriger vers le nord, en englobant la ferme Bijaci ;

D'ici, la ligne tourne vers le nord-ouest en suivant le chemin vicinal par la cote 77 et mène à la gare de chemin de fer « Janusevac », sur la ligne de chemin de fer Srpska Crnja-Petrovgrad. D'ici, la ligne va vers le nord par les limites des villages Aleksandrovo, Nova Crnja et Toba, jusqu'à la cote 81, en englobant les territoires de ces villages dans la zone ;

De la cote 81 la ligne se dirige vers le nord par la cote 80, jusqu'à la cote 78, en englobant Rusco Selo dans la zone ;

De la cote 78 la ligne tourne et se dirige tout droit vers l'ouest en suivant la limite de la commune de Velika Kikinda, jusqu'à la cote 82, en englobant tout le territoire de cette commune dans la zone ;

De la cote 82 la ligne quitte la limite de la commune de Velika Kikinda en passant par les cotes 81 et 83, pour atteindre les limites de la commune Idjos. En longeant le territoire de cette commune du côté ouest la ligne se dirige vers le nord, jusqu'à la cote 79 et de là elle suit la limite nord du village

Iecia Mică-Iecia-Lenauheim-Grabăt-Gottlob-Tomnatic-Beșenova Veche-Cheglevici-Malvin, as far as the Hungarian frontier, including the territory of the villages of Beregsăul, Iecia Mică, Iecia Mare, Lenauheim, Grabăt, Gottlob, Tomnatic, Beșenova Veche, and Cheglevici in the zone.

(Map Sections of the Army Geographical Service of the Kingdom of Roumania, 1928 edition, scale 1 : 100,000, Bela Crkva, Vrsac, Jimbolia, Timișoara, Sânnicolaul Mare and Szeged, Arad.)
(See Annex 2.)

2. The internal boundary of the Yugoslav frontier zone shall be fixed at the following line :

The line delimiting the commune of Dubovac (district of Kovin), including the whole of that commune, follows the line dividing the Kovin district from the district of Bela Crkva as far as "Manastiri" (600 metres east of point 165).

From "Manastiri" the line runs towards point 166, turning east along the road as far as "Puskat" (point 190) and then north along the by-road leading to point 237 ("Dumaca-Domaka"). Thence it passes over the hill of Zagajica and through point 231 towards point 230, and then northwards along the by-road, passing through point 153 westwards as far as point 141 and then northwards to "Bresce". From here the line runs north-west along the by-road, passing through point 116 towards point 113. Then it turns south, following the line delimiting the territory of the commune of Izbište (district of Bela Crkva).

East of the village of Uljma the line turns north-west and follows the boundary of the districts of Vrsac and Alibunar as far as point 76, where it reaches the Pavlis Canal; it follows the canal and then the line delimiting the commune of Sv. Jovan as far as "Mlin", including that commune in the frontier zone. From "Mlin" it follows the course of the canal, passing through point 79 and the western boundary of the commune of Mariolana.

From point 79 the line follows the by-road and runs north-west as far as the Vrsac-Petrovgrad railway line near Velika Greda. From there it follows the boundary of the commune of Velika Greda as far as the volunteer colony, including that colony in the zone; it then follows the road leading to Hajdučica as far as the Curgovski Canal. At this point the line turns south-west, following the canal until it reaches the Vrsac Canal, the course of which it follows as far as Hajdučica. It then turns north as far as point 81.

From point 81 the line runs north and west of the territory of the commune of Stari Lec and follows the south and west boundaries of the commune of Konak as far as point 79 on the Vrsac-Petrovgrad railway line, and then to the railway bridge over the Tamis; from there it follows the course of the Tamis as far as the village of Banatski Despotovac.

From this village the line turns north, following the boundaries of the districts of Jasa Tomić and Petrovgrad, including the whole of the commune of Sarca and the boundary of the commune of Visnjičevò in the zone, towards point 79.

After following the boundary of the commune of Visnjičevò as far as "Damjanova odaja", the line follows the by-road running north-west to Mali Torak, as far as "Donja Žemlja". Here the line turns south, and follows the western boundary of the communes of Mali and Veliki Torak as far as the farm of Čekonić on the Stari Begej Canal, including the territories of those villages in the zone.

From the farm of Čekonić the line turns east, following the Stari Begej Canal up to point 81, where it leaves the canal and turns north, including the farm of Bijaci in the zone.

From here the line turns north-west, following the by-road through point 77, and reaches the "Januševac" railway station on the Srpska Crnja-Petrovgrad railway. From here the line runs north along the boundaries of the villages of Aleksandrovo, Nova Crnja, and Toba, as far as point 81, including the territories of those villages in the zone.

From point 81 the line runs north through point 80 as far as point 78, including Rusko Selo in the zone.

From point 78 the line turns and runs due west, following the boundary of the commune of Velika Kikinda, as far as point 82, leaving the whole territory of that commune in the zone.

At point 82 the line leaves the boundary of the commune of Velika Kikinda, passing through points 81 and 83, and reaches the boundaries of the commune of Idjoš. After running along the western boundary of this commune, the line turns north as far as point 79, whence it follows the

Sajan, jusqu'à la ferme de Balog, en laissant ce village et son territoire hors la zone frontière. De la ferme Balog la ligne longe les côtés sud et ouest du territoire de la commune Jazovo jusqu'à la ferme Janco, en englobant Jazovo dans la zone ; de ce point la ligne se dirige vers le nord-est de la côte 85, pour atteindre à l'ouest de la ferme Vilovski les limites du côté ouest des communes Banatski Monostar et Crna Bara et de la ferme Sargic, elle suit la route Crna Bara-Novi Knezevac, en englobant ces deux communes dans la zone ; en suivant cette route la ligne se dirige jusqu'à Tisa, en englobant la commune Nr. Knezevac ;

De ce point elle se dirige vers le nord, par la rive gauche de la Tisa, jusqu'à la frontière hongroise.

(Sections de l'Institut géographique du Royaume de Yougoslavie, échelle 1 : 100,000 : Veliko Gradiste, Pozarevac, Srediste, Vrsac, Veiliki Beckerek (Petrograd), Temisvar, Velika Kikinda, Mako, Velika Kanjiza.)

(Voir annexe I.)

Par. 3.

Prenant en considération la position géographique, le développement du réseau des voies de communication, ainsi que les gravitations économiques des différentes localités situées dans la zone frontière, les deux délégations ont établi de commun accord vingt points de passage avec des zones correspondant à chaque point de passage englobant les localités situées des deux côtés de la frontière.

Les points de passage sont numérotés de I à XX, dont les points de passage VI et XI sont doubles. Les points de passage I, X, XIII et XVI sont reliés par des routes ainsi que par des voies ferrées, indépendantes l'une de l'autre.

La liste des localités appartenant aux différentes zones des points de passage se trouve à l'annexe 3 de ce protocole.

Par. 4.

Conformément à l'article 2, alinéa 1, de la Convention relative au trafic de frontière, comme villes, dans la zone yougoslave, sont considérées : Bela Crkva, Vrsac et Velika Kikinda dont les habitants ne peuvent pas obtenir la carte de frontière pour le passage de la frontière.

Conformément à l'article 2, alinéa 2, et à l'article 16 de ladite convention les dispositions susmentionnées ne concernent pas les médecins, les vétérinaires et les accoucheuses desdites villes, qui peuvent bénéficier du passage de la frontière, dans les cas prévus par la convention. A cet effet ils doivent être munis d'une carte de frontière et d'une carte d'identité en règle.

Il est établi que dans la zone frontière roumaine, en ce moment-ci, il n'y a pas de villes auxquelles les dispositions de l'article 2, alinéa 1, soient applicables.

Par. 5.

Les cartes de frontière, dont les habitants de la zone frontière se serviront pour le passage de la frontière et pour la jouissance des faveurs prévues par la convention, auront la forme d'un livret relié et avec le texte imprimé en deux langues (roumaine et serbo-croate) selon le modèle A (annexe 4).

Ces cartes, pour la première année d'application de la convention auront pour la Roumanie la couverture de couleur verte et pour la Yougoslavie la couverture de couleur bleu foncé.

Pour les années suivantes la couleur de la couverture des cartes de frontière sera établie de commun accord par les Ministères de l'Intérieur des deux royaumes.

Par. 6.

Les cartes de frontière dont les médecins, vétérinaires et accoucheuses, résidant dans la zone frontière, se serviront pour passer la frontière, auront la forme et la couleur prévue pour le modèle A avec le texte en langues roumaine et serbo-croate d'après le modèle B (annexe 5).

Les médecins, vétérinaires et accoucheuses à l'occasion du passage de la frontière, en utilisant un moyen de transport conduit par une autre personne, seront tenus d'inscrire sur leurs cartes de frontière le nom et le prénom du conducteur. Cette inscription sera confirmée par l'organe de frontière le plus proche au moment du passage et conformément à l'article 16 de la convention.

northern boundary of the village of Sajan as far as the farm of Balog, leaving that village and its territory outside the frontier zone. From the farm of Balog the line runs along the south and west sides of the territory of the commune of Jazovo as far as the farm of Janco, including Jazovo in the zone ; from this point the line runs to the north-east of point 85, reaching to the west of the farm of Vilovski the western boundaries of the communes of Banatski Monostar and Crna Bara, and from the farm of Sargić it follows the Crna Bara-Novi Kneževac road, including those two communes in the zone. The line follows this road as far as the Tisa, including the commune of Nr. Kneževac in the zone.

From this point it runs north along the left bank of the Tisa as far as the Hungarian frontier.

(Map Sections of the Geographical Institute of the Kingdom of Yugoslavia, scale 1 : 100,000 : Veliko Gradište, Požarevac, Središte, Vrsac, Veliki Bečkerek (Petrovgrad), Temišvar, Velika Kikinda, Mako, Velika Kanjiza.)

(See Annex I.)

Par. 3.

Taking into consideration the geographical situation, the development of the system of communications, and the natural economic relations of the various places situated in the frontier zone, the two delegations have established by common consent twenty crossing-points with zones corresponding to each crossing-point, including the places situated on either side of the frontier.

The crossing-points are numbered I to XX, crossing-points V and XI being doubled. Crossing-points I, X, XIII and XVI are connected both by road and by railway independently.

The list of places belonging to the various crossing-point zones will be found in Annex 3 to this Protocol.

Par. 4.

In accordance with Article 2, paragraph 1, of the Convention concerning Frontier Traffic, the following places in the Yugoslav zone shall be regarded as towns : Bela Crkva, Vrsac and Velika Kikinda, and their inhabitants cannot obtain frontier permits for crossing the frontier.

In conformity with Article 2, paragraph 2, and Article 16 of the said Convention, the foregoing provisions shall not apply to doctors, veterinary surgeons and midwives in the said towns, who are entitled to cross the frontier in the cases provided for in the Convention. To this end, they must possess a frontier permit and an identity card in proper form.

It is placed on record that, at the present time, there are no towns in the Roumanian frontier zone to which the provisions of Article 2, paragraph 1, apply.

Par. 5.

The frontier permits which will be used by the inhabitants of the frontier zone in order to cross the frontier, and which will entitle them to the privileges provided for in the Convention, shall take the form of a bound booklet with the text printed in two languages (Roumanian and Serbo-Croat) in accordance with Model A (Annex 4).

For the first year during which the Convention is in force, the covers of Roumanian permits shall be green and of Yugoslav permits dark blue.

For the following years the colours of the frontier-permit covers shall be fixed by agreement by the Ministries of the Interior of the two Kingdoms.

Par. 6.

The frontier permits which will be used by doctors, veterinary surgeons and midwives residing in the frontier zone to cross the frontier shall be of the same format and the same colour as Model A ; the text, in the Roumanian and Serbo-Croat languages, shall be that specified in Model B (Annex 5).

Doctors, veterinary surgeons and midwives crossing the frontier by some means of transport driven by another person shall be required to enter on their frontier permits the name and surname of the driver. This entry shall be confirmed by the nearest frontier office when the frontier is crossed, in accordance with Article 16 of the Convention.

Par. 7.

Les cartes d'identité des médecins, vétérinaires et accoucheuses, prouvant leur profession ainsi que le droit de l'exercer dans leur propre pays, auront la forme d'un carnet de couleur blanche contenant le texte en langues roumaine et serbo-croate selon le modèle C (annexe 6).

Par. 8.

Les cartes de frontière et les cartes d'identité pour les médecins, vétérinaires et accoucheuses demeurant à Bela Crkva, Vrsac et Velika Kikinda peuvent être délivrées par les chefs de police desdites villes (*Prestojnik gradske policije*).

Par. 9.

Les habitants de la zone frontière auront la faculté de passer la ligne frontière dans le but de se rendre dans la zone frontière de l'autre Partie contractante par trois points de passage. De ces 3 points de passage un doit relier la zone habitée par le titulaire de la carte de frontière avec la zone d'en face et les deux autres points de passage, dont il pourra se servir, sont des points de passage situés à droite et à gauche du premier. Tous ces trois points de passage doivent être inscrits sur la carte de frontière par les autorités compétentes conformément à la dénomination des points de passage établis dans la liste des localités (annexe 3).

Par. 10.

Les médecins, vétérinaires et accoucheuses munis de carte de frontière et de carte d'identité peuvent passer la ligne frontière par n'importe quel point de passage, le jour et la nuit, lorsqu'ils sont appelés de prêter aide et assistance dans la zone frontière de l'autre Partie contractante.

Par. 11.

Toutes les formalités pour l'obtention et la délivrance des cartes de frontière sont exemptes de toutes taxes et timbres.

Par. 12.

La correspondance officielle relative aux cartes de frontière sera échangée par la voie la plus sûre et la plus brève entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes en langue officielle du pays.

Par. 13.

Les corrections, annotations et annulations éventuelles sur les cartes de frontière peuvent être faites uniquement par les autorités qui les ont délivrées avec l'obligation réciproque d'en donner communication d'office aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

En cas de perte de la carte de frontière, le titulaire est obligé d'en informer l'autorité qui avait délivré la carte en question.

Par. 14.

Les médecins, vétérinaires et accoucheuses auront le droit d'exporter et d'importer le montant de leurs honoraires perçus pour le service rendu sans aucune formalité, mais le montant doit être inscrit sur leur carte de frontière.

Par. 15.

Les habitants de la zone frontière munis de carte de frontière n'auront pas le droit de passer la ligne frontière, aux termes de l'article 4 de la convention, les jours fériés suivants :

A. De Yougoslavie en Roumanie :

I. Les fêtes nationales roumaines :

24 janvier, 10 mai, 8 juin, 16 octobre et 8 novembre.

Par. 7.

The identity cards of doctors, veterinary surgeons and midwives, testifying to their profession and their right to practise it in their own country, shall take the form of a white booklet, the text, in the Roumanian and Serbo-Croat languages, being that specified in Model C (Annex 6).

Par. 8.

Frontier permits and identity cards for doctors, veterinary surgeons and midwives residing at Bela Crkva, Vrsac, and Velika Kikinda may be issued by the chiefs of police of those towns (*Prestoječnik gradske policije*).

Par. 9.

The inhabitants of the frontier zone shall have the right to cross the boundary line, in order to enter the frontier zone of the other Contracting Party, at three crossing-points. Of these three crossing-points, one must connect the zone in which the holder of the frontier permit resides with the opposite zone, and the other two crossing-points he is allowed to use shall be crossing-points situated to the right and left of the above-mentioned point. All these three crossing-points must be entered on the frontier permit by the competent authorities in accordance with the names of the crossing-points as given in the list of places (Annex 3).

Par. 10.

Doctors, veterinary surgeons and midwives, in possession of a frontier permit and an identity card, may cross the boundary line at any crossing-point, by day and by night, when called upon to render aid and assistance in the frontier zone of the other Contracting Party.

Par. 11.

No charge or stamp duty shall be levied in respect of the formalities connected with applications for and the issue of frontier permits.

Par. 12.

Official correspondence relating to frontier permits shall be exchanged by the safest and quickest means between the competent authorities of the two Contracting Parties in the official language of the country.

Par. 13.

Any necessary corrections, annotations and cancellations on frontier permits may be made solely by the issuing authorities, which shall be reciprocally required, as a matter of routine, to notify the competent authorities of the other Contracting Party thereof.

Should a frontier permit be lost, the holder shall be required to notify the issuing authority.

Par. 14.

Doctors, veterinary surgeons and midwives shall be allowed to export and import, without any formality, the amount of their fee for the service rendered, but this amount must be entered on their frontier permits.

Par. 15.

Inhabitants of the frontier zone holding frontier permits shall not be allowed to cross the boundary line, in accordance with Article 4 of the Convention, on the following holidays and festivals :

A. From Yugoslavia into Roumania :

I. On the Roumanian national holidays :

January 24th, May 10th, June 8th, October 16th, and November 8th ;

II. Les fêtes religieuses :

1 et 6 janvier, 25 mars, Pâques (deux jours), 21 mai, Ascension, Pentecôte (deux jours), 15 août, 26 octobre, 6, 25 et 26 décembre.

B. De Roumanie en Yougoslavie :

I. Les fêtes nationales yougoslaves :

Le 6 septembre et le 1^{er} décembre.

II. Les fêtes religieuses :

a) Orthodoxes :

7, 8, 19 et 27 janvier, Vendredi Saint, Pâques (deux jours), Ascension, Pentecôte (deux jours), 19 décembre ;

b) Catholiques :

1^{er} et 6 janvier, Pâques (deux jours), Ascension, Pentecôte (deux jours), Tjelovo, 29 juin, 15 août, 1^{er} novembre, 6, 25 et 26 décembre.

Par. 16.

Les autorités compétentes roumano-yougoslaves sont tenues de se communiquer réciproquement et directement les jours des grandes foires de différentes localités situées dans la zone frontière en portant à la connaissance des habitants intéressés que ces jours-là le passage de la ligne frontière est interdit.

Ces communications doivent être faites au moins quinze jours avant la date de la foire.

Par. 17.

Aux termes de l'article 16, alinéa 4 de la convention, les listes des médecins, vétérinaires et accoucheuses exerçant actuellement leur profession dans la zone frontière sont échangées.

En cas de changement les autorités compétentes pour l'application de la convention se conformeront à l'alinéa 5 dudit article.

Par. 18.

Il est entendu qu'aux nouvelles localités à surgir dans l'avenir dans la zone frontière roumano-yougoslave, habitées exclusivement par les citoyens roumains et yougoslaves, les dispositions de la convention et du présent protocole seront appliquées automatiquement.

Par. 19.

Le présent protocole sera soumis à l'approbation des gouvernements des deux Parties contractantes.

L'approbation sera donnée par l'échange des notes entre les deux gouvernements par la voie diplomatique.

Aussitôt que cette approbation sera acquise, les autorités compétentes des deux pays auront le soin de procéder à l'application des dispositions de la Convention relative au trafic de frontière du 13 mai 1937 et du présent protocole dans un délai aussi bref que possible.

Fait à Beograd, en double original, en français, le cinq novembre 1937.

Pour le Royaume de Yougoslavie :

(ss) Bogdan SMILJANIC.
(ss) Zvojin SIMONOVIC.
(ss) Andreja BOZANOVIC.
(ss) Predrag PESIC.

Pour le Royaume de Roumanie :

(ss) Christian CURTOVICH.
(ss) Manole NICOLESCO.
(ss) Pierre SERBANESCO.
(ss) Jean PORUMB.

II. On religious festivals :

January 1st and 6th, March 25th, Easter (two days), May 21st, Ascension Day, Whitsun (two days), August 15th, October 26th, December 6th, 25th and 26th.

B. From Roumania into Yugoslavia :

I. On the Yugoslav national holidays :

September 6th and December 1st :

II. On religious festivals :

(a) Orthodox :

January 7th, 8th, 19th and 27th, Good Friday, Easter (two days), Ascension Day, Whitsun (two days), December 19th.

(b) Catholic :

January 1st and 6th, Easter (two days), Ascension Day, Whitsun (two days), Corpus Christi, June 29th, August 15th, November 1st, December 6th, 25th and 26th.

Par. 16.

The competent Roumanian and Yugoslav authorities shall be required to notify each other directly of the days on which the big fairs are held in different places situated in the frontier zone, and shall inform the inhabitants concerned that on those days the crossing of the boundary line is prohibited.

Notice to this effect must be given at least fifteen days before the date of the fair.

Par. 17.

In accordance with the provisions of Article 16, paragraph 4, of the Convention, lists of the doctors, veterinary surgeons and midwives at present practising their professions in the frontier zone shall be exchanged.

In the event of any changes, the authorities responsible for the application of the Convention shall comply with paragraph 5 of that Article.

Par. 18.

It is understood that the provisions of the Convention and of the present Protocol shall automatically apply to any new places which may come into existence in future in the Roumanian and Yugoslav frontier zone and be inhabited exclusively by Roumanian and Yugoslav citizens.

Par. 19.

The present Protocol shall be submitted for approval to the Governments of the two Contracting Parties.

Approval shall be given by exchange of notes between the two Governments through the diplomatic channel.

As soon as such approval has been obtained, the competent authorities of the two countries shall be required to carry out the provisions of the Convention concerning Frontier Traffic of May 13th, 1937, and of the present Protocol, within the shortest possible time.

Done at Belgrade, in two originals, in the French language, this 5th day of November, 1937.

For the Kingdom of Yugoslavia :

(Signed) Bogdan SMILJANIĆ.

(Signed) Živojin SIMONOVIĆ.

(Signed) Andreja BOZANOVIĆ.

(Signed) Predrag PEŠIĆ.

For the Kingdom of Roumania :

(Signed) Christian CURTOVICH.

(Signed) Manole NICOLESCU.

(Signed) Petre ŠERBĂNESCU.

(Signed) Ioan PORUMB.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

SIGNÉ A BELGRADE, LE 5 NOVEMBRE 1937.

En longeant la ligne frontière terrestre roumano-yougoslave du Danube à la frontière hongroise pour l'élaboration du Protocole d'application de la Convention relative au trafic de frontière du 13 mai 1937, les deux délégations ont constaté que certains chemins reliant deux localités du même pays passent en partie par le territoire de l'autre pays.

Ces cas sont les suivants :

1. Le chemin reliant le point de passage Socol-Vracev Gaj en passant par Bela Crkva avec celui de Kruscica-Nicolinti et *vice versa* ;
2. Le chemin reliant le point de passage Veliki-Gaj-Gaiul-Mic avec celui de Moravita-Vatin (Vrsac) et *vice versa* ;
3. Le chemin reliant les localités yougoslaves Jasa Tomic-Nincicevo en passant par Cruceni et *vice versa* ; et
4. Le chemin reliant les localités roumaines Jimbolia et Checea en passant par Klaria et *vice versa*.

Considérant que l'emploi de ces chemins est d'une utilité indiscutable pour les habitants de la zone frontière des deux pays, les deux délégations sont tombées d'accord à proposer aux gouvernements des deux pays à ce que le droit de transit par les chemins sus-cités soit accordé aux habitants intéressés de la zone frontière roumano-yougoslave.

Ce droit de transit peut être accordé seulement aux titulaires des cartes de frontière qui auront le droit de transit par les chemins mentionnés tous les jours entre le lever et le couche du soleil.

Le présent protocole additionnel sera soumis à l'approbation des gouvernements des deux Parties contractantes et en cas d'approbation il fera partie intégrante de la Convention relative au trafic de frontière et du Protocole d'application signé à Beograd en date du cinq novembre 1937.

Fait à Beograd, en double original, en français, le cinq novembre 1937.

Pour le Royaume de Yougoslavie :

(L. S.) (ss) Bogdan SMILJANIC.
(ss) Zivojin SIMONOVIC.
(ss) Andreja BOZANOVIC.
(ss) Predrag PESIC.

Pour le Royaume de Roumanie :

(L. S.) (ss) Christian CURTOVICH.
(ss) Manole NICOLESCO.
(ss) Pierre SERBANESCO.
(ss) Jean PORUMB.

ANNEXES 1 ET 2.

Carte¹ des zones frontières roumaine et yougoslave contenant les points de passage entre la Roumanie et la Yougoslavie et les localités situées dans la zone (Convention roumano-yougoslave du 13 mai 1937).

ANNEXE 3.

Les points de passage à la frontière yougoslavo-roumaine et la liste des localités englobées dans la zone frontière yougoslavo-roumaine :

I. *Le point de passage : Vracev Gaj-Socol.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Vracev Gaj, Dubovac, Palanka, Kajtasovo, Grebenac, Dupljaja, Jasenovo et Oresac ;
- b) Du côté roumain : Socol et Baziaș.

¹ Non reproduites.

ADDITIONAL PROTOCOL.

SIGNED AT BELGRADE, NOVEMBER 5TH, 1937.

When travelling along the land frontier between Roumania and Yugoslavia from the Danube to the Hungarian frontier with a view to framing the Protocol for the Application of the Convention concerning Frontier Traffic of May 13th, 1937, the two delegations have found that certain roads connecting two places in the same country pass partly through the territory of the other country.

These cases are the following :

1. The road connecting the crossing-point Socol-Vracev Gaj, passing through Bela Crkva, with the crossing-point Kruscica-Nicolinții, and *vice versa*;
2. The road connecting the crossing-point Veliki-Gaj-Gaiul-Mic with the crossing-point Moravița-Vatin (Vrsac), and *vice versa*;
3. The road connecting the Yugoslav places Jasa Tomić-Ninčićevo, passing through Cruceni, and *vice versa*; and
4. The road connecting the Roumanian places Jimbolia and Checea, passing through Klaria, and *vice versa*.

Considering that the use of these roads is undeniably helpful to the inhabitants of the frontier zones of both countries, the two delegations have agreed to propose to the Governments of both countries that the right of transit by the above-mentioned roads should be granted to the inhabitants of the Roumanian and Yugoslav frontier zone who are concerned.

This right of transit may be granted only to the holders of frontier permits, who shall have the right of transit by the above-mentioned roads every day between sunrise and sunset.

The present Additional Protocol shall be submitted for approval to the Governments of the two Contracting Parties, and, if approved, shall form an integral part of the Convention concerning Frontier Traffic and the Protocol for its application, signed at Belgrade, November 5th, 1937.

Done at Belgrade, in two originals, in the French language, this 5th day of November, 1937.

For the Kingdom of Yugoslavia :

(L. S.) (Signed) Bogdan SMILJANIĆ.
 (Signed) Živojin SIMONOVIĆ.
 (Signed) Andreja BOZANOVIĆ.
 (Signed) Predrag PEŠIĆ.

For the Kingdom of Roumania :

(L. S.) (Signed) Christian CURTOVICH.
 (Signed) Manole NICOLESCU.
 (Signed) Petre ȘERBĂNESCU.
 (Signed) Ioan PORUMB.

ANNEXES 1 AND 2.

Map¹ of the Roumanian and Yugoslav Frontier Zones, showing the Crossing-points between Roumania and Yugoslavia and the Places situated in the Zones (Convention between Roumania and Yugoslavia of May 13th, 1937).

ANNEX 3.

Crossing-points at the Frontier between Yugoslavia and Roumania, and List of the Places included in the Yugoslav - Roumanian Frontier Zone.

I. *Crossing-point : Vracev Gaj-Socol.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Vracev Gaj, Dubovac, Palanka, Kajtasovo, Grebenac, Dupljaja, Jasenovo, and Oresac;
- (b) On the Roumanian side : Socol and Baziaș.

¹ Not reproduced.

II. *Le point de passage : Bela Crkva-Câmpia.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Bela Crkva ;
- b) Du côté roumain : Câmpia.

III. *Le point de passage : Kusic-Zlatita.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Kusic, Crvena Crkva ;
- b) Du côté roumain : Zlatita, Belobresca, Susca, Parneaura, Radimna, Pojejena de Sus, Pojejena de Jos et Divici.

IV. *Le point de passage : Kaludjerovo-Petrilovca.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Kaludjerovo ;
- b) Du côté roumain : Petrilevca, Lescovița, Naidaș, Bogodinți, Slatina, Macoviște, Sasca Montană, Sasca-Română, Potoc et Socolari.

V. *Le point de passage : Kruscica-Nicolinți.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Kruscica et Fabijan ;
- b) Du côté roumain : Nicolinți, Ciukici, Răcăjdia, Rusova-Veche, Rusova-Nouă, Vraniuți, Ilidia et Ciclova Română.

VI. *Le point de passage : Dobricevo-Kustili-Iam.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Dobricevo, Banatska Subotica, Straza, Parta, Zagajica, Kustilj, Potporanj, Isbiste, Ritisevo, Vojvodinci et Vlajkovac ;
- b) Du côté roumain : Iam, Milcoveni, Berliște, Ciortea, Ierțof et Vrani.

VII. *Le point de passage : Socica-Varadia.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Socica, Jablanka, Pavlis, Vrsac et Mesic ;
- b) Du côté roumain : Varadia, Mercina, Greoni, Broșteni et Ciobeni.

VIII. *Le point de passage : Markovac-Cacova.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Markovac, Malo Srediste et Gudurica ;
- b) Du côté roumain : Cacova, Ticvanul-Mare, Ticvanul-Mic, Comoriște, Cărnecea, Forotic, Brezon, Surducul-Mare, Agadici et Secășeni.

IX. *Le point de passage : Veliko Srediste-Jamul Mare (Drăgănești).*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Mali Zam et Veliko Srediste ;
- b) Du côté roumain : Jamul-Mare, Lătuñaș, Clopođia, Ferendia et Gherman.

X. *Le point de passage : Vatin-Moravița.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Vatin et Margita ;
- b) Du côté roumain : Moravița, Stamora-Germană, Dejan, Percosova, Butin, Breștea, Omor, Omorul-Mic et Denta.

XI. *Le point de passage : Veliki Gaj-Partos, Gaiul Mic.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Veliki Gaj, Mariolana, Sveti Jovan, Aleksandrov Gaj, Banatski Sokolac, Velika Greda, Mileticevo, Secenovo, Hajducica et Kriva Bara ;
- b) Du côté roumain : Gaiul-Mic, Deta, Sângiorgie, Opatița, Partos, Soca, Banloc, Ofsenița, Dolat et Tolvadia.

II. *Crossing-point : Bela Crkva-Câmpia.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Bela Crkva ;
- (b) On the Roumanian side : Câmpia.

III. *Crossing-point : Kušić-Zlatita.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Kušić, Crvena Crkva ;
- (b) On the Roumanian side : Zlatița, Belobresca, Susca, Parneaura, Radimna, Pojejena de Sus, Pojejena de Jos, and Divici.

IV. *Crossing-point : Kaludjerovo-Petrilovca.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Kaludjerovo ;
- (b) On the Roumanian side : Petrilevca, Lescovița, Naidaș, Bogodinți, Slatina, Macoviste, Sasca Montană, Sasca Română, Potoc, and Socolari.

V. *Crossing-point : Kruscica-Nicolinții.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Kruscica and Fabijan ;
- (b) On the Roumanian side : Nicolintii, Ciuchiciu, Răcăjdia, Rusova Veche, Rusova Nouă, Vraniuți, Ilidia, and Ciclova Română.

VI. *Crossing-point : Dobričevo-Kustilj-Iam.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Dobričevo, Banatska Subotica, Straza, Parta, Zagajica, Kustilj, Potporanj, Izbište, Ritištevo, Vojvodinci, and Vlajkovac ;
- (b) On the Roumanian side : Iam, Milcoveni, Berliște, Ciortea, Ierțof, and Vrani.

VII. *Crossing-point : Sočica-Varadiu.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Sočica, Jablanka, Pavliš, Vrsac, and Mešić ;
- (b) On the Roumanian side : Varadiu, Mercina, Greonti, Broșteni, and Ciobeni.

VIII. *Crossing-point : Markovac-Cacova.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Markovac, Malo Šredište, and Gudurica ;
- (b) On the Roumanian side : Cacova, Ticvanul Mare, Ticvanul Mic, Comoriște, Cârnecea, Forotic, Brezon, Surducul Mare, Agadici, and Secăseni.

IX. *Crossing-point : Veliko Šredište-Jamul Mare (Drăgănești).*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Mali Žam and Veliko Šredište ;
- (b) On the Roumanian side : Jamul Mare, Lătuñaș, Clopodia, Ferendia, and Gherman.

X. *Crossing-point : Vatin-Moravița.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Vatin and Margita ;
- (b) On the Roumanian side : Moravița, Stamora Germană, Dejan, Percosova, Butin, Breștea, Omor, Omorul Mic, and Denta.

XI. *Crossing-point : Veliki Gaj-Partos, Gaiul Mic.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Veliki Gaj, Mariolana, Sveti Jovan, Aleksandrov Gaj, Banatski Sokolac, Velika Greda, Mileticevo, Sečenovo, Hajdučica, and Kriva Bara ;
- (b) On the Roumanian side : Gaiul Mic, Deta, Sângeorghe, Opatița, Partoș, Soca, Banloc, Ofsenița, Dolaț, and Tolvadia.

XII. *Le point de passage : Konak-Gier.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Konak et Stari Lec ;
- b) Du côté roumain : Gier, Toager et Fodoraz.

XIII. *Le point de passage : Jasa Tomic-Cruceni.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Jasa Tomic, Boka, Surjan, Supljaja, Secanj, Sarca, Nova Srca, Vladicino Selo et Visnjicevo ;
- b) Du côté roumain : Cruceni, Ciavos, Gad, Rudna et Macedonia.

XIV. *Le point de passage : Nincicevo-Ionele.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Nincicevo, Srpski Itebej, Novi Itebej, Mali Torak et Veliki Torak ;
- b) Du côté roumain : Ionele, Foeni, Giulvăz, Ivanda, Sânmartinul-Sârbesc, Diniș, Pustiniș, Otelec, Sânmartinul-Maghiar, Uivar, Răuți et Czifra Hodaia.

XV. *Le point de passage : Klarija-Checea.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Klarija et Hetin ;
- b) Du côté roumain : Checea Română, Checea Croată, Cărpiniș, Bobda, Beregsăul-Mic et Cenei.

XVI. *Le point de passage : Crnja (Velika Kinkinda)-Iulia Maior (Jimbolia).*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Srpska Crnja, Nova Crnja, Crnja, Vojvoda Stepa, Aleksandrovo, Toba, Rusko Selo, Mastort, Hajfeld, Sveti Hubert, Soltur, Sarlevil et Velika Kikinda ;
- b) Du côté roumain : Jimbolia, Iecia-Mică, Iecia-Mare et Lenauheim.

XVII. *Le point de passage : Nakovo-Lunga (Comlos).*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Nakovo et Idjos ;
- b) Du côté roumain : Lunga, Comloșul-Mic, Grabăț, Gottlob, Comloșul-Mare et Vizejdia.

XVIII. *Le point de passage : Mokrin-Teremia Mare.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Mokrin ;
- b) Du côté roumain : Teremia-Mare, Tomnaticul, Nerău et Teremia-Mică.

XIX. *Le point de passage : Crna Bara-Vălcani.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Crna Bara, Banatski Monostor, Jazovo, Vrbica et Podlokanica ;
- b) Du côté roumain : Vălcani et Beșenova-Veche.

XX. *Le point de passage : Majdan-Beba Veche.*

Les localités :

- a) Du côté yougoslave : Majdan, Banatsko Arandjelovo, Rabe, Novi Knezevac, Sprski Krstur et Djala ;
- b) Du côté roumain : Beba-Veche, Colonia Bulgară, Cheglevici, Cheresturu et Pordeanu.

XII. *Crossing-point : Konak Gier.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Konak and Stari Lec ;
- (b) On the Roumanian side : Gier, Toager, and Fodoraz.

XIII. *Crossing-point : Jasa Tomić-Cruceni.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Jasa Tomić, Bokla, Surjan, Supljaja, Sečanj, Sarca, Nova Srca, Vladičino Selo and Visnjičevo ;
- (b) On the Roumanian side : Cruceni, Ciavos, Gad, Rudna, and Macedonia.

XIV. *Crossing-point : Ninčićevo-Ionele.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Ninčićevo, Srpski Itebej, Novi Itebej, Mali Torak, and Veliki Torak ;
- (b) On the Roumanian side : Ionele, Focni, Giulvăz, Ivanda, Sânmartinul Sârbesc, Diniș, Pustiniș, Otelec, Sânmartinul Maghiar, Uivar, Răuți, and Czifra Hodaia.

XV. *Crossing-point : Klarija-Checea.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Klarija and Hetin ;
- (b) On the Roumanian side : Checea Română, Checea Croată, Cărpiniș, Bobda, Beregsăul Mic, and Cenei.

XVI. *Crossing-point : Crniča (Velika Kikinda)-Iulia Major (Jimbolia).*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Srpska Crniča, Nova Crniča, Crniča, Vojvoda Stepa, Aleksandrovo, Toba, Rusko Selo, Mastort, Hajfeld, Sveti Hubert, Soltur, Šarlevil, and Velika Kikinda ;
- (b) On the Roumanian side : Jimbolia, Iecia Mică, Iecia Mare, and Lenauheim.

XVII. *Crossing-point : Nakovo-Lunga (Comloş).*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Nakovo and Idjoš ;
- (b) On the Roumanian side : Lunga, Comloşul Mic, Grabăt, Gottlob, Coimlüşul Mare, and Vizejdia.

XVIII. *Crossing-point : Mokrin-Teremia Mare.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Mokrin ;
- (b) On the Roumanian side : Teremia Mare, Toimnicicul, Nerău, and Teremia Mică.

XIX. *Crossing-point : Crna Bara-Vălcani.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Crna Bara, Banatski Monostar, Jazovo, Vrbica, and Podlokanica ;
- (b) On the Roumanian side : Vălcani and Beşenova Veche.

XX. *Crossing-point : Majdan-Beba Veche.*

Places :

- (a) On the Yugoslav side : Majdan, Banatsko Arandjelovo, Rabe, Novi Knezevac, Srpski Krstur, and Djala ;
- (b) On the Roumanian side : Beba Veche, Colonia Bulgară, Cheglevici, Cheresturu, and Pordeanu.

(Page extérieure de la couverture.)

MODÈLE A.
ANNEXE 4.

Page 1.

Annexe 4.

Royaume de
Sous-préfecture de.....
(Armoiries de l'Etat)

MODÈLE DE CARTE FRONTIÈRE

Armoiries de l'Etat respectif.

CARTE FRONTIÈRE

POUR LES HABITANTS DE LA ZONE.

(Délivrée conformément à l'article 6 de la Convention relative au trafic de frontière entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie, du 13 mai 1937.)

(Verso de la page de couverture.)

Annexe 4.

AVIS

Cette carte n'est valable que pour les personnes y inscrites et pour lesquelles les autorités compétentes ont donné l'autorisation et le visa.

En vertu de cette carte, leurs titulaires sont autorisés de passer la frontière une fois par semaine, un des jours ouvrables entre le lever et le coucher du soleil, sur les points y mentionnés et de circuler librement dans le secteur correspondant au passage par lequel il a le droit de passer.

Le séjour ininterrompu dans la zone frontière de l'autre Partie contractante, après chaque passage, ne pourra dépasser deux jours.

La carte de frontière n'est valable que pour l'année dans laquelle elle est délivrée. Elle sera renouvelable au cours du mois de janvier de chaque année.

En vertu de la carte de frontière, leurs titulaires pourront importer pour leur propre besoin, en franchise de tous droits et formalités d'importation, des marchandises achetées dans le territoire de l'autre Partie contractante, excepté les articles de monopole, les articles soumis à l'octroi de l'Etat ou prohibés par les lois spéciales.

Les sommes exportées ne peuvent dépasser par mois 1.000 lei ou 330 dinars par carte de famille et 700 lei ou 230 dinars par carte individuelle.

Les sommes exportées seront inscrites dans la carte de frontière.

Les annotations et les inscriptions nécessaires peuvent être faites sur cette carte seulement par les organes des autorités compétentes.

En cas d'abus, la carte sera retirée au titulaire, conformément à l'article 20 de la convention.

Les jours des fêtes interdits pour tout passage de la frontière sont mentionnés à la page intérieure de la couverture de cette carte.

CARTE FRONTIÈRE

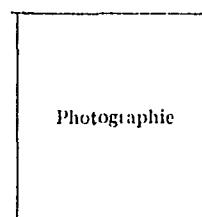
Prénom
Nom
Profession
Résidant à
Arrondissement
Est autorisé de passer la frontière par les points de passage suivants :
1.
2.
3.
pour se rendre en
Cette carte est valable pour l'année

Le sous-préfet :

Nº
..... 19...
(L. S.)

Page 2.

Annexe 4.

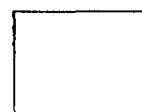


Photographie

SIGNALEMENT

Prénom et nom
Age
Taille
Visage
Cheveux
Nez
Bouche
Moustache
Barbe
Signes particuliers.....

Signature du porteur :

Empreinte de l'index
droit

(L'empreinte est apposée seulement par les illétrés.)

Nº 4609

(Front page of cover.)

MODEL A.

Page 1.

Annex 4.

ANNEX 4.

SPECIMEN FRONTIER PERMIT.

Arms of the State concerned.

FRONTIER PERMIT
FOR INHABITANTS OF THE ZONE.

(Issued in accordance with Article 6 of the Convention concerning Frontier Traffic between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Roumania of May 13th, 1937.)

(Second page of cover.)

Annex 4.

NOTICE.

This permit is valid only for the persons whose names are mentioned therein and in respect of whom the competent authorities have granted an authorisation and a visa.

In virtue of this permit, the holders are authorised to cross the frontier once a week on working days between sunrise and sunset, at the points mentioned therein, and to move about freely in the sector corresponding to the crossing at which they have the right to cross.

After each crossing, the holders of the permit may not remain in the frontier zone of the other Contracting Party for more than two consecutive days.

The frontier permit is valid only for the year in which it is issued. It will be renewable in the month of January of each year.

In virtue of the frontier permit, the holders may import for their own needs, free of all import duties and formalities, goods purchased in the territory of the other Contracting Party, with the exception of monopoly articles and articles subject to the State consumption tax or prohibited by special laws.

Sums exported may not exceed 1,000 lei or 330 dinars a month under each family permit and 700 lei or 230 dinars under each individual permit.

Sums exported must be entered in the frontier permit.

Any necessary annotations and entries in the permit may be made solely by the representatives of the competent authorities.

In the event of improper use, the permit will be withdrawn from the holder in accordance with Article 20 of the Convention.

The holidays and festivals on which no one is allowed to cross the frontier are specified on the inside cover of this permit.

Kingdom of
Sub-Prefecture of

(Arms of the State)

FRONTIER PERMIT.

Christian name

Surname

Occupation

Address

District

Is authorised to cross the frontier at the following crossing-points :

1.

2.

3.

to proceed to

This permit is valid for the year

Sub-Prefect :

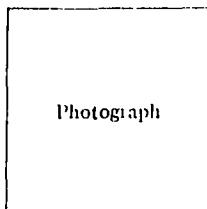
No.

..... 19....

(L. S.)

Page 2.

Annex 4.



Photograph

DESCRIPTION.

Name and surname
.....
Age
Height
Face
Hair
Nose
Mouth
Moustache
Beard
Distinguishing marks

Signature of holder :

Print
of right forefinger

(Fingerprint for illiterates only.)

Page 3.

Page 4.

Annexe 4.

MEMBRES DE LA FAMILLE DU TITULAIRE AYANT DROIT DE SE SERVIR DE LA CARTE DE FAMILLE (ARTICLE 6).

Nom	Parenté	SIGNALEMENT					Signature ou empreinte digitale	Observations
		Age	Taille	Visage	Cheveux	Yeux		

(Place réservée pour la photographie des membres de la famille.)



Photographie de la famille

Pour l'authenticité de la photographie des membres de la famille.

Le sous-préfet :

Page 5.

Annexe 4.

(Place réservée pour le visa de l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.)

Vu, bon pour les points de passage suivants :

1.
2.
3.

Valable pour l'année

Le sous-préfet :

Nº

..... 193.....

(L. S.)

Nº 4609

Page 3.

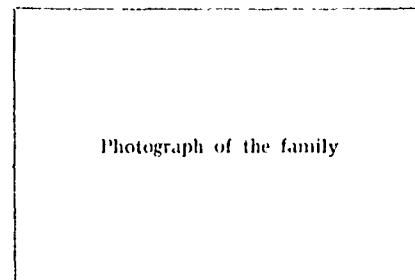
Page 4.

Annex 4.

MEMBERS OF THE HOLDER'S FAMILY ENTITLED TO USE THE FAMILY PERMIT (ARTICLE 6).

Name	Relationship to holder	DESCRIPTION					Signature or fingerprint	Remarks
		Age	Height	Face	Hair	Eyes		

(Space reserved for photograph of the members of the holder's family.)



Photograph of the family

It is hereby certified that this is a photograph of the members of the holder's family.

Sub-Prefect :

Page 5.

Annex 4.

(Space reserved for the visa of the competent authority of the other Contracting Party.)

Seen and approved for the following crossing-points :

1.
2.
3.

Valid for the year

Sub-Prefect :

No.

..... 193...
(L. S.)

Pages 6-10.

Annexe 4. (Page extérieure de la couverture.)

MODÈLE B.
ANNEXE 5.

Lieu réservé pour l'inscription des sommes que les titulaires exportent aux termes de l'article 9 de la convention.

Jour	Mois	Année	Montant	Sceau et la signature des autorités douanières

Pages 11-20.

Annexe 4.

Place réservée pour les inscriptions des autorités douanières concernant les marchandises importées et exportées.

(1^e page de la couverture.)Modèle A.
Annexe 4.**AVIS**

Les jours de fête pendant lesquels le passage de la frontière est interdit aux titulaires de la carte frontière, à savoir :

A. De Roumanie en Yougoslavie :

I. Les fêtes nationales yougoslaves : le 6 septembre et le 1^{er} décembre ;

II. Les fêtes religieuses :

a) Orthodoxes : 7, 8, 19 et 27 janvier ; Vendredi Saint, Pâques (deux jours), Ascension, Pentecôte (deux jours), 19 décembre ;

b) Catholiques : 1^{er} et 6 janvier, Pâques (deux jours), Ascension, Pentecôte (deux jours), Tjelovo, 29 juin, 15 août, 1^{er} novembre ; 6, 25 et 26 décembre.

B. De Yougoslavie en Roumanie :

I. Les fêtes nationales roumaines : 24 janvier, 10 mai, 8 juin, 16 octobre et 8 novembre.

II. Les fêtes religieuses : 1^{er} et 6 janvier, 25 mars, Pâques (deux jours), 21 mai, Ascension, Pentecôte (deux jours), 15 août, 26 octobre ; 6, 25 et 26 décembre.

(ss) C. CURTOVICI.

(ss) B. SMILJANIC.

MODÈLE DE CARTE FRONTIÈRE

Armoiries d'Etat respectif.

CARTE FRONTIÈREPOUR LES MÉDECINS, VÉTÉRINAIRES
ET ACCOUCHEUSES.

(Délivrée en vertu des articles 6 et 16 de la Convention relative au trafic de frontière entre le Royaume de Roumanie et le Royaume de Yougoslavie, du 13 mai 1937.)

(Verso de la page de couverture.)

Annexe 5.

AVIS

Cette carte n'est valable que pour les personnes y inscrites et pour lesquelles les autorités compétentes ont donné l'autorisation et le visa.

Le titulaire de cette carte a le droit de passer la ligne frontière le jour et la nuit pendant toute l'année sur les points de passage, en se présentant seulement à l'organe de frontière le plus rapproché et dans le but de prêter aide et assistance dans la zone frontière de l'autre Partie contractante en cas d'urgence et surtout en cas d'accident. Pour cette raison, le titulaire doit être muni d'une carte d'identité spéciale en prouvant sa profession et le droit d'exercer sa profession dans son propre pays. Cette carte d'identité est délivrée par les autorités compétentes qui délivrent les cartes de frontière, et elle est visée par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

Le titulaire de cette carte peut être accompagné du conducteur du moyen de transport employé. Le nom de ce conducteur doit être inscrit sur la carte frontière du titulaire à l'occasion de chaque passage de la ligne frontière.

Le titulaire de cette carte peut — en cas ci-haut mentionnés — porter avec lui en franchise de tous droits de douane et d'autres droits et taxes dus à l'Etat et aux corps administratifs autonomes, les objets nécessaires (instruments, médicaments, bandages, etc.) en quantité correspondant au cas à l'occasion duquel il serait convoqué.

Pages 6 to 10.

Annex 4. (Front page of cover.)

MODEL B.
ANNEX 5.

Space reserved for the entry of the sums exported by the holders in accordance with Article 9 of the Convention.

Day	Month	Year	Amount	Seal and signature of Customs authority

Pages 11 to 20.

Annex 4.

Space reserved for entries made by the Customs authorities in respect of goods imported and exported.

(Third page of cover.)

Model A.

Annex 4.

NOTE.

The holidays and festivals on which the holders of the frontier permit are forbidden to cross the frontier are :

A. From Roumania into Yugoslavia :

I. Yugoslav national holidays : September 6th and December 1st.

II. Religious festivals :

(a) Orthodox : January 7th, 8th, 19th and 27th ; Good Friday, Easter (two days), Ascension Day, Whitsun (two days), December 19th ;

(b) Catholic : January 1st and 6th, Easter (two days), Ascension Day, Whitsun (two days), Corpus Christi, June 29th, August 15th, November 1st, December 6th, 25th and 26th.

B. From Yugoslavia into Roumania :

I. Roumanian national holidays : January 24th, May 10th, June 8th, October 16th and November 8th.

II. Religious festivals : January 1st and 6th, March 25th, Easter (two days), May 21st, Ascension Day, Whitsun (two days), August 15th, October 26th, December 6th, 25th and 26th.

(Signed) C. CURTOVICH.

(Signed) B. SMILJANIC.

SPECIMEN FRONTIER PERMIT.

Arms of the State concerned.

FRONTIER PERMIT
FOR DOCTORS, VETERINARY SURGEONS
AND MIDWIVES.

(Issued in virtue of Articles 6 and 16 of the Convention concerning Frontier Traffic between the Kingdom of Roumania and the Kingdom of Yugoslavia of May 13th, 1937.)

(Second page of cover.)

Annex 5.

NOTICE.

This permit is valid only for the persons whose names are mentioned therein and in respect of whom the competent authorities have granted an authorisation and a visa.

The holder of this permit is entitled to cross the boundary line at the crossing-points by day and by night, all the year round, in order to render aid and assistance in the frontier zone of the other Contracting Party in urgent cases, and particularly in cases of accident ; he (she) is simply required to report to the nearest frontier office. For this reason, the holder must obtain a special identity card testifying to his (her) profession and right to practise it in his (her) own country. This identity card will be issued by the competent authorities that issue the frontier permits, and will be visaed by the competent authorities of the other Contracting Party.

The holder of this permit may be accompanied by the driver of the means of transport used. The name of such driver must be entered in the holder's frontier permit each time the boundary line is crossed.

The holder of this permit may — in the above-mentioned cases — take with him (her), free of all Customs duties and other duties and charges levied by the State and the autonomous administrations, the necessary articles (instruments, medicaments, bandages, etc.) in the quantities needed for the case which he (she) has been summoned to attend.

Page 1.

Modèle B.
Annexe 5.

Page 3.

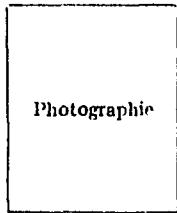
Royaume de
 Sous-préfecture de
 (Armoiries de l'Etat)

CARTE FRONTIÈRE

Prénom
 Nom
 Profession
 Résidant à
 Arrondissement
 Est autorisé de passer la frontière sur les points
 de passage pour se rendre en
 Cette carte est valable pour l'année

(Signature de l'autorité compétente.)

N°
 19....
 (L. S.)

Modèle B.
Annexe 5.

Photographie

SIGNALEMENT

Prénom et nom
 Age
 Taille
 Visage
 Cheveux
 Yeux
 Nez
 Bouche
 Moustache
 Barbe
 Signes particuliers

Signature du porteur :

Pour l'authenticité de la signature et de la photographie du titulaire de cette carte.

..... 19....

(Signature de l'autorité compétente.)
(L. S.)

PLACE RÉSERVÉE POUR L'INSCRIPTION DU NOM DU CONDUCTEUR DU VÉHICULE AVEC LEQUEL LE TITULAIRE DE CETTE CARTE PASSE LA FRONTIÈRE.

Prénom et nom	SIGNALEMENT				Signature du conducteur (Signature de l'autorité compétente.)	Vu au moment des passages de la frontière
	Age	Taille	Visage	Cheveux		

Page I.

Model B.

Page 3.

Kingdom of
Sub-Prefecture of
(Arms of the State)

FRONTIER PERMIT.

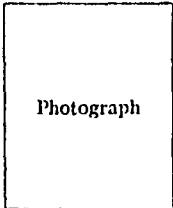
Christian name
Surname
Profession
Address
District
Is authorised to cross the frontier at the crossing-
points in order to proceed to
This permit is valid for the year

(Signature of competent authority.)

No.

19...

Model B.
Annex 5.



Photograph

DESCRIPTION.

Name and surname
Age
Height
Face
Hair
Eyes
Nose
Mouth
Moustache
Beard
Distinguishing marks

Holder's Signature :

It is hereby certified that these are the signature
and photograph of the holder of this permit.

..... 19

(Signature of competent authority)
(L. S.)

Page 4.

Modèle B.
Annexe 5.MODÈLE C.
ANNEXE 6

(Place réservée pour le visa de l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.)

Vu, bon pour se rendre dans la zone frontière
.....
Valable pour l'année 19.....Nº
..... 19....

(Signature de l'autorité compétente.)

(L. S.)

Pages 5 et 6.

Modèle B.
Annexe 5.

Place réservée pour les inscriptions des sommes exportées et importées perçues à titre d'honoraires.

(ss) C. CURTOVICH.
(ss) S. SMILJANIC.

Royaume de

(Armoiries de l'Etat)

.....
(Autorité compétente)

CARTE D'IDENTITÉ

Pour M., de profession, résidant à, arrondissement, qui a le droit d'exercer sa profession dans la zone frontière, et l'autorisation, aux termes de l'article 16 de la Convention relative au trafic de frontière entre le Royaume de Roumanie et le Royaume de Yougoslavie, de prêter aide et assistance dans la zone frontière en cas d'urgence et surtout en cas d'accident.

Nº
..... 19....

(Signature du chef de l'autorité compétente.)

(L. S.)

¹ Vu et certifié :

Nº
..... 19....

(Signature de l'autorité compétente.)

(ss) C. CURTOVICH.
(ss) B. SMILJANIC.

¹ Visa de l'autorité compétente de l'autre Partie contractante.

Pour copie conforme :
E. J. Papiniu.

Page 4.

Model B.
Annex 5.MODEL C.
ANNEX 6.

(Space reserved for the visa of the competent authority of the other Contracting Party.)

Seen and approved. The holder is authorised to proceed to the frontier zone.
Valid for the year 19.....

No.

..... 19....

*(Signature of competent authority.)**(L. S.)*

Pages 5 and 6.

Model B.
Annex 5.

Space reserved for the entry of sums exported and imported in the form of fees.

(Signed) C. CURTOVICH.
(Signed) B. SMILJANIC.

Kingdom of
(Arms of the State)
.....
(Competent authority)

IDENTITY CARD.

Issued to M profession residing at district who is entitled to practise his (her) profession in the frontier zone and is authorised, in accordance with Article 16 of the Convention concerning Frontier Traffic between the Kingdom of Roumania and the Kingdom of Yugoslavia, to render aid and assistance in the frontier zone in urgent cases and particularly in cases of accident.

No.
..... 19....*(Signature of chief of competent authority.)**(L. S.)*Seen and certified.¹No.
..... 19....*(Signature of competent authority.)*

(Signed) C. CURTOVICH.
(Signed) B. SMILJANIC.

¹ Visa of the competent authority of the other Contracting Party.

N° 4610.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Déclaration relative à la communication réci-
proque de copies littérales des actes de
l'état civil ou de nationalité entraînant chan-
gement d'indigénat dans le chef de ressort-
tissants belges ou luxembourgeois. Signée à
Bruxelles, le 4 mars 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 21 juillet 1939.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF LUXEMBURG**

Declaration regarding the Reciprocal Commu-
nication of Literal Transcripts of Records
of Civil Status or Nationality entailing a
Change of Nationality in the Case of Bel-
gian or Luxemburg Nationals. Signed at
Brussels, March 4th, 1939.

*French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration took place July 21st, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4610. — DÉCLARATION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG RELATIVE A LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DE COPIES LITTÉRALES DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL OU DE NATIONALITÉ ENTRAINANT CHANGEMENT D'INDIGÉNAT DANS LE CHEF DE RESSORTISSANTS BELGES OU LUXEMBOURGEOIS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 4 MARS 1939.

No. 4610. — DECLARATION¹ BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG REGARDING THE RECIPROCAL COMMUNICATION OF LITERAL TRANSCRIPTS OF RECORDS OF CIVIL STATUS OR NATIONALITY ENTAILING A CHANGE OF NATIONALITY IN THE CASE OF BELGIAN OR LUXEMBURG NATIONALS. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 4TH, 1939.

LES GOUVERNEMENTS BELGE et GRAND-DUCAL tenant compte de l'intérêt tout particulier que présente, en raison des fréquents changements de résidence de leurs sujets respectifs, la communication réciproque des informations relatives aux changements de nationalité survenus dans le chef des ressortissants belges ou luxembourgeois, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux gouvernements s'engagent à se remettre réciproquement aux époques déterminées ci-après et sans frais une expédition de tous actes dressés sur leur territoire et susceptibles de faire acquérir ou perdre la nationalité de l'autre Etat, soit des actes de reconnaissance, légitimation, mariage, naturalisation, option de toutes espèces (jugements et déclarations relatifs à l'acquisition, la conservation, le recouvrement ou la répudiation de la nationalité).

Article 2.

Tous les six mois les expéditions desdits actes reçus par l'autorité belge compétente pendant le semestre précédent seront remises à la Légation du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles et, réciproquement, les expéditions

THE GOVERNMENTS OF BELGIUM and OF THE GRAND DUCHY, taking account of the special interest attaching, by reason of the frequent changes of residence made by their respective subjects, to the reciprocal communication of information concerning changes of nationality in the case of Belgian or Luxemburg nationals, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The two Governments undertake to supply one another at the intervals hereinafter specified and free of charge with a copy of all certificates issued in their territory by which the nationality of the other State may be conferred or withdrawn, whether they concern recognition of paternity, legitimization, marriage, naturalisation, options of all kinds (sentences and declarations concerning the acquisition, retention, recovery or repudiation of nationality).

Article 2.

Every six months copies of such certificates which have been received by the competent Belgian authorities during the previous six months shall be transmitted to the Legation of the Grand Duchy of Luxemburg at Brussels

¹ Entrée en vigueur le 4 juin 1939.

¹ Came into force June 4th, 1939.

des actes analogues reçus par l'autorité grand-ducale compétente pendant le semestre précédent seront remises à la Légation de Belgique à Luxembourg.

Article 3.

Les actes reçus par l'autorité belge compétente dans la langue flamande et les actes reçus par l'autorité compétente grand-ducale en langue allemande seront accompagnés d'une traduction française certifiée conforme par l'autorité compétente.

Article 4.

La présente déclaration entrera en vigueur trois mois après sa signature.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés l'ont signée en double expédition.

Fait à Bruxelles, le 4 mars 1939.

(s) Eugène SOUDAN.

(s) Comte G. d'ANSEMBOURG.

and, reciprocally, copies of similar certificates received by the competent Grand Ducal authority during the previous six months shall be transmitted to the Belgian Legation at Luxembourg.

Article 3.

Certificates received by the competent Belgian authorities in Flemish and certificates received by the competent Grand Ducal authority in German shall be accompanied by a French translation certified correct by the competent authority.

Article 4.

The present Declaration shall come into force three months after its signature.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Declaration in duplicate.

Done at Brussels, this 4th day of March, 1939.

(Signed) Eugène SOUDAN.

(Signed) Comte G. d'ANSEMBOURG.

N° 4611.

ROUMANIE ET YUGOSLAVIE

Traité d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole spécial et protocole final. Signés à Belgrade, le 13 mai 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 23 juillet 1939.

ROUMANIA AND YUGOSLAVIA

Treaty concerning Establishment, Commerce and Navigation, with Special Protocol and Final Protocol. Signed at Belgrade, May 13th, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations. The registration took place July 23rd, 1939.

N° 4611. — TRAITÉ¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA ROUMANIE ET LA YOUGOSLAVIE.
SIGNÉ A BELGRADE, LE 13 MAI 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE

et

Au nom de SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX,

Egalement animés du désir de resserrer les relations d'amitié qui les unissent et de développer et d'approfondir les relations de commerce et de navigation entre leurs deux pays respectifs, ont résolu de conclure un traité d'établissement, de commerce et de navigation, et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Valer Pop, ministre de l'Industrie et du Commerce ;

Au nom de SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX :

Son Excellence Monsieur Milan VRBANIC, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne leur personne, leur situation juridique, leurs biens, leurs droits et intérêts, des mêmes droits, priviléges et faveurs que les nationaux, pour autant que les lois ne disposent pas autrement. Au cas où les lois contiendraient des dispositions spéciales concernant les étrangers, les ressortissants des Hautes Parties contractantes jouiront des mêmes droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre, ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions, de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles sont et seraient soumis les nationaux, ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans préjudice, toutefois, des prescriptions de police concernant les étrangers.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'interdire, par mesures individuelles, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois et règlements sur la police des mœurs, la police sanitaire et la mendicité ainsi que sur la police concernant la sûreté intérieure de l'Etat, aux ressortissants de l'autre Partie de s'établir ou de séjourner sur son territoire et de les expulser pour les motifs ci-dessus mentionnés.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'acquérir, de posséder, d'affirmer et d'aliéner toutes espèces

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 7 juillet 1939.

Entré en vigueur le 23 juillet 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4611. — TREATY¹ CONCERNING ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ROUMANIA AND YUGOSLAVIA.
SIGNED AT BELGRADE, MAY 13TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA

and

On behalf of HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, THE ROYAL REGENTS,

Being equally desirous of strengthening the ties of friendship which unite them and of developing and intensifying the relations in matters of commerce and navigation between their respective countries, have resolved to conclude a Treaty of establishment, commerce and navigation and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose:

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Valer Pop, Minister of Industry and Commerce ;

On behalf of HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, THE ROYAL REGENTS :

His Excellency Monsieur Milan VRBANIC, Minister of Commerce and Industry ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy as regards their persons, legal status, property, rights and interests the same rights, privileges and favours as nationals, unless the laws provide otherwise. Should the laws contain special provisions regarding foreigners, nationals of the High Contracting Parties shall enjoy the same rights as nationals of the most-favoured nation.

Consequently, subject to compliance with the laws and regulations of the country, the nationals of each of the High Contracting Parties may freely enter and travel, reside and settle in the territory of the other Party or leave that territory at any time without being subject to any restrictions other than those which are or may hereafter be imposed upon nationals or, should there be any special regulations for foreigners, upon nationals of the most-favoured nation, without prejudice, however, to police regulations regarding foreigners.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties reserves the right, by individual measures, either under the order of a court or in accordance with the laws and regulations relating to public morals, public health or mendicancy, or for reasons affecting the internal safety of the State, to forbid nationals of the other Party to reside or settle in his territory, and to expel them for the reasons given above.

Article 3.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, under the same conditions as nationals of the most-favoured nation, and provided that they comply with the laws and regulations of the country, have the right to acquire, possess, lease and dispose of all

¹ The exchange of ratifications took place at Bucharest, July 7th, 1939.
Came into force July 23rd, 1939.

de biens mobiliers ou immobiliers, à moins que les lois du pays disposent autrement. Ils pourront, aux mêmes conditions, disposer librement de ces biens, ainsi que de leurs droits et intérêts, par tous les actes légaux entre vivants et pour les cas de décès.

Aucune mesure de limitation, de disposition, de restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, affectant la propriété ou l'usage des biens, droits ou intérêts des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ne pourra être prise par l'autre Partie qui ne soit applicable dans les mêmes conditions aux biens, droits et intérêts de ses nationaux.

Dans tous les cas ci-dessus, ainsi qu'à l'occasion de l'exportation du produit de la vente de leurs biens ou de leurs biens mêmes, ils ne seront assujettis à aucun impôt, taxe ni charge, sous quelque forme que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient établis pour les nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, et en se conformant aux lois du pays, le droit d'exercer toutes sortes d'industries et de commerces, ainsi que le métier et la profession dont l'exercice n'est pas ou ne serait pas, suivant la loi, réservé aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer, sur le territoire de l'autre, pour leur personne et leurs biens, ainsi que pour l'exercice de toutes sortes d'industries, de commerces ou de professions, aucun impôt, taxe ni charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus sur les nationaux.

A titre de réciprocité, les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne seront assujettis à aucune taxe spéciale qui ne soit perçue en même temps des nationaux étrangers à la commune, pour leur séjour dans le territoire de l'autre Partie.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire dans la force armée, ainsi que de toute contribution imposée en compensation du service militaire personnel et, d'autre part, ils ne seront nullement empêchés de remplir leurs devoirs militaires dans leur propre pays et de rentrer librement après l'accomplissement du service.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux, dans la même mesure, et d'après les mêmes principes que ces derniers.

Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale à l'exception de celle de tutelle (curatelle) sur leurs nationaux.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, pour tout ce qui concerne la protection légale de leur personne, de leurs biens, droits et intérêts, du même traitement que les nationaux.

En conséquence ils auront le droit d'ester en justice et auront libre et facile accès auprès des autorités de l'autre Partie contractante, aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux. Notamment, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourront être imposés aux ressortissants des Hautes Parties contractantes, soit en raison de leur qualité d'étrangers, soit à défaut de domicile ou de résidence dans le pays où la requête en justice a été introduite.

Ils pourront également employer des avocats ou agents autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages que ceux qui sont ou seraient accordés aux nationaux.

Article 8.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurances, de communications et de transports, ainsi que les entreprises avec personnalité juridique, ayant leur siège sur le territoire

kinds of movable or immovable property, unless the laws of the country provide otherwise. Under the same conditions, they may freely dispose of such property or of their rights or interests by any legal act operative *inter vivos* or in the event of death.

No measure of limitation, disposal, restriction or expropriation on grounds of public utility or the general interest affecting the ownership or use of the property, rights or interests of the nationals of one of the two High Contracting Parties may be taken by the other Party unless it is also applicable under the same conditions to the property, rights and interests of his own nationals.

In all the above cases, as also in connection with the export of the proceeds of the sale of their property or of the property itself, they shall be liable to no taxes, dues or charges of any kind whatever, other or higher than those which are or may hereafter be imposed upon nationals.

Article 4.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, under the same conditions as nationals of the most-favoured nation and provided that they comply with the laws of the country, have the right to carry on any kind of industry or commerce or any trade or profession the exercise of which is not or may not hereafter be reserved by law for nationals.

Article 5.

Nationals of either High Contracting Party shall not be subject in the territory of the other to any taxes, dues or charges whatever upon their persons or property or upon the exercise of any form of industry, commerce or profession other or higher than those imposed on nationals.

Subject to reciprocity, the nationals of each of the High Contracting Parties shall not be subject in respect of their residence in the territory of the other to any special tax which is not also imposed on nationals not belonging to the commune concerned.

Article 6.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other from all military service in the armed forces as well as from all contributions imposed in lieu of personal military service ; they shall, moreover, in no way be hindered from carrying out their military duties in their own country or from returning in full freedom after they have completed their service.

In time of peace as in time of war, they shall be liable only to the military charges and requisitions imposed upon nationals, their liability being of the same degree and based on the same principles as in the case of the latter.

They shall also be exempt from all compulsory official functions, whether judicial, administrative or municipal, except that of guardianship (curatorship) of their own nationals.

Article 7.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same treatment as nationals as regards the legal protection of their persons, property, rights and interests.

Accordingly, they shall have the right to appear in court and shall have free and unrestricted access to the authorities of the other Contracting Party under the same conditions and in the same manner as nationals. In particular, no surety or deposit, under whatever denomination, may be required of nationals of the High Contracting Parties either in their capacity as foreigners or on account of their having no domicile or residence in the country where legal proceedings have been instituted.

They may also employ counsel, or any agents authorised by the law of the country, and shall enjoy in this matter all rights and privileges which are or may hereafter be granted to nationals.

Article 8.

Commercial, industrial, financial, insurance and transport companies, and undertakings possessing juristic personality, which have their headquarters in the territory of one of the High

de l'une des Hautes Parties contractantes, et qui sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre. Elles pourront ester en justice soit pour intenter des actions, soit pour défendre, et auront libre et facile accès auprès des autorités de l'autre Partie contractante.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie habituels sur le territoire de l'autre Partie contractante sera réglée par les lois, règlements, ordonnances et toutes autres dispositions qui sont ou seraient en vigueur sur ce territoire.

Lesdites sociétés jouiront à tous égards du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Royaume de Roumanie seront admis, à leur importation dans le Royaume de Yougoslavie, au bénéfice des tarifs douaniers les plus favorables que ledit royaume accorde ou pourrait accorder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Royaume de Yougoslavie seront admis, à leur importation dans le Royaume de Roumanie, au bénéfice des tarifs douaniers les plus favorables que ledit royaume accorde ou pourrait accorder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère.

Article 10.

Les produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis à leur importation dans le territoire de l'autre à des droits accessoires, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, priviléges et immunités, qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 11.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de qui que ce soit, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication, la circulation ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun motif les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article 12.

Les deux Parties contractantes s'accorderont réciproquement la liberté du transit de marchandises à travers leur territoire et elles s'engagent à ne percevoir de ce chef aucun droit ou taxe.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre, immédiatement et sans compensation, pour les marchandises mentionnées ou non dans le présent traité, de tout privilège, faveur ou abaissement de droits ou taxes qu'elle accorde ou pourrait accorder à toute autre Puissance en ce qui concerne la réexportation, le transit direct ou indirect, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions.

Contracting Parties and have been constituted in accordance with the laws of that country, shall be recognised as having legal existence in the territory of the other. They shall have the right to appear in court for the purpose either of instituting proceedings or of defending their rights and shall have free and unrestricted access to the authorities of the other Contracting Party.

The right of the said companies to exercise their usual commerce or industry in the territory of the other Contracting Party shall be governed by the laws, regulations, orders and other provisions which are or may hereafter be in force in that territory.

The said companies shall enjoy in every respect the treatment accorded to companies of the most-favoured nation.

Article 9.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Kingdom of Roumania shall be allowed entry into the Kingdom of Yugoslavia under the most favourable Customs tariffs which the latter Kingdom grants, or may in future grant, to similar products from any other foreign Power.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Kingdom of Yugoslavia shall be allowed entry into the Kingdom of Roumania under the most favourable Customs tariffs which the latter Kingdom grants, or may in future grant, to similar products from any other foreign Power.

Article 10.

The natural or manufactured products of each of the High Contracting Parties shall in no case be subjected, on importation into the territory of the other, to additional duties, taxes or charges other or higher than, or to regulations or formalities other or more onerous than, those which are or may hereafter be applied to products of a similar character coming from any other country.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of one of the High Contracting Parties to the territory of the other shall in no event be subjected to duties, taxes or charges other or higher than, or to regulations and formalities more onerous than, those which are or may hereafter be applied to similar products sent into the territory of any other country.

Any advantage, favour, privilege or immunity which one of the two Contracting Parties grants or may hereafter grant in the above respects to natural or manufactured products originating in any one country, or sent into the territory of any other country, shall apply immediately and without compensation to similar products originating in or sent into the territory of the other Contracting Party.

Article 11.

Internal duties which are or may hereafter be imposed on whosesoever account on the production, manufacture, distribution or consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties shall on no account be levied on the goods of the other Party at a higher rate or in a more burdensome manner than on similar goods of the country itself or, in the absence of such goods, on those of the most-favoured nation.

Article 12.

The two Contracting Parties shall accord one another freedom of transit for goods conveyed across their territories and undertake not to levy any duty or tax in respect thereof.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties undertakes to give the other the benefit, forthwith and without compensation, in respect of goods whether or not mentioned in the present Treaty, of any privilege, favour or reduction of duties or taxes granted or hereafter to be granted by him to any other Power in connection with the re-export, transit — whether direct or indirect — or transhipment of goods, the observance of Customs formalities, or charges and taxes relating to these several operations.

Article 14.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie de la même protection que les nationaux en tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique, de commerce et d'origine, ainsi que des droits de propriété des brevets d'invention, des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toutes sortes.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent la validité des certificats sanitaires et phytopathologiques attestant le bon état des marchandises, délivrés par les autorités compétentes du pays d'origine.

Lesdits certificats prouvent également que la marchandise qu'ils accompagnent répond aux prescriptions de la législation intérieure du pays d'origine et ils pourront être soumis au visa des représentants diplomatiques ou consulaires du pays de destination qui sera gratuit.

Les Hautes Parties contractantes conservent le droit de faire procéder, le cas échéant en cas de suspicion de fraude, à toute vérification utile, afin de constater l'identité de la marchandise nonobstant la production des certificats ci-dessus prévus.

Les Hautes Parties contractantes détermineront en commun les garanties nécessaires à exiger pour assurer l'identité de la marchandise exportée et de l'échantillon soumis à l'analyse. Elles se mettront d'accord, en outre, sur les autorités qui délivreront les certificats en question, sur le contenu, leurs conditions fondamentales et la manière de procéder aux prélèvements des échantillons.

La liste des autorités habilitées à délivrer de pareils certificats sera communiquée à l'autre Partie contractante dans le plus bref délai.

De même en ce qui concerne les produits ayant droit à une appellation géographique d'origine, chaque Haute Partie contractante communiquera à l'autre les modèles des documents faisant foi.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes pourront exiger la présentation d'un certificat d'origine afin de certifier l'origine des marchandises, mais elles s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues dans l'expédition desdits certificats.

Les certificats d'origine pourront être délivrés par les Chambres de commerce, d'industrie, de métiers et d'agriculture compétentes. Les deux gouvernements pourront se mettre d'accord pour déferer à des autorités autres que celles susmentionnées la faculté de délivrer des certificats d'origine.

Le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient visés par les autorités diplomatiques ou consulaires compétentes pour le lieu d'où les marchandises sont expédiées.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine lorsque le pays de destination reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envois de caractère commercial.

Article 17.

Les commis voyageurs munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine, jouiront pour tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qui les accompagnent, des mêmes droits et avantages que les commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Article 18.

Le régime de l'importation, du transit, du transbordement et du passage des animaux sera déterminé par les exigences d'ordre sanitaire vétérinaire, conformément aux lois de police sanitaire vétérinaire de chaque Haute Partie contractante.

A cet effet, les Hautes Parties contractantes ont conclu une convention¹ spéciale réglant le régime de l'importation et du transit des animaux et des produits animaux faisant partie intégrante du présent traité.

¹ Voir page 161 de ce volume.

Article 14.

Nationals of each of the two High Contracting Parties shall enjoy, within the territory of the other Party, the same protection as the latter's nationals in regard to the ownership of trade and commercial marks and marks of origin and to owner's rights in patents, drawings or industrial or manufacturing models of any type.

Article 15.

The High Contracting Parties recognise the validity of health and plant-pathology certificates warranting the condition of goods delivered by the competent authorities of the country of origin.

Such certificates shall also be taken to prove that the goods to which they relate satisfy the legal requirements of the country of origin ; they may be made to require the visa of the diplomatic or consular representatives of the country of destination. Such visas shall be granted free of charge.

The High Contracting Parties reserve the right, in the event of suspected fraud, to carry out any necessary inspection with a view to identifying the goods, notwithstanding production of the certificates mentioned above.

The High Contracting Parties shall agree as to the guarantees to be required for establishing the identity of exported goods and of samples submitted for analysis. They shall also agree as to what authorities are to grant these certificates, as to the form of such certificates, as to the main provisions thereof and as to the manner in which samples are to be taken.

A list of the authorities entitled to deliver such certificates shall be communicated to the other Contracting Party without delay.

Similarly, in the case of goods entitled to a geographical appellation of origin, each High Contracting Party shall communicate to the other specimens of the appropriate certificates.

Article 16.

The two High Contracting Parties may require the production of a certificate of origin warranting the origin of goods ; they nevertheless undertake to see to it that trade shall not be impeded by reason of unnecessary formalities in the despatch of such certificates.

Certificates of origin may be issued by the competent chambers of commerce, industry, crafts and agriculture. The two Governments may agree to allow authorities other than those here mentioned to issue certificates of origin.

The Government of the country of destination may require certificates to bear the visa of the diplomatic or consular authorities competent for the area from which the goods have been consigned.

Postal packets shall not require certificates of origin where the country of destination is satisfied that they are not of a commercial character.

Article 17.

Commercial representatives holding an identity card issued by the competent authority of the country of origin shall enjoy rights and advantages similar to those of commercial representatives of the most-favoured nation in all matters connected with the import or export of the samples they carry with them.

Article 18.

The rules governing the importation, transit, transhipment or passage of animals shall be determined by sanitary and veterinary requirements, in accordance with the veterinary police regulations of each of the High Contracting Parties.

To this end, the High Contracting Parties have concluded a special Convention¹ regulating the importation and transit of animals and animal products, which forms an integral part of the present Treaty.

¹ See page 161 of this Volume.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent dans leurs rapports réciproques en matière de trafic de chemins de fer, le traitement de la nation la plus favorisée et sont d'accord, dans le but de faciliter le trafic international ferroviaire intéressant leurs pays, d'exercer mutuellement une politique tarifaire bienveillante.

Article 20.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes, leurs cargaisons, leurs commandants et équipages, jouiront dans les ports et dans les eaux territoriales de l'autre Partie, à tous égards, du même traitement que celui des nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Article 21.

Le régime du traitement des navires nationaux ne s'étend pas :

1. A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes.
2. A l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements à l'industrie des constructions navales, et à l'exercice de la navigation, au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales.
3. Aux avantages accordés par l'Etat à ses propres navires exploités en régie ou en participation.
4. Aux priviléges concédés aux sociétés pour le sport nautique.
5. A l'exercice du service des ports, des rades et des plages, y compris le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime.
6. A l'émigration et au transit des émigrants étant entendu qu'à ce sujet un accord pourra être conclu entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 22.

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties contractantes, qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre des mêmes facilités, priviléges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée et aux mêmes conditions.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation par les navires de l'autre Partie de tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés ou exportés; lesdits articles ne seront passibles d'aucuns droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels ils seraient soumis s'ils étaient importés ou exportés par les navires nationaux.

Quant à la garantie, à la perception des droits et aux autres formalités douanières requises à l'importation ou à l'exportation, ainsi que par rapport à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement et au transit, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles a déjà accordée ou accordera à une tierce Puissance et aux mêmes conditions.

Article 24.

En tout ce qui concerne le placement des navires, compte tenu des places à quai disponibles dans les différents ports, en ce qui concerne leur chargement et leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, les droits de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou autres droits ou charges similaires perçus au nom

Article 19.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their reciprocal relations in the matter of railway traffic ; and with the object of stimulating international railway traffic of interest to their respective countries, they agree mutually to pursue a liberal policy as regards railway rates.

Article 20.

The vessels of each of the High Contracting Parties, their cargoes, masters and crews shall, in the ports and territorial waters of the other Party, enjoy in all respects the same treatment as that accorded to nationals of the country itself or of the most-favoured nation.

Article 21.

The provisions regarding the treatment of national vessels shall not apply :

1. To fishing within the territorial waters of the High Contracting Parties ;
2. To the application of special laws relating to national merchant fleets and designed to stimulate the shipbuilding industry or to encourage navigation by means of premiums or other special facilities ;
3. To any advantages granted by the State to its own ships operating under State control or under a joint scheme ;
4. To privileges granted to yachting clubs ;
5. To harbour, roadstead and shore services, including towage, life-saving and maritime assistance ;
6. To emigration and the transit of emigrants, it being understood that a special agreement on the subject may be concluded by the two High Contracting Parties.

Article 22.

Vessels, whether State-owned or subsidised by the State for the purpose, conveying the regular mails of one of the High Contracting Parties shall, within the territorial waters of the other Party, enjoy the same facilities, privileges and immunities as are accorded to similar vessels of the most-favoured nation under the same conditions.

Article 23.

Each of the High Contracting Parties shall permit the import or export in vessels of the other Party of all articles which are or may hereafter be legally imported or exported ; such articles shall not be liable to any taxes or charges, under whatever denomination, other or higher than those to which they would be liable if imported or exported in national vessels.

With regard to the guarantee, the levying of taxes and the other Customs formalities imposed upon importation or exportation, as also in the matter of warehousing, re-export, transhipment and transit, each of the High Contracting Parties undertakes to grant the other the benefit of any facility he has accorded or may accord to a third Power, under the same conditions.

Article 24.

As regards the berthing of vessels — taking into account the quay space available in the various harbours — and the loading and unloading of vessels within the territorial waters of the High Contracting Parties, tonnage, transit, canal, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine and any other similar taxes or charges levied on behalf or for the benefit of the Government by

ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations, ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'une des Hautes Parties contractantes sur les navires de l'autre sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux en général ou en particulier sur les navires de la nation la plus favorisée.

Article 25.

La nationalité des navires sera reconnue réciproquement conformément aux lois et règlements de chacune des Hautes Parties contractantes d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes de chaque Etat.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre, sans une déclaration de retrait du pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront assujettis dans les ports de l'autre à aucune nouvelle opération de jaugeage et le paiement des droits et taxes de navigation sera effectué d'après des certificats de jaugeage, délivrés par les autorités compétentes du pays dont les navires battent le pavillon.

Les règles et prescriptions de la législation nationale concernant l'équipement, l'aménagement et les conditions de sécurité des navires, appliquées par chacune des Hautes Parties contractantes, seront également reconnues dans les ports de l'autre Partie.

Article 26.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas à la navigation dans les eaux territoriales ne faisant pas partie d'un réseau fluvial internationalisé.

Article 27.

Les stipulations du présent traité ne seront pas applicables au cabotage.

Si toutefois, l'une des Hautes Parties contractantes venait à admettre le cabotage sans condition pour les navires d'une tierce Puissance, l'autre Partie contractante bénéficierait immédiatement de cette dérogation ; dans le cas où l'admission des navires d'une tierce Puissance au cabotage par l'une des Hautes Parties contractantes serait conditionnelle, l'autre Partie contractante pourrait demander l'ouverture de négociations en vue d'obtenir les mêmes avantages, aux mêmes conditions.

Les navires yougoslaves et roumains pourront passer d'un port à l'autre des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y décharger une partie ou toute leur cargaison, provenant de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger.

Au cas de naufrage, d'avarie ou de refuge forcé, chacune des Parties contractantes sera obligée de donner aux navires de l'autre Partie, la même assistance, protection et les mêmes facilités que l'on reconnaît dans les cas pareils aux navires naviguant sous le pavillon national.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Parties contractantes fit naufrage ou échouât sur les côtes de l'autre Partie, les autorités locales en informeront la représentation consulaire la plus proche.

Article 28.

Toute contestation entre les deux Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, et documents annexes, sera — si le différend n'a pu être réglé par voie diplomatique ou administrative dans un délai utile — renvoyée devant le Conseil économique de la Petite Entente.

Article 29.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest.

public officials, private individuals, corporations or undertakings of whatever nature shall not be levied within the territorial waters of one of the Contracting Parties in respect of the vessels of the other unless they are similarly levied, under identical conditions, in respect of national vessels generally or, in particular, of vessels of the most-favoured nation.

Article 25.

The nationality of vessels shall be determined on both sides in accordance with the laws and regulations of each of the High Contracting Parties, by means of the ship's papers and permits issued by the competent authorities of each State.

Except in the case of sale by an order of the court, a vessel of one of the High Contracting Parties may not assume the nationality of the other Party unless the authorities of the former State have, by declaration, withdrawn the right to fly that country's flag.

Pending the conclusion of a special agreement for the mutual recognition of tonnage certificates, vessels of either of the High Contracting Parties shall not be subjected in the ports of the other to any further tonnage measurement, and payment of shipping dues and charges shall be effected on the basis of the tonnage certificates issued by the competent authorities of the country whose flag the vessels are flying.

The rules and provisions of national legislation regarding the equipment, internal arrangement and safety of vessels applied by each of the High Contracting Parties shall also be recognised in the ports of the other Party.

Article 26.

The provisions of the present Treaty shall not apply to shipping in territorial waters not forming part of an internationalised river system.

Article 27.

The provisions of the present Treaty shall not apply to the coasting trade.

Nevertheless, should either of the High Contracting Parties unconditionally permit vessels of a third Power to engage in coasting trade, the other Contracting Party shall immediately enjoy such exceptional treatment; should one of the High Contracting Parties permit vessels of a third Power to engage in coasting trade under certain conditions, the other Contracting Party shall have the right to request that negotiations be opened with a view to securing similar advantages under analogous conditions.

Yugoslav and Roumanian vessels may proceed from one port to another in the two States or to one or more ports in the same State, either for the purpose of unloading there part or the whole of their cargoes coming from a foreign country or in order to take on or complete a cargo intended for a foreign country.

In the event of shipwreck, disablement or distress, each of the Contracting Parties shall be bound to grant to vessels of the other Party the same assistance, protection and facilities as are accorded in similar circumstances to vessels flying the national flag.

Should a vessel of one of the Contracting Parties be wrecked or stranded on the coast of the other Party, the local authorities shall give information thereof to the nearest consular authority.

Article 28.

Any dispute between the two High Contracting Parties with regard to the interpretation or application of the present Treaty or of the documents annexed thereto shall, if such dispute cannot be settled through the diplomatic or the administrative channel within a reasonable period, be referred to the Economic Council of the Little Entente.

Article 29.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest.

Il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification et sera valable pour une durée indéterminée.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de le dénoncer, avec un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Belgrade, le 13 mai 1937.

(ss) Valer POP.

(ss) Milan VRBANIC.

PROTOCOLE SPÉCIAL

Le houblon provenant des banovines de la Drave et du Danube sera dédouané à l'importation en Roumanie aux mêmes droits et aux mêmes conditions que le houblon dit «de Bolième». Chaque envoi de houblon portera la marque d'origine et sera accompagné d'un certificat de vérification délivré par l'organe compétent yougoslave, ainsi que du certificat d'origine. La marque et l'organe qualifié pour la délivrance desdits certificats seront notifiés au Gouvernement roumain dans le plus bref délai.

Le marasquin de provenance de Dalmatie en bouteilles originales, lors de son importation en Roumanie sera soumis aux mêmes droits de douane qui sont applicables aux marasquins de Zara. Chaque envoi de marasquin sera accompagné d'un certificat d'origine.

Fait à Belgrade, le 13 mai 1937.

(ss) Valer POP.

(ss) Milan VRBANIC.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité d'établissement, de commerce et de navigation conclu en date de ce jour entre la Yougoslavie et la Roumanie, les deux Hautes Parties contractantes tiennent à préciser que les stipulations y contenues ne portent nullement atteinte aux dispositions de la Convention¹ relative à l'exercice des professions et de la Convention² relative aux frais d'expulsion, les deux en date du 30 janvier 1933.

Fait à Belgrade, le 13 mai 1937.

(ss) Valer POP.

(ss) Milan VRBANIC.

Pour copie conforme :

E. J. Papiniu.

¹ Vol. CXLVI, page 165, de ce recueil.

² Vol. CXLVI, page 113, de ce recueil.

It shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for an indefinite period.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce the Treaty at six months' notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) Valer Pop.

(Signed) Milan VRBANIC.

SPECIAL PROTOCOL.

Hops from the banovines of the Drave and the Danube shall be cleared through Customs, on importation into Roumania, on payment of the same duties and subject to the same conditions as apply to so-called "Bohemian hops". Each consignment of hops must bear a mark of origin and must be accompanied by a verification certificate issued by the competent Yugoslav authority and a certificate of origin. Notice shall be given to the Roumanian Government as soon as possible of the mark and the competent authority for the issue of such certificates.

Maraschino from Dalmatia, in the original bottles, shall be liable upon importation into Roumania to the same Customs duties as apply to maraschino from Zara. Each consignment of maraschino must be accompanied by a certificate of origin.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) Valer Pop.

(Signed) Milan VRBANIC.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between Yugoslavia and Roumania concluded this day, the two High Contracting Parties desire to affirm that the provisions contained therein in no way affect the provisions of the Convention¹ regarding the exercise of trades and professions or of the Convention² regarding the cost of expulsion, both dated January 30th, 1933.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) Valer Pop.

(Signed) Milan VRBANIC.

¹ Vol. CXLVI, page 165, of this Series.

² Vol. CXLVI, page 113, of this Series.

N° 4612.

ROUMANIE ET YUGOSLAVIE

**Convention sanitaire vétérinaire, et protocole
final. Signés à Belgrade, le 13 mai 1937.**

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Roumanie
près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 23 juillet 1939.*

ROUMANIA AND YUGOSLAVIA

**Sanitary and Veterinary Convention, and Final
Protocol. Signed at Belgrade, May 13th,
1937.**

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Roumania to
the League of Nations. The registration took place July 23rd, 1939.*

Nº 4612. — CONVENTION¹ SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉE A BELGRADE, LE 13 MAI 1937.

Article premier.

Le trafic de transit des animaux (des solipèdes, des ruminants, des porcs et de la volaille), des parties d'animaux, produits et matières brutes animales, ainsi que des objets pouvant transporter les germes d'épidémies du territoire de l'une des Parties par le territoire de l'autre, est limité à certaines stations d'entrée et soumis, des deux côtés, à un contrôle vétérinaire de frontière.

Article 2.

1. Pour le transit des animaux et des objets spécifiés à l'article premier, du territoire de l'une des Parties par le territoire de l'autre, un certificat d'origine délivré par l'autorité communale doit être présenté, permettant de constater, d'une manière sûre et précise, la provenance des animaux, des produits et des objets, ainsi que le fait que les animaux (la volaille exceptée) sont restés au moins 21 jours dans la commune d'origine respective, avant l'établissement du certificat.

2. En ce qui concerne les animaux vivants, le certificat d'origine comprendra : le prénom, le nom et le domicile du propriétaire, le lieu d'origine du bétail, l'espèce et le nombre des animaux, leur signalement précis, surtout les signes particuliers et le lieu de destination. Ledit certificat doit être accompagné d'une attestation relative à l'état sanitaire des animaux en question, délivrée par un médecin vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé à cet effet et spécifiant que les animaux indiqués dans le certificat ont été examinés au moment de l'embarquement et trouvés sains, ainsi que le fait que la commune d'origine et les communes par lesquelles les animaux ont été conduits vers la gare d'embarquement, étaient — à la date de l'expédition — indemnes d'une maladie dont la déclaration est obligatoire et qui est transmissible à l'espèce d'animaux indiquée dans l'attestation, la tuberculose exceptée.

3. S'il se fait un transit d'animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine ou la péripneumonie contagieuse bovine épidémique ;
- b) La fièvre aphteuse, la dourine, la morve, la peste porcine, la septicémie des porcs et la clavelée des moutons ;
- c) Le choléra aviaire et la peste aviaire des poules, on devra certifier que ces maladies n'existaient ni dans la commune d'origine, ni dans les communes avoisinantes, à savoir :

- ad a)* Dans les derniers 6 mois ;
- ad b)* Dans les derniers 40 jours ;
- ad c)* Dans les derniers 21 jours.

4. Pour les chevaux, les ânes, les mules, les mulots, les bovins et les buffles, des certificats individuels seront délivrés et pour les moutons, les chèvres, les porcs et la volaille, peuvent être délivrés aussi des certificats collectifs d'origine et de santé, mais le même certificat ne pourra concerner que les animaux d'une même espèce.

5. Le certificat concernant l'état sanitaire des animaux est valable pendant 10 jours. Si ce terme expire pendant le transport, alors, pour que lesdits certificats gardent leur validité pendant

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 7 juillet 1939.
Entrée en vigueur le 23 juillet 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4612. — SANITARY AND VETERINARY CONVENTION¹ BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MAY 13TH, 1937.

Article 1.

Traffic in transit of animals (solipeds, ruminants, pigs and poultry), parts of animals, products and raw materials of animal origin and of articles liable to carry the germs of contagious diseases of animals from the territory of one Party through the territory of the other shall be confined to certain stations of entry and shall be subjected by both Parties to a frontier veterinary inspection.

Article 2.

1. For the transit of the animals and articles specified in Article 1, from the territory of one Party through the territory of the other, a certificate of origin issued by the communal authority must be submitted, from which it must be possible to ascertain exactly and with certainty the place from which the animals, animal products and articles have come and that the animals (with the exception of poultry) remained at least 21 days in the commune of origin before the certificate was made out.

2. In the case of live animals, the certificate of origin shall show the name, surname and address of the owner, the place of origin of the cattle, the species and number of animals, an exact description of them (including in particular any special marks they may bear), and their place of destination. The certificate must further be accompanied by a warrant of the animals' condition of health issued by a State veterinary surgeon or a veterinary surgeon specially authorised for the purpose, attesting that the animals described in the certificate were examined at the time of entraining and found to be healthy, and that the commune of origin and the communes through which the animals were taken to the entraining station were, on the date of despatch, free from any disease (with the exception of tuberculosis) which is compulsorily notifiable and is communicable to the species of animal to which the warrant relates.

3. In the case of transit of animals liable to :

- (a) Cattle plague or contagious pleuro-pneumonia of cattle ;
 - (b) Foot-and-mouth disease, dourine, glanders, swine fever, septicæmia of swine or sheep-pox ;
 - (c) Chicken cholera and fowl plague, a certificate shall be given to the effect that these respective diseases were not prevalent either in the commune of origin or in the neighbouring communes :
- ad* (a) Within the last six months ;
 - ad* (b) Within the last 40 days ;
 - ad* (c) Within the last 21 days.

4. In the case of horses, asses, mules, hinnies, cattle and buffaloes, individual certificates shall be issued ; in the case of sheep, goats, swine and poultry, collective certificates of origin and health may be issued, but no one such certificate may relate to animals of more than one species.

5. Certificates in respect of the animals' condition of health shall remain valid for 10 days. If that period expires in the course of transport, an extension of the validity of the said certificates

¹ The exchange of ratifications took place at Bucharest, July 7th, 1939.
Came into force July 23rd, 1939.

10 jours encore, les animaux devront être examinés de nouveau par un médecin vétérinaire d'Etat ou par un médecin vétérinaire spécialement autorisé à cet effet par l'autorité de l'Etat qui devra noter sur le certificat le résultat de l'examen.

6. Des certificats de santé et d'origine pour les parties d'animaux, les produits et matières brutes animales ainsi que pour les objets pouvant transporter les germes d'épidémies, doivent comprendre, outre la spécification détaillée des objets, du lieu de leur provenance et de leur destination, une autre attestation rédigée par un médecin vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'autorité de l'Etat et prouvant qu'ils proviennent d'une localité indemne d'épidémies.

7. Dans les certificats concernant les animaux abattus et la volaille saignée, la viande fraîche ou préparée (salée, séchée, fumée, mise en saucissons ou cuite) ainsi que concernant les produits de viande, il doit être attesté en outre que ces animaux ont été abattus dans un abattoir public ou un abattoir pour l'exportation, sous le contrôle permanent d'un médecin vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé par l'autorité d'Etat à cet effet et que les animaux en question ont été trouvés sains à l'examen vétérinaire réglementaire avant et après l'abatage. Au sujet de la viande et des produits de viande, il doit être certifié en outre qu'ils sont propres à la consommation humaine et, en ce qui concerne la viande de porc et ses produits, que l'examen trichinoscopique réglementaire a donné un résultat négatif.

8. La viande fraîche ou frigorifiée doit être marquée d'une estampille identique à celle appliquée sur le certificat d'origine et de santé. L'estampille contiendra le nom de l'abattoir et la date de l'abatage. Parcours envois seront admis au transit seulement dans des wagons spéciaux pour le transport de la viande et pourvus d'un plancher étanche.

9. Pour la viande conservée ou préparée, le certificat doit contenir l'attestation que cette viande ne contient aucune substance dont l'emploi est interdit par des règlements du pays de destination.

Pour faciliter le contrôle vétérinaire de frontière, seront admis pour le transit :

- a) Les bovidés abattus entiers, dépouillés ou non, divisés par moitiés ou par quartiers;
- b) Les moutons ou les chèvres abattus entiers, dépouillés ou non, divisés par moitiés;
- c) Les porcs abattus avec ou sans lard, entiers ou divisés par moitiés.

Article 3.

Le transit des articles ci-dessous spécifiés n'est, au point de vue vétérinaire sanitaire, sujet à aucune restriction et est admis sans certificat d'origine et de santé :

- a) La laine industriellement lavée ainsi que les poils et les plumes, le tout emballé dans des sacs fermés ;
- b) Les boyaux, les gosiers, les estomacs et les vessies, séchés ou salés, mis en caisses ou barils clos et imperméables ;
- c) Le suif fondu et le saindoux ;
- d) Les peaux et les fourrures séchées ou salées (passées à la saumure) ;
- e) Les restes des peaux imprégnées de chaux dans des wagons fermés ;
- f) Les cornes, les sabots, les ongles et les os, sans débris de parties molles adhérentes, et séchés ;
- g) La viande conservée et les préparations de viande dans des boîtes hermétiquement fermées ;
- h) Les œufs, le lait et ses dérivés (fromage, beurre, etc.).

Article 4.

Les certificats (billets d'animaux), certificats d'origine et de santé qui ne sont pas délivrés dans la langue officielle du pays de transit, doivent être accompagnés d'une traduction, soit en

for a further 10 days shall necessitate a re-inspection of the animals by a State veterinary surgeon or a veterinary surgeon specially appointed for the purpose by a State authority, who must enter the result of his inspection on the certificate.

6. Certificates of health and origin issued in respect of parts of animals, products and raw materials of animal origin and of all articles liable to carry the germs of contagious diseases shall contain, in addition to detailed particulars of the articles, their place of origin and their destination, a further attestation by a State veterinary surgeon or a veterinary surgeon specially authorised by the State, to the effect that they came from a place free from epizootic disease.

7. Certificates issued in respect of slaughtered animals and dead poultry, fresh or prepared (salted, dried, smoked, sausage or cooked) meat and of meat products shall also attest that the animals were slaughtered at a public slaughter-house or slaughter-house for export, under the continuous supervision of a State veterinary surgeon or veterinary surgeon specially authorised by the State for the purpose, and that the animals in question were found to be in a healthy condition when the prescribed veterinary inspections were carried out before and after slaughtering. In the case of meat and meat products, the certificate shall also specify that the said meat and meat products are fit for human consumption and, in the case of pork and pig products, that the prescribed examination for trichinosis gave a negative result.

8. Fresh or frozen meat shall be marked with a stamp identical with that affixed to certificates of origin and health. The stamp shall show the name of the slaughter-house and the date of slaughtering. Fresh and frozen meat shall be accepted for transit only in special meat transport wagons provided with watertight flooring.

9. In the case of preserved or prepared meat, the certificate must contain a declaration that the meat in question contains no substance the use of which is prohibited under the regulations in force in the country of destination.

In order to facilitate veterinary inspection at the frontier, the following shall be accepted for transit :

- (a) Beef : entire carcasses with or without the hides, or halves or quarters of carcasses ;
- (b) Mutton and goat's meat : the entire carcasses with or without the hides, or halves of carcasses ;
- (c) Pork : the entire carcasses or halves thereof, with or without the fat.

Article 3.

The transit of the articles specified below shall not be subject to restriction on veterinary or health grounds and shall be allowed without certificates of origin and health :

- (a) Wool, washed by industrial process, hair and feathers, if packed in closed sacks ;
- (b) Guts, gullets, stomachs and bladders, dried or salted, in cases or in closed and watertight kegs ;
- (c) Melted tallow and lard ;
- (d) Dried or salted (pickled) hides and furs ;
- (e) Lime-soaked hide trimmings in closed wagons ;
- (f) Dried horns, hoofs, claws and bones without adhering fragments of soft parts ;
- (g) Preserved meat and meat preparations in hermetically closed boxes ;
- (h) Eggs, milk and milk products (cheese, butter, etc.).

Article 4.

Certificates (livestock sheets), certificates of origin and of health not made out in the official language of the country of transit must be accompanied by a translation either in French or in

langue française, soit en langue allemande, certifiée par un médecin vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé par l'autorité d'Etat. Lorsqu'il s'agit des animaux pour lesquels sont prescrits des billets de bétail individuels, les billets de tous les animaux, embarqués dans un même wagon, seront cousus ensemble et, au verso du dernier billet, sera portée une seule attestation collective de l'exactitude de la traduction en langue française ou allemande.

Article 5.

1. Les transports qui ne seront pas conformes aux dispositions précédentes, de même que les animaux qui seront trouvés par le médecin vétérinaire de frontière atteints d'une maladie contagieuse ou suspects de l'être, enfin les animaux qui seront expédiés avec les animaux malades ou suspects ou qui, d'une autre manière, seront venus en contact avec de tels animaux, pourront être refusés à la station de frontière.

Le médecin vétérinaire de frontière devra indiquer le motif de refus sur le certificat et devra confirmer cette constatation par sa signature.

2. Dans le cas où une telle maladie serait constatée sur un animal faisant partie d'un transport qui a passé la frontière du pays de transit, le fait sera constaté par un procès-verbal, dressé avec le concours d'un médecin vétérinaire d'Etat et copie de ce procès-verbal sera remise sans retard à l'autre Partie. Pareils transports sont soumis aux dispositions de police sanitaire vétérinaire en vigueur pour les animaux indigènes. Dans ces cas, le délégué vétérinaire de l'autre Partie contractante sera informé immédiatement et par le moyen le plus rapide.

Article 6.

Si la peste bovine apparaît sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie a le droit, pendant la durée du danger, de restreindre ou d'interdire le transit des ruminants et des porcs, des parties d'animaux, des produits et des matières brutes animales de même que des objets qui peuvent transmettre les germes de la contagion.

Article 7.

1. Dans le cas où une maladie, soumise à la déclaration obligatoire, serait introduite du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, soit par le trafic mentionné à l'article premier, soit par le trafic de frontière ou bien si une telle maladie prenait une extension menaçante sur le territoire de l'une des Parties, l'autre Partie sera en droit de restreindre ou d'interdire, pendant la durée du danger de la propagation de la maladie, le transit ou le trafic des animaux susceptibles de contracter cette contagion, des parties des animaux, des produits et des matières brutes animales, ainsi que des objets pouvant transmettre les germes de la maladie en provenance des territoires envahis ou menacés (des arrondissements infectés et des arrondissements voisins ; en Roumanie « plasa » ; en Yougoslavie « srez »).

2. On pourra de même, en cas d'apparition de la dourine et de la péripleumonie contagieuse, restreindre ou interdire le transit des chevaux et des bovidés, des parties d'animaux, des matières brutes et des objets qui pourraient transmettre les germes de la contagion, même si ces maladies n'avaient pas pris une extension menaçante.

3. Si la fièvre aphthée ou une autre maladie qui peut être prise en considération (la dourine, la morve, la variole ovine) marquaient une tendance d'extension sur les territoires plus étendus ou si elles prenaient un caractère particulièrement dangereux, ces mesures pourront être appliquées également à des territoires administratifs plus vastes, à savoir : sur les arrondissements infectés, sur les arrondissements voisins de ces arrondissements infectés et sur les arrondissements limitrophes des arrondissements voisins.

4. Le transit ne pourra pas être interdit pour le motif des cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon symptomatique, de septicémie hémorragique, de rage, de gale des solipèdes, des moutons et chèvres, d'exanthème coital des solipèdes et des bovidés, de rouget des porcs, de choléra aviaire, de peste aviaire des poules et de tuberculose.

German, certified by a State veterinary surgeon or a veterinary surgeon specially authorised by the State. In the case of animals for which separate livestock sheets are required, the individual sheets for all the animals conveyed in the same wagon shall be bound together, and a single collective note shall be made on the back of the last sheet warranting the accuracy of the translation into French or German.

Article 5.

1. Consignments which do not comply with the above requirements and animals which the frontier veterinary surgeon finds to be diseased or which he suspects of being infected with a contagious disease, and animals which have been conveyed together with diseased or suspect animals, or which have come into contact with such animals in any manner, may be refused admittance at the frontier station.

The frontier veterinary surgeon shall note the reason for refusal on the certificate and shall sign his statement.

2. If such a disease is diagnosed in an animal forming part of a consignment which has crossed the frontier of the country of transit, the fact shall be recorded in a minute drawn up with the assistance of a State veterinary surgeon, and a copy of the minute shall be communicated at once to the other Party. Such consignments shall be subject to the veterinary police regulations applicable to animals of the country itself. In such cases, the veterinary representative of the other Contracting Party shall immediately be informed by the most expeditious means.

Article 6.

If an outbreak of cattle plague occurs in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled, for as long as the danger of contagion lasts, to limit or prohibit the transit of cattle and swine, of parts of animals, of animal products and raw materials and of articles likely to carry the germs of the disease.

Article 7.

1. If any compulsorily notifiable disease is carried from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other Party, whether by the transit traffic mentioned in Article 1 or by frontier traffic, or if one of the said diseases becomes widespread to a dangerous extent in the territory of one of the Parties, the other Party shall be entitled, for so long as the danger of a spread of the disease lasts, to limit or prohibit the transit or transport of animals liable to contract the infection, of parts of animals, of animal products and raw materials and of articles which may carry the germs of the disease from the infected or threatened areas (infected districts and neighbouring districts : in Roumania : " Plasa " ; in Yugoslavia : " Srcz ").

2. Similarly, in the event of an outbreak of dourine or contagious pleuro-pneumonia, a limitation or prohibition of the transit of horses, cattle, parts of animals, raw materials and articles liable to carry the germs of contagion may be imposed, even if the outbreak has not yet assumed threatening proportions.

3. If foot-and-mouth disease or any other disease which may be taken into consideration (dourine, glanders, sheep-pox) shows a tendency to spread over a wider area, or if such a disease assumes a particularly threatening character, such measures may also be extended to wider administrative areas, namely, to the infected districts, to the districts in the neighbourhood of the infected districts, and to the districts adjoining the neighbouring districts.

4. Transit may not be forbidden on account of isolated cases of anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicæmia, rabies, mange of solipeds, sheep and goats, vesicular exanthema of solipeds or cattle, swine erysipelas, chicken cholera, fowl plague and tuberculosis.

5. Les prohibitions relatives au transit seront immédiatement annulées dès que le danger de la propagation de la maladie aura cessé, c'est-à-dire au moment où la maladie aura cessé complètement et après l'expiration des délais prévus à l'article 2, alinéa 3, terme qui doit commencer à la date de la déclaration officielle de l'extinction de la maladie.

6. La présente convention ne porte aucune atteinte aux prescriptions contenues dans les lois sur les épizooties, des Parties contractantes, lois d'après lesquelles, au cas où des maladies contagieuses éclateraient à la frontière ou dans son voisinage, dans le but d'en empêcher la propagation et de les supprimer, le trafic entre les arrondissements de première instance (arrondissements administratifs de frontière) limitrophes des deux côtés de la frontière, ainsi que le transport à travers d'un arrondissement de frontière menacé, peuvent être soumis à des restrictions et à des interdictions spéciales.

Toutefois, ces restrictions et prohibitions ne seront pas appliquées au transport par chemin de fer en wagons plombés et fermés, à la condition que tous adjonction, transbordement et retardement des transports soient interdits dans les arrondissements de frontière infectés.

Article 8.

1. Les deux Parties se réservent mutuellement le droit d'envoyer des délégués occasionnels ou permanents dans l'autre Etat, même sans avis préalable, dans le but de s'informer de l'état sanitaire des animaux, de l'aménagement des marchés à bestiaux et des stations d'embarquement des animaux, des abattoirs, des établissements d'engraissement des animaux, des établissements de contumace ou similaires, de même que de l'exécution des mesures sanitaires vétérinaires en vigueur.

2. Les deux Parties contractantes inviteront leurs autorités à prêter leurs concours et à donner les informations nécessaires aux délégués techniques ci-dessus mentionnés dès qu'ils se légitimeront comme tels.

Article 9.

1. Chaque Partie publiera de 14 en 14 jours des bulletins relatifs à la situation des épizooties, qui seront directement transmis à l'autre Partie.

2. Si la peste bovine, la péripneumonie contagieuse, la dourine, ou la fièvre aphteuse apparaissent sur le territoire de l'une des Parties, l'autorité centrale de l'autre sera directement avisée par voie télégraphique de l'apparition et de l'extension de la maladie.

3. En outre, les autorités des arrondissements administratifs de frontière s'informeront réciproquement, directement et immédiatement de l'apparition et de l'extinction de toutes les maladies contagieuses épizootiques dans ces arrondissements.

Article 10.

1. Les wagons qui ont été employés au transport des chevaux, des ânes, des mules, des mulots, des bovins, des buffles, des moutons, des chèvres ou de la volaille, de même que les ustensiles faisant partie desdits moyens de transport, doivent être, avant leur nouvel usage, nettoyés et désinfectés avec les moyens dont les effets sont reconnus.

2. Les wagons, qui sont employés au transport des animaux, ne seront autorisés à rentrer par le territoire de transit que s'ils sont nettoyés et désinfectés réglementairement.

Article 11.

Les dispositions de la présente convention seront aussi applicables au trafic des animaux dans la zone frontière, autant qu'il n'est pas autrement statué ci-dessous.

1. Les animaux de pacage et d'hivernage, que les doubles propriétaires amènent dans la zone frontière de l'autre Partie, doivent être munis d'une liste délivrée par l'autorité de la commune où les animaux se trouvent habituellement. Au passage de la frontière, les propriétaires (convoyeurs) présenteront à la douane respective cette liste en double exemplaire. La liste doit indiquer le nom du propriétaire, le nom du convoyeur, l'espèce, le nombre, le sexe, l'âge, de même que les marques caractéristiques des animaux. De plus, la même commune attestera sur la liste et, dans le cas de passage par d'autres communes, ces dernières doivent attester aussi, qu'il ne règne sur leur territoire

5. The prohibitions on transit must immediately be cancelled when the danger of a spread of the disease comes to an end, *i. e.* when the disease has completely ceased and after expiry of the time-limits mentioned in Article 2, paragraph 3, such time-limits beginning to run as from the date of the official notification that the disease is no longer present.

6. The present Convention shall in no way affect the legal regulations concerning contagious diseases of animals in the contracting States, under which regulations, if contagious diseases break out on the frontier or in the neighbourhood of the frontier, traffic between the lowest administrative districts (frontier districts) on both sides of the frontier, and transport across a frontier district which is threatened, may, for the purpose of checking the contagion and stopping the disease, be subjected to special restrictions or prohibitions.

Nevertheless, such restrictions and prohibitions shall not apply to transport by rail in closed and sealed wagons, provided that a prohibition is placed upon any addition to, transhipment of, or delay to, such traffic in the infected frontier districts.

Article 8.

1. The two Parties reserve the right to send occasional or permanent representatives into the other State, with or without previous notice, for the purpose of obtaining information on health conditions among animals, the equipment of cattle markets, the entraining stations for animals, slaughter-houses, fattening establishments, quarantine stations and the like, and the application of the veterinary police regulations in force.

2. The two Contracting Parties shall instruct their authorities to give their assistance and all necessary information to the technical representatives mentioned above, as soon as they have established their status.

Article 9.

1. Both Parties shall publish a fortnightly bulletin concerning contagious diseases of animals, which they shall communicate to one another direct.

2. Should cattle plague, contagious pleuro-pneumonia, dourine or foot-and-mouth disease break out in the territory of one Party, the central authority of the other Party shall be notified direct by telegraph of the outbreak and extension of the disease.

3. Furthermore, the administrative authorities of the frontier districts shall immediately notify one another direct of the outbreak and cessation of all contagious diseases of animals in those districts.

Article 10.

1. Wagons used for the transport of horses, asses, mules, hinnies, cattle, buffaloes, sheep, goats and poultry and the equipment forming part of the said means of transport shall not be used again before they have been cleaned and disinfected by means of recognised efficacy.

2. Wagons which have been employed for conveying animals shall only be allowed to return through the territory of transit after they have been cleaned and disinfected in accordance with the regulations.

Article 11.

The provisions of the present Convention shall also apply to the traffic of animals in the frontier zone, except as otherwise provided below:

1. Animals brought by owners holding land on both sides of the frontier into the frontier zone of the other Party for pasture or to winter quarters must be accompanied by a list issued by the authorities of the commune to which they normally belong. On crossing the frontier, the owners or drivers shall hand this list in duplicate to the Customs office concerned. The list must show the name of the owner, the name of the driver, and the species, number, sex, age, and distinguishing marks of the animals. In addition, the commune of origin must certify on the list — and, where several communes are crossed, those communes must also certify — that no compulsorily notifiable disease

aucune maladie susceptible d'être transmise à l'espèce respective du bétail entraînant une déclaration obligatoire. Si le bétail reste en pacage ou en hivernage pendant plus de 7 jours (pâturage permanent), le certificat communal doit être légalisé par le médecin vétérinaire compétent, qui certifiera qu'il a soumis à un examen les animaux indiqués dans la liste et qu'il les a trouvés sains.

Au retour des animaux du pacage permanent, retour qui devra être opéré par la même route, le médecin vétérinaire compétent d'Etat spécifiera, outre l'état de leur santé indubitable, le fait que ne sévit ni dans la commune où les bêtes étaient en pacage (en hivernage), ni au cas où elles auraient traversé le territoire de quelque autre commune, dans cette dernière aucune maladie dont la déclaration est obligatoire et qui est susceptible d'être transmise à l'espèce respective.

2. Les animaux appartenant à des doubles propriétaires et employés au travail (animaux de selle, animaux servant à porter les marchandises, bêtes de trait), et qui sont conduits de la zone frontière de l'une des Parties contractantes dans celle de l'autre, doivent être munis de billets d'animaux dûment délivrés par la commune sur le territoire de laquelle se trouvent les étables (les écuries). Un seul billet collectif peut être délivré pour plusieurs animaux employés au travail, appartenant à un même propriétaire. Il devra être indiqué dans le billet d'animaux la raison pour laquelle les animaux sont conduits au delà de la frontière, le rayon de la zone frontière où ils seront employés au travail, de même que le fait qu'ils sont originaires de la zone frontière respective. Par ailleurs, l'autorité locale aura à certifier dans le billet qu'au moment où les animaux passent la frontière, il ne sévit dans la commune d'où viennent ceux-ci, aucune maladie susceptible d'être transmise à l'espèce respective d'animaux et entraînant une déclaration obligatoire.

3. Les animaux dont il est fait usage dans le trafic frontière comme d'animaux de selle ou de bêtes de trait ou bien pour porter les marchandises et qui n'appartiennent pas à de doubles propriétaires, devront également être munis de billets conformément aux dispositions de l'alinéa 2.

4. Dans les cas exceptionnels et urgents, nécessitant une assistance médicale ou vétérinaire, il ne sera pas exigé de passeports pour les animaux de selle et les bêtes de trait.

5. L'apparition sporadique de charbon bactérien, du charbon symptomatique, de l'exanthème coital, du rouget des porcs et de la rage chez les animaux mentionnés sous 1, 2 et 3, n'empêchera pas la délivrance des certificats s'il n'y a pas de cas de ces maladies dans les cours d'où proviennent les animaux.

6. Les certificats communaux, attestant la non-existence d'épidémies, sont valables pour les animaux employés au travail et les animaux au pacage (alinéas 1 et 2), pendant trente jours et pour les animaux de selle, les bêtes de trait et les animaux servant à porter les marchandises (alinéa 3), pendant 10 jours, supposant que pendant cet intervalle n'ait apparu dans la commune qui a délivré le billet, aucune épidémie entraînant l'annulation des certificats. Après l'expiration desdits délais, les certificats doivent être renouvelés.

7. On appliquera aux animaux en pacage et en hivernage (alinéa 1), les mêmes dispositions de la loi sur la police sanitaire vétérinaire que celles appliquées aux animaux indigènes. Le propriétaire ou son remplaçant seront expressément tenus de déclarer dans un délai de 24 heures aux autorités de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le pâturage, toute apparition de quelque indice d'épidémie que ce soit et tout cas de mort parmi les animaux. Dans le cas où un animal étranger, qui se trouvait en pâturage dont il est question, serait atteint d'une maladie contagieuse, par suite de laquelle l'animal malade ou suspect devrait être abattu suivant les dispositions de la loi, la commission qui sera chargée des constatations sera tenue de porter au procès-verbal toutes les circonstances dont il y a lieu de tenir compte en vue d'une indemnisation éventuelle. Ce procès-verbal, soit en original, soit en copie légalisée, sera remis aux autorités de l'Etat d'origine.

8. Les animaux mâles étrangers ne pourront pas être utilisés à la monte des animaux femelles indigènes ; de même, les animaux mâles indigènes ne pourront pas être utilisés à la monte des animaux femelles étrangers.

9. Toutefois, au cas où une maladie, susceptible d'être transmise à l'espèce respective des animaux, apparaîtrait soit dans une partie du troupeau en pacage (alinéa 1), soit parmi les animaux

communicable to the species in question is in existence within their territories. In the case of animals remaining more than 7 days at pasturage or in winter quarters (permanent pasture), the communal certificate must be verified by the competent veterinary surgeon, who must indicate that he has examined the animals enumerated in the list and that he has found them to be in a healthy condition.

On the return of the animals from permanent pasturage, which shall take place by the same route, the competent State veterinary surgeon shall certify not only that the animals are unquestionably in a healthy condition but also that neither in the commune where they were pasturing or wintering nor, in the case of transit through the territory of any other commune, in such commune was there any compulsorily notifiable disease communicable to the species in question.

2. Animals employed for work (saddle, pack and draught animals), belonging to owners holding land on both sides of the frontier and taken from the frontier zone of one of the Contracting Parties into the frontier zone of the other, shall be accompanied by livestock certificates duly issued by the commune on the territory of which their stables or cattle-sheds are situated. A single collective certificate may be issued for several working animals belonging to the same owner. The certificate must state the purpose for which the frontier is crossed, the extent of the frontier zone in which they are to be used, and the place within the original frontier zone from which they come. Furthermore, the local authority shall attest on the certificate that, at the time of crossing the frontier, no compulsorily notifiable disease communicable to the species in question existed in the commune of origin.

3. Animals which are used as saddle, draught or pack animals in frontier traffic and which do not belong to owners of land on both sides of the frontier must also be provided with certificates in accordance with paragraph 2.

4. In exceptional and urgent cases necessitating medical or veterinary assistance, no certificate shall be required for saddle or draught animals.

5. Sporadic outbreaks of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthema, swine erysipelas or rabies shall not bar the issue of certificates in the case of the animals mentioned under 1, 2 and 3 above, provided the outbreak of such diseases has not occurred in the farms from which the animals have come.

6. Communal certificates attesting the absence of contagious diseases shall be valid for 30 days in the case of animals used for work or at pasture (paragraphs 1 and 2) and for ten days in the case of saddle, draught and pack animals (paragraph 3), provided that during that time no contagious disease which would entail the cancellation of the certificates has appeared in the commune which issued them. Certificates must be renewed upon expiry of the appropriate period.

7. Animals at pasture and in winter quarters (paragraph 1) shall come under the same veterinary police legal provisions as animals of the district itself. The owner or his representative shall in particular be bound to notify within 24 hours the appearance of any sign of contagious disease or the death of any animal to the communal authorities of the territory in which the pasture land is situated. Should a foreign animal on such pasture land be attacked by a contagious disease entailing, under the provisions of the law, the slaughter of diseased or suspect animals, the Commission set up to establish the facts shall prepare a minute in which all the circumstances to be taken into consideration shall be noted with a view to possible compensation. The minute, either in the original or in a certified copy, shall be forwarded to the authorities of the country of origin.

8. Male animals from another country may not be used for serving female animals of the country concerned ; similarly, native male animals may not be used for serving foreign female animals.

9. If, however, a disease liable to be communicated to the species concerned makes its appearance either in part of the herd at pasture (paragraph 1) or among animals used for work

employés au travail (alinéa 2), soit dans la commune où se trouvent leurs pâaturages et les terrains de culture, soit le long de la route conduisant vers le point frontière par lequel doivent passer au retour, le troupeau ou les animaux employés au travail, le retour des animaux sera interdit, à moins qu'une exception soit imposée par des cas de force majeure (pénurie de fourrage, intempéries, etc.).

Dans ces cas, le retour des animaux ne pourra avoir lieu que lorsque des mesures appropriées de sûreté auront été prises par les autorités compétentes de première instance des Parties contractantes.

10. Les animaux mentionnés aux alinéas 1, 2, 3 et 4, seront exempts du contrôle frontière vétérinaire.

Toutefois, afin que leur identité puisse être établie, les animaux doivent rentrer par la même douane par laquelle ils avaient passé la frontière.

Article 12.

Au cas où des divergences d'opinions se produiraient entre les Parties contractantes, au cours de l'application, sur l'interprétation de la présente convention, il sera requis sur la demande de l'une desdites Parties, l'avis technique d'une commission mixte et il sera tenu compte de cet avis dans la décision finale.

Chacune des Parties contractantes nommera deux membres au sein de cette commission. Dans les cas où une entente ne pourrait pas se faire, la commission désignera elle-même un cinquième membre. Si la commission ne tombe pas d'accord pour en disposer autrement, ce cinquième membre sera élu, dans le premier cas de la formation d'une commission mixte, parmi les ressortissants de l'une des Parties et dans le deuxième cas, parmi ceux de l'autre Partie et ainsi de suite, alternativement. Le sort décidera laquelle des Parties contractantes désignera un cinquième membre dans le premier des cas semblables.

Article 13.

La présente convention forme partie intégrante du Traité¹ d'établissement, de commerce et de navigation entre la Roumanie et la Yougoslavie, signé à Belgrade, et entre en vigueur en même temps que le traité lui-même.

Fait à Belgrade, le 13 mai 1937.

(ss) Valer Pop.

(ss) Milan VRBANIC.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention vétérinaire conclue en date de ce jour entre la Roumanie et la Yougoslavie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la convention même :

1. Les dispositions de la présente convention ne seront appliquées qu'aux animaux, produits d'origine animale et objets provenant des territoires des Parties contractantes ; le transit des animaux, des parties d'animaux, des produits et des matières brutes animales ainsi que d'objets pouvant transmettre les germes d'épidémies en provenant d'autres pays, n'est pas visé par la convention.

2. Les dispositions de la présente convention, en ce qui concerne les maladies épidémiques, pourront, en cas de besoin, être étendues par entente préalable des deux Parties contractantes, à d'autres maladies connues ou inconnues actuellement et dont il y aurait raisonnablement lieu de craindre la transmission.

3. Pour le transport des animaux, des parties d'animaux et des produits mentionnés à l'article premier de la Convention sanitaire vétérinaire, aucune autorisation préalable ne sera requise et ce transport s'effectuera conformément aux dispositions de ladite convention.

¹ Voir page 145 de ce volume.

(paragraph 2), or within the commune where the pasturage or land under cultivation is situated, or on the road leading to the frontier station, through which herds or animals used for work are to pass on their return to their country of origin, the return of the animals shall be forbidden, unless an exception has to be allowed on account of *force majeure* (lack of forage, bad weather conditions, etc.).

In such cases, the animals may not return until appropriate measures of security have been taken by the competent authorities of first instance of the Contracting Parties.

10. The animals specified in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be exempt from veterinary inspection at the frontier.

Nevertheless, the animals must return through the Customs office at which they crossed the frontier, in order that they may be identified.

Article 12.

In the event of a divergence of views arising between the Contracting Parties regarding the interpretation of the present Convention while it is in force the matter shall, at the request of one of the Parties, be referred to a Mixed Commission, whose technical opinion shall be taken into consideration in the final decision.

Each Contracting Party shall appoint two members of the Commission. Should agreement not be reached, the Commission shall itself appoint a fifth member. Should the Commission fail to reach agreement as to such appointment, the fifth member shall be chosen from among the nationals of one Contracting Party on the first occasion on which a Mixed Commission is set up, from among the nationals of the other Contracting Party on the second occasion, and so on alternately. The Contracting Party which is to appoint the fifth member on the first such occasion shall be decided by lot.

Article 13.

The present Convention forms an integral part of the Treaty¹ of Establishment, Commerce and Navigation between Roumania and Yugoslavia signed at Belgrade, and shall come into force on the same day as that Treaty.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) Valer Pop.

(Signed) Milan VRBANIC.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Veterinary Convention concluded this day between Roumania and Yugoslavia, the undersigned Plenipotentiaries make the following declarations, which shall form an integral part of the Convention :

1. The provisions of the present Convention shall apply only to animals, animal products and articles coming from the territories of the Contracting Parties ; the transit of animals, parts of animals, animal products and raw materials and articles liable to carry the germs of contagious diseases coming from other countries does not fall within the scope of the Convention.

2. The provisions of the present Convention may, in so far as they relate to contagious diseases of animals, be extended, if necessary, subject to previous agreement between the two Contracting Parties, to other diseases whether known or unknown at the present time, if there are reasonable grounds to fear their transmission.

3. No previous authorisation shall be required for the transport of the animals, parts of animals or products mentioned in Article 1 of the Sanitary and Veterinary Convention, and such transport shall be carried out in accordance with the provisions of that Convention.

¹ See page 145 of this Volume.

4. La provenance des animaux du territoire de l'une des Parties contractantes ne pourra être attestée que si les ruminants et les porcs sont restés au moins trois mois et les solipèdes au moins un mois, sur le territoire de l'Etat respectif. Il est supposé que les animaux pour lesquels les certificats d'origine ont été délivrés, sont effectivement restés dans la commune indiquée dans le certificat comme étant indemne d'épizooties, et non pas dans quelque autre commune d'où le transit par le territoire de l'autre Partie est interdit en conformité des dispositions de la présente convention.

5 1) Les stations frontières par lesquelles devra s'effectuer le trafic entre les deux Parties contractantes sont :

Dans le Royaume de Roumanie : Jimbolia.

Dans le Royaume de Yougoslavie : Velika-Kikinda.

2) Le transit pourra, dans la mesure où il ne se rapporte pas au trafic frontière direct, se faire uniquement par voie ferrée et dans les wagons plombés. Sur le territoire roumain, seules les lignes suivantes pourront être utilisées :

Velika-Kikinda-Constanța ; et Velika-Kikinda-Nicolae Titulescu,
et sur le territoire yougoslave, les lignes :

Jimbolia-Rakek ; Jimbolia-Susak ; et Jimbolia-Djevdjolija.

3) La liste des stations d'entrée et des lignes ferroviaires susindiquées ne pourra être modifiée ou complétée à l'avenir que d'un commun accord.

4) Le contrôle frontière vétérinaire des transports en transit de provenance roumaine sera effectué en même temps et en commun par les médecins vétérinaires frontières yougoslaves et roumains à la station frontière de Jimbolia et pour les transports de provenance yougoslave, à la station frontière Velika-Kikinda. Dans ces gares les transports d'animaux vivants qui y seront arrivés, seront débarqués sur un quai, spécialement affecté à cet effet et après l'examen, seront immédiatement chargés à nouveau dans des wagons nettoyés.

5) L'examen des ruminants ainsi que des porcs ne pourra avoir lieu qu'à la lumière du jour.

6. Pour le transport des animaux en trafic de transit, ne pourront être utilisés que des wagons non détériorés et régulièrement désinfectés, munis de planchers intacts ne permettant pas l'écoulement des matières liquides. Les ouvertures des portes des wagons devront être fermées par des planches jusqu'à une hauteur convenable et de façon à ce que la chute du fourrage, de la litière, des excréments, etc., soit empêchée. Pour la litière on ne pourra pas utiliser la terre et la paille.

7. Aucune surcharge ne pourra avoir lieu lors du chargement des transports en transit des animaux vivants. A cet effet, seront données des instructions que les stations ferroviaires devront suivre exactement.

8. Le transit direct des animaux sera admis dans les conditions prévues à l'article 2 de la convention, si le pays de destination ou un autre pays de transit déclare qu'il recevra le transport des animaux dans tous les cas, même en état de contagion. Cette déclaration n'est pas nécessaire dans le cas où les Etats mentionnés se seraient en général engagés à recevoir en tout état de cause les transports même contaminés.

9. Les Parties contractantes s'informeront réciproquement en temps utile de toutes les restrictions et interdictions concernant ce trafic, qui seront prises par des pays de destination ou de transit.

10. Le transit direct du territoire de l'une des Parties par le territoire de l'autre, de la viande fraîche et préparée, de la volaille saignée et des matières brutes animales, par chemin de fer, en wagons fermés et plombés, ou, en petites quantités, en wagons non plombés, à la condition que ces quantités soient elles-mêmes plombées à la douane, est admis sans restrictions, si elles proviennent du territoire de l'une des Parties contractantes.

11. Il ne sera pas exigé des voyageurs des certificats d'origine pour la viande, la volaille saignée et les produits de viande qu'ils emportent en quantité correspondant à leur usage personnel pendant le voyage ; de même les habitants de la zone frontière pourront transporter sans certificat d'origine,

4. Animals may be certified as coming from the territory of one Contracting Party only if, in the case of ruminants and pigs, they have remained not less than three months and, in the case of solipeds, not less than one month in the territory of the State in question. It is assumed that the animals in respect of which certificates of origin are issued have actually remained in the commune indicated on the certificate, free from contagious diseases, and that they have not been in some other commune whence transit through the territory of the other Party is forbidden under the provisions of the present Convention.

5. (1) The frontier stations through which traffic between the two Contracting Parties shall be conducted are :

In the Kingdom of Roumania : Jimbolia ;

In the Kingdom of Yugoslavia : Velika-Kikinda.

(2) Transit traffic, in so far as it does not relate to direct frontier traffic, may be carried on solely by rail in sealed wagons. On Roumanian territory, the following lines only may be used :

Velika-Kikinda-Constanța ; and Velika-Kikinda-Nicolae Titulescu ;

while on the Yugoslav territory the following lines only may be used :

Jimbolia-Rakek ; Jimbolia-Susak ; and Jimbolia-Djevdjolija.

(3) The above list of entry stations and railway lines may not hereafter be modified or completed except by mutual consent.

(4) The frontier veterinary inspection of consignments in transit from Roumania shall be carried out simultaneously and jointly by Yugoslav and Roumanian frontier veterinary surgeons at the frontier station of Jimbolia, while consignments from Yugoslavia shall be similarly inspected at the frontier station of Velika-Kikinda. At those stations consignments of live animals shall, upon arrival, be detrained upon platforms specially appointed for the purpose and shall immediately be re-entrained into clean wagons after the inspection.

(5) Ruminants and pigs may be inspected only by daylight.

6. In the case of the transport of animals in transit, no rolling-stock may be used other than undamaged wagons properly disinfected and having floors that are intact and do not allow liquid matter to drop through. The door openings of the wagons must be boarded up to a suitable height so that no forage, litter, excrement, etc., can fall out. No earth or straw may be used as litter.

7. No extra charge may be made when livestock are loaded for transport in transit. For this purpose, instructions shall be given which must be strictly followed by the railway stations.

8. Direct transit traffic of animals shall be allowed under the conditions laid down in Article 2 of the Convention, when the country of destination or another transit country declares itself ready to receive consignments of animals in any event, even when contagion is present. Such a declaration shall not be required, however, where the countries concerned have entered into a joint undertaking to receive consignments in any event, even if they are contaminated.

9. The Contracting Parties shall communicate to each other in sufficient time information as to any restrictions and prohibitions concerning such traffic which have been imposed by countries of destination or transit.

10. Through traffic in transit of fresh and prepared meat, dead poultry and raw animal products from the territory of one Party through the territory of the other by rail in closed and sealed wagons — or, if the quantities are small, in unsealed wagons, provided the consignments themselves are sealed by the Customs — shall be allowed without restriction, provided the traffic originates from the territory of one of the Contracting Parties.

11. Certificates of origin shall not be required from passengers in respect of meat, dead poultry and meat products which they carry with them in small quantities for their own use during the journey. Similarly, inhabitants of the frontier zone may carry without a certificate of origin, for

pour la consommation personnelle, la viande, les produits de viande dans les quantités jusqu'à 5 (cinq) kilogrammes et jusqu'à trois paires de volaille vivante ou saignée.

12. On ne demandera aussi aucun certificat pour les transports du fumier dans la zone frontière.

13. 1) L'apparition de la rage chez les chiens et les chats n'empêchera pas la délivrance des certificats d'origine prévus à l'article 2 pour d'autres animaux domestiques. L'apparition de la gale chez les moutons et les chèvres n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les solipèdes, ni l'apparition de la gale chez les solipèdes n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les moutons et les chèvres. L'apparition sporadique du charbon bactéridien, charbon symptomatique, de l'exanthème coïtal chez les chevaux et les bovins, et du rouget chez les porcs, n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les animaux destinés à être abattus, à l'exception des animaux provenant des cours infectées. L'apparition sporadique de ces maladies sera indiquée dans le certificat.

De même, les cas sporadiques des maladies susindiquées, qui seraient constatés dans le lieu du chargement, ne constitueront pas un empêchement pour le chargement des animaux destinés à l'exportation.

2) Les restrictions ou les prohibitions de transit, dues à l'apparition ou à l'introduction d'une épizootie, ne seront appliquées que si elles sont inévitables pour la protection de la santé des animaux indigènes ainsi que pour la prévention de la transmission de l'infection effectivement menaçante.

14. Les chevaux de courses ainsi que les chevaux pour les concours et tournois hippiques, de même que les animaux les accompagnant, pourront être pourvus de certificats spéciaux au lieu de billets d'animaux.

Les deux gouvernements désigneront d'un commun accord les clubs et les associations autorisées à délivrer lesdits certificats. Ces certificats porteront le sceau et le visa des clubs ou associations respectives et indiqueront le nom et le domicile du propriétaire, le signalement précis du cheval, sa provenance et le lieu de destination, ainsi qu'une attestation officielle, délivrée par le médecin vétérinaire, certifiant l'état de santé de chaque cheval et que les établissements dont il provient ont été indemnes d'épizooties les derniers 40 jours.

15. L'entrée des animaux, destinés à des représentations dans les cirques, à des jardins zoologiques, à des parcs de chasse et à des établissements similaires et qui sont soumis à un régime spécial, sera conditionnée par la présentation d'un certificat individuel de santé, délivré par un médecin vétérinaire officiel et, vue que ces animaux sont transportés par voie ferrée, isolés des animaux destinés au trafic habituel. Ces animaux devront être trouvés complètement sains lors de l'examen vétérinaire au débarquement et devront être transportés directement de la gare d'embarquement au lieu de destination.

16. Si les circonstances sanitaires vétérinaires dans les districts frontières imposaient temporairement certaines restrictions, les autorités compétentes des arrondissements frontières, pourront prendre d'un commun accord même dans les limites du dernier alinéa de l'article 7, les mesures de précaution nécessaires et en informeront les autorités supérieures.

17. Seront considérés comme suspects d'infection et pourront être refusés au transit les animaux qui ont été transportés dans un même wagon que les animaux malades ou suspects d'être atteints d'une maladie contagieuse, ou bien ceux qui ont été chargés, examinés, abreuvés ou alimentés le même jour et dans la même gare que les animaux malades ou suspects d'infection ou qui, de quelque façon que ce soit, ont été soit directement, soit indirectement, en contact avec ces derniers; de même les animaux provenant des régions d'où au cours des derniers jours des animaux malades sont arrivés à la station frontière.

18. Conformément aux dispositions des articles 2 et 6 de la convention, dans le cas où le territoire d'une des Parties contractantes serait menacé par la peste bovine, qui sévirait près de sa frontière dans un des pays voisins, l'autre Partie aura le droit d'interdire le transit pendant la durée du danger de la contagion, des animaux, des produits et des objets susceptibles d'être des véhicules de la contagion et qui proviendraient de la zone frontière menacée, jusqu'à une profondeur de 50 km. de ladite frontière.

personal consumption, meat and meat products up to 5 (five) kilogrammes or live or dead poultry up to three pairs in number.

12. No certificates shall be required for the transport of manure within the frontier zone.

13. (1) An outbreak of rabies among dogs and cats shall not prevent the issue for other domestic animals of the certificates of origin provided for in Article 2. Outbreaks of scab or mange among sheep and goats shall not prevent the issue of certificates for solipeds, nor mange among the latter the delivery of certificates for sheep and goats. Sporadic outbreaks of anthrax, symptomatic anthrax or vesicular exanthema among horses and cattle, or of swine erysipelas, shall not prevent the issue of certificates for animals intended for slaughter, with the exception of animals coming from infected farms. Sporadic outbreaks of these diseases shall be noted on certificates.

Similarly, sporadic cases of the above diseases detected at the place of entrainment shall not prevent the entraining of animals intended for export.

(2) Restrictions or prohibitions of transit due to the outbreak or introduction of a contagious disease shall be applied only if they are unavoidably necessary for the protection of the health of native animals and for the prevention of the spread of an infection of which there is imminent danger.

14. Racehorses, horses for horse competitions and shows and the animals accompanying them may be provided with special certificates in the place of cattle sheets.

The two Governments shall appoint by mutual agreement the clubs and associations authorised to issue such certificates. Such certificates shall bear the seal and stamp of the club or association concerned, give the name and address of the owner, the exact description of the horse, the place of origin and that of destination, and shall include an official attestation issued by a veterinary surgeon certifying that every animal is healthy and that the establishment from which it comes has been free from any epizootic disease for the previous forty days.

15. The entry of animals intended for circus performances, zoological gardens, hunting reservations and similar establishments, which are subject to special treatment, shall be allowed on production of an individual health certificate issued by an official veterinary surgeon and on condition that they are conveyed by rail and separated from animals being transported in the ordinary way. Such animals must be found completely healthy when inspected by the veterinary services on detraining and must be taken direct from the detraining station to the place of destination.

16. If veterinary health conditions in frontier districts make certain restrictions temporarily necessary, the competent authorities of the frontier districts may take, by mutual agreement, whether or not within the limits set down in the last paragraph of Article 7, such precautionary measures as prove necessary and shall give notice thereof to the higher authorities.

17. The following shall be regarded as suspected of infection and may be refused admission for transit : animals which have been transported in the same wagon as animals suffering from or suspected of having a contagious disease, or those which have been entrained, examined, watered or fed on the same day and in the same station as animals suffering from or suspected of having a contagious disease, or animals which have, in one way or another, whether directly or indirectly, been in contact with diseased or suspected animals, as also animals coming from districts from which sick animals have reached the frontier station in the previous few days.

18. In conformity with the provisions of Articles 2 and 6 of the Convention, should a threat of an outbreak of cattle plague arise within the territory of one Contracting Party owing to the existence of that disease near the frontier in an adjacent country, the other Party shall have the right to prohibit transit traffic while the threat of contagion lasts in respect of animals, animal products and articles liable to carry the infection and coming from the threatened frontier area, such area to extend fifty kilometres inland from the actual frontier.

La largeur de cette zone peut être réduite par un accord des deux Parties contractantes.

19. 1) Les transports d'animaux destinés au transit ne pourront être ni déchargés ni transbordés sur le territoire du pays de transit. Le transbordement, qui serait nécessaire pour des raisons techniques, sera effectué en présence du médecin vétérinaire officiel compétent et, autant que possible, seulement dans les stations ferroviaires pourvues de quais appropriés à cet effet.

2) La nourriture et l'abreuvement des animaux en transit seront effectués seulement par leurs convoyeurs, qui devront voyager dans le wagon-fourgon, dans les gares spécialement désignées. Les convoyeurs devront se servir de leurs sacs qu'ils emporteront avec eux après qu'ils en auront fait usage. Les animaux en transit ainsi que leurs convoyeurs ne devront en aucun cas entrer en contact ni directement ni indirectement avec des animaux indigènes.

3) En principe, les animaux malades ne seront ni déchargés, ni transbordés sur le territoire du pays de transit, hormis le cas de nécessité urgente. Dans le cas où cela serait inévitable par suite de la détérioration du wagon ou par des raisons techniques similaires, le déchargement ou le transbordement ne pourra être effectué qu'en présence du médecin vétérinaire compétent de l'Etat.

20. 1) Si sur le territoire du pays de transit, on venait de constater dans un transport en transit l'existence de la fièvre aphteuse, le pays de transit aura le droit, conformément aux dispositions de l'article 7, alinéa 1 de la convention, d'interdire le transit des animaux susceptibles de contracter cette maladie et originaires du territoire d'où provient le transport contaminé.

2) Les transports qui sont déjà en cours de route au moment de la prononciation de cette interdiction, seront autorisés à transiter, s'ils arrivent à la station frontière en état irréprochable.

21. 1) Si le pays de destination interdisait pour quelque motif que ce soit, l'importation des animaux du pays d'origine, le pays de transit suspendra le transit tant que durera cette interdiction.

2) Il sera procédé de même dans le cas où le pays de destination refuserait d'accepter sans aucune condition, les transports en transit.

22. Les certificats prévus à l'article 2 de la convention pour la volaille, les parties d'animaux, les produits et les matières brutes, ainsi que pour les objets pouvant transmettre les germes des épizooties, pourront être délivrés par un médecin vétérinaire de l'Etat ou par un médecin vétérinaire qui y serait spécialement autorisé par l'Etat.

23. En ce qui concerne l'importation directe du territoire de l'une des Parties sur le territoire de l'autre, des animaux et des objets mentionnés à l'article premier de la présente convention les deux Parties se réservent le droit de délivrer pour chaque cas, des autorisations spéciales conformes à leurs lois autonomes.

24. Afin d'éviter les difficultés qui peuvent surgir au cours de l'application de la présente convention, les autorités centrales vétérinaires des deux Parties contractantes, dans les cas urgents, communiqueront directement entre elles.

Fait à Belgrade le 13 mai 1937.

(ss) V. POP.

(ss) M. VRBANIC.

Pour copie conforme :

E. J. Papiniu.

The depth of frontier zone stipulated above may be reduced by agreement between the two Contracting Parties.

19. (1) Consignments of animals intended for transit may not be unloaded or transhipped in the territory of the transit country. Should transhipment become necessary for technical reasons, however, it shall be carried out only in the presence of the competent veterinary officer, and so far as possible only at railway stations provided with platforms suitable for the purpose.

(2) The feeding and watering of animals in transit shall be carried out only by the persons in charge, who shall travel in the guard's van, at stations specially named for the purpose. The persons in charge must use their own buckets, which they shall take away with them after use. Animals in transit and persons in charge of them may in no case come into contact, either directly or indirectly, with native animals.

(3) In principle, sick animals may not be unloaded or transhipped within the country of transit except in cases of urgent need. Where unloading or transhipment is unavoidable by reason of damage to the wagon or for similar technical reasons, it may be carried out only in the presence of the competent State veterinary surgeon.

20. (1) If in the territory of the country of transit foot-and-mouth disease is found to exist in a consignment of animals in transit, the country in question shall be entitled under Article 7, paragraph 1, of the Convention to forbid the passage of animals liable to contract such disease and coming from the territory from which the consignment in question was shipped.

(2) Consignments already *en route* at the time when such prohibition is decreed shall be allowed to pass through in transit if they reach the frontier station in an unexceptionable condition.

21. (1) Should the country of destination for any reason forbid the import of animals from the country of origin, the transit country shall thereupon suspend transit across its own territory while the prohibition lasts.

(2) The same procedure shall be followed if the country of destination withholds unconditional acceptance of consignments in transit.

22. The certificates provided for in Article 2 of the Convention in the case of poultry, parts of animals, products and raw materials and articles liable to carry the germs of contagious diseases may be issued by a State veterinary surgeon or a veterinary surgeon specially authorised for the purpose by the State.

23. As regards the direct importation of the animals and articles mentioned in Article 1 of the Convention from the territory of one Party into the territory of the other, the two Parties reserve the right to issue in each case special permits in accordance with their own respective laws.

24. With a view to avoiding difficulties in the application of the present Convention, the central veterinary authorities of the two Contracting Parties shall communicate direct with one another in urgent cases.

Done at Belgrade, this 13th day of May, 1937.

(Signed) V. POP.

(Signed) M. VRBANIC.

N° 4613.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CANADA**

Echange de notes comportant un arrangement
relatif à l'emploi de la radio pour des ser-
vices aéronautiques civils, avec annexes.

Washington, le 20 février 1939.

*Texte officiel anglais communiqué par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis
d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 3 août 1939.*

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CANADA**

Exchange of Notes constituting an Arrange-
ment concerning the Use of Radio for
Civil Aeronautical Services, with Annexes.

Washington, February 20th, 1939.

*English official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the United
States of America at Berne. The registration took place August 3rd, 1939.*

No. 4613. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF CANADA CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE USE OF RADIO FOR CIVIL AERONAUTICAL SERVICES.
WASHINGTON, FEBRUARY 20TH, 1939.

DEPARTMENT OF STATE.

I.

SIR,

WASHINGTON, February 20th, 1939.

I have the honor to refer to negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Canada for the conclusion of a United States-Canadian Regional Arrangement governing the Use of Radio for Civil Aeronautical Services.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that the Arrangement shall be as follows :

UNITED STATES-CANADIAN REGIONAL ARRANGEMENT GOVERNING THE USE OF
RADIO FOR CIVIL AERONAUTICAL SERVICES.

Article I. — SCOPE.

The present Arrangement between the United States and Canada concerns primarily the radio communication service of civil aeronautics and civil air navigation services. Except for Article XIII, the subject matter of this Arrangement is confined to the frequencies 200-400 kc. and above 30,000 kc. Services other than civil aeronautical which may incidentally be involved from the standpoint of interference to and by the civil aeronautical radio services are treated in Article XVII. Nothing in this Arrangement shall be construed as lessening in any manner or to any degree the rights enjoyed by the national defense services of either country.

Article II. — APPLICATION.

Nothing in the present Arrangement shall contravene the pertinent portions of the International Telecommunication Convention², Madrid, 1932 ; the Radio Regulations annexed thereto to which the Parties to this Arrangement have subscribed ; the Inter-American Radio Communications Convention, Habana, 1937, and the Inter-American Arrangement on Radio Communications, Habana, 1937, or such documents as may supplant them as a result of subsequent conferences.

Article III. — STANDARDIZATION.

In order that international flying may be facilitated, the standardization and use of aeronautical radio facilities are provided for in this Arrangement. Appendix I lists the standard classes of aeronautical radio aids approved for service operation.

¹ Came into force February 20th, 1939.

² Vol. CLI ; Vol. CLVI, page 323 ; Vol. CLX, page 440 ; Vol. CLXIV, page 431 ; Vol. CLXXXI, page 423 ; Vol. CLXXXV, page 412 ; Vol. CLXXXIX, page 486 ; and Vol. CXCIII, page 273, of this Series.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4613. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'EMPLOI DE LA RADIO POUR DES SERVICES AÉRONAUTIQUES CIVILS.
WASHINGTON, LE 20 FÉVRIER 1939.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

I.

MONSIEUR LE MINISTRE,

WASHINGTON, le 20 février 1939.

J'ai l'honneur de me référer aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada en vue de la conclusion, entre les Etats-Unis et le Canada, d'un arrangement réglementant l'emploi de la radio pour les services de l'aéronautique civile.

Je considère qu'au cours des négociations, maintenant terminées, l'accord s'est établi sur l'arrangement ci-après :

ARRANGEMENT RÉGIONAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA RÉGLEMENTANT L'EMPLOI
DE LA RADIO POUR LES SERVICES DE L'AÉRONAUTIQUE CIVILE.

Article premier. — PORTÉE.

Le présent arrangement entre les Etats-Unis et le Canada vise principalement les communications radioélectriques de l'aéronautique civile et des services civils de navigation aérienne. Sauf en ce qui concerne l'article XIII, cet arrangement n'a trait qu'aux fréquences de 200 à 400 kc. et de plus de 30.000 kc. Le cas des services, autres que ceux de l'aéronautique civile, qui pourront incidemment se trouver en cause, du point de vue des brouillages provoqués par les services radioélectriques de l'aéronautique civile ou occasionnés à ces mêmes services, est traité à l'article XVII. Aucune disposition du présent arrangement ne sera interprétée comme restreignant d'une manière ou à un degré quelconque les droits dont jouissent les services de la défense nationale de l'un et l'autre pays.

Article II. — APPLICATION.

Aucune disposition du présent arrangement ne devra contrevenir aux passages pertinents de la Convention² internationale des télécommunications, signée à Madrid en 1932, aux règlements radioélectriques annexés à cette convention et auxquels ont souscrit les Parties au présent arrangement, à la Convention interaméricaine de radio-communications, signée à La Havane en 1937, et à l'Arrangement interaméricain de radio-communications, signé à La Havane en 1937, ou aux documents qui pourront les remplacer à la suite de conférences ultérieures.

Article III. — STANDARDISATION.

Afin de faciliter la circulation aérienne internationale, le présent arrangement réglemente le type et l'utilisation des installations radioélectriques de l'aéronautique. L'annexe I énumère les catégories réglementaires d'installations radioélectriques de l'aéronautique admises à fonctionner.

¹ Entré en vigueur le 20 février 1939.

² Vol. CLI ; vol. CLVI, page 323 ; vol. CLX, page 440 ; vol. CLXIV, page 431 ; vol. CLXXXI, page 423 ; vol. CLXXXV, page 412 ; vol. CLXXXIX, page 486 ; et vol. CXCIII, page 273, de ce recueil.

Article IV. — GEOGRAPHICAL SPACING OF AERONAUTICAL STATIONS.

In accordance with the general principles governing the economical use of the available channels, assignments shall be duplicated with a minimum practicable geographical separation between stations as determined by permissible ratio of interfering signal to desired signal, characteristics of the frequencies in use, and the areas of operation of the stations concerned.

Article V. — SHARING OF CHANNELS.

The principle of the sharing of frequencies which are made available for aeronautical services by international convention is fully recognized, particularly, however, with respect to those allocated to such services by the Inter-American Arrangement concerning Radio Communications, Habana, 1937. Recognition is given, however, to the priority of existing services as set forth in Article XVII and Appendix IV. In general, assignments to a new station shall be treated as an individual problem to be solved by engineering methods.

Article VI. — FIELD INTENSITY.

In order that radio interference beyond the service area may be reduced to a minimum, radiated power should ordinarily be adjusted to a value consistent with a normal required field intensity within the prescribed area in which it is desired to render service.

BAND 200-400 KC.

Article VII. — GEOGRAPHICAL SPACING.

In the case of radio range stations in the band 200-400 kc., the geographical spacing of the stations shall be not less than that prescribed in the curve shown in Appendix II. For powers other than four hundred watts, the distances shown in Appendix II shall be modified accordingly.

Article VIII. — STANDARDIZATION OF QUADRANT SIGNALS.

For uniformity and for purpose of course orientation, the characteristic "N" shall be utilized in the quadrant through which the true north line passes, except when the northerly course is true north, in which case the characteristic signal "N" should be in the northwest and southeast quadrants. The "A" signal should always fall in the quadrants adjacent to those occupied by the "N" signal.

Article IX. — IDENTIFICATION SIGNALS.

The identification signal employed to identify individual radio range stations shall consist of two letters and shall be assigned without duplication. Where practicable, the signal used to establish the identity of radio facilities at any particular point should correspond to the designator for weather reports from the same station.

Article X. — SPACING AND ASSIGNMENT OF CHANNELS.

The channel spacing for radio range transmitters in the band 200-400 kc. shall be 3 kc. and the radio range channels shall be as set out in Appendix IV.

The frequency assignments to the radio range stations in the United States and Canada shall be set out as in Appendix V.

Article IV. — ESPACEMENT GÉOGRAPHIQUE DES STATIONS AÉRONAUTIQUES.

Conformément aux principes généraux qui régissent l'emploi, dans des conditions économiques, des radiocanaux existants, il sera procédé à l'attribution d'une même fréquence à plusieurs stations séparées géographiquement par le minimum pratique de distance déterminé par un rapport admissible d'intensité entre les émissions du poste qui produit le brouillage et celles du poste désiré, les particularités des fréquences utilisées et les zones de travail des stations intéressées.

Article V. — UTILISATION EN COMMUN DES RADIOCANAUX.

Le principe de l'utilisation en commun des fréquences dont les services aéronautiques peuvent disposer par convention internationale est pleinement reconnu, mais particulièrement en ce qui concerne les fréquences attribuées à ces services par l'Arrangement interaméricain de radio-communications, signé à La Havane en 1937. La priorité dont bénéficient les services existants, énumérés à l'article XVII et à l'annexe IV, est cependant reconnue. D'une manière générale, les attributions de fréquences à une station nouvelle seront traitées comme constituant un problème d'espèce, dont la solution appartiendra aux ingénieurs.

Article VI. — INTENSITÉ DE CHAMP.

Afin de réduire au minimum les brouillages radioélectriques occasionnés au delà de la zone de service, la puissance de rayonnement devra ordinairement être réglée à une valeur correspondant aux nécessités d'une intensité de champ normale, dans les limites de la zone fixée pour le service envisagé.

BANDE DE FRÉQUENCES DE 200 A 400 KC.*Article VII. — ESPACEMENT GÉOGRAPHIQUE.*

En ce qui concerne les phares de navigation travaillant dans la bande de 200 à 400 kc., l'espace-ment géographique des stations ne devra pas être inférieur à celui qui est déterminé par la courbe figurant à l'annexe II. Pour les puissances autres que celles de 400 watts, les distances indiquées à l'annexe II seront modifiées proportionnellement.

Article VIII. — STANDARDISATION DES SIGNAUX DE PHARES DE NAVIGATION.

Pour des raisons d'uniformité, et en vue de l'orientation des parcours, on utilisera l'indicatif « N » dans le quadrant par lequel passe la ligne du nord vrai, sauf lorsque la direction septentrionale du parcours est celle du nord vrai, et, dans ce cas, l'indicatif « N » devra se trouver dans les quadrants nord-ouest et sud-est. L'indicatif « A » devra toujours tomber dans les quadrants adjacents à ceux qu'occupe l'indicatif « N ».

Article IX. — SIGNAUX D'IDENTIFICATION.

L'indicatif utilisé pour identifier individuellement les phares de navigation se composera de deux lettres et sera attribué sans qu'il puisse y avoir double emploi. Lorsque cela sera possible, le signal utilisé pour identifier les stations radioélectriques existant en un point donné devra correspondre à l'indicatif des bulletins météorologiques transmis par la même station.

Article X. — ESPACEMENT ET ATTRIBUTION DES RADIOCANAUX.

Les radiocanaux affectés aux phares de navigation travaillant dans la bande de 200 à 400 kc. seront séparés par un intervalle de 3 kc.; ces radiocanaux devront être conformes aux indications de l'annexe IV.

Les fréquences attribuées aux phares de navigation des Etats-Unis et du Canada sont indiquées à l'annexe V.

BAND ABOVE 30,000 KC.

Article XI. — DEVELOPMENT IN COMMUNICATION.

It is recognized that many services of aeronautics may be accommodated in the band above 30,000 kc. It is further recognized that the use of such frequencies for aviation purposes is still on an experimental basis.

The Parties accordingly agree to cooperate in the development of the use of this ultra high frequency band so that frequencies of the same order may be used for similar purposes throughout the United States and Canada and that the table shown in Appendix III shall be used as a guide when making assignments in this band for aeronautical use.

Article XII. — ULTRA HIGH CALLING AND WORKING FREQUENCY.

If and when ultra high frequencies come into use for aeronautical purposes, 141,780 kc. shall be designated as a calling and working frequency from plane to ground.

GENERAL PROVISIONS.

Article XIII. — NORMAL CALLING AND WORKING FREQUENCIES.

It is agreed that the United States and Canada will use 3,105 kc. as the international calling and working frequency for use by itinerant aircraft and for emergency use by transport aircraft. 6,210 kc. will also be used for secondary purposes as a calling and working frequency, available to itinerant and other aircraft by arrangement, when the circumstances are such as to make the use of 3,105 kc. unsuitable.

Article XIV. — SPECIFIC ALLOCATION OF AIRPORT CONTROL FREQUENCY.

The frequency 278 kc. will continue to be used as an airport control frequency with the expectation that after January 1st, 1939, no new assignments to airport control stations on this frequency will be made unless there is installed for simultaneous use facilities for operation on frequencies between 129 and 132 megacycles. It is further proposed that the use of 278 kc. for airport control purposes may be discontinued after January 1st, 1940, and replaced by frequencies between 129 and 132 megacycles.

Article XV. — EXCHANGE OF INFORMATION.

Information pertaining to civil aeronautics including frequency assignments, power, location of stations, identification signals and course orientation shall be exchanged directly between the administrative agencies of the two Parties.

Article XVI. — INFRINGEMENTS.

The Parties undertake to inform each other concerning any infringement of the provisions of this Arrangement in order to facilitate corrective action.

Article XVII. — SERVICES OTHER THAN CIVIL AERONAUTICAL.

(a) *National Defense.* — This Arrangement recognizes the paramount requirements of national defense as established by Article 39 of the International Telecommunication Convention, Madrid, 1932, and by such national legislation in harmony therewith as has been or may in future be enacted.

(b) *Marine Radio Beacons* are recognized as operating in the United States and Canada in the band 285-315 kc. as provided in the Madrid Telecommunication Convention and the General

BANDE DE FRÉQUENCES DE PLUS DE 30.000 KC.

Article XI. — DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS.

Il est reconnu qu'un grand nombre de services de l'aéronautique peuvent être réglés sur la bande de fréquences de plus de 30.000 kc. Il est également reconnu que l'emploi de ces fréquences pour les besoins de l'aviation est encore au stade expérimental.

Les Parties conviennent, par conséquent, de coopérer au développement de l'emploi de cette bande de fréquences ultra-hautes, de sorte que des fréquences du même ordre puissent être utilisées pour des fins analogues sur tout le territoire des Etats-Unis et du Canada, et que l'on suive les indications du tableau de l'annexe III lorsqu'on procédera à des attributions de fréquences, dans cette bande, à l'usage de l'aéronautique.

Article XII. — FRÉQUENCE D'APPEL ET DE TRAVAIL ULTRA-HAUTE.

Si les fréquences ultra-hautes viennent à être utilisées pour les besoins de l'aéronautique, c'est la fréquence de 141.780 kc. qui sera désignée comme fréquence d'appel et de travail de l'aéroplane au sol.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article XIII. — FRÉQUENCES NORMALES D'APPEL ET DE TRAVAIL.

Il est convenu que les Etats-Unis et le Canada utiliseront la fréquence de 3.105 kc. comme fréquence internationale d'appel et de travail à l'usage des avions effectuant des vols occasionnels et, en cas d'urgence, à l'usage des avions de transport. La fréquence de 6.210 kc. sera également employée à titre secondaire comme fréquence d'appel et de travail utilisable, moyennant arrangement, par les aéronefs effectuant des vols occasionnels et autres aéronefs, lorsque les circonstances rendront impropre la fréquence de 3.105 kc.

Article XIV. — ATTRIBUTION D'UNE FRÉQUENCE SPÉCIFIQUE AUX STATIONS DE TRAFIC D'AÉROPORT.

La fréquence de 278 kc. continuera de servir de fréquence à l'usage des stations de trafic d'aéroport, étant entendu que, après le 1^{er} janvier 1939, il ne sera pas procédé à de nouvelles attributions de cette fréquence à des stations de trafic d'aéroport, à moins que l'on n'ait installé, afin de les utiliser simultanément, des dispositifs permettant de travailler sur des fréquences comprises entre 129 et 132 mégacycles. L'on propose en outre que, après le 1^{er} janvier 1940, la fréquence de 278 kc. cesse d'être utilisée pour les besoins du trafic d'aéroport et qu'elle soit remplacée par des fréquences comprises entre 129 et 132 mégacycles.

Article XV. — ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS.

Les organes administratifs des deux Parties échangeront directement les renseignements relatifs à l'aéronautique civile, y compris les attributions de fréquences, la puissance, l'emplacement des stations, les signaux d'identification et l'orientation des parcours.

Article XVI. — INFRACTIONS.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement au courant de toute infraction aux dispositions du présent arrangement, afin de faciliter les mesures destinées à y remédier.

Article XVII. — SERVICES AUTRES QUE CEUX DE L'AÉRONAUTIQUE CIVILE.

a) *Défense nationale.* — Le présent arrangement reconnaît les nécessités primordiales de la défense nationale, telles qu'elles ont été établies par l'article 39 de la Convention internationale des télécommunications, signée à Madrid en 1932, et par les mesures législatives nationales qui ont été ou qui pourront être promulguées conformément à cette convention.

b) Les *radiophares de la Marine* sont reconnus comme travaillant, aux Etats-Unis et au Canada, dans la bande de 285 à 315 kc., ainsi qu'il est prévu dans la Convention des télécommu-

Radio Regulations annexed thereto. The use for aeronautical purposes of these frequencies or immediately adjacent frequencies shall be restricted to locations and powers which will not cause interference with marine radiobeacons along the seacoasts and on the Great Lakes.

(c) *Marine Direction-Finding Service* is recognized as operating in the United States and Canada in the band 365-385 kc. as provided in the Madrid Telecommunication Convention and the General Radio Regulations annexed thereto. The use for aeronautical purposes of these frequencies or immediately adjacent frequencies shall be restricted to locations and powers which will not cause interference with marine radio direction-finding services.

(d) *Marine Communication Services* are recognized as operating in the United States and Canada on certain frequencies between 385 and 400 kc. as provided in the Madrid Telecommunication Convention and the General Radio Regulations annexed thereto. The use for aeronautical purposes of these frequencies or immediately adjacent frequencies shall be restricted to locations and powers which will not cause interference with marine communication services.

CONCLUSION.

Article XVIII. — ABROGATION.

It is mutually agreed that all existing informal undertakings between the Parties or the administrative agencies thereof with respect to radio allocations to aeronautical services provided for herein are hereby superseded and become inoperative upon the effective date of this Arrangement regardless of any contrary provisions for denunciation which may appear in such existing agreements.

Article XIX. — EFFECTIVE DATE.

The effective date of this Arrangement shall be established at the time of the exchange of notes effectuating it.

Article XX. — AMENDMENT.

The Appendices to the present Arrangement, but not the Arrangement itself, may be amended by mutual agreement of the authorized agencies of the Parties hereto.

Article XXI. — DENUNCIATION.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Government upon sixty days' notice given in writing to the other Government.

The Appendices to the proposed Arrangement, which, under the terms of Article XX thereof, may be amended by mutual agreement of the authorized agencies of the Parties thereto, are transmitted as enclosures to this Note.

I shall be glad to have you inform me whether it is the understanding of your Government that the terms of the Arrangement agreed to in the negotiations are as above set forth. If so, it is suggested that the Arrangement become effective as of the date of this Exchange of Notes. If your Government concurs in this suggestion, the Government of the United States will regard it as becoming effective on that date.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :

The Honorable Sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Minister of Canada.

G. S. MESSERSMITH.

nifications de Madrid et le Règlement général des radiocommunications annexé à cette convention. L'utilisation, pour les besoins de l'aéronautique, de ces fréquences ou de fréquences immédiatement voisines sera limitée aux stations qui, en raison de leur emplacement et de leur puissance, n'occasionneront pas de perturbations aux radiophares de la Marine situés en bordure de la mer et sur les Grands Lacs.

c) Le service radiogoniométrique de la Marine est reconnu comme travaillant, aux Etats-Unis et au Canada, dans la bande de 365 à 385 kc., ainsi qu'il est prévu dans la Convention des télécommunications de Madrid et le Règlement général des radiocommunications annexé à cette convention. L'utilisation, pour les besoins de l'aéronautique, de ces fréquences ou de fréquences immédiatement voisines sera limitée aux stations qui, en raison de leur emplacement et de leur puissance, n'occasionneront pas de perturbations aux services radiogoniométriques de la Marine.

d) Les services des communications de la Marine sont reconnus comme travaillant, aux Etats-Unis et au Canada, sur certaines fréquences comprises entre 385 et 400 kc., ainsi qu'il est prévu dans la Convention des télécommunications de Madrid et le Règlement général des radiocommunications annexé à cette convention. L'utilisation, pour les besoins de l'aéronautique, de ces fréquences ou de fréquences immédiatement voisines sera limitée aux stations qui, en raison de leur emplacement et de leur puissance, n'occasionneront pas de perturbations aux services des communications de la Marine.

CONCLUSION.

Article XVIII. — ABROGATION.

Il est entendu de part et d'autre que tous les engagements officieux existants, intervenus entre les Parties ou leurs organes administratifs en matière d'attribution de fréquences aux services aéronautiques visés dans l'arrangement actuel, sont remplacés par les présentes dispositions et qu'ils deviendront inopérants à la date d'entrée en vigueur du dit arrangement, nonobstant toute disposition contraire pouvant figurer dans lesdits accords existants relativement à leur dénonciation.

Article XIX. — DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR.

La date d'entrée en vigueur du présent arrangement sera fixée au moment de l'échange de notes qui le constitue.

Article XX. — AMENDEMENTS.

Les annexes au présent arrangement, mais non l'arrangement lui-même, peuvent être amendées par accord mutuel des organes qualifiés des Parties audit arrangement.

Article XXI. — DÉNONCIATION.

Chaque gouvernement pourra mettre fin au présent arrangement moyennant préavis de soixante jours donné par écrit à l'autre gouvernement.

Les annexes à l'arrangement proposé, qui, aux termes de son article XX, peuvent être amendées par accord mutuel des organes qualifiés des Parties audit arrangement, sont jointes à la présente note.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire savoir si votre gouvernement considère de son côté que les termes de l'arrangement intervenu au cours des négociations sont bien conformes à ce qui précède. Dans l'affirmative, le Gouvernement des Etats-Unis propose que l'arrangement entre en vigueur à la date du présent échange de notes. Si votre gouvernement accepte cette proposition, le Gouvernement des Etats-Unis le considérera comme étant entré en vigueur à cette date.

Veuillez agréer, etc.

L'honorable sir Herbert Marler, P.C., K.C.M.G.,
Ministre du Canada.

No. 4613

Pour le Secrétaire d'Etat,
G. S. MESSERSMITH.

APPENDIX I.

STANDARD TYPES OF AERONAUTICAL RADIO AIDS APPROVED FOR SERVICE OPERATION.

1. Aeronautical Stations (Air to ground and ground to plane).
2. Aeronautical point to point stations (Intermediate and High).
3. Airways Marker Stations.

M : Marker Non-directional.

FM : Marker Fan type Ultra-High 100 watts.

MO : Outer marker for instrument landings.

MI : Inner marker for instrument landings.

4. Radio Range Station.

SRA : Simultaneous transmission of range signals and voice (Adcock vertical radiators) Power 400 watts (Transmitter carrier output).

SMRA : Simultaneous transmission of range signals and voice (Adcock vertical radiators) Power 50 to 150 watts.

RA : Range adcock vertical radiators. Power 400 watts.

MRL : Range loop radiators. Power 50 to 100 watts.

ML : Range loop radiators. Power less than 50 watts.

Z : Cone of silence marker. UHF 5 watts.

Note : The addition of "B" to the above designators indicates that the station concerned broadcasts information on a regular schedule.

5. Airport Traffic Control Stations.

15 watts on 278 KCS.
100 watts on UHF.

6. Glide Path Station.

GP power 200 to 500 watts on UHF.

7. Localizer Station.

GPL power up to 100 watts UHF.

8. Aviation Instruction Station.

ANNEXE I

CATÉGORIES RÉGLEMENTAIRES D'INSTALLATIONS RADIOÉLECTRIQUES DE L'AÉRONAUTIQUE ADMISES A FONCTIONNER.

1. Stations aéronautiques (de l'air au sol et du sol à l'aéroplane).
2. Stations aéronautiques fixes (fréquence intermédiaire et haute fréquence).
3. Phares de position de ligne.

M : Phare non directif.

FM : Phare à rayon conique du type 100 watts à fréquence ultra-haute.

MO : Balise d'approche pour les atterrissages aux instruments.

MI : Balise d'entrée pour les atterrissages aux instruments.

4. Phare de navigation.

SRA : Transmission simultanée de signaux de navigation et de téléphonie (antennes verticales Adcock d'émission). Puissance 400 watts (onde porteuse).

SMRA : Transmission simultanée de signaux de navigation et de téléphonie (antennes verticales Adcock d'émission). Puissance de 50 à 150 watts.

RA : Antennes verticales Adcock pour la navigation. Puissance 400 watts.

MRL : Cadres d'émission pour la navigation. Puissance de 50 à 100 watts.

ML : Cadres d'émission pour la navigation. Puissance inférieure à 50 watts.

Z : Cône de silence de balise. 5 watts sur fréquence ultra-haute.

Note : L'addition de « E » aux indicatifs ci-dessus signifie que la station en question diffuse des renseignements selon un horaire régulier.

5. Stations de trafic d'aéroport.

15 watts sur 278 kcs.

100 watts sur fréquence ultra-haute.

6. Phare de guidage en altitude.

Puissance du phare de 200 à 500 watts sur fréquence ultra-haute.

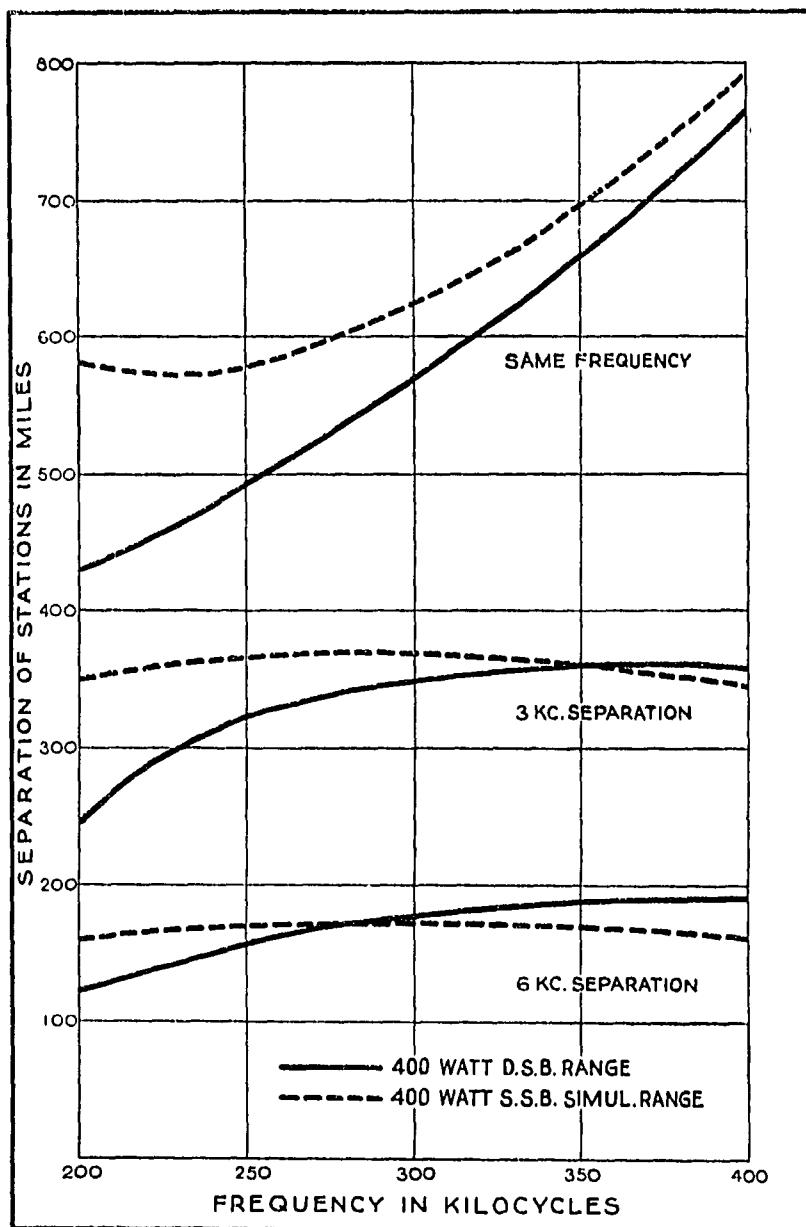
7. Phare de position.

Puissance du phare jusqu'à 100 watts sur fréquence ultra-haute.

8. Station d'instruction d'aviation.

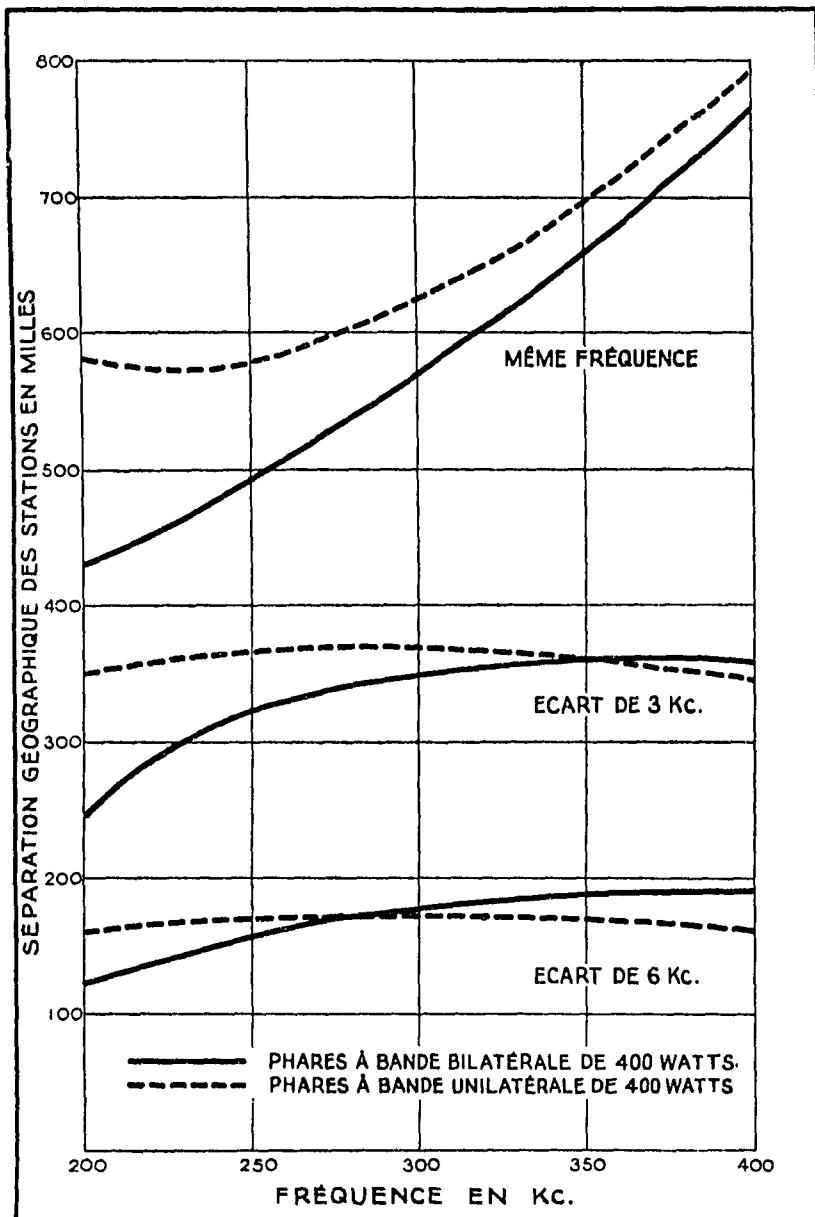
APPENDIX II.

RELATION BETWEEN CARRIER FREQUENCY AND RECOMMENDED GEOGRAPHICAL SPACING OF RADIO RANGE STATIONS FOR CARRIER SEPARATION INDICATED.



ANNEXE II

RAPPORT ENTRE LA FRÉQUENCE DES ONDES PORTEUSES ET L'ESPACEMENT GÉOGRAPHIQUE A MAINTENIR ENTRE LES PHARES DE NAVIGATION, SELON L'ÉCART D'ONDES INDICUÉ.



APPENDIX III.

ALLOCATION OF ULTRA HIGH FREQUENCIES FOR USE OF AERONAUTICAL SERVICES.

Frequency in kc	Type of Service	Frequency in kc	Type of Service
33,420	Aviation (Instructional Flying)	65,780	Marine and radiotelephone and radio-teletype ; ground to aircraft
35,580	" " "		
37,860	" " "		
39,060	" " "	860	
60,180	Radiotelephone and radioteletype ground to aircraft	74,600	Guard
260	"	680	"
420	"	760	"
580	"	840	"
660	"	920	"
820	"	75,000	Aviation markers
980	"	080	Guard
61,060	"	160	"
220	"	240	"
380	"	320	"
460	"	400	"
620	"	93,500	Instrument Landing Glide Path
780	"	900	"
860	"	94,300	"
62,020	"	109,500	Instrument Landing Lateral Guidance (Localizers)
180	"		
260	"		
420	"	900	"
580	"	110,300	"
660	"	123,100	Airway Radio Range
820	"	200	"
980	"	300	"
63,060	"	400	"
220	"	500	"
380	"	600	"
460	"	700	"
620	"	800	"
780	"	900	"
860	"	124,000	"
64,020	"	100	"
180	"	200	"
260	"	300	"
420	"	400	"
580	"	500	"
660	"	600	"
820	"	700	"
980	"	800	"
65,060	"	900	"
220	"	125,000	"
380	"	100	"
460	"	200	"
620	"	300	"

ANNEXE III

RÉPARTITION DES FRÉQUENCES ULTRA-HAUTES A L'USAGE DES SERVICES AÉRONAUTIQUES.

Fréquence en kc.	Genre de service	Fréquence en kc.	Genre de service
33.420	Aviation (vol d'instruction)	65.780	Communications de la Marine, radio-téléphonie et radiotélétypie du sol à l'aéroplane
35.580	"		"
37.860	"		"
39.060	"	860	"
60.180	Radiotéléphonie et radiotélétypie du sol à l'aéroplane	74.600	Garde
260	"	680	"
420	"	760	"
580	"	840	"
660	"	920	"
820	"	75.000	Phares d'aviation
980	"	080	Garde
61.060	"	160	"
220	"	240	"
380	"	320	"
460	"	400	"
620	"	93.500	Guidage en altitude pour les atterrissages aux instruments
780	"	900	"
860	"	94.300	"
62.020	"	109.500	Guidage latéral pour les atterrissages aux instruments (phares de position)
180	"		"
260	"		"
420	"	900	"
580	"	110.300	"
660	"	123.100	Phares de navigation de ligne
820	"	200	"
980	"	300	"
63.060	"	400	"
220	"	500	"
380	"	600	"
460	"	700	"
620	"	800	"
780	"	900	"
860	"	124.000	"
64.020	"	100	"
180	"	200	"
260	"	300	"
420	"	400	"
580	"	500	"
660	"	600	"
820	"	700	"
980	"	800	"
65.060	"	900	"
220	"	125.000	"
380	"	100	"
460	"	200	"
620	"	300	"

Frequency in kc	Type of Service	Frequency in kc	Type of Service
400	Airway Radio Range	129,780	Airport Traffic Control
500	"	130,300	"
600	"	130,860	"
700	"	131,420	"
800	"	131,840	"
900	"	132,120	Aviation "
126,000*	"	133,940	"
100*	"	135,200	"
200*	"	136,320	"
300*	"	137,020	"
400*	"	138,280	"
500*	"	138,980	"
600*	"	139,820	"
700*	"	140,520	"
800*	"	141,220	"
900*	"	141,780	Aviation U. S. and Canada Calling and Working.
127,000*	"		
100*	"		
129,300	Airport Traffic Control		

* The national defense aeronautical services have priority. These frequencies may be used by civil aeronautical services on a secondary basis.

APPENDIX IV.

ALLOCATIONS OF AND RESTRICTIONS ON CIVIL AERONAUTICAL FREQUENCIES BASED ON 400 WATTS CARRIER POWER.

Frequencies	Restrictions	Frequencies	Restrictions
200 (C)		260 None	
203 (C)		263 "	
206 Not to be used by the U. S. within 450 miles of Edmonton. (D)		266 "	
209 (A)		269 (A)	
212 (A)		272 (A)	
215 Not to be used within 800 miles of sea coast. (B) (E)		275 Not to be used within 800 miles of sea coast. (A) (B) (E)	
218 (A) (C)		278 None	
221 (A) (C)		281 Not to be used within 200 miles of sea coast or Great Lakes.	
224 (A)		284 Not to be used within 400 miles of sea coast or Great Lakes.	
227 (A)		287 Not to be used within 600 miles of sea coast or Great Lakes.	
230 None		290 "	
233 "		293 "	
236 "		296 "	
239 "		299 "	
242 "		302 "	
245 Not to be used within 800 miles of sea coast. (B) (E)		305 "	
248 None			
251 (A)			
254 None			
257 (A)			

Fréquence en kc.	Genre de service	Fréquence en kc.	Genre de service
400	Phares de navigation de ligne	129.780	Trafic d'aéroport
500	"	130.300	"
600	"	130.860	"
700	"	131.420	"
800	"	131.840	"
900	"	132.120	Aviation
126.000*	"	133.940	"
100*	"	135.200	"
200*	"	136.320	"
300*	"	137.020	"
400*	"	138.280	"
500*	"	138.980	"
600*	"	139.820	"
700*	"	140.520	"
800*	"	141.220	"
900*	"	141.780	Fréquence d'appel et de travail de l'aviation des Etats-Unis et du Canada
127.000*	"		
100*	"		
129.300	Trafic d'aéroport		

* Les services aéronautiques de la défense nationale ont la priorité. Ces fréquences peuvent être utilisées par les services de l'aéronautique civile à titre secondaire.

ANNEXE IV

RÉPARTITION, AVEC CERTAINES RESTRICTIONS, DES FRÉQUENCES UTILISABLES PAR L'AÉRONAUTIQUE CIVILE, SUR LA BASE D'UNE PUISSANCE D'ONDE PORTEUSE DE 400 WATTS.

Fréquences	Restrictions	Fréquences	Restrictions
200 (C)		260 Néant	
203 (C)		263 "	
206 Non utilisable par les Etats-Unis dans un rayon de 450 milles d'Edmonton. (D)		266 "	
209 (A)		269 (A)	
212 (A)		272 (A)	
215 Non utilisable dans un rayon de 800 milles des côtes maritimes. (B) (E)		275 Non utilisable dans un rayon de 800 milles des côtes maritimes. (A) (B) (E)	
218 (A) (C)		278 Néant	
221 (A) (C)		281 Non utilisable dans un rayon de 200 milles des côtes maritimes ou des Grands Lacs.	
224 (A)		284 Non utilisable dans un rayon de 400 milles des côtes maritimes ou des Grands Lacs.	
227 (A)		287 Non utilisable dans un rayon de 600 milles des côtes maritimes ou des Grands Lacs.	
230 Néant		290 "	
233 "		293 "	
236 "		296 "	
239 "		299 "	
242 "		302 "	
245 Non utilisable dans un rayon de 800 milles des côtes maritimes. (B) (E)		305 "	
248 Néant			
251 (A)			
254 Néant			
257 (A)			

Frequencies	Restrictions	Frequencies	Restrictions
308	Not to be used within 600 miles of sea coast or Great Lakes.	359	Not to be used within 200 miles of sea coast.
311	"	362	None.
314		365	Not to be used within 60 miles of sea coast. (B)
317	Not to be used within 400 miles of sea coast or Great Lakes.	368	Not to be used within 400 miles of sea coast. (B)
320	Not to be used within 200 miles of sea coast or Great Lakes.	371	Not to be used within 700 miles of sea coast. (B)
323	Not to be used within 800 miles of sea coast. (B) (E)	374	Not to be used within 1,000 miles of sea coast. (B)
326	None	376	Not to be used within 1,000 miles of sea coast. (B)
329	"	379	Not to be used within 700 miles of sea coast. (B)
332	"	382	Not to be used within 400 miles of sea coast. (B)
335	"	385	Not to be used within 60 miles of sea coast. (B)
338	"	388	Not to be used within 400 miles of sea coast. (B)
341	"	391	Not to be used within 400 miles of sea coast. (B)
344	(A)	394	Not to be used within 700 miles of sea coast. (B) (C)
347	None		
350	"		
353	Not to be used within 500 miles of sea coast. (E)		
356	Not to be used within 800 miles of sea coast. (B) (E)		

A. This or a frequency within 1 kilocycle is used by low powered stations in Alaska. Future assignments should not cause interference to these stations.

B. The use of this frequency for aeronautical purposes must not cause interference to marine services to which the frequency is primarily assigned. The mileage figure is given only as a guide and the aeronautical service can not claim protection from interference by marine services.

C. Frequencies 201, 219, and 396 KCS are used for special safety services throughout the continental United States and Alaska and are to be protected. Assignments on adjacent frequencies must not cause them interference.

D. This frequency is used by certain radio stations north of Edmonton and future assignments should not cause interference to these stations.

E. Interference to adjacent frequencies from mobile services afloat may be expected.

APPENDIX V.

FREQUENCY ASSIGNMENTS TO RADIO RANGE STATIONS IN THE UNITED STATES AND CANADA, AS OF JANUARY 14TH, 1938.

Frequency	Stations	Frequency	Stations
200 (Army)	Maxwell Field, Ala.		
203			
206	Las Vegas, Nev. ; Mullan Pass, Idaho ; Portland, Maine ; Roanoke, Va. ; Abi-		lene, Texas ; Roseburg, Ore. ; Tampa, Fla. ; Lansing, Mich. ; Brownsville, Tex.

Fréquences	Restrictions	Fréquences	Restrictions
308	Non utilisable dans un rayon de 600 milles des côtes maritimes ou des Grands Lacs.	359	Non utilisable dans un rayon de 200 milles des côtes maritimes.
311	"	362	Néant
314	"	365	Non utilisable dans un rayon de 60 milles des côtes maritimes. (B)
317	Non utilisable dans un rayon de 400 milles des côtes maritimes ou des Grands Lacs.	368	Non utilisable dans un rayon de 400 milles des côtes maritimes. (B)
320	Non utilisable dans un rayon de 200 milles des côtes maritimes ou des Grands Lacs.	371	Non utilisable dans un rayon de 700 milles des côtes maritimes. (B)
323	Non utilisable dans un rayon de 800 milles des côtes maritimes. (B) (E)	374	Non utilisable dans un rayon de 1.000 milles des côtes maritimes. (B)
326	Néant	376	Non utilisable dans un rayon de 1.000 milles des côtes maritimes. (B)
329	"	379	Non utilisable dans un rayon de 700 milles des côtes maritimes. (B)
332	"	382	Non utilisable dans un rayon de 400 milles des côtes maritimes. (B)
335	"	385	Non utilisable dans un rayon de 60 milles des côtes maritimes. (B)
338	"	388	Non utilisable dans un rayon de 400 milles des côtes maritimes. (B)
341	"	391	Non utilisable dans un rayon de 400 milles des côtes maritimes. (B)
344	(A)	394	Non utilisable dans un rayon de 700 milles des côtes maritimes. (B) (C)
347	Néant		
350	"		
353	Non utilisable dans un rayon de 500 milles des côtes maritimes. (E)		
356	Non utilisable dans un rayon de 800 milles des côtes maritimes. (B) (E)		

A. Cette fréquence, ou une fréquence de 1 kilocycle au maximum, est utilisée par les stations à faible puissance de l'Alaska. Les attributions qui seront faites à l'avenir ne devront pas occasionner de brouillages à ces stations.

B. L'utilisation de cette fréquence pour les besoins de l'aéronautique ne doit pas occasionner de brouillages aux services de la marine auxquels cette fréquence est attribuée par priorité. Le nombre de milles n'est donné qu'à titre d'indication, et le service aéronautique ne peut prétendre à être protégé contre les brouillages occasionnés par les services de la Marine.

C. Les fréquences de 201, 219 et 396 kcs. sont utilisées pour les services spéciaux de sécurité sur tout le territoire continental des Etats-Unis et de l'Alaska et doivent bénéficier d'une protection. Les attributions qui pourront être faites sur des fréquences voisines ne devront pas leur occasionner de brouillages.

D. Cette fréquence est utilisée par certaines stations radioélectriques situées au nord d'Edmonton, et les attributions qui pourront être faites à l'avenir ne devront pas occasionner de brouillages à ces stations.

E. Il y a lieu de s'attendre à ce que des brouillages soient occasionnés à des fréquences voisines par les services mobiles flottants.

ANNEXE V

ATTRIBUTION DE FRÉQUENCES AUX PHARES DE NAVIGATION DES ETATS-UNIS ET DU CANADA A LA DATE DU 14 JANVIER 1938.

Fréquence	Stations	Fréquence	Stations
200 (Armée)	Maxwell Field (Alaska).		couver) ; Abilene (Texas) ; Roseburg (Oregon) ; Tampa (Floride) ; Lansing (Michigan) ; Brownsville (Texas).
203			
206	Las Vegas (Nevada) ; Mullan Pass (Idaho) ; Portland (Maine) ; Roanoke (Van-		

Frequency	Stations	Frequency	Stations
209	McConnellsburg, Pa. ; New Florence, Mo. ; St. Louis, Mo. ; Saugus, Calif. ; Waynoka, Okla. ; Parco, Wyo. ; Stampede Pass, Wash. ; New Hackensack, N. Y. ; Lac La-Biche (Can.).		gue, Calif. ; Bakersfield, Cal. ; Springfield, Ill. ; Toledo, O.
212	Adair, Iowa ; Des Moines, Iowa ; Mercer, Pa. ; Montezuma, Iowa ; Delta, Utah ; Tucumcari, N. M. ; Charlotte, N. C. ; Austin, Tex. ; Coleman (Can.).	242	Alma, Ga. ; Auburn, Calif. ; Blue Canyon, Calif. ; El Paso, Texas ; Harrisburg, Pa. ; Livermore, Calif. ; Milwaukee, Wisc. ; Oakland, Calif. ; Potrero Hill, Calif. ; Wagaming (Can.) ; Broadview (Can.) ; Cranbrook (Can.).
215	Custer, Mont.	245	(Navy) San Pedro, Calif.
218		248	Amarillo, Texas ; Anderson, S. C. ; Charlotte, N. C. ; Granger, Wyo. (to go to 382 kc) ; Mobile, Ala. ; Spartanburg, S. C. ; Strathburn (Can.) ; Terre Haute, Ind. ; Wendover, Utah ; Pagwa (Can.) ; Montreal (Can.) ; Vancouver (Can.) ; Lethbridge (Can.) ; Winnipeg (Can.) ; Ft. Smith (Can.) ; White Horse (Can.).
221	Augusta, Maine ; South Bend, Ind. ; Bristol, Tenn. ; Baker, Ore. ; Selkirk (Can.).	251	Blythe, Calif. ; Concord, N. H. ; Eugene, Ore.
224	Corpus Christi, Texas ; Bellefonte, Pa. ; Birmingham, Ala. ; Brookville, Pa. ; Davenport, Iowa ; Livingston, Mont. ; Montezuma, Iowa ; Mt. Shasta, Calif. ; Oceanside, Calif. ; San Diego, Calif. ; Sunbury, Pa. ; Tacoma, Wash. ; Woodward, Pa. ; Moncton (Can.).	254	Cambridge, Ohio ; Humboldt, Nev. ; Pittsburgh, Pa. ; Reno, Nev. ; Rodeo, N. M. ; San Antonio, Texas ; Springfield, Mo. ; Superior, Mont. ; Titusville, Fla. ; Halifax (Can.).
227	Enterprise, Utah ; Langley Field, Va. ; Creston (Can.) ; Killaloe (Can.).	257	Floyd Bennett, N. Y. ; Knoxville, Tenn. ; Joliet, Ill. ; Baltimore, Md. ; Earlton (Can.).
230	Albuquerque, N. M. ; Anton Chico, N. M. ; Arlington, Ore. ; Bismarck, N. D. ; Boston, Mass. ; Cascade Locks, Ore. ; Detroit, Mich. ; North Dalles, Wash. ; Shreveport, La. ; Langley Field, Va. ; Waterways (Can.).	260	Buffalo, N. Y. ; Cherokee, Wyo. ; Cozad, Neb. ; Easton, Wash. ; Jackson, Miss. ; Los Angeles, Calif. ; Oceanside, Calif. ; Palmdale, Calif. ; Richmond, Va. ; Seattle, Wash. ; South Boston, Va. ; Wink, Texas ; Grand Island ; Nebraska ; Pembina, N. D. ; New Glasgow (Can.).
233	Long Beach, Calif. ; Somerset, Pa. ; Savannah, Ga. ; Oakland, Calif. (Oakland to go in when Long Beach is discontinued on 233) ; Butte, Mont. ; Hope (Can.) ; Ft. William (Can.) ; Quebec (Can.).	263	Boston, Mass. ; Medford, Ore. ; Putnam, Conn. ; Sexton Summit, Ore. ; Scottfield, Ill. (Army) ; Galveston, Texas ; Grantsville, Utah.
236	Vero Beach, Fla. ; McCool, Ind. ; Oakland, Calif. (when simultaneous is installed).	266	Adairsville, Ga. ; Anderson, S. C. ; Atlanta, Ga. ; Camden, N. J. ; Canadian, Texas ; Hager City, Wis. ; Indianapolis,
239	Bangor, Maine ; Chehalis, Wash. ; Florence, S. C. ; Meridian, Miss. ; Monta-		

Fréquence	Stations	Fréquence	Stations
209	McConnellsburg (Pennsylvanie) ; New Florence (Missouri) ; Saint-Louis (Missouri) ; Saugus (Californie) ; Waynoka (Oklahoma) ; Parco (Wyoming) ; Stampede Pass (Washington) ; New Hackensack (New-York) ; Lac La-Biche (Canada).	(Mississippi) ; Montague (Californie) ; Bakersfield (Californie) ; Springfield (Illinois) ; Toledo (Ohio).	
212	Adair (Iowa) ; Des Moines (Iowa) ; Mercer (Pennsylvanie) ; Montezuma (Iowa) ; Delta (Utah) ; Tucumcari (Nouveau-Mexique) ; Charlotte (Caroline du Nord) ; Austin (Texas) ; Coleman (Canada).	242 Alma (Georgie) ; Auburn (Californie) ; Blue Canyon (Californie) ; El Paso (Texas) ; Harrisburg (Pennsylvanie) ; Livermore (Californie) ; Milwaukee (Wisconsin) ; Oakland (Californie) ; Potrero Hill (Californie) ; Wagaming (Canada) ; Broadview (Canada) ; Cranbrook (Canada).	
215	Custer (Montana).	245 (Marine) San Pedro (Californie).	
218		248 Amarillo (Texas) ; Anderson (Caroline du Sud) ; Charlotte (Caroline du Nord) ; Granger (Wyoming) (passera sur 382 kc.) ; Mobile (Alaska) ; Spartanburg (Caroline du Sud) ; Strathburn (Canada) ; Terre Haute (Indiana) ; Wendover (Utah) ; Pagwa (Canada) ; Montreal (Canada) ; Vancouver (Canada) ; Lethbridge (Canada) ; Winnipeg (Canada) ; Ft. Smith (Canada) ; White Horse (Canada).	
221	Augusta (Maine) ; South Bend (Indiana) ; Bristol (Tennessee) ; Baker (Oregon) ; Selkirk (Canada).	251 Blythe (Californie) ; Concord (New Hampshire) ; Eugene (Oregon).	
224	Corpus Christi (Texas) ; Bellefonte (Pennsylvanie) ; Birmingham (Alaska) ; Brookville (Pennsylvanie) ; Davenport (Iowa) ; Livingston (Montana) ; Montezuma (Iowa) ; Mt. Shasta (Californie) ; Oceanside (Californie) ; San Diego (Californie) ; Sunbury (Pennsylvanie) ; Tacoma (Washington) ; Woodward (Pennsylvanie) ; Moncton (Canada).	254 Cambridge (Ohio) ; Humboldt (Nevada) ; Pittsburgh (Pennsylvanie) ; Reno (Nevada) ; Rodeo (Nouveau-Mexique) ; San Antonio (Texas) ; Springfield (Missouri) ; Superior (Montana) ; Titusville (Floride) ; Halifax (Canada).	
227	Enterprise (Utah) ; Langley Field (Vancouver) ; Creston (Canada) ; Killaloe (Canada).	257 Floyd Bennett (New-York) ; Knoxville (Tennessee) ; Joliet (Illinois) ; Baltimore (Maryland) ; Earlton (Canada).	
230	Albuquerque (Nouveau-Mexique) ; Anton Chico (Nouveau-Mexique) ; Arlington (Oregon) ; Bismarck (Dakota septentrional) ; Boston (Massachusetts) ; Cascade Locks (Oregon) ; Detroit (Michigan) ; North Dalles (Washington) ; Shreveport (Louisiane) ; Langley Field (Vancouver) ; Waterways (Canada).	260 Buffalo (New-York) ; Cherokee (Wyoming) ; Cozad (Nébraska) ; Easton (Washington) ; Jackson (Mississippi) ; Los Angeles (Californie) ; Oceanside (Californie) ; Palmdale (Californie) ; Richmond (Vancouver) ; Seattle (Washington) ; South Boston (Vancouver) ; Wink (Texas) ; Grand Island ; Nébraska ; Pembina (Dakota septentrional) ; New Glasgow (Canada).	
233	Long Beach (Californie) ; Somerset (Pennsylvanie) ; Savannah (Georgie) ; Oakland (Californie) (Oakland passera sur la fréquence de 233 lorsque Long Beach cessera de travailler sur cette fréquence) ; Butte (Montana) ; Hope (Canada) ; Ft. William (Canada) ; Quebec (Canada).	263 Boston (Massachusetts) ; Medford (Oregon) ; Putnam (Connecticut) ; Sexton Summit (Oregon) ; Scottfield (Illinois) (Armée) ; Galveston (Texas) ; Grantsville (Utah).	
236	Vero Beach (Floride) ; McCool (Indiana) ; Oakland (Californie) (lors de l'installation de la transmission simultanée).	266 Adairsville (Georgie) ; Anderson (Caroline du Sud) ; Atlanta (Georgie) ; Camden (New-Jersey) ; Canadian	
239	Bangor (Maine) ; Chehalis (Washington) ; Florence Caroline du Sud) ; Meridian		

Frequency	Stations	Frequency	Stations
	Ind. ; Jefferson, Ga. ; Lafayette, Ind. ; Minneapolis, Minn. ; Winslow, Ariz. ; Golva, N. D. ; Livermore, Calif. ; Edmonton (Can.) ; Kapuskasing (Can.).	304	Nashville, Tenn. ; Monteagle, Tenn.
269	Ephrata, Wash. ; Indio, Calif. ; Connells-ville, Pa. (War Dept.).	305	Dickinson, N. D. ; Missoula, Mont. ; Anton Chico, N. M.
272	Burley, Idaho ; King Hill, Idaho ; Little Rock, Ark. ; Miami, Fla. ; Pulaski, Va. ; Sterling, Ill. ; Strevell, Idaho ; March Field (Army) ; Duncan Field, S. A. Texas (Army) ; Randolph Field, Texas (Army) ; Putnam, Conn. ; Reay (Can.) ; Slave Lake (Can.).	311	
275		314	Moran, Kansas ; Sidney, Neb. ; Malad, Idaho ; Maple Creek (Can.) (to be replaced by Medicine Hat (Can.)) ; Swift Current, Sask. (Can.).
278	Alexandria, Minn. ; Ashfork, Ariz. ; Effingham, Ill. ; El Morro, N. M. ; Grand Forks, N. D. ; Greenwood, Miss. ; Guadalupe Pass, Tex. ; Kirksville, Mo. ; Lone Rock, Wis. ; Navasota, Texas ; Neosho, Mo. ; Pocatello, Idaho ; Tucumcari, N. M. ; Tylertown, Miss. ; Laramie, Wyo. ; Mormon Mesa, Nev. ; Mt. Shasta, Calif. ; Needles, Calif. ; Rochester, N. Y. ; Utica, N. Y. ; Grand Rapids, Mich. ; Lafayette, Indiana ; Tyler, Texas.	317	Peace River (Can.) ; Advana, Mo. ; Lynchburg, Va. ; Gt. Falls, Mont.
281	Calgary (Can.).	320	Adair, Iowa ; Allentown, Pa. ; Coeur d'Alene, Idaho ; Goshen, Ind. ; Helmer, Ind. ; Martins Creek, Pa. ; McCool, Ind. ; Milford, Utah ; Miles City, Mont. ; Omaha, Neb. ; Texarkana, Ark. ; Sioux Lookout (Can.).
284	Big Springs, Neb. ; Cozad, Neb. ; Louisville, Ky. ; North Platte, Neb. ; Columbus, N. M. ; Whitehall, Mont.	323	
287		326	Big Spring, Texas ; Burlington, Iowa ; Cheyenne, Wyo. ; Jarvis, Ont. (Can.) ; Morse, Ill. ; Phoenix, Ariz. ; Williamis Calif. ; Potrero Hill, Calif. ; Pensacola, (Navy) ; Mitchell Field (Army) ; Kenora (Can.) ; Saskatoon (Can.) ; Princeton (Can.) ; Blissville (Can.) ; Porquis (Can.) ; Lower Post (Can.).
290	Granger, Wyo. ; Otto, N. M. ; Rock Springs, Wyo. ; Chesterfield, Tenn. ; Regina (Can.) ; Grand Forks (Can.).	329	Belgrade, Mont. ; Hartford, Conn. ; Charleston, S. C. ; Ardmore, Okla.
293		332	Cascade Locks, Ore. ; Cassoday, Kansas ; Castle Rock, Wash. ; Houston, Texas ; Key West, Fla. ; Portland, Ore. ; Palmdale, Calif. ; Washington, D. C. ; Wichita, Kansas ; Medicine Hat (Can.) ; Sorel (Can.) ; Nakina (Can.) ; Ft. Nelson (Can.).
296	Drummond, Mont. ; Tulsa, Okla. ; Rivers (Can.).	335	Cincinnati, Ohio ; Milroy, Ind. ; Warsaw, Ky. ; Sacramento, Calif. ; Oliver (Can.) ; Ottawa (Can.).
299		338	New Orleans, La. ; Rockford, Ill. ; Salt Lake City, Utah ; Tucson, Ariz. ; Martinsburg, Pa.
302	Locomotive Springs, Utah ; Pueblo, Colo. ; Ft. Leavenworth (Army) Battleford.		

Fréquence	Stations	Fréquence	Stations
	(Texas) ; Hager City (Wisconsin) ; Indianapolis (Indiana) ; Jefferson (Georgie) ; Lafayette (Indiana) ; Minneapolis (Minnesota) ; Winslow (Arizona) ; Golva (Dakota septentrional) ; Livermore (Californie) ; Edmonton (Canada) ; Kapuskasing (Canada).	304	Nashville (Tennessee) ; Monteagle (Tennessee).
269	Ephrata (Washington) ; Indio (Californie) ; Connellsville (Pennsylvanie) (Département de la Guerre).	305	Dickinson (Dakota septentrional) ; Missoula (Montana) ; Anton Chico (Nouveau-Mexique).
272	Burley (Idaho) ; King Hill (Idaho) ; Little Rock (Arkansas) ; Miami (Floride) ; Pulaski (Vancouver) ; Sterling (Illinois) ; Strevell (Idaho) ; March Field (Armée) ; Duncan Field S. A. (Texas) (Armée) ; Randolph Field (Texas) (Armée) ; Putnam (Connecticut) ; Reay (Canada) ; Slave Lake (Canada).	311	Moran (Kansas) ; Sidney (Nébraska) ; Malad (Idaho) ; Maple Creek (Canada) (sera remplacé par Medicine Hat (Canada)) ; Swift Current (Saskatchewan, Canada).
275		314	Peace River (Canada) ; Advana (Missouri) ; Lynchburg (Vancouver) ; Gt. Falls (Montana).
278	Alexandria (Minnesota) ; Ashfork (Arizona) ; Effingham (Illinois) ; El Morro (Nouveau-Mexique) ; Grand Forks (Dakota septentrional) ; Greenwood (Mississippi) ; Guadalupe Pass (Texas) ; Kirksville (Missouri) ; Lone Rock (Wisconsin) ; Navasota (Texas) ; Neosho (Missouri) ; Pocatello (Idaho) ; Tucumcari (Nouveau-Mexique) ; Tylertown (Mississippi) ; Laramie (Wyoming) ; Mormon Mesa (Nevada) ; Mt. Shasta (Californie) ; Needles (Californie) ; Rochester (New-York) ; Utica (New-York) ; Grand Rapids (Michigan) ; Lafayette (Indiana) ; Tyler (Texas).	317	Adair (Iowa) ; Allentown (Pennsylvanie) ; Cœur d'Alene (Idaho) ; Goshen (Indiana) ; Helmer (Indiana) ; Martins Creek (Pennsylvanie) ; Mc Cool (Indiana) ; Milford (Utah) ; Miles City (Montana) ; Omaha (Nébraska) ; Texarkana (Arkansas) ; Sioux Lookout (Canada).
		320	
323		326	Big Spring (Texas) ; Burlington (Iowa) ; Cheyenne (Wyoming) ; Jarvis (Ontario, Canada) ; Morse (Illinois) ; Phoenix (Arizona) ; Williams (Californie) ; Potrero Hill (Californie) ; Pensacola (Marine) ; Mitchell Field (Armée) ; Kenora (Canada) ; Saskatoon (Canada) ; Princeton (Canada) ; Blissville (Canada) ; Porquis (Canada) ; Lower Post (Canada).
329		329	Belgrade (Montana) ; Hartford (Connecticut) ; Charleston (Caroline du Sud) ; Ardmore (Oklahoma).
332		332	Cascade Locks (Oregon) ; Cassoday (Kansas) ; Castle Rock (Washington) ; Houston (Texas) ; Key West (Floride) ; Portland (Oregon) ; Palmdale (Californie) ; Washington (district de Colombie) ; Wichita (Kansas) ; Medicine Hat (Canada) ; Sorel (Canada) ; Nakina (Canada) ; Ft. Nelson (Canada).
335		335	Cincinnati (Ohio) ; Milroy (Indiana) ; Warsaw (Kentucky) ; Sacramento (Californie) ; Oliver (Canada) ; Ottawa (Canada).
338		338	Nouvelle-Orléans (Louisiane) ; Rockford (Illinois) ; Salt Lake City (Utah) ; Tucson (Arizona) ; Martinsburg (Pennsylvanie).

Frequency	Stations	Frequency	Stations
341	Adairsville, Ga. ; Arlington, Ore. ; Chattanooga, Tenn. ; Dallas, Texas ; Elizabeth, N. J. ; La Grande, Ore. ; Monteagle, Tenn. ; Pendleton, Ore. ; Santa Ana, Calif.		Greensboro, N. C. ; New Hackensack, N. Y. ; Palmdale, Calif. ; Santo, Texas ; So. Boston, Va. ; Spokane, Wash. ; Rantoul, Ill. (Army).
344	Brookville, Pa. ; Cleveland, Olio ; Fresno, Calif. ; Jacksonville, Fla. ; Jamestown, N. D. ; Medicine Bow, Wyo. ; Spring Bluff, Mo. ; Vickery, Ohio ; Warren, Ohio ; Kelly Field, Texas (Army).	368	Aberdeen, Md. ; Smith's Grove, Ky. ; Akron, Col. ; Toronto (Can.).
347	Gordonsville, Va. ; Billings, Mont. ; North Bay (Can.).	371	Buffalo Valley, Nev. ; Dunkirk, N. Y. ; Eric, Pa. ; Hager City, Wis. ; LaCrosse, Wis. ; Helena, Mont. ; Memphis, Tenn. ; Perry, Ohio ; Acomita, N. M.
350	Ardmore, Okla. ; Boise, Idaho ; Chicago, Ill. ; King Hill, Idaho ; Kingman, Ariz. ; Lafayette, Ind. ; Morse, Ill. ; Oklahoma City, Okla. ; Raleigh, N. C. ; Syracuse, N. Y. ; Weiser, Idaho.	379	Columbia, Mo. ; New Florence, Mo. ; Denver, Col. ; Wright Field (Army) Dillon, Mont.
353	Morse, Ill.	382	Knight, Wyo.
356	Archbold, Ohio (to go to 278) ; Buckstown, Pa. (will be moved to Somerset) ; Idaho Falls, Idaho ; Kansas City, Mo. ; Knoxville, Mo.	385	Blue Canyon, Calif. ; Easton, Wash. ; Ellensburg, Wash. ; Elmira, N. Y. ; Peoria, Ill. ; Waco, Texas ; Donner Summit, Calif. ; Macon, Ga.
359		388	Dubois, Idaho ; Bolling Field (Army), March Field (Army), Selfridge Field, (Army), Smithville, Tenn. ; Enders, Neb.
362	Akron, Ohio ; Tintic, Utah ; Red Bluff, Calif. ; Megantic (Can.).	391	Beowawe, Nev. ; Cambridge, Ohio ; Columbus, Ohio ; Elko, Nev. ; Hayesville, Ohio ; Humboldt, Nev. ; Lebo, Kansas ; Ventosa, Nev.
365	Albany, N. Y. ; Ardmore, Okla. ; Charlotte, N. C. ; Columbiaville, N. Y. ; Daggett, Calif. ; Fargo, N. D. ; Ft. Worth, Texas ; Gainesville, Texas ;	394	

NOTE :

Frequencies not yet selected for the following stations :

Sudbury (Can.).
 Sault St. Mary (Can.).
 Prescott (Can.).
 Belleville (Can.).
 Ft. Myer, Florida.
 Lewiston, Montana.
 Gardner, Kansas.
 Victoria, Va.
 Saltillo, Texas.
 Brinkley, Arkansas.
 Arkadelphia, Arkansas.
 Monroe, Louisiana.
 St. Joseph, Missouri.

Walla Walla, Washington.
 Deer Lodge, Montana.
 Bloomington, Illinois.
 Springfield, Mass.
 Salem, Oregon.
 Kalamazoo, Michigan.
 Lincoln, Nebraska.
 Ponca City, Oklahoma.
 Flint, Michigan.
 Big Timber, Montana.
 Madison, Wisconsin.
 Mountain Home, Idaho.
 Twin Falls, Idaho.

Fréquence	Stations	Fréquence	Stations
341	Adairsville (Georgie) ; Arlington (Oregon) ; Chattanooga (Tennessee) ; Dallas (Texas) ; Elizabeth (New Jersey) ; La Grande (Oregon) ; Monteagle (Tennessee) ; Pendleton (Oregon) ; Santa Ana (Californie).		trional) ; Ft. Worth (Texas) ; Gainesville (Texas) ; Greensboro (Caroline du Nord) ; New Hackensack (New-York) ; Palmdale (Californie) ; Santo (Texas) ; So. Boston (Vancouver) ; Spokane (Washington) ; Rantoul (Illinois) (Armée).
344	Brookville (Pennsylvanie) ; Cleveland (Ohio) ; Fresno (Californie) ; Jacksonville (Floride) ; Jamestown (Dakota septentrional) ; Medicine Bow (Wyoming) ; Spring Bluff (Missouri) ; Viceroy (Ohio) ; Warren (Ohio) ; Kelly Field (Texas). (Armée).	368	Aberdeen (Maryland) ; Smith's Grove (Kentucky) ; Akron (Colorado) ; Toronto (Canada).
347	Gordonsville (Vancouver) ; Billings (Montana) ; North Bay (Canada).	371	Buffalo Valley (Nevada) ; Dunkirk (New-York) ; Erie (Pennsylvanie) ; Hager City (Wisconsin) ; LaCrosse (Wisconsin) ; Helena (Montana) ; Memphis (Tennessee) ; Perry (Ohio) ; Acomita (Nouveau-Mexique).
350	Ardmore (Oklahoma) ; Boise (Idaho) ; Chicago (Illinois) ; King Hill (Idaho) ; Kingman (Arizona) ; Lafayette (Indiana) ; Morse (Illinois) ; Oklahoma City (Oklahoma) ; Raleigh (Caroline du Nord) ; Syracuse (New-York) ; Weiser (Idaho).	379	Columbia (Missouri) ; New Florence (Missouri) ; Denver (Colorado) ; Wright Field (Armée) Dillon (Montana).
353	Morse (Illinois).	382	Knight (Wyoming).
356	Archbold (Ohio) (passera sur 278) ; Buckstown (Pennsylvanie) (sera transféré à Somerset) ; Idaho Falls (Idaho) ; Kansas City (Missouri) ; Knoxville (Missouri).	385	Blue Canyon (Californie) ; Easton (Washington) ; Ellensburg (Washington) ; Elmira (New-York) ; Peoria (Illinois) ; Waco (Texas) ; Donner Summit (Californie) ; Macon (Georgie).
359	Akron (Ohio) ; Tintic (Utah) ; Red Bluff (Californie) ; Megantic (Canada).	388	Dubois (Idaho) ; Bolling Field (Armée), March Field (Armée), Selfridge Field (Armée), Smithville (Tennessee) ; Enders (Nébraska).
362	Albany (New-York) ; Ardmore (Oklahoma) ; Charlotte (Caroline du Nord) ; Columbiaville (New-York) ; Daggett (Californie) ; Fargo (Dakota septen-	391	Beowawe (Nevada) ; Cambridge (Ohio) ; Columbus (Ohio) ; Elko (Nevada) ; Hayesville (Ohio) ; Humboldt (Nevada) ; Lebo (Kansas) ; Ventosa (Nevada).
365		394	

NOTE

Il n'a pas encore été choisi de fréquences pour les stations ci-après :

Sudbury (Canada).
Sault St. Mary (Canada).
Prescott (Canada).
Belleville (Canada).
Ft. Myer (Floride).
Lewiston (Montana).
Gardner (Kansas).
Victoria (Vancouver).
Saltillo (Texas).
Brinkley (Arkansas).
Arkadelphia (Arkansas).
Monroe (Louisiane).
St. Joseph (Missouri).

Walla Walla (Washington).
Deer Lodge (Montana).
Bloomington (Illinois).
Springfield (Massachusetts).
Salem (Oregon).
Kalamazoo (Michigan).
Lincoln (Nébraska).
Ponca City (Oklahoma).
Flint (Michigan).
Big Timber (Montana).
Madison (Wisconsin).
Mountain Home (Idaho).
Twin Falls (Idaho).

Ventosa, Nevada.	Santa Fe, New Mexico.
St. Peter, Minnesota.	Trinidad, Colorado.
West Union, Ohio.	Las Vegas, New Mexico.
Sutton, W. Va.	Sheridan, Wyoming
Petersburg, W. Va.	Buffalo, Wyoming.
Crowley, La.	Casper, Wyoming.
Eldorado, Oklahoma.	Douglas, Wyoming.
Barnett, Georgia.	Carancahua, Texas.
Glens Falls, New York.	Socorro, New Mexico.
Rouses Point, New York.	Sioux Falls, South Dakota.
Everett, Washington.	Huron, South Dakota.
Wagon Mound, New Mexico.	Aberdeen, South Dakota.
Lodge Grass, Montana.	Bischof, North Dakota.
Upham, Texas.	Ft. Wayne, Indiana.
Conrad, Montana.	Sweet Grass.
Siam, California.	York, Pennsylvania.
Coldwater, Michigan.	Williamsport, Pa.
Sioux City, Iowa.	Olean, New York.
Jackson, Minnesota.	Scotts Bluff, South Dakota.
Huntington, W. Va.	Hot Springs, South Dakota.
Charleston, W. Va.	Philip, South Dakota.
Elkin, W. Va.	Pierre, South Dakota.
Front Royal, W. Va.	Brookings, South Dakota.
Beaumont, Texas.	Redwood Falls.
Lake Charles, La.	Parkersburg, W. Va.
Baton Rouge, La.	South Rim, Arizona.
Claredon, Texas.	Pierces Ferry, Utah.
Wichita Falls, Texas.	Death Valley, Calif.
Madison, Georgia.	Independence, Calif.
Augusta Georgia.	Millinocket, Maine.
Ticonderoga, New York.	Houlton, Maine.
Burlington, Vermont.	Caribou, Maine.
Bellingham, Washington.	Stockville, Nebraska.

CANADIAN LEGATION.

II.

No. 38.

SIR,

WASHINGTON, February 20th, 1939.

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of February 20th, 1939, in which you communicated to me the terms of a Canadian-United States Regional Arrangement governing the Use of Radio for Civil Aeronautical Services, as understood by you to have been agreed to in the negotiations, now terminated, between the Government of Canada and the Government of the United States of America.

2. The terms of this Arrangement which you have communicated to me are as follows :

**CANADIAN-UNITED STATES REGIONAL ARRANGEMENT
GOVERNING THE USE OF RADIO FOR CIVIL AERONAUTICAL SERVICES.**

Article I. — SCOPE.

The present Arrangement between Canada and the United States concerns primarily the radio communication service of civil aeronautics and civil air navigation services. Except for Article XIII, the subject matter of this Arrangement is confined to the frequencies 200-400 kc. and above

Ventosa (Nevada).	Santa Fe (Nouveau-Mexique).
St. Peter (Minnesota).	Trinidad (Colorado).
West Union (Ohio).	Las Vegas (Nouveau-Mexique).
Sutton (Virginie de l'Ouest).	Sheridan (Wyoming).
Petersburg (Virginie de l'Ouest).	Buffalo (Wyoming).
Crowley (Louisiane).	Casper (Wyoming).
Eldorado (Oklahoma).	Douglas (Wyoming).
Barnett (Georgie).	Carancahua (Texas).
Glens Falls (New-York).	Socorro (Nouveau-Mexique).
Rouses Point (New-York).	Sioux Falls (Dakota méridional).
Everett (Washington).	Huron (Dakota méridional).
Wagon Mound (Nouveau-Mexique).	Aberdeen (Dakota méridional).
Lodge Grass (Montana).	Bischof (Dakota septentrional).
Upham (Texas).	Ft. Wayne (Indiana).
Conrad (Montana).	Sweet Grass.
Siam (Californie).	York (Pennsylvanie).
Coldwater (Michigan).	Williamsport (Pennsylvanie).
Sioux City (Iowa).	Olean (New-York).
Jackson (Minnesota).	Scotts Bluff (Dakota méridional).
Huntington (Virginie de l'Ouest).	Hot Springs (Dakota méridional).
Charleston (Virginie de l'Ouest).	Philip (Dakota méridional).
Elkin (Virginie de l'Ouest).	Pierre (Dakota méridional).
Front Royal (Virginie de l'Ouest).	Brookings (Dakota méridional).
Beaumont (Texas).	Redwood Falls.
Lake Charles (Louisiane).	Parkersburg (Virginie de l'Ouest).
Baton Rouge (Louisiane).	South Rim (Arizona).
Claredon (Texas).	Pierces Ferry (Utah).
Wichita Falls (Texas).	Death Valley (Californie).
Madison (Georgie).	Independence (Californie).
Augusta (Georgie).	Millinocket (Maine).
Ticonderoga (New-York).	Houlton (Maine).
Burlington (Vermont).	Caribou (Maine).
Bellingham (Washington).	Stockville (Nébraska).

LÉGATION DU CANADA.

Nº 38.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

II.

WASHINGTON, le 20 février 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 20 février 1939, par laquelle vous me communiquez les termes d'un arrangement régional entre le Canada et les Etats-Unis réglementant l'emploi de la radio pour les services de l'aéronautique civile, tels que vous les considérez comme ayant été adoptés au cours des négociations, aujourd'hui terminées, qui ont eu lieu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

2. Les termes dudit arrangement que vous m'avez communiqués sont les suivants :

**ARRANGEMENT RÉGIONAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS
RÉGLEMENTANT L'EMPLOI DE LA RADIO POUR LES SERVICES DE L'AÉRONAUTIQUE CIVILE.**

Article premier. — PORTÉE.

Le présent arrangement entre le Canada et les Etats-Unis vise principalement les communications radioélectriques de l'aéronautique civile et des services civils de la navigation aérienne. Sauf en ce qui concerne l'article XIII, cet arrangement ne concerne que les fréquences

30,000 kc. Services other than civil aeronautical which may incidentally be involved from the standpoint of interference to and by the civil aeronautical radio services are treated in Article XVII. Nothing in this Arrangement shall be construed as lessening in any manner or to any degree the rights enjoyed by the national defense services of either country.

Article II. — APPLICATION.

Nothing in the present Arrangement shall contravene the pertinent portions of the International Telecommunication Convention, Madrid, 1932; the Radio Regulations annexed thereto to which the Parties to this Arrangement have subscribed; the Inter-American Radio Communications Convention, Habana, 1937, and the Inter-American Arrangement on Radio Communications, Habana, 1937, or such documents as may supplant them as a result of subsequent conferences.

Article III. — STANDARDIZATION.

In order that international flying may be facilitated, the standardization and use of aeronautical radio facilities are provided for in this Arrangement. Appendix I lists the standard classes of aeronautical radio aids approved for service operation.

Article IV. — GEOGRAPHICAL SPACING OF AERONAUTICAL STATIONS.

In accordance with the general principles governing the economical use of the available channels, assignments shall be duplicated with a minimum practicable geographical separation between stations as determined by permissible ratio of interfering signal to desired signal, characteristics of the frequencies in use, and the areas of operation of the stations concerned.

Article V. — SHARING OF CHANNELS.

The principle of the sharing of frequencies which are made available for aeronautical services by international convention is fully recognized, particularly, however, with respect to those allocated to such services by the Inter-American Arrangement concerning Radio Communications, Habana, 1937. Recognition is given, however, to the priority of existing services as set forth in Article XVII and Appendix IV. In general, assignments to a new station shall be treated as an individual problem to be solved by engineering methods.

Article VI. — FIELD INTENSITY.

In order that radio interference beyond the service area may be reduced to a minimum, radiated power should ordinarily be adjusted to a value consistent with a normal required field intensity within the prescribed area in which it is desired to render service.

BAND 200-400 KC.

Article VII. — GEOGRAPHICAL SPACING.

In the case of radio range stations in the band 200-400 kc., the geographical spacing of the stations shall be not less than that prescribed in the curve shown in Appendix II. For powers other than four hundred watts, the distances shown in Appendix II shall be modified accordingly.

Article VIII. — STANDARDIZATION OF QUADRANT SIGNALS.

For uniformity and for purpose of course orientation, the characteristic "N" shall be utilized in the quadrant through which the true north line passes, except when the northerly course is true

de 200 à 400 kc. et de plus de 30.000 kc. Le cas des services, autres que ceux de l'aéronautique civile, qui pourront incidemment se trouver en cause, du point de vue des brouillages provoqués par les services radioélectriques de l'aéronautique civile ou occasionnés à ces mêmes services, est traité à l'article XVII. Aucune disposition du présent arrangement ne sera interprétée comme restreignant d'une manière ou à un degré quelconque les droits dont jouissent les services de la défense nationale de l'un ou l'autre pays.

Article II. — APPLICATION.

Aucune disposition du présent arrangement ne devra contrevir aux passages pertinents de la Convention internationale des télécommunications, signée à Madrid en 1932, aux Règlements radioélectriques annexés à cette convention et auxquels ont souscrit les Parties au présent arrangement, à la Convention interaméricaine de radio-communications, signée à La Havane en 1937, et à l'Arrangement interaméricain de radio-communications, signé à La Havane en 1937, ou aux documents qui pourront les remplacer à la suite de conférences ultérieures.

Article III. — STANDARDISATION.

Afin de faciliter la circulation aérienne internationale, le présent arrangement réglemente le type et l'utilisation des installations radioélectriques de l'aéronautique. L'annexe I énumère les catégories réglementaires d'installations radioélectriques de l'aéronautique admises à fonctionner.

Article IV. — ESPACEMENT GÉOGRAPHIQUE DES STATIONS AÉRONAUTIQUES.

Conformément aux principes généraux qui régissent l'emploi, dans des conditions économiques, des radiocanaux existants, il sera procédé à l'attribution d'une même fréquence à plusieurs stations séparées géographiquement par le minimum pratique de distance déterminé par le rapport admissible d'intensité entre les émissions du poste qui produit le brouillage et celles du poste désiré, les particularités des fréquences utilisées et les zones de travail des stations intéressées.

Article V. — UTILISATION EN COMMUN DES RADIOCANAUX.

Le principe de l'utilisation en commun des fréquences dont les services aéronautiques peuvent disposer par convention internationale est pleinement reconnu, mais particulièrement en ce qui concerne les fréquences attribuées à ces services par l'Arrangement interaméricain de radio-communications, signé à La Havane en 1937. La priorité dont bénéficient les services existants, énumérés à l'article XVII et à l'annexe IV, est cependant reconnue. D'une manière générale, les attributions de fréquences à une station nouvelle seront traitées comme constituant un problème d'espèce, dont la solution appartiendra aux ingénieurs.

Article VI. — INTENSITÉ DE CHAMP.

Afin de réduire au minimum les brouillages radioélectriques occasionnés au delà de la zone de service, la puissance de rayonnement devra, ordinairement, être réglée d'après une valeur correspondant aux nécessités d'une intensité de champ normale, dans les limites de la zone fixée pour le service envisagé.

BANDE DE FRÉQUENCES DE 200 À 400 KC.

Article VII. — ESPACEMENT GÉOGRAPHIQUE.

En ce qui concerne les phares de navigation travaillant dans la bande de 200 à 400 kc., l'espacement géographique des stations ne devra pas être inférieur à celui qui est déterminé par la courbe figurant à l'annexe II. Pour les puissances autres que celles de 400 watts, les distances indiquées à l'annexe II seront modifiées proportionnellement.

Article VIII. — STANDARDISATION DES SIGNALS DE PHARES DE NAVIGATION.

Pour des raisons d'uniformité, et en vue de l'orientation des parcours, on utilisera l'indicatif « N » dans le quadrant par lequel passe la ligne du nord vrai, sauf lorsque la direction septentrionale

north, in which case the characteristic signal "N" should be in the northwest and southeast quadrants. The "A" signal should always fall in the quadrants adjacent to those occupied by the "N" signal.

Article IX. — IDENTIFICATION SIGNALS.

The identification signal employed to identify individual radio range stations shall consist of two letters and shall be assigned without duplication. Where practicable, the signal used to establish the identity of radio facilities at any particular point should correspond to the designator for weather reports from the same station.

Article X. — SPACING AND ASSIGNMENT OF CHANNELS.

The channel spacing for radio range transmitters in the band 200-400 kc. shall be 3 kc. and the radio range channels shall be as set out in Appendix IV.

The frequency assignments to the radio range stations in Canada and the United States shall be set out as in Appendix V.

BAND ABOVE 30,000 KC.

Article XI. — DEVELOPMENT IN COMMUNICATION.

It is recognized that many services of aeronautics may be accommodated in the band above 30,000 kc. It is further recognized that the use of such frequencies for aviation purposes is still on an experimental basis.

The Parties accordingly agree to cooperate in the development of the use of this ultra high frequency band so that frequencies of the same order may be used for similar purposes throughout Canada and the United States and that the table shown in Appendix III shall be used as a guide when making assignments in this band for aeronautical use.

Article XII. — ULTRA HIGH CALLING AND WORKING FREQUENCY.

If and when ultra high frequencies come into use for aeronautical purposes, 141,780 kc. shall be designated as a calling and working frequency from plane to ground.

GENERAL PROVISIONS.

Article XIII. — NORMAL CALLING AND WORKING FREQUENCIES.

It is agreed that Canada and the United States will use 3,105 kc. as the international calling and working frequency for use by itinerant aircraft and for emergency use by transport aircraft. 6,210 kc. will also be used for secondary purposes as a calling and working frequency, available to itinerant and other aircraft by arrangement, when the circumstances are such as to make the use of 3,105 kc. unsuitable.

Article XIV. — SPECIFIC ALLOCATION OF AIRPORT CONTROL FREQUENCY.

The frequency 278 kc. will continue to be used as an airport control frequency with the expectation that after January 1st, 1939, no new assignments to airport control stations on this frequency will be made unless there is installed for simultaneous use facilities for operation on frequencies between 129 and 132 megacycles. It is further proposed that the use of 278 kc. for airport control purposes may be discontinued after January 1st, 1940, and replaced by frequencies between 129 and 132 megacycles.

du parcours est celle du nord vrai, et, dans ce cas, l'indicatif « N » devra se trouver dans les quadrants nord-ouest et sud-est. L'indicatif « A » devra toujours tomber dans les quadrants adjacents à ceux qu'occupe l'indicatif « N ».

Article IX. — SIGNAUX D'IDENTIFICATION.

L'indicatif utilisé pour identifier individuellement les phares de navigation se composera de deux lettres et sera attribué sans qu'il puisse y avoir double emploi. Lorsque cela sera possible, le signal utilisé pour identifier les stations radioélectriques existant en un point donné devra correspondre à l'indicatif des bulletins météorologiques transmis par la même station.

Article X. — SÉPARATION ET ATTRIBUTION DES RADIOCANAUX.

Les radiocanaux affectés aux phares de navigation travaillant dans la bande de 200 à 400 kc. seront séparés par un intervalle de 3 kc. ; ces radiocanaux devront être conformes aux indications de l'annexe IV.

Les fréquences attribuées aux phares de navigation du Canada et des Etats-Unis sont indiquées à l'annexe V.

BANDE DE FRÉQUENCES DE PLUS DE 30.000 KC.

Article XI. — DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS.

Il est reconnu qu'un grand nombre de services de l'aéronautique peuvent être réglés sur la bande de fréquences de plus de 30.000 kc. Il est également reconnu que l'emploi de ces fréquences pour les besoins de l'aviation est encore au stade expérimental.

Les Parties conviennent, par conséquent, de coopérer au développement de l'emploi de cette bande de fréquences ultra-hautes, de sorte que des fréquences du même ordre puissent être utilisées pour des fins analogues sur tout le territoire du Canada et des Etats-Unis et que l'on suive les indications du tableau de l'annexe III lorsqu'on procédera à des attributions de fréquences, dans cette bande, à l'usage de l'aéronautique.

Article XII. — FRÉQUENCE D'APPEL ET DE TRAVAIL ULTRA-HAUTE.

Si les fréquences ultra-hautes viennent à être utilisées pour les besoins de l'aéronautique, c'est la fréquence de 141.780 kc. qui sera désignée comme fréquence d'appel et de travail de l'aéroplane au sol.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article XIII. — FRÉQUENCES NORMALES D'APPEL ET DE TRAVAIL.

Il est convenu que le Canada et les Etats-Unis utiliseront la fréquence de 3.105 kc. comme fréquence internationale d'appel et de travail à l'usage des avions effectuant des vols occasionnels et, en cas d'urgence, à l'usage des avions de transport. La fréquence de 6.210 kc. sera également employée à titre secondaire comme fréquence d'appel et de travail utilisable, moyennant arrangement, par les aéronefs effectuant des vols occasionnels et autres aéronefs, lorsque les circonstances rendront impropre la fréquence de 3.105 kc.

Article XIV. — ATTRIBUTION D'UNE FRÉQUENCE SPÉCIFIQUE AUX STATIONS DE TRAFIC D'AÉROPORT.

La fréquence de 278 kc. continuera de servir de fréquence à l'usage des stations de trafic d'aéroport, étant entendu que, après le 1^{er} janvier 1939, il ne sera pas procédé à de nouvelles attributions de cette fréquence à des stations de trafic d'aéroport, à moins que l'on n'ait installé, afin de les utiliser simultanément, des dispositifs permettant de travailler sur des fréquences comprises entre 129 et 132 mégacycles. L'on propose, en outre, que, après le 1^{er} janvier 1940, la fréquence de 278 kc. cesse d'être utilisée pour les besoins du trafic d'aéroport et qu'elle soit remplacée par des fréquences comprises entre 129 et 132 mégacycles.

Article XV. — EXCHANGE OF INFORMATION.

Information pertaining to civil aeronautics including frequency assignments, power, location of stations, identification signals and course orientation shall be exchanged directly between the administrative agencies of the two Parties.

Article XVI. — INFRINGEMENTS.

The Parties undertake to inform each other concerning any infringement of the provisions of this Arrangement in order to facilitate corrective action.

Article XVII. — SERVICES OTHER THAN CIVIL AERONAUTICAL.

(a) *National Defense.* This Arrangement recognizes the paramount requirements of national defense as established by Article 39 of the International Telecommunication Convention, Madrid, 1932, and by such national legislation in harmony therewith as has been or may in future be enacted.

(b) *Marine Radiobeacons* are recognized as operating in Canada and the United States in the band 285-315 kc. as provided in the Madrid Telecommunication Convention and the General Radio Regulations annexed thereto. The use for aeronautical purposes of these frequencies or immediately adjacent frequencies shall be restricted to locations and powers which will not cause interference with marine radiobeacons along the seacoasts and on the Great Lakes.

(c) *Marine Direction-Finding Service* is recognized as operating in Canada and the United States in the band 365-385 kc. as provided in the Madrid Telecommunication Convention and the General Radio Regulations annexed thereto. The use for aeronautical purposes of these frequencies or immediately adjacent frequencies shall be restricted to locations and powers which will not cause interference with marine radio direction-finding services.

(d) *Marine Communication Services* are recognized as operating in Canada and the United States on certain frequencies between 385 and 400 kc. as provided in the Madrid Telecommunication Convention and the General Radio Regulations annexed thereto. The use for aeronautical purposes of these frequencies or immediately adjacent frequencies shall be restricted to locations and powers which will not cause interference with marine communication services.

CONCLUSION.*Article XVIII. — ABROGATION.*

It is mutually agreed that all existing informal undertakings between the Parties or the administrative agencies thereof with respect to radio allocations to aeronautical services provided for herein are hereby superseded and become inoperative upon the effective date of this Arrangement regardless of any contrary provisions for denunciation which may appear in such existing agreements.

Article XIX. — EFFECTIVE DATE.

The effective date of this Arrangement shall be established at the time of the exchange of notes effectuating it.

Article XX. — AMENDMENT.

The Appendices to the present Arrangement, but not the Arrangement itself, may be amended by mutual agreement of the authorized agencies of the Parties hereto.

Article XV. — ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS.

Les organes administratifs des deux Parties échangeront directement les renseignements relatifs à l'aéronautique civile, y compris les attributions de fréquences, la puissance, l'emplacement des stations, les signaux d'identification et l'orientation des parcours.

Article XVI. — INFRACTIONS.

Les Parties s'engagent à se tenir réciprocument au courant de toute infraction aux dispositions du présent arrangement, afin de faciliter les mesures destinées à y remédier.

Article XVII. — SERVICES AUTRES QUE CEUX DE L'AÉRONAUTIQUE CIVILE.

a) *Défense nationale.* — Le présent arrangement reconnaît les nécessités primordiales de la défense nationale, telles qu'elles sont établies par l'article 39 de la Convention internationale des télécommunications, signée à Madrid en 1932, et par les mesures législatives nationales qui ont été ou qui pourront être promulguées conformément à cette convention.

b) Les *radiophares de la Marine* sont reconnus comme travaillant, au Canada et aux Etats-Unis, dans la bande de 285 à 315 kc., ainsi qu'il est prévu dans la Convention des télécommunications de Madrid et le Règlement général des radiocommunications annexé à cette convention. L'utilisation, pour les besoins de l'aéronautique, de ces fréquences ou de fréquences immédiatement voisines sera limitée aux stations qui, en raison de leur emplacement et de leur puissance, n'occasionneront pas de perturbations aux radiophares de la Marine situés en bordure de la mer et sur les Grands Lacs.

c) Le *service radiogoniométrique de la Marine* est reconnu comme travaillant, au Canada et aux Etats-Unis, dans la bande de 365 à 385 kc., ainsi qu'il est prévu dans la Convention des télécommunications de Madrid et le Règlement général des radiocommunications annexé à cette convention. L'utilisation, pour les besoins de l'aéronautique, de ces fréquences ou de fréquences immédiatement voisines sera limitée aux stations qui, en raison de leur emplacement et de leur puissance, n'occasionneront pas de perturbations aux services radiogoniométriques de la Marine.

d) Les *services des communications de la Marine* sont reconnus comme travaillant, au Canada et aux Etats-Unis, sur certaines fréquences comprises entre 385 et 400 kc., ainsi qu'il est prévu dans la Convention des télécommunications de Madrid et le Règlement général des radiocommunications annexé à cette convention. L'utilisation, pour les besoins de l'aéronautique, de ces fréquences ou de fréquences immédiatement voisines sera limitée aux stations qui, en raison de leur emplacement et de leur puissance, n'occasionneront pas de perturbations aux services des communications de la Marine.

CONCLUSION.*Article XVIII. — ABROGATION.*

Il est entendu de part et d'autre que tous les engagements officieux existants, intervenus entre les Parties ou leurs organes administratifs en matière d'attribution de fréquences aux services aéronautiques visés dans l'arrangement actuel, sont remplacés par les présentes dispositions et qu'ils deviendront inopérants à la date d'entrée en vigueur dudit arrangement, nonobstant toute disposition contraire pouvant figurer dans lesdits accords existants relativement à leur dénonciation.

Article XIX. — DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR.

La date d'entrée en vigueur du présent arrangement sera fixée au moment de l'échange de notes qui le constitue.

Article XX. — AMENDEMENTS.

Les annexes au présent arrangement, mais non l'arrangement lui-même, peuvent être amendés par accord mutuel des organes qualifiés des Parties audit arrangement.

Article XXI. — DENUNCIATION.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Government upon sixty days' notice given in writing to the other Government.

3. I also acknowledge the receipt of the enclosures to your note under reference consisting of the Appendices to the proposed Arrangement which under the terms of Article XX thereof may be amended by mutual agreement of the authorized agencies of the Parties thereto.

4. I am instructed to state that the terms of the Arrangement as communicated to me are agreed to by my Government. I am further instructed to inform you that my Government concurs in your suggestion that the Arrangement become effective as of the date of this Exchange of Notes and will accordingly regard it as becoming effective on that date.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, your most obedient humble servant,

Herbert M. MARLER.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Arrangement in the sole language in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

Article XXI. — DÉNONCIATION.

Chaque gouvernement pourra mettre fin au présent arrangement moyennant préavis de soixante jours donné par écrit à l'autre gouvernement.

3. J'accuse également réception des annexes à l'arrangement proposé, jointes à votre note précitée, qui, aux termes de l'article XX de cet arrangement, peuvent être amendées par accord mutuel des organes qualifiés des Parties audit arrangement.

4. Je suis chargé de déclarer que les termes de l'Arrangement, tels qu'ils m'ont été communiqués, sont approuvés par mon gouvernement. Je suis chargé de vous informer, en outre, que mon gouvernement accepte votre proposition concernant l'entrée en vigueur de l'arrangement à la date du présent échange de notes et qu'il le considérera, par conséquent, comme étant entré en vigueur à cette date.

Veuillez agréer, etc.

Herbert M. MARLER.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

N° 4614.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CHILI

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, les 20 et 24 février 1939.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le chargé d'Affaires a.i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement a eu lieu le 3 août 1939.

UNITED STATES OF AMERICA AND CHILE

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Santiago, February 20th and 24th, 1939.

English and Spanish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the United States of America at Berne. The registration took place August 3rd, 1939.

No. 4614.—EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE CHILEAN
GOVERNMENT CONSTITUTING
A PROVISIONAL COMMERCIAL
AGREEMENT. SANTIAGO, FE-
BRUARY 20TH AND 24TH, 1939.

Nº 4614. — CANJE DE NOTAS¹
ENTRE EL GOBIERNO DE LOS
ESTADOS UNIDOS DE AMERICA
Y EL GOBIERNO DE CHILE
ESTABLECIENDO UN CONVENIO
PROVISIONAL DE COMERCIO.
SANTIAGO, 20 Y 24 DE FEBRERO
DE 1939.

I.

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 205.

EXCELLENCY,

SANTIAGO, February 20th, 1939.

I have the honor to confirm to Your Excellency the terms of the Provisional Commercial Agreement which our respective Governments have agreed to establish pending the negotiation of a more comprehensive commercial agreement or of a definitive treaty of friendship, commerce and navigation, as follows :

1. The Contracting Parties agree to concede reciprocally unconditional and unlimited most-favored-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory imposts, the manner of applying duties as well as the rules and formalities to which Customs operations can be submitted.

2. In the event that the Government of the United States of America or the Republic of Chile establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, it shall allot to the other country during any quota period a share of the total quantity of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge which is equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it be mutually agreed to dispense with such allocation.

3. (a) The Government of Chile confirms its previous declarations and reiterates that it will take the steps necessary to abolish, as soon as its international economic position permits it to do so, the exchange-control measures affecting the transfer of payments for articles the growth, produce or manufacture of the United States of America.

(b) Until such time the Government of Chile will avoid exchange-control measures involving the use of exchange at rates higher than those which would be set by the free supply and demand of the market.

4. It is understood that the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be

¹ Came into force provisionally February 1st, 1939.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 1er février 1939.

excepted from the operation of this Agreement ; and this Agreement shall not apply in respect of advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Chile to adjacent countries in order to facilitate short frontier traffic.

5. Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either country to impose on such terms as it may see fit prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant health or life ; (3) relating to prison-made goods ; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws ; or (5) relating to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

6. The Agreement¹ between the United States of America and the Republic of Chile signed September 28th, 1931, shall terminate, if it will not have already automatically terminated, on the day on which the present Agreement comes into force.

7. The present Agreement shall come into force definitively thirty days after the date on which it is ratified by the Chilean Congress and shall continue in force until superseded by a more comprehensive commercial agreement or by a definitive treaty of friendship, commerce and navigation, or until denounced by the Government of either country by advance written notice of not less than thirty days.

8. Pending ratification by the Chilean Congress, the present Agreement shall come into force provisionally on February 1st, 1939, and, unless terminated in the manner provided in numbered paragraph seven of the present Agreement, shall remain in provisional effect until after the expiration of one year, whichever date occurs first. If the Agreement has not come into force definitively after expiration of one year from February 1st, 1939, it may within the discretion of both Governments be signed again and by this means be continued in provisional effect.

9. Both Governments undertake immediately to initiate negotiations for the conclusion of a treaty of friendship, commerce and navigation.

Accept, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

His Excellency Señor don Abraham Ortega,
Minister for Foreign Affairs, Santiago.

Norman ARMOUR.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPUBLICA DE CHILE.
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
CdrB /SGP.
SECCION POLITICA COMERCIAL.
No. 1592.

SANTIAGO, 24 de febrero de 1939.

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de confirmar a V. E. los siguientes términos del Convenio provisional de

II.

* TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
CdrB/SGP.
COMMERCIAL POLICY SECTION.
No. 1592.

SANTIAGO, February 24th, 1939.

MR. AMBASSADOR,

I have the honor to confirm to Your Excellency the terms of the Provisional Commercial

¹ Vol. CXLIV, page 147, of this Series.

² Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Vol. CXLIV, page 147, de ce recueil.

² Translation of the Government of the United States of America.

Comercio que nuestros respectivos Gobiernos han acordado establecer mientras se concluyen las negociaciones de un acuerdo comercial más comprensivo o de un Tratado de Amistad, Comercio y Navegación:

1º Las Partes contratantes acuerdan concederse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida en todo cuanto concierne a derechos aduaneros y demás gravámenes accesorios, a la manera de aplicar los derechos, como, asimismo, a las reglas y formalidades a que pueden ser sometidas las operaciones de aduana.

2º En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República de Chile establezcan o mantengan cualquier forma de restricción cuantitativa o control de importación o venta de cualquier artículo en el cual el otro país tenga interés, o impongan a la importación o venta de una cantidad determinada de cualquiera de tales artículos un derecho o gravamen menores que los derechos o gravámenes impuestos a las importaciones que excedan de tal cantidad, se concederá al otro país, durante cualquier período de cuota, una participación en la cantidad total de cualquiera de dichos artículos que se permita importar o vender con tales derechos o gravámenes menores, equivalente a la proporción de la importación total de tal artículo que dicho país abasteció durante un período representativo anterior, a menos que se convenga mutuamente desentenderse de tal concesión.

3º a) El Gobierno de Chile confirma sus declaraciones anteriores y reitera que tomará las disposiciones necesarias para abolir, tan pronto su posición económica internacional se lo permita, las medidas de control de cambios que afectan la transferencia de pagos por artículos cultivados, producidos o manufacturados en los Estados Unidos de América.

b) Entre tanto, el Gobierno de Chile evitará las medidas de control de cambios que importen el uso de cambios a tipos superiores de aquellos que se fijaran por la libre oferta y demanda del mercado.

4º Queda entendido que las ventajas ahora otorgadas o que puedan otorgarse más adelante por los Estados Unidos de

Agreement which our respective Governments have agreed to establish pending the negotiation of a more comprehensive commercial agreement or of a treaty of friendship, commerce and navigation, as follows :

1. The Contracting Parties agree to concede reciprocally unconditional and unlimited most-favored-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory imposts, the manner of applying duties as well as the rules and formalities to which Customs operations can be submitted.

2. In the event that the Government of the United States of America or the Republic of Chile establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, it shall allot to the other country during any quota period a share of the total quantity of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge which is equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it be mutually agreed to dispense with such allocation.

3. (a) The Government of Chile confirms its previous declarations and reiterates that it will take the steps necessary to abolish, as soon as its international economic position permits it to do so, the exchange-control measures affecting the transfer of payments for articles the growth, produce or manufacture of the United States of America.

(b) Until such time the Government of Chile will avoid exchange-control measures involving the use of exchange at rates higher than those which would be set by the free supply and demand of the market.

4. It is understood that the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America,

América, sus territorios o posesiones, las Islas Filipinas o la Zona del Canal de Panamá entre sí o a la República de Cuba, quedarán exceptuadas de los efectos de este Acuerdo; y este Acuerdo no se aplicará respecto de las ventajas ahora otorgadas o que puedan otorgar más tarde los Estados Unidos de América o la República de Chile a los países adyacentes con el objeto de facilitar el pequeño tráfico fronterizo.

5º Ninguna de las disposiciones de este Acuerdo será interpretada como una limitación al derecho de cualquiera de los países para imponer, en los términos que crean convenientes, prohibiciones o restricciones (1) impuestas por razones morales o humanitarias; (2) destinadas a proteger la salud o vida humana, animal o vegetal; (3) relativas a artículos manufacturados en las prisiones; (4) referentes al cumplimiento de Leyes de policía o de impuestos, o (5) acerca del control de la exportación o venta para la exportación de armamentos, municiones o implementos de guerra y, en circunstancias excepcionales, todos los demás materiales de guerra.

6º Los Acuerdos entre los Estados Unidos de América y la República de Chile, suscritos el 28 de septiembre de 1931, caducarán el día de la entrada en vigor del presente Convenio si no han caducado ya automáticamente.

7º El presente Acuerdo entrará en vigor definitivamente 30 días después de la fecha en que sea aprobado por el Congreso de Chile y continuará vigente hasta que sea reemplazado por un Convenio Comercial más comprensivo o por un Tratado definitivo de Amistad, Comercio y Navegación, o hasta que sea denunciado por el Gobierno de cualquiera de los dos países con un aviso por escrito dado con no menos de treinta días de anticipación.

8º El presente Convenio entrará en vigor provisional, mientras se obtiene la aprobación del Congreso chileno, el 1º de febrero de 1939, y continuará en vigencia provisional hasta la expiración del plazo de un año, salvo que antes se le haya dado término en la forma prevista en el párrafo séptimo. Si el Convenio no ha entrado definitivamente en vigor al término de un

its territories or possessions, the Philippine Islands, or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement; and this Agreement shall not apply in respect of advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Republic of Chile to adjacent countries in order to facilitate short frontier traffic.

5. Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either country to impose on such terms as it may see fit prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds; (2) designed to protect human, animal, or plant health or life; (3) relating to prison-made goods; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws; or (5) relating to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

6. The Agreements between the United States of America and the Republic of Chile signed September 28th, 1931, shall terminate, if they have not already automatically terminated, on the day on which the present Agreement comes into force.

7. The present Agreement shall come into force definitively 30 days after the date on which it is ratified by the Chilean Congress and shall continue in force until superseded by a more comprehensive commercial agreement or by a definitive treaty of friendship, commerce and navigation, or until denounced by the Government of either country by advance written notice of not less than 30 days.

8. Pending ratification by the Chilean Congress, the present Agreement shall come into force provisionally on February 1st, 1939, and, unless previously terminated in the manner provided in the seventh paragraph, shall remain in provisional effect until the expiration of the period of 1 year. If the Agreement has not come into force definitively at the expiration of 1 year

año a contar del 1º de febrero de 1939, podrá, a discreción de cualquiera de los dos Gobiernos, ser renovado y en esta forma podrá continuar en vigencia provisional.

9º Ambos Gobiernos se comprometen a iniciar inmediatamente negociaciones para la celebración de un Tratado de Amistad, Comercio y Navegación.

Acepte Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Abraham ORTEGA.

from February 1st, 1939, it may within the discretion of either of the two Governments be renewed and by this means be continued in provisional effect.

9. Both Governments undertake immediately to initiate negotiations for the conclusion of a treaty of friendship, commerce and navigation.

Accept, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

Abraham ORTEGA.

Al Excmo. Señor Norman Armour,
Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario
de los Estados Unidos.
Presente.

To His Excellency
Mr. Norman Armour,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of the United States, City.

Certified to be a true and complete
textual copy of the original provi-
sional Agreement in all the languages
in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Director of Personnel.

TRADUCTION. -- TRANSLATION.

N^o 4614. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU CHILI COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE.
SANTIAGO, LES 20 ET 24 FÉVRIER 1939.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

I.

N^o 205.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SANTIAGO, le 20 février 1939.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence les termes de l'accord commercial provisoire que nos gouvernements respectifs ont décidé de conclure en attendant la négociation d'un accord commercial plus détaillé ou d'un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation, les termes de cet accord étant les suivants :

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les droits de douane et autres taxes accessoires, leurs modalités d'application ainsi que les règlements et formalités auxquels peuvent être assujetties les opérations douanières.

2. Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Chili établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle pour l'importation ou la vente d'un article quelconque intéressant l'autre pays, ou imposerait à l'importation ou à la vente d'une quantité spécifiée de tel ou tel article un droit ou une taxe inférieurs au droit ou à la taxe frappant les importations en excédent de cette quantité, il accordera à l'autre pays, au cours de toute période de contingement, une fraction de la quantité totale de cet article dont l'importation ou la vente sera autorisée, ou dont l'importation ou la vente sera autorisée avec une réduction de droit ou de taxe, équivalente à la proportion des importations totales de cet article que l'autre pays a fournie au cours d'une période antérieure représentative, à moins qu'il ne soit réciprocurement convenu de renoncer à cette mesure.

3. a) Le Gouvernement du Chili confirme ses déclarations précédentes et s'engage à nouveau à prendre les mesures nécessaires pour abolir, dès que sa situation économique internationale lui permettra de le faire, les mesures de contrôle des changes qui frappent le transfert des paiements concernant des articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique.

b) Jusqu'à ce moment, le Gouvernement du Chili évitera toute mesure de contrôle des changes qui impliquerait l'emploi de changes à des taux plus élevés que ceux qui résulteraient de l'offre et de la demande libres sur le marché.

4. Il est entendu que les avantages que peuvent actuellement s'accorder ou pourraient ultérieurement s'accorder entre eux les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du Canal de Panama, ou qu'ils peuvent ou pourraient accorder à la République de Cuba, ne tomberont pas sous l'application du présent accord ; de même, l'accord ne sera pas applicable aux avantages que peuvent actuellement accorder ou que pourraient accorder à l'avenir les Etats-Unis d'Amérique ou la République du Chili à des pays voisins afin de faciliter le petit trafic frontalier.

5. Aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme limitant le droit de l'un ou l'autre des deux pays d'imposer, dans les conditions qu'il jugera opportunes,

des prohibitions ou restrictions : 1^o édictées pour des raisons morales ou humanitaires ; 2^o tendant à protéger la santé et la vie des hommes, des animaux et des plantes ; 3^o relatives aux articles fabriqués dans les prisons ; 4^o relatives à l'application des lois fiscales ou de police ; 5^o relatives au contrôle de l'exportation ou de la vente, en vue de l'exportation, d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres matériels militaires.

6. L'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Chili signé le 28 septembre 1931 prendra fin, à moins qu'il ne soit déjà venu automatiquement à expiration, à la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur.

7. Le présent accord entrera définitivement en vigueur trente jours après la date à laquelle il aura été ratifié par le Congrès chilien ; il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un accord commercial plus détaillé ou par un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation, ou encore jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par le gouvernement de l'un ou de l'autre des deux pays, par écrit et au moins trente jours à l'avance.

8. En attendant que le Congrès chilien l'ait ratifié, le présent accord entrera provisoirement en vigueur le 1^{er} février 1939 et, à moins qu'il n'y soit mis fin de la manière prévue au paragraphe 7 ci-dessus, il restera provisoirement en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'une année, selon la date qui sera la plus proche. Si l'accord n'est pas entré définitivement en vigueur à l'expiration d'un délai d'un année à dater du 1^{er} février 1939, il pourra, à la discrétion des deux gouvernements, être signé à nouveau et rester ainsi provisoirement en vigueur.

9. Les deux gouvernements s'engagent à ouvrir immédiatement des négociations en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Veuillez agréer, etc.

Norman ARMOUR.

Son Excellence Monsieur Abraham Ortega,
Ministre des Affaires étrangères, Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CdrB /SGP.

SECTION DE LA POLITIQUE
COMMERCIALE.

Nº 1592.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

SANTIAGO, le 24 février 1939.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence les termes de l'accord commercial provisoire que nos gouvernements respectifs ont décidé de conclure en attendant la négociation d'un accord commercial plus détaillé ou d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, les termes de cet accord étant les suivants :

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne les droits de douane et autres taxes accessoires, leurs modalités d'application ainsi que les règlements et formalités auxquels peuvent être assujetties les opérations douanières.

2. Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Chili établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle pour l'importation ou la vente d'un article quelconque intéressant l'autre pays, ou imposerait à l'importation ou à la vente d'une quantité spécifiée de tel ou tel article un droit ou une taxe inférieurs au droit ou à la taxe frappant les importations en excédent de cette quantité, il accordera à l'autre pays, au cours de toute période de contingence, à

une fraction de la quantité totale de cet article dont l'importation ou la vente sera autorisée, ou dont l'importation ou la vente sera autorisée avec une réduction de droit ou de taxe, équivalente à la proportion des importations totales de cet article que l'autre pays a fournie au cours d'une période antérieure représentative, à moins qu'il ne soit réciproquement convenu de renoncer à cette mesure.

3. a) Le Gouvernement du Chili confirme ses déclarations précédentes et s'engage à nouveau à prendre les mesures nécessaires pour abolir, dès que sa situation économique internationale lui permettra de le faire, les mesures de contrôle des changes qui frappent le transfert des paiements concernant des articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique.

b) Jusqu'à ce moment, le Gouvernement du Chili évitera toute mesure de contrôle des changes qui impliquerait l'emploi de changes à des taux plus élevés que ceux qui résulteraient de l'offre et de la demande libres du marché.

4. Il est entendu que les avantages que peuvent actuellement s'accorder ou pourraient ultérieurement s'accorder entre eux les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, les îles Philippines ou la zone du Canal de Panama, ou qu'ils peuvent ou pourraient accorder à la République de Cuba, ne tomberont pas sous l'application du présent accord ; de même, l'accord ne sera pas applicable aux avantages que peuvent actuellement accorder ou que pourraient accorder à l'avenir les Etats-Unis d'Amérique ou la République du Chili à des pays voisins afin de faciliter le petit trafic frontalier.

5. Aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme limitant le droit de l'un ou l'autre des deux pays d'imposer, dans les conditions qu'il jugera opportunes, des prohibitions ou restrictions : 1^o édictées pour des raisons morales ou humanitaires ; 2^o pour protéger la santé et la vie des hommes, des animaux et des plantes ; 3^o relatives aux articles fabriqués dans les prisons ; 4^o relatives à l'application des lois fiscales ou de police ; 5^o relatives au contrôle de l'exportation ou de la vente, en vue de l'exportation, d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres matériels militaires.

6. L'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Chili signé le 28 septembre 1931 prendra fin, à moins qu'il ne soit déjà venu automatiquement à expiration, à la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur.

7. Le présent accord entrera définitivement en vigueur trente jours après la date à laquelle il aura été ratifié par le Congrès chilien ; il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un accord commercial plus détaillé ou par un traité définitif d'amitié, de commerce et de navigation, ou encore jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par le Gouvernement de l'un ou de l'autre des deux pays, par écrit et au moins trente jours à l'avance.

8. En attendant que le Congrès chilien l'ait ratifié, le présent accord entrera provisoirement en vigueur le 1^{er} février 1939 et, à moins qu'il n'y soit mis fin plus tôt de la manière prévue au paragraphe 7 ci-dessus, il restera provisoirement en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'une année. Si l'accord n'est pas entré définitivement en vigueur à l'expiration d'un délai d'une année à dater du 1^{er} février 1939, il pourra, à la discrétion des deux gouvernements, être renouvelé et rester ainsi provisoirement en vigueur.

9. Les deux gouvernements s'engagent à ouvrir immédiatement des négociations en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Veuillez agréer, etc.

Abraham ORTEGA.

Son Excellence Monsieur Norman Armour,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique, Santiago.

N° 4615.

DANEMARK ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif
à l'enregistrement réciproque des marques
de fabrique. Oslo, le 8 juillet 1939.

*Textes officiels danois et norvégien communiqués par les délégués permanents
de la Norvège et du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement
a eu lieu le 8 août 1939.*

DENMARK AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement
regarding the Reciprocal Registration of
Trade-marks. Oslo, July 8th, 1939.

*Danish and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegates
of Norway and Denmark to the League of Nations. The registration took
place August 8th, 1939.*

Nº 4615. — UTVEKSLING AV NOTER¹ MELLEM DEN DANSKE OG NORSKE REGJERING ANGAAENDE OVERENSKOMST OM INNREGISTRERING AV VAREMERKE I DE TO LAND. OSLO, 8 JULI 1939.

Nº 4615. — UDVEKSLING AF NOTER¹ MELLEM DEN DANSKE OG DEN NORSKE REGERING VEDRØRENDE GENSIDIG INDRIGISTRERING AF VAREMÄRKER. OSLO DEN 8. JULI 1939.

I.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

UTANRIKSDEPARTEMENTET.

HERR SENDEMANN,

OSLO, 8. juli 1939.

Etter den norske og den danske regjeringa har drøft seg imellom spørsmålet om innregistrering for varemerke i Noreg og Danmark, har eg no den æra å melde at den norske regjeringa godkjener ein avtale slik :

Kvar som høyrer heime i ein av dei to avtalestatane og som driv industri eller handverk, jordbruk, bergverk, handel eller anna næring, skal ha høve til å registrere og dermed vinne einrett for varemerke i det andre landet om han så ikkje har registrert merket i det landet han høyrer heime i.

Like eins skal lovlege lag som høyrer heime i ein av avtalestatane og som har til føremål å greie med sams yrkesvinning for lagsmennene sine, ha høve til å registrer og dermed vinne einrett for desse lagsmennene til å nytte fellesmerke i det andre landet, om så dette merket ikkje er registrert for laget i det landet som det høyrer heime i. Offentlege tenestemakter under dei to avtalepartane som greier med sams yrkesvinning for statsborgargrupper, har samme høve til å registrere slike merker såleis at statsborgarane i desse gruppene får einrett til å nytte fellesmerke i det andre landet.

Denne avtalen tek til å gjelde om ein månad frå i dag og skal stå ved lag til seks månader etter ein av partane har sagt han opp.

Ver viss, Herr Sendemann, på den beste högvyrdnaden min.

(u) Halvdan KOHT.

Herr Henrik Kauffmann,
Danmarks Sendemann,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

HERR UDENRIGSMINISTER,

OSLO den 8. Juli 1939.

Efter at der mellem den danske og den norske Regering har været ført Forhandlinger verdrørende Indregistrering af Varemærker henholdsvis i Danmark og i Norge, har jeg den ære at meddele Dem, at den danske Regering godkender følgende Overenskomst :

Enhver, der er hjemmehørende i en af de høje kontraherende Stater, og som driver Industri- eller Haandværksvirksomhed, Jordbrug, Bjergværk, Handel eller

¹ Entré en vigueur le 8 août 1939.

¹ Came into force August 8th, 1939.

anden Næring, skal have Adgang til ved Registrering at erhverve Eneret til Benyttelse av Varemærker i det andet Land uden hensyn til, om Mærket er registreret for den paagældende Næringsdrivende i det Land, hvori han er hjemmehørende.

Ligeledes skal lovligt bestaaende Foreninger, som er hjemmehørende i en af de høje kontraherende Stater, og som har til Formaal at varetage erhvervsmæssige Fællesinteresser for sine Medlemmer, samt de høje kontraherende Parter tilhørende offentlige Myndigheder, som varetager erhvervsmæssige Fællesinteresser for Grupper af Statsborgere, have adgang til ved Registrering at erhverve Eneret for sine Medlemmer respektive for vedkommende Statsborgere til Benyttelse af Fællesmærker i det andet Land, uden Hensyn til om Mærket er registreret for den paagældende Forening eller offentlige Myndighed i det Land, hvori Foreningen eller Myndigheten er hjemmehørende.

Denne Overenskomst træder i Kraft en Maaned fra denne Dag at regne og forbliver gældende indtil 6 Maaneder fra den Dag, den maatte blive op sagt af en af de kontraherende Parter.

Modtag, Herr Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Höjagtelse.

(u) Henrik KAUFFMANN.

Herr Udenrigsminister, Professor H. Koht,
Det Kgl. Udenrigsdepartement,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 14 juillet 1939.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,
Rolf Andersen.*

Pour copie conforme.

Copenhague, le 19 août 1939.

Axel Heils,
*Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.*

TRADUCTION.

Nº 4615. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN COMPORANT UN ACCORD RELATIF A L'ENREGISTREMENT RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE. OSLO, LE 8 JUILLET 1939.

I.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 8 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement norvégien et le Gouvernement danois au sujet de l'enregistrement des marques de fabrique en Norvège et au Danemark, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement norvégien approuve un accord ainsi conçu :

Toute personne domiciliée dans l'une des deux Parties contractantes qui exerce une activité industrielle ou artisanale, agricole, minière, commerciale ou une autre profession, aura la faculté d'acquérir, par voie d'enregistrement, le droit exclusif de faire usage d'une marque de fabrique dans l'autre pays, même si elle n'a pas fait enregistrer ladite marque dans le pays dans lequel elle est domiciliée.

De même, une société régulièrement constituée dans l'un des Etats contractants, qui a pour objet de sauvegarder les intérêts économiques de ses membres, aura la faculté d'acquérir, par voie d'enregistrement, le droit exclusif pour ses membres de faire usage de marques collectives dans l'autre pays, même si lesdites marques n'ont pas été enregistrées pour la société dans le pays dans lequel elle est domiciliée. Les autorités publiques des deux Parties contractantes qui sauvegardent les intérêts économiques de groupes de citoyens ont également la faculté de faire enregistrer de telles

TRANSLATION.

No. 4615. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL REGISTRATION OF TRADE-MARKS. OSLO, JULY 8TH, 1939.

I.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, July 8th, 1939.

SIR,

As the result of the negotiations which have taken place between the Norwegian Government and the Danish Government concerning the registration of trade-marks in Norway and in Denmark respectively, I have the honour to inform you that the Norwegian Government approves the following Agreement :

Any person who is domiciled in one of the two Contracting Parties and who is engaged in an industrial, artisan, agricultural, mining, commercial or other occupation shall be entitled to acquire, by means of registration, the exclusive right to make use of trade-marks registered in the other country, whether or not he has had such trade-mark registered in the country in which he is domiciled.

Similarly, legally constituted associations which are domiciled in one of the contracting States and the purpose of which is to safeguard the occupational interests of their members shall be entitled to acquire, by means of registration, the exclusive right for their members to make use of collective trade-marks in the other country, even if such a trade-mark has not been registered for the company in question in the country in which it is domiciled. Public authorities of the two Contracting Parties which are safeguarding the occupational interests of groups of nationals

marques de façon que les citoyens de ces groupes aient le droit exclusif de faire usage de marques collectives dans l'autre pays.

Le présent accord entrera en vigueur dans un mois à compter de ce jour et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par une des Parties.

Veuillez agréer, etc.

(Signed) Halvdan Koht.

Monsieur Henrik Kauffmann,
Ministre du Danemark,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

OSLO, le 8 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement danois et le Gouvernement norvégien au sujet de l'enregistrement des marques de fabrique au Danemark et en Norvège respectivement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois approuve l'accord suivant :

Toute personne domiciliée dans l'une des Hautes Parties contractantes qui exerce une activité industrielle ou artisanale, agricole, minière, commerciale ou une autre profession, aura la faculté d'acquérir, par voie d'enregistrement, le droit exclusif de faire usage d'une marque de fabrique dans l'autre pays, que ladite marque ait été ou n'ait pas été enregistrée au nom de la personne intéressée dans le pays dans lequel elle est domiciliée.

De même, les sociétés régulièrement constituées dans l'un des deux Etats contractants qui ont pour objet de sauvegarder les intérêts économiques collectifs de leurs membres, ainsi que les autorités publiques appartenant aux Hautes Parties contractantes qui sauvegardent les intérêts économiques collectifs de groupes de citoyens, auront la faculté d'acquérir, par

shall also be entitled to have such trade-marks registered, so that nationals belonging to such groups shall have the exclusive right to make use of the collective trade-marks in the other country.

The present Agreement shall come into force one month from today's date and shall remain in force for six months from the date of its denunciation by either of the Parties.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan Koht.

Monsieur Henrik Kauffmann,
Danish Minister,
etc., etc., etc.

II.

ROYAL DANISH
LEGATION.

OSLO, July 8th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

As the result of the negotiations which have taken place between the Danish Government and the Norwegian Government concerning the registration of trade-marks in Denmark and in Norway respectively, I have the honour to inform you that the Danish Government approves the following Agreement :

Any person who is domiciled in one of the two Contracting Parties and who is engaged in an industrial, artisan, agricultural, mining, commercial or other occupation shall be entitled to acquire, by means of registration, the exclusive right to make use of a trade-mark in the other country, whether or not he has had such trade-mark registered in the country in which he is domiciled.

Similarly, legally constituted associations which are domiciled in one of the contracting States and the purpose of which is to safeguard the occupational interests of their members, and public authorities of the two Contracting Parties who are safeguarding the occupational interests of groups of nationals, shall be entitled to acquire, by means of registration, the

voie d'enregistrement, le droit exclusif pour leurs membres ou pour les citoyens intéressés de faire usage de marques collectives dans l'autre pays, que lesdites marques aient été ou n'aient pas été enregistrées au nom de la société ou de l'autorité publique en question dans le pays dans lequel sont domiciliées ladite société ou ladite autorité publique.

Le présent accord entrera en vigueur dans un mois à compter de ce jour et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par une des Parties contractantes.

Veuillez agréer, etc.

(Signed) Henrik KAUFFMANN.

Monsieur le professeur H. Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
Département royal des Affaires étrangères,
Oslo.

exclusive rights for their members or for the nationals concerned to make use of collective trade-marks in the other country, whether or not such a trade-mark has been registered for the company or public authority in question in the country in which the said company or authority is domiciled.

The present Agreement shall come into force one month from today's date and shall remain in force for six months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Henrik KAUFFMANN.

Professor H. Koht,
Minister for Foreign Affairs,
Royal Department of Foreign Affairs,
Oslo.

N° 4616.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Echange de notes comportant un accord portant amendement à l'annexe B relative à l'article 12 du Traité de commerce et de navigation du 24 mars 1928. Athènes, le 1^{er} octobre 1938.

Textes officiels grec et allemand communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement a eu lieu le 9 août 1939.

GERMANY AND GREECE

Exchange of Notes constituting an Agreement modifying Annex B concerning Article 12 of the Treaty of Commerce and Navigation of March 24th, 1928. Athens, October 1st, 1938.

Greek and German official texts communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration took place August 9th, 1939.

Νό 4616. — ΑΝΤΑΛΛΑΓΗ¹ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΕΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΕΝ ΣΧΕΣΕΙ ΜΕ ΤΗΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ΠΕΡΙ ΜΕΤΑΒΟΛΗΣ ΤΟΥ ΠΑΡΑΤΗΜΑΤΟΣ Β ΤΟΥ ΑΝΑΦΕΡΟΜΕΝΟΥ ΕΙΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟΝ 12 ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ ΤΗΣ 24ης ΜΑΡΤΙΟΥ 1928. ΕΝ ΛΟΙΠΑΙΣ, ΤΗν 1η ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1938.

Νό 4616. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER GRIECHISCHEN RE-GIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DIE ÄNDERUNG DER ANLAGE B ZU ARTIKEL 12 DES HANDELS- UND SCHIFFFAHRTSVERTRA- GES VOM 24. MÄRZ 1928. ATHENS, DEN 1. OKTOBER 1938.

I.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

*Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ*

Άξιότιμε κ. Πρόεδρε,

Ἐν Ἀθήναις τῇ 1ῃ Ὁκτωβρίου 1938.

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὅμως τὴν κατωτέρω Συμφωνίαν περὶ μεταβολῆς τοῦ Παραρτήματος Β τοῦ διαφερομένου εἰς τὸ δρόμον 12 τῆς Συνθήκης² Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας μεταξύ τοῦ Γερμανικοῦ Κράτους καὶ τῆς Ἑλλάδος ἀπὸ 24 Μαρτίου 1928:

1. Μετὰ τὴν περιγραφὴν τῆς δασμολογικῆς κλάσεως 11 προστίθεται:

« 18. Κηρὸς παντὸς εἴδους :

γ. Ὁρυκτὸς κηρός :

4 δις) Κηρὸς ἐξ ὁρυκτοῦ ἀνθρακοῦ, λελευκασμένος καὶ χεκαθαρμένος (Montanwachs) 45 ».

2. Εἰς τὴν δασμολογικὴν κλάσιν 137 α 1 ἐπέρχεται ἡ ἔπηγς τροπολογία:

« 1. Κλειδοχυμβαλα δρόῳ :

κατὰ τεμάχιον

βάρους ἔκαστον μέχρι 200 χιλιογρ. 150

βάρους ἔκαστον ἀνωτέρου τῶν 200 χιλιογρ. 250 ».

3. Μετὰ τὴν περιγραφὴν τῆς δασμολογικῆς κλάσεως 140 προστίθεται:

« 143. Φαβεντιανό :

γ' δις) Τὰ αὐτὰ ἐξ πυριμάχου γῆς 18 ».

Σημείωσις εἰς τὸ ὄπεδματον γ' δις. Ὅπὸ τὴν ὀνομασίαν ταῦτην νοοῦνται τὰ παχέων τοιχωμάτων προϊόντα τῆς κεραμευτικῆς ἐκ πλαστικῆς ὄλης κιτρινοφαΐου καὶ χονδροκόκκου,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 6 juillet 1939.

L'accord a été mis provisoirement en vigueur le 1er novembre 1938, et définitivement, le 6 juillet 1939.

² Vol. XC, page 9, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Athens, July 6th, 1939.

The Agreement was put provisionally into force on November 1st, 1938, and definitively on July 6th, 1939.

² Vol. XC, page 9, of this Series.

(Schalmott) περιβαλλόμενα δπὸ στρώματος πορσελάνης, οὗτινος ἐπικεφθηται τρίτου στρώμα ἐκ λευκοῦ στιλπνοτάτου ἐπιχρίσματος πορσελάνης ».

4. Έν συνεχείᾳ προστίθεται :

Σημείωσις εἰς τὸ ἐδάφιον ε' τῆς κλίσεως 143 : Διαφοραὶ πάχους τῶν πλακῶν μέχρις ἔνδεις χιλοστοῦ τοῦ μέτρου δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὅψει κατὰ τὸν ἐκτελουσμόν.

5. Τὸ ὄπεδάμφιον 6 τοῦ ἐδαφίου δ' τῆς κλίσεως 161 τοῦ δασμολογίου διατυποῦται ὡς ἐξῆς :

« Φύσιγχες οἰωνοδήποτε φαρμάκων, ἔκτος φαρμακευτικῶν μορφῶν
(spécialités) 100 ».

Περαιτέρω μετὰ τὴν δασμολογικὴν κλίσιν 161 δ', προστίθεται :

« ε) Φαρμακευτικὰ μορφαὶ (spécialités) :

1. Ύγραι ἐν φιλαισ 180
2. στροσαὶ, ἐν φιλαισ ἢ ἐν κυτίοις 220 ».

6. Μετὰ τὴν περιγραφὴν τῆς δασμολογικῆς κλίσεως 187 προστίθεται :

« 192 δις) Υγρόσματα ἐκ τριχὸς ἵππου ἐπεστρωμένα διὰ καυτσούχη γουταπέρχος ἢ ἀμπεποτισμένα ἢ συγχεκολλημένα 200 ».

7. Μετὰ τὴν περιγραφὴν τῆς δασμολογικῆς κλίσεως 277 προστίθεται :

« δ' δις) Τὰ αὐτὰ ἐκ χημικῶν τεχνικῶν ὑλῶν 100 ».

Ἡ δινωτέρω Συμφωνία τίθεται ἐν Ἰσχύ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς δινταλλαγῆς τῶν ἐπικυρώσεων, ἡτοι θὰ λάθῃ χώραν ἐν Ἀθηνais. Θέλει ἐν τούτοις ἐφαρμοσθῆ προσωρινῶς ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου 1938.

Ἐπιλαμβάνομαι τῆς παρούσης εὐχαιρίας, ἵνα διανεύσω τὴν διαβεβαίωσιν τῆς πρὸς ὅμᾶς ἐξαιρέστου ὄπολήψεώς μου.

(ὑπ.) K. ΒΑΡΒΑΡΕΣΣΟΣ.

Πρὸς τὸν κ. Πρόεδρον
τῆς Γερμανικῆς Ἀντιπροσωπείας
Dr Hans Spitta.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DER VORSITZENDE
DER DEUTSCHEN DELEGATION.

EXZELLENZ !

ATHEN, den 1. Oktober 1938.

Ich beeöhre mich, Ihnen die folgende Vereinbarung über die Änderung der Anlage B zu Artikel 12 des Handels- und Schiffsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und Griechenland vom 24. März 1928 zu bestätigen :

1. Hinter der Tarifabrede zur Tarif-Nr. 11 wird eingesetzt :

« 18 Wachs aller Art :

c) Mineralwachs :

4 bis) Wachs aus Kohle, gebleicht und gereinigt (Montanwachs). 45 ».

2. Die Tarifabrede zur Tarif-Nr. 137 a 1 erhält folgende Fassung :

« I. Pianos, aufrechtstehende : für 1 Stück
mit einem Stückgewicht bis zu 200 kg. 150
mit einem Stückgewicht von über 200 kg. 250 ».

3. Hinter der Tarifabrede zur Tarif-Nr. 140 wird eingesetzt :

« 143 Fayencewaren :

c bis) dieselben aus Feuerton 18

Anmerkung zu c bis) : Hierunter sind zu verstehen dickwandige keramische Erzeugnisse aus gelblich-braunem, grobkörnigem Schamottmaterial, das von einer Porzellanschicht und alsdann von einer weissen, hochglänzenden Porzellanglasur umgeben ist ».

4. Dahinter wird eingefügt :

« Anmerkung zu 143 e) : Abweichungen in der Stärke der Wandplatten bis zu 1 mm bleiben bei der Verzollung unberücksichtigt ».

5. Die Tarifabrede zur Tarif-Nr. 161 d 6 erhält folgende Fassung :

« Ampullen mit beliebigen Arzneimitteln, ausgenommen Geheimmittel (Spezialitäten) 100 ».

Ferner wird hinter der Tarif-Nr. 161 d eingesetzt :

« e) pharmazeutische Spezialitäten :

1) flüssig in Flaschen	180
2) fest in Dosen oder Schachteln	220 ».

6. Hinter der Tarifabrede zu Tarif-Nr. 187 wird eingesetzt :

« 192 bis) : Rosshaargewebe, mit Kautschuk oder Guttapercha überzogen oder damit getränkt oder geklebt 200 ».

7. Hinter der Tarifabrede zur Tarif-Nr. 277 a wird eingesetzt :

« d bis) : dieselben aus chemischen Kunststoffen 100 ».

Die vorstehende Vereinbarung tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden, der in Athen stattfinden soll, in Kraft. Sie wird jedoch vom 1. November 1938 ab vorläufig angewendet werden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Euer Exzellenz den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

Dr. Hans SPITTA.

An den Vorsitzenden der Griechischen Delegation,
Seine Exzellenz, Herrn Vizegouverneur Varvaressos,
Athen.

Pour copie conforme :

*P. le Directeur des Affaires conventionnelles et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères,
B. Demertzis.*

TRADUCTION.

N^o 4616. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET HELLÉNIQUE COMPORTANT UN ACCORD PORTANT AMENDEMENT A L'ANNEXE B RELATIVE A L'ARTICLE 12 DU TRAÎTE DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 24 MARS 1928. ATHÈNES, LE 1^{er} OCTOBRE 1938.

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION HELLÉNIQUE.

ATHÈNES, le 1^{er} octobre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord ci-après concernant la modification de l'annexe B à l'article 12 du Traité de commerce et de navigation du 24 mars 1928 entre le Reich allemand et la Grèce.

1. Après la clause tarifaire concernant la position N^o 11, ajouter ce qui suit :

“ 18. Cires de toutes sortes :	
(c) Cires minérales :	
4 bis) Cire de lignite, blanche et purifiée (<i>Montanwachs</i>). 45 ”.	

2. La clause tarifaire relative à la position N^o 137 a) 1 sera rédigée comme suit :

“ 1. Pianos droits :	La pièce
D'un poids ne dépassant pas 200 kg.	150
D'un poids de plus de 200 kg.	250 ”.

3. Après la clause tarifaire concernant la position N^o 140, ajouter ce qui suit :

“ 143. Articles en faïence :	
c bis) Les mêmes articles en terre réfractaire	18

TRANSLATION.

No. 4616. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND HELLENIC GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT MODIFYING ANNEX B CONCERNING ARTICLE 12 OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 24TH, 1928. ATHENS, OCTOBER 1ST, 1938.

I.

THE PRESIDENT
OF THE HELLENIC DELEGATION.

ATHENS, October 1st, 1938.

SIR,

I have the honour to send you confirmation of the following Agreement concerning the amendment of Annex B to Article 12 of the Treaty of Commerce and Navigation of March 24th, 1928, between the German Reich and Greece :

1. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 11 of the tariff :

“ 18. Wax of all kinds :	
(c) Mineral wax :	
4 bis) Wax from coal, bleached and purified (<i>Montanwachs</i>)	45 ”.

2. The entry in respect of item No. 137 (a) 1 of the tariff shall be amended to read as follows :

“ 1. Pianos, upright :	
Weighing up to 200 kg., each	150
Weighing more than 200 kg., each	250 ”.

3. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 140 of the tariff :

“ 143. Articles of faience :	
(c) bis) The same articles of fireclay	18

Observation ad c bis) : Il y a lieu de comprendre parmi ces articles les produits céramiques à parois épaisse en argile réfractaire (*Chamotte*) jaune brunâtre et à gros grains, entourée d'une couche de porcelaine et ensuite revêtue d'un vernis blanc extra-fin pour porcelaine ».

4. Ajouter ensuite :

« *Observation ad 143 e*) : Il n'est pas tenu compte, pour la fixation des droits de douane, des différences d'épaisseur des parois jusqu'à concurrence de 1 millimètre ».

5. La clause tarifaire concernant la position N° 161 *d*) 6 sera rédigée comme suit :

« Ampoules de tous médicaments à l'exception des remèdes secrets (spécialités) 100 ».

En outre, il est ajouté après la position N° 161 *d*) :

« *e*) Spécialités pharmaceutiques :

1 ^o Liquides, en flacons . .	180
2 ^o Solides, en boîtes ou étuis . .	220

6. Ajouter après la clause tarifaire concernant la position N° 187 :

« *192 bis*) : Tissus en crins de cheval revêtus de caoutchouc ou de gutta-percha, imprégnés de caoutchouc ou de gutta-percha, ou collés avec ces matières 200 ».

7. Ajouter après la clause tarifaire concernant la position N° 277 :

« *d bis*) : Les mêmes en matières chimiques artificielles 100 ».

L'accord ci-dessus entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Athènes. Il sera toutefois provisoirement appliqué à partir du 1^{er} novembre 1938.

Je saisirai cette occasion, etc.

(Signed) K. VARVARESSOS.

Le Dr Hans Spitta,
Président de la Délégation allemande.

Note *ad (c) (bis)*. These shall include thick-walled ceramic products of yellowish-brown, coarse-grained plastic clay (*Chamotte*), faced with a coating of porcelain and then covered with a very bright white porcelain glaze. ”

4. The following shall also be inserted :

“ *Note ad 143 (e)* : Differences in the thickness of the slabs not exceeding 1 mm. shall be disregarded in making the tariff assessment. ”

5. The entry in respect of item No. 161 (*d*) 6 of the tariff shall be amended to read as follows :

“ Ampoules of all medicines, except secret remedies (specialities) 100 ”

In addition, the following insertion shall be made after item No. 161 (*d*) of the tariff :

“ *(e)* Pharmaceutical specialities :

1. Liquids in bottles . . .	180
2. Solid substances in boxes or packages	220

6. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 187 of the tariff :

“ *192 (bis)* : Horse-hair fabrics, coated with rubber or gutta-percha, or impregnated or glued with the said materials 200. ”

7. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 277 of the tariff :

“ *(d) (bis)* The same articles from artificial chemical materials 100. ”

The above Agreement shall come into force on the day of exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Athens. Nevertheless, it shall provisionally be applied as from November 1st, 1938.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) K. VARVARESSOS.

Dr. Hans Spitta,
President of the German Delegation.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

ATHÈNES, le 1^{er} octobre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord ci-après concernant la modification de l'annexe B à l'article 12 du Traité de commerce et de navigation du 24 mars 1928 entre le Reich allemand et la Grèce.

1. Après la clause tarifaire concernant la position N° 11, ajouter ce qui suit :

“ 18. Cires de toutes sortes :
 c) Cires minérales :
 4 bis) Cire de lignite, blanchie et purifiée (*Montanwachs*) 45 ».

2. La clause tarifaire relative à la position N° 137 a) i sera rédigée comme suit :

“ 1. Pianos droits : La pièce
 D'un poids ne dépassant pas 150
 200 kg. 150
 D'un poids de plus de 200 kg. 250 ».

3. Après la clause tarifaire concernant la position N° 140, ajouter ce qui suit :

“ 143. Articles en faïence :
 c bis) Les mêmes articles en terre réfractaire 18

Observation ad c bis) : Il y a lieu de comprendre parmi ces articles les produits céramiques à parois épaisses en argile réfractaire (*Chamotte*) jaune brunâtre et à gros grains, entourée d'une couche de porcelaine et ensuite revêtue d'un vernis blanc extra-fin pour porcelaine ».

4. Ajouter ensuite :

“ Observation ad 143 e) : Il n'est pas tenu compte, pour la fixation des droits de douane, des différences d'épaisseur des parois jusqu'à concurrence de 1 millimètre ».

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

ATHENS, October 1st, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to send you confirmation of the following Agreement concerning the amendment of Annex B to Article 12 of the Treaty of Commerce and Navigation of March 24th, 1928, between the German Reich and Greece :

1. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 11 of the tariff :

“ 18. Wax of all kinds :
 (c) Mineral wax :
 4 (bis) Wax from coal,
 bleached and purified (*Montanwachs*) 45. ”

2. The entry in respect of item No. 137 (a) i of the tariff shall be amended to read as follows :

“ 1. Pianos, upright :
 Weighing up to 200 kg., each 150
 Weighing more than 200 kg.,
 each 250. ”

3. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 140 of the tariff :

“ 143. Articles of faience :
 (c) (bis) The same articles
 of fireclay 18

Note ad (c) (bis) : These shall include thick-walled ceramic products of yellowish-brown, coarse-grained, plastic clay (*Chamotte*), faced with a coating of porcelain and then covered with a very bright white porcelain glaze.”

4. The following shall also be inserted :

“ Note ad 143 (e) : Differences in the thickness of the slabs not exceeding 1 mm. shall be disregarded in making the tariff assessment.”

5. La clause tarifaire concernant la position № 161 *d*) 6 sera rédigée comme suit :

“ Ampoules de tous médicaments à l’exception des remèdes secrets (spécialités) 100 ».

En outre, il est ajouté après la position № 161 *d*) :

“(e) Spécialités pharmaceutiques :

1º Liquides, en flacons . .	180
2º Solides, en boîtes ou étuis . .	220

6. Ajouter après la clause tarifaire concernant la position № 187 :

“(192 bis) : Tissus en crins de cheval revêtus de caoutchouc ou de gutta-percha, imprénés de caoutchouc ou de gutta-percha ou collés avec ces matières . . 200 ».

7. Ajouter après la clause tarifaire concernant la position № 277 *a*) :

“(d bis) : Lcs mêmes en matières chimiques artificielles 100 ».

L'accord ci-dessus entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Athènes. Il sera toutefois provisoirement appliqué à partir du 1^{er} novembre 1938.

Je saisirai cette occasion, etc.

Dr Hans SPITTA.

Son Excellence

Monsieur Varvareos, Vice-gouverneur,
Président de la Délégation hellénique,
Athènes.

5. The entry in respect of item No. 161 (*d*) 6 of the tariff shall be amended to read as follows :

“ Ampoules of all medicines, except secret remedies (specialities) 100.”

In addition, the following insertion shall be made after item No. 161 (*d*) of the tariff :

“(e) Pharmaceutical specialities :

1. Liquids in bottles . .	180
2. Solid substances in boxes or packages	220

6. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 187 of the tariff :

“(192 (bis) : Horse-hair fabrics, coated with rubber or gutta-percha, or impregnated or glued with the said materials 200.”

7. The following shall be inserted after the entry regarding item No. 277 (*a*) of the tariff :

“(d) (bis) The same articles from artificial chemical materials 100.”

The above Agreement shall come into force on the day of exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Athens. Nevertheless, it shall provisionally be applied as from November 1st, 1938.

I avail myself of this opportunity, etc.

Dr. Hans SPITTA.

His Excellency

Monsieur Varvareos, Vice-Governor,
President of the Greek Delegation,
Athens.

N° 4617.

ADEN ET ÉGYPTE

Arrangement entre l'Office des postes d'Aden et l'Office des postes de l'Egypte concernant l'échange des mandats de poste, avec annexes. Signé au Caire, le 22 octobre 1938, et à Aden, le 3 novembre 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 10 août 1939.

ADEN AND EGYPT

Arrangement for an Exchange of Money Orders between the Post Office of Aden and the Post Office of Egypt, with Annexes. Signed at Cairo, October 22nd, 1938, and at Aden, November 3rd, 1938.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place August 10th, 1939.

No. 4617. — ARRANGEMENT¹ FOR AN EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF ADEN AND THE POST OFFICE OF EGYPT. SIGNED AT CAIRO, OCTOBER 22ND, 1938, AND AT ADEN, NOVEMBER 3RD, 1938.

In order to establish an exchange of money orders between ADEN and EGYPT, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of money orders between Aden and Egypt by means of the mail service usually employed for the exchange of correspondence.

Article 2.

The money order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists, as is explained more particularly below, the money orders being made out and forwarded to the payees by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of Aden, Aden, and on the side of Egypt, Port Said.

Article 3.

The amount of the orders exchanged in both directions shall be expressed in English sterling money.

Article 4.

The maximum amount for which a money order may be drawn in either country upon the other shall be £40 (forty pounds sterling).

Article 5.

No money order shall contain a fractional part of a penny.

Article 6.

The manner and conditions of issuing money orders in either country shall be governed by the regulations in force in the country of issue.

Article 7.

The cost of the money orders, i. e., the amounts to be paid for them by the remitters in the currency of the country of issue, shall be governed by the regulations in force in the country of issue.

Each country shall communicate to the other the regulations in force relating to the charges for money orders issued.

Article 8.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations of the country of issue, and forwarded to the country of payment

¹ Came into force April 1st, 1937.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4617. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'OFFICE DES POSTES D'ADEN ET L'OFFICE DES POSTES DE L'ÉGYPTE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE. SIGNÉ AU CAIRE, LE 22 OCTOBRE 1938, ET A ADEN, LE 3 NOVEMBRE 1938.

En vue d'établir un échange de mandats de poste entre ADEN et L'ÉGYPTE, les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats de poste entre Aden et l'Egypte au moyen des services postaux habituellement employés pour les échanges de correspondance.

Article 2.

Le service de mandats de poste entre les deux pays s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange communiquant entre eux au moyen de listes, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-après ; les mandats de poste seront établis et transmis aux destinataires par le bureau d'échange du pays dans lequel ils seront payables. Les bureaux d'échange seront, pour Aden, le bureau d'Aden, et pour l'Egypte, le bureau de Port-Saïd.

Article 3.

Le montant des mandats de poste échangés dans les deux sens sera exprimé en sterlin.

Article 4.

Le montant maximum pour lequel un mandat de poste pourra être émis de l'un des deux pays sur l'autre sera de £ 40 (quarante livres sterlin).

Article 5.

Aucun mandat ne devra comprendre de fraction de penny.

Article 6.

Le mode et les conditions d'émission des mandats de poste dans chacun des deux pays seront déterminés par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Article 7.

Le coût des mandats de poste — c'est-à-dire les taxes à percevoir sur eux auprès des expéditeurs, dans la monnaie du pays d'émission — sera déterminé par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Chaque pays communiquera à l'autre les règlements en vigueur concernant les taxes perçues pour l'émission des mandats de poste.

Article 8.

Toute demande de l'expéditeur tendant à la modification ou à la rectification du nom du destinataire sera traitée d'après les règlements du pays d'émission et transmise, avec tous les

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of order shall also be received and forwarded as stated in above paragraph, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the regulations of the country of issue.

Article 9.

The conversion of money orders drawn by one country upon the other into the currency of the country of payment shall be governed by the regulations in force in the country of payment.

Each country shall communicate to the other the regulations in force from time to time relating to the conversion of money orders, expressed in sterling money, into its own currency for the purpose of payment.

Article 10.

The manner and conditions of paying orders, including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders, and other services affecting payment shall be governed by the regulations in force in the country of payment.

Article 11.

The amount of money orders not ultimately paid, i. e., of money orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article 12.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of payment for the total amount of the orders issued, together with one-half per cent additional on the total by way of commission.

Article 13.

The offices of exchange shall communicate to each other, by each mail, the particulars of money orders issued, by means of lists in the annexed forms marked A and AA, giving all particulars for which provision is made in the form.

The applicant for every money order shall be required to furnish the names and addresses both of remitter and payee, or of the firm or company who are the remitters or payees.

The address of the payee must be given fully and precisely as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the money order office where the order shall be made payable.

Article 14.

Besides the particulars of money orders issued, the lists mentioned in Article 13 shall contain particulars of orders authorised to be repaid to the remitters, and of orders whose period of validity (six months other than that of issue) has elapsed.

Article 15.

Blank lists shall be forwarded in case there shall be no money orders to communicate.

Article 16.

Should any list not be received in due course, the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit without delay a duplicate thereof.

Article 17.

The lists despatched from each office of exchange shall be numbered consecutively, commencing with No. 1 for the first list of each calendar year, and these numbers shall be termed the "List Numbers".

renseignements qui pourraient être nécessaires pour identifier les mandats dont il s'agit, au pays de paiement, qui y donnera suite conformément à ses règlements.

Toute demande de remboursement d'un mandat adressée par l'expéditeur sera traitée et transmise comme il est indiqué à l'alinéa précédent ; le remboursement ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du pays de paiement et sera effectué conformément aux règlements du pays d'émission.

Article 9.

La conversion des mandats émis par l'un des deux pays sur l'autre dans la monnaie du pays de paiement sera régie par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Chaque pays communiquera de temps en temps à l'autre les règlements en vigueur concernant la conversion des mandats de poste exprimés en sterling dans sa monnaie, en vue du paiement.

Article 10.

Le mode et les conditions de paiement des mandats de poste, y compris la suspension du paiement, le renouvellement des mandats, l'émission de duplicata de mandats et toutes autres opérations concernant le paiement, seront régis par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Article 11.

Le montant des mandats de poste qui seront restés impayés, c'est-à-dire des mandats périmés en vertu des règlements du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article 12.

Le pays d'émission, qui encaisse les sommes versées par les expéditeurs, portera au crédit du pays de paiement le montant total des mandats émis et, en outre, une commission égale à $\frac{1}{2}$ pour cent de ce total.

Article 13.

Les bureaux d'échange se communiqueront mutuellement par chaque courrier le détail des mandats de poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes aux modèles A et AA ci-annexés, et ils donneront toutes les indications qui y sont prévues.

Pour chaque mandat, on devra indiquer les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire.

L'adresse du destinataire devra être indiquée en entier et d'une manière précise, car c'est d'après ces indications que le bureau d'échange récepteur déterminera quel sera le bureau où le mandat sera payable.

Article 14.

Outre les indications relatives aux mandats de poste émis, les listes mentionnées à l'article 13 devront contenir les renseignements relatifs aux mandats de poste dont le remboursement aux expéditeurs aura été autorisé et aux mandats de poste dont le délai de validité (six mois en sus du mois d'émission) aura expiré.

Article 15.

Dans le cas où il n'y aurait aucun mandat de poste à transmettre, il sera envoyé une liste en blanc.

Article 16.

Au cas où une liste ne parviendrait pas à destination en temps voulu, le bureau expéditeur devra, lorsqu'il en sera avisé, transmettre sans retard un duplicata de cette liste.

Article 17.

Les listes expédiées par chacun des bureaux d'échange porteront un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour la première liste de chaque année civile, et ces numéros seront appelés « numéros de liste ».

Article 18.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers, commencing with No. 1 for each list, and these numbers shall be termed the "Entry Numbers".

Article 19.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange, and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Article 20.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from the despatching office. This explanation shall be given with as little delay as possible and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 21.

As soon as the Egyptian office of exchange shall have received from Aden all lists bearing dates in any month, these lists as well as the Egyptian lists bearing dates in the same month shall be made the subject of a monthly account in the annexed form B.

Article 22.

The account mentioned in Article 21 shall be based on the lists as corrected by the receiving office, any entries at the time under suspension pending explanation being excluded.

Article 23.

The account shall also include under the head of "Special Items" any necessary adjustments of previous accounts (such as adjustments on account of suspended entries) as well as any other items of account not otherwise provided for, a detailed statement of such special items being annexed to the account and correspondence or other documents forming the authority for each special item being quoted opposite to it in the statement.

Article 24.

Two copies of the account mentioned in Article 21 shall be forwarded to the Aden office of exchange for acceptance.

If the balance is in favour of Egypt, the Aden Post Office shall remit this balance in sterling by means of a cheque on the National Bank of Egypt, London, to be forwarded to said Bank for the account of Egypt advising this Administration of the date of despatch.

If the balance is in favour of Aden, the Egyptian Post Office shall at the same time that it forwards two copies of the account to Aden, effect payment to the Aden Post Office by forwarding direct to the Crown Agents for Colonies, London, a bill of exchange for the balance in sterling payable in London.

An intimation of the amount of the remittance together with an advice as to the account period to which the remittance relates shall be sent to the Finance Officer, Aden.

Article 25.

If in the interval between two monthly adjustments either of the two Postal Administrations shall find on balancing the lists actually received against those actually despatched that it owes the other Administration a sum exceeding £1,000, the indebted Administration shall at once or as soon as may be practicable remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next monthly account.

Article 18.

Les indications inscrites dans les listes relatives aux mandats émis porteront également un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour chaque liste, et ces numéros seront appelés « numéros d'inscription ».

Article 19.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange récepteur et rectifiée lorsqu'elle contiendra de simples erreurs ; ces rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Article 20.

Lorsqu'une liste contiendra des erreurs ou irrégularités qu'il est impossible de rectifier sans consultation préalable du bureau expéditeur, le bureau récepteur demandera des éclaircissements à ce dernier, qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, le paiement des mandats de poste correspondant aux inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 21.

Dès que le bureau d'échange égyptien aura reçu du bureau d'échange d'Aden toutes les listes datées d'un mois donné, il établira à l'aide de ces listes et des listes égyptiennes datées du même mois un décompte mensuel conforme au formulaire B ci-annexé.

Article 22.

Le décompte mentionné à l'article 21 sera établi d'après les listes rectifiées par le bureau récepteur, à l'exclusion des inscriptions relatives aux mandats dont le paiement aura été suspendu dans l'attente d'éclaircissements.

Article 23.

Le décompte comprendra également sous la rubrique « articles spéciaux » toutes rectifications nécessaires relatives aux décomptes précédents (telles que les rectifications concernant les mandats dont le paiement a été suspendu) ainsi que tous autres éléments de compte non autrement prévus. Il sera annexé au décompte un relevé détaillé de ces articles spéciaux dans lequel seront indiqués, en regard de chaque article, les correspondances ou autres documents constituant des pièces justificatives dudit article.

Article 24.

Deux exemplaires du décompte mentionné à l'article 21 seront adressés au bureau d'échange d'Aden, pour être approuvés.

Si le solde est en faveur de l'Egypte, l'administration des postes d'Aden réglera la somme en sterling au moyen d'un chèque sur la Banque nationale d'Egypte à Londres, qui sera transmis à ladite banque, pour le compte de l'Egypte, l'administration de ce pays étant avisée de la date d'expédition du chèque.

Si le solde est en faveur d'Aden, l'administration des postes égyptienne, en même temps qu'elle communiquera les deux exemplaires du décompte à Aden, s'acquittera envers l'administration des postes d'Aden en envoyant directement aux « Crown Agents for Colonies », à Londres, une lettre de change pour le montant du solde en question, libellée en sterling et payable à Londres.

Le « Finance Officer » d'Aden sera avisé du montant du versement ainsi que de la période à laquelle se rapporte ledit versement.

Article 25.

Si, dans l'intervalle entre deux règlements mensuels, l'une des deux administrations postales constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées, qu'elle doit à l'autre administration une somme supérieure à £ 1.000, l'administration débitrice s'acquittera immédiatement ou aussitôt que possible du montant de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du décompte mensuel suivant.

Article 26.

Each office shall have authority to suspend temporarily the exchange of money orders in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 27.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission or correction of lists, accounts, etc., the office of exchange shall be the media of communication ; but in matters involving questions other than those of detail the offices of correspondence shall be the office of the Financial Officer, Aden, on the one hand, and that of the Director General of Posts, Cairo, on the other hand.

Article 28.

The department charged with the control of money orders in either country shall have authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one department to the other.

Article 29.

The Postal Administrations of Aden and Egypt shall also each be entitled to transmit money orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two Postal Administrations.

Article 30.

The present Arrangement takes effect from the 1st April, 1937. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties, or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to determine it.

Executed in duplicate and signed :

At Aden the :

A. MUCHMORE,
Finance Officer.
3.II.38.

At Cairo the : 22nd October, 1938.

(Sgd.) (FOUAD HASSIB),
Postmaster General.

Certified true copy.

22/10/38.

Article 26.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de suspendre provisoirement l'échange des mandats de poste au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus ou entraînerait une perte de recettes.

Article 27.

Pour la correspondance ordinaire concernant l'établissement, la transmission ou la rectification des listes, décomptes, etc., ce sera le bureau d'échange qui servira d'intermédiaire ; mais pour ce qui a trait à des questions autres que des questions de détail, la correspondance sera échangée entre le bureau du « Financial Officer » d'Aden, d'une part, et le bureau du Directeur général des postes du Caire, d'autre part.

Article 28.

Le service chargé de contrôler les mandats de poste dans chaque pays aura le droit d'adopter toutes règles supplémentaires (non incompatibles avec les dispositions ci-dessus), en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement général du système. Toutefois, toutes règles supplémentaires de ce genre devront être communiquées au service correspondant de l'autre pays.

Article 29.

Les administrations postales d'Aden et de l'Egypte auront également l'une et l'autre le droit de transmettre des mandats de poste par l'intermédiaire de l'autre administration à destination de tout pays avec lequel cette dernière échange des mandats de poste ; les conditions de cette transmission seront fixées à l'avance, d'un commun accord, par les deux administrations postales.

Article 30.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier avril mil neuf cent trente-sept. Il restera valable jusqu'à ce qu'il ait été modifié ou résilié, d'un commun accord, par les Parties contractantes, ou jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé :

A Aden, le 3 novembre 1938.

A. MUCHMORE,
Finance Officer.

Au Caire, le 22 octobre 1938.

(Signé) FOUAD HASSIB,
Directeur général des postes.

STATEMENT B.

(P. No. 5 L.D.)

MINISTRY OF COMMUNICATIONS—EGYPTIAN POSTAL ADMINISTRATION.

Monthly Account of Money Orders exchanged between Egypt and Aden prepared by Alexandria Office,
for the Month of 193...

TO THE CREDIT OF EGYPT			TO THE CREDIT OF ADEN		
List No.	Final Entry No. of List	Amount of Orders	List No.	Final Entry No. of List	Amount of Orders
		£ s. d.			£ s. d.
For orders issued by Aden by means of the following Aden (A) lists bearing dates in the above month.			For orders issued by Egypt by means of the following Egyptian (AA) lists bearing dates in the above month.		
Total			Total		
Commission on above at ½ per cent			Commission on above at ½ per cent		
Void orders and orders for the repayment of which to remitters in Egypt autho- rity was given in the Aden lists above mentioned			Void orders and orders for the repayment of which to remitters in Aden autho- rity was given in the Egyp- tian lists above mentioned		
Special items detailed in ...			Special items detailed in ...		
Balance in favour of Aden.			Balance in favour of Egypt...		
Total			Total		
<i>General Post Office.</i>					
Cairo, 193...			<i>Examined and found correct : Presidency Post Office.</i>		
F.M.O.B. Aden, 193...				
<i>Chief Accountant</i>					

FORMULAIRE B.

(P. N° 5 L.D.)

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS — ADMINISTRATION DES POSTES D'ÉGYPTE.

Décompte mensuel des échanges de mandats de poste entre l'Egypte et Aden établi par le Bureau d'échange d'Alexandrie, pour le mois de 193....

AU CRÉDIT DE L'ÉGYPTE			AU CRÉDIT D'ADEN		
N° de liste	N° d'inscription final de la liste	Montant des mandats	N° de liste	N° d'inscription final de la liste	Montant des mandats
		£ s. d.			£ s. d.
Pour les mandats de poste émis par Aden, d'après les listes (A) ci-après d'Aden, datées du mois ci-dessus.			Pour les mandats de poste émis par l'Égypte, d'après les listes (AA) ci-après d'Egypte, datées du mois ci-dessus.		
Total			Total		
Commission de $\frac{1}{2}$ % sur le total ci-dessus			Commission de $\frac{1}{2}$ % sur le total ci-dessus		
Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs en Egypte a été autorisé dans les listes susmentionnées d'Aden			Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs à Aden a été autorisé dans les listes susmentionnées d'Egypte		
Articles spéciaux dont le détail est fourni dans)			Articles spéciaux dont le détail est fourni dans)		
Solde en faveur d'Aden			Solde en faveur de l'Egypte		
Total			Total		
<i>Administration générale des postes.</i>			<i>Vu et approuvé.</i> <i>Administration des postes.</i>		
<i>Le Caire 193...</i>			<i>F.M.O.B. Aden, 193...</i>		
<i>Chef comptable.</i>					

A — AA.

(P. No. 4 H.)

Sheet No.

EGYPTIAN POSTAL ADMINISTRATION.

List No. of Money Orders advised by Office to
 Money Order Exchange Office , 19.....

Date of Issue of Money Order	International No. of Money Order	Original No. of the Money Order	Office at which the Money was paid in	Name of Remitter	Name of the Person to whom the Money is to be paid	Full Address of the Person to whom the Money is to be paid	Amount of Order in Egyptian Currency	Amount to be paid by Paying Office	For Use of the Office of Exchange			No. of Order	Office where payable	Remarks
									L.E.	M	S. d.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	

Entered by

Checked by { 1
2

A — AA.

(P N° 4 H.)
Feuille N°
No. 4617

ADMINISTRATION DES POSTES D'EGYPTE.

Liste N°..... de mandats de poste signalés par le bureau

à

Bureau d'échange de mandats de poste 19.....

Date d'émis- sion	N° inter- national du man- dat de poste	N° d'origine du mandat de poste	N° de série de série	N° d'ordre	Bureau où le verse- ment a été effectué	Nom de l'expé- diteur	Nom du desti- nataire	Adresse exacte du desti- nataire	Montant du mandat en mon- naie égyp- tienne	Montant à payer par le bureau payeur	A l'usage du bureau d'échange		
											L.E.	M.	£
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14

Vérifiée par { 1
Remplie par 2

N° 4618.

BIRMANIE ET SIAM

Arrangement entre l'Office des postes de la Birmanie et l'Office des postes du Siam concernant l'échange des mandats de poste, avec annexes. Signé à Rangoun, le 30 janvier 1939, et à Bangkok, le 14 février 1939.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 10 août 1939.

BURMA AND SIAM

Arrangement for an Exchange of Money Orders between the Post Office of Burma and the Post Office of Siam, with Annexes. Signed at Rangoon, January 30th, 1939, and at Bangkok, February 14th, 1939.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place August 10th, 1939.

No. 4618.—ARRANGEMENT¹ FOR AN EXCHANGE OF MONEY ORDERS
BETWEEN THE POST OFFICE OF BURMA AND THE POST OFFICE
OF SIAM. SIGNED AT RANGOON, JANUARY 30TH, 1939, AND AT
BANGKOK, FEBRUARY 14TH, 1939.

In order to establish an exchange of money orders between BURMA and SIAM the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of money orders between Burma and Siam by means of the usual mail services by which correspondence is exchanged.

Article 2.

The money order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists as is explained more particularly below, the money orders being made out and forwarded to the payee by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of Burma, Rangoon, and on the side of Siam, Bangkok.

Article 3.

The amount of orders exchanged in both directions shall be expressed in rupee currency.

Article 4.

The maximum amount for which a money order may be drawn in either country upon the other shall be Rs. 600/-.

Article 5.

No money order shall contain a fractional part of an anna.

Article 6.

The manner and conditions of issuing money orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 7.

The cost of the money orders, i.e., the amounts to be paid for them by the remitters in the currency of the country of issue, shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Each country shall communicate to the other the regulations relating to the charges for money orders issued, in force for the time being.

Article 8.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations of the country of issue, and forwarded to the country of payment

¹ Came into force April 1st, 1937.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4618. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'OFFICE DES POSTES DE LA BIRMANIE ET L'OFFICE DES POSTES DU SIAM CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A RANGOUN, LE 30 JANVIER 1939, ET A BANGKOK, LE 14 FÉVRIER 1939.

En vue d'établir un échange de mandats de poste entre LA BIRMANIE et LE SIAM, les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats de poste entre la Birmanie et le Siam au moyen des services postaux habituellement employés pour les échanges de correspondance.

Article 2.

Le service de mandats de poste entre les deux pays s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange communiquant entre eux au moyen de listes, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-après ; les mandats de poste seront établis et transmis aux destinataires par le bureau d'échange du pays dans lequel ils seront payables. Les bureaux d'échange seront, pour la Birmanie, le bureau de Rangoun et, pour le Siam, le bureau de Bangkok.

Article 3.

Le montant des mandats de poste échangés dans les deux sens sera exprimé en roupies.

Article 4.

Le montant maximum pour lequel un mandat de poste pourra être émis de l'un des deux pays sur l'autre sera de six cents roupies.

Article 5.

Aucun mandat ne devra comprendre de fraction d'anna.

Article 6.

Le mode et les conditions d'émission des mandats de poste dans chacun des deux pays seront déterminés par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Article 7.

Le coût des mandats de poste — c'est-à-dire les taxes à percevoir sur eux auprès des expéditeurs, dans la monnaie du pays d'émission — sera déterminé par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Chaque pays communiquera à l'autre les règlements en vigueur concernant les taxes perçues pour l'émission des mandats de poste.

Article 8.

Toute demande de l'expéditeur tendant à la modification ou à la rectification du nom du destinataire sera traitée d'après les règlements du pays d'émission et transmise, avec tous les

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the regulations of the country of issue.

Article 9.

The conversion of money orders issued in Burma into the currency of Siam shall be governed by the regulations in force for the time being in Siam.

The Postal Administration of Siam shall communicate to the Postal Administration of Burma the regulations for the time being in force relating to the conversion of money orders, expressed in rupee currency into the currency of Siam for the purpose of payment.

Article 10.

The manner and conditions of paying orders including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders and other services affecting payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Article 11.

The amount of money orders not ultimately paid, i.e., of orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article 12.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of payment for the total amount of the orders issued, together with one-half per cent additional on the total by way of commission.

Article 13.

The offices of exchange shall communicate to one another, by each mail, the particulars of money orders issued, by means of lists in the annexed forms marked A and AA, giving all particulars for which provision is made in the forms.

The particulars as to names shall include the surname and at least the initial of one Christian name, both of the remitter and of the payee (or, in the case of natives of Burma, the name, tribe or caste and father's name), or the name of the firm or company who are the remitters or payees. The address of the payee must be given fully and precisely, as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the office where the orders shall be made payable.

Article 14.

Besides the particulars of money orders issued, the lists mentioned in Article 13 shall contain particulars of orders authorised to be repaid to the remitters.

Article 15.

Blank lists shall be forwarded in case there shall be no money orders to communicate.

Article 16.

Should any lists fail to be received in due course the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit without delay a duplicate thereof.

Article 17.

The lists despatched by each office of exchange shall be numbered consecutively, commencing with No. 1 for the first list of each calendar year commencing January 1st, and these numbers shall be termed the "List Numbers".

renseignements qui pourraient être nécessaires pour identifier les mandats dont il s'agit, au pays de paiement, qui y donnera suite conformément à ses règlements.

Toute demande de remboursement d'un mandat adressée par l'expéditeur sera traitée et transmise de la même manière ; le remboursement ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du pays de paiement et sera effectué conformément aux règlements du pays d'émission.

Article 9.

La conversion des mandats émis en Birmanie dans la monnaie du Siam sera régie par les règlements en vigueur au Siam.

L'administration postale du Siam communiquera à l'administration postale de la Birmanie les règlements en vigueur concernant la conversion des mandats de poste exprimés en roupies dans la monnaie du Siam, en vue du paiement.

Article 10.

Le mode et les conditions de paiement des mandats de poste, y compris la suspension du paiement, le renouvellement des mandats, l'émission de duplicata de mandats et toutes autres opérations concernant le paiement, seront régis par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Article 11.

Le montant des mandats de poste qui seront restés impayés, c'est-à-dire des mandats périmés en vertu des règlements du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article 12.

Le pays d'émission, qui encaisse les sommes versées par les expéditeurs, portera au crédit du pays de paiement le montant total des mandats émis et, en outre, une commission égale à $\frac{1}{2}$ pour cent de ce total.

Article 13.

Les bureaux d'échange se communiqueront mutuellement par chaque courrier le détail des mandats de poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes aux modèles A et AA ci-annexés, et ils donneront toutes les indications qui y sont prévues.

Les renseignements relatifs aux noms devront comprendre le nom de famille et au moins l'initiale d'un prénom, tant de l'expéditeur que du destinataire (ou, dans le cas d'indigènes de la Birmanie, le nom, la tribu ou caste et le nom du père), ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire. L'adresse du destinataire devra être indiquée en entier et d'une manière précise, car c'est d'après ces indications que le bureau d'échange récepteur déterminera quel sera le bureau où le mandat sera payable.

Article 14.

Outre les indications relatives aux mandats de poste émis, les listes mentionnées à l'article 13 devront contenir les renseignements relatifs aux mandats de poste dont le remboursement aux expéditeurs aura été autorisé.

Article 15.

Dans le cas où il n'y aurait aucun mandat de poste à transmettre, il sera envoyé une liste en blanc.

Article 16.

Au cas où une liste ne parviendrait pas à destination en temps voulu, le bureau expéditeur devra, lorsqu'il en sera avisé, transmettre sans retard un duplicata de cette liste.

Article 17.

Les listes expédiées par chacun des bureaux d'échange porteront un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour la première liste de chaque année civile commençant le 1^{er} janvier, et ces numéros seront appelés « numéros de liste ».

Article 18.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers, commencing with No. 1 for each list, and these numbers shall be termed the "Entry Numbers".

Article 19.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Article 20.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from the despatching office.

This explanation shall be given with as little delay as possible and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 21.

The remitter of a money order may obtain an advice of payment of the order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a charge to be fixed by the country of origin of the money order.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix "C").

The advice of payment shall be prepared by the paying office and shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the exchange office of the country of payment.

The advice of payment of a "Through" money order (see Article 30) shall be sent through the offices of exchange of the two countries.

An application for an advice of payment made subsequent to the issue of the order shall be sent through the offices of exchange of the two countries, but the advice of payment shall be sent direct to the office of issue.

Article 22.

As soon as the Rangoon Office of Exchange, which shall be the office of account in Burma for the purpose of settlement under this Arrangement, shall have received from the Bangkok Office, which shall be the office of account in Siam, all the lists bearing dates in any month, these lists, as well as the Burma lists bearing dates in the same month, shall be made the subject of a monthly account in the annexed form B.

Article 23.

The account mentioned in Article 22 shall be based on the lists as corrected by the receiving office, any entries at the time under suspension pending explanation being excluded.

Article 24.

The account shall also include, under the head of "Special Items", any necessary adjustments of previous accounts (such as adjustments on account of suspended entries), as well as any other items of account not otherwise provided for; a detailed statement of such special items being annexed to the account, and the correspondence or other documents forming the authority for each special item being quoted opposite it in the statement.

Article 25.

Two copies of the account mentioned in Article 22 shall be forwarded to the Bangkok Office for payment by a bill of exchange or draft on Rangoon if the balance be in favour of Burma,

Article 18.

Les indications inscrites dans les listes relatives aux mandats émis porteront également un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour chaque liste, et ces numéros seront appelés « numéros d'inscription ».

Article 19.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange récepteur et rectifiée lorsqu'elle contiendra de simples erreurs ; ces rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Article 20.

Lorsqu'une liste contiendra des erreurs ou irrégularités qu'il est impossible de rectifier sans consultation préalable du bureau expéditeur, le bureau récepteur demandera des éclaircissements à ce dernier.

Ces éclaircissements devront être fournis dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, le paiement des mandats de poste correspondant aux inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 21.

L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement du mandat en versant à l'avance, au profit exclusif de l'administration du pays d'émission, une redevance à fixer par le pays d'origine du mandat.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle annexé (annexe C).

L'avis de paiement sera établi par le bureau payeur et sera transmis directement à l'expéditeur, soit par le bureau de paiement, soit par le bureau d'échange du pays de paiement.

L'avis de paiement d'un mandat « en transmission » (voir article 30) sera envoyé par l'entremise des bureaux d'échange des deux pays.

Toute demande d'avis de paiement, déposée après l'émission du mandat, sera transmise par les bureaux d'échange des deux pays, mais l'avis de paiement sera envoyé directement au bureau d'émission.

Article 22.

Dès que le bureau d'échange de Rangoun, qui sera, en Birmanie, le bureau chargé des règlements de compte, aux termes du présent arrangement, aura reçu du bureau de Bangkok, qui sera, au Siam, le bureau chargé des règlements de compte, toutes les listes datées d'un mois donné, il établira à l'aide de ces listes ainsi que des listes de Birmanie datées du même mois un décompte mensuel conforme au formulaire B ci-annexé.

Article 23.

Le décompte mentionné à l'article 22 sera établi d'après les listes rectifiées par le bureau récepteur, à l'exclusion des inscriptions relatives aux mandats dont le paiement aura été suspendu dans l'attente d'éclaircissements.

Article 24.

Le décompte comprendra également, sous la rubrique « articles spéciaux », toutes rectifications nécessaires relatives aux décomptes précédents (telles que les rectifications concernant les mandats dont le paiement a été suspendu), ainsi que tous autres éléments de compte non autrement prévus. Il sera annexé au décompte un relevé détaillé de ces articles spéciaux, dans lequel seront indiqués, en regard de chaque article, les correspondances ou autres documents constituant les pièces justificatives dudit article.

Article 25.

Deux exemplaires du décompte mentionné à l'article 22 seront adressés au bureau de Bangkok, qui réglera ce compte par lettre de change ou traite sur Rangoun, si le solde est en faveur de la

and accompanied by a bill of exchange or draft on Bangkok if the balance be in favour of Bangkok. After checking, one copy of the account will be accepted and returned to Rangoon.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 5% per annum. The interest shall be carried to the debit of the Administration in arrear in the following account.

Article 26.

If in the interval between two monthly adjustments either of the two Postal Administrations shall find, on balancing the lists actually received against those actually despatched, that it owes the other Administration a sum exceeding Rs. 5,000, the indebted Administration shall at once or as soon as may be practicable remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next monthly account.

Article 27.

Each Administration shall have authority to suspend temporarily the exchange of money orders in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 28.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission, or correction of lists, accounts, etc., the offices of exchange shall be the media of communication ; but in matters involving questions other than those of detail, the offices of correspondence shall be the office of the Director-General of Posts and Telegraphs, Rangoon, Burma, on the one hand, and that of the Director-General of Posts and Telegraphs, Siam, on the other hand.

Article 29.

The Postal Administration of either country shall have authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud, or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one Administration to the other.

Article 30.

The Postal Administrations of Burma and Siam shall also each be entitled to transmit money orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two Postal Administrations.

Article 31.

The present Arrangement shall take effect on the 1st April, 1937. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Executed in duplicate and signed at Rangoon the 30th January, 1939, and at Bangkok the 14th February, 1939.

(Sd) G. E. O. DE SMIDT,
Director-General, Posts and Telegraphs, Burma.

(Sd) P. P. KOLASASTRA,
Director-General, Posts and Telegraphs, Siam.

Birmanie ; si le solde est en faveur de Bangkok, il sera joint au décompte une lettre de change ou traite sur Bangkok. Après vérification, un exemplaire du décompte sera approuvé et retourné à Rangoun.

Toute somme restant due par l'une des administrations à l'autre, à l'expiration des six mois qui suivront la période visée par le décompte, portera intérêt à partir de ce moment au taux annuel de 5%. Les intérêts seront inscrits dans le décompte suivant au débit de l'administration redévable de cette somme.

Article 26.

Si, dans l'intervalle entre deux règlements mensuels, l'une des deux administrations postales constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées, qu'elle doit à l'autre administration une somme supérieure à 5.000 roupies, l'administration débitrice s'acquittera immédiatement ou aussitôt que possible du montant de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du décompte mensuel suivant.

Article 27.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de suspendre provisoirement l'échange des mandats de poste au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus ou entraînerait une perte de recettes.

Article 28.

Pour la correspondance ordinaire concernant l'établissement, la transmission, la rectification des listes, décomptes, etc., ce seront les bureaux d'échange qui serviront d'intermédiaires ; mais, pour ce qui a trait à des questions autres que des questions de détail, la correspondance sera échangée entre le bureau du Directeur général des postes et télégraphes de Rangoun, Birmanie, d'une part, et le bureau du Directeur général des postes et télégraphes du Siam, d'autre part.

Article 29.

Les administrations postales de l'un et l'autre pays auront le droit d'adopter toutes règles supplémentaires (non incompatibles avec les dispositions ci-dessus), en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement général du système. Toutefois, toutes règles supplémentaires de ce genre devront être communiquées à l'autre administration.

Article 30.

Les administrations postales de la Birmanie et du Siam auront l'une et l'autre le droit de transmettre des mandats de poste par l'intermédiaire de l'autre administration à destination de tout pays avec lequel cette dernière échange des mandats de poste ; les conditions de cette transmission seront fixées à l'avance et d'un commun accord par les deux administrations postales.

Article 31.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier avril mil neuf cent trente-sept. Il restera valable jusqu'à ce qu'il ait été modifié ou résilié d'un commun accord par les Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Rangoun, le trente janvier mil neuf cent trente-neuf, et à Bangkok, le quatorze février mil neuf cent trente-neuf.

(Signé) G. E. O. DE SMIDT,
Directeur général des postes et télégraphes, Birmanie.

(Signé) P. P. KOLASASTRA,
Directeur général des postes et télégraphes, Siam.

A.

From Rangoon to Bangkok.
No. Dated

LIST OF MONEY ORDERS DRAWN IN BURMA UPON SIAM.

Particulars to be furnished by the Rangoon Office of Exchange						For the use of Bangkok office			
Entry No.	Date of receipt given to remitter	Office by which the money was received	Name and address of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order	Equivalent in the money of Siam	No. of Siam money order	Remarks
						Rs. as.			
Total ...									

LIST OF VOID MONEY ORDERS AS WELL AS OF MONEY ORDERS FOR THE REPAYMENT OF WHICH TO REMITTERS IN SIAM AUTHORITY IS HEREBY GIVEN.

(A) List in which the orders were originally included						For the use of Bangkok		
List No.	Date	Entry No.	Name of remitter as given therein	Address of remitter as given therein	Amount of order	Equivalent in Siamese money	No. of Siam money order	Remarks
					Rs. as.			
Total ...								

N. B. — Void orders entered in this list should be distinguished by the word "void" added opposite the number in column 1.

A.

De Rangoun à Bangkok.
Nº Date:

LISTE DES MANDATS DE POSTE ÉMIS EN BIRMANIE SUR LE SIAM.

A remplir par le bureau d'échange de Rangoun						A l'usage du bureau de Bangkok		
Numéro d'inscription	Date du reçu remis à l'expéditeur	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Équivalent en monnaie du Siam	Numéro du mandat de poste du Siam Observations
						Rs.	as.	
Total ..								

LISTE DES MANDATS DE POSTE PÉRIMÉS AINSI QUE DES MANDATS DE POSTE DONT LE REMBOURSEMENT AUX EXPÉDITEURS DANS LE SIAM EST AUTORISÉ PAR LA PRÉSENTE.

Liste (AA) dans laquelle figuraient à l'origine les mandats de poste						A l'usage du bureau de Bangkok		
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom de l'expéditeur tel qu'il figure dans la liste	Adresse de l'expéditeur telle qu'elle figure dans la liste	Montant du mandat	Équivalent en monnaie du Siam	Numéro du mandat de poste du Siam	Observations
					Rs.	as.		
Total ..								

N. B. — On distinguerá les mandats de poste pérémés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « pérémé » en regard du numéro dans la première colonne.

A.A.

From Bangkok to Rangoon.
No. Dated

LIST OF MONEY ORDERS DRAWN IN SIAM UPON BURMA.

Particulars to be furnished by the Bangkok Office					For the use of Burma				Remarks
Entry No.	Original No. of money order	Office by which the money was received	Name and address of remitter	Name and address of payee	Amount of order	Office where payable	No. of Burma money order	Date of Burma money order	
					Rs. as.				
Total ..									

LIST OF VOID MONEY ORDERS AS WELL AS OF MONEY ORDERS FOR THE REPAYMENT OF WHICH TO REMITTERS IN BURMA AUTHORITY IS HEREBY GIVEN.

Burma (A) Lists in which the orders were originally included				For the use of Burma				Remarks
List No.	Date	Entry No.	Name and address of remitter as given therein	Amount of order	Office where payable	No. of Burma money order	Date of Burma money order	
				Rs. as.				
Total ..								

N. B. — Void orders entered in this list should be distinguished by the word "void" added opposite the number in column 1.

A.A.

Nº De Bangkok à Rangoun.
Date :

LISTE DES MANDATS DE POSTE ÉMIS DANS LE SIAM SUR LA BIRMANIE.

Numéro d'inscription	Numéro d'origine du mandat de poste	A remplir par le bureau d'échange de Bangkok				A l'usage de la Birmanie			
		Bureau où le versement a été effectué	Numéro et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat de poste de Birmanie	Date du mandat de poste de Birmanie
						Rs. as.			
						Total ...			

LISTE DES MANDATS DE POSTE PÉRIMÉS AINSI QUE DES MANDATS DE POSTE DONT LE REMBOURSEMENT AUX EXPÉDITEURS EN BIRMANIE EST AUTORISÉ PAR LA PRÉSENTE.

Liste (A) de Birmanie dans laquelle figurent à l'origine les mandats de poste				A l'usage de la Birmanie			
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat de poste de Birmanie	Date du mandat de poste de Birmanie
				Rs. as.			
				Total ...			

N. B. — On distinguerá les mandats de poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro dans la première colonne.

B.

Account of money order exchanges between Siam and Burma prepared by the Rangoon Office of Exchange.

For the month of

19

TO THE CREDIT OF SIAM				TO THE CREDIT OF BURMA			
List No.	Final Entry No. of List	Amount of Orders		List No.	Final Entry No. of List	Amount of Orders	
		Rs.	as.			Rs.	as.
Total				Total			
Commission on above at $\frac{1}{2}$ per cent.				Commission on above at $\frac{1}{2}$ per cent.			
Void orders and orders for the repayment of which to remitters in Siam authority was given in the Burma lists above mentioned.				Void orders and orders for the repayment of which to remitters in Burma authority was given in the Siam lists above mentioned.			
Remittance on account.				Remittance on account.			
Special items detailed in annexure.				Special items detailed in annexure.			
Balance in favour of Burma.				Balance in favour of Siam.			
Total				Total			

B.

Décompte des échanges de mandats de poste entre le Siam et la Birmanie établi par le Bureau d'échange de Rangoun pour le mois de 19 .

AU CRÉDIT DU SIAM				AU CRÉDIT DE LA BIRMANIE			
Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats		Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats	
		Rs.	as.			Rs.	as.
Total				Total			
Commission de $\frac{1}{2}$ % sur le total ci-dessus.				Commission de $\frac{1}{2}$ % sur le total ci-dessus.			
Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs dans le Siam a été autorisé dans les listes de Birmanie susmentionnées.				Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs en Birmanie a été autorisé dans les listes du Siam susmentionnées.			
Remise à titre d'acompte.				Remise à titre d'acompte.			
Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé.				Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé.			
Solde en faveur de la Birmanie.				Solde en faveur du Siam.			
Total				Total			

ANNEXURE "C".

Front.

POST OFFICE OF BURMA
SIAM

Stamp
of office
of origin

Money order No.

Amount of order

Issued by the post office of

..... on the

Payable to

At.....

ADVICE OF PAYMENT.

To

(Place of destination)

(Country of destination)

ON POSTAL SERVICE.

Back.

The undersigned certifies that the money order described on the other side was duly paid on
the 19

Stamp
of
paying office



Signature of the payee or paying officer.

This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer and returned by the first post directly to the remitter.

ANNEXE « C ».

Recto.

**OFFICE DES POSTES DE LA BIRMANIE
DU SIAM**

Timbre
du
bureau d'origine

Nº du mandat



Montant du mandat

AVIS DE PAIEMENT.

A

Emis par le bureau de poste de

(Lieu de destination)

le.....

(Pays de destination)

Payable à

SERVICE POSTAL.

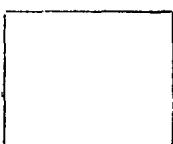
A

Verso.

Le soussigné certifie que le mandat au sujet duquel sont données les indications figurant au recto a été dûment payé le

19 .

Timbre
du
bureau payeur.



Signature du destinataire ou du fonctionnaire qui a payé le mandat.

Le présent avis doit être signé par le destinataire du mandat ou, si le règlement du pays de destination l'autorise, par l'agent qui effectue le paiement, et renvoyé par retour du courrier directement à l'expéditeur.

N° 4619.

FRANCE ET INDE

Convention relative à l'introduction de l'opium
de contrebande à Chandernagor. Signée à
Chandernagor, le 22 mars 1939.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 10 août 1939.

FRANCE AND INDIA

Convention regarding the Introduction of Con-
traband Opium into Chandernagore. Signed
at Chandernagore, March 22nd, 1939.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place August 10th, 1939.

Nº 4619. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'INDE RELATIVE A L'INTRODUCTION DE L'OPIUM DE CONTREBANDE A CHANDERNAGOR, SIGNÉE A CHANDERNAGOR, LE 22 MARS 1939.

No. 4619. — CONVENTION¹ BETWEEN FRANCE AND INDIA REGARDING THE INTRODUCTION OF CONTRABAND OPIUM INTO CHANDERNAGORE. SIGNED AT CHANDERNAGORE, MARCH 22ND, 1939.

Convention conclue à la date du 22 mars 1939, pour un an à compter du 1^{er} janvier 1939 concernant la conversion en un paiement annuel de trois mille roupies des droits relatifs au commerce de l'opium départis au Gouvernement français par l'article 6 de la Convention² du 7 mars 1815, et dans le but d'empêcher l'introduction de l'opium de contrebande à Chandernagor.

Entre Mr. H. P. V. TOWNEND, Commissioner de Burdwan, pour le compte du Gouvernement de l'Inde, Mr. H. P. V. Townend ayant reçu, à cet effet, un pouvoir spécial de Son Excellence le Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde, d'une part,

et Monsieur A. MÉNARD, administrateur de Chandernagor agissant par ordre spécial du Gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, et agissant au nom du Gouvernement français, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement français renonce au privilège à lui réservé par l'article 6 de la Convention du 7 mars 1815, lui donnant droit d'acheter annuellement à Calcutta trois cents caisses d'opium au prix moyen des ventes périodiques de cet article.

Article 2.

Le Gouvernement de l'Inde, en échange de cette renonciation, s'engage à payer à l'Administration française de Chandernagor une somme de trois mille roupies par an.

Convention of the 22nd March 1939 concluded for one year beginning on the 1st January 1939 regarding the conversion into an annual payment of three thousand rupees of the rights in connection with the opium trade reserved to the French Government by Article 6 of the Convention² of the 7th March 1815, and for the purpose of preventing the introduction of contraband opium in Chandernagore.

Between Monsieur A. MENARD, Administrator of Chandernagore, proceeding by special order of the Government of the French Settlements in India, and acting in the name of the French Government on the one part,

and Mr. H. P. V. TOWNEND, Commissioner of Burdwan, on the part of the Government of India, the said Mr. H. P. V. Townend having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor-General of India, on the other part, the following Agreement has been concluded :

Article I.

The French Government renounce their privilege reserved by Article 6 of the Convention of the 7th March 1815, entitling them to purchase annually at Calcutta three hundred chests of opium at the average price obtained at the periodical sales of this article.

Article II.

The Government of India, in exchange for this renunciation, agree to pay to the French Administration at Chandernagore a sum of three thousand rupees per annum.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traité*s, tome II, page 104.

¹ Came into force January 1st, 1939.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 2, page 219.

Article 3.

L'Administration française consent à imposer au fermier chargé de la vente de l'opium à Chandernagor l'obligation de n'introduire dans cet Etablissement, pour consommation ou pour tout autre but, ou de n'avoir, exporter ou vendre dans sa boutique, d'autre opium que celui manufacturé pour le compte du Gouvernement anglais et fourni par le Collectorate d'Hooghly au même prix que l'opium délivré par ledit gouvernement à son fermier ou à ses agents autorisés à vendre ce produit sur le territoire anglais avoisinant Chandernagor, de n'exporter aucun opium, ou d'en vendre plus de trois tolas à la fois et par acheteur, excepté à tout détenteur d'un permis spécial pour la possession d'une quantité supérieure à trois tolas.

L'Administration française s'engage à veiller à ce que la quantité d'opium possédée individuellement soit limitée à trois tolas. Elle s'engage, d'autre part, à fixer les heures de vente de 10 heures du matin au coucher du soleil.

Les autorités françaises useront de leurs pouvoirs pour empêcher toute contravention à cette obligation de la part du fermier ou de n'importe quelle autre personne, soit au moyen d'importation par voie de mer d'opium étranger, soit par tous autres moyens.

D'autre part, les autorités françaises s'engagent, en général, à user de leurs pouvoirs en vue d'empêcher, dans l'importation ou l'exportation entre Chandernagor et le territoire anglais, tout trafic d'opium autre que celui permis ou désigné à cet effet par la présente convention.

Le Gouvernement français consent également à ce que la quantité d'opium à livrer annuellement au fermier de Chandernagor par le Collectorate d'Hooghly ne devra pas dépasser douze maunds par an (calendar year), cette quantité étant exigée pour la consommation locale du territoire français.

Article 4.

Tout opium de contrebande saisi sur le territoire français sera livré au Collectorate d'Hooghly contre paiement de sa valeur laquelle sera calculée au même taux qui, dans l'Inde britannique, est accordé en paiement de la valeur de l'opium confisqué à celui qui a contribué à la saisie de cette denrée narcotique.

Article 5.

En compensation du préjudice que l'obligation imposée au fermier français peut occasionner

Article III.

The French Administration agree to impose on the farmer licensed to sell opium at Chandernagore the obligation not to introduce into that Settlement, for consumption or for any other purpose, or to possess or to sell at his shop, any opium other than that manufactured on account of the English Government and supplied from the Hooghly Collectorate at the same price as the opium allowed by the said Government to their farmer or agents authorised to sell this product on the English territory adjoining Chandernagore, or to export any opium or to sell more than three tolas weight of opium to any person at one time, except to a holder of a special permit for the possession of a larger quantity than three tolas.

The French Administration undertakes to see that the quantity of individual possession is limited to three tolas. They further agree to limit the hours of sale from 10 a.m. to sunset.

The French authorities will use their powers to prevent any contravention of this obligation by the farmer or any other person, whether through importation of foreign opium by sea or through any other means.

The French authorities further engage generally to use their power in the prevention of any traffic in opium, whether import or export, between Chandernagore and British territory other than that permissible or engaged for under this Convention.

The French Government also agree that the quantity of opium to be obtained by the Chandernagore farmer from the Hooghly Collectorate shall not exceed twelve maunds in any calendar year, this quantity being required for the local needs of the French Settlement.

Article IV.

All contraband opium seized in French territory shall be handed over to the Collector of Hooghly on payment of its value, which shall be calculated at the same rate as is allowed in British India in making payments of the value of confiscated opium to any one who has contributed to the seizure of the drug.

Article V.

As compensation for the loss which the obligation imposed on the French farmer may cause

au budget local des Etablissements français dans l'Inde, le Gouvernement anglais s'engage à payer annuellement et en deux termes à l'Administration de Chandernagor, une indemnité fixée à un chiffre rond de six mille roupies.

Article 6.

Les deux paiements mentionnés aux articles 2 et 5 auront lieu par moitiés de semestre en semestre à partir du 1^{er} janvier 1939.

Article 7.

La présente convention aura une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 1939.

Article 8.

La présente convention, sans qu'il soit besoin de toute autre ratification, sera considérée comme définitivement conclue pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 1939 dès qu'elle aura été revêtue des signatures de Mr. H. P. V. Townsend, Commissioner de Burdwan, et Monsieur A. Ménard, administrateur de Chandernagor, spécialement délégués à cet effet par leurs gouvernements respectifs.

Fait à Chandernagor, en double expédition, à la date du 22 mars mil neuf cent trente-neuf.

H. P. V. TOWNSEND.

Commissioner, Burdwan Division.

A. MÉNARD.

Administrateur de Chandernagor.

to the local budget of the French Settlements in India, the English Government engage to pay to the Administration of Chandernagore annually and in two instalments an indemnity fixed at a round sum of six thousand rupees.

Article VI.

The payments mentioned above in Articles II and V will both be made in moieties at the end of each six months counting from the 1st January 1939.

Article VII.

The present Convention shall have a duration of one year to be calculated from the 1st January 1939.

Article VIII.

The present Convention shall, without requiring any other ratification, be considered to be definitely concluded for a period of one year to be calculated from the 1st January 1939, as soon as it shall have been signed by Monsieur A. Menard, Administrator of Chandernagore, and Mr. H. P. V. Townsend, Commissioner of Burdwan, specially delegated for this purpose by their respective Governments.

Done at Chandernagore in duplicate on the 22nd March 1939.

H. P. V. TOWNSEND,

Commissioner, Burdwan Division.

A. MENARD,

Administrator of Chandernagore.

Certified copy.

C. Sen,

29.5.39.

Second Assistant Secretary,

Government of Bengal,

Forest and Excise Department.

N° 4620.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord relatif à l'application aux territoires des Sudètes de l'Accord de transfert du 1^{er} juillet 1938 ainsi que de l'Accord complémentaire du 13 août 1938. Signé à Londres, le 16 juin 1939.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 10 août 1939.

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Agreement regarding the Extension to the Sudetenland of the Transfer Agreement of July 1st, 1938, and of the Supplementary Agreement of August 13th, 1938. Signed at London, June 16th, 1939.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place August 10th, 1939.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 4620. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING THE EXTENSION TO THE SUDetenland OF THE TRANSFER AGREEMENT OF JULY 1ST, 1938, AND OF THE SUPPLEMENTARY AGREEMENT OF AUGUST 13TH, 1938. SIGNED AT LONDON, JUNE 16TH, 1939.

Nº 4620. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND ÜBER DIE AUSDEHNUNG AUF DAS SÜDETENLAND DES TRANSFER-ABKOMMENS VOM 1. JULI 1938 UND DER DURCHFÜHRUNGSVEREINBARUNG VOM 13. AUGUST 1938. GEZEICHNET IN LONDON, AM 16. JUNI 1939.

Whereas by Article 2 (i) of the Transfer Agreement² signed at London on the 1st July, 1938, between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the German Reich, the German Government undertakes to ensure the provision of sterling funds, on the basis set out in that Article, for the service of certain Medium- and Long-Term debts (in this Agreement referred to as "Non-Reich debts");

And whereas by Schedule F of the Supplementary Agreement³ signed at Berlin on the 13th August, 1938, between these Governments (in this Agreement referred to as "Schedule F") detailed provisions are made for the execution of that Article in so far as concerns Non-Reich debts;

And whereas the Contracting Governments desire to make provision for the service of Non-Reich debts owed by persons in the Sudetenland to British holders;

Now, therefore, the undersigned, being duly authorised thereto by THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND

In Artikel 2 (I) des am 1. Juli 1938 in London zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland gezeichneten Transferabkommens² hat sich die Deutsche Regierung verpflichtet, auf der Grundlage des genannten Artikels für die Bereitstellung von Sterlingbeträgen für den Dienst bestimmter mittel- und langfristiger Schulden (im folgenden als « Nicht-Reichs-Schulden » bezeichnet) zu sorgen.

In Abschnitt F der zwischen diesen Regierungen am 13. August 1938 in Berlin gezeichneten Durchführungsvereinbarung³ (im folgenden als « Abschnitt F » bezeichnet) sind Einzelbestimmungen für die Ausführung jenes Artikels festgelegt, soweit er Nicht-Reichsschulden betrifft.

Die vertragschliessenden Regierungen wünschen den Dienst derjenigen Nicht-Reichsschulden zu regeln, die von Personen im Sudetenland britischen Inhabern geschuldet werden.

Die von DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND

¹ Came into force June 16th, 1939.

² Vol. CXCIV, page 235, of this Series.

³ Vol. CXCIV, page 257, of this Series.

¹ Entré en vigueur le 16 juin 1939.

² Vol. CXCIV, page 235, de ce recueil.

³ Vol. CXCIV, page 257, de ce recueil.

NORTHERN IRELAND and THE GERMAN GOVERNMENT, have agreed as follows :

Article 1.

The German Government will ensure the provision of sterling funds for the service of Non-Reich debts owed by persons in the Sudetenland to British holders in accordance with the provisions of Schedule F, as amended by Article 2 of this Agreement.

Article 2.

(1) The words " and Sudetenland " shall be added after the word " Austrian " in paragraph 1 of Schedule F.

(2) The words " or the 29th September, 1938, in the case of Sudetenland indebtedness " shall be added after the words " Austrian indebtedness " in paragraph 2 (b) (i) of Schedule F.

(3) The following shall be added to paragraph 6 of Schedule F :

" Provided that, in the case of Sudetenland indebtedness, no creditor shall be deemed to have refused the sterling payment offered to him before the 16th December, 1939. "

Article 3.

The United Kingdom and German Governments take note that the Committee of British Long-Term and Medium-Term Creditors of Germany have agreed to recommend British holders to accept the offer made by the German Government in accordance with the terms of this Agreement.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London this 16th day of June, 1939, in the English and German languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) H. VON DIRKSEN.

hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten sind daher über folgendes übereingekommen :

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung wird für die Bereitstellung von Sterlingbeträgen für den Dienst derjenigen Nicht-Reichs-Schulden, die von Personen im Sudetenland britischen Inhabern geschuldet werden, in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Abschnitts F und seiner Ergänzung durch nachfolgenden Artikel 2 Sorge tragen.

Artikel 2.

(1) Die Worte « und sudetendeutschen » werden in Ziff. 1 des Abschnitts F nach dem Worte « österreichischen » zugefügt.

(2) Die Worte « oder seit dem 29. September 1938—bei Schuldern im Sudetenland—» werden in Ziff. 2 (b) (i) des Abschnitts F nach den Worten « —bei Schuldern im Lande Österreich— » zugefügt.

(3) Folgender Absatz wird der Ziff. 6 des Abschnitts F zugefügt :

« Für Gläubiger sudetendeutscher Schuldner gilt das Angebot jedoch frühestens am 16. Dezember 1939 als abgelehnt. »

Artikel 3.

Die Deutsche Regierung und die Regierung des Vereinigten Königreichs nehmen zur Kenntnis, dass der Ausschuss der britischen lang- und mittelfristigen Gläubiger Deutschlands zugesagt hat, britischen Inhabern die Annahme des von der Deutschen Regierung gemäß diesem Abkommen gemachten Angebots zu empfehlen.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Abkommen gezeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

Geschehen zu London am 16. Juni 1939 in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) H. VON DIRKSEN.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4620. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD RELATIF A L'APPLICATION AUX TERRITOIRES DES SUDÈTES DE L'ACCORD DE TRANSFERT DU 1^{er} JUILLET 1938 AINSI QUE DE L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE DU 13 AOUT 1938. SIGNÉ A LONDRES, LE 16 JUIN 1939.

Considérant que, aux termes de l'article 2 i) de l'Accord de transfert, signé à Londres le 1^{er} juillet 1938 entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Reich allemand, le Gouvernement allemand s'engage à assurer la constitution d'un fonds en sterling, sur la base des dispositions dudit article, pour le service de certaines dettes à moyen et à long terme (désignées dans le présent accord par l'expression « dettes qui ne sont pas des dettes du Reich ») ;

Considérant que, aux termes de la section F de l'Accord complémentaire signé à Berlin le 13 août 1938 entre ces gouvernements (désignée dans le présent accord par l'expression « section F »), des dispositions détaillées sont prévues pour l'application de cet article en ce qui concerne les dettes qui ne sont pas des dettes du Reich ;

Considérant que les gouvernements contractants désirent prendre des mesures pour le service des dettes qui ne sont pas des dettes du Reich, contractées par des personnes des territoires des Sudètes envers des créanciers britanniques ;

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et par LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement allemand assurera la constitution d'un fonds en sterling pour le service des dettes qui ne sont pas des dettes du Reich, contractées par des personnes des territoires des Sudètes envers des créanciers britanniques, conformément aux dispositions de la section F, amendées par l'article 2 du présent accord.

Article 2.

1. Les mots « et des territoires des Sudètes » seront ajoutés après le mot « autrichiens » au paragraphe 1 de la section F.

2. Les mots « ou depuis le 29 septembre 1938, en ce qui concerne les dettes des territoires des Sudètes » seront ajoutés après les mots « les dettes autrichiennes » au paragraphe 2 b) i) de la section F.

3. L'alinéa ci-après sera ajouté au paragraphe 6 de la section F :

« Il est entendu que, en ce qui concerne les dettes des territoires des Sudètes, aucun créancier ne sera considéré comme ayant refusé le paiement en sterling qui lui aurait été offert avant le 16 décembre 1939. »

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement allemand prennent acte du fait que le Comité des porteurs britanniques de créances à long et moyen terme sur l'Allemagne a consenti à recommander aux créanciers britanniques d'accepter l'offre faite par le Gouvernement allemand, conformément aux termes du présent accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Londres, le 16 juin 1939, en langue anglaise et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) HALIFAX.

(L. S.) H. VON DIRKSEN.

ANNEXE XLIX

ANNEX XLIX

ANNEXE XLIX

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

ANNEX XLIX.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. II. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE « TRAITE DES BLANCHES ». SIGNÉ A PARIS, LE 18 MAI 1904.

No. II. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE "WHITE SLAVE TRAFFIC". SIGNED AT PARIS, MAY 18TH, 1904.

**APPLICATION DE L'ARRANGEMENT A LA BIRMANIE
EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.**

Le ministre des Affaires étrangères de la République française a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 29 juillet 1939, qu'aux termes d'une notification qui lui a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, la Birmanie, qui participait à l'arrangement susmentionné en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer. En conséquence, l'arrangement susmentionné doit être considéré comme s'appliquant à la Birmanie en tant que possession britannique à partir de cette date, conformément à l'article 2 du procès-verbal de signature y annexé.

**APPLICATION OF THE AGREEMENT TO BURMA
AS A BRITISH POSSESSION.**

The Minister for Foreign Affairs of the French Republic informed the Secretariat, by a letter received on July 29th, 1939, that, in accordance with a notification which he received from His Majesty's Government in the United Kingdom, Burma, which participated in the above-mentioned Agreement as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of a British overseas territory. Accordingly, the above-mentioned Agreement is to be regarded as applying to Burma as a British possession as from that date, in accordance with Article 2 of the Procès-Verbal of signature attached thereto.

¹ Vol. I, page 83 ; vol. III, page 254 ; vol. XI, page 354 ; vol. CVII, page 456 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 42 ; et vol. CLXXII, page 388, de ce recueil.

¹ Vol. I, page 83 ; Vol. III, page 254 ; Vol. XI, page 354 ; Vol. CVII, page 456 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 42 ; and Vol. CLXXII, page 388, of this Series.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE
DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE. GE-
NÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE PRÉVUE AU
STATUT CI-DESSUS.

RENOUVELLEMENT DE L'ACCEPTATION DE LA
DISPOSITION FACULTATIVE PAR LA HONGRIE.

Au nom du Gouvernement royal hongrois, je déclare, sous réserve de ratification, reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, et pour la période du 13 août 1939 jusqu'au 10 avril 1941.

GENÈVE, le 12 juillet 1939.

L. DE VELICS,
*Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
du Royaume de Hongrie
près le Conseil fédéral suisse.*

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; vol. CLXXXI, page 346 ; vol. CLXXXV, page 370 ; vol. CLXXXIX, page 452 ; et vol. CXCVI, page 402, de ce recueil.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE
OF THE STATUTE OF THE PERMANENT
COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.
GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

OPTIONAL CLAUSE PROVIDED FOR IN
THE ABOVE STATUTE.

RENEWAL OF ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL
CLAUSE BY HUNGARY.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Royal Hungarian Government and subject to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto* and without special convention, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for the period from August 13th, 1939, to April 10th, 1941.

GENEVA, July 12th, 1939.

L. DE VELICS,
*Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Kingdom of Hungary
to the Swiss Federal Council.*

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXII, page 388 ; Vol. CLXXVII, page 382 ; Vol. CLXXXI, page 346 ; Vol. CLXXXV, page 370 ; Vol. CLXXXIX, page 452 ; and Vol. CXCVI, page 402, of this Series.

RENOUVELLEMENT DE L'ACCEPTATION DE LA
DISPOSITION FACULTATIVE PAR LA GRÈCE.RENEWAL OF ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL
CLAUSE BY GREECE.

Au nom du Gouvernement royal hellénique et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, et pour une nouvelle période de cinq années, à compter du 12 septembre 1939, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale sur les catégories de différends visés à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, à l'exception :

- a) Des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication ;
- b) Des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par elle et prévoyant une autre procédure.

Cette acceptation déploie ses effets dès la signature de la présente déclaration.

GENÈVE, le 8 septembre 1939.

S. POLYCHRONIADIS.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de la République française a fait parvenir au Secrétariat de la Société des Nations, le 11 septembre 1939, la communication suivante :

PARIS, le 10 septembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République française a dû examiner la situation résultant pour lui, dans les circonstances actuelles, de l'adhésion qu'il a donnée à la clause de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Cette acceptation renouvelée par une déclaration du 7 avril 1936 est en vigueur pour une durée de cinq ans à compter du 25 août 1936.

RENEWAL OF ACCEPTANCE OF THE OPTIONAL
CLAUSE BY GREECE.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Royal Hellenic Government and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, and for a further period of five years as from September 12th, 1939, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, for the classes of disputes mentioned in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, with the exception of :

(a) Disputes relating to the territorial status of Greece, including disputes relating to its rights of sovereignty over its ports and lines of communication ;

(b) Disputes relating directly or indirectly to the application of treaties or conventions accepted by Greece and providing for another procedure.

This acceptance is effective as from the date of signature of the present declaration.

GENEVA, September 8th, 1939.

S. POLYCHRONIADIS.

COMMUNICATION FROM THE GOVERNMENT
OF THE FRENCH REPUBLIC.

The Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic has addressed to the Secretariat of the League of Nations the following communication, which was received on September 11th, 1939 :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

PARIS, September 10th, 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

I have the honour to inform you that the Government of the French Republic has found it necessary to consider the situation in which it is placed, in the present circumstances, by its accession to the Clause provided in Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. Its acceptance, which was renewed by a declaration dated April 7th, 1936, is in force for a period of five years as from August 25th, 1936.

Les conditions dans lesquelles le Gouvernement français avait adhéré à cette clause se trouvent aujourd'hui profondément modifiées. En particulier, depuis que le système de règlement des conflits internationaux établi par le Pacte de la Société des Nations n'est plus regardé comme liant uniformément et obligatoirement tous les Membres de la Société des Nations, la question de la belligérance et des droits des neutres apparaît sous un aspect entièrement nouveau.

Le Gouvernement français considère donc, comme le Gouvernement britannique, dont le point de vue vous a été exposé d'autre part, que son acceptation de la clause de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale ne peut plus désormais avoir d'effet à l'égard des différends relatifs à des événements qui viendraient à se produire durant le cours de la présente guerre.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter cette communication à la connaissance de tous les Etats qui ont accepté la clause facultative ainsi qu'à celle du Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

Alexis LÉGER.

COMMUNICATION FROM HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM.

His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in the United Kingdom has addressed to the Secretariat of the League of Nations the following communication, which was received on September 11th, 1939 :

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

7th September, 1939.

SIR,

I am directed by Viscount Halifax to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have found it necessary to consider the position, in existing circumstances, of their acceptance of the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice. Their acceptance of the Clause

The conditions under which the French Government accepted the above-mentioned Clause have now fundamentally changed. In particular, since the system for the settlement of international disputes established by the Covenant of the League of Nations has ceased to be regarded as uniformly and compulsorily binding upon all Members of the League of Nations, the question of belligerent and neutral rights appears in an entirely new light.

The French Government therefore considers, like the United Kingdom Government, of whose views you have been separately informed, that its acceptance of the Clause provided in Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice cannot henceforward be operative in regard to disputes relating to events occurring during the course of the present war.

I should be grateful if you would bring the present communication to the knowledge of all the States which have accepted the Optional Clause and of the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

I have the honour to be, etc.

Alexis LÉGER.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a fait parvenir au Secrétariat de la Société des Nations, le 11 septembre 1939, la communication suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

Le 7 septembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du vicomte Halifax, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a estimé nécessaire d'examiner la situation que crée, dans les circonstances actuelles, son acceptation de la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

was for ten years from the date of ratification, which took place on the 5th February, 1930.

2. The conditions under which His Majesty's Government gave their signature to the Optional Clause were described in a Memorandum issued at the time, Miscellaneous No. 12.1929, a copy¹ of which is enclosed for convenience of reference. Paragraphs 15-22 of that Memorandum state the considerations which then satisfied His Majesty's Government that they could accept the Optional Clause without making a reservation (which they would have been fully entitled to make) as to disputes arising out of events occurring during a war in which they might be engaged. Those considerations were, in brief, that by the building up of a new international system based on the Covenant of the League of Nations and the Pact of Paris a fundamental change had been brought about in regard to the whole question of belligerent and neutral rights. In the only circumstances in which it was contemplated that His Majesty's Government could be involved in war, the other Members of the League, so far from being in the position of neutrals with a right to trade with our enemy, would be bound under Article 16 of the Covenant to sever all relations with him. The effect of this at the time of His Majesty's Government's signature was that conditions which might produce a justiciable dispute between the United Kingdom as a belligerent and another Member of the League as a neutral would not exist, since the other Members of the League would either fulfil their obligations under Article 16 of the Covenant, or, if they did not, would have no ground on which to protest against the measures which His Majesty's Government might take to prevent action on their part which was inconsistent with those obligations.

3. It has, however, now become evident that many of the Members of the League no longer consider themselves bound to take action of any kind under the Covenant against an aggressor State. At the League Assembly of September 1938 note was taken of this expression of opinion, and it became clear

Cette acceptation avait une durée de dix ans à dater de la ratification, qui a eu lieu le 5 février 1930.

2. Les conditions dans lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté a donné sa signature à la disposition facultative ont été exposées dans un mémorandum publié à l'époque (Miscellaneous N° 12.1929), dont copie¹ est jointe aux fins de référence. Les paragraphes 15-22 de ce mémorandum énoncent les considérations en vertu desquelles, à cette époque, le Gouvernement de Sa Majesté a acquis la conviction qu'il pouvait accepter la disposition facultative sans formuler de réserve (réserve qu'il aurait eu pleinement le droit de formuler) quant aux différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours d'une guerre dans laquelle il se trouverait engagé. Ces considérations, en bref, étaient que la création d'un nouveau système international fondé sur le Pacte de la Société des Nations et sur le Pacte de Paris, avait modifié essentiellement toute la question de la belligérance et des droits des neutres. Dans les seules circonstances où l'on envisageait que le Gouvernement de Sa Majesté pourrait être impliqué dans une guerre, les autres Membres de la Société, loin de se trouver dans la situation de neutres ayant le droit de commercer avec notre ennemi, étaient tenus, en vertu de l'article 16 du Pacte, de rompre toutes relations avec lui. Cette situation avait pour effet, au moment où fut donnée la signature du Gouvernement de Sa Majesté, que les conditions qui pouvaient amener un différend justiciable de la Cour entre le Royaume-Uni, en tant que belligérant, et un autre Membre de la Société, en tant que neutre, ne se produisaient pas, étant donné que les autres Membres de la Société ou bien rempliraient leurs obligations découlant de l'article 16 du Pacte, ou bien, dans la négative, n'auraient aucune raison de protester contre les mesures que le Gouvernement de Sa Majesté pourrait prendre pour empêcher, de leur part, toute action incompatible avec lesdites obligations.

3. Néanmoins, il est maintenant évident qu'un grand nombre des Membres de la Société ne se considèrent plus comme tenus, en vertu du Pacte, de prendre des mesures quelconques contre un Etat agresseur. Lors de l'Assemblée de la Société de septembre 1938, il a été pris acte de l'opinion ainsi exprimée, et il est devenu

¹ Not reproduced.

¹ Non reproduite.

that sanctions against an aggressor under the terms of the Covenant could not be regarded as obligatory. There remained only a general understanding that Members should consult one another in the event of aggression against another Member and that such aggression could not be treated with indifference.

4. In the present crisis, it has not proved possible to give any practical effect even to so limited an understanding as that just described. No action has been taken under Articles 16 or 17 of the Covenant, or even under Article 11, and in advance of hostilities a number of States Members of the League have announced their intention of maintaining strict neutrality as between the two belligerents. His Majesty's Government are not making a complaint about this state of affairs, though they fully reserve their rights as a Member of the League. But the position to-day shows clearly that the Covenant has, in the present instance, completely broken down in practice, that the whole machinery for the preservation of peace has collapsed, and that the conditions in which His Majesty's Government accepted the Optional Clause no longer exist. This situation, so fundamentally changed from that which existed at the time of their signature of the Optional Clause, was mentioned as a possibility in paragraph 22 of the Memorandum of 1929, and it was there stated that His Majesty's Government could not conceive that, in the general collapse of the whole machinery for the preservation of peace, the one thing left standing should be the Optional Clause and the commitments of the signatories thereunder.

5. I am, therefore, directed to notify you that His Majesty's Government, believing themselves to be firmly defending the principles on which the Covenant was made, will not regard their acceptance of the Optional Clause as covering disputes arising out of events occurring during the present hostilities.

6. I am to request that this notification may be communicated to the Governments of all States which have accepted the Optional Clause and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

I am, Sir, your obedient Servant,

Alexander CADOGAN.

manifeste que des sanctions contre un agresseur, aux termes du Pacte, ne pourraient pas être considérées comme obligatoires. Il restait seulement entendu, d'une manière générale, que les Membres se consulteraient en cas d'agression contre un autre Membre et que cette agression ne saurait être traitée avec indifférence.

4. Dans la crise actuelle, il n'a pas été reconnu possible de donner un effet pratique à cet accord, si limité fût-il. Nulle mesure n'a été prise en vertu des articles 16 ou 17 du Pacte ni même en vertu de l'article 11, et avant qu'éclatent les hostilités, un certain nombre d'Etats membres de la Société des Nations ont déclaré leur intention de maintenir entre les deux belligérants une stricte neutralité. Le Gouvernement de Sa Majesté ne formule aucune plainte au sujet de cet état de choses, bien qu'il réserve tous ses droits en sa qualité de Membre de la Société. Toutefois, la situation actuelle montre clairement que, dans le cas présent, il y a eu, en fait, effondrement complet du Pacte, que tout le mécanisme prévu pour le maintien de la paix s'est disloqué et que les conditions dans lesquelles le Gouvernement de Sa Majesté a accepté la disposition facultative n'existent plus. Cette situation, si essentiellement différente de celle qui existait au moment où il a signé la disposition facultative, avait été mentionnée comme une possibilité au paragraphe 22 du mémorandum de 1929, dans lequel le Gouvernement de Sa Majesté déclarait qu'il ne pouvait concevoir que, au cas où tout le mécanisme prévu pour le maintien de la paix s'écroulerait, la seule chose qui subsistât fût la disposition facultative et les engagements qu'elle comporte pour les signataires.

5. En conséquence, je suis chargé de vous notifier que le Gouvernement de Sa Majesté, convaincu qu'il défend fermement les principes qui ont inspiré le Pacte, ne considérera pas son acceptation de la disposition facultative comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours des hostilités actuelles.

6. Je suis chargé de vous prier de bien vouloir communiquer cette notification aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veuillez agréer, etc.

Alexander CADOGAN.

COMMUNICATION
FROM THE CANADIAN GOVERNMENT.

The Permanent Delegate of Canada to the League of Nations has addressed to the Secretariat of the League the following communication, which was received on December 8th, 1939 :

GENEVA, December 7th, 1939.

SIR,

The Canadian Government has found it necessary to consider the position, resulting from the existence of a state of war with Germany, of the Canadian acceptance of the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice. The acceptance of this clause was for ten years from the date of ratification, which took place on July 28th, 1930.

The general acceptance of the Optional Clause providing for the compulsory adjudication of certain issues was part of the system of collective action for the preservation of peace established under the Covenant of the League. It is clear that the conditions assumed when the Optional Clause was accepted do not now exist, and that it would not be possible that the only part of the procedure to remain in force should be the provisions restricting the operations of the countries resisting aggression.

I am therefore directed to notify you that the Canadian Government will not regard their acceptance of the Optional Clause as covering disputes arising out of events occurring during the present war.

It is requested that this notification may be communicated to the Governments of all the States that have accepted the Optional Clause and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

I have the honour to be, Sir, your obedient Servant,

H. H. WRONG.

COMMUNICATION FROM HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.

The Prime Minister of the Commonwealth of Australia has addressed to the Secretariat

COMMUNICATION
DU GOUVERNEMENT DU CANADA.

Le délégué permanent du Canada près la Société des Nations a fait parvenir au Secrétariat de la Société, le 8 décembre 1939, la communication suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

GENÈVE, le 7 décembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Le Gouvernement canadien a jugé nécessaire d'examiner quelle devait être, étant donné l'existence d'un état de guerre avec l'Allemagne, l'attitude du Canada à l'égard de la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, qu'il a acceptée pour une durée de dix ans, à dater de la ratification c'est-à-dire du 28 juillet 1930.

L'acceptation générale de la disposition facultative, prévoyant la juridiction obligatoire de la Cour pour certaines questions, faisait partie du système d'action collective pour le maintien de la paix établi en vertu du Pacte de la Société. Il est évident que les conditions qui prévalaient lorsque le Canada a accepté la disposition facultative n'existent plus et qu'il ne serait pas possible que la seule partie de la procédure maintenue en vigueur fût celle qui contient des dispositions restreignant les opérations des pays qui résistent à une agression.

En conséquence, je suis chargé de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Canada ne considérera pas son acceptation de la disposition facultative comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours de la présente guerre.

Je vous serais très obligé de bien vouloir communiquer cette notification aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veuillez agréer, etc.

H. H. WRONG.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUTRALIE.

Le premier ministre du Commonwealth d'Australie a fait parvenir au Secrétariat de la Société

of the League of Nations the following telegram, which was received on September 8th, 1939 :

CANBERRA, *September 7th, 1939.*

His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia has found it necessary to consider problem in existing circumstances of its acceptance of Optional Clause of Statute of Permanent Court of International Justice and in this connection has perused a letter which is being addressed to you on behalf of His Majesty's Government in United Kingdom.

Considerations mentioned in that letter apply equally to position of His Majesty's Government in Commonwealth of Australia and for similar reasons His Majesty's Government in Commonwealth of Australia now notifies you that it will not regard its acceptance of Optional Clause as covering any disputes arising out of events occurring during present crisis. Please communicate this notification to Governments of all States which have accepted Optional Clause and to Registrar of Permanent Court of International Justice.

PRIME MINISTER,
Commonwealth of Australia.

COMMUNICATION FROM HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND.

The High Commissioner for New Zealand in London has addressed to the Secretariat of the League of Nations the following communication, which was received on September 16th, 1939 :

NEW ZEALAND GOVERNMENT OFFICES.

415, Strand, London, W. C. 2.,
7th September, 1939.

SIR,

I have been requested by my Government to address you on the subject of New Zealand's acceptance of the Optional Clause, provided in the Protocol of Signature concerning the Statute of the Permanent Court of International Justice, an acceptance made by declaration in Sep-

des Nations, le 8 septembre 1939, le télégramme suivant :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

CANBERRA, *le 7 septembre 1939.*

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie a cru devoir examiner le problème que pose, dans les circonstances actuelles, son acceptation de la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et a pris connaissance, à ce sujet, d'une lettre qui vous est adressée au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Les considérations exposées dans cette lettre s'appliquent également à la situation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, et, pour des raisons semblables, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie vous informe par la présente qu'il ne considérera pas son acceptation de la disposition facultative comme s'étendant aux différends occasionnés par des événements venant à se produire au cours de la crise actuelle. Veuillez communiquer cette notification aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

LE PREMIER MINISTRE,
Commonwealth d'Australie.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE.

Le haut commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres a fait parvenir au Secrétariat de la Société des Nations, le 16 septembre 1939, la communication suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

NEW ZEALAND GOVERNMENT OFFICES.

415, Strand, Londres, W. C. 2.,
le 7 septembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous communiquer ce qui suit au sujet de l'acceptation, par la Nouvelle-Zélande, de la disposition facultative prévue dans le protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Cette

tember 1929 and ratified by His late Majesty King George V in an instrument deposited with the Secretariat of the League of Nations on 29th March, 1930. The acceptance was for a period of ten years from the date of ratification.

Although entitled to make a reservation as to disputes arising out of events occurring during a war in which she might be engaged, New Zealand did not in fact do so when accepting the Optional Clause, since it was hoped and believed that a new international system based on the Covenant of the League of Nations and the Pact of Paris was in process of building, and with it a change in the question of belligerent and neutral rights, that is to say, that conditions which in ordinary circumstances might lead to a justiciable dispute between New Zealand as a belligerent and another Member of the League as a neutral would not exist since other Members of the League would fulfil their obligations under Article 16 of the Covenant, or, if not doing so, would have no ground on which to protest against measures taken to prevent action inconsistent with the obligations assumed under the Covenant.

Not only has the hope for a new international system not been realised, but it became clear during the course of the Assembly of the League of Nations in 1938 that a great many Members of the League were not prepared to regard sanctions against an aggressor under the terms of the Covenant as obligatory.

During the recent crisis, which has resulted in war, not only was no attempt made to deal with it by invoking Articles of the Covenant, but, on the other hand, States Members of the League announced in advance of the outbreak of hostilities their resolve to maintain strict neutrality.

My Government, after reviewing all the circumstances, has regrettably come to the conclusion that, so far as the recent crisis is concerned, the Covenant has failed to function, and that, consequently, the conditions which, when the Optional Clause was accepted by New Zealand, were thought would rule, do not in fact exist.

His Majesty's Government in New Zealand has therefore instructed me to notify you that,

acceptation, signifiée par une déclaration faite en septembre 1929, et ratifiée par feu Sa Majesté le Roi George V dans un instrument déposé au Secrétariat de la Société des Nations le 29 mars 1930, avait une durée de dix ans à dater de la ratification.

La Nouvelle-Zélande aurait eu le droit, en acceptant la disposition facultative, de formuler une réserve quant aux différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours d'une guerre dans laquelle elle se trouverait engagée. Néanmoins, elle n'a pas usé de ce droit parce qu'elle espérait et croyait qu'un nouveau régime international, fondé sur le Pacte de la Société des Nations et le Pacte de Paris, était en train de s'édifier et qu'avec lui se trouverait modifiée la question de la belligérance et des droits des neutres. Elle pensait que les conditions qui, dans des circonstances ordinaires, pouvaient amener un différend justiciable de la Cour entre la Nouvelle-Zélande, en tant que belligérant, et un autre Membre de la Société, en tant que neutre, ne se produiraient pas, étant donné que les autres Membres de la Société ou bien rempliraient leurs obligations découlant de l'article 16 du Pacte, ou bien, dans la négative, n'auraient aucune raison de protester contre les mesures prises pour empêcher toute action incompatible avec lesdites obligations.

Or, non seulement l'espoir de voir s'instaurer un nouveau régime international ne s'est pas réalisé, mais il est devenu évident, au cours de la session de l'Assemblée de la Société des Nations de 1938, qu'un grand nombre des Membres de la Société des Nations n'étaient pas disposés à considérer des sanctions contre un agresseur, aux termes du Pacte, comme étant obligatoires.

Pendant la crise récente qui a abouti à la guerre, non seulement aucune tentative n'a été faite pour la résoudre en invoquant les articles du Pacte, mais un certain nombre d'Etats membres de la Société ont signifié, avant même l'ouverture des hostilités, leur intention de maintenir une stricte neutralité.

Après avoir examiné tous les aspects de la situation, mon gouvernement s'est trouvé malheureusement dans l'obligation de conclure que, dans la crise actuelle, le Pacte est resté lettre morte et que, par suite, les conditions sur lesquelles la Nouvelle-Zélande comptait lorsqu'elle a accepté la disposition facultative n'existent pas en réalité.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande m'a chargé de

firmlly as it believes in the principles of the Covenant, and desirous as it is of seeing a world order established on those principles, it will not regard its acceptance of the Optional Clause as covering disputes which may arise out of events occurring during the present hostilities.

I shall be glad if you will cause this notification to be communicated to Governments of all States which have accepted the Optional Clause and also to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

I am, yours sincerely,

W. J. JORDAN,
High Commissioner.

COMMUNICATION FROM HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA.

The Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations has addressed to the Secretariat the following communication, which was received on September 18th, 1939 :

GENEVA, September 18th, 1939.

SIR,

I am directed by General Smuts to inform you that His Majesty's Government in the Union of South Africa have considered their position in relation to the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice which they accepted for ten years from the date of ratification, April 7th, 1930.

It has, unfortunately, become clear to His Majesty's Government in the Union of South Africa that the conditions which prevailed at the time of their acceptance of the Clause no longer exist. It was not considered necessary then to make any reservation as to disputes arising out of events occurring during a war in which they might be involved, as collective action envisaged by Article 16 of the Covenant was such as to exclude the possibility of justiciable disputes between the Union as a belligerent and another Member of the League of Nations as a neutral. In the present crisis, however, a number of States Members of the League have proclaimed their neutrality, and

vous notifier qu'étant donné sa foi profonde dans les principes du Pacte et son désir de voir s'établir un ordre universel sur la base de ces principes, il ne considérera pas son acceptation de la disposition facultative comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours des hostilités actuelles.

Je vous serais très obligé de bien vouloir donner des instructions pour que cette notification soit communiquée aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veuillez agréer, etc.

W. J. JORDAN,
Haut Commissaire.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICaine.

Le représentant de l'Union Sud-Africaine près la Société des Nations a fait parvenir au Secrétariat, le 18 septembre 1939, la communication suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

GENÈVE, le 18 septembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du général Smuts, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine a examiné quelle devait être son attitude à l'égard de la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, qu'il a acceptée pour une durée de dix ans à dater de la ratification, c'est-à-dire du 7 avril 1930.

Il est malheureusement devenu évident pour le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine que les conditions qui prévalaient au moment où il a accepté la disposition facultative n'existent plus. Il n'avait pas été jugé nécessaire, à l'époque, de formuler de réserve quant aux différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours d'une guerre dans laquelle l'Union Sud-Africaine se trouverait engagée, étant donné que l'action collective envisagée par l'article 16 du Pacte excluait toute possibilité de différends justiciables de la Cour entre l'Union, en tant que belligérant, et un autre Membre de la Société des Nations, en tant que neutre. Toutefois, au

no attempt at collective action under the Covenant has been made.

I am therefore directed to notify you that His Majesty's Government in the Union of South Africa will not, in view of the general collapse of the means for ensuring collective action, regard their acceptance of the Optional Clause as covering disputes arising out of events occurring during the present hostilities.

His Majesty's Government in the Union of South Africa would very much appreciate it if you would kindly communicate this notification to the Governments of all States which have accepted the Optional Clause and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

I have the honour to be, Sir, your obedient Servant,

H. T. ANDREWS,
Accredited Representative.

COMMUNICATION FROM THE GOVERNMENT OF INDIA.

The Secretary of State for India has addressed to the Secretariat of the League of Nations the following communication, which was received on October 2nd, 1939 :

INDIA OFFICE.

WHITEHALL, 27th September, 1939.

SIR,

I am directed by the Secretary of State for India to inform you that he has found it necessary to consider, in consultation with the Government of India, the position, in present circumstances, of India's acceptance of the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice. This acceptance was for ten years from the date of ratification, which took place on the 5th February, 1930.

In this connection, he has had an opportunity of studying the considerations mentioned in the letter which was addressed to you on the 7th September last by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His

cours de la crise actuelle, un certain nombre des Etats membres de la Société des Nations ont proclamé leur neutralité, et aucune tentative n'a été faite pour entreprendre une action collective en vertu du Pacte.

En conséquence, je suis chargé de vous notifier qu' étant donné l'effondrement général du mécanisme prévu pour assurer une action collective, le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine ne considérera pas son acceptation de la disposition facultative comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours des hostilités actuelles.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine vous serait très obligé de bien vouloir communiquer cette notification aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veuillez agréer, etc.

Le Représentant accrédité,
H. T. ANDREWS.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE L'INDE.

Le secrétaire d'Etat pour l'Inde a fait parvenir au Secrétariat de la Société des Nations, le 2 octobre 1939, la communication suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

INDIA OFFICE.

WHITEHALL, le 27 septembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'Etat pour l'Inde, de porter à votre connaissance qu'il a jugé nécessaire d'examiner, en consultation avec le Gouvernement de l'Inde, quelle devait être, dans les circonstances actuelles, l'attitude de l'Inde à l'égard de son acceptation de la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Cette acceptation avait été donnée pour une durée de dix ans à dater de la ratification, qui a eu lieu le 5 février 1930.

A ce sujet, le secrétaire d'Etat pour l'Inde a eu l'occasion d'étudier les considérations mentionnées dans la lettre que le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté vous a adressée, le 7 septembre, au nom du

Majesty's Government in the United Kingdom. These considerations apply equally to the position of India. I am therefore to notify you that India's acceptance of the Optional Clause will not be regarded as covering disputes arising out of events occurring during the present hostilities.

I am to request that this notification may be communicated to the Governments of all States which have accepted the Optional Clause and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice.

I am, Sir, your obedient Servant,

Cecil KISCH.

Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni. Ces considérations s'appliquent également à la situation de l'Inde. En conséquence, je suis chargé de vous notifier que l'acceptation par l'Inde de la disposition facultative ne sera pas considérée comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours des hostilités actuelles.

Je suis chargé également de vous prier de bien vouloir communiquer cette notification aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté la disposition facultative ainsi qu'au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Veuillez agréer, etc.

Cecil KISCH.

No. 597. — CONVENTION¹ BETWEEN
BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM
RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN
CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS.
SIGNED AT LONDON, JUNE 21ST, 1922.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, JUNE 20TH AND JULY 6TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 146 (411/2/39).

BRUSSELS, June 20th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

¹ Vol. XXIV, page 91; Vol. XXXI, page 254; Vol. XXXV, page 306; Vol. XXXIX, page 175; Vol. XLV, page 112; Vol. LXXVIII, page 456; Vol. LXXXIII, page 387; Vol. CIV, page 497; Vol. CVII, page 467; Vol. CXXII, page 329; Vol. CXLVII, page 319; and Vol. CLX, page 333, of this Series.

Nº 597. — CONVENTION¹ ENTRE LA
BÉLGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU
SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE
EN MATIÈRE CIVILE ET COMMER-
CIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN
1922.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICA-
TION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVEN-
TION SUSMENTIONNÉE. BRUXELLES, LES 20
JUIN ET 6 JUILLET 1939.

*Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande
du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 146. (411/2/39.)

BRUXELLES, le 20 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères,

¹ Vol. XXIV, page 91; vol. XXXI, page 255; vol. XXXV, page 307; vol. XXXIX, page 175; vol. XLV, page 112; vol. LXXVIII, page 456; vol. LXXXIII, page 387; vol. CIV, page 497; vol. CVII, page 467; vol. CXXII, page 329; vol. CXLVII, page 319; et vol. CLX, page 333, de ce recueil.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (b) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 21st June, 1922, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. I have the honour to add, in accordance with Article 14 (b) of the Convention, that this extension will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 20th July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. H. CLIVE.

His Excellency
Monsieur Hubert Pierlot,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^e SECTION. 3^e BUREAU.
Nº 31029/GB.

BRUXELLES, le 6 juillet 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office de Votre Excellence du 20 juin 1939, Nº 146 (411/2/39), j'ai l'honneur de lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord à la décision du Gouvernement britannique d'étendre à la Colonie d'Aden, à partir du 20 juillet 1939, l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922 concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 14 b) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 21 juin 1922, que l'application de cette convention a été étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle peuvent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer dans les communications et les traductions est l'anglais.

3. J'ai l'honneur d'ajouter, conformément à l'article 14 b) de la convention, que cette extension entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 20 juillet prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisiss cette occasion, etc.

R. H. CLIVE.

Son Excellence
Monsieur Hubert Pierlot,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
GENERAL DIRECTORATE C.
3rd SECTION. 3rd BUREAU.
No. 31029/GB.

BRUSSELS, July 6th, 1939.

YOUR EXCELLENCE,

In reply to your note No. 146 (411/2/39), of June 20th, 1939, I have the honour to inform you that the Royal Government signifies its agreement with the British Government's decision to extend to the Colony of Aden, as from July 20th, 1939, the operation of the Anglo-Belgian Convention of June 21st, 1922, respecting the service of judicial and extra-judicial documents and the taking of evidence.

La transmission des exploits et des commissions rogatoires au Chief Justice d'Aden sera assurée par M. le Consul de Belgique en cette ville.

Je saisiss cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

Le Directeur général.

Son Excellence

le très honorable sir R. H. Clive,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bruxelles.

Requests for service and for the taking of evidence will be transmitted to the Chief Justice of Aden by the Belgian Consul in that town.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

Director-General.

His Excellency

The Right Honourable Sir R. H. Clive,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Brussels.

Nº 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONAILE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12TH, 1923.

APPLICATION DE LA CONVENTION A LA BIRMANIE
EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 4 août 1939, que la Birmanie, qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire

APPLICATION OF THE CONVENTION TO BURMA
AS A BRITISH POSSESSION

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on August 4th, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; vol. XCVI, page 191 ; vol. C, page 211 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXXVI, page 433 ; vol. CXLII, page 341 ; vol. CLII, page 294 ; vol. CLVI, page 186 ; vol. CLX, page 335 ; vol. CLXIV, page 361 ; vol. CLXXII, page 398 ; et vol. CLXXXI, page 357, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXV, page 315 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXXVI, page 433 ; Vol. CXLII, page 341 ; Vol. CLII, page 294 ; Vol. CLVI, page 186 ; Vol. CLX, page 335 ; Vol. CLXIV, page 361 ; Vol. CLXXII, page 398 ; and Vol. CLXXXI, page 357, of this Series.

d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cette convention soit considérée comme s'appliquant à la Birmanie, en tant que possession d'outre-mer de Sa Majesté, à partir du 1^{er} avril 1937, conformément à l'article 13 de ladite convention.

of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Convention should be regarded as having applied, as from April 1st, 1937, to Burma as an overseas possession of His Majesty in accordance with Article 13 thereof.

No 1239. — ACCORD¹ ENTRE L'EMPIRE BRITANNIQUE (AVEC L'INDE), LA CHINE, LA FRANCE, LE JAPON, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LE SIAM, RELATIF A LA SUPPRESSION DE LA FABRICATION, DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE L'USAGE DE L'OPIUM PRÉPARÉ, ET PROTOCOLE, ADOPTÉS PAR LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE L'OPIUM DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 FÉVRIER 1925.

No. 1239. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE BRITISH EMPIRE (WITH INDIA), CHINA, FRANCE, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM CONCERNING THE SUPPRESSION OF THE MANUFACTURE OF, INTERNAL TRADE IN AND USE OF PREPARED OPIUM, AND PROTOCOL, ADOPTED BY THE FIRST OPIUM CONFERENCE OF THE LEAGUE OF NATIONS. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 11TH, 1925.

APPLICATION DE L'ACCORD A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 28 août 1939, que la Birmanie, qui participait à l'accord susmentionné en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cet accord, ainsi que le protocole y relatif, soient considérés comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire d'Extrême-Orient de Sa Majesté, à partir du 1^{er} avril 1937, en vue de la signature et de la ratification données pour l'Empire britannique, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'accord.

APPLICATION OF THE AGREEMENT TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on August 28th, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Agreement as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Agreement and the Protocol relating thereto should be regarded as applying to Burma as a Far-Eastern territory of His Majesty, with effect from April 1st, 1937, by virtue of the signature and ratification in respect of the British Empire, in accordance with the provisions of Article 13 of the Agreement.

¹ Vol. LI, page 337; vol. LIX, page 401; et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

¹ Vol. LI, page 337; Vol. LIX, page 401; and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

No. 1351. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS REGARDING THE SANITARY CONTROL OVER MECCA PILGRIMS AT KAMARAN ISLAND. SIGNED AT PARIS, JUNE 19TH, 1926.

Nº 1351. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS, CONCERNANT LE CONTRÔLE SANITAIRE, A L'ÎLE DE KAMARAN, DES PÈLERINS SE RENDANT A LA MECQUE. SIGNÉ A PARIS, LE 19 JUIN 1926.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT² REGARDING THE AMENDMENT OF ARTICLE 9 (b) OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, JUNE 13TH, 1939.

Registered on August 10th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD² RELATIF A L'AMENDEMENT DE L'ARTICLE 9 b) DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LE 13 JUIN 1939.

Enregistré le 10 août 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

No. E 3152/228/9.

June 13th, 1939.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India have had under consideration the provisions of Article 9 (b) of the Agreement signed at Paris on the 19th June, 1926, regarding the sanitary control over Mecca pilgrims at Kamaran Island.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India are of the opinion that, having regard to the changed circumstances which have arisen since the Agreement came into force, the rate of interest laid down in the above Article is no longer appropriate and requires to be brought into closer relation with current financial conditions. They accordingly propose that the Article in question should be amended to read as follows :

"(b) Any surplus available in respect of the previous financial year after provi-

¹ Vol. LVII, page 41; Vol. CLVI, page 197; and Vol. CLXIV, page 375, of this Series.

² Came into force January 1st, 1939.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

No E 3152/228/9.

Le 13 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde ont examiné les dispositions de l'article 9 b) de l'Accord signé à Paris le 19 juin 1926 concernant le contrôle sanitaire, à l'île de Kamaran, des pèlerins se rendant à La Mecque.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde estiment qu'en raison des changements de circonstances intervenus depuis l'entrée en vigueur de l'accord, le taux d'intérêt stipulé dans ledit article ne convient plus et a besoin d'être adapté aux conditions financières qui prévalent actuellement. Ils proposent, en conséquence, de modifier l'article en question de la façon suivante :

"(b) Tout excédent disponible de l'exercice financier antérieur, après déduction

¹ Vol. LVII, page 41; vol. CLVI, page 197; et vol. CLXIV, page 375, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

sion has been made for the expenditure required during the forthcoming year, which surplus shall bear compound interest at a rate equivalent (to the nearest quarter per cent) to the average redemption yield, during the five calendar years immediately preceding, of the Government of India rupee loans with an unexpired term exceeding five years."

3. I have the honour to suggest that, if the amendment proposed above is agreeable to the Netherlands Government, the present note and your reply to that effect shall be held to constitute an Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, on the one hand, and the Netherlands Government on the other, which shall take effect as follows :

(i) Provisionally as from the 1st January, 1939, subject to termination upon one month's notice on either side ;

(ii) Definitively, also as from the 1st January, 1939, if and when the Netherlands Government give notice that the States General have approved the amendment.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your obedient Servant.

(For the Secretary of State) :

C. W. BAXTER.

Count John de Limburg Stirum,
etc., etc., etc.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1873.

LONDON, June 13th, 1939.

MY LORD,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of today's date in the following terms :

"I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India have had under consideration the provisions of Article 9 (b) of the

des sommes nécessaires pour couvrir les dépenses de l'exercice suivant ; cet excédent portera intérêt composé à un taux équivalent (arrondi au quart pour cent le plus rapproché) au taux moyen d'amortissement, au cours des cinq années civiles immédiatement antérieures, des emprunts en roupies du Gouvernement de l'Inde qui restent à courir pour une période supérieure à cinq années. »

3. J'ai l'honneur de proposer, au cas où l'amendement suggéré ci-dessus serait accepté par le Gouvernement des Pays-Bas, que la présente note et votre réponse dans ce sens soient considérées comme constituant un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement des Pays-Bas, d'autre part, accord qui entrera en vigueur ainsi qu'il suit :

i) A titre provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1939, avec faculté, de part et d'autre, d'y mettre fin moyennant préavis d'un mois ;

ii) A titre définitif, à partir du 1^{er} janvier 1939 également, si le Gouvernement néerlandais fait connaître que les Etats généraux ont approuvé l'amendement.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat) :

C. W. BAXTER.

Comte John de Limburg Stirum,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 1873.

LONDRES, le 13 juin 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui rédigée dans les termes suivants :

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde ont examiné les dispositions de l'article 9 b) de

Agreement signed at Paris on the 19th June, 1926, regarding the sanitary control over Mecca pilgrims at Kamaran Island.

" 2. His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India are of the opinion that, having regard to the changed circumstances which have arisen since the Agreement came into force, the rate of interest laid down in the above Article is no longer appropriate and requires to be brought into closer relation with current financial conditions. They accordingly propose that the Article in question should be amended to read as follows :

" "(b) Any surplus available in respect of the previous financial year after provision has been made for the expenditure required during the forthcoming year, which surplus shall bear compound interest at a rate equivalent (to the nearest quarter per cent) to the average redemption yield, during the five calendar years immediately preceding, of the Government of India rupee loans with an unexpired term exceeding five years.'

" 3. I have the honour to suggest that, if the amendment proposed above is agreeable to the Netherlands Government, the present note and your reply to that effect shall be held to constitute an Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, on the one hand, and the Netherlands Government on the other, which shall take effect as follows :

" (i) Provisionally as from the 1st January, 1939, subject to termination upon one month's notice on either side ;

" (ii) Definitively, also as from the 1st January, 1939, if and when the Netherlands Government give notice that the States General have approved the amendment."

I have the honour to inform you that the Netherland Government are in agreement with the proposals for the amendment of Article 9 (b) of the Agreement signed at Paris on the 19th June, 1926, regarding the sanitary control over Mecca pilgrims at Kamaran Island and to confirm that your note and this reply shall be held to constitute an Agreement between

l'Accord signé à Paris le 19 juin 1926 concernant le contrôle sanitaire, à l'île de Kamaran, des pèlerins se rendant à La Mecque.

» 2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde estiment qu'en raison des changements de circonstances intervenus depuis l'entrée en vigueur de l'accord, le taux d'intérêt stipulé dans ledit article ne convient plus et a besoin d'être adapté aux conditions financières qui prévalent actuellement. Ils proposent, en conséquence, de modifier l'article en question de la façon suivante :

» "(b) Tout excédent disponible de l'exercice financier antérieur, après déduction des sommes nécessaires pour couvrir les dépenses de l'exercice suivant ; cet excédent portera intérêt composé à un taux équivalent (arrondi au quart pour cent le plus rapproché) au taux moyen d'amortissement, au cours des cinq années civiles immédiatement antérieures, des emprunts en roupies du Gouvernement de l'Inde qui restent à courir pour une période supérieure à cinq années. »

» 3. J'ai l'honneur de proposer, au cas où l'amendement suggéré ci-dessus serait accepté par le Gouvernement des Pays-Bas, que la présente note et votre réponse dans ce sens soient considérées comme constituant un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'une part, et le Gouvernement des Pays-Bas, d'autre part, accord qui entrera en vigueur ainsi qu'il suit :

» i) A titre provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1939, avec faculté, de part et d'autre, d'y mettre fin moyennant préavis d'un mois ;

» ii) A titre définitif, à partir du 1^{er} janvier 1939 également, si le Gouvernement néerlandais fait connaître que les Etats généraux ont approuvé l'amendement. »

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement néerlandais accepte les propositions visant l'amendement de l'article 9 (b) de l'Accord signé à Paris le 19 juin 1926 concernant le contrôle sanitaire, à l'île de Kamaran, des pèlerins se rendant à La Mecque et de confirmer que votre note et la présente réponse seront considérées comme constituant un accord

the Netherland Government, on the one hand, and His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, on the other, which shall take effect as follows:

(i) Provisionally as from the 1st January, 1939, subject to termination upon one month's notice on either side;

(ii) Definitively, also as from the 1st January, 1939, if and when the Netherland Government give notice that the States General have approved the amendment.

I have the honour to remain, with the highest consideration, my Lord, your obedient Servant.

Limburg STIRUM.

The Right Honourable
Viscount Halifax, K.G., G.C.S.I.,
etc., etc., etc.

entre le Gouvernement néerlandais, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, d'autre part, accord qui entrera en vigueur ainsi qu'il suit :

i) A titre provisoire, à partir du 1er janvier 1939, avec faculté, de part et d'autre, d'y mettre fin moyennant préavis d'un mois ;

ii) A titre définitif, à partir du 1er janvier 1939 également, si le Gouvernement néerlandais fait connaître que les Etats généraux ont approuvé l'amendement.

Veuillez agréer, etc.

Limburg STIRUM.

Le très honorable
vicomte Halifax, K.G., G.C.S.I.,
etc., etc., etc.

N° 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS), ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹, ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS), AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19TH, 1925.

APPLICATION DE LA CONVENTION A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 28 août 1939, que la Birmanie, qui participait à cette convention en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1er avril 1937 et pos-

APPLICATION OF THE CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on August 28th, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st,

¹ Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; vol. C, page 249; vol. CIV, page 516; vol. CVII, page 525; vol. CXI, page 411; vol. CXVII, page 290; vol. CXXII, page 355; vol. CXXXIV, page 407; vol. CLVI, page 205; vol. CLX, page 348; vol. CLXVIII, page 233; et vol. CXCIII, page 269, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; Vol. CIV, page 516; Vol. CVII, page 525; Vol. CXI, page 411; Vol. CXVII, page 290; Vol. CXXII, page 355; Vol. CXXXIV, page 407; Vol. CLVI, page 205; Vol. CLX, page 348; Vol. CLXVIII, page 233; and Vol. CXCIII, page 269, of this Series.

sède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que la convention susmentionnée et le protocole y relatif soient considérés comme s'appliquant à la Birmanie en tant que territoire d'outre-mer de Sa Majesté, à partir du 1^{er} avril 1937, en vue de la signature et de la ratification données pour l'Empire britannique, conformément aux dispositions de l'article 39 de la convention.

1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Convention and the Protocol relating thereto should be regarded as applying to Burma as an overseas territory of His Majesty, with effect from April 1st, 1937, by virtue of the signature and ratification in respect of the British Empire, in accordance with the provisions of Article 39 of the Convention.

No 1949. — CODE¹ SANITAIRE PAN-AMÉRICAIN. SIGNÉ A LA HAVANE, LE 14 NOVEMBRE 1924.

RATIFICATION

Déposée à La Havane :

PARAGUAY 21 juillet 1939.

Enregistrée le 31 août 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba.

No. 1949. — PAN-AMERICAN SANITARY CODE¹. SIGNED AT HAVANA, NOVEMBER 14TH, 1924.

RATIFICATION.

Deposited in Havana :

PARAGUAY July 21st, 1939.

Registered on August 31st, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba.

No. 2044. — CONVENTION² BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20TH, 1928.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERLIN, JUNE 22ND AND JULY 17TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

No 2044. — CONVENTION² ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BERLIN, LES 22 JUIN ET 17 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. LXXXVI, page 43; et vol. XCII, page 413, de ce recueil.

² Vol. XC, page 287; Vol. XCII, page 413; Vol. C, page 252; Vol. CIV, page 523; Vol. CVII, page 525; Vol. CXII, page 356; Vol. CXXX, page 451; Vol. CXXXIV, page 408; Vol. CLVI, page 208; and Vol. CLX, page 348, of this Series.

¹ Vol. LXXXVI, page 43; and Vol. XCII, page 413, of this Series.

² Vol. XC, page 287; vol. XCII, page 413; vol. C, page 252; vol. CIV, page 523; vol. CVII, page 525; vol. CXII, page 356; vol. CXXX, page 451; vol. CXXXIV, page 408; vol. CLVI, page 208; et vol. CLX, page 348, de ce recueil.

I.

BRITISH EMBASSY,

No. 255.
(477/4/39.)

BERLIN, June 22nd, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 20th March, 1928, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden, to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. I have the honour to add that the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 22nd July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Nevile HENDERSON.

His Excellency

The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No 255.
(477/4/39.)

BERLIN, le 22 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 20 mars 1928, l'extension des effets de ladite convention à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité à laquelle devront être transmises dans la Colonie d'Aden les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

3. J'ai l'honneur d'ajouter que l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 22 juillet prochain.

4. Je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir accuser réception de la présente communication, et je saisis cette occasion, etc.

Nevile HENDERSON.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

R 15068 Ang. I.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich bechre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 22. Juni 1939 — Nr. 255 (477/4/39) — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 22. Juli 1939 auf die Kolonie Aden, nicht aber auf das Protektorat Aden, ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner Vermerk, dass

BERLIN, den 17. Juli 1939.

Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen dem Chief Justice in Aden zu übermitteln und dass Mitteilungen und Übersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 (b) des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Anschung der Kolonie Aden mit dem 22. Juli 1939 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter
Sir Nevile Henderson.

TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
R 15068 Ang. I.

BERLIN, le 17 juillet 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 255 (477/4/39), en date du 22 juin 1939.

Le Gouvernement allemand a pris connaissance du fait que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire voir les effets de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928, concernant les actes de procédure, étendus à la Colonie d'Aden, mais non pas au Protectorat d'Aden, à partir du 22 juillet 1939. Il prend note, en outre, que les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être transmises au « Chief Justice » d'Aden, et que les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

Conformément à l'article 17 b) de la Convention du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, les dispositions de cette convention, en ce qui concerne la Colonie d'Aden, entreront en vigueur le 22 juillet 1939.

Je saisais cette occasion, etc.

Son Excellence sir Nevile Henderson,
Ambassadeur de Grande-Bretagne.

TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
R. 15068 Ang. I.

BERLIN, July 17th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 255 (477/4/39) of June 22nd, 1939.

The German Government has taken note of the desire of His Britannic Majesty's Government that the operation of the Convention of March 20th, 1928, between Germany and Great Britain regarding legal proceedings should be extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden as from July 22nd, 1939. My Government also notes that requests for service and for the taking of evidence should be transmitted to the Chief Justice of Aden and that the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention of March 20th, 1928, regarding legal proceedings, its provisions will come into force in respect of the Colony of Aden on July 22nd, 1939.

I avail myself of this opportunity, etc.

His Excellency Sir Nevile Henderson,
His Britannic Majesty's Ambassador.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES. GENERAL ACT¹. GENEVA, SEPTEMBER 26TH, 1928.

Nº 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX. ACTE GÉNÉRAL¹. GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

COMMUNICATION FROM HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.

The Prime Minister of the Commonwealth of Australia has addressed to the Secretariat of the League of Nations the following telegram, which was received on September 8th, 1939 :

CANBERRA, *September 7th, 1939.*

His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia has found it necessary to consider problem in existing circumstances of its accession to General Act for Pacific Settlement of International Disputes.

Taking into account considerations referred to in my telegram of even date concerning Optional Clause of Statute of Permanent Court of International Justice which apply with equal force in case of General Act His Majesty's Government in Commonwealth of Australia now notifies you that it will not regard its accession to General Act as covering or relating to any dispute arising out of events occurring during present crisis. Please inform all States parties to General Act.

PRIME MINISTER,
Commonwealth of Australia.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.

Le premier ministre du Commonwealth d'Australie a fait parvenir au Secrétariat de la Société des Nations, le 8 septembre 1939, le télégramme suivant :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

CANBERRA, *le 7 septembre 1939.*

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie a cru devoir examiner le problème que pose, dans les circonstances actuelles, son adhésion à l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux.

Tenant compte des considérations exposées dans mon télégramme de la même date, concernant la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, lesquelles s'appliquent avec une force égale dans le cas de l'Acte général, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie vous notifie par la présente qu'il ne considérera pas son adhésion à l'Acte général comme s'appliquant ou se rattachant à tout différend occasionné par les événements venant à se produire au cours de la crise actuelle. Prière d'informer tous les Etats parties à l'Acte général.

LE PREMIER MINISTRE,
Commonwealth d'Australie.

¹ Vol. XCIII, page 343; Vol. C, page 260; Vol. CVII, page 529; Vol. CXI, page 414; Vol. CXVII, page 304; Vol. CLII, page 297; Vol. CLVI, page 211; Vol. CLX, page 354; and Vol. CXCVI, page 413, of this Series.

¹ Vol. XCIII, page 343; vol. C, page 260; vol. CVII, page 529; vol. CXI, page 414; vol. CXVII, page 304; vol. CLII, page 297; vol. CLVI, page 211; vol. CLX, page 354; et vol. CXCVI, page 413, de ce recueil.

COMMUNICATION FROM THE CANADIAN GOVERNMENT.

The Permanent Delegate of Canada to the League of Nations has addressed to the Secretariat of the League the following communication, which was received on December 8th, 1939 :

GENEVA, December 7th, 1939.

SIR,

The Canadian Government has found it necessary to consider the position, resulting from the existence of a state of war with the German Reich, of the Canadian acceptance of the General Act for the Pacific Settlement of International Disputes. The acceptance of the General Act was for a five-year period ending on 16th August of this year. In view of the fact that no action was taken by the Canadian Government, it is understood that the obligation would extend for another five-year period dating from that date.

In view of the circumstances referred to in the letter of this date dealing with Canadian adherence to the Optional Clause and of the fact that the consideration therein set forth applies with equal force in the case of the General Act, I am, therefore, directed to notify you that the Canadian Government will not regard their acceptance of the General Act as covering disputes arising out of events occurring during the present war.

It is requested that this notification may be communicated to the Governments of all the States that have accepted the General Act.

I have the honour to be, Sir, your obedient Servant.

H. H. WRONG.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DU CANADA.

Le délégué permanent du Canada près la Société des Nations a fait parvenir au Secrétariat de la Société, le 8 décembre 1939, la communication suivante :

TRADUCTION. — TRANSLATION.

GENÈVE, le 7 décembre 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Le Gouvernement canadien a jugé nécessaire d'examiner quelle devait être, étant donné l'existence d'un état de guerre avec le Reich allemand, son attitude à l'égard de l'acceptation par le Canada de l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. Cette acceptation avait été donnée pour une période de cinq ans prenant fin le 16 août de cette année. Le Gouvernement canadien n'ayant pris aucune décision contraire, il était entendu que l'obligation contractée devait s'étendre à une nouvelle période de cinq ans à partir de la date susdite.

Toutefois, en raison des circonstances mentionnées dans la lettre de ce jour, relative à l'acceptation de la disposition facultative par le Canada, et du fait que les considérations formulées dans cette lettre sont tout aussi pertinentes en ce qui concerne l'Acte général, je suis chargé de vous notifier que le Gouvernement du Canada ne considérera pas son acceptation de l'Acte général comme s'appliquant à des différends qui pourraient résulter d'événements survenant au cours de la présente guerre.

Je vous serais donc obligé de bien vouloir communiquer cette notification aux gouvernements de tous les Etats qui ont accepté l'Acte général.

Veuillez agréer, etc.

H. H. WRONG.

No. 2239. — CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC REGULATING THE INTRODUCTION OF NATIVE LABOUR FROM MOZAMBIQUE INTO THE PROVINCE OF THE TRANSVAAL, RAILWAY MATTERS, AND THE COMMERCIAL INTER-COURSE BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE COLONY OF MOZAMBIQUE. SIGNED AT PRETORIA, SEPTEMBER 11TH, 1928.

Nº 2239. — CONVENÇÃO¹ ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA PORTUGUESA E O GOVERNO DA UNIÃO DA ÁFRICA DO SUL PARA REGULAREM A EMIGRAÇÃO DE INDÍGENAS DA COLÔNIA DE MOÇAMBIQUE PARA A PROVÍNCIA DO TRANSVAAL, ASSIM COMO ASSUNTOS DE CAMINHOS DE FERRO E DE INTERCAMBIO COMERCIAL ENTRE A COLÔNIA DE MOÇAMBIQUE E A UNIÃO DA ÁFRICA DO SUL. ASSINADO EM PRETORIA, EM 11 DE SETEMBRO DE 1928.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT TO PROLONG THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION OF SEPTEMBER 11TH, 1928, AS AMENDED BY AN AGREEMENT SIGNED AT LOURENÇO MARQUES ON NOVEMBER 17TH, 1934. LISBON, APRIL 21ST, 1939.

Registered on October 19th, 1939, at the request of the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations.

TROCA DE NOTAS CONSTITUINDO UM ACORDO PROROGANDO A MENCIONADA CONVENÇÃO DE 11 DE SETEMBRO DE 1928, REVISTA POR ACORDO ASSINADO EM LOURENÇO MARQUES EM 17 DE NOVEMBRO DE 1934. LISBON, 21 DE ABRIL DE 1939.

Enregistré le 19 octobre 1939 à la demande du représentant de l'Union Sud-Africaine près la Société des Nations.

I.

SOUTH AFRICAN LEGATION.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

LISBON, April 21st, 1939.

I have the honour to refer to the discussions with Your Excellency's Government, which took place in Lisbon on the occasion of the visit of the Honourable O. Pirow, Minister of Commerce and Industries of the Union of South Africa, in regard to the extension of the Mozambique Convention, which was concluded between the Governments of the Portuguese Republic and the Union of South Africa at Pretoria on the 11th September, 1928, and amended by an Agreement signed at Lourenço Marques on the 17th November, 1934.

The Government of the Union of South Africa agree that the said Convention, which in terms of Article LIV thereof shall remain in force until the expiration of a period of one year, calculated from the date on which either of the Governments shall have denounced it, shall be prolonged for a period of five years from to-day, and thereafter it shall remain in force until the expiration of twelve months from the date on which either of the Governments shall have denounced it.

This note and a confirmatory reply from Your Excellency in similar terms shall be regarded as constituting an Agreement between our two Governments.

Please accept, Monsieur le Président, the assurance of my highest consideration.

His Excellency

F. F. PIENAAR.

Dr. Antonio de Oliveira Salazar,
Prime Minister and Minister of Foreign Affairs,
Lisbon.

¹ Vol. XCVIII, page 9, of this Series.

¹ Vol. XCVIII, page 9, de ce recueil.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS.
Price, 30,8.
No.

LISBOA, 21 de Abril de 1939.

SENHOR MINISTRO,

Em seguimento às conversas havidas em Lisboa com o Honourable O. Pirow, Ministro do Comercio e Industria da Africa do Sul, a respeito da prorrogação da Convenção celebrada entre os Governos da União da Africa do Sul e da Republica Portuguesa, aos 11. de Setembro de 1928, e revista por acordo assinado em Lourenço Marques aos 17 de Novembro de 1934, tenho a honra de comunicar a V.Ex^a, o seguinte :

O governo Português concorda em que a mencionada convenção, que nos termos do seu artigo LIV se acha prorrogada até expirar o prazo de um ano contado da data em que qualquer dos Governos a denunciar, seja prorrogada por cinco anos a partir de hoje, continuando depois em vigor até que decorram doze meses sobre a data em que qualquer dos Governos a denunciar.

Cumpre-me acrescentar que o Governo Português considera celebrado o Acordo pela presente Nota e pela Nota de igual teor que V.Ex^a. se dignou dirigir-me.

Aproveito o ensejo para reiterar a V.Ex^a. os protestos da minha alta consideração.

Senhor Tenente-Coronel
Filippus Fourie Pienaar.

A. O. SALAZAR.

II.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Proc. 30,8.
No.

LISBON, April 21st, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Following the conversations which took place in Lisbon with the Honourable O. Pirow, Minister of Commerce and Industries of the Union of South Africa, regarding the extension of the Convention concluded between the Governments of the Union of South Africa and the Portuguese Republic on the 11th September, 1928, and amended by an Agreement signed in Lourenço Marques on the 17th November, 1934, I have the honour to advise Your Excellency of the following :

The Portuguese Government agree that the said Convention, which in terms of Article LIV thereof shall remain in force until the expiration of a period of one year, calculated from the date on which either of the Governments shall have denounced it, shall be prolonged for a period of five years from to-day, and that thereafter it shall remain in force until the expiration of twelve months from the date on which either of the Governments shall have denounced it.

It is my duty to add that the Portuguese Government considers the Agreement concluded by the present note and by the note of similar purport which Your Excellency was good enough to address to me.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Lieutenant-Colonel
Filippus Fourie Pienaar.

A. O. SALAZAR.

Certified a true copy.

Jordaan,
for Secretary for External Affairs.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

¹ Translation of the Government of the Union of South Africa.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2230. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE RÉGLANT L'ÉMIGRATION DES INDIGÈNES DE LA COLONIE DE MOZAMBIQUE DANS LA PROVINCE DU TRANSVAAL, LES QUESTIONS FERROVIAIRES ET LES RAPPORTS COMMERCIAUX ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LA COLONIE DE MOZAMBIQUE. SIGNÉE A PRÉTORIA, LE 11 SEPTEMBRE 1928.

ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION DE LA CONVENTION DU 11 SEPTEMBRE 1928 SUSMENTIONNÉE, MODIFIÉE PAR L'ACCORD SIGNÉ A LOURENÇO-MARQUES LE 17 NOVEMBRE 1934. LISBONNE, LE 21 AVRIL 1939.

I.

LÉGATION DE L'UNION SUD-AFRICAINE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

LISBONNE, le 21 avril 1939.

Me référant aux pourparlers avec le Gouvernement de Votre Excellence qui ont eu lieu à Lisbonne lors de la visite de l'honorable O. Pirow, ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Union Sud-Africaine, au sujet de l'extension de la Convention concernant le Mozambique, conclue entre le Gouvernement de la République portugaise et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à Prétoria, le 11 septembre 1928, et amendée par un Accord signé à Lourenço-Marques le 17 novembre 1934, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine accepte que ladite convention, qui, aux termes de son article LIV, doit demeurer en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'un ou l'autre des deux gouvernements l'aura dénoncée, soit prolongée pour une période de cinq ans à dater de ce jour et que, par la suite, elle demeure en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à dater du jour où l'un ou l'autre des deux gouvernements l'aura dénoncée.

La présente note et une réponse confirmative de Votre Excellence conçue en termes similaires seront considérées comme constituant un accord entre nos deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

F. F. PIENAAR.

Son Excellence

le Dr Antonio de Oliveira Salazar,
Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Proc. 30,8.
N°

MONSIEUR LE MINISTRE,

LISBONNE, le 21 avril 1939.

A la suite des conversations qui ont eu lieu à Lisbonne avec l'honorable O. Pirow, ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Union Sud-Africaine, au sujet de l'extension de la Convention conclue le 11 septembre 1928 entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la République portugaise, et amendée par un Accord signé à Lourenço-Marques le 17 novembre 1934, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence :

Le Gouvernement portugais accepte que ladite convention, qui, aux termes de son article LIV, doit demeurer en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'un ou l'autre des deux gouvernements l'aura dénoncée, soit prolongée pour

une période de cinq ans à compter de ce jour et que, par la suite, elle demeure en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date où l'un ou l'autre des deux gouvernements l'aura dénoncée.

J'ai l'honneur d'ajouter que le Gouvernement portugais considère l'accord comme conclu par la présente note et par la note conçue en termes similaires que Votre Excellence a bien voulu m'adresser.

Je saisirai cette occasion, etc.

A. O. SALAZAR.

Au Lieutenant-Colonel Filippus Fourie Pienaar.

No. 2337. — CONVENTION¹ BETWEEN
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SPAIN REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 27TH, 1929.

Nº 2337. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESPAGNE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 JUIN 1929.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SAN SEBASTIAN, JUNE 23RD, 1939, AND BURGOS, JULY 6TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

No. 471.
205 F/2/39.

NOTE VERBALE.

His Majesty's Embassy present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs and have the honour, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify them, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 27th June, 1929, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SAINT-SÉBASTIEN, LE 23 JUIN 1939, ET BURGOS, LE 6 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 471.
205 F/2/39.

NOTE VERBALE

L'Ambassade de Sa Majesté présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères et à l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de lui notifier, conformément à l'article 16 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 juin 1929, l'extension des effets de ladite convention à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

¹ Vol. CI, page 375 ; Vol. CVII, page 540 ; Vol. CXVII, page 305 ; Vol. CXXXIV, page 416 ; Vol. CLVI, page 212 ; and Vol. CLX, page 362, of this Series.

¹ Vol. CI, page 375 ; vol. CVII, page 540 ; vol. CXVII, page 305 ; vol. CXXXIV, page 416 ; vol. CLVI, page 212 ; et vol. CLX, page 362, de ce recueil.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 23rd day of July next.

The Embassy have the honour to request that the Ministry will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

BRITISH EMBASSY,
SAN SEBASTIAN, June 23rd, 1939.

L'autorité à laquelle devront être transmises dans la Colonie d'Aden les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

Conformément à l'article 16 b) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 23 juillet prochain.

L'Ambassade a l'honneur de prier le Ministère de bien vouloir accuser réception de la présente communication.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE,
SAINT-SÉBASTIEN, le 23 juin 1939.

II.

TEXTE ESPAGNOLO. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES.

N. 284.

Año de la Victoria.

El Ministerio de Asuntos Exteriores saluda atentamente a la Embajada de Su Majestad Británica y tiene la honra de acusarle recibo a su Nota Verbal número 471 de fecha 23 de junio próximo pasado, por la que participa a este Departamento haberse hecho extensivo a la Colonia de Aden (no al Protectorado) el Convenio internacional firmado en Londres el 27 de junio de 1929 referente a los procedimientos legales en asuntos civiles y comerciales, y que, de acuerdo con el artículo 16 (b) del citado Convenio, entrará en vigor a partir del día 23 del corriente mes.

BURGOS, 6 de julio de 1939.

TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 284.

Année de la victoire.

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Sa Majesté britannique et a l'honneur de lui accuser réception de sa note verbale N° 471, en date du 23 juin dernier, portant à la connaissance de ce département que la Convention internationale concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale signée à Londres le 27 juin 1929 a été étendue à la Colonie d'Aden (mais non au Protectorat) et que, conformément à l'article 16 (b) de la convention, cette extension entrera en vigueur le 23 de ce mois.

BURGOS, le 6 juillet 1939.

TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 284.

Year of Victory.

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to His Britannic Majesty's Embassy and has the honour to acknowledge receipt of the Embassy's Note Verbale No. 471, dated June 23rd last, advising the Ministry that the operation of the International Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on June 27th, 1929, has been extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden and that, in accordance with Article 16 (b) of the Convention, such extension will come into force on the 23rd instant.

BURGOS, July 6th, 1939.

No. 2483. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT ESTABLISHING A COMMERCIAL MODUS VIVENDI. CAIRO, JUNE 5TH AND 7TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1940, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED *Modus Vivendi*. CAIRO, FEBRUARY 6TH AND 16TH, 1939.

Registered on September 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

BRITISH EMBASSY.

No. 28.
(187/4/39).

CAIRO, February 6th, 1939.

SIR,

In the note No. 16 which Your Excellency was so good as to address to me on the 22nd January last, my attention was called to the impending expiry of the provisional Commercial Agreement which was originally concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and had been extended annually by subsequent exchanges of notes. Your Excellency suggested the prolongation of the Agreement until the 16th February, 1940, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to state that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the

No. 2483. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN ÉTABLISSANT UN *MODUS VIVENDI* COMMERCIAL. LE CAIRE, LES 5 ET 7 JUIN 1930.

ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD PRORGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1940 LES DISPOSITIONS DU *modus vivendi* SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 6 ET 16 FÉVRIER 1939.

Enregistré le 28 septembre 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No 28.
(187/4/39.)

LE CAIRE, le 6 février 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans la note N° 16 que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 22 janvier dernier, mon attention était attirée sur l'expiration imminente de l'Accord commercial provisoire qui avait été conclu primitivement entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par l'Echange de notes en date du 5 et du 7 juin 1930 et qui avait été prorogé d'année en année par des échanges de notes ultérieurs. Votre Excellence suggérait que l'accord fût prorogé jusqu'au 16 février 1940, dans les mêmes conditions que celles qui sont maintenant en vigueur.

2. J'ai porté la proposition de Votre Excellence à la connaissance du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et je suis maintenant autorisé à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande

¹ Vol. CVII, page 267; Vol. CXVII, page 327; Vol. CXXXIV, page 424; Vol. CXLVII, page 347; Vol. CLVI, page 218; Vol. CLXIV, page 384; Vol. CLXXVII, page 403; and Vol. CLXXXV, page 391, of this Series.

¹ Vol. CVII, page 267; vol. CXVII, page 327; vol. CXXXIV, page 424; vol. CXLVII, page 347; vol. CLVI, page 218; vol. CLXIV, page 384; vol. CLXXVII, page 403; et vol. CLXXXV, page 391, de ce recueil.

suggested prolongation of the said provisional Agreement.

3. They are prepared to regard the present note and a note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of the proposed prolongation as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1940, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

4. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

(*Sgd.*) Miles W. LAMPSON.

His Excellency

Abdel Fattah Yehia Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction des Affaires politiques
et commerciales.

Relations commerciales.

Nº 1.9/9 (37).

LE CAIRE, le 16 février 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence Nº 28 (187/4/39) du 6 février 1939, ainsi conçue :

(*Voir note Nº I.*)

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède, et je saisir l'occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(*Siglé*) A. YEHIA.

Son Excellence

Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

du Nord se rallie à la prorogation dudit accord provisoire qui a été proposée.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien de cette prorogation comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui prendra effet dès réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1940, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Égypte.

4. Je saisir cette occasion, etc.

(*Siglé*) Miles W. LAMPSON.

Son Excellence

Abdel Fattah Yehia Pasha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Department of Political
and Commercial Affairs.

Commercial Relations.

No 1.9/9 (37).

CAIRO, February 16th, 1939.

YOUR EXCELLENCE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 28 (187/4/39) of February 6th, 1939, which reads as follows :

(*See Note No. I.*)

In reply, I beg to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above, and I avail myself of this opportunity, etc.

(*Signed*) A. YEHIA,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency

Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary.

N^o 2603. — ACCORD¹ SUR LES BATEAUX-FEU GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

APPLICATION DE L'ACCORD A LA BIRMANIE
EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 9 août 1939, que la Birmanie, qui participait à l'accord susmentionné en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cet accord soit considéré, en vue du paragraphe 2 de son article 8, comme s'appliquant, à partir de cette date, à la Birmanie en tant que possession d'outre-mer de Sa Majesté.

No. 2603. — AGREEMENT¹ CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23RD, 1930.

APPLICATION OF THE AGREEMENT TO BURMA
AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on August 9th, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Agreement as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Agreement should be regarded, by virtue of its Article 8, paragraph 2, as applying, as from that date, to Burma as an overseas possession of His Majesty.

N^o 2623. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

ADHÉSION

LETTONIE 22 juillet 1939.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ACCESSION.

LATVIA July 22nd, 1939.

¹ Vol. CXII, page 21 ; vol. CXVII, page 331 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXVIII, page 449 ; vol. CXLII, page 371 ; vol. CXLVII, page 350 ; vol. CLVI, page 226 ; vol. CLX, page 380 ; vol. CLXIV, page 387 ; et vol. CLXXII, page 412, de ce recueil.

² Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXIV, page 427 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLII, page 301 ; vol. CLVI, page 227 ; vol. CLX, page 380 ; vol. CLXIV, page 388 ; vol. CLXXII, page 412 ; vol. CLXXXVII, page 406 ; vol. CLXXXI, page 392 ; vol. CLXXXIX, page 467 ; et vol. CXCVI, page 416, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 21 ; Vol. CXVII, page 331 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXVIII, page 449 ; Vol. CXLII, page 371 ; Vol. CXLVII, page 350 ; Vol. CLVI, page 226 ; Vol. CLX, page 380 ; Vol. CLXIV, page 387 ; and Vol. CLXXII, page 412, of this Series.

² Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXIV, page 427 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLII, page 301 ; Vol. CLVI, page 227 ; Vol. CLX, page 380 ; Vol. CLXIV, page 388 ; Vol. CLXXII, page 412 ; Vol. CLXXXVII, page 406 ; Vol. CLXXXI, page 392 ; Vol. CLXXXIX, page 467 ; and Vol. CXCVI, page 416, of this Series.

Nº 2624. — PROTOCOLE¹ FACULTATIF CONCERNANT LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

ADHÉSION

LETTONIE 22 juillet 1939.

No. 2624. — OPTIONAL PROTOCOL¹ REGARDING THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ACCESSION.

LATVIA July 22nd, 1939.

No. 2652. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWEDEN CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 28TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. STOCKHOLM, JUNE 26TH AND JULY 5TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 52 (176/2/39).

STOCKHOLM, June 26th, 1939.

SIR,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to you in accordance with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 28th August, 1930, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

No. 2652. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUÈDE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 28 AOUT 1930.

EXCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. STOCKHOLM, LES 26 JUIN ET 5 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No 52. (176/2/39.)

STOCKHOLM, le 26 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous notifier, conformément à l'article 14 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930, l'extension des effets de ladite convention à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

¹ Vol. CXII, page 395 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXXIV, page 428 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLXXII, page 412 ; et vol. CLXXXIX, page 467, de ce recueil.

² Vol. CXIV, page 9 ; Vol. CXXVI, page 458 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CLVI, page 227 ; et Vol. CLX, page 381, of this Series.

¹ Vol. CXII, page 395 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXXIV, page 428 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLXXII, page 412 ; and Vol. CLXXXIX, page 467, of this Series.

² Vol. CXIV, page 9 ; vol. CXXVI, page 458 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CLVI, page 227 ; et vol. CLX, page 381, de ce recueil.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th of July next.

In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient, humble Servant.

E. MONSON.

Monsieur Nils Quensel,
Acting Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 5 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date du 26 juin 1939 concernant l'extension à la Colonie d'Aden de l'applicabilité de la Convention relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Directeur des Affaires juridiques,

Sir Edmund Monson,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

L'autorité à laquelle devront être transmises dans la Colonie d'Aden les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 juillet prochain.

Je vous prie de bien vouloir accuser réception de la présente communication et d'agréer, etc.

E. MONSON.

Monsieur Nils Quensel,
Ministre des Affaires étrangères par intérim,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, July 5th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated June 26th, 1939, concerning the extension to the Colony of Aden of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed in London on August 28th, 1930.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

Director of Legal Affairs.

Sir Edmund Monson,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N^o 2733. — CONVENTION¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

ADHÉSION

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE 15 septembre 1939.

L'acte d'adhésion prévoit que le Gouvernement slovaque se considérerait, conformément à l'article 37 de la convention, comme membre de cette dernière dès le début des hostilités auxquelles la Slovaquie se trouverait engagée.

Enregistrée le 20 septembre 1939, à la demande du Conseil fédéral suisse.

No. 2733. — CONVENTION¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

ACCESSION.

SLOVAK REPUBLIC September 15th, 1939.

The instrument of accession provides that the Slovak Government would consider itself, in virtue of Article 37 of the Convention, as a Party thereto from the commencement of hostilities in which Slovakia might be involved.

Registered on September 20th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

N^o 2734. — CONVENTION² RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

ADHÉSION

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE 15 septembre 1939.

L'acte d'adhésion prévoit que le Gouvernement slovaque se considérerait, conformément à l'article 95 de la convention, comme membre de cette dernière dès le début des hostilités auxquelles la Slovaquie se trouverait engagée.

Enregistrée le 20 septembre 1939, à la demande du Conseil fédéral suisse.

No. 2734. — CONVENTION² RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

ACCESSION.

SLOVAK REPUBLIC September 15th, 1939.

The instrument of accession provides that the Slovak Government would consider itself, in virtue of Article 95 of the Convention, as a Party thereto from the commencement of hostilities in which Slovakia might be involved.

Registered on September 20th, 1939, at the request of the Swiss Federal Council.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 431 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLVI, page 229 ; vol. CLX, page 383 ; vol. CLXIV, page 388 ; vol. CLXXII, page 413 ; vol. CLXXVII, page 407 ; vol. CLXXXI, page 393 ; vol. CXCIII, page 270 ; et vol. CXCVI, page 417, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 432 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 352 ; vol. CLVI, page 230 ; vol. CLX, page 383 ; vol. CLXIV, page 389 ; vol. CLXXII, page 413 ; vol. CLXXXI, page 393 ; vol. CXCIII, page 271 ; et vol. CXCVI, page 418, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 431 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLVI, page 229 ; Vol. CLX, page 383 ; Vol. CLXIV, page 388 ; Vol. CLXXII, page 413 ; Vol. CLXXVII, page 407 ; Vol. CLXXXI, page 393 ; Vol. CXCIII, page 270 ; and Vol. CXCVI, page 417, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 352 ; Vol. CLVI, page 230 ; Vol. CLX, page 383 ; Vol. CLXIV, page 389 ; Vol. CLXXII, page 413 ; Vol. CLXXXI, page 393 ; Vol. CXCIII, page 271 ; and Vol. CXCVI, page 418, of this Series.

N^o 2740. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET
DE NAVIGATION ENTRE LA SUÈDE
ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA,
LE 29 SEPTEMBRE 1929.

AVENANT² AU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ
A ANKARA, LE 24 MARS 1939.

*Enregistré le 11 septembre 1939 à la demande
du ministre des Affaires étrangères de Suède.*

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE
ont convenu de modifier comme suit le Protocole
de signature du Traité de commerce et de
navigation entre la Suède et la Turquie du
29 septembre 1929, *ad article 10*:

Ad article 10.

Sous réserve des dispositions de l'article 10, le Gouvernement turc s'engage à accorder une réduction de 20 pour cent sur le droit de douane en vigueur au moment de l'importation pour les chaussures entièrement en caoutchouc, ou avec l'empeigne entièrement ou partiellement imperméabilisée avec du caoutchouc (N^o 447 *a* du tarif turc), importées de Suède sur le territoire turc, et le Gouvernement suédois s'engage de son côté, sous la même réserve, à continuer à accorder le droit de douane réduit à 6 cour. par kilo pour les tapis noués ayant plus de 250 noeuds par mètre de longueur (N^o 395 du tarif suédois), importés de Turquie sur le territoire suédois.

Toutefois il est entendu que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de reprendre sa liberté d'action moyennant un préavis de trois mois.

Le présent avenant fait partie intégrante du Traité de commerce et de navigation entre la Suède et la Turquie du 29 septembre 1929 et aura la même durée de validité que celui-ci.

No. 2740. — TREATY¹ OF COMMERCE
AND NAVIGATION BETWEEN SWEDEN
AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA,
SEPTEMBER 29TH, 1929.

ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE ABOVE-
MENTIONED TREATY. SIGNED AT ANKARA,
MARCH 24TH, 1939.

*Registered on September 11th, 1939, at the
request of the Swedish Minister for Foreign
Affairs.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed to amend the paragraph *ad Article 10* of the Protocol of Signature of the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Sweden and Turkey on September 29th, 1929, to read as follows:

Ad Article 10.

Subject to the provisions of Article 10, the Turkish Government undertakes to grant a reduction of 20 per cent on its Customs duty in force at the moment of importation in respect of footwear entirely made of rubber or with the vamp wholly or partly made waterproof by means of rubber (No. 447 (*a*) of the Turkish tariff) imported from Sweden into Turkish territory; and on its side the Swedish Government, subject to the same reservation, undertakes to continue to grant the reduced Customs duty of 6 kr. per kilogramme in respect of knotted carpets with more than 250 knots per lineal metre (No. 395 of the Swedish tariff) imported from Turkey into Swedish territory.

Nevertheless, it is understood that each of the two High Contracting Parties shall have the right to recover its freedom of action on giving three months' notice.

The present rider shall form an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Sweden and Turkey on September 29th, 1929, and shall have the same period of validity.

¹ Vol. CXIX, page 53, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 12 juillet 1939.

¹ Vol. CXIX, page 53, of this Series.

² Came into force July 12th, 1939.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le
24 mars 1939.

(Signed) Jan STENSTRÖM.

(Signed) N. MENEMENCIOLU.

Done at Ankara, in duplicate, the 24th day
of March, 1939.

(Signed) Jan STENSTRÖM.

(Signed) N. MENEMENCIOLU.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 6 septembre 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

No. 2823. — CONVENTION¹ BETWEEN
GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND AND NORWAY REGARDING
LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND
COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT
LONDON, JANUARY 30TH, 1931.

No 2823. — CONVENTION¹ ENTRE LA
GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE
DU NORD ET LA NORVÈGE CONCERNANT
LES ACTES DE PROCÉDURE EN
MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.
SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JANVIER
1931.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION
TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-
MENTIONED CONVENTION. OSLO, JUNE 28TH
AND JULY 8TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the
request of His Majesty's Secretary of State for
Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 66.

OSLO, June 28th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal
Secretary of State for Foreign Affairs, I have
the honour to notify to Your Excellency, in
accordance with Article 14 (a) of the Con-

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION
A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION
SUSMENTIONNÉE. OSLO, LES 28 JUIN ET
8 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande
du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 66.

OSLO, le 28 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire
d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères,
de notifier à Votre Excellence, conformément à
l'article 14 a) de la Convention concernant les

¹ Vol. CXXIII, page 343 ; Vol. CXXXIV, page
page 433 ; Vol. CLVI, page 239 ; and Vol. CLX,
page 390, of this Series.

¹ Vol. CXXIII, page 343 ; vol. CXXXIV, page
433 ; vol. CLVI, page 239 ; et vol. CLX, page 390,
de ce recueil.

vention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 30th January, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the twenty-eighth of July next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Cecil DORMER.

The Royal Norwegian Minister
for Foreign Affairs,
Oslo.

actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier 1931, l'extension des effets de ladite convention à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

L'autorité à laquelle devront être transmises dans la Colonie d'Aden les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 28 juillet prochain.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, et je saisir cette occasion, etc.

Cecil DORMER.

M. le Ministre des
Affaires étrangères du Royaume de Norvège,
Oslo.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

UTANRIKSDEPARTEMENTET.

J. nr. 8026/39.

HERR SENDEMANN,

Jeg har den aere å erkjenne mottagelsen av Deres note av 28. juni d.å. (No. 66), hvori De, i samsvar med art. 14 (a) i Sivilprosesskonvensjonen mellom Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, meddeler at denne konvensjon utstrekkes til også å gjelde Kolonien (men ikke Protektoratet) Aden, således at konvensjonen i henhold til art. 14 (b) trer i kraft for den nevnte kolonis vedkommende den 28. juli d.å.

Jeg konstaterer at det engelske språk blir å benytte i meddelelse og oversettelser som sendes til Kolonien Aden. Jeg bemerker videre til hvilken autoritet begjæringen om forkynnelse og rettsanmodninger blir å sende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

For Utenriksministeren :
W. M. JOHANNESSEN.

Sir Cecil Dormer
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

TRADUCTION.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
J. N° 8026/39.

OSLO, le 8 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note (N° 66) du 28 juin dernier, par laquelle vous avez bien voulu me notifier, conformément à l'article 14 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, conclue entre la Norvège et la Grande-Bretagne le 30 janvier 1931, que les effets de ladite convention seront étendus à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden et qu'aux termes de l'article 14 *b*), cette extension entrera en vigueur le 28 juillet prochain.

Je note que c'est en langue anglaise que devront être faites les communications et traductions adressées à la Colonie d'Aden, et je prends également bonne note de l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires étrangères :

W. M. JOHANNESSEN.

Sir Cecil Dormer,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

TRANSLATION.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.
J. No. 8026/39.

OSLO, July 8th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note (No. 66) of June 28th last, in which you inform me, in accordance with Article 14 (*a*) of the Convention on legal proceedings in civil and commercial matters concluded between Norway and Great Britain on January 30th, 1931, that the operation of the said Convention is to be extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden and that, in accordance with Article 14 (*b*), the extension to this colony is to come into force on July 28th next.

I note that the English language is to be used in communications and translations sent to the Colony of Aden. I also take note of the authority to which requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs :

W. M. JOHANNESSEN.

Sir Cecil Dormer,
His Britannic Majesty's Minister,
etc., etc., etc.

No. 2975. — CONVENTION¹ BETWEEN
GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND AND PORTUGAL REGARDING
LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND
COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT
LONDON, JULY 9TH, 1931.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EX-
TENSION TO THE COLONY OF ADEN OF
THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LISBON,
JUNE 22ND AND AUGUST 12TH, 1939.

Registered on November 24th, 1939, at the request
of His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain.

No. 2975. — CONVENTION¹ ENTRE LA
GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE
DU NORD ET LE PORTUGAL RELATIVE
AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MA-
TIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SI-
GNÉE A LONDRES, LE 9 JUILLET 1931.

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICA-
TION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVEN-
TION SUSMENTIONNÉE. LISBONNE, LES 22
JUIN ET 12 AOÛT 1939.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande
du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CXXIX, page 417 ; Vol. CXXXIV, page 438 ; Vol. CXXXVIII, page 455 ; Vol. CLVI, page 244 ; and Vol. CLX, page 404, of this Series.

¹ Vol. CXXIX, page 417 ; vol. CXXXIV, page 438 ; vol. CXXXVIII, page 455 ; vol. CLVI, page 244 ; et vol. CLX, page 404, de ce recueil.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 184 (351/2/39).

LISBON, June 22nd, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 9th July, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 22nd July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

Oswald SCOTT.

His Excellency

Dr. Antonio de Oliveira Salazar.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 184 (351/2/39).

LISBONNE, le 22 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 14 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires doivent être transmises est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer pour les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 22 juillet prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisirai cette occasion, etc.

Oswald SCOTT.

Son Excellence

le Dr Antonio de Oliveira Salazar.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

Proc. 30.2.

No. 45.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGÓCIOS,

Acuso a recepção da Nota que V. Sa. se serviu dirigir-me, em 22 de Junho último, com o No. 184 (351/2/39), e pela qual se me comunicava — de harmonia com o estipulado no Art. 14 (a) da Convenção sobre Processo Civil e Commercial, assinada em Londres a 9 de Julho de 1931 — que o disposto na mesma Convenção passaria a ser aplicável à Colónia (mas não ao Protectorado) de Aden.

Aproveito a oportunidade para informar V. Sa. de que dessa comunicação foi tomada a devida nota e para lhe reiterar os protestos da minha distinta consideração.

Pelo Ministro :
Luiz DE SAMPAYO.

Senhor Oswald Arthur Scott, D.S.O.,
etc., etc., etc.

LISBOA, 12 de Agosto de 1939.

TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Instance 30,2.
Nº 45.

LISBONNE, le 12 août 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note Nº 184 (351/2/39), en date du 22 juin dernier, par laquelle vous avez bien voulu me通知, conformément aux stipulations de l'article 14 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

Je saisais cette occasion pour vous faire savoir qu'il a été dûment pris note de cette communication et pour vous renouveler, etc.

Pour le Ministre :
Luiz DE SAMPAYO.

Monsieur Oswald Arthur Scott, D.S.O.,
etc., etc., etc.

TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Inst. 30,2.
No. 45.

LISBON, August 12th, 1939.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 184 (351/2/39), of June 22nd last, notifying me, in accordance with the provisions of Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on July 9th, 1931, that the operation of that Convention is extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

I have taken due note of the said communication and avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :
Luiz DE SAMPAYO.

Oswald Arthur Scott, Esq., D.S.O.,
etc., etc., etc.

No. 3002. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND POLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 26TH, 1931.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. WARSAW, JUNE 21ST AND JULY 12TH, 1939.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

No 3002. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA POLOGNE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 26 AOUT 1931.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. VARSOVIE, LES 21 JUIN ET 12 JUILLET 1939.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CXXXI, page 19 ; Vol. CXXXIV, page 440 ; Vol. CLVI, page 247 ; and Vol. CLX, page 408, of this Series.

¹ Vol. CXXXI, page 19 ; vol. CXXXIV, page 440 ; vol. CLVI, page 247 ; et vol. CLX, page 408, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 66.
(202/4/39).

WARSAW, June 21st, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on the 26th August, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 21st July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency

Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

II.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

Ministère des Affaires étrangères.

Nº P.V. 78 a/WB/1/1/39.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par note Nº 66/202/4/39, en date du 21 juin 1939, Votre Excellence a bien voulu porter à ma connaissance l'application à la Colonie d'Aden des dispositions de la Convention relative à

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 66.
(202/4/39.)

VARSOVIE, le 21 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires doivent être adressée est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 21 juillet prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisirai cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence

Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. P. V. 78 a/WB/1/1/39.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 66/202/4/39, dated June 21st, 1939, Your Excellency was so good as to notify to me the application to the Colony of Aden of the operation of the Convention regarding

l'entr'aide judiciaire en matière civile et commerciale, signée entre la Pologne et la Grande-Bretagne le 26 août 1931, cette application étant notifiée conformément aux termes de l'article 15 *a) et b)* de ladite convention.

Par la même note Votre Excellence a bien voulu me notifier que cette application entrerait en vigueur le 21 juillet courant, soit un mois après la notification susvisée faite au Gouvernement polonais.

En accusant réception à Votre Excellence de la note précitée, j'ai l'honneur de l'informer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées en ont été également informées.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

VARSOVIE, le 12 juillet 1939.

J. BECK.

Son Excellence

Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

legal proceedings in civil and commercial matters, signed between Poland and Great Britain on August 26th, 1931, such application being notified in accordance with the terms of Article 15 (*a*) and (*b*) of the said Convention.

By the same note, Your Excellency was good enough to notify to me that this extension would enter into force on July 21st, 1939, that is to say, one month after the notification to the Polish Government referred to above.

I beg to acknowledge the receipt of the above-mentioned note, and have the honour to inform Your Excellency that I have duly noted it and that the competent authorities have at the same time been informed thereof.

I have the honour to be, etc.

WARSAW, July 12th, 1939.

J. BECK.

His Excellency

Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
Warsaw.

No. 3004. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 17TH, 1930.

Nº 3004. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE ROYAUME D'ITALIE CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 17 DÉCEMBRE 1930.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ROME, JUNE 21ST AND 30TH, 1939.

Registered on November 24th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ROME, LES 21 ET 30 JUIN 1939.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CXXXI, page 78 ; Vol. CXXXVIII, page 464 ; Vol. CLVI, page 249 ; and Vol. CLX, page 410, of this Series.

¹ Vol. CXXXI, page 78 ; vol. CXXXVIII, page 464 ; vol. CLVI, page 249 ; et vol. CLX, page 410, de ce recueil.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 206.
(475/2/39).

ROME, June 21st, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed in London on the 17th December, 1930, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 21st July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Percy LORAIN.

His Excellency
Count Galeazzo Ciano,
Royal Ministry of Foreign Affairs,
Rome.

Percy LORAIN.

Son Excellence
le Comte Galeazzo Ciano,
Ministère royal des Affaires étrangères,
Rome.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

Trattati.
901459/28.

SIGNOR AMBASCIATORE,

30 Giu. 1939 Anno XVII.

Con Nota in data 21 giugno corrente l'Eccellenza Vostra ha voluto notificare l'estensione alla Colonia (e non al Protettorato) di Aden della Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile e commerciale stipulata in Londra il 17 dicembre 1930, giusta l'art.

16 (a) di quella Convenzione. Ha voluto poi aggiungere che i documenti giudiziari devono indirizzarsi, conformemente all'art. 16 (b), al Chief Justice of Aden, e che la lingua da usarsi nelle comunicazioni è quella inglese.

Nel prendere atto di tale comunicazione, ho l'onore di assicurare Vostra Eccellenza di aver avuto premura di portarla a conoscenza delle Regie Autorità competenti.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

CIANO.

A Sua Eccellenza
Sir Percy Loraine,
Ambasciatore di S. M. Britannica
in Roma.

TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Traité.

901459/28.

Le 30 juin 1939. An XVII.

TRANSLATION.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Treaties.

901459/28.

June 30th, 1939. Year XVII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par une note en date du 21 juin dernier, Votre Excellence a bien voulu notifier, conformément à l'article 16 a) de la Convention italo-britannique concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que l'application des dispositions de cette convention était étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden. Vous avez bien voulu ajouter, conformément à l'article 16 b), que l'autorité à laquelle devront être adressés les actes judiciaires est le « Chief Justice » d'Aden, et que la langue à employer pour les communications est l'anglais.

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de donner à Votre Excellence l'assurance que je me suis empressé de la porter à la connaissance des autorités royales compétentes.

Veuillez agréer, etc.

CIANO.

Son Excellence
Sir Percy Loraine,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Rome.

YOUR EXCELLENCY,

By note of June 21st last, Your Excellency was good enough to notify, in accordance with Article 16 (a) of the Italo-British Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 17th December, 1930, that the operation of that Convention has been extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden. Your Excellency was good enough to add, in accordance with Article 16 (a), that the authority to whom judicial documents should be transmitted is the Chief Justice of Aden and that the language to be used in communications is English.

In taking note of this communication, I beg to inform Your Excellency that I have immediately brought it to the knowledge of the competent Royal authorities.

I have the honour to be, etc.

CIANO.

His Excellency
Sir Percy Loraine,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

No. 3041. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22ND, 1931.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. TALLINN, JUNE 30TH AND JULY 5TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 31.
(55/I/I.)

TALLINN, June 30th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 22nd December, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 30th July next.

¹ Vol. CXXXII, page 231; Vol. CXXXIV, page 449; Vol. CXXXVIII, page 468; Vol. CLII, page 385; Vol. CLVI, page 252; and Vol. CLX, page 414, of this Series.

No. 3041. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

EXCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. TALLINN, LES 30 JUIN ET 5 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No 31.
(55/I/I.)

TALLINN, le 30 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, l'extension des effets de ladite convention à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité à laquelle devront être transmises dans la Colonie d'Aden les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 30 juillet prochain.

¹ Vol. CXXXII, page 231; vol. CXXXIV, page 449; vol. CXXXVIII, page 468; vol. CLII, page 385; vol. CLVI, page 252; et vol. CLX, page 414, de ce recueil.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. H. GALLIENNE.

His Excellency

Monsieur K. Selter,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

305 V.

TALLINN, July 5th, 1939.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 31 (55/1/1) of the 30th June, 1939, from which I learn of the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed in London on the 22nd December, 1931, to the Colony (but not the Protectorate) of Aden and note that, in accordance with Article 15 (b) of the said Convention, the extension will come into force on the 30th July next.

I avail myself of this opportunity to renew to you the assurance of my high consideration.

By authorization :
K. SELTER.

W. H. Gallienne, Esq., C.B.E.,
Charge d'Affaires *a.i.*,
British Legation,
Tallinn.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisirai cette occasion, etc.

W. H. GALLIENNE.

Son Excellence

Monsieur K. Selter,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

305 V.

TALLINN, le 5 juillet 1939.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 31 (55/1/1) du 30 juin 1939, par laquelle vous avez bien voulu me notifier l'extension à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden des effets de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, et je prends bonne note du fait que, conformément à l'article 15 b) de ladite convention, cette extension entrera en vigueur le 30 juillet prochain.

Je saisirai cette occasion, etc.

Par autorisation :
K. SELTER.

Monsieur W. H. Gallienne, C.B.E.,
Charge d'Affaires par intérim,
Légation de Grande-Bretagne,
Tallinn.

N° 3090. — CONVENTION¹ VÉTÉRINAIRE
ENTRE LA BELGIQUE ET LA POLOGNE.
SIGNÉE A BRUXELLES, LE 18
DÉCEMBRE 1930.

PROTOCOLE² PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE.
SIGNÉ A BRUXELLES, LE 13 OCTOBRE 1937.

Enregistré le 21 juillet 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Belgique.

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE désirant apporter une modification au texte de l'article 4 de la Convention vétérinaire entre la Belgique et la Pologne, signée à Bruxelles le 18 décembre 1930, ont résolu de conclure un protocole y relatif et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE :

M. Paul Henri SPAAK, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Tadeusz JACKOWSKI, docteur ès sciences, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Bruxelles ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour substituer la phrase suivante : « et soient transportés dans le même wagon ou sur le même bateau ; le certificat collectif portera les mentions : *certificat collectif établi sur la base des certificats des lieux de provenance. Il est certifié par le présent document que les animaux provenant de régions contaminées ou suspectes ne sont pas compris dans l'envoi* », aux mots : « et proviennent de la même localité », qui se trouvent insérés dans le texte du 6^e alinéa de l'article de la Convention vétérinaire

No. 3090. — VETERINARY CONVENTION¹
BETWEEN BELGIUM AND POLAND.
SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER
18TH, 1930.

PROTOCOL² MODIFYING ARTICLE 4 OF THE
ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED
AT BRUSSELS, OCTOBER 13TH, 1937.

*Registered on July 21st, 1939, at the request
of the Belgian Minister for Foreign Affairs.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE BELGIAN GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, desiring to amend the text of Article 4 of the Veterinary Convention between Belgium and Poland signed at Brussels on December 18th, 1930, have decided to conclude a Protocol with regard to that matter and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM :

M. Paul Henri SPAAK, Minister for Foreign Affairs and External Trade ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Tadeusz JACKOWSKI, Doctor of Science, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland in Brussels ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties agree to substitute the following sentence : “and carried in the same wagon or on the same boat ; the collective certificate shall include : *a collective certificate made out on the basis of the certificates of places of origin. It shall be certified by this document that animals coming from districts which are injected or suspect are not included in the consignment*”, for the words “ and coming from the same district ”, which will be found in the text of the sixth paragraph of the Article of the Veterinary Convention be-

¹ Vol. CXXXIV, page 177, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 2 mai 1938.

Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1938.

¹ Vol. CXXXIV, page 177, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, May 2nd, 1938.

Came into force July 1st, 1938.

entre la Belgique et la Pologne, signée à Bruxelles le 18 décembre 1930.

Article 2.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le 30^e jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification et aura la même durée que la convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 13 octobre 1937.

(s) P. H. SPAAK.

(s) JACKOWSKI.

tween Belgium and Poland signed at Brussels on December 18th, 1930.

Article 2.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for the same duration as the Convention.

In faith whereof the undermentioned Plenipotentiaires have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Brussels, in duplicate, this 13th day of October, 1937.

(Signed) P. H. SPAAK. (Signed) JACKOWSKI.

No. 3172. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, JULY 25TH AND 28TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1940, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, MARCH 7TH AND 14TH, 1939.

Registered on September 28th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

BRITISH EMBASSY.

No. 60.
(187/8/39.)

CAIRO, March 7th, 1939.

SIR,

Your Excellency called my attention to the fact that the Provisional Commercial Agree-

Nº 3172. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LES 25 ET 28 JUILLET 1930.

ÉCHANGE DE NOTES PROROGÉANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1940 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 7 ET 14 MARS 1939.

Enregistré le 28 septembre 1939 à la demande du sous-scrétairé d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 60.
(187/8/39.)

LE CAIRE, le 7 mars 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire,

¹ Vol. CXXXVII, page 421; and Vol. CLXXXIX, page 468, of this Series.

¹ Vol. CXXXVII, page 421; et vol. CLXXXIX, page 468, de ce recueil.

ment concluded between the Royal Egyptian Government and the Government of Eire by the notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchanges of notes, would expire on the 16th February, 1939. Your Excellency was good enough to suggest the prolongation of the Agreement until the 16th February, 1940, under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform Your Excellency, at the instance of the Government of Eire, that they agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Eire are prepared to regard the present note and a note from Your Excellency confirming acceptance by the Royal Egyptian Government of this arrangement as constituting an Agreement between the two Governments. This Agreement shall be deemed to have come into force from the 16th February, 1939, and shall remain in force until the 16th February, 1940, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between Eire and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

(*Sgd.*) Miles W. LAMPSON.

His Excellency

Abdel Fattah Yehia Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES
POLITIQUES ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

Nº I. 9/9 (58).

LE CAIRE, le 14 mars 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellency Nº 60 (187/8/39) du 7 mars 1939, ainsi conçue :

(*Voir note Nº I.*)

conclu entre le Gouvernement royal d'Egypte et le Gouvernement de l'Eire par les notes en date du 25 et du 28 juillet 1930, et qui a été prorogé d'année en année par des échanges de notes ultérieurs, viendrait à expiration le 16 février 1939. Votre Excellence voulait bien suggérer que l'accord fut prorogé jusqu'au 16 février 1940 dans les mêmes conditions que celles qui sont maintenant en vigueur.

2. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, sur la demande du Gouvernement de l'Eire, que celui-ci se rallie à la prorogation proposée de l'accord provisoire en question comportant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. En conséquence, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de l'Eire est prêt à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation de cet arrangement par le Gouvernement royal d'Egypte, comme constituant un accord entre les deux gouvernements. Cet accord sera considéré comme ayant pris effet le 16 février 1939 et restera en vigueur jusqu'au 16 février 1940, à moins qu'il n'ait été remplacé auparavant par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Eire et l'Egypte.

Je saisiss cette occasion, etc.

(*Signé*) Miles W. LAMPSON.

Son Excellence

Abdel Fattah Yehia Pasha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

No. I. 9/9 (58).

CAIRO, March 14th, 1939.

YOUR EXCELLENCE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 60 (187/8/39) of March 7th, 1939, which reads as follows :

(*See Note No. I.*)

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède, et je saisir l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) A. YEHIA.*

Son Excellence

Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

*(Signed) A. YEHIA,
Minister for Foreign Affairs.*

His Excellency

Sir Miles Wedderburn Lampson,
G.C.M.G., C.B., M.V.O.,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary

No. 3201. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND DENMARK REGARDING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 29TH, 1932.

Nº 3201. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE DANEMARK, RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RECIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMÉRCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 29 NOVEMBRE 1932.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. COPENHAGEN, JUNE 27TH AND JULY 6TH, 1939.

Registered on July 8th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations and of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 83.
(224/2/39.)

COPENHAGEN, June 27th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. COPENHAGUE, LES 27 JUIN ET 6 JUILLET 1939.

Enregistré le 8 juillet 1939 à la demande du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 83.
(224/2/39.)

COPENHAGUE, le 27 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires

¹ Vol. CXXXIX, page 9; Vol. CXLVII, page 356; Vol. CLII, page 342; Vol. CLVI, page 261; and Vol. CLXIV, page 403, of this Series.

¹ Vol. CXXXIX, page 9; vol. CXLVII, page 356; vol. CLII, page 342; vol. CLVI, page 261; et vol. CLXIV, page 403, de ce recueil.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 29th November, 1932, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 27th July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(*Signé.*) Patrick RAMSAY.

His Excellency
Monsieur P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 6 juillet 1939.

Axel Heils,
*Chef des Archives au Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

UDENRIGSMINISTERIET.
Ministère des Affaires étrangères.
P. J. II. J. N° 20. D. 43.

COPENHAGUE, le 6 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N° 83 (224/2/39) en date du 27 du mois passé, par laquelle vous avez bien voulu

étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 29 novembre 1932, que l'effet de cette convention est étendu à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité à laquelle devront être adressées dans la Colonie d'Aden les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément aux dispositions de l'article 15 b) de la convention, l'extension que je viens de vous notifier entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 27 juillet 1939.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente note, je saisir cette occasion, etc.

(*Signé*) Patrick RAMSAY.

Son Excellence
Monsieur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
P. J. II. J. No. 20. D. 43.

COPENHAGEN, July 6th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 83 (224/2/39), dated June 27th, in which you notify me that the operation of

m'informer que la Convention, conclue à Londres le 29 novembre 1932 entre le Danemark d'un côté et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord de l'autre et concernant certaines mesures de procédure civile, à partir du 27 de ce mois s'appliquera également à la Colonie d'Aden (mais non au Protectorat d'Aden).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
Bent FALKENSTJERNE.

Sir Patrick W. M. Ramsay,
Ministre de Sa Majesté britannique.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 6 juillet 1939.
Axel Heils,
*Chef des Archives au Ministère
des Affaires étrangères.*

the Convention signed in London on November 29th, 1932, between Denmark of the one part and Great Britain and Northern Ireland of the other part, concerning certain proceedings in civil matters, will extend as from the 27th instant to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
Bent FALKENSTJERNE.

Sir Patrick W. M. Ramsay,
His Britannic Majesty's Minister.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Nº 3208. — HANDELSSOVERENSKOMST¹
MELLEM KONGERIGET DANMARK OG
DET FORENEDE KONGERIGE STOR-
BRITANNIEN OG NORDIRLAND. UN-
DERTEGNET I LONDON DEN 24. APRIL
1933.

No. 3208. — COMMERCIAL AGREEMENT¹
BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRE-
LAND AND THE KINGDOM OF DEN-
MARK. SIGNED AT LONDON, APRIL
24TH, 1933.

TILLÆGSOVERENSKOMST² TIL HANDELSSO-
RENSKOMSTEN AF 24. APRIL 1933. UND-
TERTEGNET I LONDON DEN 21. DECEMBER 1938.

Enregistré le 16 septembre 1939 à la demande
du délégué permanent du Danemark près la
Société des Nations et du secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères de Sa Majesté en
Grande-Bretagne.

ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE ABOVE-
MENTIONED COMMERCIAL AGREEMENT. SIGNED
AT LONDON, DECEMBER 21ST, 1938.

Registered on September 16th, 1939, at the request
of the Permanent Delegate of Denmark to the
League of Nations and of His Majesty's
Secretary of State for Foreign Affairs in
Great Britain.

¹ Vol. CXXXIX, page 127 ; et vol. CLXXVII,
page 421, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXIX, page 127 ; and Vol. CLXXVII,
page 421, of this Series.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Copen-
hague, le 28 août 1939.

² The exchange of ratifications took place at
Copenhagen, August 28th, 1939.

DEN DANSKE REGERING OG DET FORENEDE KONGERIGE STORBUTANNIENS OG NORDIRLANDS REGERING,

som har besluttet at ændre Bestemmelserne i Artikel 4 (2) i den i London den 24. April 1933 undertegnede Handelsoverenskomst, der blev forlænget ved den i London den 19. Juni 1936 undertegnede Tillægshandelsoverenskomst¹, er blevet enige om følgende :

Artikel I.

I Artikel 4 (2) i den i London den 24. April 1933 undertegnede Handelsoverenskomst udgaaar Ordene « Danmarks Andel af Bacon og Skinker skal være mindst 62% af den samlede tilladte Indførsel fra fremmede Lande » og erstattes med følgende Bestemmelser :

(i) Der tildeles Danmark følgende Procentandele af de samlede udenlandske Kvoter henholdsvis for Bacon og for Skinker, som tillades indført til det Forenede Kongerige :

for Bacon . . .	68.95%
for Skinker . . .	0.4 %

(ii) Udtrykket « samlede udenlandske Kvota » betyder den samlede Mængde af den paagældende Vare, der indgaar i de særlige Tildelinger for tilladt Import, som fordeles paa Procentbasis mellem særligt opregnede fremmede Lande og omfatter ikke den Import, der maatte blive tilladt indenfor de Grænser, som er fastsat for « insignificant suppliers »; Udtrykket « udenlandsk » og « fremmede Lande » har den i Notevekslingen af 17. Maj 1933 mellem Grev Ahlefeldt-Laurvig og Sir J. Simon definerede Betydning.

(iii) Det Forenede Kongeriges Regering vil ikke uden den danske Regerings Samtykke ændre « the Bacon (Import Regulation) Amendment Order, 1935 » paa en saadan Maade, at der tillades en forøget Import fra de Lande, der hører under « insignificant suppliers ».

(iv) Den samlede udenlandske Kvota for Skinker vil ikke blive forøget uddover Grundkvotaen paa 550 000 cwts. per Aar,

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF DENMARK,

Having resolved to modify the provisions of Article 4 (2) of the Commercial Agreement signed at London on the 24th April, 1933, which was continued in force by the Supplementary Commercial Agreement¹ signed in London on the 19th June, 1936, have agreed as follows :

Article I.

In Article 4 (2) of the Commercial Agreement signed in London on the 24th April, 1933, the words "For bacon and hams, the Danish allocation shall not be less than 62 per cent of the total permitted imports from foreign countries" are deleted and the following provisions substituted therefor :

"(i) There shall be allocated to Denmark the following percentage shares of the total foreign quota for bacon and for hams, respectively, permitted to be imported into the United Kingdom :

For bacon . . .	68.95%
For ham . . .	0.4%

"(ii) The expression 'total foreign quota' means the total amount of the commodity in question comprised in the specific allocations of permitted imports which are distributed on a percentage basis among specified foreign countries, and does not include imports which may be permitted within the limits fixed for 'insignificant' suppliers; and the expression 'foreign' and 'foreign countries' has the meaning defined in the exchange of notes between Sir J. Simon and Count Ahlefeldt-Laurvig of the 17th May, 1933.

"(iii) The Government of the United Kingdom will not amend the Bacon (Import Regulation) Amendment Order, 1935, so as to permit increased imports from the 'insignificant' suppliers without the concurrence of the Government of Denmark.

"(iv) The total foreign quota for hams will not be increased beyond the basic quota of 550,000 cwts. per annum, unless the

¹ Vol. CLXXVII, page 421, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVII, page 421, of this Series.

medmindre det Forenede Kongeriges Regering er overbevist om, at det overskydende Kvantum kan optages uden at paavirke det britiske Baconmarkeds Stabilitet.

Artikel 2.

Denne Overenskomst skal ratificeres, og Ratifikationsdokumenterne skal udveksles i København snarest muligt. Den skal træde i Kraft ved Ratifikationsdokumenternes Udveksling og skal forblive i Kraft, saalænge den i London den 24. April 1933 undertegnede Handelsoverenskomst, af hvilken den udgør en integrerende Del, forbliver i Kraft.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede, dertil behørigt bemyndigede, underskrevet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i London den 21. December 1938 i to Eksemplarer med dansk og engelsk Tekst, hvilke Tekster skal have samme Gyldighed.

(sign.) E. REVENTLOW.
(sign.) HALIFAX.

Article 2.

Government of the United Kingdom are satisfied that the excess quantity can be accommodated without causing instability in the market for bacon in the United Kingdom."

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force on the exchange of ratifications and shall remain in force so long as the Commercial Agreement signed at London on the 24th April, 1933, of which it forms an integral part, remains in force.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in London this 21st day of December, 1938, in duplicate in English and Danish, both texts being equally authentic.

(Sign.) E. REVENTLOW.
(Sign.) HALIFAX.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 29 août 1939.

Axel Heils,
*Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 3208. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME DU DANEMARK. SIGNÉ A LONDRES, LE 24 AVRIL 1933.

AVENANT A L'ACCORD COMMERCIAL SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A LONDRES, LE 21 DÉCEMBRE 1938

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK,

Ayant décidé de modifier les dispositions de l'article 4 (2) de l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933 et prorogé par l'Accord commercial supplémentaire signé à Londres le 19 juin 1936, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Dans l'article 4 (2) de l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933, les mots « Pour le lard et les jambons, le contingent attribué au Danemark ne sera pas inférieur à 62% du volume total des importations autorisées en provenance de pays étrangers » sont supprimés et remplacés par les clauses ci-après :

« (i) Il sera attribué au Danemark les pourcentages ci-après du total des contingents étrangers, pour le lard et les jambons respectivement, dont l'importation est autorisée dans le Royaume-Uni :

Pour le lard	68,95 %
Pour le jambon	0,4 %

» (ii) L'expression « total des contingents étrangers » signifie la quantité totale de l'article en question comprise dans les contingents spécifiques d'importations autorisées qui sont répartis proportionnellement entre des pays étrangers déterminés ; ce terme ne vise pas les importations qui pourront être autorisées dans les limites fixées pour les fournisseurs « insignifiants » ; les expressions « étranger » et « pays étrangers » ont le sens indiqué dans l'Echange de notes du 17 mai 1933 entre sir J. Simon et le comte Ahlefeldt-Laurvig.

» (iii) Le Gouvernement du Royaume-Uni n'amendera pas l'ordonnance dite « Bacon (Import Regulation) Amendment Order » de 1935, de manière à autoriser, sans l'agrément du Gouvernement du Danemark, l'accroissement des importations en provenance des fournisseurs « insignifiants ».

» (iv) Le total du contingent étranger pour les jambons ne sera pas porté à un chiffre supérieur au contingent de base de 550.000 cwts. par an, à moins que le Gouvernement du Royaume-Uni n'ait acquis la certitude que la quantité en excédent peut être admise sans provoquer d'instabilité sur le marché du lard dans le Royaume-Uni. »

Article 2.

Le présent accord sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Copenhague aussitôt que faire se pourra. Il exercera ses effets dès l'échange des ratifications, et il restera en vigueur tant que l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933, dont il forme partie intégrante, demeurera applicable.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le 21 décembre 1938, en double expédition, en langues anglaise et danoise, les deux textes faisant également foi.

(Signé) E. REVENTLOW.
(Signé) HALIFAX.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE DANISH GOVERNMENT CONCERNING THE APPLICATION OF THE ABOVE-MENTIONED ADDITIONAL AGREEMENT. LONDON, DECEMBER 21ST, 1938.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I. LORD HALIFAX TO COUNT REVENTLOW.

FOREIGN OFFICE.

December 21st, 1938.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland propose that the arrangements for separate bacon and ham quotas envisaged in the Supplementary Commercial Agreement signed to-day shall be administered in the light of the following considerations and declarations of intention :

1. The Danish Government will have the right at any time to approach His Majesty's Government in the United Kingdom if they consider that larger supplies of bacon could be absorbed on the United Kingdom market without causing instability in the bacon market.

2. As regards the possible increases in the basic ham quota referred to in Article I (iv) of the Supplementary Agreement, the quota will not be increased in any four-monthly period by more than $7\frac{1}{2}$ per cent above the quota in the same period of the preceding year without the concurrence of the Danish Government.

3. It would be the intention that supplies of ham under the ham quota would be imported in a regular manner and in accordance with the seasonal needs of the market.

If the Government of Denmark agree, I would propose that this letter and your reply in similar terms should be regarded as formally

EXCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DANOIS RELATIF A L'APPLICATION DE L'AVENANT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LE 21 DÉCEMBRE 1938.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I. LORD HALIFAX AU COMTE REVENTLOW.

FOREIGN OFFICE.

Le 21 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord propose que les dispositions relatives à des contingents distincts pour le lard et pour le jambon, envisagées dans l'accord commercial additionnel signé aujourd'hui, soient appliquées à la lumière des considérations et des déclarations d'intention ci-après :

1. Le Gouvernement danois aura en tout temps le droit de faire une démarche auprès du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'il estime qu'une plus grande quantité de lard pourrait être absorbée par le marché du Royaume-Uni sans mettre en péril la stabilité du marché du lard.

2. En ce qui concerne les augmentations éventuelles du contingent de base du jambon, visé à l'article I (iv) de l'accord additionnel, ce contingent ne sera pas augmenté, au cours d'une période de quatre mois quelconque, de plus de $7\frac{1}{2}\%$ par rapport au contingent de la même période de l'année précédente sans l'agrément du Gouvernement danois.

3. L'intention est que les fournitures de jambon au titre du contingent du jambon soient importées d'une façon régulière et selon les besoins saisonniers du marché.

Sous réserve de l'accord du Gouvernement du Danemark, je proposerai que la présente lettre et votre réponse conçue en termes simi-

placing on record the understanding arrived at in this matter between the two Governments.

I have, etc.

HALIFAX.

laïres soient considérées comme enregistrant formellement l'entente intervenue sur ce point entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

HALIFAX.

II. COUNT REVENTLOW TO LORD HALIFAX.

ROYAL DANISH LEGATION.

LONDON, December 21st, 1938.

MY LORD,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's note of the 21st December, which reads as follows :

(As in No. I.)

2. I have the honour to inform your Lordship that the above correctly sets out the understanding and intentions of the Danish Government in this matter.

I have, etc.

E. REVENTLOW.

II. LE COMTE REVENTLOW A LORD HALIFAX.

LÉGATION ROYALE DU DANEMARK.

LONDRES, le 21 décembre 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 21 décembre, conçue dans les termes ci-après :

(Voir Note No. I.)

2. J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que cette note reflète fidèlement la pensée et les intentions du Gouvernement danois en la matière.

Veuillez agréer, etc.

E. REVENTLOW.

III. LORD HALIFAX TO COUNT REVENTLOW.

FOREIGN OFFICE.

December 21st, 1938.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom propose that, pending the exchange of ratifications, the provisions of the Agreement signed this day, modifying the Commercial Agreement signed in London on the 24th April, 1933, should apply provisionally as from the 1st January, 1939.

2. If the Danish Government are agreeable to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and your reply in that sense be regarded as constituting an Agreement to the above effect, which may be terminated by either Government by giving three months' notice to the other prior to the exchange of ratifications.

I have, etc.

HALIFAX.

III. LORD HALIFAX AU COMTE REVENTLOW.

FOREIGN OFFICE.

Le 21 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni propose qu'en attendant l'échange des ratifications, les dispositions de l'accord signé ce jour, modifiant l'Accord commercial signé à Londres le 24 avril 1933, soient appliquées à titre provisoire à partir du 1^{er} janvier 1939.

2. Si le Gouvernement danois accepte cette proposition, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et votre réponse dans ce sens soient considérées comme constituant un accord ayant l'effet ci-dessus indiqué et auquel chaque gouvernement aura la faculté de mettre fin en donnant à l'autre un préavis de trois mois avant l'échange des ratifications.

Veuillez agréer, etc.

HALIFAX.

IV. COUNT REVENTLOW TO LORD HALIFAX.
ROYAL DANISH LEGATION.

LONDON, December 21st, 1938.

MY LORD,

I have the honour to acknowledge receipt of your Lordship's note of the 21st December, which reads as follows :

(As in No. III.)

I have the honour to inform your Lordship that the Danish Government are agreeable to the proposals set out in your note.

I have, etc.

E. REVENTLOW.

IV. LE COMTE REVENTLOW A LORD HALIFAX.
LÉGATION ROYALE DU DANEMARK.

LONDRES, le 21 décembre 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 21 décembre et conçue dans les termes suivants :

(Voir Note № III.)

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement danois accepte les propositions formulées dans votre note.

Veuillez agréer, etc.

E. REVENTLOW.

Nº 3219. — CONVENTION¹ POUR LIMITER
LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER
LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS,
ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SI-
GNÉS A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

No. 3219.— CONVENTION¹ FOR LIMITING
THE MANUFACTURE AND REGU-
LATING THE DISTRIBUTION OF NAR-
COTIC DRUGS, AND PROTOCOL OF
SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA,
JULY 13TH, 1931.

APPLICATION DE LA CONVENTION A LA BIRMANIE
EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 28 août 1939, que la Birmanie, qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cette convention ainsi que le protocole de signature y annexé soient considérés comme s'appliquant, à partir du 1^{er} avril 1937, à la Birmanie en tant que territoire d'outre-mer de Sa Majesté,

APPLICATION OF THE CONVENTION TO BURMA
AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on August 28th, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Convention and the Protocol of Signature relating thereto should be regarded as applying, as from that date, to Burma as an overseas territory of His Majesty, by virtue of the signature and ratification for "Great Bri-

¹ Vol. CXXXIX, page 301; vol. CXLVII, page 361; vol. CLII, page 344; vol. CLVI, page 268; vol. CLX, page 419; vol. CLXIV, page 407; vol. CLXVIII, page 234; vol. CLXXII, page 426; vol. CLXXXI, page 398; vol. CLXXXV, page 411; et vol. CLXXXIX, page 483, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXIX, page 301; Vol. CXLVII, page 361; Vol. CLII, page 344; Vol. CLVI, page 268; Vol. CLX, page 419; Vol. CLXIV, page 407; Vol. CLXVIII, page 234; Vol. CLXXII, page 426; Vol. CLXXXI, page 398; Vol. CLXXXV, page 411; and Vol. CLXXXIX, page 483, of this Series.

en vue de la signature et de la ratification données « pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations », conformément aux dispositions de l'article 26 de la convention.

tain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations", in accordance with the provisions of Article 26 of the Convention.

No. 3244. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1932.

Nº 3244. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1932.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. THE HAGUE, JUNE 21ST AND 28TH, 1939.

Registered on August 10th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. LA HAYE, LES 21 ET 28 JUIN 1939.

Enregistré le 10 août 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 140.
(75/9/39).

THE HAGUE, June 21st, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 13 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 31st May, 1932, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 140.
(75/9/39.)

LA HAYE, le 21 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 13 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, que l'effet de cette convention est étendu à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

L'autorité à laquelle devront être adressées, dans la Colonie d'Aden, les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le

¹ Vol. CXL, page 287 ; Vol. CXLVII, page 366 ; Vol. CLVI, page 273 ; and Vol. CLX, page 419, of this Series.

¹ Vol. CXL, page 287 ; vol. CXLVII, page 366 ; vol. CLVI, page 273 ; et vol. CLX, page 419, de ce recueil.

Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 13 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force three months from the date of this note, that is to say, on the 21st September next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Nevile BLAND.

His Excellency

Dr. J. A. N. Patijn,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION JURIDIQUE.

N° 21956.

LA HAYE, le 28 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre du 21 juin dernier, N° 140, par laquelle elle a bien voulu porter à ma connaissance que, conformément à l'article 13 *a*) de la Convention contenant des dispositions pour faciliter les procédures en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 31 mai 1932, l'effet de cette convention sera étendu à la Colonie d'Aden.

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, je saisirai cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,

A. M. SNOOK HURGRONJE.

Son Excellence

Sir Nevile Bland,

Envoyé extraordinaire

et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

« Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément aux dispositions de l'article 13 *b*) de la convention, l'extension que je viens de vous notifier entrera en vigueur trois mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 21 septembre 1939.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente note, je saisirai cette occasion, etc.

Nevile BLAND.

Son Excellence

Dr J. A. N. Patijn,
etc., etc., etc.,

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

LEGAL DEPARTMENT.

No. 21956.

THE HAGUE, June 28th, 1939.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 140, dated June 21st, in which you inform me that, in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention concerning legal proceedings in civil and commercial matters signed in London on May 31st, 1932, the operation of the Convention will extend to the Colony of Aden.

In thanking Your Excellency for this communication, I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

A. M. SNOOK HURGRONJE,

Secretary-General.

His Excellency

Sir Nevile Bland,

His Britannic Majesty's

Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.

No. 3268. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND TURKEY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT ANGORA, NOVEMBER 28TH, 1931.

Nº 3268. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA TURQUIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A ANGORA, LE 28 NOVEMBRE 1931.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ANKARA, JUNE 22ND AND JULY 8TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.
BRITISH EMBASSY IN TURKEY.

No. 123.
(59/9/39).

ANGORA, June 22nd, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Angora on the 28th November, 1931, the extension of the operation of the Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 22nd July next.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ANKARA, LES 22 JUIN ET 8 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.
AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE
EN TURQUIE.

No 123.
(59/9/39).

ANKARA, le 22 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Ankara le 28 novembre 1931, l'extension des effets de ladite convention à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

L'autorité à laquelle devront être transmises dans la Colonie d'Aden les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais.

Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension qui vient d'être notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 22 juillet prochain.

¹ Vol. CXLI, page 225; Vol. CLVI, page 280; and Vol. CLX, page 425, of this Series.

¹ Vol. CXLI, page 225; vol. CLVI, page 280; et vol. CLX, page 425, de ce recueil.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

His Excellency,
Monsieur Sükrü Saracoğlu,
Minister for Foreign Affairs,
Ankara.

II.

TÜRKİYE CÜMHURİYETİ.
HARICIYE VEKÂLETİ.
République de Turquie.
Ministère des Affaires étrangères.

42759.
9I.

ANKARA, le 8 juillet 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre datée du 22 juin 1939 sous № 123 (59/9/39) par laquelle, d'ordre du principal secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères du Gouvernement de Sa Majesté britannique, Votre Excellence a bien voulu me notifier l'extension de la validité à la Colonie (mais non pas au Protectorat) d'Aden de la Convention relative à la procédure légale en matières civiles et commerciales signée à Ankara le 29 novembre 1931, en vertu de l'application de l'article 17 *a)* de ladite convention.

En prenant acte de cette communication, je vous prie d'agrérer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

S. SARACOGLU.

Son Excellence
Sir Hughe Knatchbull-Hugessen,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
En Ville.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

Son Excellence
Monsieur Sükrü Saracoğlu,
Ministre des Affaires étrangères,
Ankara.

II.

REPUBLIC OF TURKEY.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

42759.
9I.

ANKARA, July 8th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 123 (59/9/39), dated June 22nd, 1939, in which, on instructions from the Principal Secretary of State for Foreign Affairs of His Britannic Majesty's Government, Your Excellency was good enough to notify me of the extension of the operation to the Colony (but not the Protectorate) of Aden of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed at Ankara on November 29th, 1931, in accordance with the provisions of Article 17 *(a)* of the said Convention.

I have taken note of the said communication, and have the honour to be, etc.

S. SARACOGLU.

His Excellency
Sir Hughe Knatchbull-Hugessen,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Ankara.

N° 3301. — CONVENTION¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE CHÈQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

ADHÉSIONS

LA JAMAÏQUE (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans) :::	3 août 1939.
PROTECTORAT DU SOMALILAND :::	

No. 3301. — CONVENTION¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19TH, 1931.

ACCESSIONS.

JAMAICA (including the Turks and Caicos Islands and the Cayman Islands) :::	August 3rd, 1939.
SOMALILAND PROTECTORATE... :::	

N° 3315. — CONVENTION² RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ADHÉSIONS

LA JAMAÏQUE (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans) :::	Avec la limitation prévue à la section D du protocole de la convention. (3 août 1939.)
PROTECTORAT DU SOMALILAND :::	

No. 3315. — CONVENTION² ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ACCESSIONS

JAMAICA (including the Turks and Caicos Islands and the Cayman Islands) :::	With the limitation mentioned in Section D of the Protocol to that Convention. (August 3rd, 1939.)
SOMALILAND PROTECTORATE... :::	

¹ Vol. CXLIII, page 7; vol. CLVI, page 292; vol. CLXIV, page 412; vol. CLXVIII, page 235; vol. CLXXVII, page 426; vol. CLXXXIX, page 484; et vol. CXCVI, page 423, de ce recueil.

² Vol. CXLIII, page 337; vol. CLVI, page 293; vol. CLX, page 429; vol. CLXIV, page 413; vol. CLXVIII, page 237; vol. CLXXVII, page 439; vol. CLXXXIX, page 485; et vol. CXCVI, page 423, de ce recueil.

¹ Vol. CXLIII, page 7; Vol. CLVI, page 292; Vol. CLXIV, page 412; Vol. CLXVIII, page 235; Vol. CLXXVII, page 426; Vol. CLXXXIX, page 484; and Vol. CXCVI, page 423, of this Series.

² Vol. CXLIII, page 337; Vol. CLVI, page 293; Vol. CLX, page 429; Vol. CLXIV, page 413; Vol. CLXVIII, page 237; Vol. CLXXVII, page 439; Vol. CLXXXIX, page 485; and Vol. CXCVI, page 423, of this Series.

No. 3437. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 11TH, 1933.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. HELSINKI, JUNE 27TH AND JULY 4TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

BRITISH LEGATION.

No. 52.

HELSINKI, June 27th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 11th August, 1933, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 27th July next.

Nº 3437. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 AOUT 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. HELSINKI, LES 27 JUIN ET 4 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 52.

HELSINKI, le 27 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 14 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle doivent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer dans les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension aujourd'hui signifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 27 juillet prochain.

¹ Vol. CXLIX, page 131 ; Vol. CLVI, page 314 ; and Vol. CLX, page 429, of this Series.

¹ Vol. CXLIX, page 131 ; vol. CLVI, page 314 ; et vol. CLX, page 429, de ce recueil.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

T. M. SNOW.

His Excellency
M. Elias Erkko,
Minister of Foreign Affairs.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

T. M. SNOW.

Son Excellence
Monsieur Elias Erkko,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

29064.

HELSINKI, July 4th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 52 of 27th June, 1939, in which you were kind enough to notify to me, in accordance with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed in London on the 11th August, 1933, the extension of the operation of that Convention to the Colony of Aden.

Please accept, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

For the Minister :

Tapio VOIONMAA,
Secretary-General.

His Excellency
Mr. T. M. Snow,
His Britannic Majesty's Minister,
Helsinki.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

29064.

HELSINKI, le 4 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 52, du 27 juin 1939, par laquelle vous voulez bien m'informer, conformément à l'article 14 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie d'Aden.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre :

Tapio VOIONMAA,
Secrétaire général.

Son Excellence
M. T. M. Snow,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

Nº 3479. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, ET RÈGLEMENTS Y ANNEXÉS. SIGNÉS A MADRID, LE 9 DÉCEMBRE 1932.

RATIFICATIONS

Pays	Convention	Règlement télégraphique	Règlement téléphonique	Règlements des radiocommunications	
	Date de dépôt de la ratification	Date de dépôt de la ratification	Date de dépôt de la ratification	Règlement général	Règlement additionnel
ROUMANIE . . .	27 juin 1939	27 juin 1939 ²	27 juin 1939	27 juin 1939 ²	27 juin 1939
<i>Enregistrée le 25 août 1939 à la demande du délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations.</i>					
GRÈCE	3 juin 1939	3 juin 1939 ²	3 juin 1939	3 juin 1939 ²	3 juin 1939
<i>Enregistrée le 19 septembre 1939 à la demande du délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations.</i>					

¹ Vol. CLI; vol. CLVI, page 323; vol. CLX, page 440; vol. CLXIV, page 431; vol. CLXXXI, page 423; vol. CLXXXV, page 412; vol. CLXXXIX, page 486; et vol. CXCIII, page 273, de ce recueil.

² Y compris le protocole final.

No. 3479. — INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION,¹ AND REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 9TH, 1932.

RATIFICATIONS

Country	Convention	Telegraph Regulations	Telephone Regulations	Radiocommunications Regulations	
	Date of deposit of the Ratification	Date of deposit of the Ratification	Date of deposit of the Ratification	General Regulations	Additional Regulations
ROUMANIA . . .	June 27th, 1939	June 27th, 1939 ²	June 27th, 1939	June 27th, 1939 ²	June 27th, 1939
<i>Registered on August 25th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations.</i>					
GREECE	June 3rd, 1939	June 3rd, 1939 ²	June 3rd, 1939	June 3rd, 1939 ²	June 3rd, 1939
<i>Registered on September 19th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations.</i>					

¹ Vol. CLI; Vol. CLVI, page 323; Vol. CLX, page 441; Vol. CLXIV, page 431; Vol. CLXXXI, page 423; Vol. CLXXXV, page 412; Vol. CLXXXIX, page 486; and Vol. CXCIII, page 273, of this Series.

² Including the Final Protocol.

No. 3518. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND SUPPLEMENTARY TO THE CONVENTION OF JUNE 21ST, 1922, TO FACILITATE THE CONDUCT OF LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT BRUSSELS, NOVEMBER 4TH, 1932.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, JUNE 20TH AND JULY 7TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 147.
(411/3/39.)

BRUSSELS, June 20th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 7 (1) of the Supplementary Convention regarding legal proceedings which was signed at Brussels on the 4th November, 1932, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. In accordance with Article 7 (2) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 20th July next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

His Excellency

Monsieur Hubert Pierlot,
Minister for Foreign Affairs.

R. H. CLIVE.

No. 3518. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 21 JUIN 1922 POUR FACILITER L'ACCOMPLISSEMENT DES ACTES DE PROCÉDURE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 4 NOVEMBRE 1932.

EXCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BRUXELLES, LES 20 JUIN ET 7 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 147.
(411/3/39.)

BRUXELLES, le 20 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 7 (1) de la Convention additionnelle concernant les actes de procédure, signée à Bruxelles le 4 novembre 1932, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. Conformément à l'article 7 (2) de la convention, l'extension aujourd'hui signifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 20 juillet prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisirai cette occasion, etc.

Son Excellence

Monsieur Hubert Pierlot,
Ministre des Affaires étrangères.

R. H. CLIVE.

¹ Vol. CLIII, page 251; Vol. CLX, page 446; Vol. CLXIV, page 432; and Vol. CXCI, page 274, of this Series.

¹ Vol. CLIII, page 251; vol. CLX, page 446; vol. CLXIV, page 432; et vol. CXCI, page 274, de ce recueil.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Diréction générale C.
3^e Section-3^e Bureau.
N° 31.029/A.J./G.B./5.

BRUXELLES, le 7 juillet 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office de Votre Excellence du 20 juin 1939, N° 147 (411/3/39), j'ai l'honneur de lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord sur la décision du Gouvernement britannique d'étendre à la Colonie d'Aden, à partir du 20 juillet 1939, l'application de la Convention anglo-belge du 4 novembre 1932, concernant la caution *judicatum solvi*, l'assistance judiciaire et la contrainte par corps.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

Le Directeur général.

Son Excellence,

le très honorable sir R. H. Clive,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bruxelles.

N° 3585. — CONVENTION¹ POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE À GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

APPLICATION DE LA CONVENTION À LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à Berne a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 27 octobre 1939, que la Birmanie, qui participait en tant que partie de l'Inde à cette convention, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et doit être considérée depuis cette date comme participant à cette convention en tant

¹ Vol. CLV, page 331 ; vol. CLXIV, page 440 ; vol. CLXXVII, page 465 ; vol. CLXXXI, page 427 ; vol. CLXXXV, page 420 ; vol. CLXXXIX, page 489 ; et vol. CXCVI, page 425, de ce recueil.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.

General Directorate C.
3rd Section. 3rd Bureau.
No. 31.029/A.J./G.B./5.

BRUSSELS, July 7th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's note No. 147 (411/3/39) of June 20th, 1939, I have the honour to inform you that the Royal Government signifies its agreement with the British Government's decision to extend to the Colony of Aden, as from July 20th, 1939, the operation of the Anglo-Belgian Convention of November 4th, 1932, regarding security for costs, legal assistance and arrest for debt.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :
Director-General.

His Excellency

The Right Honourable Sir R. H. Clive,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Brussels.

No. 3585. — CONVENTION¹ FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

APPLICATION OF THE CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne informed the Secretariat, by a letter received on October 27th, 1939, that Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and is to be regarded, as from that date, as participating in this

¹ Vol. CLV, page 331 ; Vol. CLXIV, page 440 ; Vol. CLXXVII, page 465 ; Vol. CLXXXI, page 427 ; Vol. CLXXXV, page 420 ; Vol. CLXXXIX, page 489 ; and Vol. CXCVI, page 425, of this Series.

que territoire d'outre-mer de Sa Majesté, en vertu de l'article 20 de la convention, sous la réserve, toutefois, que les Etats Karenne, qui avaient jusqu'ici été exclus en vertu de la réserve faite par le signataire de l'Inde concernant les Etats de l'Inde, sont exclus de l'application de la convention.

Nº 3706. — CONVENTION¹ SANITAIRE INTERNATIONALE POUR LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE À LA HAYE, LE 12 AVRIL 1933.

ADHÉSION

BIRMANIE 9 juin 1939.

Enregistrée le 26 juillet 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Nº 3740. — ACCORD² COMMERCIAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, AVEC ANNEXES, PROTOCOLE ET NOTES. SIGNÉS À LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1935.

ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ARRANGEMENT³ RELATIF À L'ABAISSEMENT DU TARIF DOUANIER APPLICABLE À CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ÉNUMÉRÉS DANS LE PREMIER TABLEAU ANNEXÉ À L'ACCORD COMMERCIAL DU 27 FÉVRIER 1935. VARSOVIE, LE 15 JUIN 1938.

ECHANGE DE NOTES RELATIF À LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR FORMELLE DE L'ÉCHANGE DE NOTES DU 15 JUIN 1938 SUSMENTIONNÉ. VARSOVIE, LE 31 MAI 1939.

Enregistré le 10 août 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXI, page 65; vol. CLXXXI, page 430; vol. CLXXXV, page 430; et vol. CXCVI, page 426, de ce recueil.

² Vol. CLXII, page 181; vol. CLXXXV, page 431; vol. CXCIII, page 276; et vol. CXCVI, page 428, de ce recueil.

³ Vol. CXCIII, page 287, de ce recueil.

Convention as an overseas territory of His Majesty in virtue of Article 20 thereof, subject, however, to a reservation excluding from its operation the Karenne States, which have hitherto been excluded by means of the original reservation of the Indian Signatory concerning the Indian States.

No. 3706. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION¹ FOR AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 12TH, 1933.

ACCESSION

BURMA June 9th, 1939.

Registered on July 26th, 1939, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

No. 3740. — AGREEMENT² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND IN REGARD TO TRADE AND COMMERCE, WITH ANNEXES, PROTOCOL AND NOTES. SIGN-ED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1935.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN ARRANGEMENT³ REGARDING THE CUSTOMS REBATE IN RESPECT OF CERTAIN CHEMICALS ENUMERATED IN THE FIRST SCHEDULE ATTACHED TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF FEBRUARY 27TH, 1935. WARSAW, JUNE 15TH, 1938.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE DATE OF THE FORMAL ENTRY INTO FORCE OF THE ABOVE-MENTIONED EXCHANGE OF NOTES OF JUNE 15TH, 1938. WARSAW, MAY 31ST, 1939.

Registered on August 10th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXI, page 65; Vol. CLXXXI, page 430; Vol. CLXXXV, page 430; and Vol. CXCVI, page 426, of this Series.

² Vol. CLXII, page 181; Vol. CLXXXV, page 431; Vol. CXCIII, page 276; and Vol. CXCVI, page 428, of this Series.

³ Vol. CXCIII, page 287, of this Series.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

Nº P.V.82 /WB /3 /15 /39.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Conformément au point 2 de l'Arrangement en date du 15 juin 1938 entre la Pologne et la Grande-Bretagne concernant la réduction des droits de douane sur certains produits chimiques, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement polonais, de proposer au Gouvernement de Sa Majesté britannique d'adopter la date du 6 juin 1939 comme date initiale du délai de 30 jours prévu par le point 2 susvisé.

Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me communiquer si le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte cette proposition.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

VARSOVIE, le 31 mai 1939.

J. SZEMBEK.

Son Excellence

Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 63.
(68 /13 /39).

WARSAW, May 31st, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. P.V.82 /WB /3 /15 /39 dated May 31st, 1939, the Vice-Minister for Foreign Affairs was so good as to make the following communication to me :

" In accordance with point (2) of the Arrangement of the 15th June, 1938, between Poland and Great Britain regarding the reduction of Customs duties on certain chemicals, I have the honour, on behalf of the Polish Government, to propose to His Britannic Majesty's Government that the date of the 6th June, 1939, should be taken

I.

No. P.V.82 /WB /3 /15 /39.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with point (2) of the Arrangement of the 15th June, 1938, between Poland and Great Britain regarding the reduction of Customs duties on certain chemicals, I have the honour, on behalf of the Polish Government, to propose to His Britannic Majesty's Government that the date of the 6th June, 1939, should be taken as the date from which would be counted the period of thirty days provided for in point (2) above mentioned.

I should be glad if Your Excellency would be so good as to inform me whether His Britannic Majesty's Government accept this proposal.

I have the honour to be, etc.

WARSAW, May 31st, 1939.

J. SZEMBEK.

His Excellency

Sir Howard William Kennard,
K.C.M.G., C.V.O.,
His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary,
Warsaw.

II.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 63.
(68 /13 /39.)

VARSOVIE, le 31 mai 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note Nº P.V.82 /WB /3 /15 /39, en date du 31 mai 1939, le vice-ministre des Affaires étrangères a bien voulu m'adresser la communication ci-après :

« Conformément au point 2 de l'Arrangement en date du 15 juin 1938 entre la Pologne et la Grande-Bretagne concernant la réduction des droits de douane sur certains produits chimiques, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement polonais, de proposer au Gouvernement de Sa Majesté britannique d'adopter la date du 6 juin

as the date from which would be counted the period of thirty days provided for in point (2) above mentioned.

" I should be glad if Your Excellency would be so good as to inform me whether His Britannic Majesty's Government accept this proposal."

2. I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom accept this proposal.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency

Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs.

1939 comme date initiale du délai de 30 jours prévu par le point 2 susvisé.

» Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir me communiquer si le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte cette proposition. »

2. J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte cette proposition.

Je saisiss cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence

Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères.

No. 3761. — EXTRADITION TREATY
BETWEEN THE UNITED STATES OF
AMERICA AND GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND. SIGNED AT
LONDON, DECEMBER 22ND, 1931.

No 3761. — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION
ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IR-
LANDE DU NORD. SIGNÉ A LONDRES,
LE 22 DÉCEMBRE 1931.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTEN-
SION TO THE FEDERATED AND UNFEDERATED
MALAY STATES, BRUNEI AND THE STATE
OF NORTH BORNEO OF THE PROVISIONS OF
THE ABOVE-MENTIONED TREATY. WASHINGTON,
JULY 31ST, 1939.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
AUX ÉTATS MALAIS FÉDÉRÉS ET NON FÉDÉ-
RÉS, A BRUNEI ET A L'ÉTAT DU BORNÉO
DU NORD DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ SUS-
MENTIONNÉ. WASHINGTON, LE 31 JUILLET 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the
request of His Majesty's Secretary of State for
Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du
secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de
Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

BRITISH EMBASSY.

No. 295.

WASHINGTON, D. C., July 31st, 1939.

SIR,

In accordance with instructions from His
Majesty's Principal Secretary of State for
Foreign Affairs, I have the honour to inform

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No 295.

WASHINGTON, D. C., le 31 juillet 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Conformément aux instructions du principal
secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires
étrangères, j'ai l'honneur de vous informer que

¹ Vol. CLXIII, page 59, of this Series.

¹ Vol. CLXIII, page 59, de ce recueil.

you that His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, desires that the provisions of the Extradition Treaty signed in London on the 22nd December, 1931, should be extended, in accordance with Article 17 thereof, to the undermentioned territories :

The Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor ;
The Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu ;
Brunei ;
The State of North Borneo.

By the provisions of Article 17 of the said Treaty the stipulations of Articles 14 and 15 are to be deemed to apply to these territories from the date and in the manner prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting the proposed extension. I have therefore the honour to propose that the stipulations of Articles 14 and 15 be regarded as having been applied, *mutatis mutandis*, to the above-mentioned territories as from the date of the present note.

If the United States Government agree to this proposal, I would suggest that the present note and your reply to that effect be regarded as constituting a formal Agreement regarding this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient, humble servant.

R. C. LINDSAY.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D. C.

II.

July 31st, 1939.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of July 31st, 1939, which is word for word as follows :

" In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, desires that the provisions of the Extradition Treaty signed in London on

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que les dispositions du Traité d'extradition signé à Londres le 22 décembre 1931 soient étendues, conformément à l'article 17 dudit traité, aux territoires ci-après :

Les Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor ;

Les Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu ;

Brunei ;

L'Etat du Bornéo du Nord.

Aux termes de l'article 17 dudit traité, les dispositions des articles 14 et 15 doivent être réputées s'appliquer auxdits territoires à partir de la date et dans les conditions fixées dans les notes échangées en vue d'étendre l'application de ce traité. J'ai donc l'honneur de proposer que les dispositions des articles 14 et 15 soient considérées comme ayant été appliquées, *mutatis mutandis*, aux territoires ci-dessus mentionnés à partir de la date de la présente note.

Si le Gouvernement des Etats-Unis se rallie à cette proposition, je me permettrai de suggérer que la présente note et votre réponse dans le même sens soient considérées comme constituant un accord en bonne et due forme à cet égard.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

II.

Le 31 juillet 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 31 juillet 1939, qui est ainsi conçue :

" Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous informer que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que les dispositions du Traité d'extradition signé à Londres

the 22nd December, 1931, should be extended, in accordance with Article 17 thereof, to the undermentioned territories:

“The Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor;

“The Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu;

“Brunei;

“The State of North Borneo.

“2. By the provisions of Article 17 of the said Treaty, the stipulations of Articles 14 and 15 are to be deemed to apply to these territories from the date and in the manner prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting the proposed extension. I have therefore the honour to propose that the stipulations of Articles 14 and 15 be regarded as having been applied, *mutatis mutandis*, to the above-mentioned territories as from the date of the present note.

“3. If the United States Government agree to this proposal, I would suggest that the present note and your reply to that effect be regarded as constituting a formal Agreement regarding this matter.”

In reply, I have the honour to inform you that the Government of the United States of America agrees to the above-quoted proposal that the provisions of the Extradition Treaty between the United States of America and His Majesty, signed at London on December 22nd, 1931, shall, as from July 31st, 1939, the date of your note, be regarded as having been applied to the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor; the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu; Brunei; and the State of North Borneo, and regards your note and this note of acknowledgment as constituting a formal Agreement to that effect.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

His Excellency

The Right Honourable
Sir Ronald Lindsay, P.C.,
G.C.M.G., K.C.B., C.V.O.,
British Ambassador.

le 22 décembre 1931 soient étendues, conformément à l'article 17 dudit traité, aux territoires ci-après :

» Les Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor;

» Les Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu;

» Brunei;

» L'État du Bornéo du Nord.

» 2. Aux termes de l'article 17 dudit traité, les dispositions des articles 14 et 15 doivent être réputées s'appliquer auxdits territoires à partir de la date et dans les conditions fixées dans les notes échangées en vue d'étendre l'application de ce traité. J'ai donc l'honneur de proposer que les dispositions des articles 14 et 15 soient considérées comme ayant été appliquées, *mutatis mutandis*, aux territoires ci-dessus mentionnés à partir de la date de la présente note.

» 3. Si le Gouvernement des Etats-Unis se rallie à cette proposition, je me permettrai de suggérer que la présente note et votre réponse dans le même sens soient considérées comme constituant un accord en bonne et due forme à cet égard. »

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se rallie à la proposition ci-dessus, aux termes de laquelle les dispositions du Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté, signé à Londres le 22 décembre 1931, devront, à partir du 31 juillet 1939, date de votre note, être considérées comme ayant été appliquées aux Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor, aux Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trangganu, à Brunei et à l'Etat du Bornéo du Nord, et considère votre note et le présent accusé de réception comme constituant un accord en bonne et due forme à cet effet.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

Son Excellence

le très honorable
Sir Ronald Lindsay, P.C.,
G.C.M.G., K.C.B., C.V.O.,
Ambassadeur de Grande-Bretagne.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY TO THE MALAY STATES, BRUNEI AND THE STATE OF NORTH BORNEO, WHICH WAS EFFECTED BY THE NOTES EXCHANGED ON JULY 31ST, 1939. WASHINGTON, AUGUST 10TH AND 28TH, 1939.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ AUX ÉTATS MALAIS, A BRUNEI ET A L'ÉTAT DU BORNÉO DU NORD, QUI AVAIT ÉTÉ EF-FECTUÉE PAR LES NOTES ÉCHANGÉES LE 31 JUILLET 1939. WASHINGTON, LES 10 ET 28 AOUT 1939.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 313.

WASHINGTON, D.C., August 10th, 1939.

SIR,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and with reference to the notes exchanged on the 31st July, 1939, I have the honour to notify the accession of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on behalf of the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor, the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu, Brunei and the State of North Borneo, to the Extradition Treaty signed in London on the 22nd December, 1931.

2. The authorities to which requisitions for the surrender of fugitive criminals who have taken refuge in the above-mentioned territories should be addressed are as follows :

Negri Sembilan,	British Resident
Pahang,	British Resident
Perak,	British Resident
Selangor,	British Resident
Johore	General Adviser.
Kedah,	British Adviser.
Kelantan,	British Adviser.
Perlis,	British Adviser.
Trengganu,	British Adviser.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No 313.

WASHINGTON, D. C., le 10 août 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et me référant aux notes échangées le 31 juillet 1939, de porter à votre connaissance que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire, au nom des Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor, des Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu et Brunei, et de l'Etat du Bornéo du Nord, adhérer au Traité d'extradition signé à Londres le 22 décembre 1931.

2. Les autorités auxquelles devront être adressées les demandes d'extradition de délinquants fugitifs, réfugiés dans les territoires ci-dessus mentionnés, sont les suivantes :

Negri Sembilan,	Le Résident britannique.
Pahang,	" " "
Perak,	" " "
Selangor,	" " "
Johore,	Le Conseiller général.
Kedah,	Le Conseiller britannique.
Kelantan,	" " "
Perlis,	" " "
Trengganu,	" " "

Brunei,
State of North
Borneo British Resident.
 Governor.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient, humble servant.

R. C. LINDSAY.

The Honourable
Cordell Hull,
Secretary of State of the United States,
Washington, D.C.

Brunei,
Etat du Bornéo
du Nord, Le Résident britannique.
 Le Gouverneur.

Veuillez agréer, etc.

R. C. LINDSAY.

L'honorable
Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis,
Washington, D. C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, August 28th, 1939.

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge the receipt of your note No. 313 of August 10th, 1939, in which, with reference to the notes exchanged on July 31st, 1939, you notify the accession of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, on behalf of the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor, the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu, Brunei and the State of North Borneo to the Extradition Treaty signed in London on December 22nd, 1931.

Your Excellency is further good enough to list in your note the authorities to which requisitions for the surrender of fugitive criminals who have taken refuge in the above-mentioned territory should be addressed.

The Department of State has taken due note of the information communicated.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
R. Walter MOORE.

His Excellency The Honorable
Sir Ronald Lindsay, P.C.,
G.C.M.G., K.C.B., C.V.O.,
British Ambassador.

II.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, le 28 août 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 313 du 10 août 1939, par laquelle, vous référant aux notes échangées le 31 juillet 1939, vous notifiez l'adhésion de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, au nom des Etats Malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor, des Etats Malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu et Brunei, et de l'Etat du Bornéo du Nord, au Traité d'extradition signé à Londres le 22 décembre 1931.

En outre, Votre Excellence a bien voulu ajouter à sa note la liste des autorités auxquelles il y a lieu d'adresser les demandes d'extradition de délinquants fugitifs, réfugiés dans les territoires en question.

Le Département d'Etat a pris dûment acte des renseignements communiqués.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
R. Walter MOORE.

Son Excellence l'honorable
Sir Ronald Lindsay, P.C.,
G.C.M.G., K.C.B., C.V.O.,
Ambassadeur de Grande-Bretagne.

Nº 3770. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'INDE CONCERNANT LE BAIL DE LA LOGE FRANÇAISE DE BALASSORE. SIGNÉE A ORISSA, LE 15 MAI 1935, ET A CHANDERNAGOR, LE 31 MAI 1935.

ACCORD RENOUVELANT POUR UN AN LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A CUTTACK, LE 23 JUIN 1939.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

CONVENTION DE LA LOGE FRANÇAISE
DE BALASORE.

Entre Mr. P. T. MANSFIELD, C.I.E., I.C.S., représentant DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, ayant été spécialement autorisé à cet effet par Son Excellence le Vice-roi et Gouverneur-général de l'Inde, d'une part, et M. A. MÉNARD, administrateur de Chandernagor, représentant Son Excellence M. Louis Bonvin, gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, et agissant au nom DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, d'autre part :

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. — La Convention — établie pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} avril 1935 et signée par M. E. S. Hœrnle, I.C.S., Commissioner d'Orissa, d'une part, et M. Hérou, administrateur de Chandernagor, d'autre part, renouvelée pour une période d'un an, du 1^{er} avril 1938 au 31 mars 1939, par une convention signée par M. E. Ansorge, C.I.E., I.C.S., Revenue Commissioner d'Orissa, et M. Baron, administrateur de Chandernagor — est renouvelée d'un commun accord pour une autre période d'un an, du 1^{er} avril 1939 au 31 mars 1940, aux mêmes conditions que précédemment.

Fait à Cuttack, le 23 juin 1939.

A. MÉNARD.
P. T. MANSFIELD.

¹ Vol. CLXIII, page 287 ; et vol. CXCVI, page 432, de ce recueil.

No. 3770. — CONVENTION¹ BETWEEN FRANCE AND INDIA REGARDING THE LEASE OF THE FRENCH LOGE OF BALASORE. SIGNED AT ORISSA, MAY 15TH, 1935, AND AT CHANDERNAGORE, MAY 31ST, 1935.

AGREEMENT RENEWING FOR ONE YEAR THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT CUTTACK, JUNE 23RD, 1939.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

CONVENTION OF THE FRENCH LODGE
AT BALASORE.

Between Mr. P. T. MANSFIELD, C.I.E., I.C.S., representing THE GOVERNMENT OF INDIA, the said having special authority, for the purpose, from His Excellency the Viceroy and Governor-General of India, on the one part, and Mr. A. MÉNARD, Administrator of Chandernagore, representing His Excellency Mr. Louis Bonvin, Governor of the French Settlements in India, and acting on behalf of THE FRENCH GOVERNMENT, on the other part.

The following Agreement has been concluded :

Article 1. — The Convention — passed for a period of three years from the 1st April, 1935, and signed by Mr. E. S. Hœrnle, I.C.S., Commissioner of Orissa, on the one part, and Mr. Hérou, Administrator of Chandernagore, on the other part, renewed for a period of one year from the 1st April, 1938, to 31st March, 1939, by a Convention signed by Mr. E. Ansorge, C.I.E., I.C.S., Revenue Commissioner of Orissa, and Mr. Baron, Administrator of Chandernagore — is renewed by common consent for another period of one year, from the 1st April, 1939, to 31st March, 1940, in the same previous conditions.

Done at Cuttack, the 23rd June, 1939.

A. MÉNARD.
P. T. MANSFIELD.

¹ Vol. CLXIII, page 287 ; and Vol. CXCVI, page 432, of this Series.

N^o 3789. — CONVENTION¹ INTERNATIONAŁE POUR L'UNIFICATION DES MÉTHODES DE PRÉLÈVEMENT DES ÉCHANTILLONS ET D'ANALYSE DES FROMAGES. SIGNÉE A ROME, LE 26 AVRIL 1934.

RATIFICATION

GRÈCE... 10 juin 1939.

Enregistrée le 19 septembre 1939 à la demande du délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations.

N^o 3887. — AVENANT² AU TRAITÉ DE COMMERCE DU 30 DÉCEMBRE 1922 ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 2 MARS 1936.

PROTOCOLE ADDITIONNEL³ A L'AVENANT SUS-MENTIONNÉ. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 7 JANVIER 1937.

Enregistré le 7 juillet 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les Parties contractantes sont d'accord pour compléter la liste A annexée à l'Avenant du 2 mars 1936 par les dispositions tarifaires reprises ci-après :

N ^o du tarif douanier polonais	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. en Zl.
Ex 85 p. i 505	Bulbes de bégonias . . . Peaux obtenues par tan-nage minéral, les dénom-mées ailleurs exceptées, de couleur naturelle, noircies :	60
p. i	Entières, demi-peaux, pesant par peau en-tière :	

No. 3789. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE UNIFICATION OF METHODS OF SAMPLING AND ANALYSING CHEESES. SIGNED AT ROME, APRIL 26TH, 1934.

RATIFICATION.

GREECE... June 10th, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations.

No. 3887. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL TREATY OF DECEMBER 30TH, 1922, BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 2ND, 1936.

ADDITIONAL PROTOCOL³ TO THE ABOVE-MEN-TIONED SUPPLEMENTARY AGREEMENT. SIGNED AT BRUSSELS, JANUARY 7TH, 1937.

Registered on July 7th, 1939, at the request of the Belgian Minister for Foreign Affairs.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Contracting Parties agree to complete list A annexed to the Supplementary Agreement of March 2nd, 1936, by the following tariff provisions :

No. of Polish Customs Tariff	Denomination of Goods.	Import Duty per 100 Kg. in Zl.
Ex. 85 p. i 505	Bulbs of begonias. . . Skins obtained by mineral tanning, except those specified elsewhere, of natural colour, blackened	60
p. i	Whole or half skins, weighing per whole skin :	

¹ Vol. CLXIV, page 63, de ce recueil.

² Vol. CLXVIII, page 67, de ce recueil.

³ Entré en vigueur le 3 février 1937.

¹ Vol. CLXIV, page 63, of this Series.

² Vol. CLXVIII, page 67, of this Series.

³ Came into force February 3rd, 1937.

Nº du tarif douanier polonais	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. en Zl.	No. of Polish Customs Tariff	Dénomination of Goods	Import Duty per 100 Kg. in Zl.
	b) i. 2 kg. ou moins : I. Imitant d'un côté les peaux chamoisées, dénommées « peaux velours », selon les échantillons déposés, importés par les offices de douane à Zhaszyn, Warsawa, Lodz, Gdynia Dantzig (Post-Wallgasse et Weichselbahnhof).	1.000		(b) i. 2 kg. or under : I. Imitating on one surface "chamois" leather, known as "velvet leather", in accordance with the samples deposited, imported through the Customs Offices at Zhaszyn, Warsaw, Lodz, Gdynia, Danzig (Post Wallgasse and Weichselbahnhof)	1.000
510	II. Autres Peaux vernies, bronzées, argentées, dorées, peintes et similaires : Entières, demi-peaux .	1.250	510	II. Other Skins, varnished, bronzed, silvered, gilt, painted and the like : Whole or half-skins .	1.250
546	Ouvrages en peau tannée ou brute, les dénommées ailleurs exceptées, aussi en combinaison avec d'autres matières — à l'usage technique : 1. Chasse-navettes . . 2. Chasse-fouets, manchons pour machines textiles, diviseurs pour cardes et similaires	990	546	I. Manufactures of tanned or raw hide or skin, not specially mentioned elsewhere, combined or not with other materials, for industrial purposes : 1. Shuttle drivers . . 2. Whipping bands, sleeves for textile machines, divider straps for wool combing cards and the like	990
551	Bandes finies pour chapeaux	420	551	Hat leathers, finished . .	420
1168 7	Plaques et pellicules photographiques, cinématographiques et radioscopiques : a) Plaques en verre : i. Non impressionnées	480 450 255	1168 7	Photographic, cinematographic and radiographic plates and films : (a) Glass plates : i. Not exposed . .	480 450 255

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour supprimer de l'Avenant du 2 mars 1936 la position douanière 546 ex p. 4 (manchons pour continus).

Les dispositions du présent protocole qui forment partie intégrante de l'Avenant du 2 mars 1936 entreront en vigueur à une date à fixer de commun accord entre les Parties.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 7 janvier 1937.

(s) P. H. SPAAK.

(s) JACKOWSKI.

The two Contracting Parties agree to delete from the Supplementary Agreement of March 2nd, 1936, the Customs No. 546, ex p. 4 (sleeves for water-frames).

The provisions of the present Protocol, which shall form an integral part of the Supplementary Agreement of March 2nd, 1936, shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the Parties.

Done in duplicate at Brussels, this 7th day of January, 1937.

(Sgd.) P. H. SPAAK. (Sgd.) JACKOWSKI.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

Nº 3913. — KONVENTSJON¹ MELLEM NORGE OG FINNLAND OM FORHOLDSREGLER MOT AT REIN KOMMER OVER GRENSEN MELLOM DE TO RIKER. UNDERTEGNET I HELSINGFORS DEN 5. NOVEMBER 1935.

NOTEVEKSLING ANGAAENDE VISSE ENDRINGER I DEN OVENNEVNTE KONVENTSJON.
OSLO, 9 NOVEMBER 1939.

*Enregistré le 20 novembre 1939 à la demande Registered on November 20th, 1939, at the request
du ministre des Affaires étrangères de Norvège. of the Norwegian Minister for Foreign
Affairs.*

LÉGATION DE FINLANDE.

I.

HERR UTENRIKSMINISTER,

OSLO, den 9 november 1939.

Etter oppdrag av min Regjering har jeg den ære å foreslå at det tverrgjerde som etter § 2 i konvensjonen mellom Norge og Finnland av 5. november 1935 om forholdsregler mot at rein kommer over grensen mellom de to riker skal oppføres og vedlikeholdes fra grenserös nr. 321 i ca. 5 km. lengde i sydlig retning, erstattes med en tilsvarende forlengelse av grensegjerdet vestover.

Som følge av dette blir følgende endringer nødvendige i konvensjonens tekst :

a) § 2, 1 ledd, punkt 2, skal lyde som følger : « Fra et punkt i riksgrensen ved Kuolpa-autsi, ca. 5 km. vestenfor rös nr. 321, og videre til Njuolasjokkas sammenløp med Skietsamjokka. »

b) I § 3 utgår følgende setning : « Dette gjelder dog ikke det i § 2 under nr. 2 nevnte tverrgjerde. »

c) § 5, 2 ledd, punkt 2, skal lyde som følger : « For gjerdet fra et punkt i riksgrensen ved Kuolpa-autsi, ca. 5 km. vestenfor rös nr. 321, til Njuolasjokkas sammenløp med Skietsamjokka Fmk. 822.000:—. »

d) § 14, 1 ledd, siste punkt, skal lyde som følger : « Også for disse gjerder gjelder bestemmelsen i § 3. »

Den finske Regjering betrakter disse endringer som avtalt ved denne skrivelse og Deres svar. Motta, Herr Utenriksminister, forsikringen om min utmerkede höyaktelse.

(u) W. WUOLIJOKI.

Herr Utenriksminister Halvdan Koht,
etc., etc., etc.
Oslo.

II.

UTANRIKSDEPARTEMENTET.

HERR SENDEMANN,

OSLO, 9 november 1939.

Som svar på Deres skrivelse av i dag har jeg den ære å meddele at den norske Regjering samtykker i at det tverrgjerde som etter § 2 i konvensjonen mellom Norge og Finnland av 5. november 1935 om forholdsregler mot at rein kommer over grensen mellom de to riker skal oppføres og vedlikeholdes fra grenserös nr. 321 i ca. 5 km. lengde i sydlig retning, erstattes med en tilsvarende forlengelse av grensegjerdet vestover.

De endringer i konvensjonen som blir nødvendig har i norsk tekst følgende ordlyd :

a) § 2, 1 ledd, punkt 2, skal lyde som følger : « Fra et punkt i riksgrensen ved Kuolpa-autsi, ca. 5 km. vestenfor rös nr. 321, og videre til Njuolasjokkas sammenløp med Skietsamjokka. »

¹ Vol. CLXIX, page 33, de ce recueil.¹ Vol. CLXIX, page 33, of this Series.

b) I § 3 utgår følgende setning : « Dette gjelder dog ikke det i § 2 under nr. 2 nevnte tverrgjerde. »

c) § 5, 2 ledd, punkt 2, skal lyde som følger : « For gjerdet fra et punkt i riksgrensen ved Kuolpa-autsi, ca. 5 km. vestenfor rös nr. 321, til Njuolasjokkas sammenløp med Skietsamjokka Fmkk. 822.000.—. »

d) § 14, 1 ledd, siste punkt, skal lyde som følger : « Også for disse gjerder gjelder bestemmelsen i § 3. »

Den norske Regjering betrakter disse endringer som avtalt ved Deres skrivelse og nærværende svar.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höyükelse.

(u) Halvdan Koht.

Herr Wuolijoki,
Finnlands Sendemann,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 16 novembre 1939.

Le Directeur des Affaires de la Société des Nations,
Rolf Andersen.

TRADUCTION.

Nº 3913. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT LES MESURES A PRENDRE POUR EMPÊCHER LE PASSAGE DES RENNES A TRAVERS LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A HELSINKI, LE 5 NOVEMBRE 1935.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. OSLO, LE 9 NOVEMBRE 1939.

I.

LÉGATION DE FINLANDE.

OSLO, le 9 novembre 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la clôture transversale qui, aux termes de l'article 2 de la Convention du 5 novembre 1935 entre la Finlande et la Norvège concernant les mesures à prendre pour empêcher le passage des rennes à travers la frontière entre les deux pays, doit être établie et entretenue à partir de la borne frontière Nº 321 sur une longueur d'environ 5 km. dans la direction du sud, soit remplacée par un prolongement correspondant de la clôture de frontière dans la direction de l'ouest.

TRANSLATION.

No. 3913. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND NORWAY REGARDING MEASURES TO BE TAKEN IN ORDER TO PREVENT REINDEER FROM CROSSING THE FRONTIER BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, NOVEMBER 5TH, 1935.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING CERTAIN PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. OSLO, NOVEMBER 9TH, 1939.

I.

FINNISH LEGATION.

OSLO, November 9th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

Under instructions from my Government, I have the honour to propose that the transverse fences which, under Article 2 of the Convention of November 5th, 1935, between Finland and Norway regarding measures to be taken in order to prevent reindeer from crossing the frontier between the two countries, are to be erected and maintained from frontier stone No. 321 for about 5 kilometres in a southerly direction, shall be replaced by a corresponding extension of the transverse fences in a westerly direction.

En conséquence, il est nécessaire d'apporter les amendements suivants au texte de la convention :

a) L'article 2, paragraphe 1, point 2, sera conçu comme suit : « D'un point de la frontière près de Kuolpa-autsi, 5 km. environ à l'ouest de la borne frontière N° 321, et de là jusqu'au confluent de la Njuolasjokka avec la Skietsamjokka. »

b) A l'article 3, supprimer la phrase suivante : « Cette disposition ne s'applique pas à la clôture latérale mentionnée sous 2 à l'article 2. »

c) L'article 5, paragraphe 2, point 2, sera conçu comme suit : « Pour la clôture s'étendant d'un point de la frontière près de Kuolpa-autsi, 5 km. environ à l'ouest de la borne N° 321, jusqu'au confluent de la Njuolasjokka avec la Skietsamjokka : 822.000 marks finlandais. »

d) L'article 14, paragraphe 1, dernière phrase, sera conçu comme suit : « La disposition de l'article 3 sera également applicable à ces clôtures. »

Le Gouvernement finlandais considère ces amendements comme introduits d'un commun accord par la présente communication et votre réponse.

Veuillez agréer, etc.

(Signed) W. WUOLIJOKI.

Monsieur Halvdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Oslo.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 9 novembre 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre communication de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement norvégien accepte que la clôture transversale qui, aux termes de l'article 2 de la Convention du 5 novembre 1935 entre la Norvège et la Finlande concernant les mesures à prendre pour empêcher le passage des rennes à travers la frontière entre les deux pays, doit être établie et entretenue à partir de la borne frontière N° 321 sur une longueur d'environ 5 km. dans la direction du sud, soit remplacée par un prolongement correspondant de la clôture de frontière dans la direction de l'ouest.

In consequence thereof, the following amendments will be required in the text of the Convention :

(a) Article 2, paragraph 1, sub-paragraph (2), shall read as follows : "From a point on the national frontier at Kuolpa-autsi, about 5 kilometres west of frontier stone No. 321 and further to the confluence of the Njuolasjokka with the Skietsamjokka".

(b) In Article 3, the following sentence shall be deleted : "This provision shall not apply, however, to the transverse fence mentioned in Article 2, No. 2".

(c) Article 5, paragraph 2, sub-paragraph (2), shall read as follows : "For the fence from a point on the frontier at Kuolpa-autsi, about 5 kilometres west of frontier stone No. 321 to the confluence of the Njuolasjokka with the Skietsamjokka, 822,000 Finnish marks".

(d) Article 14, paragraph 1, last sentence, shall read as follows : "The provision in Article 3 shall also be applicable to these fences".

The Finnish Government will regard these amendments as jointly agreed upon by the present communication and Your Excellency's reply.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. WUOLIJOKI.

Monsieur Halvdan Koht,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Oslo.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, November 9th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your communication of to-day's date, I have the honour to inform you that the Norwegian Government agrees that the transverse fences which, under Article 2 of the Convention of November 5th, 1935, between Norway and Finland regarding measures to be taken in order to prevent reindeer from crossing the frontier between the two countries, are to be erected and maintained from frontier stone No. 321 for about 5 kilometres in a southerly direction, shall be replaced by a corresponding extension of the transverse fences in a westerly direction.

Les amendements qu'il convient d'apporter à cet effet à la convention seront libellés comme suit dans le texte norvégien :

a) L'article 2, paragraphe 1, point 2, sera conçu comme suit : « D'un point de la frontière près de Kuolpa-autsi, 5 km. environ à l'ouest de la borne frontière № 321, et ensuite jusqu'au confluent de la Njuolasjokka avec la Skietsamjokka. »

b) A l'article 3, supprimer la phrase suivante : « Cette disposition ne s'applique pas à la clôture latérale mentionnée sous 2 à l'article 2. »

c) L'article 5, paragraphe 2, point 2, sera conçu comme suit : « Pour la clôture s'étendant d'un point de la frontière près de Kuolpa-autsi, 5 km. environ à l'ouest de la borne № 321, jusqu'au confluent de la Njuolasjokka avec la Skietsamjokka : 822.000 marks finlandais. »

d) L'article 14, paragraphe 1, dernière phrase, sera conçu comme suit : « La disposition de l'article 3 sera également applicable à ces clôtures. »

Le Gouvernement norvégien considère ces amendements comme introduits d'un commun accord par votre communication et la présente réponse.

Veuillez agréer, etc.

(Signed) Halvdan Koht.

Monsieur Wuolijoki,
Ambassadeur de Finlande,
etc., etc., etc.

No. 3925. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND LITHUANIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 24TH, 1934.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. KAUNAS, JULY 15TH AND AUGUST 14TH, 1939.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXIX, page 373 ; Vol. CLXXXI, page 452 ; and Vol. CLXXXV, page 443, of this Series.

The amendments required in the Convention shall read as follows in the Norwegian text :

(a) Article 2, paragraph 1, sub-paragraph (2), shall read as follows : " From a point on the national frontier at Kuolpa-autsi, about 5 kilometres west of frontier stone No. 321 and further to the confluence of the Njuolasjokka with the Skietsamjokka ".

(b) In Article 3, the following sentence shall be deleted : " This provision shall not apply, however, to the transverse fence mentioned in Article 2, No. 2 ".

(c) Article 5, paragraph 2, sub-paragraph (2), shall read as follows : " For the fence from a point on the frontier at Kuolpa-autsi, about 5 kilometres west of frontier stone No. 321 to the confluence of the Njuolasjokka with the Skietsamjokka, 822,000 Finnish marks ".

(d) Article 14, paragraph 1, last sentence, shall read as follows : " The provision in Article 3 shall also be applicable to these fences ".

The Norwegian Government regards these amendments as jointly agreed upon by Your Excellency's communication and the present reply.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan Koht.

Monsieur Wuolijoki,
Finnish Ambassador,
etc., etc., etc.

No. 3925. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA LITHUANIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A KAUNAS, LE 24 AVRIL 1934.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. KAUNAS, LES 15 JUILLET ET 14 AOUT 1939.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXIX, page 373 ; vol. CLXXXI, page 452 ; et vol. CLXXXV, page 443, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION,

No. 69.

KAUNAS, July 15th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Kaunas on the 24th April, 1934, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 15th August next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Thomas H. PRESTON.

His Excellency

Monsieur Kazys Bizauskas,
Deputy Prime Minister
and Acting Minister for Foreign Affairs,
Kaunas.

II.

RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 18.376.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre Nº 69 en date du 15 juillet 1939,

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 69.

KAUNAS, le 15 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale signée à Kaunas le 24 avril 1934, que l'application des dispositions de ladite convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires doivent être adressées est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 16 b) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 15 août prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisiss cette occasion, etc.

Thomas H. PRESTON.

Son Excellence

Monsieur Kazys Bizauskas,
Premier Ministre adjoint
et Ministre par intérim
des Affaires étrangères,
Kaunas.

II.

REPUBLIC OF LITHUANIA.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 18.376.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 69, of July 15th,

adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères, par laquelle vous avez bien voulu lui faire savoir l'extension à la Colonie d'Aden de la Convention de procédure civile entre la Lithuanie et la Grande-Bretagne, signée à Kaunas le 24 avril 1934, en conformité avec les stipulations de l'article 16 a) de cette convention.

Par la même lettre vous avez bien voulu notifier que, suivant le même article, l'extension de la convention à la Colonie d'Aden entre en vigueur le 15 août 1939.

En vous remerciant vivement de cette obligeante communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le ministère n'a pas manqué d'en prendre acte.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma très haute considération.

KAUNAS, le 14 août 1939.

E. TURAUSKAS,
Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département
politique.

Monsieur T. H. Preston,
Charge d'Affaires de Grande-Bretagne
à Kaunas.

1939, to the Minister for Foreign Affairs, notifying him, in accordance with Article 16 (a) of the Convention between Lithuania and Great Britain regarding legal proceedings, which was signed at Kaunas on April 24th, 1934, of the extension of the operation of that Convention to the Colony of Aden.

In the same letter, you were good enough to state, in accordance with the same Article, that the extension of the Convention to the Colony of Aden will come into force on August 15th, 1939.

In thanking you cordially for your communication, I have the honour to inform you that the Ministry has taken due note of it.

I have the honour to be, etc.

KAUNAS, August 14th, 1939.

E. TURAUSKAS,
Minister Plenipotentiary,
Director of the Political
Department.

T. H. Preston, Esq.
British Chargé d'Affaires,
Kaunas.

No. 3928. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HUNGARY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BUDAPEST, SEPTEMBER 25TH, 1935.

Nº 3928. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA HONGRIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 25 SEPTEMBRE 1935.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BUDAPEST, JUNE 21ST AND 28TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BUDAPEST, LES 21 ET 28 JUIN 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXX, page 51; Vol. CLXXXI, page 458; and Vol. CLXXXV, page 445, of this Series.

¹ Vol. CLXX, page 51; vol. CLXXXI, page 458; et vol. CLXXXV, page 445, de ce recueil.

I.

BRITISH LEGATION.
No. 81. (18/16/39).

BUDAPEST, June 21st, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Budapest on September 25th, 1935, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on July 21st next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

O. St. C. O'MALLEY.

His Excellency
Count Stephen Csáky,
Royal Hungarian Minister for Foreign
Affairs,
Budapest.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
Nº 81. (18/16/39.)

BUDAPEST, le 21 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Budapest le 25 septembre 1935, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle doivent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer dans les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension aujourd'hui signifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 21 juillet prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisissai cette occasion, etc.

O. St. C. O'MALLEY.

Son Excellence
M. le comte Stephen Csáky,
Ministre royal de Hongrie pour les Affaires
étrangères,
Budapest.

II.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

MAGYAR KIRÁLYI.
KÜLÜGYMINISTERIUM.
201/res. 5. 1939.

KÖVET UR,

Folyó évi junius hó 21-én 81/18/16/39 szám alatt hozzáim intézett jegyzékének átvételét van szerencsém elismerni.

A jegyzék szövege a következő :

“ On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article

BUDAPEST, 1939 június 28.

17 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Budapest on September 25th, 1935, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on July 21st next."

Fogadja Nagyméltóságod kiváló tiszteletem nyilvánítását.

VÖRNLE.

Nagyméltóságu

Owen St-Clair O'Malley,

rendkívüli követ és meghatalmazott miniszter urnak,
Budapest.

II.

TRADUCTION.

MINISTÈRE ROYAL HONGROIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

201/res. 5. 1939.

BUDAPEST, le 28 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 21 juin, № 81 (18/16/39).

Cette note est ainsi conçue :

(*Voir Note № I.*)

Veuillez agréer, etc.

VÖRNLE.

Son Excellence

M. Owen St. Clair O'Malley
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

ROYAL HUNGARIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

201/res. 5. 1939.

BUDAPEST, June 28th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 81 (18/16/39) of June 21st.
This note reads as follows:

(*As in Note № I.*)

I have the honour to be, etc.

VÖRNLE.

His Excellency

Mr. Owen St. Clair O'Malley,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

No. 3998.—AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT RESPECTING TRADE AND CLEARING. SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 2ND, 1936.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE AMENDMENT OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ANKARA, AUGUST 23RD, 1939.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande
du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Registered on November 24th, 1939, at the
request of His Majesty's Secretary of State
for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXXII, page 289; et vol. CXCVI, page 464, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXII, page 289; and Vol. CXCVI, page 464, of this Series.

I. M. ŞÜKRÜ SARAÇOĞLU TO SIR H. KNATCHBULL-HUGESSEN.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

HARICIYE VEKÂLETİ.

ANKARA, 23 Ağustos 1939.

BAY BÜYÜK ELÇİ,

Madde 1.—Türkiye Hükümeti, yakında başlayacak olan Türk ihracat mevsimi dolayısıle Takas rejimine tâbi olan Türk-İngiliz Ticari mübadeleleri hacmini mümkün olan sür'atle genişletmeyi arzu etmekde ve bu teklifi neticesi olarak Türkiye ile Müttehid Krallık arasındaki ticari mübadeleler hacminin hissedilir bir surette artacağı umidini beslemektedir.

Madde 2.—Türkiye Hükümeti yakında Londra'da müzakeresine başlanılacak olup elyevm ahkâmi mer'i Ticaret ve Kliring Anlaşmalarını tâdil eyliyecek olan munzam bir İtitâfin akdine intizaren Müttehid Krallik Hükümetinin, Takas'a tâbi mübadelâttan mütevellid İngiliz Liralarını mezkûr itilâflarda tasrih edilen şekilde gayri bir surette tevzie selâhiyyettar olmadığı hususunu gözönünde tutmaktadır.

Madde 3.—Bu itibarla işbu Notaların teatisi tarihinden itibaren muteber olmak ve yukarıdaki fikrada zikredilen munzam Anlaşmanın akdine kadar mer'iyet mevkiinde kalmak üzere aşağıdaki mutavassit tesviye tarzını teklif etmemekle mübahî bulunmaktayım :

(1) 2 Eylül 1936 tarihinde Londra'da imzalanmış olan Ticaret ve Kliring İtilâfına merbut ve muahhar itilâflarla tâdil edilmiş bulunan dördüncü listeye, 27 Mayıs 1938 tarihli munzam İtilâfin² dördüncü maddeşinin 2-inci fikrasında tâdad edilen ve bedelleri İngilttere-Türkiye Commodities Limited Şirketine tediye kilinacak olan eşya haric olmak üzere, bilmüle Türk emtiyası ithâl kilinacaktır.

(2) Takas muamelâtı dolayısıle Müttehid Krallığa ithâl edilen Türk emtiyasının satışından tahâssül eden İngiliz lirası mebalığ yukarıda sözü geçen 2 Eylül 1936 tarihli Anlaşmanın, 27 Mayıs 1938 tarihli tarihli Munzam Anlaşmanın beşinci maddesile

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

ANGORA, August 23rd, 1939.

M. L'AMBASSADEUR,

Paragraph 1.—In view of the approach of the Turkish export season the Turkish Government are anxious to lose no time in extending the scope of Anglo-Turkish trade on a compensation basis, which will, they hope, lead to a substantial increase in the volume of trade between Turkey and the United Kingdom.

Paragraph 2.—The Turkish Government understand that, pending the conclusion, as a result of deliberations shortly to be begun in London, of a further agreement amending the Trade and Clearing Agreements at present in force, the Government of the United Kingdom are unable to authorise the distribution of the sterling proceeds of compensation trade on a basis other than that laid down in those Agreements.

Paragraph 3.—I have the honour, therefore, to propose the following interim Arrangement to take effect from the date of this exchange of notes and to remain in force until the conclusion of the further agreement referred to in the preceding paragraph :

(1) The fourth Schedule attached to the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd September, 1936, and amended by subsequent agreements shall be extended to include all goods other than those referred to in Article 4 (2) of the Supplementary Agreement² of the 27th May, 1938, the proceeds of the sale of which are payable to Anglo-Turkish Commodities, Limited.

(2) The sterling proceeds of the sale of all Turkish goods imported into the United Kingdom on the basis of compensation shall continue to be allocated in accordance with the provisions of Article 9 of the above-mentioned Agreement of

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Vol. CXC, page 121, de ce recueil.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. CXC, page 121, of this Series.

tâdil edilen, dokuzuncu maddesi ahkâmına tevşikan tezvi edilecektir.

(3) Türkiye Hükûmeti, işbu Nota teatî sine mevzuî teşkil eden tesviye suretinin devamı müddetince, yukarıdaki 2 numaralı tâli paragrafda derpiş edildiği şekilde Takas esasına istinaden yapılacak ithalâttan mütevellid ve B tâli hesabına yatırılacak mebalığın 100'de 33 $\frac{1}{3}$ 'ünü Türkiye Cumhuriyeti Merkez Bankası namına açılacak bir İngiliz lirası hesabına nakledecektir.

Türkiye Hükûmetiyle İngiltere Hükûmeti arasında işbu Nota'nın ikinci fikrasında zikredilen İtilâfin akdine intizaren bu hesapdan hiç bir tediyat yapılmayıcaktır. Bu hesapda toplanan mebalığın istimâl tarzına müteallik ahkâm munzam itilâfdâ gösterilecektir.

Madde 4.—Müttehid Krallık Hükûmeti bundan evvelki fikrada teklif edilen tesviye suretini kabule hazır olduğu takdirde işbu Nota'nın, Ekselanslarının cevabı ile birlikde, bu sureti tesviyenin mer'iyet mevkiine girmesini tazam-mun eden bir İtilâf mahiyetini almasını teklif eyler ve ihtiramati faikamî kabulünü rica ederim Bay Büyük Elçi.

Ş. SARACOĞLU.

Ş. SARACOĞLU.

II. SIR H. KNATCHBULL-HUGESSEN TO M. ŞÜKRÜ SARACOĞLU.

BRITISH EMBASSY IN TURKEY.

M. LE MINISTRE,

August 23rd, 1939.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of to-day's date, in the following terms :

(See translation of No. I.)

2. I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to accept the Arrangement proposed in Your Excellency's note, and agree that that note and the present reply shall be deemed to constitute an agreement bringing this Arrangement into force.

I avail, etc.

Hugh Knatchbull-Hugessen.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3998. — ACCORD DE COMMERCE ET DE CLEARING ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC. SIGNÉ A LONDRES, LE 2 SEPTEMBRE 1936.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ARRANGEMENT MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ANKARA,
LE 23 AOUT 1939.

I. M. SÜKRÜ SARAÇOĞLU A SIR H. KNATCHBULL-HUGESSEN.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANKARA, le 23 août 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Paragraphe 1. — Etant donné la proximité de la saison des exportations turques, le Gouvernement turc se préoccupe de ce que, sans perte de temps, les échanges commerciaux anglo-turcs se développent sur la base d'un système de compensation qui, espère-t-il, entraînera une sensible augmentation du volume du commerce entre la Turquie et le Royaume-Uni.

Paragraphe 2. — Le Gouvernement turc croit savoir qu'en attendant la conclusion, à la suite des délibérations qui commenceront prochainement à Londres, d'un nouvel accord amendant les accords de commerce et de clearing actuellement en vigueur, le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure d'autoriser la répartition du produit, en livres sterling, du commerce de compensation sur une base autre que celle qui est stipulée dans lesdits accords.

Paragraphe 3. — En conséquence, j'ai l'honneur de proposer l'arrangement provisoire ci-après, qui entrera^r en application à la date du présent échange de notes et qui resterait en vigueur jusqu'à la conclusion du nouvel accord mentionné au paragraphe précédent :

1. La quatrième liste annexée à l'Accord de commerce et de clearing signé à Londres le 2 septembre 1936 et amendé par des accords ultérieurs, sera élargie de manière à comprendre toutes les marchandises autres que celles visées à l'article 4 (2) de l'Accord complémentaire du 27 mai 1938, dont le produit de la vente est payable à l'*« Anglo-Turkish Commodities, Limited »*.

2. Le produit, en sterling, de la vente de toutes les marchandises turques importées dans le Royaume-Uni sur la base du système de compensation continuera d'être réparti conformément aux dispositions de l'article 9 de l'Accord susmentionné du 2 septembre 1936, tel qu'il a été amendé par l'article 5 de l'Accord complémentaire du 27 mai 1938.

3. Le Gouvernement turc transférera, à un compte en sterling qui sera ouvert au nom de la Banque centrale de Turquie, trente-trois et un tiers pour cent de toutes les sommes qui, pendant la période d'application de l'arrangement constitué par le présent échange de notes, sont attribuées au sous-compte B en ce qui concerne les importations effectuées sur la base du système de compensation, telles qu'elles sont décrites au sous-paragraphe 2 ci-dessus. Aucun paiement ne sera effectué sur ce compte en attendant la conclusion de l'accord, mentionné au paragraphe 2 de la présente note, qui doit intervenir entre le Gouvernement turc et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Ce nouvel accord stipulera l'affectation à donner aux montants figurant à ce compte.

Paragraphe 4. — Si le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à accepter l'arrangement proposé dans le paragraphe précédent, je suggère que la présente note et la réponse de Votre Excellence soient considérées comme constituant un accord mettant cet arrangement en application, et je vous prie d'agrérer, etc.

S. SARAÇOĞLU.

II. SIR H. KNATCHBULL-HUGESSEN A M. ŞÜKRÜ SARACOĞLU.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE EN TURQUIE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le 23 août 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, conçue dans les termes suivants :

(Voir Note N° I.)

2. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à accepter l'arrangement proposé dans la note de Votre Excellence et qu'il est d'accord pour que ladite note et la présente réponse soient considérées comme constituant un accord mettant cet arrangement en application.

Je saisiss cette occasion, etc.

Hugh Knatchbull-HugesSEN.

N° 4025. — PROCÈS-VERBAL¹ CONCERNANT LES RÈGLES DE LA GUERRE SOUS-MARINE PRÉVUES PAR LA PARTIE IV DU TRAITÉ DE LONDRES DU 22 AVRIL 1930. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 NOVEMBRE 1936.

ADHÉSION

IRAN 21 janvier 1939.

Enregistrée le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 4025. — PROCES-VERBAL¹ RELATING TO THE RULES OF SUBMARINE WARFARE SET FORTH IN PART IV OF THE TREATY OF LONDON OF APRIL 22ND, 1930. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 6TH, 1936.

ACCESSION

IRAN January 21st, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

N° 4048. — CONVENTION² POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

BULGARIE 10 août 1939.

Enregistrée le 5 septembre 1939 à la demande du sous-scrétair d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

No. 4048. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION², WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER MAIls BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Deposited in Cairo :

BULGARIA August 10th, 1939.

Registered on September 5th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

¹ Vol. CLXXXIII, page 353 ; vol. CLXXXI, page 470 ; vol. CLXXXV, page 454 ; vol. CLXXXIX, page 496 ; et vol. CXCIII, page 300, de ce recueil.

² Vol. CLXXIV, page 171 ; vol. CLXXXV, page 455 ; et vol. CXCVI, page 468, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXIII, page 353 ; Vol. CLXXXI, page 470 ; Vol. CLXXXV, page 454 ; Vol. CLXXXIX, page 496 ; and Vol. CXCIII, page 300, of this Series.

² Vol. CLXXIV, page 171 ; Vol. CLXXXV, page 455 ; and Vol. CXCVI, page 468, of this Series.

Nº 4049. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

BULGARIE 10 août 1939.

Enregistrée le 5 septembre 1939 à la demande du sous-scréttaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

No. 4049. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Deposited in Cairo :

BULGARIA August 10th, 1939.

Registered on September 5th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

Nº 4050. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

BULGARIE 10 août 1939.

Enregistrée le 5 septembre 1939 à la demande du sous-scréttaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

No. 4050. — PARCEL POST AGREEMENT², WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS REGARDING THE CONVEYANCE OF POSTAL PARCELS BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Deposited in Cairo :

BULGARIA August 10th, 1939.

Registered on September 5th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

Nº 4051. — ARRANGEMENT³ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET SUPPLÉMENT CONCERNANT LE SERVICE DES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

BULGARIE 10 août 1939.

Enregistrée le 5 septembre 1939 à la demande du sous-scréttaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

No. 4051. — MONEY ORDERS AGREEMENT³, WITH DETAILED REGULATIONS AND SUPPLEMENT CONCERNING THE SERVICE OF TRAVELLERS' POSTAL VOUCHERS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Deposited in Cairo :

BULGARIA August 10th, 1939.

Registered on September 5th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

¹ Vol. CLXXV, page 5 ; vol. CLXXXV, page 456 ; et vol. CXCVI, page 468, de ce recueil.

² Vol. CLXXV, page 73 ; vol. CLXXXV, page 457 ; et vol. CXCVI, page 469, de ce recueil.

³ Vol. CLXXV, page 269 ; vol. CLXXXV, page 458 ; et vol. CXCVI, page 469, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXV, page 5 ; Vol. CLXXXV, page 456 ; and Vol. CXCVI, page 468, of this Series.

² Vol. CLXXV, page 73 ; Vol. CLXXXV, page 457 ; and Vol. CXCVI, page 469, of this Series.

³ Vol. CLXXV, page 269 ; Vol. CLXXXV, page 458 ; and Vol. CXCVI, page 469, of this Series.

Nº 4054. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES ABOUNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

BULGARIE 10 août 1939.

Enregistrée le 5 septembre 1939 à la demande du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Egypte.

No. 4054. — AGREEMENT¹ CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

RATIFICATION

Deposited in Cairo :

BULGARIA August 10th, 1939.

Registered on September 5th, 1939, at the request of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Kingdom of Egypt.

No. 4064. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BAGDAD, JULY 25TH, 1935.

NOTE FROM HIS MAJESTY'S CHARGÉ D'AFFAIRES AT BAGDAD TO THE IRAQI MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BAGDAD, FEBRUARY 26TH, 1938.

Registered on August 10th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

BRITISH EMBASSY.

No. 103.

BAGDAD, February 26th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency,

No. 4064. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BAGDAD, LE 25 JUILLET 1935.

NOTE DU CHARGÉ D'AFFAIRES DE SA MAJESTÉ A BAGDAD AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'IRAK RELATIVE A L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BAGDAD, LE 26 FÉVRIER 1938.

Enregistrée le 10 août 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 103.

BAGDAD, le 26 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre

¹ Vol. CLXXVI, page 55 ; vol. CLXXXV, page 459 ; et vol. CXCVI, page 471, de ce recueil.

² Vol. CLXXVI, page 229 ; Vol. CLXXXV, page 460 ; and Vol. CXCVI, page 471, of this Series.

¹ Vol. CLXXVI, page 55 ; Vol. CLXXXV, page 459 ; and Vol. CXCVI, page 471, of this Series.

² Vol. CLXXVI, page 229 ; vol. CLXXXV, page 460 ; et vol. CXCVI, page 471, de ce recueil.

in accordance with Article 16 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Bagdad on 25th July, 1935, the extension of the operation of that Convention to the territories set out in the annexed list.

2. The list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. The language in which communications and translations are to be made should be the English language, except in the case of Transjordan where all communications and translations should be in Arabic. In the case of communications and translations in connexion with documents for service or letters of request for execution in Palestine, these may, if desired, be either in English, Arabic or Hebrew.

3. In accordance with Article 16 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th March next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

James MORGAN.

His Excellency
Saiyid Taufiq-al-Suwaidi,
Minister for Foreign Affairs,
Bagdad.

LIST OF BRITISH COLONIES WHICH ARE NOT FULLY SELF-GOVERNING, OF BRITISH PROTECTORATES AND PROTECTED STATES, AND OF MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, WHICH WAS SIGNED AT BAGDAD ON THE 25TH JULY, 1935.

Colony	Local Authority
Bahamas	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.

Excellence, conformément à l'article 16 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad le 27 juillet 1935, que l'application de cette convention est étendue aux territoires énumérés sur la liste ci-annexée.

2. La liste indique dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires. La langue dans laquelle les communications et traductions devront être rédigées est l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie, pour laquelle toutes les communications et traductions devront être rédigées en arabe. Pour les communications et traductions relatives à des significations ou à des commissions rogatoires destinées à être exécutées en Palestine, ces communications et traductions pourront être rédigées, soit en anglais, soit en arabe, soit en hébreu.

3. Conformément à l'article 16 *b*) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 mars prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisiss cette occasion, etc.

James MORGAN.

Son Excellence
Saiyid Taufiq-al-Suwaidi,
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

LISTE DES COLONIES BRITANNIQUES NE JOUSSANT PAS D'UNE PLURINE AUTONOMIE, DES PROTECTORATS BRITANNIQUES ET ETATS SOUS PROTECTION BRITANNIQUE, AINSI QUE DES TERRITOIRES SOUS MANDAT A L'ÉGARD DESQUELS LE MANDAT EST ADMINISTRÉ PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE VOIR S'ÉTENDRE LES STIPULATIONS DE LA CONVENTION AVEC L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, QUI A ÉTÉ SIGNÉE A BAGDAD LE 25 JUILLET 1935.

Colonia	Autorité locale
Bahama	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
La Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.	Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.	Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.	Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
British Solomon Islands Protectorate	The Chief Magistrate and Legal Adviser. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Protectorat des îles Salomon britanniques	The Chief Magistrate and Legal Adviser (sous enveloppe adressée à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Ceylon	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.	Ceylan	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.	Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.	Iles Falkland et dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.	Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.	Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.	Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gilbert and Ellice Islands Colony	The Resident Commissioner. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Iles Gilbert et Ellice (Colonie des)	The Resident Commissioner (sous enveloppe adressée à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Gold Coast : (a) Colony (b) Ashanti (c) Northern Territories (d) Togoland under British Mandate	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.	Côte de l'Or : a) Colonie b) Achanti c) Territoires septentriонаux d) Togo sous mandat britannique	The Chief Registrar of the Supreme Court, Accra, Gold Coast.
Hong Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.	Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
Jamaica	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.	Jamaïque	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Cayman Islands	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.	Iles Caïmans	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kénia (Colonie et Protectorat)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Leeward Islands : (Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.	Iles sous le Vent : (Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, îles Vierges)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Malay States : (a) Federated Malay States : Parak, Selangor, Negeri Sembilan, Pahang	The Federal Secretary, Federated Malay States.	Etats Malais : a) Etats Malais fédérés : Perak, Selangor, Negeri Sembilan, Pahang	The Federal Secretary, Federated Malay States.
(b) Unfederated Malay States : Johore Kedah Kelantan Trengganu Perlis Brunei	General Adviser. Legal Adviser. British Adviser. British Adviser. British Adviser. British Resident.	b) Etats malais non fédérés : Johore Kedah Kelantan Trengganu Perlis Brunei	General Adviser. Legal Adviser. British Adviser. British Adviser. British Adviser. British Resident.
Malta	The Legal Secretary, Valletta, Malta.	Malte	The Legal Secretary, Valletta, Malta.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.	Île Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.
Nigeria : (a) Colony (b) Protectorate (c) Cameroons under British Mandate	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.	Nigéria : a) Colonie b) Protectorat c) Cameroun sous mandat britannique	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
North Borneo, State of	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.	Bornéo du Nord (Etat du)	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.	Rhodésie du Nord	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate	The Registrar of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.	Nyassaland (Protectorat du)	The Registrar of the High Court of Nyassaland, Blantyre, Nyassaland.
Palestine (excluding Trans-Jordan)	The Chief Registrar of the Supreme Court of Palestine, Jerusalem, Palestine.	Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie)	The Chief Registrar of the Supreme Court of Palestine, Jerusalem, Palestine.
St. Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.	Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.	Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahe, Seychelles.	Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahe, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.	Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.	Somalie (Protectorat de la)	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
Straits Settlements	The Chief Justice and Judge of the Supreme Court of the Straits Settlements. (Postal cover to be addressed to The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.)	Straits Settlements	The Chief Justice and Judge of the Supreme Court of the Straits Settlements (sous enveloppe adressée à : The Registrar of the Supreme Court, Singapour, Straits Settlements).

Colony	Local Authority	Colonia	Autorité locale
Tanganyika Territory	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.	Tanganyika (Territoire du)	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.
Tonga	The Agent and Consul. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Iles Tonga	The Agent and Consul (sous enveloppe adressée à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji).
Trans-Jordan	The Minister of Justice, Amman.	Transjordanie	The Minister of Justice, Amman.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.	Ouganda (Protectorat de l')	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Windward Islands : Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.	Iles du Vent :	
St. Lucia	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.	Grenade	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.	Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
Zanzibar Protectorate	The Chief Justice, Zanzibar.	Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
		Zanzibar (Protectorat de)	The Chief Justice, Zanzibar.

EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND NEW ZEALAND AND THE GOVERNMENT OF IRAQ CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE SERVICE OF DOCUMENTS IN TERRITORIES TO WHICH HAS BEEN EXTENDED THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION BUT IN WHICH NO IRAQI CONSULAR OFFICER RESIDES.
BAGDAD, FEBRUARY 8TH AND 28TH, 1939.

Registered on August 10th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, AU CANADA, DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, ET LE GOUVERNEMENT DE L'IRAK, COMPORtant UN ACCORD RELATIF AU SERVICE DES DOCUMENTS DANS LES TERRITOIRES AUXQUELS LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE A ÉTÉ APPLIQUÉE, MAIS DANS LESQUELS AUCUN AGENT CONSULAIRE DE L'IRAK NE RÉside. BAGDAD, LES 8 ET 28 FÉVRIER 1939.

Enregistré le 10 août 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 51.

BAGDAD, February 8th, 1939.

YOUR EXCELLENCE,

With reference to His Excellency Saiyid Taufik-as-Suwaidi's note (9/195/7656) of the 17th July, 1937, I have the honour, at the

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 51.

BAGDAD, le 8 février 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de Son Excellence Saiyid Taufiq-as-Suwaidi (9/195/7656), du 17 juillet 1937, j'ai l'honneur, d'ordre des Gou-

¹ Came into force February 8th, 1939.

¹ Entré en vigueur le 8 février 1939.

instance of His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, to propose to Your Excellency that where documents emanating from an Iraqi Court have to be served in a territory to which the Civil Procedure Convention signed at Bagdad on the 25th July, 1935, has been extended under the provisions of Articles 16 and 17 but in which no Iraqi Consular Officer resides, such documents may be communicated direct by the Iraqi Ministry of Justice to the appropriate judicial authority in such territory. Where in such cases documents are accompanied by translations, the latter shall be certified as correct by the Iraqi Minister of Justice.

2. I have the honour to propose that this note together with your reply in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding reached in this matter.

I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Maurice PETERSON.

His Excellency
Saiyid Rustam Haidar,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Bagdad.

vernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, de proposer à Votre Excellence qu'en cas de significations émanant d'un tribunal de l'Irak et devant être faites dans un territoire auquel la Convention concernant les actes de procédure en matière civile, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, a été étendue en vertu des articles 16 et 17, mais dans lequel il n'existe pas de fonctionnaire consulaire irakien, ces significations puissent être transmises directement par le Ministère de la Justice irakien à l'autorité judiciaire compétente dans ledit territoire. Lorsque ces significations seront accompagnées de traductions, ces dernières devront être certifiées exactes par le ministre de la Justice irakien.

2. J'ai l'honneur de proposer que la présente note, ainsi que votre réponse dans le même sens, soient considérées comme constituant l'accord réalisé sur ce point.

Je saisir cette occasion, etc.

Maurice PETERSON.

Son Excellence
Saiyid Rustam Haidar,
Ministre des Affaires étrangères
par intérim,
Bagdad.

II.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الرقم / ٢٣٠١ / ٢٣٠١
تمهاد في ٢٨ شباط
١٩٣٩

الحكومة العراقية
وزارة الخارجية
مدبرة الأمور الفنية

بـ صاحب المخاتمة

افتشرف بان اعلمكم باستلامي كتابكم العرقم ٥١ والملحق في ٨ شباط
١٩٣٩ الذى اشرتم فيه الى مذكرة وزارة الخارجية العرقمة ٧٦٥٦ / ٩٥ / ١٩٥٦

والموثقة في ١٧ نيسان ١٩٣٧ واتقررت مطلبنا فيه — بناً على طلب حكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة وكذا واستراليا ونيوزيلندا الجديدة — انه في الحالات التي ينافي تبليغ الوثائق الصادرة من محاكم مراقبة في البلدان والاراضي التي شملتها اتفاقية المرافعات الحقيقة المتعاقدين عليها في بحداد في اليوم الخامس والعشرين من شهر نيسان ١٩٣٥ وفق احكام المادةتين ١٦ و ١٧ والتي لا توجد فيها تعليمات عرائية فلا يأس من ارسال هذه الوثائق مباشرة من قبل وزارة العدلية العراقية الى السلطة القضائية المختصة في تلك البلدان والاراضي . وند ما نكون بهذه الوثائق مصحوبة بترجمات يجب ان يشهد بها وزير العدلية العراقية بصحبة الترجمة .

٢ - لي الشرف ان اطم فخامتكم انني قد اعتبرت مذكرتكم المرقمة ٤٥ والموثقة في ٨ شباط ١٩٣٩ مع كتابي هذا كاقرار للتفاهم الذي تم التوصل اليه حول هذا الامر .

انتهز هذه الفرصة لاهرب لفخامتكم عن ظاهر تقديري واحترافي .

(التوقيع) رسم حمود

فخامة السفير موريس درمند بمترسن

كي. سي. أم. جي .

السفير فوق العادة والمفوض لصاحب الجلالة البريطانية

بحداد

TRADUCTION.

ROYAUME D'IRAK.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES OCCIDENTALES.

G/5/171/2301.

BAGDAD, le 28 février 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre *sub* № 51 datée du 8 février 1939, par laquelle, vous référant à la note du Ministère des Affaires étrangères № 9/195/7656 du 17 juillet 1937, vous proposez, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande, qu'en cas de significations émanant des tribunaux irakiens et devant être faites dans les pays et territoires auxquels la Convention concernant les actes de procédure en matière civile, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, a été étendue en vertu des articles 16 et 17 mais dans lesquels il n'existe pas de consulat irakien, ces significations puissent être transmises directement par le Ministère de la Justice irakien à l'autorité judiciaire compétente dans ledit territoire. Lorsque ces significations seront accompagnées de traductions, ces dernières doivent être certifiées exactes par le Ministère de la Justice irakien.

2. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je considère votre note № 51 du 8 février 1939 ainsi que la présente lettre comme constituant l'accord réalisé sur cette question.

Je saisiss cette occasion, etc.

(Signed) Rustam HÉYDAR.

Son Excellence

Sir Maurice Drummond Peterson, K.C.M.G.,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bagdad.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BAGDAD, JULY 1ST AND AUGUST 20TH, 1939.

Registered on November 24th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

TRANSLATION.

KINGDOM OF IRAK.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF WESTERN AFFAIRS.

G/5/171/2301.

BAGDAD, February 28th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 51 dated February 8th, 1939, in which, with reference to note No. 9/195/7656 from the Ministry of Foreign Affairs dated July 17th, 1937, you propose, at the instance of His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, Australia and New Zealand, that, where documents emanating from an Iraqi court have to be served in countries and territories to which the Civil Procedure Convention signed at Bagdad on July 25th, 1935, has been extended under the provisions of Articles 16 and 17, but in which there is no Iraqi consulate, such documents may be communicated direct by the Iraqi Ministry of Justice to the appropriate judicial authority in such territory. Where in such cases documents are accompanied by translations, the latter shall be certified as correct by the Iraqi Ministry of Justice.

2. I have the honour to inform Your Excellency that I regard your note No. 51 of February 8th, 1939, together with the present letter as placing on record the understanding reached in this matter.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Rustam HÉYDAR.

His Excellency

Sir Maurice Drummond Peterson, K.C.M.G.,
Ambassador of His Britannic Majesty,
Bagdad.

EXCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BAGDAD, LES 1^{er} JUILLET ET 20 AOUT 1939.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 353.

BAGDAD, July 1st, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at Bagdad on the 25th July, 1935, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 1st August next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Basil NEWTON.

His Excellency

Saiyid Rustam Haidar,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Bagdad.

II.

IRAQI GOVERNMENT.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF WESTERN AFFAIRS.

No. 11987.

BAGDAD, August 20th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 353 dated 1st July, 1939, in

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 353.

BAGDAD, le 1^{er} juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires doivent être adressées est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 16 b) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 1^{er} août prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisir cette occasion, etc.

Basil NEWTON.

Son Excellence

Saiyid Rustam Haidar,
Ministre p. i. des Affaires étrangères,
Bagdad.

II.

GOUVERNEMENT DE L'IRAK.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DES AFFAIRES OCCIDENTALES.

Nº 11987.

BAGDAD, le 20 août 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre Nº 353, en date du 1^{er} juillet 1939, par

which, in accordance with Article 16 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at Bagdad on the 25th July, 1935, you notify me :

1. That the operation of the Convention has been extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden ;

2. That the authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English ; and

3. That, in accordance with Article 16 (*b*) of the Convention, the extension will come into force one month from the date of your note above mentioned, that is to say, on the 1st August, 1939.

I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency my highest consideration and esteem.

Ali JAUDAT.

His Excellency

Sir Basil Newton, K.C.M.G.,

His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary,
Bagdad.

laquelle, conformément à l'article 16 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad le 25 juillet 1935, vous meifiez :

1. Que l'application des dispositions de la convention a été étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden ;

2. Que l'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires doivent être adressées est le « Chief Justice » d'Aden, et que la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais ; et

3. Que, conformément à l'article 16 *b*) de la convention, ladite extension prendra effet un mois après la date de votre note ci-dessus mentionnée, c'est-à-dire le 1^{er} août 1939.

Je saisie cette occasion, etc.

Ali JAUDAT.

Son Excellence

Sir Basil Newton, K.C.M.G.,

Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bagdad.

No 4100.—ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, L'INDE, LA FRANCE, LE JAPON, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LE SIAM RELATIF A LA SUPPRESSION DE L'HABITUDE DE FUMER L'OPIUM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 27 NOVEMBRE 1931.

APPLICATION DE L'ACCORD A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 28 août

No. 4100.—AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, INDIA, FRANCE, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM CONCERNING THE SUPPRESSION OF OPIUM-SMOKING. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 27TH, 1931.

APPLICATION OF THE AGREEMENT TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Secretary of State for Foreign Affairs of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, informed the Secretariat, by a letter received on August 28th, 1939, that

¹ Vol. CLXXVII, page 373, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXVII, page 373, of this Series.

1939, que la Birmanie, qui participait à l'accord susmentionné en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire d'outre-mer de Sa Majesté. En conséquence, Sa Majesté désire que cet accord continue à s'appliquer à la Birmanie, à l'exclusion des Etats Chans, à partir du 1^{er} avril 1937, en vertu de la signature et de la ratification du Gouvernement de l'Inde qui avaient été données pour la province de Burma seule. Mais, la Birmanie ayant maintenant cessé de faire partie de l'Inde, la signature et la ratification devront dorénavant être considérées comme ayant été données par le plénipotentiaire du Royaume-Uni agissant pour la Birmanie, et non par le plénipotentiaire de l'Inde.

Burma, which participated in the above-mentioned Agreement as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of an overseas territory of His Majesty. Accordingly, His Majesty desires that this Agreement should continue, as from April 1st, 1937, to apply to Burma, excluding the Shan States, in virtue of the signature and ratification of the Government of India which were given for the province of Burma alone; but as Burma has now ceased to be a part of India, the position in future will be as if the signature and ratification had been given by a Plenipotentiary of the United Kingdom acting on behalf of Burma and not by a Plenipotentiary of India.

No. 4193. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1936.

No 4193. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1936.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BELGRADE, JUNE 26TH AND JULY 10TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION À LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BELGRADE, LES 26 JUIN ET 10 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.
BRITISH LEGATION.

No. 73.
(10/4/39.)

BELGRADE, June 26th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No 73.
(10/4/39.)

BEOGRAD, le 26 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères,

¹ Vol. CLXXXI, page 241; and Vol. CXCIII, page 301, of this Series.

¹ Vol. CLXXXI, page 241; et vol. CXCIII, page 301, de ce recueil.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February, 1936, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force two months from the date of this note, that is to say, on the 26th August next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(for H. M. Minister) :
Terence SHONE.

Son Excellence
Monsieur Tsintsar-Markovitch,
Ministre des Affaires étrangères,
Belgrade.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Nº 13161.

BEOGRAD, le 10 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre Nº 73/10/4/39, du 26 juin 1939, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer qu'en vertu de l'article 17 *a*) de la Convention entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'assistance mutuelle dans la mise en œuvre de la procédure judiciaire dans les matières civiles et commerciales traitées ou qui pourraient être traitées par les autorités judiciaires respectives, signée à Londres le 27 février 1936, l'application de

j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle doivent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer dans les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 17 *b*) de la convention, l'extension aujourd'hui signifiée entrera en vigueur deux mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 août prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente note, je saisiss cette occasion, etc.

(Pour le Ministre de Sa Majesté) :
Terence SHONE.

Son Excellence
Monsieur Tsintsar-Markovitch,
Ministre des Affaires étrangères,
Belgrade.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 13161.

BELGRADE, July 10th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 73/10/4/39 of June 26th, 1939, in which Your Excellency was so good as to inform me that, under Article 17 (*a*) of the Convention concluded between the Kingdom of Yugoslavia and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland regarding mutual assistance in the conduct of legal proceedings in civil and commercial matters which have been or may be dealt with by the respective judicial authorities, signed in London on February 27th, 1936, the operation of the said

ladite convention a été étendue à la Colonie britannique de l'Aden et que cette extension, conformément à l'article 17 b), produira ses effets à partir du 26 août 1939.

En prenant bonne note de cette aimable communication, je saisirai cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

P. le Ministre :

Le Directeur du Département politique,
R. PETROVIC.

For the Minister :

R. PETROVIC,
Director of the Political Department.

A Son Excellence

Sir Ronald H. Campbell, K.C.M.G.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Beograd.

His Excellency

Sir Ronald H. Campbell, K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Belgrade.

Nº 4230. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA SUPPRESSION DES VISAS CONSULAIRES SUR LES PATENTES DE SANTÉ. SIGNÉ A PARIS, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

No. 4230. — AGREEMENT¹ FOR DISPENSING WITH CONSULAR VISAS ON BILLS OF HEALTH. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 22ND, 1934.

Adhésion notifiée au Gouvernement de la République française :

ROUMANIE 14 juin 1938.
(effective à partir du 14 décembre 1938).

Accession notified to the Government of the French Republic :

ROUMANIA June 14th, 1938.
(effective as from December 14th, 1938).

Enregistrée le 24 juillet 1939 à la demande du délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations.

Registered on July 24th, 1939, at the request of the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations.

¹ Vol. CLXXXIII, page 145, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXIII, page 145, of this Series.

N° 4246. — TRAITÉ¹ * POUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS. SIGNÉ A LONDRES, LE 25 MARS 1936.

ADHÉSION

(Instrument déposé à Londres.)

ITALIE 2 décembre 1938.

Sous réserve des dispositions du Protocole signé à Londres le 30 juin 1938.

Enregistrée le 10 août 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXXXIV, page 115 ; et vol. CXCVI, page 481, de ce recueil.

* Suspension d'obligations.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD.

Par une communication reçue au Secrétariat le 16 novembre 1939, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a informé le Secrétaire général que :

En conséquence de l'état de guerre qui existe avec l'Allemagne et conformément à l'article 24 de ce traité, toutes les obligations découlant de ce traité pour le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ont été indéfiniment suspendues.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE ET ITALIE.

Par la même communication, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté a informé le Secrétaire général que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a reçu notification des Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la France et de l'Italie que :

Conformément à l'article 24 de ce traité, les obligations découlant de ce traité ont été suspendues en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Italie respectivement.

CANADA.

Par une communication reçue au Secrétariat le 2 décembre 1939, le chargé d'Affaires de la délégation permanente du Canada près la Société des Nations a informé le Secrétaire général que :

En vue de l'état de guerre qui existe actuellement, et conformément à l'article 24 de ce traité, toutes les obligations découlant de ce traité pour le Gouvernement du Canada sont indéfiniment suspendues.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE ET INDE.

Par une communication reçue au Secrétariat le 28 décembre 1939, le secrétaire d'Etat aux Affaires

No. 4246. — TREATY¹ * FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT. SIGNED AT LONDON, MARCH 25TH, 1936.

ACCESSION.

(Instrument deposited in London).

ITALY December 2nd, 1938.

Subject to the provisions of the Protocol signed in London on June 30th, 1938.

Registered on August 10th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

¹ Vol. CLXXXIV, page 115 ; and Vol. CXCVI, page 481, of this Series.

* Suspension of obligations.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND.

By a communication received in the Secretariat on November 16th, 1939, His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in the United Kingdom informed the Secretary-General that :

In consequence of the state of war which exists with Germany, and in accordance with Article 24 of this Treaty, all the obligations of His Majesty's Government in the United Kingdom under this Treaty have been suspended indefinitely.

UNITED STATES OF AMERICA, FRANCE AND ITALY.

By the same communication, His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in the United Kingdom informed the Secretary-General that His Majesty's Government in the United Kingdom has been notified by the Governments of the United States of America, France and Italy that :

In accordance with Article 24 of this Treaty, the obligations of that Treaty have been suspended in respect of the United States of America, France and Italy respectively.

CANADA.

By a communication received in the Secretariat on December 2nd, 1939, the Chargé d'Affaires of the Permanent Delegation of Canada to the League of Nations informed the Secretary-General :

Of the indefinite suspension of all obligations of the Canadian Government under this Treaty, in view of the existing state of war and in accordance with Article 24 of this Treaty.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND INDIA.

By a communication received in the Secretariat on December 28th, 1939, His Majesty's Secretary

No. 4247. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ROUMANIAN GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL PAYMENTS, SIGNED AT BUCHAREST, MAY 2ND, 1936, AND SUBSEQUENT SUPPLEMENTARY AGREEMENTS.

Nº 4247. — ACORD¹ DINTRE GUVERNUL ROMAN SI GUVERNUL MAJESTATII SALE IN REGATUL UNIT DE PLATI ANGLO ROMAN, SEMNAT LA BUCURESTI LA 2 MAI 1936, SI ACORDURILE SUPLIMENTARE ULTERIOARE.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE PAYMENTS TECHNICAL (AMENDMENT) AGREEMENTS OF MAY 30TH, 1936, AND MAY 27TH, 1937, SIGNED AT LONDON, JUNE 11TH, 1938, AND EXCHANGE OF NOTES APPROVING THIS AGREEMENT, LONDON, JUNE 14TH AND 20TH, 1938.

ACORD SUPLIMENTAR LA ACORDURILE TEHNICE DE PLĂȚI (MODIFICARE) DIN 30 MAI 1936 ȘI 27 MAI 1937 SEMNATE LA LONDRA LA 11 JUNIE 1938, ȘI SCHIMBUL DE NOTE, APROBAND ACEST ACORD, LONDRA, 14 ȘI 20 JUNIE 1938.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TEXTE ROUMAN. — ROUMANIAN TEXT.

NO. I. LORD HALIFAX TO M. GRIGORCEA.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, June 14th, 1938.

SIR,

With reference to Article 2 of the Agreement signed on the 11th June² to amend the Anglo-Roumanian Payments (Technical) Agreement of the 30th May, 1936, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have approved the said Agreement.

2. I have the honour to request that you will furnish me with a similar statement on behalf of the Roumanian Government.

I have, etc.

HALIFAX.

étrangères de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a informé le Secrétaire général que, conformément à l'article 24 de ce traité, toutes les obligations découlant de ce traité pour les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande et pour le Gouvernement de l'Inde ont été suspendues.

¹ Vol. CLXXXIV, page 145, of this Series.

² See Annex.

I. LORDUL HALIFAX CATRE M. GRIGORCEA.

FOREIGN OFFICE.

LONDRA Iunie 14, 1938.

DOMNULE,

Referitor la Art. 2 al Acordului semnat la 11 Iunie pentru modificarea Acordului de Plăți (Technic) Anglo-Român din 30 Mai 1936, am onoare a va informa că Guvernul Majestății Sale al Regatului Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord a aprobat numitul Acord.

2. Am onoare a va cere să-mi trimiteți o aprobație similară în numele Guvernului român.

Primiti...

(ss) HALIFAX.

of State for Foreign Affairs in the United Kingdom informed the Secretary-General that, in accordance with Article 24 of this Treaty, all the obligations of His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia and New Zealand and of the Government of India under the Treaty have been suspended.

¹ Vol. CLXXXIV, page 145, de ce recueil.

No. 2. M. GRIGORCEA TO LORD HALIFAX.
LEGATIUNEA REGALA A ROMANIEI.

LONDRA, June 20th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Article 2 of the Agreement signed on the 11th June¹ to amend the Anglo-Roumanian Payments (Technical) Agreement of the 30th May, 1936, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Roumanian Government have approved the said Agreement.

I have, etc.

B. GRIGORCEA.

ANNEX.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE ANGLO-ROUMANIAN PAYMENTS TECHNICAL (AMENDMENT) AGREEMENT OF MAY 30TH, 1936, AS AMENDED BY THE ANGLO-ROUMANIAN PAYMENTS TECHNICAL (AMENDMENT) AGREEMENT OF MAY 27TH, 1937.

Whereas Article 2 (4) of the Anglo-Roumanian Payments Agreement made between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Roumania and signed at Bucharest on the second day of May, 1936 (hereinafter referred to as the Payments Agreement), provided for the conclusion of a Technical Agreement between the Clearing Office and the National Bank of Roumania to be submitted to the approval of the contracting Governments; and

Whereas the Anglo-Roumanian Payments (Technical) Agreement (hereinafter referred to as the Technical Agreement) made between the Clearing Office and the National Bank of Roumania was signed at Bucharest on the thirtieth day of May, 1936, and under Article 13 thereof remains in force for the duration of the said Payments Agreement unless modified by agreement between the two Governments; and

Whereas the Technical Agreement was approved by the contracting Governments; and

Whereas Article 6 of the Anglo-Roumanian Payments (Amendment) Agreement made between the Government of the United Kingdom and the Government of Roumania and signed at London on the twenty-seventh day of May,

2. M. GRIGORCEA CATRE LORDUL HALIFAX.
LEGATIUNEA REGALA A ROMÂNEI.

LONDRA, 20 Iunie 1938.

EXCELENȚA,

Referitor la Art. 2 al Acordului semnat la 11 Iunie pentru inodificarea Acordului de Plăți (Technic) Anglo-Român din 30 Mai 1936 am am onoare a informa pe Excelența Voastră ca Guvernul Regal al României a aprobat numitul Acord.

Primiți...

(ss) B. GRIGORCEA.

ACORD SUPLIMENTAR LA ACORDUL DE PLAȚI TECHNIC (MODIFICATOR) ANGLO-ROMÂN DIN 30 MAI 1936, ASTFEL CUM A FOST MODIFICAT DE CATRE ACORDUL TEHNIC (MODIFICATOR) ANGLO-ROMÂN DIN 27 MAI 1937.

Considerând, ca Articolul 2(4) al Acordului de Plăți Anglo-Român, încheiat între Guvernul Regatului Unit al Marii Britanii și al Irlandei de Nord și Guvernul Român, semnat la București în a doua zi a lunii Mai 1936 (desemnat mai jos Acordul de Plăți) prevedea încheierea unui Acord tehnic între Oficiul de Clearing și Banca Națională a României, care trebuia să fie supus aprobării Guvernelor contractante; și

Considerând ca Acordul de Plăți Anglo-Român (Tehnic) (desemnat mai jos Acordul Tehnic), încheiat între Oficiul de Clearing și Banca Națională a României, a fost semnat la București în a treizecea zi a lunii Mai 1936 și, conform Articolului sau 13, ramâne în vigoare pentru durata zisului Acord de Plăți, afară dacă este modificat prin Acord între cele două Guverne; și

Considerând ca Acordul Tehnic a fost aprobat de cele 2 guverne contractante; și

Considerând ca Articolul 6 al Acordului de Plăți Anglo-Român (Modificator), încheiat între Guvernul Regatului Unit și Guvernul României, semnat la Londra în a douazeci și șaptea zi a lunii Mai 1937, prevede ca Acordul Tehnic

¹ See Annex.

1937, provided that the Technical Agreement should be amended by agreement between the Clearing Office and the National Bank of Roumania in order to give effect to the alterations required by the said Payments (Amendment) Agreement and any other alterations which may be agreed between the Clearing Office and the National Bank of Roumania within the framework of the Payments Agreement as amended by the Supplementary Agreement of the 5th December, 1936, and the said Amendment Agreement of the 27th May, 1937 ; and

Whereas the said Technical Agreement was amended by the Anglo-Roumanian Payments Technical (Amendment) Agreement signed at London on the twenty-seventh day of May, 1937 ; and

Whereas the Clearing Office and the National Bank of Roumania desire to amend further the said Technical Agreement ;

Now, therefore, the Clearing Office and the National Bank of Roumania have agreed as follows :

Article 1.

The words " 10 per cent." in paragraph 2 of Article 2 of the Technical Agreement shall be replaced by the words " 30 per cent."

Article 2.

The present Agreement shall, after being approved by the Government of the United Kingdom and the Government of Roumania, come into force as from the 1st June, 1938.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto by the Anglo-Roumanian Clearing Office and the National Bank of Roumania respectively, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London, in the English language, this 11th day of June, 1938.

A translation shall be made into the Roumanian language as soon as possible and agreed between the Contracting Parties.

Both texts shall then be considered equally authentic for all purposes.

For the Anglo-Roumanian Clearing Office :

(L. S.) H. S. GREGORY.

For the National Bank of Roumania :

(L. S.) Basile GRIGORCEA.

trebuie sa fie modificat prin Acord intre Oficiul de Clearing si Banca Nationala a Romaniei, in scopul de a da efect modificarilor necesitate de catre zisul Acord de Plati (Modificator) si oricaror alte modificari care ar putea fi convenite intre Oficiul de Clearing si Banca Nationala a Romaniei in launtrul cadrului Acordului de Plati, astfel cum a fost modificat de catre Acordul Suplimentar din 5 Decembrie 1936, si zisul Acord Modificator din 27 Mai 1937, si

Considerand ca zisul Acord Tehnic a fost modificat de catre Acordul de Plati Tehnic (Modificator) Anglo-Roman semnat la Londra in ziua a douazeci si saptea a lunei Mai ; si

Considerand ca Oficiul de Clearing si Banca Nationala a Romaniei doresc sa modifice mai departe zisul Acord Tehnic ;

De aceea, acum, Oficiul de Clearing si Banca Nationala a Romaniei au cazut de acord dupa cum urmeaza :

Articolul I.

Cuvintele « 10 la suta » din paragraful 2 al Articolului 2 al Acordului Tehnic vor fi inlocuite cu cuvintele « 30 la suta ».

Articolul II.

Presentul Acord va intra in vigoare cu incepere dela 1 Iunie 1938, dupa ce va fi fost aprobat de catre Guvernul Regatului Unit si Guvernul Romaniei.

Drept care, subsemnati, deplin autorizati la aceasta, respectiv de catre Oficiul de Clearing Anglo-Roman si de catre Banca Nationala a Romaniei, au semnat presentul Acord si au pus sigile lor.

Facut in dublu exemplar la Londra, in limba engleza, in ziua a 11-a a lunei Iunie 1938.

O traducere in limba romana va fi facuta cat de curand posibil si aprobată de Partile Contractante.

Ambele texte vor fi considerate atunci la fel de autentice, pentru orice scop.

Pentru Banca Nationala a Romaniei,

(ss) B. GRIGORCEA.

Pentru Oficiul de Clearing Anglo-Roman,

(ss) H. S. GREGORY.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4247. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ROUMAIN CONCERNANT LES PAIEMENTS COMMERCIAUX, SIGNÉ A BUCAREST, LE 2 MAI 1936, ET ACCORDS COMPLÉMENTAIRES POSTÉRIEURS.

ACCORD ADDITIONNEL AUX ACCORDS TECHNIQUES DE PAIEMENTS (ACCORDS RECTIFICATIFS) DU 30 MAI 1936 ET DU 27 MAI 1937, SIGNÉ A LONDRES, LE 11 JUIN 1938, ET ÉCHANGE DE NOTES APPROUVANT CET ACCORD, LONDRES, LES 14 ET 20 JUIN 1938.

1. LORD HALIFAX A M. GRIGORCEA.

FOREIGN OFFICE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LONDRES, le 14 juin 1938.

Me référant à l'article 2 de l'Accord signé le 11 juin¹ pour amender l'Accord (technique) de paiements anglo-roumain du 30 mai 1936, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a approuvé ledit accord.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'adresser, au nom du Gouvernement roumain, une communication dans le même sens.

Veuillez agréer, etc.

HALIFAX.

2. M. GRIGORCEA A LORD HALIFAX.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

LONDRES, le 20 juin 1938.

Me référant à l'article 2 de l'Accord signé le 11 juin¹ pour amender l'Accord (technique) de paiements anglo-roumain du 30 mai 1936, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Roumanie a approuvé ledit accord.

Veuillez agréer, etc.

B. GRIGORCEA.

ANNEXE

ACCORD SUPPLÉMENTAIRE A L'ACCORD TECHNIQUE DE PAIEMENTS (AMENDEMENT) ANGLO-ROUMAIN DU 30 MAI 1936, TEL QU'IL A ÉTÉ AMENDÉ PAR L'ACCORD TECHNIQUE DE PAIEMENTS (AMENDEMENT) ANGLO-ROUMAIN DU 27 MAI 1937.

Attendu que l'article 2 (4) de l'Accord de paiements anglo-roumain conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de Roumanie et signé à Bucarest le 2 mai 1936 (dénommé ci-après « Accord de paiements ») prévoit la conclusion d'un accord technique entre l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie, qui doit être soumis à l'approbation des gouvernements contractants ;

Attendu que l'Accord (technique) de paiements anglo-roumain (dénommé ci-après « Accord technique ») conclu entre l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie a été signé à Bucarest le 30 mai 1936 et qu'en vertu de l'article 13 dudit accord, il reste en vigueur pendant la durée de l'Accord de paiements susmentionné, à moins qu'il ne soit modifié d'un commun accord par les deux gouvernements ;

Attendu que l'Accord technique a été approuvé par les gouvernements contractants ;

¹ Voir annexe.

Attendu que l'article 6 de l'Accord de paiements (amendement) anglo-roumain conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de Roumanie et signé à Londres le 27 mai 1937 prévoit que l'Accord technique doit être amendé, d'un commun accord, par l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie, afin de donner effet aux modifications stipulées par ledit Accord de paiements (amendement) et à toutes autres modifications qui pourraient être convenues entre l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie dans le cadre de l'Accord de paiements, tel qu'il a été amendé par l'Accord supplémentaire du 5 décembre 1936 et ledit Accord d'amendement du 27 mai 1937 ;

Attendu que l'Accord technique a été amendé par l'Accord technique (amendement) de paiements anglo-roumain, signé à Londres le 27 mai 1937 ; et

Attendu que l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie désirent apporter une nouvelle modification audit Accord technique ;

L'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les mots « 10 pour cent » au paragraphe 2 de l'article 2 de l'Accord technique sont remplacés par les mots « 30 pour cent ».

Article 2.

Le présent accord, après avoir été approuvé par le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de Roumanie, entrera en vigueur à dater du 1^{er} juin 1938.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par l'Office de clearing anglo-roumain et la Banque nationale de Roumanie, respectivement, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, en langue anglaise, le 11 juin 1938.

Une traduction en langue roumaine sera faite dans le plus bref délai possible et approuvée par les Parties contractantes.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant également foi à toutes fins utiles.

Pour l'Office de clearing anglo-roumain :

(L. S.) H. S. GREGORY.

Pour la Banque nationale de Roumanie :

(L. S.) Basile GRIGORCEA.

No. 4278. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND GREECE REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 27TH, 1936.

Nº 4278. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA GRÈCE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 FÉVRIER 1936.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO THE COLONY OF ADEN OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ATHENS, JUNE 26TH AND JULY 14TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA COLONIE D'ADEN DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ATHÈNES, LES 26 JUIN ET 14 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Vol. CLXXXV, page 113; and Vol. CXCVI, page 483, of this Series.

¹ Vol. CLXXXV, page 113; et vol. CXCVI, page 483, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 142.
(151/5/39.)

ATHENS, June 26th, 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th February, 1936, the extension of the operation of that Convention to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

2. The authority in the Colony of Aden to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Chief Justice of Aden and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th July next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Président du Conseil, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

His Excellency Michael PALAIRET.
Monsieur J. Metaxas.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No 15753/G/I/IV.

ATHÈNES, le 14 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre No 142 du 26 juin dernier, par laquelle vous avez bien voulu faire connaître à Monsieur le Président du Conseil que l'application de la Convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Grèce et la Grande-Bretagne, signée à Londres le 27 février 1936, a été étendue à la Colonie d'Aden (à l'exclusion du Protectorat d'Aden).

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 142.
(151/5/39.)

ATHÈNES, le 26 juin 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 février 1936, que l'application de cette convention est étendue à la Colonie (mais non au Protectorat) d'Aden.

2. L'autorité de la Colonie d'Aden à laquelle doivent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Chief Justice » d'Aden, et la langue à employer dans les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension aujourd'hui signifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 juillet prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisiss cette occasion, etc.

Son Excellence Michael PALAIRET.
Monsieur J. Metaxas.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 15753/G/I/IV.

ATHENS, 14th July, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of letter No. 142 of June 26th last, in which you were so good as to inform Monsieur le Président du Conseil that the operation of the Convention regarding mutual legal assistance in civil and commercial matters concluded between Greece and Great Britain and signed in London on February 27th, 1936, has been extended to the Colony (but not the Protectorate) of Aden.

Cette extension a été consignée dans les archives du Ministère royal des Affaires étrangères et elle prendra effet à partir du 26 juillet 1939, soit un mois à partir de la date de votre lettre précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre et p. a. :
Le Directeur général :
Léon MÉLAS,
Ministre plénipotentiaire.

Son Excellence
Sir Charles Michael Palairret, K.C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

This extension of the Convention has been put on record in the archives of the Royal Ministry of Foreign Affairs and it will come into force on July 26th, 1939, that is to say, one month from the date of your above-mentioned letter.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
Léon MÉLAS,
Minister Plenipotentiary,
Director-General.

His Excellency
Sir Charles Michael Palairret, K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Athens.

No. 4319. — CONVENTION¹ INTERNATIONAŁE CONCERNANT L'EMPLOI DE LA RADIODIFFUSION DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX. SIGNÉE A GENEVE, LE 23 SEPTEMBRE 1936.

ADHÉSIONS

COLONIE D'ADEN	...	...	...	...	...	...
BAHAMA	...	...	...	...	...	...
LA BARBADE	...	...	...	...	...	...
BASSOUTOLAND	...	...	...	...	...	...
PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND	...	...	...	...	...	...
BERMUDES	...	...	...	...	...	...
GUYANE BRITANNIQUE	...	...	...	...	...	...
HONDURAS BRITANNIQUE	...	...	...	...	...	...
PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES	...	...	...	...	...	...
CEYLAN	...	...	...	...	...	...
CHYPRE	...	...	...	...	...	...
ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES	...	...	...	...	...	...
FIDJI	...	...	...	...	...	...
GAMBIE (Colonie et Protectorat)	...	...	...	...	...	...
GIBRALTAR	...	...	...	...	...	...
COLONIE DES ILES GILBERT ET ELICE	...	...	...	...	...	...
CÔTE DE L'OR :						
a) COLONIE	...	...	...	...	...	...
b) ASHANTI	...	...	...	...	...	...
c) TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX	...	...	...	...	...	...
d) TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE	...	...	...	...	...	...
HONG-KONG	...	...	...	...	...	...

14 juillet 1939.

No. 4319. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ CONCERNING THE USE OF BROADCASTING IN THE CAUSE OF PEACE. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 23RD, 1936.

ACCESSIONS.

ADEN COLONY	...	...	...	...	...	...
BAHAMAS	...	...	...	...	...	...
BARBADOS	...	...	...	...	...	...
BASUTOLAND	...	...	...	...	...	...
BECHUANALAND PROTECTORATE	...	...	...	...	...	...
BERMUDA	...	...	...	...	...	...
BRITISH GUIANA	...	...	...	...	...	...
BRITISH HONDURAS	...	...	...	...	...	...
BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTO-						
RATE	...	...	...	...	...	...
CEYLON	...	...	...	...	...	...
CYPRUS	...	...	...	...	...	...
FAKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES	...	...	...	...	...	...
FIJI	...	...	...	...	...	...
GAMBIA (Colony and Protectorate)	...	...	...	...	...	...
GIBRALTAR	...	...	...	...	...	...
GILBERT AND ELICE ISLANDS COLONY	...	...	...	...	...	...
GOLD COAST :						
(a) COLONY	...	...	...	...	...	...
(b) ASHANTI	...	...	...	...	...	...
(c) NORTHERN TERRITORIES	...	...	...	...	...	...
(d) TOGOLAND UNDER BRITISH MAN-						
DATE	...	...	...	...	...	...
HONG-KONG	...	...	...	...	...	...

July 14th, 1939.

¹ Vol. CLXXXVI, page 301 ; vol. CXCIII, page 316 ; et vol. CXCVI, page 489, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXVI, page 301 ; Vol. CXCIII, page 316 ; and Vol. CXCVI, page 489, of this Series.

LA JAMAÏQUE (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïmans) ...	...
KÉNIA (Colonie et Protectorat) ...	...
ILES SOUS LE VENT :	
ANTIGUA ...	...
DOMINIQUE ...	...
MONTSERRAT ...	...
SAINT-CHRISTOPHIE ET NÉVIS ...	...
ILES VIERGES ...	...
ETATS MALAIS :	
a) ETATS MALAIS FÉDÉRÉS :	
NEGRI SEMBILAN ...	...
PAHANG ...	...
PERAK ...	...
SELANGOR ...	...
b) ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :	
JOHORE ...	...
KEDAH ...	...
KELANTAN ...	...
PERLIS ...	...
TRENGGANU ET ...	...
BRUNEI ...	...
MALTE ...	...
MAURICE ...	...
NIGÉRIA :	
a) COLONIE ...	...
b) PROTECTORAT ...	...
c) CAMEROUN SOUS MANDAT BRITANNIQUE ...	...
BORNÉO DU NORD, ÉTAT DU ...	...
RHODÉSIE DU NORD ...	...
PROTECTORAT DU NYASSALAND ...	...
PALESTINE (à l'exclusion de la Transjordanie) ...	...
SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION ...	...
SARAWAK ...	...
SEYCHELLES ...	...
SIERRA-LEONE (Colonie et Protectorat) ...	...
PROTECTORAT DU SOMALILAND ...	...
STRAITS SETTLEMENTS ...	...
SWAZILAND ...	...
TERRITOIRE DU TANGANYIKA ...	...
TONGA ...	...
TRANSJORDANIE ...	...
TRINITÉ ET TOBAGO ...	...
PROTECTORAT DE L'UGANDA ...	...
ILES DU VENT :	
GRENADE ...	...
SAINTE-LUCIE ...	...
SAINT-VINCENT ...	...
PROTECTORAT DE ZANZIBAR ...	...

14 juillet 1939.

JAMAICA (including Turks and Caicos Islands and the Cayman Islands) ...	...
KENYA (Colony and Protectorate) ...	...
LEEWARD ISLANDS :	
ANTIGUA ...	...
DOMINICA ...	...
MONTSERRAT ...	...
ST. CHRISTOPHER AND NEVIS ...	...
VIRGIN ISLANDS ...	...
MALAY STATES :	
(a) FEDERATED MALAY STATES :	
NEGRI SEMBILAN ...	...
PAHANG ...	...
PERAK ...	...
SELANGOR ...	...
(b) UNFEDERATED MALAY STATES :	
JOHORE ...	...
KEDAH ...	...
KELANTAN ...	...
PERLIS ...	...
TRENGGANU AND BRUNEI ...	...
MALTA ...	...
MAURITIUS ...	...
NIGERIA :	
(a) COLONY ...	...
(b) PROTECTORATE ...	...
(c) CAMEROONS UNDER BRITISH MANDATE ...	...
NORTH BORNEO, STATE OF ...	...
NORTHERN RHODESIA ...	...
NYASALAND PROTECTORATE ...	...
PALESTINE (excluding Trans-Jordan) ...	...
ST. HELENA AND ASCENSION ...	...
SARAWAK ...	...
SEYCHELLES ...	...
SIERRA LEONE (Colony and Protectorate) ...	...
SOMALILAND PROTECTORATE ...	...
STRAITS SETTLEMENTS ...	...
SWAZILAND ...	...
TANGANYIKA TERRITORY ...	...
TONGA ...	...
TRANS-JORDAN ...	...
TRINIDAD AND TOBAGO ...	...
UGANDA PROTECTORATE ...	...
WINDWARD ISLANDS :	
GRENADA ...	...
ST. LUCIA ...	...
ST. VINCENT ...	...
ZANZIBAR PROTECTORATE ...	...

NEW HEBRIDES ... July 14th, 1939.

July 14th, 1939.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 4333. — AGREEMENT^{1 *} BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS PROVIDING FOR THE LIMITATION OF NAVAL ARMAMENT AND THE EXCHANGE OF INFORMATION CONCERNING NAVAL CONSTRUCTION. SIGNED AT LONDON, JULY 17TH, 1937.

№ 4333. — СОГЛАШЕНИЕ^{1 *} МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ СОЕДИНЕННОГО КОРОЛЕВСТВА ВЕЛИКОБРИТАНИИ И СЕВЕРНОЙ ИРЛАНДИИ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК О ПРИНЯТИИ МЕР К ОГРАНИЧЕНИЮ МОРСКИХ ВООРУЖЕНИЙ И К ОБМЕНУ СВЕДЕНИЯМИ О СООРУЖАЕМЫХ КОРАБЛЯХ, ПОДПИСАННОЕ В ЛОНДОНЕ, 17-го ИЮЛЯ 1937 ГОДА.

PROTOCOL² MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT LONDON, JULY 6TH, 1938.

Протокол² изменяющий вышеупомянутое Соглашение, подписанный в Лондоне 6-го июля 1938 года.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Whereas by Article 4 (1) of the Anglo-Soviet Agreement for the Limitation of Naval Armament and the Exchange of Information concerning Naval Construction, signed in London on the 17th July, 1937, it is provided that no capital ship shall exceed 35,000 tons (35,560 metric tons) standard displacement ;

Ввиду того, что статьей 4 (1) Англо-Советского Соглашения об ограничении морских вооружений и об обмене сведениями о сооружаемых кораблях, подписанного в Лондоне 17 июля 1937 г., предусмотрено, что ни один линейный корабль не будет иметь стандартного водоизмещения выше 35.000 тонн (35.560 метрических тонн);

And whereas by reason of Article 4 (2) of the said Agreement the maximum calibre of gun carried by capital ships is 16 in. (406 mm.);

И ввиду того, что в силу статьи 4 (2) названного Соглашения максимальный калибр орудия на линейных кораблях установлен в 16 дюймов (406 мм.);

¹ Vol. CLXXXVII, page 93, of this Series.

* Suspension of obligations.

By a communication received in the Secretariat on November 16th, 1939, His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in the United Kingdom informed the Secretary-General that :

In consequence of the state of war which exists with Germany, and in accordance with Article 24 of this Agreement, all the obligations of His Majesty's Government in the United Kingdom under this Agreement have been suspended indefinitely.

² Came into force July 6th, 1938.

¹ Vol. CLXXXVII, page 93, de ce recueil.

* Suspension d'obligations.

Par une communication reçue au Secrétariat le 16 novembre 1939, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a informé le Secrétaire général que :

En conséquence de l'état de guerre qui existe avec l'Allemagne et conformément à l'article 24 de cet accord, toutes les obligations découlant de cet accord pour le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ont été indéfiniment suspendues.

² Entré en vigueur le 6 juillet 1938.

And whereas on the 31st March, 1938, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland gave notice under paragraph (2) of Article 25 of the said Agreement of its decision to exercise the right provided for in paragraph (1) of the said Article to depart from the limitations and restrictions of the Agreement in regard to the upper limits of capital ships of sub-category (a);

And whereas consultations have taken place as provided in paragraph (3) of Article 25, with a view to reaching agreement in order to reduce to a minimum the extent of the departures from the limitations and restrictions of the Agreement;

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows:

1. As from this day's date the figure of 35,000 tons (35,560 metric tons) in Article 4 (1) of the said Agreement shall be replaced by the figure of 45,000 tons (45,720 metric tons).

2. The figure of 16 in. (406 mm.) in Article 4 (2) remains unaltered.

3. The present Protocol shall come into force on this day's date.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done in duplicate in London the 6th day of July, 1938, in the English language. A Russian text will be drawn up as soon as possible and agreed between the contracting Governments, and both texts will then be considered equally authentic.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Alexander CADOGAN.

For the Government of the Union of Soviet Socialist Republics :

S. САНАН.

И ввиду того, что 31 марта 1938 г. правительство Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии сделала, согласно пункта (2) статьи 25 названного Соглашения, сообщение относительно его решения осуществить предусмотренное в пункте (1) названной статьи право отступления от ограничений и рамок Соглашения в отношении верхних лимитов линейных кораблей подкласса (a);

И ввиду того, что, как это предусмотрено в пункте (3) статьи 25, переговоры имели место с целью достижения соглашения о доведении до минимума пределов отступлений от ограничений и рамок Соглашения;

Нижеподписавшиеся, надлежащим образом на то уполномоченные их соответствующими правительствами, условились о нижеследующем :

1. С сегодняшнего дня цифра 35.000 тонн (35.560 метрических тонн) в статье 4 (1) названного Соглашения будет заменена цифрой 45.000 тонн (45.750 метрических тонн).

2. Цифра 16 дюймов (406 мм.) статьи 4 (2) остается без изменений.

3. Настоящий протокол войдет в силу с сегодняшнего дня.

В удостоверение чего нижеподписавшиеся подписали настоящий протокол.

Составлен в двух экземплярах, в Лондоне, 6 июля 1938 года на английском языке. Русский текст будет составлен возможно скорее и согласован между Договаривающимися Правительствами, после чего оба текста будут считаться аутентичными.

За Правительство Союза Советских Социалистических Республик:

С. Каган.

За Правительство Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии:

Александр Кадоган.

EXCHANGE OF NOTES.

No. 1. M. MAISKY TO VISCOUNT HALIFAX.

SIR,

January 11th, 1939.

On the 8th December last, Mr. Cahan forwarded to Mr. Holman the Russian text of the Protocol regarding capital ships signed in London on the 6th July, 1938. Subsequently Mr. Beith of the American Department of the Foreign Office telephoned to the effect that the Russian text of the Protocol mentioned above was quite in order except for one typing error which occurs at the bottom of the first page, where 45,750 metric tons are shown instead of 45,720 metric tons, which correction we, of course, accept.

In view of the above I would greatly appreciate if you would inform me as to whether the United Kingdom Government is prepared to consider the Russian text of the Protocol referred to above as authentic for all purposes.

Accept, etc.

J. MAISKY.

No. 2. VISCOUNT HALIFAX TO M. MAISKY.

FOREIGN OFFICE.

YOUR EXCELLENCY,

February 10th, 1939.

I have the honour to refer to Your Excellency's note of the 11th January in which you were so good as to enquire whether, subject to the correction of the small typing error mentioned in your note, His Majesty's Government were prepared to consider as being authentic the Russian text of the Protocol governing escalation in capital ships which was signed in London on the 6th July, 1938.

2. In reply, I have the honour to inform you that His Majesty's Government are prepared to accept the Russian text of the Protocol, enclosed in M. Cahan's letter to Mr. Holman of the 8th December, as equally authentic with the English text, subject to the correction of the typing error mentioned above.

I have, etc.

(For the Secretary of State),
(Signed) J. V. PEROWNE.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4333. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES CONCERNANT LA LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS ET L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CONSTRUCTIONS NAVALES. SIGNÉ A LONDRES, LE 17 JUILLET 1937.

PROTOCOLE MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 JUILLET 1938.

Attendu que l'article 4 (1) de l'Accord anglo-soviétique pour la limitation des armements navals et l'échange de renseignements relatifs aux constructions navales, signé à Londres le 17 juillet 1937, stipule qu'aucun bâtiment de ligne n'aura un déplacement-type supérieur à 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) ;

Attendu qu'en vertu de l'article 4 (2) dudit accord, le calibre maximum des canons portés par les bâtiments de ligne est de 406 mm. (16 pouces) ;

Attendu que le 31 mars 1938, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a donné notification, aux termes du paragraphe 2 de l'article 25 dudit accord,

de sa décision d'exercer le droit, prévu au paragraphe 1 du même article, de déroger aux limitations et restrictions prévues par l'accord, en ce qui concerne les limites supérieures des bâtiments de ligne de la sous-classe *a*) ;

Attendu que les consultations prévues au paragraphe 3 de l'article 25 ont eu lieu en vue d'aboutir à une entente pour réduire au minimum la portée des dérogations aux limitations et restrictions prévues par l'accord ;

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

1^o A dater de ce jour, le chiffre de 35.000 tonnes (35.560 tonnes métriques) prévu à l'article 4 (1) dudit accord sera remplacé par le chiffre de 45.000 tonnes (45.720 tonnes métriques).

2^o Le chiffre de 406 mm. (16 pouces) prévu à l'article 4 (2) reste inchangé.

3^o Le présent protocole entrera en vigueur à la date de ce jour.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent protocole.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 6 juillet 1938, en langue anglaise. Un texte en langue russe sera établi aussitôt que possible et approuvé par les gouvernements contractants, et les deux textes seront alors considérés comme faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Alexander CADOGAN.

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

S. CAHAN.

ECHANGE DE NOTES

1. M. MAISKY AU VICOMTE HALIFAX.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Le 11 janvier 1939.

Le 8 décembre dernier, M. Cahan a transmis à M. Holman le texte russe du Protocole relatif aux bâtiments de ligne, signé à Londres le 6 juillet 1938. Par la suite, M. Beith, du Département américain du Foreign Office, a téléphoné pour faire savoir que le texte russe du protocole susmentionné était exact, sauf une erreur d'impression, au bas de la première page, où figure le chiffre de 45.750 tonnes métriques au lieu de 45.720, rectification que, bien entendu, nous acceptons.

Dans ces conditions, je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à considérer le texte russe du protocole susmentionné comme faisant foi à toutes fins utiles.

Veuillez agréer, etc.

J. MAISKY.

2. LE VICOMTE HALIFAX A M. MAISKY.

FOREIGN OFFICE,

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Le 10 février 1939.

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 11 janvier par laquelle vous avez bien voulu me demander si, sous réserve de la rectification de la légère erreur d'impression mentionnée dans votre note, le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à considérer comme faisant foi le texte russe du Protocole relatif aux bâtiments de ligne, signé à Londres le 6 juillet 1938.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à considérer le texte russe du protocole contenu dans la lettre de M. Cahan à M. Holman, en date du 8 décembre, comme faisant foi au même titre que le texte anglais, sous réserve de la rectification de l'erreur d'impression mentionnée ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat),
(Signed) J. V. PEROWNE.

No. 4366. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, NOVEMBER 23RD, 1937.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY TO BARBADOS, BRITISH GUIANA, JAMAICA, LEeward ISLANDS AND ZANZIBAR. BANGKOK, JUNE 9TH AND 10TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.
BRITISH LEGATION.
62/49/39.

BANGKOK, June 9th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territories named hereunder :

Barbados.
British Guiana.
Jamaica.
Leeward Islands.
Zanzibar.

I shall be grateful if Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Chao Phya Sridharmadhibes,
etc., etc., etc.

¹ Vol. CLXXXVIII, page 333, of this Series.

Nº 4366. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 23 NOVEMBRE 1937.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA BARBADE, A LA GUYANE BRITANNIQUE, A LA JAMAÏQUE, AUX ILES SOUS LE VENT ET A ZANZIBAR DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 9 ET 10 JUIN 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.
LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
62/49/39.

BANGKOK, le 9 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, le désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, de voir étendre les dispositions dudit traité aux territoires ci-après :

La Barbade,
Guyane britannique,
Jamaïque,
Iles sous le Vent,
Zanzibar.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette notification.

Je saisis cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
Chao Phya Sridharmadhibes,
etc., etc., etc.

¹ Vol. CLXXXVIII, page 333, de ce recueil.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 3706/2482.

SARANROMYA PALACE, June 10th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 62/49/39 of the 9th instant in which you state that, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, you give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territories named hereunder :

Barbados.
British Guiana.
Jamaica.
Leeward Islands.
Zanzibar.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to the territories above specified as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

SRIDHARMADHIBES,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister
Plenipotentiary,
Bangkok.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 3706/2482.

PALAIS SARANROMYA, le 10 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n° 62/49/39, du 9 juin, dans laquelle vous déclarez que, conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, vous notifiez, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok le 23 novembre 1937, le désir de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, de voir étendre les dispositions dudit traité aux territoires ci-après :

La Barbade,
Guyane britannique,
Jamaïque,
Îles sous le Vent,
Zanzibar.

En prenant acte de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du traité de commerce et de navigation mentionné plus haut, le traité sera étendu aux territoires ci-dessus énumérés à partir de la date de votre note, dont j'accuse réception par la présente.

Je saisiss cette occasion, etc.

SRIDHARMADHIBES,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ACCESSION OF INDIA TO THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, JUNE 28TH, JULY 17TH AND JULY 28TH, 1939.

Registered on September 19th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

62/61/39.

BANGKOK, June 28th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency the accession of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of India, to the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, in accordance with the provisions of Article 24 thereof.

2. This accession is subject to the reservation that appointments of Siamese consular officers of any rank to reside in India under the provisions of Article 18 of the Treaty shall be restricted to seaport towns.

3. I shall be grateful if you will in due course acknowledge the receipt of this notification, which will take effect this day.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Chao Phya Sridharmadhibes,
etc., etc., etc.

II.

BRITISH LEGATION.

62/67/39.

BANGKOK, July 17th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to invite reference to my note No. 62/61/39 of June 28th last, notifying

EXCHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DE L'INDE AU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 28 JUIN, 17 JUILLET ET 28 JUILLET 1939.

Enregistré le 19 septembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

62/61/39.

BANGKOK, le 28 juin 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, adhère, au nom de l'Inde, au Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 24 dudit traité.

2. Cette adhésion est donnée sous réserve que la nomination de fonctionnaires consulaires siamois de tout rang appelés à résider dans l'Inde aux termes des dispositions de l'article 18 du traité sera limitée aux ports de mer.

3. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir accuser réception, en temps utile, de la présente notification, qui prendra effet ce même jour.

Je saisiss cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
Chao Phya Sridharmadhibes,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

62/67/39.

BANGKOK, le 17 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à ma note n° 62/61/39, du 28 juin dernier, notifiant

the accession of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of India, to the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, in accordance with the provisions of Article 24 thereof.

2. Your Excellency will recollect that in the above-mentioned note I stated that the said accession is subject to the reservation that appointments of Thai consular officers of any rank to reside in India under the provisions of Article 18 of the Treaty should be restricted to seaport towns. In this connexion I have the honour to inform Your Excellency that it is the intention of the Government of India normally to suggest a similar reservation in future before acceding to similar treaties with either European or other countries.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

III.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 6807/2482.

SARANROMYA PALACE, July 28th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 62/61/39 of the 28th ultimo in which you notify the accession of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of India, to the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, in accordance with the provisions of Article 24 thereof. You also state that this accession is subject to the reservation that appointments of Thai consular officers of any rank to reside in India under the provisions of Article 18 of the Treaty shall be restricted to seaport towns.

By a subsequent note No. 62/67/39 of the 17th instant you are good enough to explain in

l'adhésion, au nom de l'Inde, de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, au Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 24 dudit traité.

2. Votre Excellence se rappellera que, dans la note ci-dessus mentionnée, j'indiquais que cette adhésion était donnée sous réserve que la nomination de fonctionnaires consulaires thaïs de tout rang appelés à résider dans l'Inde aux termes des dispositions de l'article 18 du traité serait limitée aux ports de mer. A ce propos, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de l'Inde a désormais l'intention de formuler, en règle générale, une réserve de même nature avant d'adhérer à des traités analogues avec des pays européens ou autres.

Je saisiss cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

III.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 6807/2482.

PALAIS DE SARANROMYA, le 28 juillet 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note Nº 62/61/39, du 28 juin dernier, par laquelle vous通知 que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, adhère, au nom de l'Inde, au Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok le 23 novembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 24 dudit traité. Vous indiquez également que cette adhésion est donnée sous réserve que la nomination de fonctionnaires consulaires thaïs de tout rang appelés à résider dans l'Inde aux termes des dispositions de l'article 18 du traité sera limitée aux ports de mer.

Par une note ultérieure nº 62/67/39, en date du 17 juillet, vous voulez bien expliquer, à

connection with the above reservation that it is the intention of the Government of India normally to suggest a similar reservation in future before acceding to similar treaties with either European or other countries.

In taking note of your communications, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 24 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the accession to the said Treaty in respect of India takes effect as from the date of your note under acknowledgment of June 28th and subject to the reservation contained therein.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY TO CERTAIN COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. BANGKOK, DECEMBER 8TH AND 23RD, 1938.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

BRITISH LEGATION.

27/127/38.

BANGKOK, December 8th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas,

propos de la réserve ci-dessus, que le Gouvernement de l'Inde a désormais l'intention de formuler, en règle générale, une réserve de même nature avant d'adhérer à des traités analogues avec des pays européens ou autres.

En prenant acte de vos communications, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux termes de l'article 24 du Traité de commerce et de navigation mentionné plus haut, l'adhésion audit traité, au nom de l'Inde, prend effet à la date de votre note du 28 juin, dont j'accuse réception par la présente, et sous la réserve qui y est contenue.

Je saisiss cette occasion, etc.

PIBULASONGGRAM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT. BANGKOK, LES 8 ET 23 DÉCEMBRE 1938.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

27/127/38.

BANGKOK, le 8 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, de porter à votre connaissance que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que

Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territories named hereunder :

British Honduras
Ceylon
Cyprus
Falkland Islands and Dependencies
Fiji
Gambia (Colony and Protectorate)
Gold Coast :
 (a) Colony
 (b) Ashanti
 (c) Northern Territories
 (d) Togoland under British Mandate
Malta
Mauritius
Nigeria :
 (a) Colony
 (b) Protectorate
 (c) Cameroons under British Mandate
Northern Rhodesia
St. Helena and Ascension
Seychelles
Tanganyika Territory
Windward Islands :
 Grenada
 St. Lucia
 St. Vincent

I shall be grateful if Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Luang Pradist Manudharm,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 12142/248I.

SARANROMYA PALACE, December 23rd, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 27/127/38 of the 8th instant in which you state that, in accordance with instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs,

ledit traité soit étendu aux territoires ci-après désignés :

Honduras britannique
Ceylan
Chypre
Iles Falkland et dépendances
Iles Fidji
Gambie (Colonie et Protectorat)
Côte de l'Or
 a) Colonie
 b) Achanti
 c) Territoires septentrionaux
 d) Togo sous mandat britannique
Malte
Île Maurice
Nigéria
 a) Colonie
 b) Protectorat
 c) Cameroun sous mandat britannique
Rhodésie du Nord
Sainte-Hélène et Ascension
Îles Seychelles
Territoire du Tanganyika
Îles du Vent :
 Grenade
 Sainte-Lucie
 Saint-Vincent

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification.

Je saisiss cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
Luang Pradist Manudharm,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 12142/248I.

PALAIS DE SARANROMYA, le 23 décembre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note Nº 27/127/38, du 8 courant, dans laquelle vous déclarez que, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, vous notifiez, conformément

you give notice in accordance with the provisions of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territories named hereunder :

British Honduras
Ceylon
Cyprus
Falkland Islands and Dependencies
Fiji
Gambia (Colony and Protectorate)
Gold Coast :
 (a) Colony
 (b) Ashanti
 (c) Northern Territories
 (d) Togoland under British Mandate
Malta
Mauritius
Nigeria :
 (a) Colony
 (b) Protectorate
 (c) Cameroons under British Mandate
Northern Rhodesia
St. Helena and Ascension
Seychelles
Tanganyika Territory
Windward Islands :
 Grenada
 St. Lucia
 St. Vincent.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to the territories above specified as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

SRIDHARMADHIBES,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok le 23 novembre 1937, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu aux territoires ci-après désignés :

Honduras britannique
Ceylan
Chypre
Iles Falkland et dépendances
Iles Fidji
Gambie (Colonie et Protectorat)
Côte de l'Or :
 a) Colonie
 b) Achanti
 c) Territoires septentrionaux
 d) Togo sous mandat britannique
Malte
Île Maurice
Nigéria :
 a) Colonie
 b) Protectorat
 c) Cameroun sous mandat britannique
Rhodésie du Nord
Sainte-Hélène et Ascension
Îles Seychelles
Territoire du Tanganyika
Îles du Vent :
 Grenade
 Sainte-Lucie
 Saint-Vincent.

En prenant acte de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation susmentionné, ledit traité sera étendu aux territoires ci-dessus spécifiés, à partir de la date de votre note faisant l'objet du présent accusé de réception.

Je saisis cette occasion, etc.

SRIDHARMADHIBES,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO TONGA OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BANGKOK, SEPTEMBER 1ST AND 4TH, 1939.

Registered on November 24th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

62/93/39.

BANGKOK, September 1st, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give notice, in accordance with the provisions of Article 23 of the Commercial Treaty signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territory named hereunder :

Tonga.

I shall be grateful if Your Excellency will acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. CROSBY,
His Majesty's Minister.

His Excellency
Major-General Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 9455/2482.

SARANROMYA PALACE, September 4th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 62/93/39 of the 1st instant in which you state that, in accordance with

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A TONGA DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BANGKOK, LES 1^{er} ET 4 SEPTEMBRE 1939.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

62/93/39.

BANGKOK, le 1^{er} septembre 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce signé à Bangkok le 23 novembre 1937, de porter à votre connaissance que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu au territoire ci-après désigné :

Tonga.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente notification.

Je saisirai cette occasion, etc.

J. CROSBY,
Ministre de Sa Majesté.

Son Excellence
le Major-Général Luang Pibulasonggram,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 9455/2482.

PALAIS DE SARANROMYA, le 4 septembre 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note Nº 62/93/39, du 1^{er} courant, dans laquelle vous déclarez que, d'ordre du principal secré-

instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, you give notice in accordance with the provisions of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Bangkok on the 23rd November, 1937, of the desire of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the said Treaty should extend to the territory named hereunder :

Tonga.

In taking note of your communication, I have the honour to state that, in accordance with the terms of Article 23 of the Treaty of Commerce and Navigation above referred to, the said Treaty shall be extended to the territory above specified as from the date of your note under acknowledgment.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

PIBULASONGGRAM.

His Excellency
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bangkok.

PIBULASONGGRAM.

Son Excellence
Sir Josiah Crosby, K.B.E., C.I.E.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Bangkok.

No. 4374. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
UNION OF SOUTH AFRICA AND THE
FRENCH GOVERNMENT CONSTITUT-
ING A PROVISIONAL COMMERCIAL
AGREEMENT. PRETORIA, AUGUST
27TH, 1935.

EXCHANGE OF NOTES AMENDING THE ABOVE-
MENTIONED AGREEMENT. CAPETOWN, MARCH
16TH, 1939.

Registered on September 14th, 1939, at the
request of the Accredited Representative of the
Union of South Africa to the League of Nations.

taire d'Etat de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, vous notifiez, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation signé à Bangkok le 23 novembre 1937, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que ledit traité soit étendu au territoire ci-après désigné :

Tonga.

En prenant acte de votre communication, j'ai l'honneur de déclarer que, conformément aux dispositions de l'article 23 du Traité de commerce et de navigation susmentionné, ledit traité sera étendu au territoire ci-dessus spécifié, à partir de la date de votre note faisant l'objet du présent accusé de réception.

Je saisirai cette occasion, etc.

No 4374. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-
AFRICaine ET LE GOUVERNEMENT
FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD
COMMERCIAL PROVISOIRE. PRÉTORIA,
LE 27 AOUT 1935.

ÉCHANGE DE NOTES PORTANT AMENDEMENT
A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAP, LE
16 MARS 1939.

Enregistré le 14 septembre 1939 à la demande
du représentant de l'Union Sud-Africaine près
la Société des Nations.

¹ Vol. CLXXXIX, page 41 ; and Vol. CXCVI, page 501, of this Series.

¹ Vol. CLXXXIX, page 41 ; et vol. CXCVI, page 501, de ce recueil.

I.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS.

P.M. 55/60.

CAPETOWN, March 16th, 1939.

MR. MINISTER,

I have the honour to refer to the Union-French Provisional Commercial Agreement of the 27th August, 1935, as subsequently extended from time to time by further Exchange of Notes, and to the correspondence exchanged between us regarding the omission, owing to an error in transcription, of citric and tartaric acids and glassware from the list of goods entitled to the benefit of the intermediate tariff, as set out in paragraph 1 of the said Agreement.

I now have the honour to advise you that the Union Government are agreeable to supplement the said list of goods by the addition thereto of citric and tartaric acids (*ex* tariff item 213 (c)) and glassware, n.e.e. (tariff item 172 (b) (1)).

At the same time, the Union Government desire to express the hope that the French Government will accord sympathetic consideration to proposals which may, in future, be submitted in regard to quotas to be allocated to the Union in respect of citrus fruit.

The present note and your confirmatory reply in similar terms will be regarded as an amendment to the Union-French Provisional Commercial Agreement of the 27th August, 1935. This amendment will come into effect twenty-one days after signature of the note on behalf of the Union Government.

Please accept, Mr. Minister, the renewed assurance of my highest consideration.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the French Republic,
Capetown.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.

P. M. 55/60.

LE CAP, le 16 mars 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord commercial provisoire du 27 août 1935, entre la France et l'Union, prorogé par plusieurs échanges de notes successifs, et à notre correspondance concernant l'omission, due à une erreur de transcription, des acides citrique et tartrique et des ouvrages en verre sur la liste des produits ayant droit au bénéfice du tarif intermédiaire, en vertu du paragraphe 1 dudit accord.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Union a décidé de compléter la liste de produits dont il s'agit par l'insertion des acides citrique et tartrique (*ex* position 213 c) et des ouvrages en verre, non dénommés ailleurs (position 172 b) (1).

En même temps, le Gouvernement de l'Union tient à exprimer l'espoir que le Gouvernement français accordera une attention sympathique aux propositions qui pourraient lui être soumises à l'avenir au sujet des contingents d'agrumes (*citrus fruit*) à attribuer à l'Union.

La présente note et votre lettre de confirmation rédigée en termes analogues seront considérées comme constituant un amendement à l'Accord commercial provisoire du 27 août 1935 entre la France et l'Union. Cet amendement entrera en vigueur vingt et un jours après la signature de la note que je vous adresse au nom du Gouvernement de l'Union.

Veuillez agréer, etc.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secrétaire aux Affaires extérieures.

L'Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République française,
Le Cap.

II.

LE CAP, le 16 mars 1939.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 16 mars 1939 se référant à l'Accord commercial provisoire entre la France et l'Union du 27 août 1935 prorogé par plusieurs échanges de lettres successifs et à notre correspondance concernant l'omission due à une erreur de transcription des acides citriques et tartriques et des ouvrages en verre sur la liste des produits ayant droit au bénéfice du tarif intermédiaire en vertu du paragraphe 1 dudit accord.

J'ai pris note de ce que le Gouvernement de l'Union a décidé de compléter la liste des produits dont il s'agit par l'insertion des acides citrique et tartrique (tarif item 213 c)) et des ouvrages en verre n. e. e. (tarif item 172 b) (1)), et j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français est disposé à accorder une attention sympathique aux propositions qui pourraient lui être soumises dans l'avenir au sujet des contingents d'agrumes (*citrus fruits*) devant être accordés à l'Union.

Votre lettre et la présente réponse seront considérées comme constituant un amendement à l'Accord commercial provisoire entre la France et l'Union du 27 août 1935. Cet amendement entrera en vigueur vingt et un jours après la signature de la lettre que vous m'adressez au nom du Gouvernement de l'Union.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire aux Affaires extérieures, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

M. DE SIMONIN,

Ministre de France en Afrique du Sud.

Monsieur le Secrétaire
aux Affaires extérieures
de l'Union Sud-Africaine,
Le Cap.

Certified a true copy :

P. A. Botha,

Under-Secretary for External Affairs.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

CAPETOWN, March 16th, 1939.

THE SECRETARY FOR EXTERNAL AFFAIRS,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter, dated the 16th March, 1939, relative to the Union-French Provisional Commercial Agreement of the 27th August, 1935, extended several times by further Exchange of Notes, and to the correspondence exchanged between us regarding the omission, owing to an error in transcription, of *citric* and *tartaric acids* and glassware from the list of goods entitled to the benefit of the intermediate tariff by virtue of paragraph 1 of the said Agreement.

I note that the Government of the Union have decided to supplement the said list of goods by the addition thereto of *citric* and *tartaric acids* (tariff item 213 (c)) and glassware, n.e.e. (tariff item 172 (b) (1)), and I have the honour to inform you that the French Government are prepared to accord sympathetic consideration to proposals which may, in future, be submitted to them in regard to quotas to be allocated to the Union in respect of citrus fruit.

Your letter and the present reply will be regarded as constituting an amendment to the Union-French Provisional Commercial Agreement of the 27th August, 1935. This amendment will come into force twenty-one days after signature of the note which you will send me on behalf of the Union Government.

With the assurance of my high consideration.

M. DE SIMONIN,

Minister for France in South Africa.

The Secretary for External Affairs
of the Union of South Africa,
Capetown.

¹ Translation of the Government of the Union of South Africa.

Nº 4403. — VERTRAG¹ ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN VERRECHNUNGS-VERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 18. DEZEMBER 1937.

NOTENWECHSEL BETREFFEND EIN ABBOMMEN ÜBER DIE ANWENDUNG DES OBENERWÄHNTEN VERTRAGES AUF DAS MEMELLAND. BERLIN, DEN 25. APRIL 1939.

Enregistré le 26 juillet 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. Registered on July 26th, 1939, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

I.

DER VORSITZENDE DES NIEDERLÄNDISCHEN
REGIERUNGSAUSSCHUSSES FÜR DEN
DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN
WIRTSCHAFTSVERKEHR.

HERR VORSITZENDER !

BERLIN, den 25. April 1939.

Ich beeche mich Ihnen zu bestätigen, dass am 25. April 1939 über die wirtschaftspolitischen Beziehungen zwischen dem Memelland und den Niederlanden einschliesslich der niederländischen überseeischen Gebiete folgende Vereinbarung getroffen wurde :

1) Der Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 nebst den dazu gehörenden Vereinbarungen wird vom 25. April 1939 ab auf das Memelland mit der Massgabe angewendet, dass sämtliche Verbindlichkeiten der in Art. 2 des Vertrages genannten Art, soweit sie noch nicht anderweitig abgewickelt sind, ohne Rücksicht auf den Zeitpunkt ihrer Entstehung und Fälligkeit nach den Bestimmungen des Vertrages zu erfüllen sind.

2) Die Einfuhr von Waren niederländischen oder niederländisch-überseeischen Ursprungs in das Memelland erfolgt grundsätzlich unter Anrechnung auf die für die Einfuhr in das übrige Reichsgebiet bestehenden Zahlungswertgrenzen. Eine besondere Regelung im Rahmen des Clearings bleibt jedoch für die Fälle vorbehalten, bei denen es sich um vor dem 23. III. 1939 getätigte Kaufabschlüsse handelt, für deren Abwicklung Zahlungswertgrenzen nicht vorhanden sind.

Ich benutze auch diesen Anlass, Herr Vorsitzender, Ihnen die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Dr. H. M. HIRSCHFELD.

An den Vorsitzenden des Deutschen Regierungsausschusses
für den deutsch-niederländischen Wirtschaftsverkehr,
Herrn Ministerialdirektor Dr. Walter, Berlin.

II.

DER VORSITZENDE DES DEUTSCHEN REGIERUNGS-
AUSSCHUSSSES FÜR DEN
DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN
WIRTSCHAFTSVERKEHR.

HERR VORSITZENDER !

BERLIN W 8, den 25. April 1939.

Ich beeche mich Ihnen zu bestätigen, dass am 25. April 1939 über die wirtschaftspolitischen Beziehungen zwischen dem Memelland und den Niederlanden einschliesslich der niederländischen überseeischen Gebiete folgende Vereinbarung getroffen wurde :

¹ Vol. CXC, page 29 ; et vol. CXCVI, page 503.
de ce recueil.

¹ Vol. CXC, page 29 ; and Vol. CXCVI, page 503, of this Series.

1) Der Vertrag über den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr vom 18. Dezember 1937 nebst den dazu gehörenden Vereinbarungen wird vom 25. April 1939 ab auf das Memelland mit der Massgabe angewendet, dass sämtliche Verbindlichkeiten der in Art. 2 des Vertrages genannten Art, soweit sie noch nicht anderweitig abgewickelt sind, ohne Rücksicht auf den Zeitpunkt ihrer Entstehung und Fälligkeit nach den Bestimmungen des Vertrages zu erfüllen sind.

2) Die Einfuhr von Waren niederländischen oder niederländisch-überseeischen Ursprungs in das Memelland erfolgt grundsätzlich unter Anrechnung auf die für die Einfuhr in das übrige Reichsgebiet bestehenden Zahlungswertgrenzen. Eine besondere Regelung im Rahmen des Clearings bleibt jedoch für die Fälle vorbehalten, bei denen es sich um vor dem 23. III. 1939 getätigte Kaufabschlüsse handelt, für deren Abwicklung Zahlungswertgrenzen nicht vorhanden sind.

Ich benutze auch diesen Anlass, Herr Vorsitzender, Ihnen die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Dr. WALTER.

An den Vorsitzenden des Niederländischen Regierungsausschusses
für den deutsch-niederländischen Wirtschaftsverkehr,
Herrn Generaldirektor Dr. Hirschfeld, Berlin.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

TRADUCTION.

No 4403. — TRAITÉ CONCERNANT LE RÉGIME DES PAIEMENTS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A BERLIN, LE 18 DÉCEMBRE 1937.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'APPLICATION AU TERRITOIRE DE MEMEL DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. BERLIN, LE 25 AVRIL 1939.

I.

LE PRÉSIDENT
DU COMITÉ GOUVERNEMENTAL NÉERLANDAIS
POUR LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES
GERMANO-NÉERLANDAIS.

BERLIN, le 25 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer que l'arrangement suivant a été conclu le 25 avril 1939 au sujet des rapports économiques entre le

TRANSLATION.

No. 4403. — TREATY CONCERNING CLEARING TRANSACTIONS BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 18TH, 1937.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE APPLICATION TO THE TERRITORY OF MEMEL OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. BERLIN, APRIL 25TH, 1939.

I.

THE PRESIDENT
OF THE NETHERLANDS GOVERNMENTAL COMMITTEE FOR COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS.

BERLIN, April 25th, 1939.

SIR,

I have the honour to confirm that the following Agreement has been concluded on April 25th, 1939, concerning economic relations

territoire de Memel et les Pays-Bas, y compris les territoires néerlandais d'outre-mer.

1. Le Traité germano-néerlandais du 18 décembre 1937, concernant le régime des paiements, ainsi que les arrangements connexes, sera appliqué à partir du 25 avril 1939 au territoire de Memel, étant entendu que tous les engagements de la nature indiquée à l'article 2 du traité, pour autant qu'ils n'ont pas encore été réglés d'autre manière, devront être remplis conformément aux dispositions du traité, quelle que soit la date de leur naissance et de leur échéance.

2. L'importation de marchandises originaire des Pays-Bas ou des territoires néerlandais d'outre-mer dans le territoire de Memel sera en principe imputée sur les contingents de paiement existants pour l'importation dans le reste du territoire du Reich. Une réglementation spéciale, dans le cadre du clearing, reste toutefois réservée pour les cas dans lesquels il s'agit de marchés conclus avant le 23 mars 1939 pour le règlement desquels il n'existe pas de contingents de paiement.

Je saisiss cette occasion, etc.

Dr H. M. HIRSCHFELD.

Le Dr Walter, Directeur ministériel,
Président du Comité gouvernemental
allemand pour les échanges économiques
germano-néerlandais,
Berlin.

II.

LE PRÉSIDENT
DU COMITÉ GOUVERNEMENTAL ALLEMAND
POUR LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES
GERMANO-NÉERLANDAIS.

BERLIN, W. 8., le 25 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer que l'arrangement suivant a été conclu le 25 avril 1939 au sujet des rapports économiques entre le territoire de Memel et les Pays-Bas, y compris les territoires néerlandais d'outre-mer.

1. Le Traité germano-néerlandais du 18 décembre 1937, concernant le régime des

between the Memel Territory and the Netherlands, including Netherlands territories overseas :

(1) The Treaty of December 18th, 1937, concerning clearing transactions between Germany and the Netherlands, and the agreements relating thereto, shall apply to Memel Territory as from April 25th, 1939, it being understood that all liabilities of the nature specified in Article 2 of the said Treaty shall, in so far as they have not yet been settled in any other manner, be met in accordance with the provisions of the Treaty, irrespective of the dates on which they were incurred or fell due.

(2) Goods originating in the Netherlands or in Netherlands territories overseas imported into Memel Territory shall be chargeable in principle to the payment quotas applicable to imports into the remainder of the territory of the Reich. Special arrangements shall be made within the scope of the Clearing Agreement in the case of purchase transactions concluded before March 23rd, 1939, where no limitation of payments is at present provided.

I avail myself of this opportunity, etc.

Dr. H. M. HIRSCHFELD.

Dr. Walter, Ministerialdirektor,
President of the German Governmental
Committee for Commercial Exchanges
between Germany and the Netherlands,
Berlin.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN GOVERNMENTAL
COMMITTEE FOR COMMERCIAL EXCHANGES
BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS.

BERLIN, W. 8., April 25th, 1939.

SIR,

I have the honour to confirm that the following Agreement has been concluded on April 25th, 1939, concerning economic relations between the Memel Territory and the Netherlands, including Netherlands territories overseas :

(1) The Treaty of December 18th, 1937, concerning clearing transactions between

paiements, ainsi que les arrangements connexes, sera appliqué à partir du 25 avril 1939 au territoire de Memel, étant entendu que tous les engagements de la nature indiquée à l'article 2 du traité, pour autant qu'ils n'ont pas encore réglés d'autre manière, devront être remplis conformément aux dispositions du traité, quelle que soit la date de leur naissance et de leur échéance.

2. L'importation de marchandises originaire des Pays-Bas ou des territoires néerlandais d'outre-mer dans le territoire de Memel sera en principe imputée sur les contingents de paiement existants pour l'importation dans le reste du territoire du Reich. Une réglementation spéciale, dans le cadre du clearing, reste toutefois réservée pour les cas dans lesquels il s'agit de marchés conclus avant le 23 mars 1939 pour le règlement desquels il n'existe pas de contingents de paiement.

Je saisiss cette occasion, etc.

Dr. WALTER.

Le Dr Hirschfeld,
Directeur général,
Président du Comité gouvernemental
néerlandais pour les échanges
économiques germano-néerlandais,
Berlin.

Germany and the Netherlands, and the agreements relating thereto, shall apply to the Memel Territory as from April 25th, 1939, it being understood that all liabilities of the nature specified in Article 2 of the said Treaty shall, in so far as they have not yet been settled in any other manner, be met in accordance with the provisions of the Treaty, irrespective of the dates on which they were incurred or fell due.

(2) Goods originating in the Netherlands or Netherlands territories overseas imported into the Memel Territory shall be chargeable in principle to the payment quotas applicable to imports into the remainder of the territory of the Reich. Special arrangements shall be made within the scope of the Clearing Agreement in the case of purchase transactions concluded before March 23rd, 1939, where no limitation of payments is at present provided.

I avail myself of this opportunity, etc.

Dr. WALTER.

Dr. Hirschfeld, General Director,
President of the Netherlands Governmental
Committee for Commercial Exchanges
between Germany and the Netherlands,
Berlin.

No. 44II. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 2ND, 1936, RESPECTING TRADE AND CLEARING, SIGNED AT LONDON, MAY 27TH, 1938.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT ESTABLISHING A SUPPLEMENTARY QUARTERLY QUOTA OF 6,000 TURKISH POUNDS IN RESPECT OF UNITED KINGDOM BOOKS AND PERIODICALS IMPORTED INTO TURKEY.
ANKARA, OCTOBER 10TH, 1939.

Nº 44II. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE COMPLÉTANT L'ACCORD DE COMMERCE ET DE CLEARING DU 2 SEPTEMBRE 1936. SIGNÉ A LONDRES, LE 27 MAI 1938.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD FIXANT UN CONTINGENT TRIMESTRIEL SUPPLÉMENTAIRE DE 6.000 LIVRES TURQUES POUR LES LIVRES ET ÉCRITS PÉRIODIQUES DU ROYAUME-UNI IMPORTÉS EN TURQUIE.
ANKARA, LE 10 OCTOBRE 1939.

¹ Vol. CXC, page 121, of this Series.

¹ Vol. CXC, page 121, de ce recueil.

Registered on November 24th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

I.

No. 202.
(27/57/39.)

ANGORA, October 10th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, on instruction from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire that a supplementary quota of £T. 6,000 per quarter in respect of United Kingdom books and periodicals classed under Turkish Tariff Nos. 348 and 349 should be added to the Schedule mentioned in Article 1 of the Supplementary Trade and Clearing Agreement, signed in London on the 27th May, 1938.

2. If the Government of the Turkish Republic concur in the foregoing arrangement, I have the honour to suggest that this note, together with Your Excellency's reply, shall be regarded as constituting an Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Turkish Republic, which shall have retrospective application from the 1st January, 1939, and shall continue in force until the 31st December, 1939, unless in the meantime other provision is made for the entry of these classes of United Kingdom goods into Turkey.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

His Excellency

Monsieur le Docteur Refik Saydam,
Prime Minister and Acting Minister
for Foreign Affairs
of the Government
of the Turkish Republic,
Angora.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No 202.
(27/57/39.)

ANKARA, le 10 octobre 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désire qu'un contingent supplémentaire de 6.000 livres turques par trimestre, en ce qui concerne les livres et périodiques du Royaume-Uni classés dans le tarif douanier turc sous les N°s 348 et 349, soit ajouté à la liste mentionnée à l'article premier de l'Accord complémentaire de commerce et de clearing signé à Londres le 27 mai 1938.

2. Si le Gouvernement de la République turque donne son assentiment à l'arrangement ci-dessus, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note, ainsi que la réponse de Votre Excellence, soient considérées comme constituant entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République turque un accord dont la mise en application sera fixée rétrospectivement au 1^{er} janvier 1939 et qui restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939, à moins que, dans l'intervalle, d'autres dispositions n'interviennent pour l'entrée, en Turquie, de ces catégories de marchandises du Royaume-Uni.

Je saisiss cette occasion, etc.

H. M. KNATCHBULL-HUGESSEN.

Son Excellence

Monsieur le Docteur Refik Saydam,
Premier Ministre et Ministre p. i.
des Affaires étrangères
du Gouvernement
de la République turque,
Ankara.

II.

TEXTE TURC. — TURKİSH TEXT.

TURKIYE CUMHURIYETİ.
HARICIYE VEKÂLETİ.

ANKARA, 10 İlkesrin 1939.

BAY BUYUK ELÇİ,

27 Mayıs 1938 tarihinde Londra'da imzalanmış bulunan Turkiye-Ingiltere munzam Ticaret ve Kliring İtilâsinin birinci maddesinde zikredilen listeye Muttehid Krallikdan gelen ve Türk gümruk tarifesiinin 348 ve 349'uncu maddelerine giren kitab ve mevkuteler için her üç ayda bir 6000 Türk liralık munzam bir kontenjan ilâvesi hususunda Cumhuriyet Hukûmetinin mutabik olduğunu, 10 İlkesrin 1939 tarih ve 202 sayılı mektubunuza cevaben, Ekselânsiniza bildirmekle şerefyabim.

Cumhuriyet Hukûmeti bu anlaşmanın makâbline teşmil suretile 1 Sonkânun 1939 tarihinden itibaren meriyete konulması ve, aralikta Muttehid Krallikdan gelen bu kabil eşyanın Turkiyeye duhulu hakkında yeni hukumler konulmazsa, 31 İlkkânun 1939 tarihine kadar meteber kalması hususunda da mutabiktir.

En derin hürmetlerimin kabulunu rica ederim Bay Buyuk Elçi.

Pour le Ministre a. i. :
N. MENEMENCIOLU.

Ekselâns

Sir Hugh M. Knatchbull-Hugessen,
Buyuk Britanya Buyuk Elçisi,
Ankara.

TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANKARA, le 10 octobre 1939.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre lettre du 10 octobre 1939, N° 202, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République est d'accord pour qu'un contingent supplémentaire de 6.000 livres turques par trimestre soit ajouté à la liste mentionnée à l'article premier de l'Accord additionnel de commerce et de clearing signé à Londres le 27 mai 1938, en ce qui concerne les livres et périodiques en provenance du Royaume-Uni visés par les articles 348 et 349 du tarif douanier turc.

Le Gouvernement de la République donne par ailleurs son consentement à ce que le présent accord soit mis en application avec effet rétroactif dès le 1^{er} janvier 1939, et reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939, à moins que, dans l'intervalle, d'autres dispositions ne

TRANSLATION.

REPUBLIC OF TURKEY.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

ANKARA, October 10th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of October 10th, 1939, No. 202, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic agrees that a supplementary quota of £T. 6,000 per quarter should be added to the Schedule mentioned in Article 1 of the Supplementary Trade and Clearing Agreement, signed in London on the 27th May, 1938, in respect of United Kingdom books and periodicals classed under Turkish Tariff Nos. 348 and 349.

2. The Government of the Republic further agrees that the present Agreement shall be applied with retroactive effect as from January 1st, 1939, and shall continue in force until the 31st December, 1939, unless in the meantime other provision is made for the

soient adoptées au sujet de l'entrée du Royaume-Uni en Turquie de ces catégories de marchandises.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre *a. i. :*

N. MENEMENCIOLU.

Son Excellence

Sir Hugh M. Knatchbull-Hugessen,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
Ankara.

entry of these classes of goods from the United Kingdom into Turkey.

I have, etc.

For the Minister *a. i. :*

N. MENEMENCIOLU.

His Excellency

Sir Hugh M. Knatchbull-Hugessen,
Ambassador of Great Britain,
Ankara.

No 4453. — ACORD¹ DE PLĂȚI DINTRE GUVERNUL ROMAN ȘI GUVERNUL MAJESTĂȚII SALE IN REGATUL UNIT, SEMNAT LA BUCUREȘTI, LA 2 SEPTEMBRIE 1938.

No. 4453. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ROUMANIAN GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL PAYMENTS. SIGNED AT BUCHAREST, SEPTEMBER 2ND, 1938.

EXCHANGES OF NOTES MODIFYING THE ANNEX TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. BUCHAREST, DECEMBER 23RD, 1938, AND APRIL 4TH, 1939.

Enregistrés le 24 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Registered on November 24th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I. M. JORDAN TO SIR R. HOARE.

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

SIGNED TRANSLATION. — TRADUCTION SIGNÉE.

BUCUREȘTI, 23 Decembrie, 1938.

BUCHAREST, December 23rd, 1938.

DOMNULE MINISTRU.

Am onoare ca în numele Guvernului român să cer asentimentul Guvernului M.S. a Regatului Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord pentru modificarea cu începere dela 1 Decembrie 1938 a anexei la Acordul privind plățile comerciale, semnat la București la 2 Septembrie 1938, după cum urmează :

(i) Următoarele articole noi vor fi adăugate la lista mărfurilor și procentelor publicate în Anexa la Acord :

SIR,

I have the honour, on behalf of the Romanian Government, to request the agreement of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the modification, with effect from the 1st December, 1938, of the Annex to the Agreement regarding Commercial Payments, signed at Bucharest on the 2nd September, 1938, as follows :

(i) The following new items shall be added to the list of goods and percentages set out in the Annex to the Agreement :

¹ Vol. CXCI, page 313, de ce recueil.

¹ Vol. CXCI, page 313, of this Series.

Tarif român No.	Mărfuri	% in Lstg.	Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds Per cent
43	Vânat de tot felul, omorât.	Nimic	43	Game of any description, dead	nil
349	Ciuperci	10	349	Mushrooms	10
ex 361	Borhot uscat de porumb . . .	10	ex 361	Dry maize residues	10
21	Fazani omorâti	15	21	Pheasants, dead	15
1158-1160	Obiecte din tablă de fier, chiar combinate (cu lemn sau cu alte materii comu- ne), vopsite, cositorite, zin- cuite, arămuite sau ală- muite, litografiate, smâl- țuite, nichelate, argintate, aurite	15	1158-1160	Articles made of sheet iron, even combined with wood or other common material, dyed, coated with tin, zinc, copper or brass, lithogra- phed, enamelled, nickelled, silvered, gilded	15
1161	Articole de luminat, din fier sau tablă de fier, precum : candelabre, lămpi, &c. .	15	1161	Lighting articles made of iron or sheet iron, such as : Candelabra, lamps, etc.	15
1563-1757	Orice fel de produse chimice cu excepția : cărbune activ, mercur, acid nitric, clorură de zinc, nitrat de amoniu, sulfat de cupru, sulfură de sodiu, acid lactic, eter etilic, acetonă, acetat de calcium, cloroform, și orice preparate chimice spe- ciale utilizate în indus- tria textilă	20	1563-1757	Any chemicals, with the exception of : Activated carbons, mer- cury, nitric acid, zinc chloride, ammonium ni- trate, copper sulphate, sodium sulphide, lactic acid, ethyl ether, ace- tone, calcium acetate, chloroform and any spe- cial chemical prepara- tions used in the textile industry	20
285	Secără	40	285	Rye	40

(ii) Următoarele articole vor fi șterse din lista mărfurilor și a procentelor publicate în Anexă :

Tarif român No.	Mărfuri	% in Lstg.	Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds Per cent
1159-1161	Dopuri « Coroana »	15	1159-1161	Crown-corks	15
1586-1588	Acid sulfuric și sulfuros . . .	20	1586-1588	Sulphuric and sulphurous acid	20
1597	Sodă caustică	20	1597	Caustic soda	20
1612	Carbid	20	1612	Carbide	20
1626	Hypoclorit de calciu	20	1626	Calcium hypochloride . . .	20
1670-1671	Acid acetic	20	1670-1671	Acetic acid	20
1679	Acizi naftenici	20	1679	Naphtenic acids	20
1680-1682	Alcooluri	20	1680-1682	Alcohols	20
ex 1681	Butanol	20	ex 1681	Butanol	20
1723	Ingrășăminte chimice orga- nice	20	1723	Organic chemical fertilisers.	20
1733	Produse chimice	20	1733	Chemicals	20
1768	Oxizi de zinc	20	1768	Zinc oxides	20

(iii) Cuvântul « nimic » va înlocui cifra « 10 » dela articolul 29 din tariful românesc « Unt, » cifra « 10 » va înlocui cifra « 20 » dela articolul № 1687 din tariful românesc « Acetonă » și cifra « 15 » va înlocui cifra « 20 » și « 25 » respectiv, dela articolul din tariful românesc

(ii) The following items shall be deleted from the list of goods and percentages set out in the Annex :

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds Per cent
1159-1161	Crown-corks	15
1586-1588	Sulphuric and sulphurous acid	20
1597	Caustic soda	20
1612	Carbide	20
1626	Calcium hypochloride . . .	20
1670-1671	Acetic acid	20
1679	Naphtenic acids	20
1680-1682	Alcohols	20
ex 1681	Butanol	20
1723	Organic chemical fertilisers.	20
1733	Chemicals	20
1768	Zinc oxides	20

(iii) The word " nil " shall be substituted for the figure " 10 " against the item Roumanian Tariff No. 29, " Butter ".

The figure " 10 " shall be substituted for the figure " 20 " against the item Roumanian Tariff No. 1687, " Acetone ".

Nº 40 « Conserve de carne de tot felul, în ambalaje hermetice » și Nº 44 tariful românesc « Păsări tăiate, » cuvântul « nimic » va înlocui cifra « 20 » dela articolul 1694 din tariful românesc « Acetat de calciu. »

2. Am onoare a vă propune ca, în cazul când Guvernul M.S. a Regatului Unit este de acord cu această modificare, prezenta notă și răspunsul Dvs. la ea să fie privită ca constituind un acord în conformitate cu termenii art. 9 (3) al Acordului de Plăți Anglo-Român din 2 Septembrie 1938.

Primiți, etc.

D. W. JORDAN.

The figure "15" shall be substituted for the figures "20" and "25", respectively, against the items Roumanian Tariff No. 40, "Preserved meat of all kinds hermetically packed", and Roumanian Tariff No. 44, "Trussed poultry".

The word "nil" shall be substituted for the figure "20" against the item Roumanian Tariff No. 1694, "Calcium acetate".

2. I have the honour to suggest that, if His Majesty's Government in the United Kingdom agree to this modification, the present note and your reply thereto shall be regarded as constituting an Agreement in accordance with the terms of Article 9 (3) of the Anglo-Roumanian Payments Agreement of the 2nd September, 1938.

I avail, etc.

D. W. JORDAN.

II. SIR R. HOARE TO M. CONSTANTINESCO.

SIR,

BUCHAREST, December 23rd, 1938.

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which you requested the agreement of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the modification, with effect from the 1st December, 1938, of the Annex to the Anglo-Roumanian Payments Agreement signed at Bucharest on the 2nd September, 1938, as follows :

(As in translation of No. I.)

2. In reply I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to this modification, and to state that the present exchange of notes shall be regarded as constituting an Agreement in accordance with the terms of Article 9 (3) of the Anglo-Roumanian Payments Agreement of the 2nd September, 1938.

I avail, etc.

R. H. HOARE.

III. M. BUJOIU TO SIR R. HOARE.

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

SIGNED TRANSLATION. — TRADUCTION SIGNÉE.

BUCUREȘTI, 4th April, 1939.

BUCHAREST, April 4th, 1939.

DOMNULUI MINISTRU,

Am onoare ca în numele Guvernului român să cer asentimentul Guvernului M.S. a Regatului Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord, pentru modificarea cu începere dela 1 Ianuarie 1939, a anexei la Acordul privind plătile comerciale, semnat la București la 2 Septembrie 1938, după cum urmează :

SIR,

I have the honour, on behalf of the Roumanian Government, to request the agreement of His Majesty's Government of Great Britain and Northern Ireland to the modification, with effect from the 1st January, 1939, of the Annex to the Anglo-Roumanian Payments Agreement signed at Bucharest on 2nd September, 1938, as follows :

(i) Articolele :

Tarif român No.	Mărfuri	Procentul in Lire sterline %
307-309	Lucernă, sămânță de trifoi și sămânță de alte plante furajere (cu excepția măzărichii)	30

să fie șterse din lista mărfurilor și a procentelor prevăzute în Anexă și următoarele articole să fie intercalate în locul lor în ordinea cuvenită din anexă :

Tarif român No.	Mărfuri	Procentul in Lire sterline %
309	Semințe de plante furajere cu excepția lucernei, trifoiului și semințe de mazariche	30
307-308	Lucernă și semințe de trifoi	10

(ii) Cuvântul « nil » va înlocui cifra 10 dela articolul № 288 al Tarifului Vamal român « Mazăre » și dela articolul № 439 « Tuica și drojdie. » Aceste articole se vor trece la locul cuvenit la stârșitul Anexei.

Am onoare a vă propune ca, în cazul când Guvernul M.S. a Regatului Unit este de acord cu această modificare, prezenta notă și răspunsul Dvs. la ea să fie privită ca constituind un acord în conformitate cu termenii art. 9 (3) al Acordului de Plăți Anglo-Român din 2 Septembrie 1938.

Primiți, etc.

T. E. BUJOIU.

IV. SIR R. HOARE TO M. BUJOIU.

SIR,

BUCHAREST, April 4th, 1939.

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date, in which you requested the agreement of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the modification, with effect from the 1st January, 1939, of the Annex to the Anglo-Roumanian Payments Agreement signed at Bucharest on the 2nd September, 1938, as follows :

(As in signed translation of No. III.)

2. In reply I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to this modification, and to state that the present exchange of notes shall be regarded as constituting an Agreement in accordance with the terms of Article 9 (3) of the Anglo-Roumanian Payments Agreement of the 2nd September, 1938.

I avail, etc.

R. H. HOARE.

(i) The item :

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds Per cent
307-309	Lucern, trefoil seeds and seeds of other forage plants (with the exception of vetch)	30

shall be deleted from the list of goods and percentages set out in the Annex and the following items shall instead be inserted in the appropriate places in the Annex :

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds Per cent
309	Seeds of forage plants with the exception of lucern, trefoil and vetch seeds.	30
307-308	Lucern and trefoil seeds . .	10

(ii) The word " nil " shall be substituted for the figure 10, against the item Roumanian Tariff No. 288, " Peas ", and Roumanian Tariff No. 439, " Tuica and plum brandy ", and these items shall be transferred to their appropriate place near the end of the Annex.

I have the honour to suggest that, if His Majesty's Government in the United Kingdom agree to this modification, the note and your reply thereto shall be regarded as constituting an Agreement in accordance with the terms of Article 9 (3) of the Anglo-Roumanian Payments Agreement of the 2nd September, 1938.

I avail, etc.

T. E. BUJOIU.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4453. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ROUMAN CONCERNANT LES PAIEMENTS COMMERCIAUX. SIGNÉ A BUCAREST, LE 2 SEPTEMBRE 1938.

ECHANGES DE NOTES MODIFIANT L'ANNEXE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ.
BUCAREST, LES 23 DÉCEMBRE 1938 ET 4 AVRIL 1939.

I. M. JORDAN A SIR R. HOARE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BUCAREST, le 23 décembre 1938.

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement roumain, de demander l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux modifications suivantes, avec effet du 1^{er} décembre 1938, de l'annexe à l'Accord concernant les paiements commerciaux, signé à Bucarest le 2 septembre 1938 :

i) Les nouveaux articles suivants seront ajoutés à la liste des marchandises et des pourcentages figurant dans l'annexe à l'accord :

Numéro du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling %
43	Gibier mort de toute sorte	néant
349	Champignons	10
ex 361	Résidus séchés de maïs	10
21	Faisans morts	15
1158-1160	Articles en tôle de fer, même combinés avec du bois ou d'autres matières communes, peints, étamés, zingués, cuivrés ou laitonnés, lithographiés, émaillés, nickelés, argentés, dorés	15
1161	Articles d'éclairage en fer ou en tôle de fer, tels que : Candélabres, lampes, etc.	15
1563-1757	Produits chimiques de toute sorte à l'exception des suivants : Carbone actif, mercure, acide azotique, chlorure de zinc, azotate d'ammonium, sulfate de cuivre, sulfure de sodium, acide lactique, éther éthylique, acétone, acétato de calcium, chloroforme, ainsi que toutes préparations chimiques spéciales utilisées dans l'industrie textile .	20
285	Seigle	40

ii) Les articles suivants seront rayés de la liste des marchandises et des pourcentages figurant à l'annexe :

Numéro du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling %
1159-1161	Bouchons-couronnes	15
1586-1588	Acide sulfurique et acide sulfureux	20
1597	Soude caustique	20
1612	Carbure de calcium	20
1626	Hypochlorite de calcium	20
1670-1671	Acide acétique	20
1679	Acides naphténiques	20
1680-1682	Alcools	20
ex 1681	Butanol	20
1723	Engrais chimiques organiques	20
1733	Produits chimiques	20
1768	Oxydes de zinc	20

iii) Au numéro 29 du tarif roumain « Beurre », remplacer le chiffre « 10 » par le mot « néant ».
 Au numéro 1687 du tarif roumain « Acétone », remplacer le chiffre « 20 » par « 10 ».

Aux numéros 40 « Conserves de viande de toute sorte, en emballages hermétiques » et 44 « Volailles mortes » du tarif roumain, remplacer les chiffres « 20 » et « 25 », respectivement, par 15.

Au numéro 1694 du tarif roumain « Acétate de calcium », remplacer le chiffre « 20 » par le mot « néant ».

2. J'ai l'honneur de proposer que si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte ces modifications, la présente note et votre réponse à celle-ci soient considérées comme constituant un accord aux termes de l'article 9 (3) de l'Accord anglo-roumain du 2 septembre 1938 concernant les paiements.

Je saisirai cette occasion, etc.

D. W. JORDAN.

II. SIR R. HOARE A M. CONSTANTINESCO.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BUCAREST, le 23 décembre 1938.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu demander l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux modifications suivantes, avec effet du 1^{er} décembre 1938, de l'annexe à l'Accord anglo-roumain concernant les paiements, signé à Bucarest le 2 septembre 1938 :

(Voir Note No I.)

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte ces modifications et de déclarer que le présent échange de notes sera considéré comme constituant un accord aux termes de l'article 9 (3) de l'Accord anglo-roumain du 2 septembre 1938 concernant les paiements.

Je saisirai cette occasion, etc.

R. H. HOARE.

III. M. BUJOIU A SIR R. HOARE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BUCAREST, le 4 avril 1939.

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement roumain, de demander l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux modifications suivantes, avec effet du 1^{er} janvier 1939, de l'annexe à l'Accord anglo-roumain concernant les paiements, signé à Bucarest le 2 septembre 1938 :

i) L'article :

Numéro du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling %
307-309	Graines de luzerne et de trèfle, et graines d'autres plantes fourragères (à l'exception de la vesce)	30

sera rayé de la liste des marchandises et pourcentages figurant à l'annexe, et les articles suivants seront insérés dans l'annexe, à la place appropriée :

Numéro du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling %
309	Graines de plantes fourragères, à l'exception des graines de luzerne, de trèfle et de vesce	30
307-308	Graines de luzerne et de trèfle	10

ii) Aux numéros 288 « Pois » et 439 « Tuica et eau-de-vie de prunes » du tarif roumain, remplacer le chiffre « 10 » par le mot « néant », et insérer lesdits articles à la place appropriée, vers la fin de l'annexe.

J'ai l'honneur de proposer que si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte ces modifications, la présente note et votre réponse à celle-ci soient considérées comme constituant un accord aux termes de l'article 9 (3) de l'Accord anglo-roumain du 2 septembre 1938 concernant les paiements.

Je saisiss cette occasion, etc.

T. E. BUJOIU.

IV. SIR R. HOARE A M. BUJOIU.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BUCAREST, le 4 avril 1939.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu demander l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux modifications suivantes, avec effet du 1^{er} janvier 1939, de l'annexe à l'Accord anglo-roumain concernant les paiements, signé à Bucarest le 2 septembre 1938 :

(Voir Note N° III.)

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte ces modifications et de déclarer que le présent échange de notes sera considéré comme constituant un accord aux termes de l'article 9 (3) de l'Accord anglo-roumain du 2 septembre 1938 concernant les paiements.

Je saisiss cette occasion, etc.

R. H. HOARE.

No. 4523. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWITZERLAND CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 3RD, 1937.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE EXTENSION TO BURMA OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERNE, AUGUST 19TH AND 25TH, 1939.

Registered on November 2nd, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

BRITISH LEGATION.

107/6/39.

BERNE, August 19th, 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

No. 4523. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUISSE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE CIVILE. SIGNÉE À LONDRES, LE 3 DÉCEMBRE 1937.

EXCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A LA BIRMANIE DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BERNE, LES 19 ET 25 AOUT 1939.

Enregistré le 2 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

107/6/39.

BERNE, le 19 août 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de

¹ Vol. CXCIV, page 223, of this Series.

¹ Vol. CXCIV, page 223, de ce recueil.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings which was signed in London on December 3rd, 1937, between His Majesty in respect of the United Kingdom and the Swiss Federal Council, the extension of the operation of that Convention to Burma.

In accordance with Article 8 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 19th September next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller Fédéral, the assurance of my highest consideration.

G. R. WARNER.

Son Excellence

Monsieur le Conseiller Fédéral

Giuseppe Motta,

Federal Political Department,

Berne.

II.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

B. 14.21.GB.5.—TP.

ad No. 107/6/39.

Par note du 19 de ce mois, la Légation de Sa Majesté britannique a bien voulu faire savoir au Département politique fédéral que la Convention en matière de procédure civile, conclue le 3 décembre 1937, entre la Suisse et la Grande-Bretagne, a été étendue, aux termes de l'article 8 de cet accord, à la Birmanie.

En prenant note de cette extension qui entrera en vigueur le 19 septembre 1939, le Département politique remercie vivement la Légation de Sa Majesté de son obligeante communication et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

BERNE, le 25 août 1939.

A la Légation de Sa Majesté britannique,
Berne,

notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 8 *a*) de la Convention en matière de procédure civile signée à Londres le 3 décembre 1937 entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le Conseil fédéral suisse, que l'application des dispositions de cette convention est étendue à la Birmanie.

Conformément à l'article 8 *b*) de la convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 19 septembre prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisiss cette occasion, etc.

G. R. WARNER.

Son Excellence

Monsieur le Conseiller fédéral

Giuseppe Motta,

Département politique fédéral,

Berne.

II.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
FOREIGN AFFAIRS SECTION.

B. 14.21.GB.5.—TP.

Ad No. 107/6/39.

In a note dated August 19th, His Britannic Majesty's Legation notified the Federal Political Department that the operation of the Convention regarding legal proceedings concluded on December 3rd, 1937, between Switzerland and Great Britain had been extended, under the terms of Article 8 of the said Convention, to Burma.

In noting this extension, which will come into force on September 19th, 1939, the Political Department desires to thank His Majesty's Legation for its communication and avails itself of the opportunity, etc.

BERNE, August 25th, 1939.

His Britannic Majesty's Legation,
Berne.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE SWISS GOVERNMENT REGARDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERNE, SEPTEMBER 26TH AND OCTOBER 2ND, 1939.

Registered on November 24th, 1939, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

107/10/39.

BERNE, September 26th, 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 9 (a) of the Convention regarding legal proceedings, which was signed in London on the 3rd December, 1937, between His Majesty in respect of the United Kingdom and the Swiss Federal Council, the accession of His Majesty to that Convention in respect of New Zealand.

In accordance with Article 9 (a) of the Convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th October next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller Fédéral, the assurance of my highest consideration.

G. R. WARNER.

Son Excellence

Monsieur le Conseiller Fédéral

Giuseppe Motta,

Federal Political Department,

Berne.

II.

**DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**

B. 14.21.GB.5.-TO.

BERNE, le 2 octobre 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre du 26 septembre, Votre Excellence a bien voulu nous faire part, en conformité avec l'article 9, lettre a), de la Convention en matière de procédure civile, signée le 3 décembre 1937

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUISSE CONCERNANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BERNE, LES 26 SEPTEMBRE ET 2 OCTOBRE 1939.

Enregistré le 24 novembre 1939 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

107/10/39.

BERNE, le 26 septembre 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, sur la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 9 a) de la Convention en matière de procédure civile signée à Londres le 3 décembre 1937 entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le Conseil fédéral suisse, que Sa Majesté a adhéré à cette convention pour ce qui concerne la Nouvelle-Zélande.

Conformément à l'article 9 a) de la convention, l'adhésion notifiée par la présente communication prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 octobre prochain.

En priant Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente communication, je saisie cette occasion, etc.

G. R. WARNER.

Son Excellence

Monsieur le Conseiller fédéral

Giuseppe Motta,

Département politique fédéral,

Berne.

II.

**FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
FOREIGN AFFAIRS SECTION.**

B. 14.21.GB.5.-TO.

BERNE, October 2nd, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

In a note dated September 26th, Your Excellency was good enough to notify us, in accordance with Article 9 (a) of the Convention regarding legal proceedings, concluded on De-

entre le Conseil fédéral suisse et Sa Majesté britannique pour le Royaume-Uni, de l'adhésion à cette convention de Sa Majesté pour ce qui concerne la Nouvelle-Zélande.

Nous avons l'honneur de prendre acte de cette communication et avons noté que cette adhésion prendra effet le 26 octobre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Département politique fédéral :
p. o. BONNA.

Son Excellence
Sir George Warner,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Berne.

ember 3rd, 1937, between the Swiss Federal Council and His Britannic Majesty in respect of the United Kingdom, of the accession of His Majesty to that Convention in respect of New Zealand.

We beg to take note of this communication and of the fact that the accession will take effect on October 26th.

We have the honour to be, etc.

Federal Political Department :
p. o. BONNA.

His Excellency
Sir George Warner,
His Britannic Majesty's Minister,
Berne.

Nº 8 a). — CONVENTION¹ RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES. SIGNÉE A PARIS, LE 4 MAI 1910.

APPLICATION DE LA CONVENTION A LA BIRMANIE EN TANT QUE POSSESSION BRITANNIQUE.

Le ministre des Affaires étrangères de la République française a fait savoir au Secrétariat, par une lettre reçue le 29 juillet 1939, qu'aux termes d'une notification qui lui a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, la Birmanie, qui participait à la convention susmentionnée en tant que partie de l'Inde, a été séparée de l'Inde le 1^{er} avril 1937 et possède maintenant le statut d'un territoire britannique d'outre-mer. En conséquence, la convention susmentionnée doit être considérée comme s'appliquant à la Birmanie en tant que possession britannique à partir de cette date, conformément à son article 11, sous la réserve suivante, qui correspond à celle faite pour l'Inde au moment de son adhésion :

« La Birmanie se réserve le droit de substituer à son gré l'âge de 16 ans ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ulté-

No. 8 (a). — CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, MAY 4TH, 1910.

APPLICATION OF THE CONVENTION TO BURMA AS A BRITISH POSSESSION.

The Minister for Foreign Affairs of the French Republic informed the Secretariat, by a letter received on July 29th, 1939, that, in accordance with a notification which he received from His Majesty's Government in the United Kingdom, Burma, which participated in the above-mentioned Convention as a part of India, was separated from India on April 1st, 1937, and now possesses the status of a British overseas territory. Consequently, the above-mentioned Convention is to be regarded as applying to Burma as a British possession, as from that date, in accordance with Article 11 thereof, subject to the following reservation which corresponds to that made in respect of India at the time of her accession, viz :

“ Burma reserves the right at her discretion to substitute the age of 16 years or any greater age that may subsequently

¹ Vol. III, page 278 ; vol. XI, page 428 ; vol. XXIV, page 206 ; vol. XXXV, page 334 ; vol. CIV, page 545 ; vol. CVII, page 556 ; vol. CXI, page 419 ; vol. CXVII, page 334 ; vol. CLX, page 453 ; vol. CLXIV, page 445 ; et vol. CLXXII, page 437, de ce recueil.

¹ Vol. III, page 278 ; Vol. XI, page 429 ; Vol. XXIV, page 207 ; Vol. XXXV, page 335 ; Vol. CIV, page 545 ; Vol. CVII, page 556 ; Vol. CXI, page 419 ; Vol. CXVII, page 334 ; Vol. CLX, page 453 ; Vol. CLXIV, page 445 ; and Vol. CLXXII, page 437, of this Series.

riurement aux limites d'âge prescrites au paragraphe B du protocole final de la convention. »

be decided upon for the age limits prescribed in paragraph B of the Final Protocol of the Convention. ”

Nº 49 a). — CONVENTION¹ RELATIVE AU RÉGIME DES NAVIRES DE COMMERCE ENNEMIS AU DÉBUT DES HOSTILITÉS, CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

DÉNONCIATION

FRANCE, effective à partir du 13 juillet 1940.
Enregistrée le 16 octobre 1939 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

No. 49 (a). — CONVENTION¹ RELATING TO THE STATUS OF ENEMY MERCHANT SHIPS ON OUTBREAK OF HOSTILITIES, CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

DENUNCIATION.

FRANCE, effective as from July 13th, 1940.
Registered on October 16th, 1939, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

Les traités suivants, déjà enregistrés à la demande d'une des Parties, ont été également présentés à l'enregistrement par une autre Partie.

The following Treaties, already registered at the request of one Party, have also been presented for registration by another Party.

Nº 4230. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LA SUPPRESSION DES VISAS CONSULAIRES SUR LES PATENTES DE SANTÉ. SIGNÉ A PARIS, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

Communiqué par le délégué permanent de la Roumanie près la Société des Nations le 24 juillet 1939.

No. 4230. — AGREEMENT² FOR DISPENSING WITH CONSULAR VISAS ON BILLS OF HEALTH. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 22ND, 1934.

Communicated by the Permanent Delegate of Roumania to the League of Nations, July 24th, 1939.

Nº 4485. — TRAITÉ³ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 1^{er} FÉVRIER 1938.

Communiqué par le représentant permanent de la Thaïlande près la Société des Nations le 4 octobre 1939.

No. 4485. — TREATY³ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, FEBRUARY 1st, 1938.

Communicated by the Permanent Representative of Thailand to the League of Nations, October 4th, 1939.

¹ Vol. XLV, page 217; vol. LIV, page 433; et vol. CLX, page 454, de ce recueil.

¹ Vol. XLV, page 217; Vol. LIV, page 433; and Vol. CLX, page 454, of this Series.

² Vol. CLXXXIII, page 145, de ce recueil.

² Vol. CLXXXIII, page 145, of this Series.

³ Vol. CXCIII, page 13, de ce recueil.

³ Vol. CXCIII, page 13, of this Series.

